

LE PRINCIPE DE SINCÉRITÉ DU BILAN

Essai d'une définition en droit positif suisse

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

par

Gérald-Charles BOURQUIN
VERNIER - GENÈVE

THÈSE N° 623

GENÈVE
Georg & C^{ie} SA. Genève
1976

En vente chez Georg & C^{ie} SA. Genève

LE PRINCIPE DE SINCÉRITÉ DU BILAN

Essai d'une définition en droit positif suisse

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

par

Gérald-Charles BOURQUIN
VERNIER - GENÈVE

THÈSE N° 623

GENÈVE
Georg & C^{ie} SA. Genève
1976

En vente chez Georg & C^{ie} SA. Genève

La faculté de droit autorise l'impression de la présente dissertation sans entendre émettre par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Genève, le 28 juillet 1976

Thèse 623

Le Doyen :

J. THORENS



Nous remercions MM. les Professeurs, membres du jury de thèse, d'avoir bien voulu prendre connaissance de notre travail au cours de son élaboration et d'avoir eu l'amabilité de nous recevoir pour nous faire part de leurs observations. Nous adressons nos remerciements à M. le professeur A. Hirsch pour sa disponibilité et ses conseils lors des discussions préparatoires.

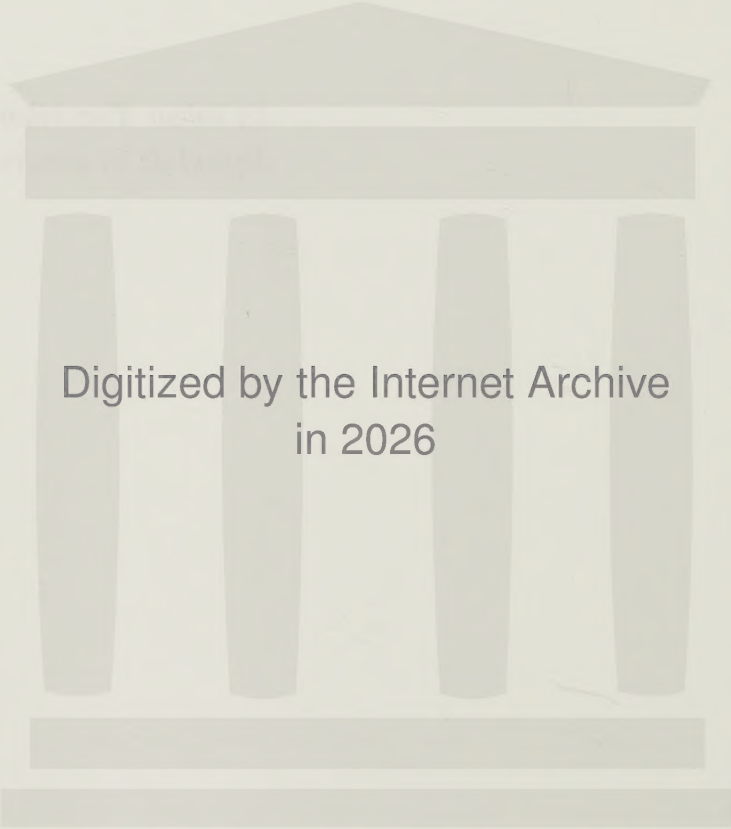
Nous remercions également tous ceux qui nous ont apporté leur aide, en particulier, M^{me} R. Devaud, pour son travail de secrétariat et de dactylographie qu'elle a accompli avec beaucoup de dévouement ainsi que M. W. Maulaz pour son travail de revision et l'intérêt amical qu'il a porté à notre ouvrage.

A ma femme et à mes deux enfants



En hommage à mon père et à mon oncle

*La valeur d'un bilan
dépend de sa sincérité*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545924_0001

TABLE DES MATIÈRES RÉSUMÉE

	Pages
INTRODUCTION	3

* * *

TITRE PREMIER

ÉTUDE HISTORIQUE DES PRINCIPES A OBSERVER POUR L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN

Première Partie

LES RÈGLES ET PRINCIPES CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES DU PREMIER TRAITÉ DE COMPTABILITÉ A L'ORIGINE DE L'UNIFICATION DU DROIT COMMERCIAL EN SUISSE	9
---	---

Chapitre I

Du premier traité de comptabilité jusqu'à la première législation de droit commercial (1494-1673)	11
--	----

Chapitre II

De la première législation de droit commercial jusqu'au Code de com- merce napoléonien (1673-1807)	21
---	----

Chapitre III

Du Code de commerce napoléonien à l'origine de l'unification du droit commercial en Suisse (1807-1862)	39
---	----

Deuxième Partie

LES PRINCIPES A OBSERVER POUR L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN DANS LE CODE DES OBLIGATIONS SUISSE	65
---	----

Chapitre IV

Dans le cadre de l'élaboration du Code des obligations du 14 juin 1881	67
A — Considérations préliminaires	69
B — Les travaux effectués avant la Constitution fédérale de 1874 . .	75
C — Les travaux effectués après la Constitution fédérale de 1874 . . .	85
D — L'influence du Code fédéral des obligations de 1881 sur les légis- lations italienne et allemande de la fin du XIX ^e siècle	101

Chapitre V

Dans le cadre de la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obli- gations de 1937	113
A — Considérations préliminaires	115
B — Les principaux concepts de la sincérité du bilan dans la doctrine de 1881 à 1936	119
C — Les avant-projets de 1915 et 1917	127
D — Les projets Hubert (I) et Hoffmann (II). Les travaux de la Grande Commission d'experts	137
E — Le projet du Conseil fédéral et les délibérations des Chambres fédérales	151

* * *

TITRE SECOND

ESSAI D'UNE DÉFINITION DU PRINCIPE DE SINCÉRITÉ DU BILAN EN DROIT POSITIF SUISSE

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES	171
--	-----

Première Partie

LA NOTION DE SINCÉRITÉ ET SA PORTÉE	177
---	-----

Chapitre VI

La définition de la sincérité	179
A — La sincérité de <i>l'auteur du bilan</i>	181
B — La sincérité des <i>comptes</i>	189
C — Objectivité et subjectivité de la sincérité des comptes.	195
D — Le sens du mot <i>sincérité</i>	201

Chapitre VII

La recherche de la sincérité	209
A — Le principe posé par le législateur	211
B — La réunion des éléments d'appréciation	219
C — La décision fondée sur les éléments d'appréciation	227

Chapitre VIII

La sincérité et les principes généralement admis dans le commerce. . .	235
A — Les usages commerciaux	237
B — Les principes généralement admis dans le commerce	241
C — Les usages commerciaux et la sincérité du bilan	251

Chapitre IX

La sincérité du bilan et l'information des intéressés	257
A — Les intéressés	259
B — Sincérité et clarté du bilan	269
C — Sincérité du bilan et secret des affaires	277

Deuxième Partie

LE CONTENU DU PRINCIPE DE SINCÉRITÉ	283
---	-----

Chapitre X

L'exactitude de la comptabilité	285
A — La comptabilité commerciale	287
B — L'exactitude formelle de la comptabilité	297
C — L'exactitude matérielle de la comptabilité	303
D — L'exactitude de la comptabilité, présupposition de la sincérité du bilan	309

Chapitre XI

Les problèmes posés par l'enregistrement des mouvements de valeurs	313
A — L'enregistrement des mouvements de valeurs dans la comptabilité	315
B — L'enregistrement des actes juridiques	319
C — L'enregistrement des autres faits	331

Chapitre XII

L'état complet du bilan	337
A — Les données de base	339
B — L'état complet de l'inventaire et du bilan	349
C — Les engagements hors comptabilité	363
D — Le bilan du commerçant individuel	371
E — La compensation des actifs et des passifs	379

Chapitre XIII

L'état complet du compte d'exploitation	385
A — Les données de base	387
B — L'état complet du compte d'exploitation	393
C — La compensation des charges et des produits	403
D — Les réserves latentes volontaires	411

Chapitre XIV

La sincérité des évaluations	423
A — Les différentes valeurs selon le but et la nature du bilan	425
B — Les règles d'évaluation fixées par le législateur et la sincérité.	433
C — La valorisation de certains éléments de l'actif	445
D — Les amortissements et les provisions	457
E — L'inflation et les évaluations	469

* * *

CONCLUSION	481
De « lege lata »	483
De « lege ferenda »	491

* * *

BIBLIOGRAPHIE	499
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	513

Introduction



1.

Le principe de sincérité est l'un des principes comptables de base qui régissent l'établissement des bilans, principes issus des lois, de la jurisprudence, de la coutume ou de la doctrine professionnelle¹.

2.

En droit positif suisse, le principe de sincérité découle des règles concernant le bilan énumérées aux articles 958, 959, 960 et 961 du titre trente-deuxième du Code fédéral des obligations relatif à la comptabilité commerciale; il résulte de l'art. 959 CO qui a la teneur suivante:

« Le compte d'exploitation et le bilan annuel sont dressés conformément aux principes généralement admis dans le commerce; ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter, afin que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise. »

Cet article est intitulé, dans la note marginale: « clarté et sincérité du bilan ».

Il s'agit d'un principe à observer par toute personne astreinte légalement à tenir une comptabilité, c'est-à-dire, en vertu de l'art. 957 CO, par quiconque a l'obligation de faire inscrire sa raison de commerce dans le registre du commerce². Il découle également de l'obligation de dresser un bilan — ou « Bilanzpflicht » — prescrite par l'art. 958 CO.

Le principe de sincérité du bilan³ est donc en Suisse érigé en une règle de droit commercial imposée spécifiquement aux commerçants.

¹ Lexique de l'Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC), 2^e éd., 1974, p. 624.

² Autrement dit par tout commerçant au sens juridique du terme.

³ Pour simplifier, nous désignons d'une façon générale par « sincérité du bilan » celle concernant le compte de résultats et le bilan proprement dit, c'est-à-dire la clôture des comptes annuels — ou « Jahresabschluss » —.

3.

Plusieurs raisons nous ont engagé à entreprendre cette étude :

- a) Le principe de sincérité est certainement l'un des principes comptables généraux dont le fondement a été le plus discuté. Il a été mis et remis en cause par la doctrine ¹.

La sincérité du bilan est-elle accessible ou est-elle au contraire un slogan de nature essentiellement théorique, ou encore une illusion, voire un mythe ? La question posée est de savoir pourquoi le législateur a exigé ce principe et comment il désire son application.

- b) Le législateur ne dit pas ce qu'il faut entendre par sincérité du bilan. Or, cette notion est complexe. Elle est délicate à définir, tant sur le plan juridique qu'économique et comptable, d'où l'intérêt de chercher à en dégager le contenu. Un principe comptable imposé par la loi n'est pratiquement respecté que dans la mesure où il repose sur des règles claires et simples.
- c) Définir le plus exactement possible ce que représente la sincérité du bilan est encore utile pour le contrôle des comptes dans les sociétés de capitaux ². En vertu de la loi, les contrôleurs recherchent si le compte de pertes et profits et le bilan sont conformes aux livres. La doctrine suisse admet que cette vérification doit porter également sur le principe de sincérité ³. Le même point de vue est adopté par la doctrine allemande ⁴. En France, la loi impose expressément aux commissaires aux comptes de certifier la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte d'exploitation générale, du compte de pertes et profits et du bilan ⁵. Dans une étude sur la certification des comptes en Belgique ⁶, le Comité scientifique de l'Ordre des experts-comptables et comptables brevetés de Belgique définit la certification comme étant un avis écrit, attestant la sincérité du bilan et du compte de pertes et profits d'une entreprise et leur concordance avec la situation réelle

¹ Particulièrement par la doctrine allemande du début du XX^e siècle.

² Société anonyme: art. 727 ss CO.

Société en commandite par actions: art. 764 al. 2 et 768 CO.

Société à responsabilité limitée: art. 819 al. 2 CO.

Société coopérative: art. 906 ss CO.

³ « Toute la doctrine reconnaît que l'art. 728 al. 1 CO oblige les contrôleurs à vérifier la clarté et la sincérité du bilan... Cependant, la doctrine ne précise pas la mesure dans laquelle le contrôleur doit opérer cette délicate vérification. »

Alain HIRSCH « L'organe de contrôle dans la société anonyme » – 1965, p. 137.

⁴ ADLER/DÜRING/SCHMALTZ « Rechnungslegung und Prüfung der Aktiengesellschaft » – 1971, Bd 2 p. 29, note 30.

Kölner Kommentar zum Aktiengesetz – 1971, Bd 2 p. 146-147.

Wirtschaftsprüfer-Handbuch – 1973, p. 1049.

⁵ DALLOZ « Code de Commerce » 1972-1973, art. 228 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales p. 902.

⁶ Revue belge de la comptabilité, n° 1, mars 1962, p. 7.

qui ressort de la comptabilité et des opérations d'inventaire. Le manuel de revision comptable de l'Union européenne des experts-comptables économiques et financiers¹ précise, enfin, que la revision annuelle des comptes a pour objet essentiel de vérifier l'exactitude et la sincérité du bilan et du compte de résultats communiqués aux tiers.

L'un des objectifs de la mission des contrôleurs aux comptes étant de vérifier la sincérité du bilan, il est souhaitable de fixer les éléments sur lesquels doit porter cette partie de leur contrôle.

- d) L'on constate souvent dans la vie des affaires, en matière de bilan commercial, une certaine discordance entre l'ordre juridique et les faits. Celle-ci provient essentiellement de la liberté que s'arroe le monde des affaires envers les exigences du législateur relatives à la clarté et à la sincérité du bilan². Il s'agit d'un état d'esprit qui existe depuis fort longtemps. On a de la peine à accepter que le législateur intervienne dans un domaine que l'on considère encore comme étant privé. Dans certains milieux professionnels de la comptabilité, on justifie cette position en alléguant la souplesse et la liberté d'appréciation que doit avoir le commerçant pour établir son bilan. Cette attitude comporte le risque évident que la règle de l'art. 959 CO reste lettre morte³.

Le juriste ne peut se désintéresser de cette situation; il se doit de la mettre en évidence et d'en rechercher les causes.

4.

Ces diverses raisons déterminent les objectifs de notre étude. Pour en réunir les éléments de base, nous sommes partis de l'idée que l'histoire pouvait être l'un des meilleurs commentaires de la loi⁴. C'est pourquoi nous nous proposons d'abord de rechercher comment sont apparus les règles et principes concernant l'établissement des comptes dans la doctrine comptable depuis le premier traité publié en cette matière, comment ces règles et principes ont évolué dans le temps et se sont cristallisés dans les législations, en particulier en France, en Allemagne et dans certains cantons suisses. Tout cela a précédé et influencé notre Code des obligations. Cette recherche historique de la notion de sincérité

¹ Union européenne des experts-comptables économiques et financiers / Commission de Révision comptable de l'UEC. « Manuel de révision comptable » – 1965, p. 1.

² Wilhelm BRUNNER « Das Problem der Bilanzklarheit und Bilanzwahrheit » dans Schweizerische Juristen Zeitung (SJZ), n° 2 du 15 juillet 1936, p. 21.

L'auteur fait cette même constatation à l'occasion d'une information pénale ouverte contre les organes d'une société financière et classée pour défaut de preuve de culpabilité.

³ Alain HIRSCH « Problèmes actuels du droit de la société anonyme. L'organisation de la S.A. » – rapport présenté à la Société suisse des juristes ZSR – Bâle 1966, p. 56.

⁴ M. DELANGLE « Des sociétés commerciales. Commentaire du Titre III, livre 1^{er} du Code de Commerce » – 1843, p. VII.

déborde obligatoirement sur les règles et les autres principes à observer pour l'établissement des comptes. Les règles et principes comptables sont en effet interdépendants; ils ne peuvent être isolés sans perdre une partie de leur signification. Cette recherche nous a donné l'occasion d'effectuer une étude aussi complète que possible de l'histoire du droit de la comptabilité jusqu'à l'unification du droit commercial en Suisse.

Les mêmes principes nous ont guidé dans l'étude systématique et — autant que possible — exhaustive de l'origine historique des textes légaux relatifs aux principes à observer pour l'établissement du bilan dans le Code des obligations de notre pays.

Nous devons toutefois être conscient que la valeur de ces matériaux, au point de vue de l'interprétation elle-même, ne doit pas être exagérée et nous devons, à cet égard, nous inspirer de la conception du Tribunal fédéral exprimée dans un arrêt du 1^{er} décembre 1908¹: « Tous ces matériaux (éléments historiques) constituent de simples moyens de recherche pour l'interprétation de la loi; on ne saurait donc leur donner une importance décisive lorsqu'ils sont en contradiction avec ce qui paraît être la volonté du législateur sur un point déterminé ou telle qu'elle apparaît en consultant le texte, l'esprit, le sens de la loi et le but pratique qu'elle est destinée à réaliser. En effet, la volonté du législateur telle qu'elle est contenue dans la loi existe par elle-même objectivement et débarrassée de toutes les opinions qui ont pu être exprimées au moment de sa discussion au sujet de son contenu futur. »

5.

Relevons enfin que notre étude sur le principe de sincérité du bilan est faite exclusivement du point de vue du droit civil, en particulier du droit des obligations et du droit commercial.

Nous avons délibérément écarté l'aspect pénal de la question. Un faux bilan, au sens du droit pénal, est un bilan qui est établi avec l'intention de tromper autrui. Il est dès lors évident qu'un tel bilan n'est pas sincère au sens du droit civil.

* * *

¹ ATF 34 II 826 dans la cause *Schweizerische Seetalbahngesellschaft c/Schweizerischen Bundesrat* du 1^{er} décembre 1908 (A. SCHNEIDER / H. FICK « Commentaire du Code fédéral des obligations du 30 mars 1911 » — 1915, p. 8).

TITRE PREMIER

Etude historique des principes à observer
pour l'établissement du bilan



PREMIÈRE PARTIE

Les règles et principes concernant l'établissement
des comptes du premier traité de comptabilité
à l'origine de l'unification du droit commercial
en Suisse

Chapitre I

DU PREMIER TRAITÉ DE COMPTABILITÉ JUSQU'À LA PREMIÈRE LÉGISLATION DE DROIT COMMERCIAL (1494-1673)

SOMMAIRE

	Pages
Luca Pacioli	13
Jan Ympyns Christoffels	17
Paschier Goessens	18
Francisco Muñoz de Escobar	18
Andreas Funk	19

La tenue de livres de commerce est une coutume ancienne. Au Moyen Age, l'emploi de ces livres est général et leur importance provient du fait que l'on reconnaît nettement leur force probante. Il n'y a, par contre, à cette époque, aucune prescription sur l'inventaire et le bilan.

* * *

Ce n'est qu'au XV^e siècle que la comptabilité moderne apparaît par la publication du premier traité imprimé et publié à Venise en 1494 par **Luca Pacioli** ¹. Né à Borgo San Sepolcro en Toscane entre 1445 et 1450, élève et ami du célèbre peintre italien Piero della Francesca, protégé de Federigo de Montefeltro, duc d'Urbino, moine franciscain, maître et professeur à l'Université de Pérouse, Luca Pacioli est le premier écrivain comptable de la littérature imprimée, doublé d'une célébrité scientifique. On s'accorde à voir en lui le plus grand mathématicien et l'un des plus grands génies du XV^e siècle ². Son ouvrage « *Summa de Arithmetica, Geometria, Proportioni e Proportionalita* » — que l'on peut traduire par « Traité d'arithmétique, de géométrie, des proportions (rapports des parties entre elles) et de la proportionnalité (l'état des choses proportionnelles entre elles) » — est une compilation — sous forme d'encyclopédie — d'exposés sur l'arithmétique et l'algèbre, leur emploi dans le calcul commercial, la comptabilité, les usages et coutumes de marchandises des principales régions du monde, la théorie et la pratique de la géométrie ³. La section IX consacrée à la comptabilité dénommée « *Particulares de Computis et Scripturis* » — ou « des comptes et des écritures » — contient trente-six

¹ Voir l'ouvrage de Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK, membres du Conseil général de l'Ordre des experts-comptables et comptables brevetés de Belgique, sur Luca Pacioli, sa vie, son œuvre et la première traduction en français du premier traité de comptabilité imprimé à Venise en 1494 — Bruxelles 1962.

² Joseph-H. VLAEMINCK « Histoire et doctrines de la comptabilité » — 1956, p. 81.

³ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 23 à 25.

chapitres dont le premier est intitulé : « Des choses nécessaires au vrai marchand et de la méthode pour tenir un Grand Livre et son Journal à Venise et partout ailleurs ¹. »

La première partie principale du traité explique ce qu'est l'inventaire et comment les marchands doivent le dresser. « Pour débiter, le marchand doit dresser un inventaire minutieux en inscrivant tout ce qu'il possède dans ce monde en fait de biens meubles et immeubles... L'inventaire complet doit être dressé en un seul jour, sinon il pourrait être la cause de perturbations ultérieures dans les affaires » ². Il s'agit ici de l'inventaire d'entrée établi au moment où un marchand ouvre son commerce, le seul inventaire d'ailleurs que connaisse Luca Pacioli. Il en donne un exemple très détaillé au chapitre III « avec toutes les explications nécessaires » ³. En ce qui concerne les biens, ils doivent être décrits, dit Luca Pacioli, « minutieusement, avec sincérité, pièce par pièce en prenant la vérité pour guide et en veillant à ce qu'ils soient classés les uns d'après le nombre, les autres d'après le poids, les autres encore d'après la mesure selon la coutume d'inventaires suivant ces trois manières partout en usage ». Les débiteurs doivent être nommés un par un avec leur identité, le montant dû et le motif en précisant s'il existe un titre ⁴. Il en est de même des créateurs.

Il ressort de cet exemple, dont il faut souligner le grand intérêt :

- l'état complet de l'inventaire, le marchand devant inscrire tout ce qu'il possède ;
- la sincérité avec laquelle le tout doit être décrit « en prenant la vérité pour guide » ;
- l'énumération des biens sans distinction de ceux appartenant à la personne privée du marchand et de ceux qui font partie de son commerce ;
- la classification des créances « en bonne ou mauvaise monnaie » selon la qualité des débiteurs.

¹ Ce chapitre commence de la façon suivante : « Afin que les respectables sujets du très honorable et magnifique Duc d'Urbino puissent connaître toutes les règles d'ordre commercial dont ils peuvent avoir besoin, j'ai décidé de rédiger, en complément aux autres sujets déjà développés dans ce livre, un traité spécial de grande utilité. Ce traité est inséré à seule fin que cet ouvrage puisse servir dans tout ce qui a trait aux comptes, aux écritures et à la tenue des livres. C'est pourquoi, je me propose de donner ici des règles suffisantes pour tenir les comptes et les livres d'une manière ordonnée. »

Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 49.

² Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.* — Chapitre II, p. 50.

³ En voici les premières lignes : « Au nom de Dieu, l'an 1493, le 8 novembre à Venise. Ce qui suit est l'inventaire de moi N. à Venise, rue des Saints-Apôtres. J'ai écrit de ma propre main — ou fait écrire par tel et tel — cet inventaire de tous mes biens, meubles et immeubles, de mes dettes et créances, que je possède au jour susdit. »

Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 51.

⁴ « En tout, j'ai tant de ducats à recevoir que l'on peut qualifier de bonne monnaie s'ils sont dus par des personnes de confiance, ou de mauvaise monnaie dans l'autre cas. »

Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 53.

Dans les chapitres VI, X, XIII et XIV¹, Luca Pacioli explique ce que l'on entend par les trois livres de commerce principaux et comment ils doivent être tenus :

« Le Mémorial ou Main Courante ou Brouillard dans lequel le marchand note toutes ses transactions, petites ou grandes, telles qu'elles se présentent jour par jour et heure par heure. Ce livre est tenu dans la furie des affaires. Les postes y sont inscrits par le marchand, ses employés, ses assistants ou les femmes si elles sont capables de le faire en l'absence des autres².

Le deuxième livre de commerce qu'on emploie habituellement s'appelle Journal. On y inscrit en premier lieu tous les postes de l'inventaire... puis l'on transportera les inscriptions du mémorial au journal, jour par jour, dans l'ordre où les opérations se sont présentées avec cette différence qu'il n'est pas nécessaire d'écrire au journal tous les textes notés au mémorial.

Le troisième livre appelé Grand Livre dans lequel les postes du journal sont repris et transcrits deux fois, notamment un au débit et un au crédit... De cette manière tous les postes insérés dans le Grand Livre sont liés entre eux et l'on ne peut jamais inscrire un débit sans inscrire un crédit correspondant, ni inscrire un crédit sans inscrire un débit de même montant. C'est de ceci que naît la Balance — qui se dresse lors de la clôture du Grand Livre — entre les débits et les crédits. Autrement dit, si on additionne, sur une feuille séparée, tous les postes qui figurent au débit, même s'il y en a dix mille, et qu'on détermine de la même façon la somme des postes figurant au crédit, un total doit être égal à l'autre, sinon il y a erreur dans le Grand Livre. »

C'est ainsi que Luca Pacioli dégage le principe comptable des parties doubles après avoir fait une timide allusion à la clarté des comptes.

Dans le chapitre VII³, Luca Pacioli expose la manière selon laquelle on authentifie les livres commerciaux dans plusieurs cités, notamment dans la ville de Pérouse, pour le cas où ils devraient être produits en justice. Les livres sont présentés au Consul⁴ qui appose sur la première page une attestation munie de son sceau. Et Luca Pacioli ajoute : « En présentant ces livres audit bureau, on est moins enclin par la suite à mentir et à tromper son prochain. »

Dans un chapitre consacré à l'ordre et la manière de tenir les comptes d'une boutique, gérée par soi-même ou confiée à d'autres⁵, Luca Pacioli se préoccupe du rapport de conformité qui doit exister entre la comptabilité et la situation juridique :

¹ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 55 à 63.

² « Je veux exprimer que rien ne doit être omis au Mémorial ; si possible, écrivez même les paroles qui furent échangées lors de la transaction, car comme il a été dit plus avant à propos de l'inventaire, rien n'est jamais trop clair pour un marchand. »

Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 57.

³ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 56.

⁴ Au Moyen Age, les Consuls étaient à la fois magistrats municipaux et juges, d'où le nom de juridiction consulaire qui est resté.

⁵ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 76.

« Car vous ne pouvez jamais inscrire une personne dans vos livres comme débitrice sans qu'elle le sache, ni comme créditrice, pour une raison quelconque, sans son consentement. Si vous faisiez ces choses, ce ne serait pas régulier et vos livres seraient réputés faux. »

En ce qui concerne le résultat des affaires, Luca Pacioli, tout en énumérant les postes de différentes dépenses, tels que les frais commerciaux, les frais ordinaires de ménage, les rémunérations des clercs et des apprentis, fait figurer dans les comptes les postes d'augmentations et de diminutions, de profits et dommages ou de gains et pertes¹. « Ces comptes sont très nécessaires dans chaque commerce afin que le marchand puisse, en tout temps, connaître son capital, et à la clôture, savoir s'il est en amélioration. » Il évoque même les opérations extraordinaires² pour lesquelles certains marchands tiennent des comptes ou des livres distincts. Cela pour aboutir au compte de résultats proprement dit, que Luca Pacioli dénomme « Pertes et Profits » ou « Avantages et Désavantages » ou encore « Gains et Pertes ». « De cette manière, dit-il, vous serez à même de voir d'un coup d'œil, ce que vous avez gagné ou perdu, sur quoi et combien. »

Ignorant l'établissement d'inventaires réguliers (ou inventaires de sortie) après l'inventaire d'entrée, Luca Pacioli n'envisage que la clôture du grand livre³ « soit quand on veut changer de livre parce que l'ancien est rempli, soit au renouvellement de l'année comme il est de coutume dans quelques places renommées où de grands marchands chaque année procèdent ainsi à l'époque du nouvel an ». Il est probable que l'auteur se réfère à la coutume déjà en vigueur au XIV^e siècle à Gênes, où l'Etat et les banques furent amenés à établir une balance annuelle pour la raison qu'ils devaient, chaque année, commencer un nouveau livre. L'opération de clôture du grand livre est désignée sous le nom de « Balance du Livre » dont voici la marche à suivre⁴:

« De tous les totaux des débits, vous faites la somme qui s'appelle SUMMA SUMMARUM et de même vous faites la somme des totaux des crédits qui s'appelle aussi SUMMA SUMMARUM. La première est la Summa Summarum du débit tandis que l'autre est la Summa Summarum du crédit. Maintenant si ces deux Summa Summarum sont équilibrées, c'est-à-dire, si celle du débit présente le même montant que celle du crédit, vous pouvez alors conclure que votre Grand Livre est bien tenu et clôturé. »

La « Balance du Livre » n'est donc pas autre chose qu'une simple balance de vérification ne procurant qu'un contrôle formel.

¹ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.* – Chapitre XXII, p. 74.

² Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.* – Chapitre XXV, p. 79.

³ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.* – Chapitre XXXII, p. 84.

⁴ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.* – Chapitre XXXIV, p. 88.

Le trente-sixième et dernier chapitre du traité contient un « résumé des règles et des manières pour tenir les livres »¹. En voici trois parmi les plus significatives :

« Chaque poste, au débit et au crédit, doit comprendre trois choses, à savoir : le jour de l'opération, le montant et la cause. »

... règle sans laquelle une comptabilité ne peut être régulière ou tenue avec exactitude.

« Il convient que le livre soit tout entier tenu dans une même monnaie. »

... règle qui consacre l'unité de la comptabilité en valeur monétaire.

« Choses qui doivent être annotées pour mémoire par les marchands : toutes les cautions, obligations ou promesses avec le pourquoi et le comment ainsi que toutes les marchandises ou autres choses données en dépôt ou confiées. »

... ce sont les engagements conditionnels et les opérations juridiques qui ne sont pas enregistrés par la comptabilité.

Luca Pacioli ne prétend pas avoir inventé la comptabilité des parties doubles ; il mentionne dans son livre (qui n'est pas un ouvrage original mais une compilation), l'existence d'anciennes coutumes et de méthodes nommées d'après les lieux où elles étaient utilisées². Ce premier traité n'a donc pas seulement un intérêt de technique comptable mais également un intérêt juridique par le fait que Luca Pacioli rapporte diverses coutumes comptables, un véritable droit coutumier de la comptabilité en vigueur depuis un ou deux siècles déjà, dans les puissantes républiques italiennes.

* * *

La plupart des écrivains comptables de la fin du XV^e siècle jusqu'à la moitié du XVII^e, qui étaient des mathématiciens ou des maîtres d'école, ne font pas de notables progrès dans l'explication théorique de la comptabilité. Leur préoccupation est avant tout d'enseigner et d'expliquer la façon de tenir les livres ; leurs essais théoriques rudimentaires, sans science ni art, sont dépourvus de tout caractère scientifique permettant de coordonner les principes de la comptabilité en une construction homogène logiquement édifiée³. Cette littérature comptable est toutefois parsemée d'écrits d'un très petit nombre d'auteurs qui posent quelques règles et principes allant au-delà d'un simple enseignement technique de la comptabilité :

Jan Ympyn Christoffels (1485-1540) exploite à Anvers un commerce important de gros et de détail en tapisseries et tissus. Son ouvrage, qui paraît après

¹ Robert HAULOTTE et Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 90 ss.

² En particulier la comptabilité tenue à la mode de Venise.

³ LÉON GOMBERG « Histoire critique de la théorie des comptes » – 1928, p. 11.

sa mort en 1543 en versions flamande et française sous le titre « Nouvelle instruction et remonstration de la très excellente science du livre de compte »¹, fait connaître la comptabilité des parties doubles à toute l'Europe occidentale; il conjugue, à l'aurore de la littérature comptable, la meilleure théorie issue des auteurs italiens et l'expérience vécue d'un homme d'affaires avisé faisant le négoce dans la grande métropole anversoise à l'époque de son plus grand rayonnement. L'intérêt de cet ouvrage sur le plan des principes comptables réside dans la présence d'un compte collectif, que l'on ne trouve dans aucun auteur avant Ympyn, compte dénommé « démourance de biens » ou « remanance de biens ». Ce compte enregistre la contre-valeur des marchandises non vendues au moment de la clôture, évaluées en général au prix coûtant. Ce n'est qu'après le virement de ce compte que les soldes des comptes de marchandises sont passés par pertes et profits². C'est ici un des premiers principes d'évaluation des marchandises à inventorier pour déterminer le résultat commercial. Ce principe est repris de façon plus précise par un auteur d'origine bruxelloise, **Paschier Goessens**, dont le livre a été imprimé exactement cent ans après la parution du traité de Luca Pacioli. Cet auteur prescrit clairement la règle selon laquelle l'on doit estimer, lors du bouclage des livres, les marchandises invendues et les porter dans la balance de clôture à leur prix d'achat³.

Francisco Muñoz de Escobar⁴ est un auteur espagnol auréolé d'un mystérieux prestige par les quelques lignes que lui a consacrées Claude Irson⁵: « Escobar a composé un livre des comptes où il a traité la matière avec tant d'érudition et de lumière qu'il a surpassé tous ceux qui l'ont précédé. » Né dans la Province de Zamora aux environs de 1570, Muñoz de Escobar, après de solides études de droit, de philosophie et de lettres, est d'abord avocat et plaideur; puis il est nommé maître des requêtes à la Chancellerie royale de Valladolid, séjour favori du roi de Castille Philippe III. L'originalité de son ouvrage, « Des comptes des Administrateurs » paru en 1603, provient du fait que cet auteur, contrairement à ceux de son époque, ignore pratiquement la comptabilité des parties doubles pour ne se consacrer qu'à l'aspect juridique des transactions commerciales et

¹ Voir au sujet de Jan Ympyn:

— Joseph-H. VLAEMINCK *op. cit.*, p. 96 ss.

— Ernest STEVELINCK « La comptabilité à travers les âges » – 1970, p. 26 ss.

² Joseph-H. VLAEMINCK *op. cit.*, p. 97, 100 et 101.

³ Herman-Veit SIMON « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien » – 1899, p. 33.

⁴ Voir au sujet de Muñoz de Escobar:

— P. JOUANIQUE « La vie et l'œuvre de Muñoz de Escobar » dans la Revue belge de la comptabilité – 1965/3, 1965/4 et 1966/1.

— Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 44 ss.

⁵ Ecrivain comptable français de la fin du XVII^e siècle.

des comptes¹. Contrairement à Luca Pacioli qui ne mentionne dans son traité aucune de ses sources, Muñoz de Escobar truffe son texte de références aux glossateurs qui ont commenté le droit justinien, aux plus éminents jurisconsultes d'Espagne, d'Italie, de France et d'Allemagne, aux décisions des tribunaux, tels que la Rote de Gênes, et à des coutumes locales bien spécifiques.

Selon Muñoz de Escobar, l'essentiel, pour le comptable, est la recherche de solutions exactes conformes à la raison et au droit sans tomber dans ce qu'il nomme les subtilités juridiques « tant est que la loi ne s'applique pas aux mots, mais aux réalités »². Celui qui est tenu de rendre un compte sincère et correct doit en premier lieu produire des livres rédigés conformément aux lois et coutumes locales³. Cette idée, que la sincérité des comptes est leur conformité aux dispositions légales édictées pour réglementer leur tenue, sera parfois reprise dans la doctrine moderne pour définir le sens du principe de sincérité du bilan. Muñoz de Escobar attache une grande importance à l'effet juridique découlant de la sincérité des livres ou de leur défaut de sincérité. « S'il est prouvé qu'un livre de comptes de société est sincère dans quelques-unes de ses parties, il faut lui faire confiance pour les autres en vertu de la présomption de la bonne foi⁴. » Par contre, « lorsqu'il appert que des omissions ont été commises, l'administrateur, le facteur⁵, le marchand ou le changeur sont présumés avoir établi un compte frauduleux »⁶.

Dans l'évolution, sur le plan juridique, de la pensée comptable, l'ouvrage de Muñoz de Escobar constitue une étape marquante, par sa conception de mettre l'accent sur les relations de la comptabilité et du droit. Il donne aussi, à cause de la grande érudition juridique et la minutie de son auteur, la possibilité de vérifier assez exactement la situation rudimentaire du droit comptable coutumier tel qu'il existait alors en Europe.

En Allemagne, le premier manuel pratique d'**Andreas Funk**, paru en 1615, utilisé près d'un siècle dans les écoles de Nuremberg⁷, contient quelques conseils qui sortent également du cadre étroit de la technique comptable. En voici deux que l'auteur esquisse à l'intention de ses élèves :

« Tu ne dois rien écrire dans tes livres de préjudiciable, de faux, de douteux —

¹ « Ayant passé en revue la quasi-totalité des lois et des constitutions, ainsi que les très riches commentaires qui les éclairent, je jugeai en définitive que la question des comptes, question aussi difficile et complexe que méconnue, question débattue en justice, avait été délaissée par les professeurs de droit. »

P. JOUANIQUE *op. cit.*, 1965/4, p. 59 et 60.

² P. JOUANIQUE *op. cit.*, 1966/1, p. 44.

³ P. JOUANIQUE *op. cit.*, 1965/4, p. 67.

⁴ P. JOUANIQUE *op. cit.*, 1966/1, p. 52.

⁵ Celui qui agit pour le compte d'un commettant.

⁶ P. JOUANIQUE *op. cit.*, 1966/1, p. 46.

⁷ B. PENNDORF « Geschichte der Buchhaltung in Deutschland », 1913, p. 158 ss.

Tu dois toujours écrire dans tes livres avec bonne conscience et en toute simplicité, avec diligence et avec raison.

N'écris aucun poste dans le journal sans réfléchir aux huit petits mots suivants :

le premier :	quand ?	=	le jour
le second :	qui ?	=	le débiteur
le troisième :	à qui ?	=	le créancier
le quatrième :	quoi ?	=	la marchandise
le cinquième :	comment ?	=	quel coût
le sixième :	où ?	=	les modalités
le septième :	avec quoi ?	=	or ou monnaie
le huitième :	combien ?	=	la somme totale ¹ »

aide-mémoire proposé pour ne pas oublier tous les éléments d'une opération commerciale.

* * *

Cette première époque, au cours de laquelle le droit comptable n'est qu'un droit coutumier plus ou moins uniforme, est caractérisée par l'apparition dans des livres imprimés et publiés de principes comptables embryonnaires qui seront, ensuite, constamment développés par la doctrine jusqu'à leur codification dans le droit de la comptabilité.

Cette époque est également marquée par l'absence d'inventaires dressés à intervalles réguliers afin de calculer un résultat d'exploitation périodique. Le commerce de gros se réalise par voyages. Quand un long voyage est terminé, l'on calcule ce qu'il a rapporté. En règle générale, les marchands se bornent à établir la balance des comptes au moment de la clôture du grand-livre lorsque ce dernier est rempli et qu'il faut commencer un nouveau registre. Les grands-livres de l'époque volumineux et lourds coûtent relativement cher. On attend, pour les clôturer, qu'ils soient remplis ; la situation comptable peut attendre ². L'ouverture de nouveaux livres au début de chaque année est l'exception.

* * *

¹ « Das erste: Wann ? = den Tag
 Das ander: Wer ? = dem Debitor
 Das dritte: Wem ? = dem Kreditor
 Das vierte: Was ? = die Ware
 Das fünfte: Wie ? = wie teuer
 Das sechste: Wo ? = die Gezeuchung
 Das siebente: Womit ? = Gold oder Münze
 Das achte: Wieviel ? = die ganze Summa. »

B. PENNDORF *op. cit.*, p. 160 et 161.

² Ernest STEVELINCK *op. cit.*, p. 133.

Chapitre II

DE LA PREMIÈRE LÉGISLATION DE DROIT COMMERCIAL JUSQU'AU CODE DE COMMERCE NAPOLEONNIEN (1673-1807)

SOMMAIRE

	Pages
L'Ordonnance sur le commerce de 1673	23
Jacques Savary — Le Parfait Négociant	25
Les grandes compagnies de commerce	28
Claude Irson	29
Le Dictionnaire universel de commerce	30
Commentaires de l'Ordonnance de 1673.	33
Le Code général pour les Etats prussiens de 1794	34

Louis XIV veut allier à la gloire des armes celle, moins éclatante, mais plus durable, des arts et de l'industrie. Apte à comprendre les desseins du roi et à seconder celui-ci, Colbert sait concilier les exigences de la guerre, les magnificences de son maître et les progrès du commerce et de l'industrie qu'il protège par une série d'Ordonnances¹. Celles-ci assurent à la France l'honneur d'avoir la première législation de droit commercial.

En 1670, Colbert fait appel à Jacques Savary, ancien négociant en gros dans le Corps des Merciers², pour collaborer à la rédaction de la première des deux grandes **Ordonnances** de Louis XIV, celle **sur le commerce** de terre³ promulguée en mars 1673. Dans son préambule, le roi dit notamment qu'il a cru nécessaire de faire des règlements capables d'assurer, chez les commerçants, la bonne foi contre la fraude; il veut prévenir les obstacles tels que longueur de procès, passivité des juges, etc., qui détournent ces règlements de leur application. Cette Ordonnance « dite de Colbert » sert de règlement pour le commerce des négociants et marchands tant en gros qu'en détail. Elle contient douze titres et cent vingt-deux articles.

Le titre III (articles I à X) traite des livres de commerce:

¹ M. DELANGLE *op. cit.*, 1843, p. XXIX.

² « Jacques Savary fut convié de contribuer de ses lumières et de son expérience dans les affaires de commerce pour la réforme que l'on y voulait faire et pour la composition du Code marchand qu'on projetait alors et qui parut trois ans après. Ses mémoires n'ayant pas déplu, il fut mis du Conseil de la Réforme, où il se distingua tellement par la solidité de ses avis et par la fermeté à s'opposer aux adoucissements dangereux que l'intérêt inspirait quelques fois sur certains articles que le Président de la Commission n'appelait ordinairement cette Ordonnance que le Code Savary. »

Jacques SAVARY « Le Parfait Négociant » (vie de Monsieur Savary) – 1763, huitième édition.

³ La seconde grande Ordonnance de Louis XIV étant celle sur la marine de 1681.

L'article I¹ rend obligatoire l'emploi d'un livre dans lequel le commerçant doit inscrire toutes ses affaires, ses dettes actives (celles dont on peut exiger le paiement), ses dettes passives (celles que l'on est tenu d'acquitter) — autrement dit les créances et les dettes — ainsi que les prélèvements destinés à ses dépenses privées.

L'article II impose aux agents de change et de banque de tenir un livre-journal mentionnant « toutes les parties négociées par eux pour y avoir recours en cas de contestation ».

Les articles III et IV exigent que soient signés les livres de commerce, sur le premier et le dernier feuillet, par l'un des Consuls dans les villes où il y a juridiction consulaire et par le Maire ou l'un des Echevins² dans les autres. Tous les feuillets doivent en outre être paraphés et cotés.

L'article V³ prescrit minutieusement et rigoureusement la façon dont les livres-journaux doivent être tenus.

L'article VI octroie au commerçant un délai de six mois dès la publication de l'Ordonnance pour ouvrir les nouveaux livres de commerce tenus conformément à celle-ci.

L'article VII réglemente la conservation de la correspondance reçue et des copies de lettres expédiées.

L'article VIII⁴ enjoint à chaque commerçant d'établir tous les deux ans au moins un inventaire comprenant tous ses effets mobiliers et immobiliers ainsi que ses dettes actives et passives, le premier inventaire obligatoire devant être établi dans le délai de six mois dès la publication de l'Ordonnance⁵.

Les articles IX et X enfin traitent de la production des livres en justice.

Le titre IV, sur les sociétés, ne contient aucune disposition quant à la comptabilité.

¹ Article I du titre III de l'Ordonnance de 1673:

« Les négocians et les marchands tant en gros qu'en détail auront un livre qui contiendra tout leur négoce, leurs lettres de change, leurs dettes actives et passives et les deniers employez à la dépense de leur maison. »

² L'Echevin était à cette époque et jusqu'à la Révolution un magistrat municipal.

³ Article V du titre III de l'Ordonnance de 1673:

« Les livres-journaux seront écrits d'une même suite par ordre de date sans aucun blanc arrêtés en chaque chapitre et à la fin; il ne sera rien écrit aux marges. »

⁴ Article VIII du titre III de l'Ordonnance de 1673:

« Seront aussi tenus, tous les marchands de faire dans le même délai de six mois, inventaire, sous leur seing, de tous leurs effets mobiliers et immobiliers, et de leurs dettes actives et passives, lequel sera recollé et renouvelé de deux en deux ans. »

⁵ Et non dans un délai matériel de six mois au maximum après l'expiration de chaque période de deux ans comme l'écrit E. Schmalenbach à la p. 5 de l'introduction historique à son livre sur le « Bilan dynamique », 1961.

Le titre XI « des faillites et banqueroutes » comprend plusieurs articles se rapportant indirectement à la comptabilité :

l'article II¹ ordonne au failli de faire lui-même, sur la base de ses livres de commerce, un état général de tous ses effets, tant actifs que passifs ;

l'article III stipule que les négociants, marchands et banquiers sont tenus de remettre aux autorités compétentes leurs livres et registres, cotés et paraphés en la forme prescrite au titre III de l'Ordonnance ;

l'article XI déclare que ceux qui, lors de leur faillite, ne présentent pas leurs registres et journaux, signés et paraphés, peuvent être réputés banqueroutiers frauduleux, lesquels selon l'article XII sont poursuivis extraordinairement et punis de mort.

* * *

En 1675, **Jacques Savary** publie le *Parfait Négociant*, qui est un premier commentaire de l'Ordonnance de commerce dont il est le père spirituel². Cet ouvrage, auquel est joint ordinairement un volume contenant des « parères » ou avis et conseils donnés par Savary sur les plus importantes matières de commerce, paraît en huit éditions, les deux premières diffusées par l'auteur lui-même ; la septième édition contient « des additions procurées par le sieur Jacques Savary Desbruslons, son fils » ; la huitième et dernière édition « se doit aux soins d'un autre de ses fils, Philémon-Louis Savary, Chanoine de l'Eglise Royale de S. Maur ». Quant aux éditions en langues étrangères, celle de Genève — 1676 — est publiée en allemand « le françois à côté ».

Si ce livre imposant renferme plus de renseignements professionnels et de conseils moraux que de notions juridiques, il contient néanmoins plusieurs commentaires dignes d'intérêt relatifs au droit comptable codifié par l'Ordonnance :

Article premier du titre III de l'Ordonnance :

Dans l'intention de justifier cet article qui rend obligatoire la tenue d'un livre, Savary, après avoir constaté que l'ordre est l'âme du commerce, sans lequel il ne peut subsister, remarque que la plupart des négociants ont toujours, avant l'Ordonnance, tenu des livres dans lesquels ils ont écrit toutes leurs

¹ Article II du titre XI de l'Ordonnance de 1673 :

« Ceux qui auront fait faillite, seront tenus de donner à leurs créanciers un état certifié d'eux de tout ce qu'ils possèdent et de tout ce qu'ils doivent. »

² « La fin du Conseil de la Réforme fut pour ainsi dire l'époque de la naissance de son *Parfait Négociant*... Il n'avait point pensé jusque là à rien imprimer ; mais il ne put résister aux sollicitations des Commissaires du Roi qui, en congédiant l'Assemblée, le pressèrent fortement de ne point priver le public de tant de choses excellentes qu'il avait dites de vive voix, ou dont il avait rempli ses mémoires. »

Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, huitième édition.

dépenses, non seulement celles de leur commerce, mais encore celles de leur maison et qu'ainsi « ce n'est point chose nouvelle »¹. Il précise que ce livre obligatoire est le journal dans lequel le commerçant doit enregistrer toutes ses affaires et opérations commerciales². Parmi les autres livres, Savary conseille notamment de tenir un carnet ou « bilan »³ des débiteurs et créditeurs afin de connaître l'état de ses affaires et de solliciter les dettes actives ou de renouveler les billets des passives lorsque le temps de paiement est échu⁴.

Article huitième du titre III de l'Ordonnance:

Bien que cet article ordonne à tous les commerçants d'établir un inventaire tous les deux ans seulement, Savary estime tout d'abord très important de le faire chaque année, pour deux raisons; la première, pour reconnaître s'ils ont gagné ou perdu pendant le cours de l'année; la seconde, pour faire une reconnaissance générale de toutes leurs marchandises⁵.

Savary indique ensuite minutieusement et avec beaucoup de détails ce que les marchands doivent observer pour faire leurs inventaires. Comme l'Ordonnance ne contient aucune prescription sur l'évaluation des actifs, les conseils de l'auteur, pour l'estimation des marchandises et des créances, sont de la plus haute importance. C'est aussi la première fois que la doctrine comptable mentionne des normes destinées à évaluer certains biens, de manière à les enregistrer, dans l'inventaire, à un prix qui ne soit pas plus élevé que leur valeur réelle. Pour mettre le prix aux marchandises, dit Savary, il faut prendre garde de les estimer plus qu'elles ne valent⁶. C'est pourquoi les marchandises à inventorier sont classées en trois catégories qui sont estimées différemment:

- a) la marchandise nouvellement achetée est évaluée au prix coûtant « si l'on juge qu'elle n'est point diminuée de prix dans les manufactures et chez les grossiers ». Savary ne fait ici que confirmer la règle en usage depuis plus

¹ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 256.

² « Instance pendante par devant les Juge et Consuls d'Angers entre Mathieu, Marchand de ladite Ville, d'une part, et François, Marchand à Saumur, d'autre:

Que Mathieu était indispensablement obligé de tenir des livres et particulièrement un livre journal, contenant tout son négoce; c'est-à-dire, toutes les marchandises qu'il achetait et vendait à crédit, l'argent qu'il recevait et payait et de faire mention sur ledit livre journal des billets, promesses et lettres de change, quittances et récépissés qu'il donnait ou recevait, et généralement toutes ses affaires; cela étant conforme à l'article premier du Titre III de l'Ordonnance du mois de Mars 1673. Ainsi tout Marchand qui dit en Justice ne tenir point de livre journal est réputé de mauvaise foi. En effet, il est impossible qu'un Marchand puisse faire le Commerce de marchandises sans avoir des livres, du moins un journal, pour une infinité de raisons que tout le monde sait. »

Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome II, Parère XXXI, p. 185.

³ Le terme de « bilan » est ici synonyme de « relevé ».

⁴ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 388.

⁵ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 302.

⁶ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 302 ss.

d'un siècle, telle qu'elle avait été exprimée par Jan Ympyn Christoffels en 1543 et par Paschier Goessens en 1594¹;

- b) la marchandise qui commence à « s'apiétrer » ou qui est démodée est diminuée de cinq pour cent au moins;
- c) la marchandise « piquée, de vieille façon ou tout-à-fait hors de vente » est diminuée considérablement de prix.

Quant aux créances (ou dettes actives), elles doivent, elles aussi, être estimées différemment et groupées en trois classes:

« les bonnes dettes et très exigibles;

les dettes douteuses;

les dettes que l'on croira être perdues et dont l'on n'estimera pas en pouvoir recevoir aucune chose ».

C'est ici sous une forme plus juridique et plus technique la classification de Luca Pacioli des créances en « bonne ou mauvaise monnaie ». Et Savary de conclure: « Ainsi le marchand ne se trompe point et sait pratiquement faire un état au vrai de son bien. »

Le législateur de 1673 s'est limité à exiger un inventaire tous les deux ans² sans se préoccuper du résultat de l'exploitation. Cette manière de faire est conforme à la conception comptable de l'époque où l'accent est mis quasi exclusivement sur la situation patrimoniale. La question n'a pourtant pas échappé à Savary qui conseille de faire la balance de l'inventaire afin qu'un marchand connaisse s'il a perdu ou gagné depuis l'inventaire précédent. Le compte de pertes et profits n'est mentionné qu'au chapitre traitant de quelle manière doivent vivre les associés et de l'ordre qu'ils doivent tenir de leurs affaires. Après leur avoir recommandé de tenir des livres en parties doubles, Savary leur explique l'utilité du compte de pertes et profits pour connaître en un moment toutes les charges et tous les produits d'un inventaire à l'autre, ce compte étant celui « qui rend raison des profits et des pertes qui se font dans le commerce »³.

Article II du titre XI de l'Ordonnance:

L'Ordonnance de 1673 fait une différence entre les faillites « qui arrivent par malheur » et les banqueroutes frauduleuses⁴. Les dispositions de cet article

¹ Voir pages 17 et 18 ci-dessus.

² L'Ordonnance n'impose pas un inventaire d'entrée (au moment de l'ouverture d'un commerce), le seul inventaire préconisé par Luca Pacioli dans son *Traité* de 1494.

³ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 389.

⁴ « Entre les Marchands, qui ont failli ou manqué à payer par malheur et par impuissance, causée par les pertes et disgrâces qui leur sont arrivées et ceux qui malicieusement et de propos délibéré, détournent et emportent leurs effets, y compris leurs livres, pour frustrer leurs créanciers et leur faire perdre entièrement leur dû. »

Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 618-619.

ne concernent que les faillites « qui arrivent par malheur » car, dans ce cas, le failli rend compte à ses créanciers de l'état de ses biens par la production de ses livres et par un état général de tous ses effets, tant actifs que passifs. Savary dénomme cet état général, dressé par le failli, l'état au vrai de toutes ses affaires. L'Ordonnance n'indique pas de quelle façon cet état doit être certifié. Savary en propose la formule suivante :

« Je soussigné certifie à tous qu'il appartiendra que l'état ci-dessus de tous mes effets, tant actifs que passifs, contient vérité, et que je n'ai rien omis ni employé aucunes personnes y dénommées qui ne soient mes véritables et légitimes créanciers.

En foi de quoi j'ai signé le présent à N. le tel jour »¹.

Pour l'auteur il ne suffit pas de faire cet état ; « il faut encore en dresser le bilan en débit et crédit pour la plus grande commodité des créanciers afin qu'ils puissent voir en un clin d'œil l'état au vrai de ses affaires »². L'auteur dénomme ce document « bilan au vrai » et en donne une formule à titre d'exemple. Il s'agit d'un état présenté verticalement sous forme de liste avec d'abord le débit énumérant les effets actifs qui doivent être rapportés aux créanciers et ensuite le crédit contenant les dettes passives hypothécaires et chirographaires, le tout classé en trois colonnes avec sous-totaux et totaux. Le « bilan » de Savary n'est qu'un tableau synoptique dans lequel tous les biens sont portés à leur valeur vénale ; il doit donner une image exacte de la fortune du failli et démontrer sa bonne foi.

* * *

Au début du XVII^e siècle, quand le commerce passe de la Méditerranée à la Mer du Nord, se constituent les **grandes compagnies** qui ont le monopole de la colonisation et du commerce extérieur. L'Ordonnance de 1673 ne contient aucune disposition les concernant. Pour elles, la loi est l'édit qui les autorise avec privilège exclusif. Investies d'un pouvoir souverain, elles sont en relation très étroite avec le Gouvernement royal.

Ces grandes compagnies n'ont aucun capital fixe de base dont le maintien exige un bilan établissant l'état de leur fortune. La détermination de leur bénéfice n'est pas faite sur la base de l'excédent de l'actif sur le passif, mais, sans prendre en considération l'état des actifs, sur la base d'un calcul qui représente la différence entre le prix d'achat et le prix de vente des marchandises importées et exportées. La répartition du bénéfice est une opération assez arbitraire. C'est ainsi que, pour la Compagnie française des Indes orientales, Louis XIV ordonne sans autre la répartition d'un dividende de 10 % par décret du 13 septembre 1675.

¹ Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 625.

² Jacques SAVARY *op. cit.*, 1763, tome I, p. 633 ss.

La législation de Colbert, relative aux livres de commerce, exerce néanmoins une influence sur l'organisation comptable des sociétés commerciales dans lesquelles on peut observer, depuis la fin du XVII^e siècle, un plus grand ordre dans la comptabilité. L'autorisation de l'Etat octroyée à certaines sociétés est parfois subordonnée à la condition qu'elles tiennent des livres, dans lesquels sont enregistrées toutes les ventes, et qu'elles établissent des comptes chaque année ¹.

* * *

En 1678, la doctrine comptable française s'enrichit d'un essai sur les règles et lois comptables rédigé par **Claude Irson** ² intitulé « Méthode pour bien dresser toutes sortes de comptes à parties doubles par débit et crédit et par recette, dépense et reprise, établie sur des règles générales et particulières, tirées des lois et ordonnances, de l'autorité des docteurs et de l'usage ». Dans ce livre, « composé de l'ordre de Monsieur Colbert », l'auteur s'efforce d'établir le rapport existant entre la tenue des livres et le droit; son œuvre n'est, à cet égard, qu'une apologie de l'Ordonnance de 1673. Grand admirateur de Muñoz de Escobar ³, Claude Irson lui emprunte la plupart de ses citations.

L'originalité de cet ouvrage ⁴ tient essentiellement dans les sept règles générales énoncées pour la tenue des comptes:

Première règle générale

« que tout comptable est obligé de tenir un journal et un grand livre »

Deuxième règle générale

« que les livres soient bien reliés, le premier et le dernier feuillets signés par un Consul ou Echevin et tous les autres paraphés et cotés par nombres consécutifs par celui qui aura été par eux commis »

Troisième règle générale

« que le raisonnement des livres doit être intelligible, c'est-à-dire ni embrouillé, ni obscur »

Quatrième règle générale

« que les livres doivent contenir la vérité »

Cinquième règle générale

« que dans les livres il ne faut omettre aucune recette »

¹ Herman-Veit SIMON *op. cit.*, 1899, p. 41 ss.

² Juré teneur de livres, nommé par sa Majesté pour l'ordre et l'examen, vérification et liquidation de toutes sortes de comptes.

³ Voir pages 18 et 19 ci-dessus.

⁴ L'ouvrage original qui se trouve à la Bibliothèque Nationale à Paris ne porte aucune numérotation des pages.

Sixième règle générale

« que les comptables ne doivent écrire dans leurs livres que les affaires de leur administration »

Septième et dernière règle générale

« que les affaires doivent être écrites dans les livres à mesure qu'elles se font, sans différer des mois ou des années. »

Dans ses commentaires à propos de la troisième règle générale, Claude Irson précise qu'elle est d'une très grande conséquence pour donner une intelligence claire et distincte de chaque chose dans l'examen des comptes. C'est ici le principe de clarté qui est mis en évidence pour la première fois. Au sujet de la quatrième règle générale, qui correspond en quelque sorte au principe de sincérité, l'auteur déclare qu'il n'y a point de règle si essentielle à un comptable que celle-ci car, si les livres ne contiennent pas la vérité en tout ou partie, il encourrait les peines que les lois ordonnent contre ceux qui se servent de pièces fausses.

Au chapitre VI, Claude Irson explique, à l'occasion des règles à observer pour la clôture du grand-livre, que le mot « bilan » tel qu'il est utilisé à son époque signifie la balance des comptes¹. C'est à ce rôle de vérification et de loyale tenue des livres — à l'exclusion de la fonction de renseignement, que Claude Irson semble pourtant avoir entrevue — qu'il faut attribuer le bilan primitif car, jusqu'à une époque rapprochée, bilan et balance ne font qu'un².

* * *

En 1723 paraît le **Dictionnaire universel de commerce**, ouvrage posthume de Jacques Savary Desbruslons, inspecteur général des manufactures pour le Roy à la Douane de Paris, continué par les mémoires de l'auteur et donné au public par M. Philémon Louis Savary, Chanoine de l'Eglise Royale de S. Maur des Fosse, son frère³. Consulter ce dictionnaire permet de vérifier le sens qui, à cette époque, est donné aux notions d'inventaire, de balance et de bilan, et d'établir la nomenclature des livres de commerce qui sont alors utilisés :

¹ « C'est pour cette raison qu'au dernier livre on doit faire une sortie qui serve d'état final, et comme on dit en terme de commerce, de bilan, qui vient du verbe italien bilanciare, ou du nom latin, bilanx, qui veut dire balance; par ce qu'il porte avec foi la balance et l'égalité du livre... et ce bilan est d'une telle considération que lorsqu'il est juste, et qu'il y a quelque espèce d'une possibilité d'avoir les livres de l'administration, il sert de fondement pour la clôture des comptes. »

Claude IRSON, 1678, chapitre VI.

² Jean MOGET « Historique du bilan » — rapport présenté au Congrès international de comptabilité à Paris — 1948, p. 26.

³ Tous deux fils de Jacques Savary, l'auteur du *Parfait Négociant*.

Inventaire¹:

« est un état exact et circonstancié que tout marchand est obligé de faire tous les deux ans en conséquence de l'article VIII du titre III de l'Ordonnance de 1673. Pour se disposer à faire cet inventaire, il faut en premier lieu solder tous les livres dont chaque marchand a coutume de se servir suivant son commerce et arrêter tous les comptes ouverts.

La juste estimation des marchandises doit se faire à mesure qu'on en charge son inventaire et s'ajouter au bout de chaque article, non pas toujours sur le pied du prix coûtant, ou de ce qu'on a déjà vendu, mais à proportion de ce qu'elles peuvent alors véritablement valoir.

C'est de ces deux parties² comparées ensemble que se fait ce qu'on appelle la balance de l'inventaire, et qu'on connaît par une simple soustraction ou les profits ou les pertes de son commerce. »

Balance³:

« en termes d'auteur de livres à parties doubles signifie l'état final, ou de la solde du grand livre, ou livre de raison, ou d'un compte particulier;

se dit encore de la clôture de l'inventaire d'un marchand, qui se fait en débit et en crédit;

on se sert quelques fois du mot bilan au lieu de balance, mais c'est improprement, d'autant que bilan a une autre signification plus précise. »

Bilan⁴:

« Livre dont les marchands, négociants et banquiers se servent pour écrire leurs dettes actives et passives, c'est-à-dire ce qui leur est dû et ce qu'ils doivent... dénommé parfois carnet.

Lorsqu'un marchand ou négociant a fait faillite et qu'il veut s'accommoder avec ses créanciers, il doit leur présenter son bilan, c'est-à-dire un état au vrai de ses affaires.

Bilan est encore le solde du grand livre ou d'un compte particulier, ou de la clôture d'un inventaire; mais dans ce sens le terme de bilan n'est pas si propre que celui de balance. »

De ces trois définitions, celle de l'inventaire est certainement la plus significative. L'inventaire prescrit par l'Ordonnance de commerce n'est plus ici seulement un état complet des biens du commerçant mais il est aussi un état exact et détaillé. S'agit-il simplement d'un inventaire fait avec soin ou d'un

¹ Dictionnaire universel II, p. 433 et 434.

² Les marchandises, les dettes actives, l'argent comptant, d'une part, et les dettes passives, d'autre part.

³ Dictionnaire universel I, p. 217.

⁴ Dictionnaire universel I, p. 335 et 336.

Selon le Dictionnaire, autrefois, les marchands et banquiers de la ville de Lyon portaient un petit livre qu'ils appelaient bilan des acceptations, sur lequel ils écrivaient toutes les lettres de change qui étaient tirées sur eux. On appelait à Lyon l'entrée et l'ouverture du bilan le sixième jour du mois des paiements.

inventaire conforme à la réalité ? L'auteur ne le dit pas mais, confirmant en cela les conseils de son père, indique que l'on doit faire une juste estimation des marchandises au prix qu'elles peuvent véritablement valoir. C'est là une première orientation vers la recherche de l'exactitude matérielle de l'inventaire.

Quant aux livres de commerce¹, le Dictionnaire mentionne les suivants :

Livre mémorial² :

« Ce livre est ainsi nommé parce qu'il sert de mémoire. On l'appelle aussi livre brouillon ou livre brouillard parce que toutes les affaires du négoce s'y trouvent mêlées confusément et pour ainsi dire brouillées ensemble. Ce livre est le premier de tous ; et duquel se tire ensuite tout ce qui compose les autres »³.

Livre-journal⁴ :

« Le nom de ce livre fait assez entendre son usage, c'est-à-dire qu'on y écrit jour par jour toutes les affaires à mesure qu'elles se font »⁵.

Grand-livre⁶ :

« Ce livre, outre ce nom qui lui vient de ce qu'il est le plus grand de tous les livres dont se servent les négociants, en a encore deux, à savoir : Livre d'extrait et Livre de raison. On l'appelle livre d'extrait à cause qu'on y porte tous les articles extraits du livre journal ; et livre de raison parce qu'il rend raison à celui qui le tient de toutes ses affaires »⁷.

« Outre ces trois livres dont on ne peut se passer, il y a encore jusqu'à treize et même davantage qu'on nomme livres d'ordre ou livres auxiliaires⁸ dont on ne se sert qu'à proportion des affaires qu'on fait ou selon le commerce dont on se mêle. Ces treize livres sont :

- le livre de caisse et bordereaux
- le livre des échéances

¹ Selon le Lexique de l'Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (U.E.C.) – 2^e éd. 1974, p. 504, les livres de commerce signifient l'ensemble des documents reliés ou non qui constituent la comptabilité d'une entreprise.

² Dictionnaire universel II, p. 570.

³ Lexique UEC *op. cit.*, 1974, p. 124 – Brouillard : livre comptable dans lequel on inscrit des opérations au fur et à mesure qu'elles interviennent avant de les transcrire au propre dans un autre livre.

⁴ Dictionnaire universel II, p. 570.

⁵ Lexique UEC *op. cit.*, 1974, p. 486 – Journal : recueil chronologique des écritures détaillées ou groupées des opérations d'une entreprise.

⁶ Dictionnaire universel II, p. 571.

⁷ Lexique UEC *op. cit.*, 1974, p. 444 – Grand livre : ensemble des comptes regroupant toutes les opérations comptables dans l'ordre prévu par un système de comptes et dont les soldes servent à l'établissement du compte de pertes et profits et du bilan.

⁸ Lexique UEC *op. cit.*, 1974, p. 487 – Journal ou Livre auxiliaire : journal consacré exclusivement à une catégorie déterminée d'opérations (journal de caisse, banque, achat, vente) qui sont reportées en résumé au journal général ; dans les méthodes les plus modernes la première inscription se fait directement sur le grand-livre.

- le livre des numéros
- le livre des factures
- le livre des comptes-courants
- le livre des commissions, ordre ou avis
- le livre des acceptations ou des traites
- le livre des remises
- le livre des dépenses
- le livre des copies de lettres
- le livre des ports de lettres
- le livre des vaisseaux
- le livre des ouvriers. »

Il est à remarquer que les livres de commerce, tels qu'ils sont décrits dans le Dictionnaire universel de commerce de 1723, n'ont pas changé depuis le traité de Luca Pacioli, soit depuis plus de deux siècles et quart. Nous retrouvons toujours les trois livres fondamentaux avec leur même emploi et leur même utilité. Seuls les livres auxiliaires sont apparus entre-temps, au gré du développement du commerce, de l'importance et du nombre des affaires.

Il est non moins remarquable de constater que les livres de commerce, tels qu'ils existent aujourd'hui dans la comptabilité moderne, sont toujours les mêmes, quelles que soient les techniques appliquées, et que leur définition la plus récente, donnée en 1974 par l'Union européenne des experts-comptables économiques et financiers, deux siècles et demi après la publication du Dictionnaire universel de commerce, correspond encore pratiquement à la définition qu'en donne cet ouvrage.

Cela démontre que les livres de commerce, qui constituent la base de l'obligation légale de tenir une comptabilité commerciale, dont découle subsidiairement l'exigence des principes à observer pour établir les comptes, remontent aux origines mêmes de la comptabilité et sont profondément enracinés dans son histoire.

* * *

Excepté le Parfait Négociant de Jacques Savary, les **Commentaires de l'Ordonnance de 1673** n'ont pas beaucoup d'ampleur et n'apportent aucune indication utile et originale sur les principes à observer pour tenir les livres de commerce et dresser l'inventaire. Dans l'ensemble, ils ne font que reprendre, sous une forme ou sous une autre, les observations faites par Savary. Leur intérêt réside toutefois dans les informations que l'on peut en tirer quant à savoir si les prescriptions de cette Ordonnance sur la comptabilité étaient réellement appliquées. C'est ainsi qu'un Commentaire de 1761 ¹, remarque, au sujet de l'établissement d'un inventaire tous les deux ans prescrit par l'article VIII du Titre III, que « la disposition portée en cet article est plutôt un conseil qu'une obligation et sert seulement à faire présumer que le marchand qui ne

¹ Nouveau Commentaire sur les Ordonnances des mois d'août 1669 et mars 1673 par Jousse, conseiller au Présidial d'Orléans.

l'observe point n'est pas en règle, ni de bonne foi »¹. Quant aux formalités relatives à la signature et au paraphe des livres exigés par les articles III et IV du Titre III de l'Ordonnance, l'auteur du Commentaire rappelle qu'elles avaient été établies pour éviter les falsifications et les doubles registres; il relève qu'elles ne sont plus guère observées dans l'usage et cela avec la complaisance même des juridictions consulaires de l'époque².

L'on voit par ce Commentaire que, près d'un siècle après sa promulgation, l'Ordonnance de 1673 n'a pas encore réussi, en fait, à imposer aux commerçants le respect des dispositions légales sur les livres de commerce; l'établissement des comptes reste une question d'ordre privé dans laquelle le législateur ne doit pas intervenir.

* * *

Parmi les Etats de l'Allemagne, nés du morcellement créé par les traités de Westphalie, il en est un qui se signale par son organisation et sa puissance; c'est la Prusse. Son troisième roi, Frédéric II, le Grand ou l'Unique, porte à un degré encore inconnu en Europe le rôle de l'Etat dans la législation. A l'époque de la parution de l'Esprit des lois³, ce monarque « despote éclairé » ordonne la codification d'un droit commun général allemand. De cet ouvrage, connu sous le nom de Code Frédéric⁴, resté à l'état de projet, est issu, après plusieurs années de discussions académiques et de délibérations, le **Code général pour les Etats prussiens de 1794** promulgué sous le nom de « *Allgemeines Landrecht für die Preussischen Staaten* ».

Par lettres patentes⁵ de Frédéric Guillaume II, son successeur, le Code général entre en vigueur le 1^{er} juin 1794; il est substitué, dès cette date, dans tous les Etats soumis à la domination prussienne, au droit romain et aux autres droits étrangers ordinaires. Les lois provinciales particulières sont maintenues provisoirement pour être ensuite rédigées selon le plan du Code général.

Cette œuvre législative monumentale ne contient pas moins de dix-neuf mille articles; elle consacre plusieurs dispositions à l'établissement des comptes, aux livres de commerce et à la reddition des comptes dans les sociétés commerciales.

Dans le chapitre relatif à l'administration des choses et des biens d'autrui⁶, le Code général pose expressément le principe selon lequel l'administrateur doit rendre un compte exact de toutes les affaires qui concernent ces choses et

¹ Nouveau Commentaire *op. cit.*, p. 38 et 39.

² Nouveau Commentaire *op. cit.*, p. 34.

³ Par Charles Louis Secondat, baron de La Brède et de Montesquieu en 1748.

⁴ Ou Corps de Droit pour les Etats de Sa Majesté dans lequel le « Roi de Prusse fondé sur la raison et sur les constitutions du pays a établi un droit certain et universel » 1751.

⁵ Acte émanant d'une chancellerie souveraine validé par le sceau servant à notifier la volonté du roi et à transmettre ses ordres.

⁶ Première partie – Titre XIV – Section III.

ces biens¹. L'administrateur doit, de surplus, enregistrer sans délai toutes les recettes et les dépenses dans des livres et les justifier par pièces². Il doit encore, à la fin de chaque année de gestion, présenter des comptes et en demander décharge³.

Les dispositions sur les livres de commerce — ou selon la note marginale « von Handlungsbüchern » —⁴ se trouvent insérées dans la partie du Code traitant de l'ordre bourgeois et des marchands⁵. L'ordre bourgeois comprend tout habitant du royaume qui, par sa naissance, ne fait partie ni de la noblesse, ni de l'ordre paysan. Est bourgeois quiconque a fixé son domicile dans une ville où il a acquis le droit de bourgeoisie⁶. Le marchand, au sens du Code général, est un bourgeois qui s'occupe principalement du commerce des marchandises ou des lettres de change et qui doit requérir la permission de l'Etat pour exercer son activité⁷. Les cinquante-deux articles qui régissent les livres de commerce s'occupent essentiellement de leur force probante. Le droit coutumier, très ancien dans ce domaine, est ainsi, pour la première fois, codifié par des règles détaillées qui influenceront considérablement les lois qui seront élaborées — sur les livres de commerce — au cours du XIX^e siècle. Le Code prussien ne contient aucune prescription sur l'obligation qu'a un marchand de tenir des livres de commerce, ni sur la façon de les tenir. Par contre, si certaines conditions ne sont pas remplies, il leur dénie toute force probante. C'est ainsi que, pour servir de preuve, les livres de commerce doivent être tenus selon l'usage commercial⁸; que le grand-livre doit concorder avec les autres registres⁹; que l'on ne doit pas y trouver de feuillets collés, attachés ou enlevés, ni de passages rendus illisibles par des corrections¹⁰. En outre, si un marchand en fuite a laissé ses livres dans un état incomplet ou confus tel qu'il est impossible d'établir sa situation de fortune et d'affaires, il peut être réputé banqueroutier frauduleux¹¹.

¹ Art. 135: « Der Verwalter fremder Güter ist verpflichtet von allen dahin einschlagenden Geschäften genaue Rechenschaft abzulegen ».

² Art. 136.

³ Art. 139.

⁴ Le Code général pour les Etats prussiens de 1794 adopte déjà le système des notes marginales, non pas pour chaque article, mais pour un groupe de plusieurs articles traitant du même sujet.

⁵ Deuxième partie – Titre VIII – Section VII – Art. 562 à 613.

⁶ Deuxième partie – Titre VIII – Section I – Art. 1 et 2.

⁷ Deuxième partie – Titre VIII – Section VII – Art. 475 et 476.

⁸ Art. 566: « Sollen Handlungsbücher Beweiskraft haben so müssen sie nach kaufmännischer Art geführt seyn. »

⁹ Art. 567 et 568.

¹⁰ Art. 605.

¹¹ Deuxième partie – Titre XX – Section XV – Art. 1483: « Hat ein ausgetretener Kaufmann seine Bücher bey Seite gebracht; oder dieselben in solcher Unvollständigkeit oder Verwirrung zurückgelassen, dass daraus die Lage seines Vermögens und seiner Geschäfte nicht übersehen werden kann, so ist er für einen betrüglichen Bankerutirer zu achten. »

Le Code n'impose pas aux commerçants l'obligation générale de dresser un inventaire annuel ou bisannuel. Il semble toutefois que l'établissement de comptes annuels fait partie des usages commerciaux qui sont alors en vigueur en Prusse, car, à trois reprises, le Code mentionne expressément la façon de procéder :

- à propos de la reddition des comptes dans une société: chaque associé peut exiger, sauf convention contraire, qu'il soit dressé à la fin de l'année — ou « am Ende des Jahres » — un inventaire — ou « Inventarium » ¹ — de tous les biens de la société et que les comptes soient arrêtés dans les livres ²;
- lorsqu'un associé a cédé à un tiers sa part sans le consentement formel des coassociés: le cessionnaire peut exiger seulement la communication des arrêtés de comptes annuels — ou « nur die Mitteilung des jährlichen Abschlusses — » ³;
- en cas de faillite: lorsqu'un marchand n'a pas établi au moins une fois dans l'année — ou « wenigstens alljährlich einmal » — la balance de sa fortune ⁴, il peut être puni comme banqueroutier négligent.

L'originalité du Code prussien de 1794, dans le domaine du droit comptable, réside incontestablement dans les premières règles légales concernant l'évaluation des biens portés à l'inventaire d'une société commerciale ⁵. Ces règles ne sont d'ailleurs applicables que dans la mesure où le contrat de société n'en dispose pas autrement. Plusieurs principes y sont déjà formulés:

- pour les biens destinés à la vente, le principe de la valeur minimale ⁶ entre le prix d'achat et le prix courant du marché ⁷;
- pour les marchandises, dont la valeur aurait diminué du fait d'être restées en stock et pour le matériel ayant subi une dépréciation due à son usage, le principe d'une déduction proportionnée ⁸;

¹ Selon l'Art. 104 (Première partie – Titre XIV – Section II) l'inventaire — ou « Inventarium » — est en général la description des parties qui composent un tout.

² Deuxième partie – Titre VIII – Section VII – Art. 642.

³ Deuxième partie – Titre VIII – Section VII – Art. 638.

⁴ Deuxième partie – Titre XX – Section XVI – Art. 1468.

⁵ Deuxième partie – Titre VIII – Section VII – Art. 644 à 646.

⁶ « Niederwertprinzip » selon la doctrine allemande actuelle.

⁷ Art. 644: « Sind in dem Contrakte keine besondere Abreden getroffen, so werden, bey Aufnahme des Inventarii, die zum Handlungsvermögen gehörende Vorräthe an Materialien und Waaren nur zu dem Preise wofür sie angeschafft sind, und wenn der gangbare Werth zur Zeit der Inventur niedriger ist, nur zu diesem niedrigeren Preise angesetzt. »

⁸ Art. 645: « Von solchen Materialien und Waaren, deren Werth durch das Liegen im Lager vermindert wird, ingleichen von den Geräthschaften, welche sich durch den Gebrauch abnutzen, muss asserdem noch ein verhältnissmässiger Abzug gemacht werden. »

— pour les dettes actives (les créances), le principe d'un amortissement entier pour celles qui ne peuvent être recouvrées, et d'une déduction proportionnée pour celles qui sont douteuses ¹.

Pour évaluer les profits et les pertes d'une société commerciale, le Code renvoie ² aux dispositions générales sur les contrats de société ³, lesquelles prescrivent la prise en considération de la détérioration due à l'usage et la diminution de valeur de l'outillage, du matériel et des autres effets utilisés par la société ⁴.

Les sociétés commerciales sont soumises, au même titre que les marchands, à l'autorisation de l'Etat. L'une des patentes, la plus significative sur le plan comptable, est celle octroyée, lors de sa constitution, à une société prussienne de commerce sur le lac, en date du 14 octobre 1792, à une époque où le projet de Code général était en pleine élaboration. Cette patente est subordonnée à la condition que la société tienne de façon exacte et véridique — ou « gut und zuverlässig » — un journal de caisse au moyen de la comptabilité en parties doubles selon la pratique commerciale, enregistrant les achats, les ventes et les expéditions. Elle bouclera ses livres chaque année ⁵.

* * *

L'Ordonnance de Colbert de 1673 est restée en vigueur jusqu'au début du XIX^e siècle, la Révolution n'ayant pas touché aux lois commerciales de droit privé.

En l'an VIII (1800), un dernier commentaire de l'Ordonnance ⁶, appelée toujours vulgairement le Code marchand, rappelle, à propos de l'article VIII du Titre III sur l'inventaire bisannuel obligatoire, la constatation déjà faite en 1761 ⁷, à savoir que les négociants, pour la plupart, ne satisfont pas à cette obligation essentielle pour analyser leurs affaires dans leur prospérité ou dans leur adversité. Cette situation annonce la législation plus sévère de l'Empire sur les livres de commerce.

¹ Art. 646: « Die ausstehenden Forderungen der Handlung, welche nicht beygetrieben werden können, müssen ganz abgeschrieben; die zweifelhaften aber nur mit einem verhältnissmässigen Abzug angesetzt werden. »

² Art. 614.

³ Première partie – Titre XVII – Section III.

⁴ Art. 243: « Bey Berechnung des Gewinnes und Verlustes muss auf die forthwährende, durch den Gebrauch entstehende Abnutzung und Verminderung des Werths der Werkzeuge, Geräthschaften und anderer Effectern, deren die Gesellschaft zum Betriebe ihres Gewerbes sich bedient, Rücksicht genommen werden. »

⁵ Herman-Veit SIMON *op. cit.*, 1899, p. 46.

⁶ Publié par Boucher à Bordeaux en annexe d'une nouvelle édition de l'ouvrage de feu Delaporte sur la science des négociants et teneurs de livres.

⁷ Voir pages 33 et 34 ci-dessus.

Enfin, la traduction française par les membres du Bureau de législation étrangère et publiée à Paris par ordre du Ministre de la justice en l'an IX (1801) des dix-neuf mille articles du Code général pour les Etats prussiens de 1794 précède, de quelques années, la promulgation du Code Napoléon de 1804 et du Code de commerce napoléonien de 1807.

* * *

Cette seconde période est celle des deux premières codifications du droit commercial dans le monde.

Pour le droit de la comptabilité en particulier, ce sont, en résumé:

- dans l'Ordonnance de Louis XIV de 1673, l'obligation de tenir au moins un livre journal, soumis à certaines formalités, et de dresser un inventaire au moins tous les deux ans, règles codifiées sous la forme d'injonctions à caractère de droit public;
- dans le Code général pour les Etats prussiens de 1794, la force probante des livres de commerce tenus selon l'usage commercial et l'évaluation des divers actifs dans l'inventaire d'une société commerciale, règles codifiées sous la forme de principes à observer, à caractère de droit privé.

L'on voit déjà, dans ces deux premières législations de droit commercial, se dessiner deux conceptions fondamentales dans la codification du droit comptable:

- la conception française, orientée vers la forme de la comptabilité, qui cherche à prévenir les fraudes par des formalités officielles et à obtenir ainsi la régularité des livres de commerce et, par voie de conséquence, des comptes annuels;
- la conception allemande, orientée plutôt vers les principes comptables de fond, dont l'objectif est l'établissement de comptes annuels clairs, complets et exacts.

En définitive, deux conceptions différentes; mais qui, toutes deux, ont le même dessein: la recherche d'une comptabilité régulière et sincère.

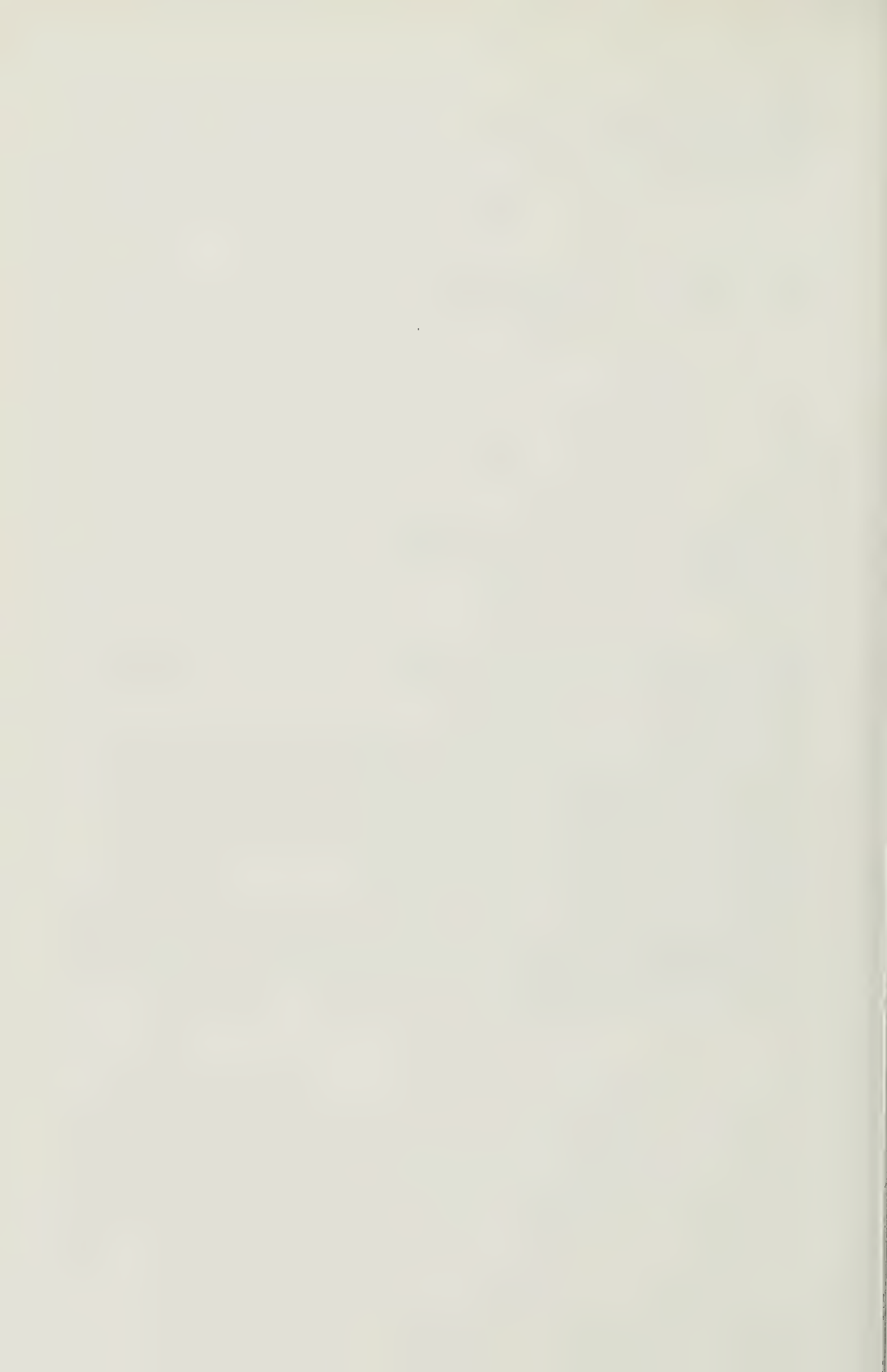
* * *

Chapitre III

DU CODE DE COMMERCE NAPOLÉONIEN À L'ORIGINE DE L'UNIFICATION DU DROIT COMMERCIAL EN SUISSE (1807-1862)

SOMMAIRE

	Pages
Le Code de commerce napoléonien de 1807	41
Le Code de commerce en vigueur à Genève du 6 janvier 1815	47
Le Code civil du canton de Vaud du 1 ^{er} juillet 1821	47
Le Code civil bernois du 18 mars 1830	47
Le Code civil du canton de Lucerne du 1 ^{er} janvier 1832	48
La loi neuchâteloise sur quelques matières commerciales du 3 juin 1833 . . .	49
Le projet de code de commerce vaudois de 1840	49
Le projet de code de commerce bernois du 23 décembre 1844	50
La loi française sur les faillites et banqueroutes du 28 mai 1838	50
La doctrine française sur les principes à observer pour établir les inventaires	51
La loi prussienne sur les sociétés anonymes du 9 novembre 1843	52
Le Code civil et le Code de commerce du canton de Fribourg de 1849 . . .	54
La tentative d'unification en Suisse du droit de change	55
Le Code civil du canton de Zurich du 1 ^{er} juillet 1855	55
La loi française sur les sociétés en commandite par actions du 17-23 juillet 1856	56
La loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860	57
Le Code civil du canton des Grisons du 1 ^{er} septembre 1862	58
Le Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — du 11 mars 1861	58



A peine l'Empereur tient-il les rênes du Gouvernement que, dès le 13 germinal de l'an 9 (3 avril 1801), une Commission est nommée pour préparer un projet de Code de commerce, qui est présenté au Gouvernement moins d'une année après ¹. Ce projet est soumis aux chambres de commerce, aux tribunaux de commerce et aux tribunaux d'appel, afin de recueillir l'opinion générale des gens du commerce et des magistrats. Soumis ensuite au Conseil d'Etat, le projet y est discuté de novembre 1806 à septembre 1807 par ordre de l'Empereur « pendant qu'il portait au fond du Nord ses aigles triomphantes » ². Le **Code de commerce** est définitivement approuvé par la loi du 15 septembre 1807; il entre en vigueur le 1^{er} janvier 1808.

Le système général de ce Code est empreint d'une austérité législative qui transparaît dans les règles sur la comptabilité sous la forme d'obligations formelles, étroites et sévères. Cette austérité, dit le rapporteur du Conseil d'Etat, a paru un contrepoids nécessaire au relâchement de la morale dans les classes commerçantes ³. Confirmant l'opinion défavorable exprimée plusieurs années auparavant dans les commentaires de l'Edit de 1673, le législateur napoléonien constate que l'ordre et l'économie, ces deux sources de toute prospérité dans une maison commerciale, ne règnent pas encore généralement; que l'on voit des commerçants sans livres, des livres sans exactitude et sans suite et trop souvent « des livres où l'exactitude apparente d'une année n'était que la fraude effective d'une semaine » ⁴. Plusieurs chambres de commerce émettent l'avis qu'il n'y a pas lieu de s'occuper de la tenue des livres de commerce et de prescrire des formalités, puisque les dispositions légales à ce sujet n'ont jamais été observées.

¹ Corps législatif. Extrait du Registre des délibérations du Conseil d'Etat. Séance du 1^{er} septembre 1807. Motifs du Livre premier, Titres I à VII du Code de commerce (des lois qui régissent le commerce en général), p. 5.

² Corps législatif *op. cit.* — Campagne de Pologne — Victoires d'Eylau et de Friedland, p. 6.

³ Corps législatif *op. cit.*, p. 8.

⁴ Corps législatif *op. cit.*, p. 8.

Cependant, le Conseil d'Etat considère que l'inobservance de lois anciennes ne saurait justifier le non-établissement de lois nouvelles et qu'il faut assurer plus soigneusement le respect des prescriptions légales¹. De là, ajoute le rapporteur, la sévérité des dispositions sur les livres de commerce énoncées au Titre II du Livre premier, articles 8 à 17.

On prétend que beaucoup de dispositions du Code de commerce de 1807 sont empruntées à l'Ordonnance de 1673 et que son plus grave défaut est de reproduire presque servilement le droit du passé². Cela est-il exact en ce qui concerne la comptabilité ? On peut effectivement se poser la question de savoir dans quelle mesure le Code innove en la matière, si un progrès pour obtenir une plus grande sincérité des comptes est réalisé par rapport à l'ancien droit. La comparaison du texte intégral de chaque article relatif à la comptabilité de l'Ordonnance de 1673 et du Code de 1807 est le meilleur moyen d'apporter une réponse à cette question :

CODE DE COMMERCE
DE 1807

Livre premier — Titre II

Article 8, al. 1

Tout commerçant est tenu d'avoir un livre-journal qui présente, jour par jour, ses dettes actives et passives, les opérations de son commerce, ses négociations, acceptations ou endossements d'effets, et généralement tout ce qu'il reçoit et paie, à quelque titre que ce soit; et qui énonce, mois par mois, les sommes employées à la dépense de sa maison; le tout indépendamment des autres livres usités dans le commerce, mais qui ne sont pas indispensables.

Article 9

Il est tenu de faire, tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers, et de ses dettes actives et passives, et de le copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné.

ORDONNANCE
SUR LE COMMERCE DE 1673

Titre III

Article I

Les négocians et marchands tant en gros qu'en détail auront un livre qui contiendra tout leur négoce, leurs lettres de change, leurs dettes actives et passives et les deniers employez à la dépense de leur maison.

Article VIII

Seront aussi tenus tous les marchands de faire dans le même délai de six mois, inventaire sous leur seing de tous leurs effets mobiliers et immobiliers, et de leurs dettes actives et passives lequel sera recollé et renouvelé de deux ans en deux ans.

¹ Ch. Lyon-Caen/L. RENAULT « Traité de droit commercial » — 1921, p. 344.

² Georges RIPERT « Traité élémentaire de droit commercial » — 1961, p. 15-16.

Article 10, al. 3

Le livre-journal et le livre des inventaires seront tenus par ordre de dates, sans blancs, lacunes, ni transports en marge.

Article 10, al. 1

Article 11, al. 1

Le livre-journal et le livre des inventaires seront paraphés et visés une fois par année.

Les livres dont la tenue est ordonnée par les articles 8 et 9 ci-dessus, seront cotés et paraphés, soit par un des juges des tribunaux de commerce, soit par le maire ou un adjoint, dans la forme ordinaire et sans frais.

Livre troisième — Chapitre V

Article 35

Le bilan devra contenir l'énumération et l'évaluation de tous les effets mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et des pertes, le tableau des dépenses; le bilan devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur.

Article V

Les livres-journaux seront écrits d'une même suite par ordre de date sans aucun blanc arrêtés en chaque chapitre et à la fin et ne sera rien écrit aux marges.

Article III

Les livres des négocians et marchands tant en gros qu'en détail, seront signés sur le premier et dernier feuillet, par l'un des Consuls dans les villes où il y a juridiction consulaire; et dans les autres, par le Maire ou l'un des Echevins, sans frais ni droits, et les feuillets paraphés et cotés par premier et dernier, de la main de ceux qui auront été commis par les Consuls ou Maire et Echevins, dont sera fait mention au premier feuillet.

Titre XI

Article II

Ceux qui auront fait faillite seront tenus de donner à leurs créanciers un état certifié, de tout ce qu'ils possèdent et de tout ce qu'ils doivent.

L'impression générale qui se dégage de cette comparaison est que le législateur de 1807 n'élabore pas une œuvre originale dans le domaine du droit comptable mais qu'il se contente de prescrire, dans l'ensemble, des règles plus strictes et plus étendues.

Pour le Conseil d'Etat, le point essentiel reste la tenue des livres de commerce dans lesquels, « la conscience du commerçant doit être toute entière et c'est là que la conscience du juge doit être sûre de la trouver »¹. Partant de ce point de vue, le législateur napoléonien ne peut être que plus exigeant au sujet de la matière à enregistrer. Par conséquent, en plus des opérations spécifiquement commerciales des lettres de change, des dettes actives et passives et des prélèvements du commerçant pour sa maison, l'article 8 alinéa 1 enjoint à ce

¹ Corps législatif *op. cit.*, p. 14.

dernier d'enregistrer dans son livre-journal les endossements d'effets et tout ce qu'il reçoit et paie à quelque titre que ce soit. Dans son exposé des motifs, le Conseil d'Etat remarque que les endossements d'effets de change constituent souvent une partie considérable du passif d'un failli « sans être inscrit sur ses livres et sans que l'on puisse trouver d'autres traces que dans les bordereaux fugitifs des agents de change ». Il précise encore que le commerçant doit inscrire toutes les sommes provenant de sources étrangères à son commerce, telles que la dot de sa femme et les produits d'une succession ou d'une donation¹. L'Ordonnance de 1673 ne visait que les opérations relatives au négoce.

Parmi les autres livres usités dans le commerce, qui ne sont pas obligatoires en vertu de l'art. 8, il faut mentionner, à part les livres auxiliaires proprement dits, le grand-livre dont l'usage est pourtant général. Toutefois, étant donné que la loi doit s'appliquer aussi aux plus petits commerçants, sans égard au montant de leurs ventes, le législateur de 1807 ne peut leur imposer ni l'obligation de tenir des livres jugés nécessaires à des entreprises plus importantes, ni l'obligation de tenir une comptabilité en parties doubles, pour laquelle le grand-livre est indispensable.

A l'art. 9, la loi prescrit que l'inventaire doit être dressé chaque année²; elle ne fait que rendre obligatoire un usage commercial déjà respecté depuis longtemps par le commerçant sérieux. Quant à la composition de cet inventaire, le Code reprend l'énumération sommaire de l'Ordonnance mais reste toujours muet sur la manière de l'établir. Par contre, il veut garantir son authenticité en ordonnant copie, année par année, sur un registre particulier, dénommé livre des inventaires, soumis aux mêmes formalités que le livre-journal³.

Les prescriptions relatives à la façon de tenir les deux livres de commerce obligatoires correspondent textuellement à celles de l'art. VI de l'Ordonnance de 1673. Nous retrouvons, dans le Code de 1807, les formalités de la cote, du paraphe et du visa, auxquelles la loi soumet les deux livres obligatoires, avant qu'il en soit fait usage, pour empêcher la substitution de ceux-ci par d'autres qui peuvent être fabriqués après coup pour masquer des fraudes⁴. Le visa prévu par l'art. 10 al. 1 du Code de 1807 n'est pas prescrit par l'Ordonnance de 1673. Il s'agit d'un visa annuel qui consiste à faire arrêter les livres à la fin de chaque année, ce qui oblige les commerçants à tenir leurs écritures à

¹ Corps législatif *op. cit.*, p. 14.

² « Sous seing privé », car en matière civile les inventaires doivent être faits par les notaires.

³ le Code de 1807 ignore l'inventaire d'entrée au même titre que l'Ordonnance de 1673.

⁴ La cote est le numérotage des feuillets dont se compose le livre; elle prévient la suppression et l'intercalation.

Le paraphe est la signature abrégée de l'Officier public sur chaque feuillet en vue d'empêcher la substitution d'un feuillet par un autre.

Par visa, l'on entend le procès-verbal placé au commencement et à la fin du registre qui constate l'opération, sa date, le nom du magistrat qui y a procédé, le nombre des feuillets du registre et le nom du commerçant qui doit l'employer.

Em. COHENY/Alcide DARRAS « Code de commerce annoté », 1903, p. 36.

jour. Ce visa n'est pas un contrôle des comptes et doit être donné par l'Officier public, sans aucun examen des écritures.

Alors que l'Ordonnance de 1673 l'ignore, le Code de 1807 reconnaît la force probante des livres de commerce régulièrement tenus, pour autant qu'elle soit admise par le juge. Il précise cependant que les livres, pour lesquels les formalités ci-dessus n'auraient pas été observées, ne pourront faire foi en justice¹. C'est certainement ici la seule influence du Code général pour les Etats prussiens de 1794 sur le droit comptable codifié par Napoléon.

Le Code de 1807 mentionne, pour la première fois dans un texte législatif de droit commercial, le terme de « bilan » mais seulement dans le livre concernant les faillites et les banqueroutes au chapitre V intitulé « du Bilan ». Au sujet de ce bilan, qui est « l'état passif et actif des affaires du failli », le Conseil d'Etat rappelle dans son exposé des motifs² que les anciennes lois et les usages ont tout prévu à cet égard. Néanmoins, les nouvelles prescriptions³ sont intéressantes en ce qu'elles définissent l'état complet de ce bilan, par l'énumération et l'évaluation de tous les effets mobiliers et immobiliers et qu'elles adoptent le principe de la certification du bilan conforme à la vérité telle qu'elle avait été préconisée par Jacques Savary en 1675, et imposée entre-temps par la Déclaration du Roi du 23 juin 1716⁴. En matière de faillite, la tenue irrégulière des livres de commerce a pour conséquence la poursuite possible du failli comme banqueroutier simple⁵ ou encore comme banqueroutier frauduleux, s'il n'a pas tenu de livres ou si ceux-ci ne présentent pas sa véritable situation⁶. Il est sans autre déclaré banqueroutier frauduleux par le Code, s'il a notamment supposé « des dettes passives et collusoires entre lui et des créanciers fictifs, en passant des écritures simulées »⁷.

Le Code de commerce, comme l'Ordonnance de 1673, ne contient dans le Titre III sur les sociétés, aucune prescription sur la comptabilité, en particulier

¹ Code de commerce de 1807 – Titre II – Art. 12 et 13.

² Corps législatif *op. cit.* – séance du 31 août 1807. Motifs du projet de loi contenant le Livre III du Code de commerce sur les faillites et banqueroutes, p. 15 et 16.

³ Art. 35 du projet de loi accompagnant l'exposé des motifs du Conseil d'Etat.

Code de Commerce de 1807 – Art. 471 : « Le bilan devra contenir l'énumération et l'évaluation de tous les effets mobiliers et immobiliers du débiteur, l'état des dettes actives et passives, le tableau des profits et des pertes, le tableau des dépenses; le bilan devra être certifié véritable, daté et signé par le débiteur. »

⁴ Nouveau Commentaire sur les Ordonnances de 1669 et 1673 *op. cit.*, p. 187.

⁵ Art. 151 du projet *op. cit.*

Code de commerce de 1807 – Art. 587 « Pourra être poursuivi comme banqueroutier simple et être déclaré tel, ... le failli qui présentera des livres irrégulièrement tenus, sans néanmoins que les irrégularités indiquent de fraude, ou qui ne les présentera pas tous. »

⁶ Art. 158 du projet *op. cit.*

Code de commerce de 1807 – Art. 594 : « Pourra être poursuivi comme banqueroutier frauduleux et déclaré tel, ... le failli qui n'a pas tenu de livres, ou dont les livres ne présenteront pas sa véritable situation active et passive. »

⁷ Art. 157 ch. 4 du projet *op. cit.*

Code de commerce de 1807 – Art. 593, ch. 4.

sur l'évaluation des différents éléments de l'actif, sur l'établissement du bilan et la reddition des comptes annuels. Cela s'explique, dans une certaine mesure, pour les sociétés anonymes soumises au régime de l'autorisation de l'Etat¹. Celui-ci, en prenant connaissance des statuts, peut leur imposer diverses prescriptions relatives à l'établissement de leurs comptes annuels. L'instruction sur les demandes en autorisation et approbation de Sa Majesté pour l'établissement de sociétés anonymes, édictée à Paris le 22 octobre 1817 par le Ministre d'Etat au Département de l'Intérieur, complète une instruction publiée le 31 décembre 1807, réglant la marche à suivre pour obtenir cette autorisation et rappelle les principes arrêtés et les conditions généralement exigées selon la jurisprudence du Conseil d'Etat. Parmi les conditions nécessaires ou facultatives de la demande en autorisation, il y en a deux qui concernent plus spécialement la comptabilité:

Selon la première, les sociétés anonymes doivent présenter, tous les six mois, leur état de situation², dont une copie est remise au greffe du tribunal de commerce; une autre copie au préfet du département et une troisième à la chambre de commerce, s'il en existe dans l'arrondissement; par ce moyen, l'on entend s'assurer que les sociétés respectent les prescriptions relatives à l'intégrité de leur capital « car celui-ci étant la seule sûreté que présente la société anonyme, tout ce qui concerne son existence doit être public ».

La seconde se rapporte aux sociétés anonymes, fondées sur l'exploitation d'un brevet d'invention ou d'un secret, ou celles qui ont pour objet le talent d'un artiste. En tel cas, la valeur de l'acquisition ou de la jouissance du brevet ou du secret, ainsi que le salaire de l'artiste peuvent être appréciés en argent, et leur montant converti en actions au profit soit du propriétaire du brevet ou secret, soit de l'artiste. Exception faite de la valeur d'acquisition du brevet, l'instruction ne se prononce pas sur la question délicate de l'estimation de ces apports en nature et ne fixe aucune limite maximale à leur valeur. Il n'en reste pas moins que cette condition facultative est assez inattendue dans un droit comptable qui, jusqu'alors, ignore tout de l'évaluation des biens portés au bilan.

* * *

En Suisse, après la chute de Napoléon, la Confédération d'Etats est restaurée. L'ancienne Diète, formée des délégués des cantons souverains, reprend ses attributions³.

¹ Code de commerce de 1807 – Art. 37.

Corps législatif *op. cit.* – 1^{er} septembre 1807, p. 17: « Il a été reconnu que l'intervention du Gouvernement était nécessaire pour vérifier d'avance sur quelle base on voulait faire reposer les opérations de la société et quelles pouvaient en être les conséquences. »

² Cette exigence sera reprise par la loi française du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes

³ 6 avril 1814 ouverture de la « Longue Diète » à Zurich.

9 septembre 1814 adoption d'un pacte fédéral provisoire.

7 août 1815 serment de fidélité au pacte fédéral définitif.

Peu de temps après avoir retrouvé son antique indépendance ¹ et être devenue peu après canton suisse ², **Genève** décide par une loi du 6 janvier 1815 ³ que le Code de commerce napoléonien de 1807, introduit sous domination étrangère, sera provisoirement maintenu « dans toutes les dispositions auxquelles il n'aurait pas été dérogé ». En ce qui concerne les prescriptions sur les livres de commerce et le bilan en cas de faillite, aucune dérogation n'est apportée par les lois genevoises. C'est ainsi que Genève est le premier canton suisse à être doté — sur l'ensemble de son territoire — d'une législation commerciale complète et, de ce fait, d'une réglementation légale en matière de comptabilité.

Le Code civil du canton de **Vaud** du 1^{er} juillet 1821 contient un certain nombre de dispositions relatives au commerce, notamment à la force probante des livres d'un marchand ⁴. Ces derniers doivent être tenus, dit le Code, dans un ordre exact, en forme de journal, date après date, sans rature ni blancs suspects, et exactement paginés, par première et dernière. Ce sont là, résumées, quelques règles formelles du droit napoléonien.

Dans le canton de **Berne**, à l'exception du Jura bernois ⁵, une disposition, concernant la comptabilité des sociétés commerciales, figure parmi celles du Code civil bernois mises en force pour le 1^{er} avril 1831 par décision de l'advoyer, du Petit et du Grand Conseil du 18 mars 1830 ⁶. Selon cette disposition, les membres d'une société commerciale ou industrielle, dont le capital est d'au moins cinq mille francs, sont solidairement responsables de la tenue régulière des livres de la société, de l'établissement, tous les deux ans, d'un inventaire complet — ou « ein vollständiges Inventar » — et de l'état des dettes et créances de la société. En cas de faillite de la société, la tenue désordonnée des livres de commerce et de l'inventaire peut être considérée comme une présomption de fraude de la part des membres de la société. Un commentaire ⁷ précise que chaque commerçant ou industriel a l'obligation de tenir, en bon ordre, un livre sur le mouvement de ses affaires et que cette obligation incombe tout particulièrement aux membres d'une société commerciale, de manière que l'on puisse, en cas de faillite, distinguer exactement la fortune de la société et la fortune

¹ 31 décembre 1813.

² Décision de la Diète du 12 septembre 1814.

³ Art. 74 de la loi sur l'organisation provisoire de l'ordre judiciaire maintenu par l'art. 36 de la loi transitoire sur l'organisation judiciaire du 20 février 1816.

⁴ Art. 298 ss. du Code civil vaudois de 1821 en particulier 1019 et 1020.

⁵ Dans le Jura bernois, le Code de commerce français de 1807 était resté en vigueur et a été abrogé par la loi bernoise du 2 décembre 1882 concernant l'introduction du Code des obligations du 14 juin 1881 (titre III abrogation des dispositions du droit civil et commercial français – Art. 14 ch. IV).

Voir également à ce sujet l'article d'Albert COMMENT « Code Napoléon et Code civil dans le Jura » dans: « 150. Jahre Berner Jura » – 1965, p. 165 à 189.

⁶ Art. 674 à 1044 du Code civil bernois, notamment l'art. 874.

⁷ Qui se trouve au bas de l'art. 874 dans l'édition des Archives de l'Etat de Berne.

privée des associés. L'inventaire est à établir tous les deux ans au moins; il doit être ordonné, et doit faire ressortir la nature des biens de la société et préciser si elle est capable de payer ses dettes.

Il est assez surprenant de constater l'existence, dans un même canton, de deux législations traitant de façon différente l'inventaire que doit dresser un commerçant; d'une part, le Code de commerce français en vigueur dans le Jura bernois qui exige un inventaire annuel mais sans se préoccuper de la manière dont il est établi; d'autre part, le Code civil bernois qui se contente d'exiger un inventaire bisannuel, en précisant que ce dernier doit être ordonné et complet.

Le Code civil du canton de **Lucerne**, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1832¹, contient un appendice consacré exclusivement aux dispositions relatives au commerce². Ce Code de commerce « en miniature » est intéressant, non seulement parce que plus de la moitié de ses treize articles renferment des règles de droit comptable, mais encore par l'originalité de celles-ci.

Ce Code est en effet le premier qui impose la tenue de livres de comptabilité seulement aux commerçants qui ont l'obligation de se faire inscrire au registre du commerce. En plus des prescriptions de forme devenues usuelles dans la plupart des législations élaborées après le Code de commerce de 1807, telles que l'interdiction de feuilles blanches, de lacunes, de feuillets intercalés et d'inscriptions en marge, le Code lucernois mentionne les enregistrements obligatoires du commerçant dans son journal, jour après jour, à savoir: ses dettes actives et passives, ses opérations commerciales, les marchandises reçues, expédiées et livrées et, d'une façon générale, tout ce qu'il encaisse ou dépense dans son commerce³. L'inventaire doit être établi tous les deux ans au moins et être signé par le commerçant qui mentionne ses biens mobiliers et immobiliers, ses dettes actives et passives; il doit être enregistré dans un livre particulier dénommé dans la note marginale: livre d'inventaire — ou « Inventarienbuch » —⁴. A côté des livres exigés par la loi, le commerçant peut avoir d'autres livres — ou « Nebenbücher » — qui sont en usage dans le commerce. Ce sont les livres auxiliaires⁵. La force probante des livres régulièrement tenus doit être admise par le juge dans les différends entre commerçants⁶. Un commer-

¹ Soit plus de dix ans avant les événements politiques survenus dans ce canton (rappel des Jésuites) et qui sont à l'origine du Sonderbund.

² Anhangstitel des bürgerlichen Gesetzbuches — Verfügungen hinsichtlich des Handelsstandes — Art. 795 à 807.

³ Art. 792 al. 1 du Code civil lucernois: « Jeder in das Firmaregister eingeschriebene Handelsmann ist verbunden, ein Geschäftstagebuch (Journal) zu halten, in welchem seine Aktiv- und Passivschulden, seine Handelsunternehmungen, die erhaltenen, versendeten und abgegebenen Waaren, überhaupt alles, was er im Handel einnimmt und ausgiebt, Tag für Tag verzeichnet sein müssen. »

⁴ Art. 798 du Code civil lucernois.

⁵ Art. 799 du Code civil lucernois.

⁶ Art. 800 du Code civil lucernois.

çant en faillite peut être déclaré banqueroutier frauduleux et puni s'il n'a pas tenu ses livres conformément aux prescriptions de la loi, si ses livres ne présentent pas sa véritable situation active et passive ou si, d'une façon générale, il a porté dans ses livres des inscriptions fausses ou frauduleuses¹. Le Code lucernois prévoit même que l'Office des faillites peut faire expertiser les livres de comptabilité d'un commerçant par une Chambre de commerce, qui doit donner un avis sur leur état, dire s'ils sont tenus régulièrement et s'ils ne contiennent pas de choses fausses — ou « keine Unrichtigkeiten » —². Enfin, l'ensemble des prescriptions concernant les commerçants individuels sont également applicables aux sociétés commerciales³.

En 1833, le Corps législatif de la Principauté de **Neuchâtel** et de Valangin vote une loi ayant pour objet de codifier les usages du commerce. Le Conseil d'Etat, ayant constaté que les négociants en désirent généralement l'adoption définitive, une loi est promulguée avec l'approbation de Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse et prince souverain de la Principauté⁴. L'article 1 prescrit que « toute personne qui exerce des actes de commerce et en fait sa profession habituelle est tenue d'avoir des livres qui la mettent en état de rendre, en cas de faillite, un compte exact de ses opérations ». Cet article est le seul qui se rapporte à la comptabilité. La brièveté du législateur neuchâtelois signifie sans doute que les dispositions du droit comptable contenues dans le Code général pour les Etats prussiens de 1794 sont considérées comme étant suffisantes et qu'il n'est pas nécessaire de les préciser ou de les développer.

Au temps du Pacte fédéral de 1815, deux projets de codes de commerce cantonaux sont élaborés mais n'ont pas de suite :

Le projet de code de commerce **vaudois** de 1840. Le Titre III relatif aux livres de commerce reproduit fidèlement le texte des articles du Code de commerce français de 1807 concernant la tenue d'un livre-journal, l'établissement d'un inventaire annuel copié dans un registre spécial et les formalités exigées pour ces deux livres obligatoires, notamment le visa et le paraphe. Le rejet de ce projet est motivé par la situation du petit commerce⁵.

¹ Art. 802 lettres a), b) et c) du Code civil lucernois.

² Art. 804 du Code civil lucernois.

³ Art. 807 du Code civil lucernois.

⁴ Loi sur quelques matières commerciales du 3 juin 1833.

⁵ « En effet, le public, ne montrant pas la même régularité pour payer, il en résulterait que le petit commerce ne pourrait pas tenir et que l'on verrait peu à peu se fermer les magasins de la campagne et des petites villes, d'autant plus que l'on imposait une obligation difficile à remplir pour beaucoup de petits négociants, soit la tenue de livres réguliers de commerce et paraphés par le magistrat. Cette dernière condition est certainement l'une des causes principales du rejet de même que l'obligation de faire un inventaire bien que la périodicité annuelle ait été prolongée à trois ans. »

Exposé fait à la Société industrielle et commerciale du canton de Vaud le 8 mars 1880, p. 16 et 17.

Le projet d'un code de commerce pour la République de Berne du 23 décembre 1844. Les art. 23 et 24 du Titre II sur les livres de commerce sont la traduction quasi littérale des art. 8 et 9 du Code de commerce français de 1807 alors en vigueur dans le Jura bernois. La seule différence est que l'inventaire ne doit pas être dressé chaque année mais seulement tous les deux ans. L'auteur du projet se pose la question de savoir s'il est suffisant d'inventorier les obligations et les droits concernant le commerce ou s'il est important que le commerçant ait aussi connaissance de l'ensemble de sa fortune. Ce projet est resté à l'état d'ébauche et n'a jamais fait l'objet de délibérations.

* * *

L'époque de la Restauration en France (1815-1830) a vu le désir du luxe s'emparer de toutes les classes de la société; celles-ci, dans un aveuglement à peine croyable, se jettent à l'envi dans les plus folles entreprises. Ce n'est pas la réalité qu'on cherche; elle est trop lente à venir; mais la fiction, avec son cortège ordinaire de ruses et de tromperies. Ce commentaire aussi sévère qu'impressionnant a été rédigé en 1843 déjà par M. Delangle, avocat-général à la Cour de cassation, ancien bâtonnier des avocats à la Cour royale de Paris¹. La législation relative aux sociétés commerciales reste cependant inchangée. Sous réserve de l'Instruction du 22 octobre 1817 sur les sociétés anonymes², qui ne va pas très loin sur le plan de la comptabilité, aucune disposition ne vient améliorer la qualité des comptes annuels remis au public.

La Monarchie de juillet (1830-1848) est, par contre, une époque de prospérité économique qui voit grandir l'influence des hommes d'affaires. Les commerçants acquièrent davantage de puissance politique. Ils obtiennent la refonte du Livre III du Code de commerce de 1807 sur les **faillites et banqueroutes**, refonte qui devient la **loi du 28 mai 1838**, promulguée le 8 juin suivant.

Les prescriptions sur le contenu et la certification du bilan n'ont pas été modifiées mais elles précisent que la déclaration du failli doit être accompagnée du dépôt du bilan³. Les nouvelles dispositions sur la banqueroute simple signalent les défauts que peuvent comporter les livres et l'inventaire d'un commerçant, à savoir leur inexactitude, leur état incomplet, leur irrégularité et leur contre-vérité⁴. C'est en quelque sorte une définition négative des principes

¹ M. DELANGLE *op. cit.* — 1843 Introduction p. LIV.

² Voir page 46 ci-dessus.

³ Art. 439 de la loi du 28 mai 1838.

⁴ Art. 586 de la loi du 28 mai 1838: « Pourra être déclaré banqueroutier simple tout commerçant failli qui se trouvera dans un des cas suivants:...

6. S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire; si ses livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude. »

à observer pour l'établissement des comptes car, a contrario, ceux-ci doivent être exacts, complets, réguliers et véridiques, si un commerçant n'entend pas être déclaré banqueroutier simple. La nouvelle loi est moins rigoureuse que le Code de 1807; elle limite la qualification de banqueroute frauduleuse, notamment en matière comptable, lorsque le commerçant se reconnaît débiteur de sommes qu'il ne doit pas, mais passées soit dans ses écritures, soit au bilan ¹.

Les principes à observer pour l'établissement des comptes sont exposés, de façon claire, dans la **doctrine comptable française** de la première moitié du XIX^e siècle. Dans un ouvrage paru en l'année 1833 ², l'auteur, professeur de commerce, énonce d'abord le précepte d'une application continuelle et rigoureuse: toute bonne comptabilité, quelle que soit son importance, doit reposer sur deux bases principales; d'une part, l'authenticité, la légalité et la régularité dans les écritures; d'autre part, la justification de ces écritures par pièces probantes ³. Il indique ensuite les principes sur lesquels reposent les inventaires que fait le commerçant dans trois circonstances:

- l'inventaire d'entrée avant de commercer ses affaires;
- l'inventaire de transition dans le cours de ses affaires pour en connaître le résultat;
- l'inventaire de sortie ou d'entrée en liquidation à la fin de ses affaires.

L'inventaire d'entrée, destiné à servir de terme de comparaison aux situations subséquentes, fait constater les bénéfices ou les pertes; c'est un tableau de faits réels dont l'exactitude et la vérité sont les principales conditions ⁴.

L'inventaire de transition ⁵, établi à intervalles réguliers, est le tableau général et fidèle de la situation spéculative du commerçant. « Si cette fidélité n'existe que dans l'exactitude arithmétique des chiffres, il reste à examiner de quels éléments il se compose; si, au lieu de ne renfermer que des chiffres représentant des réalités il en contient qui ne soient que rationnels, il y a une fiction à expliquer ou une fraude à punir ». ⁶

¹ Art. 591 de la loi du 28 mai 1838.

² R. P. A. COFFY « Tableau synoptique des principes généraux de la tenue des livres » – 1833.

³ R. P. A. COFFY *op. cit.*, p. 15 et 16.

⁴ R. P. A. COFFY *op. cit.*, p. 36, 39 ss.

⁵ Coffy remarque que beaucoup de teneurs de livres lui donnent la qualification de bilan. Pour lui, il s'agit d'une confusion de termes car le Code de commerce a pris soin d'établir cette distinction en réservant la qualification de bilan, c'est-à-dire la situation que dresse un failli pour en faire le dépôt, pour le titre des faillites et en ne l'employant pas au titre des livres de commerce où les rédacteurs de la loi ont, à dessein sans doute, évité d'en faire usage. On ne dit point déposer son inventaire, mais déposer son bilan.

R.P.A. COFFY *op. cit.*, p. 34 et 35.

⁶ R.P.A. COFFY, *op. cit.*, p. 51 ss., notamment 53.

L'inventaire de sortie, « afin d'en compléter l'exactitude morale et arithmétique, est obtenu par l'état descriptif et estimatif de toutes les valeurs faisant l'objet du commerce qui, par la réalité de leur existence, sont parties constitutives du capital du négociant »¹.

Cette position clairement précisée au sujet des principes sur lesquels doit reposer un inventaire commercial, fait ressortir l'écart, qui existe à ce moment en France, entre le droit de la comptabilité codifié et les principes et usages retenus par la doctrine.

* * *

La Confédération germanique, constituée entre 1815 et 1820, maintient l'équilibre entre trente-neuf Etats souverains formant une ligue entre « princes et villes libres » ayant chacun ses lois particulières. Les pouvoirs de la Diète² sont amoindris par la rivalité des deux plus grands Etats, la Prusse et l'Autriche, et par le droit de veto de chacun de ses membres. C'est toutefois sur le plan des intérêts commerciaux et économiques que se fait un rapprochement entre la plupart des Etats de la Confédération germanique. Sous l'égide de la Prusse, dont on vante en Allemagne l'excellence des universités et la compétence de l'administration, une union douanière — ou « Deutscher Zollverein » — entre en vigueur le 1^{er} janvier 1834. Cette union, dont l'Autriche ne fait pas partie, devient un seul marché et engendre une grande activité économique.

La prospérité des affaires engage le **Gouvernement prussien** à promulguer une **loi sur les sociétés anonymes**³. Il s'agit de la première loi spéciale édictée pour régir ces sociétés⁴; elle conserve le principe fondamental d'une autorisation officielle pour exercer le commerce, tel qu'il est déjà contenu dans le Code général pour les Etats prussiens. Prenant modèle sur le Code de commerce napoléonien, la loi soumet les sociétés anonymes au contrôle de l'Etat; celles-ci ne peuvent se constituer sans l'autorisation du Gouvernement, autorisation qui peut, en tout temps, être retirée si les conditions imposées ne sont pas respectées⁵.

Dans le domaine de la comptabilité, la loi prescrit que la direction doit tenir les livres nécessaires pour avoir une vue d'ensemble de la situation de

¹ R.P.A. COFFY, *op. cit.*, p. 58 ss.

² Congrès des représentants des divers Etats dont le siège est à Francfort.

³ « Gesetz über die Aktiengesellschaften vom 9. November 1843 – Preussischer Gesetz-Coder. Ein authentischer Abdruck der in der Gesetzsammlung für die königlichen Preussischen Staaten von 1806 bis auf die neueste Zeit enthaltenen Gesetze, Verordnungen, Kabinetts-orders, Erlasse u.s.w. In chronologischer Ordnung, mit Rücksicht auf ihre noch jetzige Gültigkeit und praktische Bedeutung zusammengestellt von Paul Stoepel, königl. Justiz-Rath » – Bd II 1835-1848.

⁴ Cette loi prussienne, qui ne contient que trente articles, est remarquable par sa concision et sa clarté.

⁵ Art. 1 de la loi prussienne sur les sociétés anonymes.

fortune, établir également dans les trois premiers mois d'un exercice annuel un bilan de la fortune de la société et l'inscrire dans un livre spécial. Le bilan est communiqué au Gouvernement ¹. C'est la première fois qu'une législation commerciale utilise le terme de « bilan » pour désigner expressément le résumé des comptes annuels. Le mot « bilan » n'est, dès lors, plus réservé au domaine de la faillite pour qualifier la situation active et passive déposée par le débiteur; il prend dans la loi prussienne sa signification moderne. Le contrat de société — ou « das Statut » — doit en outre contenir les principes selon lesquels le bilan est dressé ². C'est ainsi que, dans plusieurs sociétés anonymes prussiennes, les statuts prévoient que la direction doit établir chaque année un inventaire complet — ou « eine vollständige Aufstellung » — des actifs et passifs de la société; inventaire dans lequel les prix des matières premières, des produits fabriqués et du stock doivent être fixés et calculés à la valeur courante la plus basse — ou « nach dem niedrigsten laufenden Werte » — ³.

Quelques années après la loi prussienne sur les sociétés anonymes du 9 novembre 1843, l'unification du droit commercial allemand, préparée par l'union douanière du « Zollverein », commence par le droit de change considéré comme l'élément le plus nécessaire. Un règlement général sur les lettres de change ⁴ est rapidement introduit dans les Etats confédérés.

* * *

1848 est pour l'Europe l'année des révolutions, parties de Paris en février. 1848 est pour la Suisse l'année de sa première Constitution en tant qu'Etat fédératif ⁵. Les cantons, restés souverains dans la mesure où leur souveraineté n'est pas limitée par la Constitution fédérale, poursuivent la codification de leur droit civil et, pour quelques-uns, l'élaboration de lois commerciales plus ou moins complètes.

¹ Art. 24 de la loi prussienne sur les sociétés anonymes: « Der Vorstand ist schuldig, die zur Übersicht der Vermögenslage erforderlichen Bücher zu führen, auch in den ersten Drei Monaten eines jeden Geschäftsjahres eine Bilanz des Gesellschaftsvermögens zu ziehen, und in ein dazu bestimmtes Buch einzutragen. Die Bilanz ist der Regierung mitzutheilen, in deren Bezirk die Gesellschaft ihren Sitz hat. »

² Art. 2 ch. 4 de la loi prussienne sur les sociétés anonymes: « Der Gesellschaftsvertrag ist gerichtlich oder notariell aufzunehmen oder zu vollziehen. Derselbe muss insbesondere bestimmen:...

4) die Grundsätze, nach welchen die Bilanz (art. 24) aufzunehmen ist. »

³ E. SCHMALENBACH « Über das allgemeine Bilanzrecht » — dans Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung — XI. Jahrgang 1916/1917, p. 34 ss.

⁴ « Allgemeine Deutsche Wechsel-Ordnung » du 26 novembre 1848.

⁵ Constitution fédérale du 12 septembre 1848.

Fribourg promulgue coup sur coup, en 1849, les livres quatrième et cinquième de son Code civil¹ et un Code de commerce² publiés à la fois en langues française et allemande.

Le Titre XI du Livre quatrième du Code civil relatif au contrat de sociétés contient une disposition selon laquelle les associés gérants sont tenus à la réquisition des autres associés, de les « mettre au fait » des affaires de la société notamment par la production des écritures sociales³, d'où la conséquence pour la société de tenir une comptabilité. En définissant ce qu'il faut entendre par les bénéfices ou les pertes d'une société, le législateur fribourgeois esquisse, pour la première fois dans une loi cantonale, des règles d'évaluation relatives aux diminutions de valeurs dues à des détériorations ou dépréciations⁴. Si l'un des associés « fait discussion » (c'est-à-dire tombe en faillite), il est fait un inventaire et un compte régulier et complet des actifs et passifs de la masse sociale, comme cela se ferait si cet associé se retirait de la société⁵. Le Code civil précise enfin que les dispositions sur le contrat de société ne s'appliquent aux sociétés commerciales que « dans les points qui n'ont rien de contraire aux lois et usages de commerce »⁶. Au Livre cinquième, dans les dispositions concernant la preuve littérale par des écrits non signés, le Code civil admet la force probante du livre principal, tenu non seulement par un commerçant, mais aussi par un artisan ou par toute personne qui exerce un art ou une profession libérale. Cette force probante est reconnue par la loi pour autant que ce livre principal soit relié, paginé et tenu en forme de journal, date après date, toutes bien indiquées, et qu'il ne contienne aucune rature, ni blancs suspects; la durée probante est limitée à trois ans, à compter de l'opération contestée⁷.

Le Code de commerce du canton de Fribourg astreint tout commerçant à tenir un livre principal, selon les mêmes règles que celles prescrites par le Code civil⁸. Chaque commerçant a également l'obligation de faire tous les

¹ Livre quatrième: les lois concernant les obligations et leurs suites.

Livre cinquième: les dispositions concernant la prescription, les preuves et les présomptions légales.
du 5 juin 1849 entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1850.

² Adopté par le Grand Conseil dans sa session extraordinaire d'octobre 1849 et entré en vigueur le 19 juillet 1850.

³ Art. 1959 du Code civil fribourgeois du 5 juin 1849.

⁴ Art. 1964 al. 1 et 2 du Code civil fribourgeois du 5 juin 1849: « Par bénéfice, on entend ici ce qui reste au-dessus de la mise commune des associés et des sommes ou valeurs qu'ils y ont jointes postérieurement, après que les dettes, les frais d'administration, les diminutions, les détériorations et les dépréciations de toute espèce ont été compensés avec les gains ou profits — Par perte, on entend ce qui manque de la mise commune et des sommes et valeurs qui y ont été jointes, après que cette même compensation a eu lieu. »

⁵ Art. 1970 al. 1 du Code civil fribourgeois du 5 juin 1849.

⁶ Art. 1983 du Code civil fribourgeois du 5 juin 1849.

⁷ Art. 2242 du Code civil fribourgeois du 5 juin 1849.

⁸ Art. 17 al. 1 du Code de commerce fribourgeois d'octobre 1849.

trois ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers et de ses dettes actives et passives, quelles qu'en soient la nature et l'origine et de copier cet inventaire, année par année, sur un registre spécial¹. Ce sont là les seules dispositions que le Code de commerce fribourgeois réserve au droit comptable².

C'est à cette époque qu'est formulée, pour la première fois en Suisse, l'idée d'un code de commerce fédéral qui se limite au **droit de change**. La Constitution fédérale de 1848, ne donnant à la Confédération aucun pouvoir en ce domaine, le Gouvernement bernois prend l'initiative, en 1853, d'inviter les cantons à une conférence pour examiner la création d'un droit de change suisse uniforme, par la voie du concordat. Cette conférence, à laquelle participent les délégués de quatorze cantons, se tient à Berne le 17 janvier 1854 et charge une Commission d'élaborer un projet en prenant pour modèle le Règlement général allemand sur les lettres de change du 26 novembre 1848. Ce projet est remanié à plusieurs reprises sans aboutir à la conclusion d'un concordat. Six cantons seulement l'utilisent pour promulguer des lois cantonales en la matière³.

Une mention spéciale doit être réservée au Code civil du canton de **Zurich** — ou « Privatrechtliches Gesetzbuch » — rédigé par le professeur Bluntschli de l'Université de Heidelberg. Le Livre quatrième intitulé « créances et dettes », entré en vigueur le 1^{er} juillet 1855, est un véritable code des obligations⁴. Dans le domaine du droit comptable, cette loi présente, sous une forme et un style nouveaux, l'obligation pour une société commerciale d'établir des comptes à la fin de chaque année. L'inventaire traditionnel est remplacé par la notion de reddition des comptes annuels — ou « Ablegung von Jahrrechnungen » — qui, tout en englobant l'inventaire, porte également sur le résultat d'exploitation de la société. Il en résulte que l'associé, non gérant d'une société en nom collectif, a le droit de se renseigner, non seulement sur l'inventaire, mais encore sur l'exploitation commerciale — ou « Geschäftsbetrieb » — en consultant les livres, la correspondance et les pièces justificatives se rapportant en particulier à la reddition des comptes annuels⁵. Dans le paragraphe intitulé « règlement

¹ Art. 18 du Code du commerce fribourgeois d'octobre 1849.

² Signalons au passage que :

- le décret de la République et Canton de Neuchâtel du 10 décembre 1852 concernant les sociétés anonymes complétant la loi du 3 juin 1833;
 - la loi vaudoise du 14 décembre 1852 sur les sociétés commerciales, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1853;
 - la loi valaisanne du 29 novembre 1853 sur les sociétés commerciales, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1854;
- ne contiennent aucune disposition sur la comptabilité.

³ Voir à ce sujet :

- message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879 (FF 1880/III, p. 117 ss).
- Richard EUGSTER « Die Entstehung des schweizerischen Obligationenrechtes vom Jahre 1883 » (dissertation), Zurich 1926, p. 12 ss.

⁴ Ce Livre quatrième comprend 989 articles (art. 903 à 1892).

⁵ Art. 1280 al. 2 du Code civil zurichois du 1^{er} juillet 1855.

des comptes dans la société — bénéfice et perte », le Code précise encore qu'un règlement des comptes a lieu chaque année au sein de la société. Sous réserve d'une autre période de clôture fixée par le contrat de société ou de motifs particuliers, chaque associé est en droit d'exiger un compte annuel et un bilan ¹.

Le Code zurichois prescrit, dans la section relative aux corporations ², que celles qui ont un but économique ont l'obligation de demander l'autorisation du Conseil d'Etat qui, avant d'accorder celle-ci, vérifie notamment la solvabilité de l'entreprise ³. Cela revient à dire qu'une société anonyme est pratiquement dans l'obligation de remettre au Gouvernement un bilan d'entrée ou inventaire d'entrée, avant d'avoir l'autorisation de commencer son exploitation. Le Code prévoit, par ailleurs, que les directeurs d'une société anonyme ont l'obligation de rendre chaque année des comptes sur la fortune de la société ⁴.

* * *

En France, au début du Second Empire (1852-1870), se manifeste une seconde poussée du capitalisme industriel et financier. Les progrès techniques de l'industrie, la construction de voies de communication et le traité de commerce avec l'Angleterre (1860) donnent au pays une activité intense. Délaissant la société anonyme soumise à autorisation gouvernementale, les commerçants utilisent la **société en commandite par actions**, qu'une nouvelle **loi du 17-23 juillet 1856** est venue régir de façon plus rigoureuse. Le législateur soumet cette société à des prescriptions sévères quant à l'intégralité de la souscription du capital social et sa libération effective et quant à la régularité des comptes et la distribution de bénéfices réels.

Le Conseil de surveillance, instauré par ladite loi, doit vérifier les livres, la caisse, le portefeuille et les valeurs de la société ⁵. L'exactitude, la sincérité et la régularité des inventaires ressortent expressément des dispositions légales; mais elles continuent à y figurer, comme dans le Code de commerce de 1807, sous la forme de règles négatives, à propos de la responsabilité solidaire du Conseil de surveillance et des gérants de la société ⁶.

¹ Art. 1307 du Code civil zurichois du 1^{er} juillet 1855: « D. Abrechnung in der Gesellschaft. Gewinn und Verlust. Regelmässig findet jährlich eine Abrechnung innerhalb der Gesellschaft statt. Jeder Gesellschafter ist berechtigt, insofern nicht ausnahmsweise andere Termine durch den Gesellschaftsvertrag festgesetzt sind, noch besondere Gründe es verhindern, eine Jahresrechnung und Bilanz von den Geschäftsbüchern zu verlangen. »

² Livre premier du Code civil zurichois entré en vigueur le 31 mars 1854.

³ Art. 22 al. 1 et 2 du Code civil zurichois du 1^{er} juillet 1855.

⁴ Art. 1357 du Code civil zurichois du 1^{er} juillet 1855: « Die Vorsteher sind zu jährlicher Rechnungsablegung über das Vermögen der Aktiengesellschaft verpflichtet. »

⁵ Art. 8 de la Loi du 17-23 juillet 1856.

⁶ Art. 10 de la Loi du 17-23 juillet 1856: « Tout membre d'un Conseil de surveillance est responsable avec les gérans solidairement et par corps. — 1. lorsque, sciemment, il a laissé commettre dans les inventaires des inexactitudes graves, préjudiciables à la société ou aux tiers; — 2. lorsqu'il a, en connaissance de cause, consenti à la distribution de dividendes non justifiés par des inventaires sincères et réguliers. »

La même année est publié à Paris un nouveau commentaire du Code de commerce de 1807¹. Ce commentaire fait suite à l'ouvrage réputé de J. M. Pardessus, avocat à la Cour royale de Paris, paru en 1841². Au sujet de l'inventaire prescrit par l'art. 9 du Titre II, l'auteur insiste sur l'obligation de faire un inventaire tous les ans imposée aux commerçants de manière impérative. Aucun ne peut s'y soustraire. Cet inventaire doit présenter d'une manière aussi complète que possible la véritable situation financière du commerçant. L'auteur signale en outre un arrêt de la Cour de Cassation du 25 août 1853, déclarant que le commerçant doit, non seulement constater l'existence matérielle des marchandises, mais encore estimer leur valeur vénale: il y a faux dans le cas où cette valeur est frauduleusement exagérée³.

* * *

Premier canton suisse à suivre l'exemple de la Prusse et de la France, en édictant une loi spéciale réservée à une forme particulière de société commerciale, le canton de **Berne** promulgue le 27 novembre 1860 une loi sur les sociétés anonymes qui entre en vigueur le 1^{er} décembre suivant.

Dans le chapitre traitant du « mode de comptabilité » — ou « Formen der Geschäftsführung » —, la loi prescrit que chaque société anonyme doit tenir un livre-journal et un livre d'inventaire⁴. Le livre-journal présente jour après jour, par ordre de dates, toutes les créances et les dettes, les émissions, acceptations et endossements de lettres de change ou d'autres effets de commerce, toutes les affaires entreprises par la société et, d'une façon générale, tous les paiements et encaissements. Au lieu d'un seul livre-journal, la loi autorise la société à tenir plusieurs journaux auxiliaires, en particulier un livre de caisse. Dans le livre d'inventaire doivent être enregistrés exactement, dès le début des opérations de la société anonyme, l'ensemble des biens, constituant sa fortune, mobiliers et immobiliers, de même que ses droits, ses créances et ses dettes. La société est encore tenue d'inscrire chaque année dans ce livre d'inventaire un bilan de la fortune sociale⁵.

Reprenant exactement le principe de la Loi prussienne sur les sociétés anonymes du 9 novembre 1843⁶, la loi bernoise énonce que les statuts de la société

¹ Isidore ALAUZET « Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale » — 1856/1857.

² « Cours de droit commercial. »

³ Isidore ALAUZET *op. cit.*, 1856 tome I, p. 61.

⁴ Art. 27 ch. 1 et 3 de la Loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860.

⁵ Art. 27 ch. 3 de la loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860: « Ein Inventarienbuch, in welches beim Beginn der Unternehmungen der Aktien-Gesellschaft sämtliche ihr angehörigen beweglichen und unbeweglichen Vermögensgegenstände, so wie ihre Forderungsrechte und Schulden genau eingetragen und eine alljährliche anzufertigende Bilanz über den Stand dieses Vermögens eingeschrieben werden soll. »

⁶ Voir page 53 ci-dessus.

contiendront les règles d'après lesquelles le bilan doit être établi ¹ en se référant expressément à l'art. 33 de la même loi. Cet article prescrit que la direction fournira chaque année, au moins, un compte « fidèle et complet » ². Ces deux mots sont reproduits en italique dans le texte de la traduction française officielle ³.

Le Code civil du canton des **Grisons** du 1^{er} septembre 1862 ⁴ contient une disposition de droit commercial dans la réglementation du contrat de sociétés en général. Imitant le Code fribourgeois de 1849 ⁵, il donne une définition du bénéfice ou de la perte résultant de l'activité sociale. Il le fait toutefois, du point de vue comptable, sous une forme plus technique, en faisant ressortir ce bénéfice ou cette perte de la comparaison entre la situation active et la situation passive de la fortune de la société; les actifs tiendront compte des amortissements pour diminution de valeur de biens meubles ou autres; les passifs des montants en capital et de leurs intérêts. Il y a bénéfice ou perte si la situation active est plus ou moins élevée que la situation passive ⁶.

* * *

Les lendemains d'une révolution défaite sont silencieux et propices aux grands desseins. Pour l'**Allemagne** des années cinquante (1850-1860), c'est l'âge de la grande industrie et de la puissance économique. La bourgeoisie se détourne de la vie politique pour s'adonner aux affaires. Le capital se concentre sur les entreprises. Le besoin se fait bientôt sentir d'une loi commerciale unique, que chaque Etat pourrait introduire librement dans sa législation. De ce besoin naît la résolution d'élaborer un **code général de commerce** ⁷. Une Commission

¹ Art. 4 ch. 6 de la loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860.

² Art. 33 de la loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860:

« Der Vorstand einer Aktien-Gesellschaft hat jährlich mindestens ein Mal den Aktionären eine getreue und vollständige Rechnung abzugeben, welche der Prüfung und Genehmigung durch die Generalversammlung der Aktionäre unterliegt. »

« Chaque année au moins, la direction doit rendre aux actionnaires un compte *fidèle et complet* de sa gestion; ce compte est soumis à l'examen et à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires. »

³ Nouveau Recueil officiel des lois et décrets et ordonnances du canton de Berne – Tome X 1859, 1860, 1861, p. 385.

⁴ Bündnerisches Privatrecht (Civilgesetzbuch).

⁵ Voir page 54 ci-dessus.

⁶ Art. 440 du Code civil du canton des Grisons: « Berechnung von Gewinn und Verlust — Der Gewinn oder Verlust eines Societätsgeschäftes ergibt sich aus der Gegenüberstellung des Activ- und Passivbestandes des Gesellschaftsvermögens, und zwar des ersteren mit Abschreibung der Wertverminderung an Fahrnissen, usw., des letzteren mit Einschluss der Kapitalbeträge und ihrer Zinsen. Der Betrag, um welchen alsdann der Activbestand grösser oder geringer als der Passivbestand ist, bildet die Summe des Gewinnes oder Verlustes. »

⁷ Décision prise par la Diète le 18 décembre 1856.

d'experts est constituée comprenant les délégués nommés par les Etats confédérés; siégeant principalement à Nuremberg et parfois à Hambourg, elle tient sa première séance le 15 janvier 1857.

Plusieurs projets lui sont soumis émanant des Gouvernements prussien et autrichien. Dans le domaine du droit comptable, ces projets retiennent l'attention par les règles différentes qu'ils proposent pour l'évaluation des actifs lors de l'établissement de l'inventaire et du bilan :

Le projet de Code de commerce pour les Etats prussiens dans sa version de 1856 reprend exactement les règles déjà prescrites en 1794 pour les sociétés commerciales par le Code général pour les Etats prussiens — ou « *Allgemeines Landrecht für die Preussischen Staaten* » —¹ mais les inclut dans le chapitre sur les livres de commerce applicables à tous les commerçants². Il est à remarquer que cette proposition est totalement opposée à l'exposé des motifs du projet de Code de commerce pour le Royaume de Wurtemberg³, et selon lequel les règles mentionnées dans les art. 644 à 646 du Code général pour les Etats prussiens de 1794 vont de soi et n'ont pas à figurer dans le Code puisque, selon l'usage commercial, l'on amortit chaque année de dix pour cent au moins les biens soumis à dépréciation.

La version de 1857 du projet prussien abandonne, pour l'estimation des marchandises, la règle de la valeur minimale entre le prix d'acquisition et la valeur marchande, sans la remplacer par un autre principe d'évaluation. Elle maintient, pour le surplus, le principe d'un abattement sur les actifs ayant subi une dépréciation et sur les créances douteuses⁴. Une proposition consistant à estimer, pour l'établissement de l'inventaire et du bilan, tous les actifs à leur vraie valeur — ou « *nach ihrem wahren Werte* » — n'a pas été acceptée par la Commission de Nuremberg⁵.

L'un des projets autrichiens préconise simplement que toutes les marchandises et les créances commerciales doivent être portées à leur valeur réelle — ou « *nach ihrem wirklichen Werte* » —. Le bilan annuel est en outre défini comme étant une situation complète dans laquelle toute la situation active et

¹ Art. 644 à 646 (voir pages 36 et 37 ci-dessus).

² Art. 33 du projet de Code de commerce pour les Etats prussiens de 1856: « Bei Aufnahme des Inventars und der Bilanz werden die Waren nur zu dem Preise, für welchen sie angeschafft sind, und wenn der laufende Preis zur Zeit des Inventars niedriger ist, nur zu diesem niedrigeren Preise angesetzt. Von den Waren, deren Wert auf dem Lager vermindert wird, und von den Gerätschaften, welche sich durch den Gebrauch abnutzen, ist ausserdem ein verhältnismässiger Abzug zu machen. Die ausstehenden Forderungen, welche als verloren anzusehen sind, müssen ganz abgeschrieben, die zweifelhaften unter einem verhältnismässigen Abzug angesetzt werden. »

³ Entwurf eines Handelsgesetzbuches für das Königreich Württemberg mit Motiven — Stuttgart 1839/1840 (Richard PASSOW « Die Bilanzen der Privaten und öffentlichen Unternehmungen » — 1921 Bd I, p. 79).

⁴ Art. 31 du projet de Code de commerce pour les Etats prussiens de 1856.

⁵ E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 31.

passive est présentée, dans des rubriques générales, à la valeur probable — ou « nach den wahrscheinlichen Werte » — ¹.

La Commission d'experts termine ses travaux le 27 février 1861. Le Code de commerce proposé aux Etats confédérés est publié le 11 mars 1861 sous le nom de « Allgemeines Deutsches Handelsgesetzbuch » — ou en abrégé « AHGB » —.

La plupart des prescriptions sur la comptabilité se trouvent dans le Titre quatrième sur les livres de commerce — ou « Handelsbüchern » — (art. 28 à 40). L'obligation de tenir des livres est imposée à tout commerçant pour faire connaître, de façon complète, ses affaires et la situation de sa fortune ². Au moment de commencer son activité, le commerçant doit établir exactement un inventaire d'entrée comprenant ses immeubles, ses créances et ses dettes, ses espèces ainsi que ses autres biens. Il doit également indiquer, dans cet inventaire, la valeur de tous les éléments de sa fortune et faire un bilan de clôture présentant le rapport entre sa fortune et ses dettes. Il doit dresser cet inventaire et ce bilan chaque année. Toutefois, si la nature de ses affaires ne le permet pas, le commerçant peut faire l'inventaire de ses marchandises tous les deux ans. Les mêmes dispositions sont applicables aux sociétés commerciales pour leur fortune sociale ³. L'inventaire et le bilan doivent être signés par le commerçant ⁴. Tous les éléments de la fortune et toutes les créances doivent être estimés à la valeur qu'ils ont au moment où l'inventaire et le bilan sont dressés. Les créances douteuses sont inscrites à leur valeur probable; les créances irrécouvrables doivent être amorties ⁵. Les livres doivent être reliés et numérotés page par page. Aucun blanc ne doit figurer à l'emplacement réservé normalement à une inscription. Le contenu premier d'une écriture ne peut être

¹ Art. 54 Österreichischer ministerieller Entwurf: « Bei Verfassung der Inventur und Abschliessung der Bilanz dürfen alle Waren und Handelsforderungen nur nach ihrem wirklichen Werte angeschlagen werden. Überdies ist jeder Handelsmann verpflichtet, jährlich ein von ihm zu unterfertigendes vollständiges Verzeichnis aufzusetzen, aus welchem dessen ganzer Aktiv- und Passivstand in Hauptrubriken nach dem wahrscheinlichen Werte ersichtlich ist » (Richard Passow *op. cit.* 1921, p. 83).

² Art. 28 al. 1 AHGB: « Jeder Kaufmann ist verpflichtet, Bücher zu führen, aus welchen seine Handelsgeschäfte und die Lage seines Vermögens vollständig zu ersehen sind... »

³ Art. 29 AHGB: « Jeder Kaufmann hat bei dem Beginne seines Gewerbes seine Grundstücke, seine Forderungen und Schulden, den Betrag seines baaren Geldes und seine anderen Vermögensstücke genau zu verzeichnen, dabei den Werth der Vermögensstücke anzugeben und einen das Verhältnis des Vermögens und der Schulden darstellenden Abschluss zu machen; er hat demnächst in jedem Jahre ein solches Inventar und eine solche Bilanz seines Vermögens anzufertigen. — Hat der Kaufmann ein Waarenlager, dessen Inventur nach der Beschaffenheit des Geschäftes nicht füglich in jedem Jahre geschehen kann, so genügt es, wenn das Inventar des Waarenlager alle zwei Jahre aufgenommen wird. Für Handelsgesellschaften kommen dieselben Bestimmungen in Bezug auf das Gesellschaftsvermögen zur Anwendung. »

⁴ Art. 30 al. 1 AHGB.

⁵ Art. 31 AHGB: « Bei der Aufnahme des Inventars und der Bilanz sind sämmtliche Vermögensstücke und Forderungen nach dem Werthe anzusetzen, welcher ihnen zur Zeit der Aufnahme beizulegen ist. Zweifelhafte Forderungen sind nach ihrem wahrscheinlichen Werthe anzusetzen, uneinbringliche Forderungen aber abzuschreiben. »

rendu illisible par un trait ou une altération. Rien ne peut être gratté et toute modification, qui peut faire douter de l'originalité d'une inscription ou du moment où elle a été faite, est interdite¹. La force probante des livres régulièrement tenus peut être admise par le juge².

Dans une société en nom collectif — ou « offene Handelsgesellschaft » — chaque associé, gérant ou non, peut se renseigner sur la marche des affaires sociales, consulter les livres de commerce et les papiers de la société et dresser lui-même sur la base de ces documents un bilan pour son information³.

Dans une société en commandite par actions, les associés personnellement responsables sont obligés de présenter au conseil de surveillance et aux commanditaires, au plus tard dans les six mois d'un exercice social, un bilan de l'exercice écoulé⁴.

Pour les sociétés anonymes, qui sont soumises à l'autorisation de l'Etat⁵, ce Code ne prescrit aucune règle pour l'établissement du bilan, mais exige que leurs statuts précisent, en particulier, les principes selon lesquels le bilan est dressé, le bénéfice calculé et payé, de même que la manière dont le bilan est vérifié⁶. La direction de la société anonyme a le devoir de veiller à ce que les livres nécessaires de la société soient tenus et doit, au plus tard dans les six mois d'un exercice social, soumettre aux actionnaires le bilan de l'exercice écoulé⁷. Ces dispositions sont virtuellement reprises de la loi prussienne du 9 novembre 1843 sur les sociétés anonymes.

Dans une société simple enfin, l'associé est autorisé à demander la communication d'une copie du bilan annuel et à vérifier l'exactitude de celui-ci en consultant les livres et les papiers⁸.

Le Code général de commerce ne contient aucune disposition sur la faillite, celle-ci étant réglementée dans chaque Etat confédéré par des lois civiles et de procédure. Il prescrit seulement que la production intégrale des livres de commerce du failli peut être ordonnée par voie de justice⁹.

¹ Art. 32 al. 2 et 3 AHGB.

² Art. 34 ss. AHGB.

³ Art. 105 al. 1 AHGB.

⁴ Art. 185 AHGB.

⁵ Art. 208 al. 1 AHGB.

⁶ Art. 209 ch. 6 AHGB: « Der Gesellschaftsvertrag, dessen Genehmigung erfolgen soll, muss insbesondere bestimmen:

... 6. Die Grundsätze, nach welchen die Bilanz aufzunehmen und der Gewinn zu berechnen und auszuzahlen ist, sowie die Art und Weise, wie die Prüfung der Bilanz erfolgt... ».

⁷ Art. 239 al. 1 AHGB: « Der Vorstand ist verpflichtet, Sorge zu tragen, dass die erforderlichen Bücher der Gesellschaft geführt werden. Er muss den Aktionären spätestens in den ersten sechs Monaten jedes Geschäftsjahres eine Bilanz des verstossenen Geschäftsjahres vorlegen. »

⁸ Art. 253 al. 1 AHGB: « Der stille Gesellschafter ist berechtigt, die abschriftliche Mitteilung der jährlichen Bilanz zu verlangen und die Richtigkeit derselben unter Einsicht der Bücher und Papiere zu prüfen »...

⁹ Art. 40 AHGB.

Le 31 mai 1861, la Diète invite les Gouvernements des Etats confédérés à mettre en vigueur, le plus tôt possible, le Code général de commerce élaboré par la Commission de Nuremberg ¹.

* * *

Cette troisième et dernière période, précédant l'unification du droit commercial en Suisse, est surtout marquée par l'influence du Code de commerce napoléonien de 1807, qui a servi de modèle à la plupart des législations commerciales. Au moment de terminer ses délibérations, le Conseil d'Etat n'avait-il pas proclamé que la France allait avoir un autre code qu'elle pourrait, comme elle le fit pour le Code Napoléon, montrer avec orgueil et donner comme bienfait à ses voisins et à ses alliés ? ² Un auteur français de 1856 remarque que ce Code — promulgué il y a plus d'un demi-siècle — est même devenu populaire, que chacun s'y est habitué et s'y soumet sans effort ³. Il faut toutefois remarquer qu'aucune législation civile ou commerciale n'a, jusqu'alors, adopté les formalités officielles du paraphe et du visa pour les livres de commerce. En outre, les cantons suisses qui ont légiféré (ou qui ont tenté de légiférer) en matière commerciale pendant la première moitié du XIX^e siècle et qui se sont inspirés du Code de commerce de 1807 ⁴ ont imposé au commerçant l'obligation de dresser un inventaire non pas chaque année comme le prescrit le Code français, mais tous les deux ans seulement, même tous les trois ans. Faut-il voir là une réaction contre l'ancienne puissance occupante ou au contraire un signe de l'emprise des usages commerciaux qui étaient alors en vigueur dans ces cantons ?

Une autre particularité de cette période est l'abandon, par le législateur fédéral allemand, des règles d'évaluation ⁵, formulées par le Code général pour les Etats prussiens de 1794 et son remplacement dans le code général de commerce de 1861 — ou « AHGB » — par une règle générale, vague et inconsistante ⁶, applicable aussi bien aux commerçants qu'aux sociétés commerciales. Le principe du prix de revient a été écarté au profit du principe de l'évaluation

¹ Le Code est notamment entré en vigueur :

- dans le Royaume de Prusse le 1^{er} mars 1862,
- dans le Royaume de Saxe le 1^{er} mars 1862,
- dans le Royaume de Bavière le 1^{er} juillet 1862,
- dans la Ville libre de Francfort le 1^{er} janvier 1863,
- dans le Grand-Duché de Bade le 1^{er} janvier 1863,
- dans la Ville libre et hanséatique de Hambourg le 1^{er} mai 1866.

Il est introduit dans la Principauté du Liechtenstein à partir du 1^{er} janvier 1866.

² Corps législatif *op. cit.* du 1^{er} septembre 1807, p. 21.

³ Isidore ALAUZET *op. cit.* 1856, tome I p. VI.

⁴ Berne, Lucerne, Fribourg, Vaud.

⁵ A l'exception des règles relatives aux créances.

⁶ L'estimation de tous les éléments de la fortune à la valeur qu'ils ont au moment où le bilan est établi — Art. 31 AHGB.

indépendante. Cela s'explique par l'influence, d'une part, du Code de commerce napoléonien dans lequel ne figure aucune règle d'évaluation, d'autre part, des commerçants eux-mêmes au sein de la Commission de Nuremberg. L'on a dit, rappelle un auteur, que le Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — a été dicté par les commerçants et écrit par les juristes ¹. La méthode d'établissement du bilan reste encore l'affaire personnelle du commerçant et le contrat règle souvent la question dans les sociétés commerciales ².

Une comparaison entre le Code de commerce napoléonien et le Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — permet de constater, dans ce dernier Code, la présence de règles plus étendues et plus précises quant à la tenue des livres de commerce et à l'établissement des comptes annuels. Comme dans les autres matières du droit commercial, le législateur allemand ne veut pas non plus laisser au juge un aussi large pouvoir d'appréciation qu'accorda le législateur français, étant donné l'absence, à cette époque en Allemagne, d'un droit civil commun subsidiaire et de toute organisation judiciaire commune. Un autre différence réside dans le fait que le Code allemand ne dit pas quels sont les livres que le commerçant doit tenir, mais en laisse le choix à ce dernier, à la condition qu'il fasse connaître exactement ses affaires et sa fortune, alors que le Code français impose la tenue d'un livre-journal et d'un livre d'inventaire sans autre condition de fond. Enfin, le Code allemand ignore tout des formalités officielles (paraphe et visa) imposées en France déjà depuis l'Ordonnance de Colbert de 1673. Si l'on ajoute à cela les quelques règles relatives à l'évaluation des éléments de la fortune que prévoit le législateur allemand pour l'établissement du bilan annuel, on retrouve, plus accentuées encore, les deux conceptions différentes du droit comptable français et du droit comptable germanique, dans la recherche de la régularité et de la sincérité des comptes.

* * *

Au moment où commence en Suisse le processus de l'unification du droit commercial, les règles et principes concernant l'établissement des comptes se présentent dans la législation étrangère et celle des cantons de la façon suivante :

— La tenue des livres de commerce est obligatoire pour tous les commerçants en France ³, en Allemagne ⁴ et dans les cantons de Zurich ⁵, Berne ⁶, Lucerne, Fribourg, Neuchâtel et Genève.

¹ B. PENNDORF *op. cit.* 1913, p. 245.

² E. SCHMALENBACH « Le bilan dynamique » 1961, p. 6.

³ Et dans les Etats qui ont adopté le Code de commerce napoléonien.

⁴ C'est-à-dire dans les Etats de la Confédération germanique qui ont introduit le Code général de commerce allemand — ou « AHGB » —.

⁵ Seulement pour les sociétés commerciales et les sociétés anonymes.

⁶ Seulement pour les sociétés commerciales au capital d'au moins cinq mille francs et les sociétés anonymes alors que l'obligation est générale dans le Jura bernois.

- L'établissement d'un inventaire ou d'un bilan annuel est prescrit en France, en Allemagne et dans les cantons de Zurich¹, Berne² et Genève; d'un inventaire dressé tous les deux ans dans le canton de Lucerne et dans le canton de Berne pour les sociétés commerciales au capital d'au moins cinq mille francs; d'un inventaire dressé tous les trois ans dans le canton de Fribourg.
- L'obligation d'établir un inventaire ou un bilan d'entrée existe en Allemagne et pratiquement dans le canton de Zurich pour les sociétés anonymes soumises à l'autorisation du Gouvernement.
- Des règles relatives à la forme de la tenue des livres de commerce sont imposées en France, en Allemagne et dans les cantons de Lucerne, Fribourg, Vaud³ et Genève.
- Les formalités officielles du paraphe et du visa ne sont exigées qu'en France.
- L'état exact et complet de l'inventaire ou du bilan est érigé en principe légal, en Allemagne et dans le canton de Berne pour les sociétés commerciales au capital d'au moins cinq mille francs et pour les sociétés anonymes.
- En France et dans les cantons de Lucerne, Fribourg, Neuchâtel et Genève, il est fait mention dans la loi: de la régularité, de l'exactitude et de l'état complet des comptes dans le cas de faillite seulement pour ne pas être présumé ou déclaré banqueroutier simple ou frauduleux.
- En Allemagne et dans le canton de Berne, chaque société anonyme doit mentionner dans ses statuts les principes selon lesquels le bilan doit être dressé.
- Enfin, seule la législation allemande contient des règles d'évaluation pour l'établissement de l'inventaire et du bilan annuel. Les cantons de Fribourg et des Grisons font une timide allusion aux diminutions de valeurs pour calculer le bénéfice ou la perte résultant d'un contrat de société.

* * *

¹ Pour les sociétés commerciales et les sociétés anonymes seulement.

² Dans le Jura bernois et pour les sociétés anonymes.

³ Cela indirectement à l'occasion de la force probante des livres d'un marchand.

DEUXIÈME PARTIE

Les principes à observer pour l'établissement
du bilan dans le Code des obligations suisse



Chapitre IV

DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU CODE DES OBLIGATIONS DU 14 JUIN 1881

	Pages
A — Considérations préliminaires	69
B — Les travaux effectués avant la Constitution fédérale de 1874. . .	75
C — Les travaux effectués après la Constitution fédérale de 1874 . .	85
D — L'influence du Code fédéral des obligations de 1881 sur les légis- lations italienne et allemande de la fin du XIX ^e siècle	101



A. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES



Alors qu'en Allemagne l'unification du droit commercial est à l'origine de l'unité politique, dont elle a été l'un des ferments, l'unification du droit commercial en Suisse est au contraire une conséquence de l'unité politique née de la Constitution fédérale de 1848 et l'une de ses premières réalisations sur le plan législatif.

La variété des lois commerciales des cantons et surtout la grande diversité des usages commerciaux en vigueur entravent à l'intérieur de la Suisse le développement du commerce et des affaires en général. « L'avocat, disait un auteur genevois ¹, qui peut donner des conseils utiles pour une affaire de commerce traitée en France, en Belgique ou en Italie, est presque toujours dans l'impossibilité de rendre le même service, s'il s'agit de l'un des vingt et un autres cantons de la Suisse, et même du canton de Vaud qui nous avoisine. » La création de règles légales uniformes en matière de commerce applicables à tout le pays devient un besoin impérieux qui s'impose peu à peu aux milieux restés opiniâtrement attachés aux institutions particulières des cantons.

L'unification de la législation commerciale ne consiste pas seulement à concilier les idées juridiques qui ne sont pas les mêmes en Suisse alémanique et en Suisse française ². Il faut encore les formuler parallèlement en un texte original allemand et un texte original français. L'emprise de ces deux langues dans l'élaboration de la loi est fondamentale et pourtant sensiblement différente. Le professeur Bluntschli ³ s'exprime à ce sujet comme suit :

« La rédaction dans les deux langues, qui, au début, apparaissait comme un obstacle difficile à surmonter, se révéla bientôt comme un élément très important pour la bonne confection de l'œuvre. La langue française réclame avec une force irrésistible la clarté, la netteté, la concision et la précision de l'expression. Elle ne souffre

¹ Simon DELAPALUD « Du Code de commerce suisse » – 1869, p. 4.

² Association commerciale et industrielle genevoise – Treizième rapport présenté par la Chambre de commerce à l'assemblée générale du 3 avril 1878 – p. 19.

³ Le professeur Bluntschli de Heidelberg, rédacteur du Code civil zurichois, connaissait à fond les législations civiles de la Suisse. Le Département fédéral de Justice et Police s'est assuré son concours pour la rédaction du Code fédéral des obligations de 1881.

aucune phrase ni aucun terme qui soient nébuleux, vagues ou superflus. Aussi fallut-il très souvent remanier et corriger afin de mettre le texte allemand en harmonie avec le texte français, un texte qui n'avait soulevé aucune critique dans la rédaction allemande. Si la supériorité de la rédaction française n'était pas contestable, en revanche les Suisses français admettaient volontiers que les principes juridiques eux-mêmes et les motifs de décider fussent déterminés de préférence par la profonde et saine conscience du droit, particulière aux Allemands. Si les Français étaient supérieurs quant à la forme, les Allemands l'étaient quant à l'idée¹. »

En outre, l'un des premiers commentateurs du Code fédéral des obligations de 1881, ancien professeur de droit à l'Académie de Neuchâtel², prétend que ce Code aura toujours, pour lui, le défaut d'avoir été conçu et pensé en allemand puis traduit en français; que le vrai texte, celui auquel il faut recourir dans les cas douteux, celui qui exprime la pensée du législateur est le texte allemand³.

Ces deux opinions se rejoignent sur un point: celui que l'idée et la conception de la loi au cours de la rédaction du Code ont été le plus souvent formulées d'abord en allemand avant d'être exprimées en français. C'est pourquoi l'on ne saurait guère rechercher le sens profond de principes juridiques tels que ceux à observer pour l'établissement du bilan sans étudier simultanément les textes allemand et français.

Par ailleurs, dans le domaine du droit comptable, l'étude du texte allemand est encore nécessaire pour la raison que le droit allemand a exercé, dès la seconde moitié du XIX^e siècle, une influence prépondérante sur la réglementation des bilans dans les Etats voisins, en Suisse notamment. Les dispositions y relatives des lois allemandes ont même, à plusieurs reprises, servi de modèle au législateur suisse.

* * *

Le texte définitif du Code des obligations du 14 juin 1881⁴ prévoit, pour toute personne astreinte à se faire inscrire au registre du commerce, d'avoir des livres de comptabilité sans toutefois désigner ces derniers et sans prescrire de règles détaillées sur la façon de les tenir. Le législateur se contente d'imposer une obligation générale, selon laquelle les livres doivent être régulièrement tenus. Ils doivent indiquer la situation de fortune du commerçant ainsi que

¹ A. D'ORELLI « Revue de droit international et de législation comparée » – 1881 tome XIII, p. 156.

² P. JACOTTET « Manuel du droit fédéral des obligations » 1884, p. 7.

³ Voir à ce sujet la proposition du conseiller aux Etats Wessel selon laquelle le texte allemand doit être seul pris en considération dans les délibérations de la Commission et du Conseil des Etats, la traduction française devant être entièrement réservée et refaite d'après le texte définitif en langue allemande.

Observations et propositions des membres de la Commission du Conseil des Etats du 13 mars 1880, p. 1.

⁴ Art. 877.

celle des dettes et créances qui se rattachent à ses affaires professionnelles. Il n'est pas question de formalités officielles telles que celles du visa ou du paraphe.

* * *

Aussi surprenant que ce soit, aucune obligation de dresser un inventaire et un bilan n'est prescrite par le CO de 1881 pour le commerçant individuel¹. Cette obligation n'est imposée qu'aux sociétés commerciales². La loi fait allusion à l'inventaire obligatoire pour la société en nom collectif. Il en va de même pour la périodicité du bilan, que le CO de 1881 fixe à une année, uniquement pour les sociétés commerciales³.

* * *

Dans tous les projets et dans le texte définitif du CO de 1881, les prescriptions sur le bilan se trouvent insérées exclusivement dans les dispositions relatives à la société anonyme. Il n'en existe aucune dans les articles concernant la comptabilité commerciale.

* * *

Avec l'élaboration du CO de 1881, notre étude du droit de la comptabilité, qui a porté jusqu'à présent d'une façon générale sur les règles et principes concernant l'établissement des comptes, va se concentrer désormais sur l'étude des principes à observer pour le bilan. L'examen approfondi et détaillé des textes légaux, qui se sont succédé dans les projets, se limitera par conséquent aux dispositions qui sont à la base des art. 959 et 960 du code actuel.

* * *

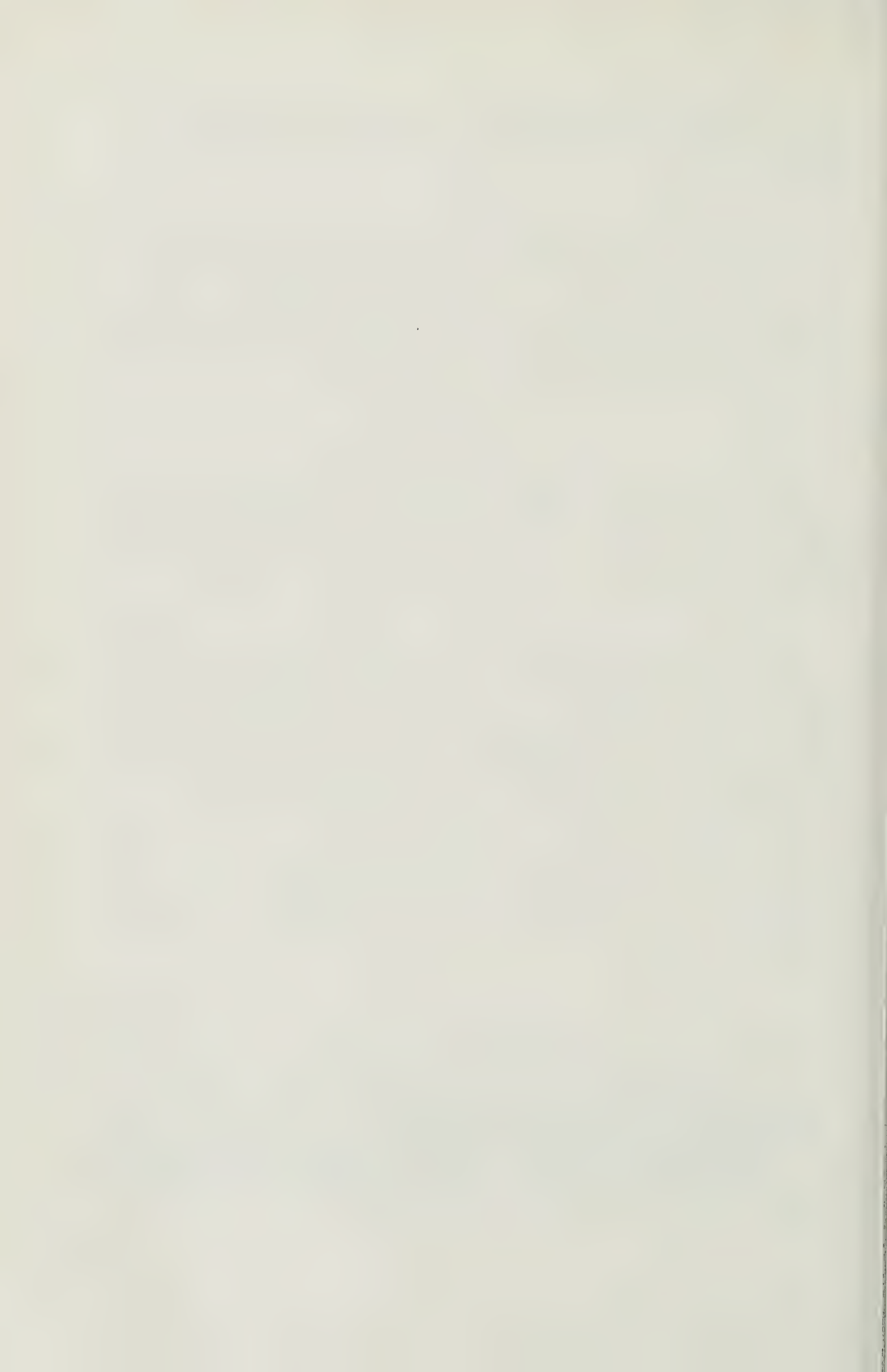
¹ Cette exigence découle implicitement de la tenue régulière des livres de comptabilité et des usages commerciaux.

² Société en nom collectif art. 556 du CO de 1881.

Société anonyme art. 655 et 656 du CO de 1881.

Société coopérative à but lucratif art. 703 du CO de 1881.

³ Cela même indirectement pour les sociétés anonymes, étant donné qu'en vertu de l'art. 644 al. 2 les actionnaires se réunissent une fois par an pour prendre connaissance du bilan.



B. LES TRAVAUX EFFECTUÉS AVANT LA CONSTITUTION FÉDÉRALE DE 1874

SOMMAIRE

	Pages
La motion Curti du 30 janvier 1862	77
Les consultations préliminaires.	77
Le projet préliminaire de Code de commerce suisse du 7 septembre 1863 . .	79
Le projet définitif de Code de commerce suisse de juin 1864	79
Le projet I de Code des obligations du 12 janvier 1871	82
La loi allemande sur les sociétés par actions — ou « Aktiennovelle » — du 11 juin 1870	83



Le point de départ de toute l'élaboration du Code des obligations de 1881 est la motion¹ déposée par le député Curti de Saint-Gall et adoptée par le Conseil national le 30 janvier 1862, invitant le Conseil fédéral à examiner s'il ne serait pas à propos d'ouvrir des tractations pour l'introduction, par la voie du concordat, d'un code de commerce commun à toute la Suisse, ou tout au moins commun à un certain nombre de cantons, et à présenter un rapport et des propositions sur cet objet à l'Assemblée fédérale.

* * *

Le Conseil fédéral consulte trois experts, les D^r H. Fick et Walther Munzinger, professeurs de droit commercial aux Universités de Zurich et Berne, et le D^r Burckhardt-Fürstenberger de Bâle, auxquels le Département fédéral de Justice et Police a déjà confié, avant cette décision, une première enquête sur l'opportunité d'un code de commerce suisse.

Dans leur préavis — ou « Gutachten » —, les experts Fick et Munzinger² chargés plus spécialement d'examiner comment se présente la législation commerciale dans les cantons, constatent, bien que la situation ne soit pas satisfaisante, que les législations existantes ne constituent aucun obstacle sérieux à une codification uniforme; qu'à l'exception de Zurich, Berne (pour le Jura bernois), Fribourg et Genève, aucun canton ne possède une législation indépendante et complète. Considérant que les principes juridiques de nature diffé-

¹ La motion est une proposition chargeant le Conseil fédéral de déposer un projet de loi ou d'arrêté visant un but déterminé ou de prendre une mesure — Art. 29 du Règlement du Conseil national du 4 octobre 1974 et art. 26 du Règlement du Conseil des Etats du 16 septembre 1975.

² D^r Heinrich FICK — Rapport manuscrit du 22 avril 1862.

D^r Walther MUNZINGER «Zur Frage eines schweizerischen Handelsgesetzes» du 8 juin 1862.

rente déroutent facilement le peuple et le juge, ils se prononcent, en termes chaleureux et persuasifs, pour un seul et même droit commercial suisse¹.

Le préavis de Burckhardt-Fürstenberger traite essentiellement de la nécessité d'une législation commerciale suisse². Son intérêt réside en particulier dans le jugement porté sur les législations commerciales française et allemande qui sont alors en vigueur, jugement qui englobe aussi le droit de la comptabilité. Pour cet expert « le Code de commerce napoléonien de 1807 est influencé de façon multiple par un système de tutelle méfiant et par une réglementation étatique du commerce; une série de mesures préventives, qui expriment l'aversion instinctive de son créateur pour le commerce, sont en contradiction frappante avec la bonne foi commerciale — ou « mit der kaufmännischen Treue und Glauben » —; à ces mesures appartiennent notamment les prescriptions coercitives, détaillées et minutieuses quant à la tenue, au paraphe et au visa officiel des livres de commerce »³. Par contre, la nouvelle législation commerciale allemande contenue dans le Code général de commerce allemand de 1861 — ou « AHGB » —, a le grand mérite, selon Burckhardt-Fürstenberger, d'avoir affirmé avec netteté deux principes: « celui d'accorder au commerce le plus de liberté et de souplesse possibles et celui de protéger fermement le crédit et la bonne foi commerciale ». Dans le Code allemand, écrit-il, « le formalisme des affaires commerciales est limité à un domaine étroit; les prescriptions craintives et mesquines du Code français sur le nombre et la tenue des livres de commerce sont heureusement évitées »⁴. En ce qui concerne la faillite⁵, cet expert reconnaît la nécessité d'une législation unifiée; il estime que cette question devrait, provisoirement, rester en suspens, afin de ne pas compromettre l'acceptation d'un code de commerce par des dispositions touchant le domaine de la procédure⁶.

En définitive, les trois experts nommés par le Conseil fédéral, tout en reconnaissant la nécessité d'élaborer un droit commercial uniforme, sont d'avis que ni l'état des législations cantonales, ni les différences qui existent dans les principes du droit allemand et du droit français ne constituent des obstacles

¹ « L'unité engendre la simplicité; la simplicité est la mère de la clarté et la clarté est la garantie la plus sûre de la sécurité du droit qui dans le commerce signifie le crédit sans lequel il ne peut vivre. »

Walther MÜNZINGER *op. cit.* 1862, p. 14.

² BURCKHARDT-FÜRSTENBERGER « Gutachten über das Bedürfnis einer schweizerischen Handelsgesetzgebung » — Bâle mai 1862.

³ BURCKHARDT-FÜRSTENBERGER *op. cit.* 1862, p. 16.

⁴ BURCKHARDT-FÜRSTENBERGER *op. cit.* 1862, p. 18.

⁵ Le droit des poursuites était différent d'un canton à l'autre; certains cantons ayant conservé essentiellement la saisie partielle; d'autres ayant adopté la faillite comme principe général.

⁶ BURCKHARDT-FÜRSTENBERGER *op. cit.* 1862, p. 11. Voir, au sujet de l'unification ultérieure en Suisse du droit des poursuites, le message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale du 6 avril 1866 concernant le projet de loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite adopté par le Conseil fédéral le 23 février 1886 — FF 1886/II, p. 1 ss.

insurmontables; que l'on ne doit adopter entièrement ni le Code français, ni le Code allemand, mais « en prenant pour base le premier, s'enrichir essentiellement des dispositions du dernier »¹.

* * *

Un projet préliminaire est élaboré par Munzinger à la demande du Département fédéral de Justice et Police pour un concordat sur le droit commercial comprenant aussi le droit de change². Il n'existe aucune traduction française de ce projet.

En matière de comptabilité, les livres de commerce, que tout commerçant a l'obligation de tenir, doivent faire connaître, de façon complète et avec sûreté, ses affaires et sa situation de fortune³. Les dispositions sur l'inventaire et le bilan sont calquées textuellement sur celles de la loi bernoise du 27 novembre 1860⁴, à savoir: la mention dans les statuts de règles d'après lesquelles le bilan doit être dressé⁵ et l'établissement par la direction — ou « Vorstand » — au moins une fois par année, d'un compte fidèle et complet — ou « getreu und vollständige Rechnung » —⁶. Le projet ne contient aucune règle d'évaluation, mais rend les membres de la direction solidairement responsables si les comptes annuels font ressortir un bénéfice net fictif ou trop élevé⁷.

* * *

Selon le désir de son auteur, le projet préliminaire du 7 septembre 1863 est soumis à l'examen d'une Commission⁸. Sur la base de ses délibérations⁹, Munzinger remanie son premier texte et dépose un nouveau projet de code de commerce suisse en juin 1864; il est immédiatement traduit en français. Dans son message du 5 décembre 1864 concernant l'introduction d'un code de commerce suisse, après avoir rappelé les travaux préliminaires, le Conseil fédéral recommande à l'Assemblée fédérale d'exprimer son vif désir que les cantons puissent s'entendre pour l'établissement d'un tel code. Il annonce que l'impres-

¹ Message du Conseil fédéral du 5 décembre 1864 (FF 1864/III p. 224 et 225).

² Entwurf-Konkordat über Handels- und Verkehrsrecht du 7 septembre 1863.

³ Art. 18 du titre II sur les livres de commerce du projet préliminaire Munzinger du 7 septembre 1863 qui est la reproduction exacte du texte de l'art. 28 al. 1 AHGB (voir page 60 ci-dessus) auquel l'on a rajouté les termes « und mit Sicherheit ».

⁴ Voir pages 57 et 58 ci-dessus.

⁵ Art. 101 al. 1 ch. 6 du projet préliminaire Munzinger du 7 septembre 1863.

⁶ Art. 127 du projet préliminaire Munzinger du 7 septembre 1863.

⁷ Art. 128 du projet préliminaire Munzinger du 7 septembre 1863.

⁸ Commission nommée par le Conseil fédéral et présidée par le conseiller fédéral Dubs, président de la Confédération.

⁹ Des 23 au 30 novembre 1863 et 25 au 31 janvier 1864.

sion d'un exposé des motifs est sur le point d'être achevée; cet exposé paraît l'année suivante en allemand et en français ¹.

En ce qui concerne la tenue obligatoire de livres de commerce, la disposition en langue allemande subsiste sans modification, mais avec la traduction française ². Alors que le projet préliminaire ignore l'autorisation de l'Etat pour constituer une société anonyme, le nouveau projet exige cette formalité mais seulement pour les sociétés anonymes créées pour une durée de plus de trente ans ³. Au sujet du bilan annuel, l'on ne retrouve, dans le projet de 1864, aucune norme sur la façon de l'établir, semblable à celle qui impose à la direction l'obligation de présenter un compte fidèle et complet; ce projet ne prévoit toujours aucune règle d'évaluation. C'est donc la liberté la plus complète qui est proposée en matière de bilan, à condition que les statuts en règlent les principes ⁴. La contrepartie de cette liberté est la responsabilité des organes dirigeants de la société pour l'établissement des comptes annuels. Dans son exposé des motifs, Munzinger insiste spécialement sur cette responsabilité; il s'inspire des dispositions de la loi qui vient d'être promulguée en France sur les sociétés à responsabilité limitée ⁵.

Pour l'auteur du projet de 1864, la profession commerciale est une activité dont la prospérité repose sur la confiance du public dans la loyauté et l'habileté du commerçant, sur son crédit. C'est pour cette raison qu'on lui impose des devoirs plus rigoureux et qu'on lui attribue des droits plus larges ⁶. Dans la société anonyme, ajoute l'exposé des motifs, l'étendue des pouvoirs de la direction a, pour corrélatif, les obligations que la loi lui impose et la responsabilité rigoureuse à laquelle ses membres sont assujettis. L'actionnaire ne veut pas se mêler personnellement de l'administration sociale et entend, au contraire, pouvoir s'en rapporter à la confiance que lui inspirent les directeurs ⁷. Le

¹ Walther MUNZINGER « Motifs du projet de code de commerce suisse » – Zurich 1865.

² Art. 18 du projet de juin 1864:

« Jeder Kaufmann ist verpflichtet, Bücher zu führen, aus welchen seine Handelsgeschäfte und die Lage seines Vermögens vollständig und mit Sicherheit zu ersehen sind. »

« Tout commerçant est tenu d'avoir des livres qui rendent un compte exact et complet de ses affaires commerciales et de sa situation financière. »

³ Art. 119 du projet de juin 1864. En France et en Allemagne, les sociétés anonymes sont encore soumises à l'autorisation du Gouvernement quelle que soit leur durée.

⁴ Art. 122 al. 2 ch. 5 du projet de juin 1864.

⁵ Art. 27 de la loi du 23-29 mai 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée. Cette société est une société anonyme pouvant être formée sans autorisation de l'Etat mais devant obligatoirement porter la dénomination de société à responsabilité limitée.

La loi genevoise du 2 novembre 1864 sur les sociétés anonymes libres (sociétés pouvant se former sans l'autorisation de l'Etat) à laquelle se réfère également l'exposé des motifs, reproduit dans son article 24 le texte intégral de l'art. 27 de la loi française du 23-29 mai 1863 sur la responsabilité des administrateurs.

⁶ Walther MUNZINGER – Exposé des motifs *op. cit.* 1865, p. 9 et 10.

⁷ Walther MUNZINGER – Exposé des motifs *op. cit.* 1865, p. 144 à 148.

Déjà à cette époque, l'auteur remarque que dans la plupart des sociétés anonymes, les actionnaires jouent un triste rôle; que dans l'assemblée générale ils sont les approbateurs muets de tout ce que proposent les directeurs de la société.

projet suisse statue sur cette responsabilité de la direction dans les art. 160 à 165. L'un de ses devoirs les plus importants est notamment de ne distribuer que des dividendes réels. A défaut, les directeurs sont solidairement responsables envers la société et envers les tiers du dommage qui en résulte.

En renonçant à proposer des normes légales sur la façon d'établir le bilan annuel, le projet de 1864 rétrograde dans le domaine du droit comptable. La raison en est probablement que, rédigé dans l'hypothèse que le code futur doit faire l'objet d'un concordat, ce projet ne doit pas trop choquer les préjugés cantonaux, d'où la conséquence: il reste un code plus ou moins complet¹. Il n'en est pas moins vrai que ce projet fraie les voies à l'idée d'une extension de l'unification du droit commercial au droit des obligations dans son ensemble.

* * *

En août 1865, la Commission spéciale, chargée, dans le canton de Genève, d'étudier la question d'un code de commerce suisse, remet son mémoire au Conseil d'Etat. A une très forte majorité, la Commission se prononce pour le maintien de la législation genevoise alors en vigueur² et de l'autonomie cantonale en matière de droit civil et commercial. Elle constate que le droit français est l'objet d'une doctrine et d'une jurisprudence remarquables qui sont d'une grande utilité; que, pour Genève, les rapports internationaux ont une plus grande importance que les rapports commerciaux avec les autres cantons. Pour ces raisons, la Commission estime que le canton de Genève doit éprouver, moins que les autres, le besoin du changement proposé, parce qu'il est en possession d'une bonne législation civile et commerciale; elle conclut qu'elle ne peut s'empêcher, en lisant le projet, de trouver qu'on demande aux Genevois de se germaniser subitement au-delà des bornes du possible !

* * *

Les Chambres fédérales ayant déclaré par une décision formelle qu'il serait dans l'intérêt de la Confédération que les cantons s'entendissent pour l'élaboration d'un code de commerce suisse, ou tout au moins pour l'adoption d'une législation uniforme sur différentes parties du droit commercial, le Conseil fédéral invite les Gouvernements cantonaux à participer à une conférence, afin de discuter l'élaboration d'un code de commerce suisse, dans le sens du projet déjà élaboré, qui serait adopté sans modification comme loi purement cantonale. Lors des deux séances tenues par cette Conférence³, le canton de Berne formule

¹ Simon DELAPALUD *op. cit.* 1869, p. 29 et 30.

² Voir page 47 ci-dessus.

³ 13 décembre 1867 et 4 juillet 1868. Voir à ce sujet les protocoles I et II de ces deux conférences.

d'emblée la proposition d'adopter une loi sur les obligations, uniforme pour la Suisse, dans laquelle seraient introduites les dispositions relatives aux transactions commerciales proprement dites, comme dans le Code civil zurichois du 1^{er} juillet 1855. Par contre, les cantons de Fribourg, Vaud et Genève prennent une position résolument négative.

Pour le délégué de Fribourg, son canton n'est pas disposé à entrer en matière sur un code de commerce suisse général; son propre code lui suffit entièrement; son canton verrait cependant, avec plaisir, une entente s'établir entre les cantons quant aux points du droit commercial qui offrent un intérêt général évident.

Le délégué du canton de Vaud, qui a reçu pour instructions de s'opposer à l'entrée en matière, pose la question de savoir comment le canton de Berne peut espérer unifier le droit commercial suisse alors qu'il a encore, dans son propre canton, deux codes civils qu'il n'a pu, malgré ses efforts, réunir en un seul ¹.

Enfin, le délégué de Genève, adoptant les conclusions de la Commission spéciale dans son mémoire d'août 1865, déclare qu'il repoussera de toutes ses forces une loi générale mais qu'il pourra participer à l'élaboration de lois spéciales sur les points importants du droit commercial.

La Conférence se termine par la décision, prise par quinze voix contre trois, d'accepter la proposition formulée par le canton de Berne. Après quoi, le Département fédéral de Justice et Police adresse le 24 septembre 1868 une circulaire aux Etats confédérés, les invitant à lui faire parvenir « pour l'usage des rédacteurs et des commissions examinatrices » toutes les lois cantonales relatives au droit des obligations, à savoir les codes civils ou les parties concernant le droit des obligations en particulier, ainsi que toutes les lois cantonales sur le droit commercial.

* * *

A la suite de la réunion de la Commission présidée par le chef du Département fédéral de Justice et Police ², un premier projet de droit des obligations est rédigé à nouveau par Munzinger à la demande du Conseil fédéral ³. Dans les dispositions qui sortent des limites du droit commercial proprement dit, l'auteur s'est principalement servi des travaux législatifs d'une commission allemande réunie à Dresde, dont les résultats sont consignés dans des procès-verbaux ⁴. A l'exemple de la législation française la plus récente sur les sociétés

¹ Voir pages 47 et 48 ci-dessus au sujet de la situation du droit commercial dans le canton de Berne.

² Du 22 au 28 octobre 1869.

³ Projet I du 12 janvier 1871 intitulé « Schweizerisches Obligationenrecht. Entwurf. » non traduit en français.

⁴ « Protocole der Kommission zur Ausarbeitung eines Allgemeinen Deutschen Obligationenrechtes » publiés en six volumes à Dresde en 1866.

Voir à ce sujet Message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879 (FF 1880/I p. 130).

anonymes¹, le projet I de 1871 renonce non seulement à exiger l'autorisation de l'Etat pour la constitution de ces sociétés, quelle que soit leur durée², mais encore ne prévoit aucune règle relative à l'établissement du bilan³. Ce projet est ensuite soumis à l'examen approfondi de la Commission qui se réunit du 6 au 13 octobre 1872. Celle-ci décide de remanier, en raison de leur caractère international, notamment les dispositions sur les sociétés anonymes et en commandite, en se rapprochant autant que possible de la législation allemande. Les travaux de revision de la Constitution fédérale retardent l'exécution de cette décision⁴.

* * *

En ce qui concerne la législation allemande qui est alors en vigueur, la Confédération de l'Allemagne du Nord⁵, après avoir déclaré lois fédérales le règlement général sur les lettres de change du 26 novembre 1848 et le Code général de commerce de 1861 — ou « AHGB »⁶, vient de promulguer une nouvelle loi sur les sociétés anonymes⁷. Ses dispositions sont intercalées dans le Code de commerce au moyen d'articles nouveaux désignés par une lettre de l'alphabet mise à la suite du numéro⁸. Cette loi allemande est la première qui adopte le système d'une réglementation étroite de la société anonyme. Supprimant, à l'instar de la loi française du 24 juillet 1867, l'autorisation de l'Etat pour cette forme de société, elle remplace ce contrôle par une série de dispositions restrictives et édicte, en particulier, des prescriptions strictes quant à l'établissement du bilan. Tout en maintenant l'obligation de faire figurer dans les statuts les principes selon lequel le bilan doit être dressé⁹, la loi du 11 juin 1870 impose certaines règles particulières, afin de maintenir, dans l'intérêt des créanciers, l'intégrité du capital nominal¹⁰. Pour la première fois une règle d'évaluation est fixée pour les titres cotés, qui ne peuvent être portés en compte à un taux excédant leur cours à l'époque où le bilan est dressé; les frais d'organi-

¹ Loi du 24-29 juillet 1867 sur les sociétés qui a abrogé les lois du 17 juillet 1856 sur les sociétés en commandite par actions et celle du 23 mai 1863 sur les sociétés à responsabilité limitée et qui a supprimé en France l'autorisation préalable de l'Etat pour les sociétés anonymes.

² Solution qui sera définitivement adoptée en droit suisse.

³ Le chapitre relatif aux livres de commerce a même été supprimé.

⁴ Message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879 (FF 1880/I p. 131).

⁵ Etat fédératif (présidé par le roi de Prusse) qui a succédé à la Confédération germanique dissoute en 1867.

⁶ Par une loi du 5 juin 1869.

⁷ « Gesetz betreffend die Kommanditgesellschaften auf Aktien und die Aktiengesellschaften » du 11 juin 1870.

⁸ Cette loi est connue sous le nom de « Novelle » ou « Deutsche Aktiennovelle » de 1870.

⁹ Par. 1 art. 209 ch. 7 de la Deutsche Aktiennovelle de 1870 dont le texte est identique à celui de l'art. 209 ch. 6 AHGB.

¹⁰ E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 23.

sation et d'administration ne peuvent figurer à l'actif mais leur montant intégral doit être porté aux dépenses de l'année; le montant du capital social et des fonds de réserve ou de renouvellement, prévus par les statuts, doivent être portés au passif; enfin, le gain ou la perte résultant de la balance générale de l'actif et du passif doit être indiqué à la fin du bilan par une mention spéciale ¹.

* * *

Cette première étape de neuf années (1862-1871), marquée par l'autonomie des cantons en matière de droit commercial, n'aboutit à aucun résultat sur le plan de l'unification par la voie du concordat. Malgré la rédaction de trois projets, les recommandations de l'Assemblée fédérale et les efforts du Conseil fédéral, les cantons, ou certains d'entre eux, n'ont encore pu se résoudre à limiter leur souveraineté dans ce domaine. Il faut attendre que l'Etat fédéral soit nanti de pouvoirs constitutionnels pour que l'unification du droit commercial reprenne son cheminement.

* * *

¹ Par. 1 art. 239 a) de la Deutsche Aktiennovelle de 1870.

C. LES TRAVAUX EFFECTUÉS APRÈS LA CONSTITUTION
FÉDÉRALE DE 1874

SOMMAIRE

	Pages
Le projet II de Code des obligations de juillet 1875	87
Le projet III de juillet 1877	88
Le projet IV de juillet 1879	89
Le projet du Conseil fédéral du 28 mai 1881	93
Table de concordance entre les articles dans les divers projets du CO de 1881	97
Tableau comparatif des textes allemand et français de l'art. 656, al. 1, du CO de 1881	98

Le 19 avril 1874, le peuple suisse accepte une nouvelle Constitution qui entre en vigueur le 29 mai suivant¹. L'article 64 place dans le ressort de la Confédération notamment la législation sur toutes les matières du droit se rapportant au commerce et aux transactions mobilières (droit des obligations, y compris le droit commercial et le droit de change). La voie est ainsi ouverte à l'unification du droit commercial dans le cadre de la législation fédérale.

* * *

La revision du projet I de 1871 peut désormais se poursuivre sur la base des directives données par la Commission. Munzinger étant mort entre-temps, le professeur Henri Fick, membre zurichois de ladite Commission, est chargé de le remplacer. Selon les ordres du Département fédéral de Justice et Police, cette revision doit s'opérer simultanément pour le texte allemand et pour le texte français. Un rédacteur adjoint français est désigné en la personne du Dr Gustave Fick, docteur en droit et avocat à Genève. « Les deux rédacteurs cherchèrent alors, de concert, à fixer la rédaction du projet, article par article, de manière qu'elle s'adaptât aussi parfaitement que possible au génie des deux langues. »²

Ce deuxième projet remanié est publié³ par le Conseil fédéral sous le titre « Loi fédérale concernant le droit des obligations y compris le droit commercial et le droit de change (art. 64 de la Constitution fédérale) — Projet élaboré sur les bases arrêtées par une Commission (22-28 octobre 1869 et 6-13 octobre 1872) ».

¹ C'est la Constitution fédérale de 1874 modifiée et complétée qui régit encore aujourd'hui la Suisse.

² Message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879 (FF 1880/I p. 132).

³ En langue allemande en juillet 1875, en langue française en juin 1876 pour la partie générale et en décembre 1876 pour la partie spéciale.

Dans le domaine du droit de la comptabilité, le projet II de 1875 persiste à ignorer les dispositions relatives aux livres de commerce. Il se distingue cependant du projet I de 1871 en ce sens qu'il propose, pour la première fois, des règles pour l'établissement du bilan annuel des sociétés anonymes. La Commission, ayant émis le vœu de se rapprocher le plus possible de la législation allemande, le projet prend pour modèle les dispositions de la « Deutsche Aktiennovelle » du 11 juin 1870. Il se borne à reproduire mot pour mot le texte de l'art. 239 a) ¹ sans aucune référence aux autres règles d'évaluation fixées par l'art. 31 du Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — celles-ci étant aussi valables pour les sociétés anonymes. En dehors de ces quelques règles, il n'est prévu aucun principe général à observer pour dresser le bilan. Les statuts doivent indiquer comme précédemment les critères selon lesquels le bilan est établi ainsi que, ajoute le projet II, la manière dont le bilan doit être vérifié ² — ou « sowie die Art und Weise, wie die Prüfung der Bilanz erfolgt » — ³.

* * *

Etant soumis à une Commission plus nombreuse qui délibère au cours de l'année 1876, le projet II de 1875 est réimprimé et publié sous le titre « Loi fédérale concernant le droit des obligations, y compris le droit commercial et le droit de change (Art. 64 de la Constitution fédérale) — Projet élaboré sur les bases arrêtées par une Commission (16-21 mai 1876 et 18 septembre au 7 octobre 1876) — Juillet 1877 ». En ce qui concerne la comptabilité, ce troisième projet est identique au précédent sauf une adjonction relative aux frais de première organisation de l'entreprise ou de toute nouvelle branche d'affaires

¹ Art. 682 du projet II de 1875:

« Für die Aufstellung der Bilanz sind folgende Vorschriften massgebend:

1) kurshabende Papiere dürfen höchstens zu dem Kurswerthe, welchen dieselben zur Zeit der Bilanzaufstellung haben, angesetzt werden;

2) die Kosten der Organisation und Verwaltung dürfen nicht unter die Aktiva aufgenommen, müssen vielmehr ihrem vollen Betrage nach in der Jahresrechnung als Ausgabe erscheinen;

3) der Betrag des Grundkapitals und des etwa im Gesellschaftsvertrage vorgeschriebenen Reserve- oder Erneuerungsfonds ist unter die Passiva aufzunehmen;

4) der aus der Vergleichung sämtlicher Aktiva und sämtlicher Passiva sich ergebende Gewinn oder Verlust muss am Schlusse der Bilanz besonders angegeben werden. »

² Art. 654 ch. 7 du projet II de 1875.

³ Ce qui est traduit dans le texte français par « les règles prescrites pour en vérifier la sincérité » (expression qui est abandonnée dans les projets ultérieurs et dans le texte définitif).

« Le bilan sera dressé suivant les règles ci-après:

1) Les titres négociables seront cotés au cours du jour, eu égard à l'époque où le bilan est établi;

2) Les frais d'organisation et d'administration seront portés au compte de frais généraux;

3) Le capital social, ainsi que les fonds de réserve et de renouvellement, sont compris dans le passif;

4) Le montant exact des pertes ou des bénéfices nets sera indiqué séparément et formera la balance du bilan ».

qui peuvent être répartis à l'actif du bilan de la société anonyme sur une période de cinq années au plus; seule la part afférente à chaque année est portée aux dépenses¹. Le texte français est, en outre, adapté de façon plus littérale au texte allemand.

Une traduction non officielle de ce projet est publiée par Gustave Fick, docteur en droit et avocat à Genève².

Le projet III de 1877 est répandu le plus largement possible dans le pays. Il est communiqué non seulement aux Gouvernements cantonaux, mais encore aux tribunaux, aux facultés de droit, aux organes de commerce, ainsi qu'à des avocats et à des juriconsultes avec fixation d'un délai pour faire connaître leurs observations³.

* * *

La Commission reprend ses délibérations par l'examen des mémoires remis au Département fédéral de Justice et Police: aucun ne concerne la comptabilité; des rapporteurs sont désignés pour reviser les divers Titres. Les règles relatives à l'établissement du bilan sont renvoyées à une Commission spéciale à laquelle participent trois experts en matière de commerce⁴. En janvier 1879 est publié un projet partiel sur le droit de change, le registre du commerce, les raisons de commerce et les livres de comptabilité⁵. Ces travaux aboutissent à un nouveau projet d'ensemble (projet IV), publié en juillet 1879⁶, complètement remanié quant au fond, à la rédaction et à l'ordre des matières. Présenté aux Chambres fédérales par le message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879⁷, ce projet peut être considéré comme une codification presque complète du droit des obligations et des dispositions légales que rendent nécessaires les besoins spéciaux du commerce; fusion du droit civil et du droit commercial, il est un compromis entre les principes juridiques en vigueur dans les cantons de la Suisse allemande et ceux des cantons de la Suisse romande.

A l'époque où la crise économique la plus retentissante du XIX^e siècle vient de gagner l'Allemagne et tend à devenir générale, le projet IV introduit, pour

¹ Art. 682 ch. 3 du projet III de 1877.

² « Projet de loi fédérale sur le droit des obligations y compris le droit commercial et le droit de change — traduction non officielle — Genève 1877. »

³ Message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879 (FF 1880/I p. 134).

⁴ M. Studer, directeur d'une compagnie de chemin de fer, M. Syz, administrateur du Crédit Suisse et M. von Taur, rédacteur de la « Schweizerische Handelszeitung » — voir à ce sujet le protocole manuscrit de la Commission, session de Zurich du 31 mars au 20 avril 1879.

⁵ Loi fédérale sur les obligations – Titres 26, 27, 28. Des lettres et billets de change et des titres à ordre. Des titres au porteur. Du registre du commerce, des raisons de commerce et des livres de comptabilité (mars/avril 1878) (septembre/octobre 1878).

⁶ Loi fédérale sur les Obligations et le Droit commercial (Art. 64 de la Constitution fédérale). Projet présenté par le Département fédéral de Justice et Police sur la base des délibérations d'une Commission préconsultative – juillet 1879.

⁷ Message du Conseil fédéral à la Haute Assemblée fédérale concernant le projet d'une loi fédérale sur les obligations et le droit commercial (du 27 novembre 1879) – FF 1880/I.

la première fois dans une législation commerciale, un véritable droit du bilan — ou « Bilanzrecht » —. Le système repose, d'une part, sur un principe général, tel que le prévoyaient déjà la loi bernoise du 27 novembre 1860 sur les sociétés anonymes et le projet préliminaire du Code de commerce suisse du 7 septembre 1863; d'autre part, sur des règles particulières selon la méthode inaugurée par l'Aktiennovelle allemande du 11 juin 1870. Les trois experts faisant partie de la Commission spéciale appelée à examiner les questions du bilan sont tous d'avis qu'il est impossible de mentionner dans la loi tous les détails qui se rapportent à un bilan exact; que l'on peut seulement fixer une prescription générale et ajouter à titre d'exemple — ou « exemplifizierend » — les prescriptions les plus importantes. Pour ces trois experts, la chose principale est que le bilan soit clair et vrai — ou « klar und wahr » — et que les intéressés, les actionnaires ou les « candidats » à le devenir, obtiennent la possibilité de se procurer les éclaircissements nécessaires¹. Ce droit du bilan fait l'objet d'un seul article dont le premier alinéa contient la prescription générale:

Article 664, al. 1

Die Bilanz ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Aktionäre einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten.

Le bilan doit être dressé d'une manière claire et nette, de telle sorte que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de l'état réel de la fortune de la société.

Les rédacteurs de la Commission spéciale font ici preuve d'originalité aussi bien quant au style de cette disposition que dans son acception. L'accent principal pour l'établissement du bilan est mis sur la clarté. Par trois fois dans la même phrase, la Commission souligne cette exigence de clarté en des termes explicites:

- le bilan doit être clair;
- le bilan doit être facile à saisir² — ou « übersichtlich » —³;
- le bilan doit être dressé de manière que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la situation⁴.

L'on ne peut guère être plus insistant ! Toutefois, le projet ne dit pas par quels procédés techniques cette clarté doit être obtenue, notamment par l'énumération des postes qui devraient obligatoirement figurer au bilan. Exigeant sur la clarté du bilan, le législateur entend que l'actionnaire ou la

¹ Protocole manuscrit de la Commission – session du 17 avril 1879.

² Traduction qui sera adoptée dans les textes français ultérieurs.

³ Autrement dit, le bilan doit donner une vue d'ensemble de l'état de fortune — ou « eine Übersicht der Vermögenslage » — comme l'exigeait déjà l'art. 24 de la loi prussienne sur les sociétés anonymes du 9 novembre 1843.

⁴ Ou « puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation ». Ces deux expressions étant synonymes selon le dictionnaire Robert.

personne désirant le devenir soit informé facilement et le plus exactement possible de « l'état réel de la fortune de la société ».

Cette dernière expression figurant à la fin du premier alinéa de l'art. 664 du projet IV subit successivement dans le texte français deux modifications alors que le texte allemand reste inchangé:

- Bien que la Commission du Conseil national estime que « situation de la société » est préférable à « fortune »¹ ce sont les termes « situation de fortune de la société » qui sont en définitive retenus.
- Le mot « réel » est ensuite remplacé par « vrai ». Cette modification qui annonce paradoxalement la notion allemande de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — ne semble pas avoir attiré l'attention du législateur. En effet, l'expression « vraie situation de fortune » au lieu de « état réel de la fortune » apparaît subitement dans un texte imprimé, dont on ignore l'origine, qui est remis comme base de travail aux Commission du Conseil national² et du Conseil des Etats³. Cette nouvelle rédaction est approuvée sans aucune remarque ni discussion. C'est dire que les commissaires n'attachent pratiquement aucune importance au remplacement du mot « réel » par « vrai » et que, dans leur esprit, ces deux mots ont la même signification.

A l'époque de la discussion du projet IV, bien que le conseiller aux Etats Stehelin ait proposé de supprimer l'art. 664 comme « étant absolument illusoire »⁴, le législateur et les milieux intéressés à l'élaboration de la loi sont d'accord pour reconnaître que les dispositions de cet article sont de nature à prévenir, dans la mesure du possible, des bilans inexacts et fictifs⁵. C'est précisément dans ce but que sont prescrites les règles particulières et détaillées contenues dans le deuxième alinéa de l'art. 664 pour établir le bilan. Ces règles, qui sont en fait la codification des usages commerciaux déjà reconnus⁶ et dont

¹ Protocole manuscrit de la Commission du Conseil national du 4 novembre 1880.

² Protocole du 16-27 avril 1880 – art. 662.

³ Propositions de la Commission du Conseil des Etats du 5 février 1881 – art. 662.

⁴ Observations et propositions des membres de la Commission du Conseil des Etats du 13 mars 1880, p. 33.

⁵ Rapport de la Commission du Conseil des Etats du 31 mai 1880 – FF 1880/III p. 162.

Rapport présenté à la Société industrielle et commerciale du canton de Vaud par la Commission chargée de l'examen du projet de la loi fédérale sur les obligations et le droit commercial 26 mai 1880, p. 121.

⁶ « ... grundsätzlich dagegen enthält diese Gesetzbestimmung im Wesentlichen kaum neues Recht, sondern nur die genauere Formulierung von Sätzen, welche, als der Natur der Aktiengesellschaft entsprechend, schon früher theoretisch anerkannt waren... » – ATF 12 I 363 dans la cause Gesellschaft für Begründung einer rechtsufrigen Zürichseebahn c/Nordostbahn du 10 avril 1886.

Voir également:

- Eugen HUBER — rapport sur la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obligations présenté au Département fédéral de Justice et Police en mars 1920 — p. 56.
- Wilhelm BRUNNER « Das Problem der Bilanzklarheit und Bilanzwahrheit » dans Schweizerische Juristen Zeitung (SJZ) n° 2 1936, p. 22.

l'énumération n'est pas exhaustive, sont données comme exemple d'application du principe général formulé à l'alinéa premier, en fixant une limite maximale pour l'évaluation de certains actifs¹. Elles touchent subsidiairement la façon de comptabiliser certaines dépenses et de présenter certains postes au bilan. Seules les dispositions relatives aux frais de fondation, d'organisation et d'administration ainsi qu'au capital social, aux fonds de réserve ou de renouvellement sont reprises sans modification du projet III; les autres dispositions sont nouvelles sans être toutefois entièrement originales:

- les immeubles, bâtiments et machines ne peuvent être portés à un prix supérieur au prix d'acquisition, avec « les réductions qu'exigent les circonstances »; s'ils sont assurés, « le prix d'assurance doit être indiqué »;
- pour les titres cotés, conservant le principe d'une valeur maximale déjà préconisé par les projets II et III, le projet IV modifie la limite en la fixant au cours moyen du mois qui précède la date du bilan;
- les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix courant — ou « Marktwerthe » — au moment du bilan; le projet n'a, sur ce point, pas encore suivi la règle de la valeur minimale (entre le prix d'acquisition et la valeur du marché), règle déjà mentionnée dans le Code général pour les Etats prussiens de 1794;
- le montant total des créances douteuses et des réductions opérées doit être indiqué au bilan. Il s'agit ici de la même règle d'évaluation prescrite par l'art. 31 du Code général de commerce allemand — ou « AHGB » —²;
- les obligations émises par la société doivent être portées à leur valeur nominale entière, autrement dit, à la valeur à laquelle elles doivent être remboursées³.

Malgré les dispositions de l'art. 664, le projet maintient l'obligation d'énoncer dans les statuts les règles prescrites pour dresser le bilan⁴. Il s'ensuit que les statuts ne peuvent que se référer à la loi elle-même, ou modifier les règles légales dans le sens d'une aggravation des conditions posées⁵.

Contrairement aux trois projets précédents qui les ignorent totalement, le projet IV consacre un petit chapitre aux livres de commerce dénommés « livres de comptabilité »⁶ que doivent avoir tout chef de maison dont l'affaire est gérée en la forme commerciale, les sociétés et les associations astreintes à

¹ ATF 54 II 27 dans la cause Gebr. Oechslin & J. Oechslin-Beck c/Schweizerische Bindfadenfabrik du 24 janvier 1928 (JdT 1928, p. 437).

² Voir page 60 ci-dessus.

³ Rapport de la Commission du Conseil national sur le projet de code suisse des obligations et de commerce (novembre 1880) – FF 1881/I p. 227.

⁴ Art. 626 ch. 11 du projet IV de 1879.

⁵ A. SCHNEIDER/H. FICK « Commentaire du Code fédéral des obligations du 30 mars 1911 » – 1916 Vol. II p. 35 et 36.

⁶ Chapitre III art. 882 à 885 du projet IV de 1879.

l'inscription au registre du commerce, ainsi que tout chef de maison qui s'y fait inscrire volontairement. Ces livres de comptabilité doivent être tenus régulièrement — ou « ordnungsmässig » — et indiquer la situation de fortune ainsi que les dettes et créances résultant de la gestion des affaires. Le projet n'indique toujours pas ce que contient la notion de régularité des livres de comptabilité. Or, par « régulièrement tenus » il faut comprendre non seulement l'exactitude formelle des livres telle qu'elle résulte des usages commerciaux codifiés en France et en Allemagne, mais aussi leur exactitude matérielle, c'est-à-dire que les livres de comptabilité régulièrement tenus doivent permettre d'établir un inventaire ou un bilan comprenant l'état exact et complet de la fortune¹. Ces dispositions font l'objet d'une divergence entre les deux Chambres. Alors que le Conseil des Etats ne formule aucune observation à leur sujet², le Conseil national les renvoie au Conseil fédéral « à l'effet de supprimer en tout ou en partie les dispositions renfermées dans ces articles sur la tenue et la conservation des livres de commerce, ou, éventuellement, de ne rendre ces dispositions obligatoires que pour les sociétés »³.

Indépendamment des rapports déposés par chacune des Commissions du Conseil des Etats et du Conseil national au sujet du projet IV de juillet 1879⁴, d'autres rapports sont publiés⁵, mais ne contiennent aucun commentaire sur les dispositions concernant la comptabilité.

* * *

Une Commission est nommée par le Conseil fédéral; composée des présidents et rapporteurs des deux Chambres fédérales et des professeurs Serafini de Pise et Lehr de Lausanne qui s'étaient déjà occupés de la rédaction des

¹ G. BACHMANN « Die Bilanzvorschriften des schweizerischen Obligationenrechtes » – SJZ 1908 n° 20, p. 291.

Robert GLÜCKSMANN « Grundzüge des schweizerischen Buchführungsrechtes » – 1913, p. 111 et 113.

² Décisions du Conseil des Etats du 18 juin 1880.

³ Décisions du Conseil national du 18 décembre 1880.

⁴ Rapport de la Commission du Conseil des Etats chargée d'examiner le projet de loi fédérale sur les obligations et le droit commercial du 31 mai 1880 – FF 1880/III p. 139 ss.

Rapport de la Commission du Conseil national sur le projet de code suisse des obligations et de commerce de novembre 1880 – FF 1881/I p. 195 ss.

⁵ Exposé fait à la Société industrielle et commerciale du canton de Vaud dans sa séance du 8 mars 1880 par M. le Juge cantonal Correvon.

Über das schweizerische Obligationen- und Handelsrecht — Vortrag von Herrn National-Rath Brunner — 19 avril 1880.

Projet de loi fédérale sur les obligations et le droit commercial — Rapport présenté au Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève — 25 mai 1880.

Rapport présenté à la Société industrielle et commerciale du canton de Vaud par la Commission chargée de l'examen du projet de la loi fédérale sur les obligations et le droit commercial — 26 mai 1880.

Loi fédérale sur le droit des obligations et le droit commercial — Rapport présenté au Conseil d'Etat du canton de Vaud par la Commission chargée par lui d'examiner le projet de juillet 1879 — 30 juin 1880.

textes italien et français, elle délibère sans interruption du 18 mars au 14 mai 1881. Chaque article y est discuté séparément quant à sa substance et quant à sa rédaction dans les trois langues, « façon de procéder qui diffère essentiellement d'une simple traduction »¹.

Les dispositions relatives à l'estimation des marchandises dans le bilan sont modifiées. Suivant une proposition de la Commission du Conseil des Etats du 19 juin 1880, le Conseil fédéral adopte le principe de la valeur minimale, en ce sens que les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix d'achat; et si ce prix dépasse le prix courant — ou « Marktpreis » —, au-dessus de ce dernier prix². Cette modification importante sera acceptée sans discussion par les Chambres.

La Commission du Conseil fédéral remanie également l'art. 882 relatif à la tenue obligatoire des livres de comptabilité; elle supprime l'énumération des diverses catégories de personnes obligées à tenir des livres et propose, en lieu et place, de limiter cette obligation à toute personne astreinte à se faire inscrire au registre du commerce, ce qui sera adopté dans le texte définitif.

Une traduction manuscrite en italien du projet IV est faite du 10 juin au 10 septembre 1880 par le Dr Colombi et revue par le Juge fédéral Olgiati. La prescription générale de l'art. 664 al. 1 relative à l'établissement du bilan est rédigée comme suit:

Article 664 al. 1 du brouillon original:

Il bilancio sarà istituito in modo chiaro e distinto, di guisa che possa garantire (valga a dare) agli azionisti un concetto (una idea) il più che possibile sicura della condizione effettiva in cui si trovi il patrimonio sociale.

Article 664 al. 1 de la traduction:

Il bilancio dev'essere compilato in modo chiaro e netto, cosicchè per quanto sia possibile gli azionisti abbiano a redersi un conto esatto dello stato reale in cui versano le sostanze della società³.

Le 10 mai 1881, l'ultime projet est présenté par le Conseil fédéral⁴, qui' le 28 mai, fait rapport à l'Assemblée fédérale. Le Code fédéral des obligations est approuvé définitivement par l'Assemblée fédérale le 14 juin 1881 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 1883.

* * *

¹ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le Code des obligations (du 28 mai 1881) — FF 1881/III p. 14.

² Protokoll der bundesrätlichen Commission über der neuen Revision der Entschlüsse der Bundesversammlung mars/avril 1881 — texte manuscrit (art. 662 al. 2 ch. 4).

³ Le texte définitif italien de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881 est le suivant: « Il bilancio dev'essere compilato in modo chiaro e prospettico, si che gli azionisti possano formarsi un'idea, per quanto sia possibile, esatta dello stato reale del patrimonio della società ».

⁴ Bundesgesetz über das Obligationenrecht — Entwurf des Bundesrathes, bearbeitet auf Grundlage der Beschlüsse der Bundesversammlung vom 18. Juni und 18. Dezember 1880 und vom 17. Februar 1881.

En conclusion, les principes à observer pour l'établissement du bilan figurent dans le CO de 1881 toujours dans un seul article¹ qui est inséré au titre vingt-sixième « de la société anonyme ou société par actions », au chapitre III « des organes et pouvoirs de la société anonyme » et dans le paragraphe traitant de l'administration. Voici le texte intégral de la publication officielle²:

Article 656

Die Bilanz ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Aktionäre einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten.

Insbesondere sind dabei folgende Grundsätze zu beachten:

1) Gründungs-, Organisations- und Verwaltungskosten sind in der Jahresrechnung vollständig in Ausgabe zu bringen. Ausnahmsweise dürfen Organisationskosten, welche in den Statuten oder in den Beschlüssen der Generalversammlung, sei es für die ursprüngliche Einrichtung, sei es für einen später hinzugekommenen Geschäftszweig oder eine Geschäftsausdehnung, vorgesehen sind, auf einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren in dem Sinne vertheilt werden, dass in jedem Jahre mindestens der entsprechende Bruchtheil als Ausgabe zu verrechnen ist.

2) Grundstücke, Gebäude, Maschinen sind höchstens nach den Anschaffungskosten mit Abzug der erforderlichen und den Umständen angemessenen Abschreibungen anzusetzen. Überdies ist, wenn dieselben versichert sind, die Versicherungssumme anzumerken.

3) Kurshabende Papiere dürfen höchstens zu dem Kurswerthe angesetzt werden, welchen dieselben durchschnittlich in dem letzten Monate vor dem Bilanztage gehabt haben.

Article 656

Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société.

Il y a lieu, notamment, d'observer les règles suivantes:

1) Les frais de fondation, d'organisation et d'administration doivent être portés intégralement aux dépenses de l'année. Par exception, les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une nouvelle branche d'affaires, soit enfin pour une extension des opérations, peuvent être répartis sur une période de cinq années au plus, à condition de faire figurer aux dépenses de chaque année au moins la part afférente à cet exercice.

2) Les immeubles, bâtiments et machines doivent être évalués tout au plus au prix d'acquisition, et déduction faite de l'amortissement que comportent les circonstances; s'ils sont assurés, on indique en outre la somme pour laquelle ils le sont.

3) Les valeurs cotées ne peuvent être évaluées au-dessus de leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan.

¹ Cela sous réserve de la possibilité laissée à la société, en vertu de l'art. 616 ch. 10 du CO de 1881, de prévoir dans les statuts des règles plus strictes pour l'établissement du bilan.

² RO 1880/1881 p. 714 et 715.

4) *Waarenvorräthe dürfen höchstens zum Kostenpreis und, falls dieser höher als der Marktpreis stehen sollte, höchstens zu diesem angesetzt werden.*

5) *Die Gesamtsumme der zweifelhaften Posten und die Gesamtsumme der vorgenommenen Abschreibungen sind anzugeben.*

6) *Der Betrag des Grundkapitals und der Reserven- und Erneuerungsfonds ist unter die Passiven aufzunehmen.*

7) *Von der Gesellschaft ausgegebene Obligationen sind zu dem vollen Betrage zu welchem sie zurückbezahlt werden müssen, anzusetzen. Dagegen kann die Differenz zwischen dem Emissionskurse und dem Rückzahlungsbetrage, welche durch jährliche Abschreibungen bis zum Verfalltage zu amortisieren ist, unter die Aktiven aufgenommen werden ¹.*

4) *Les approvisionnements de marchandises ne peuvent être estimés au-dessus de leur prix d'achat et, si ce prix dépasse le prix courant, au-dessus de ce dernier prix.*

5) *On doit indiquer le montant total des valeurs douteuses et des amortissements correspondants.*

6) *Le capital social et les fonds de réserve ou de renouvellement doivent être inscrits au passif.*

7) *Les obligations émises par la société sont portées pour la valeur intégrale à laquelle elles doivent être remboursées. Mais on peut faire figurer à l'actif la différence entre le prix d'émission et le taux du remboursement, en la diminuant chaque année, jusqu'au jour de l'échéance, de la somme nécessaire à l'amortissement ¹.*

Par la prescription générale de l'art. 656 al. 1, le législateur suisse est le premier à avoir nettement posé le principe juridique de la clarté du bilan. L'on peut dire, dans un style imagé, que le bilan du CO de 1881 est une fenêtre aux verres transparents qui laisse voir la véritable situation de fortune de la société.

Quant à la sincérité du bilan, on ne prétendra pas que le Code de 1881 en contient déjà le principe ²; mais elle y transparaît à trois reprises: d'abord, à l'art. 656 al. 1, dans l'expression « vraie situation de fortune de la société » que le bilan doit permettre de saisir clairement et facilement; ensuite, dans les règles particulières de l'art. 656 al. 2 dont l'objectif est de faire apparaître dans le bilan un résultat exact et sûr de manière à éviter que la société fasse miroiter des bénéfices imaginaires et distribue des dividendes fictifs; enfin, à l'art. 877, dans la tenue régulière des livres qui doit rendre possible une vue d'ensemble exacte et complète de la fortune.

* * *

¹ Le texte officiel du CO de 1881 ne contient aucune note marginale.

² Avis contraire: Adolf PREISIG «Die Reserven der Aktiengesellschaften nach schweizerischen OR» – thèse Berne 1918, p. 161.

Cet auteur estime en effet que les actionnaires ne peuvent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société que si les divers postes du bilan sont estimés à leur valeur réelle.

TABLE DE CONCORDANCE ENTRE LES ARTICLES
DANS LES DIVERS PROJETS DU CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DU 14 JUIN 1881

<i>Texte définitif</i>	<i>14 juin 1881</i>	<i>616 ch. 10</i>	<i>656 al. 1</i>	<i>877</i>
<i>CODE DE COMMERCE</i>				
Projet préliminaire	7 septembre 1863	101 al. 1 ch. 6	127	18
Projet définitif	juin 1864	122 al. 2 ch. 5	inexistant	18
<i>CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS</i>				
Projet I	12 janvier 1871	634 al. 1 ch. 6	inexistant	inexistant
Projet II	juillet 1875	645 ch. 7	inexistant	inexistant
Projet III	juillet 1877	645 ch. 7	inexistant	inexistant
Loi fédérale sur les obligations — Titres 26, 27, 28. Des lettres et billets de change et des titres à ordre. Des titres au porteur. Du registre du commerce, des raisons de commerce et des livres de comptabilité				
Projet IV	janvier 1879	—	—	916
Protocole de la Commission du Conseil fédéral	juillet 1879	626 ch. 11	664 al. 1	882
Projet du Conseil fédéral	mars-avril 1881	626 ch. 10	662 al. 1	882
	10 mai 1881	616 ch. 10	656 al. 1	877

CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DU 14 JUIN 1881

Art. 656 al. 1

	Texte allemand	Texte français
Code de commerce	127. <i>Der Vorstand der Aktiengesellschaft hat jährlich mindestens ein Mal getreue und vollständige Rechnung zu stellen...</i>	(inexistant)
Projet préliminaire 7 septembre 1863		
Projet définitif juin 1864	(inexistant)	(inexistant)
Code fédéral des obligations		
Projet I 12 janvier 1871	(inexistant)	(inexistant)
Projet II juillet 1875	(inexistant)	(inexistant)
Projet III juillet 1877	(inexistant)	(inexistant)
Projet IV juillet 1879	664. <i>Die Bilanz ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Aktionäre einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten...</i>	664. <i>Le bilan doit être dressé d'une manière claire et nette, de telle sorte que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de l'état réel de la fortune de la société...</i>
Proposition de la Commission du Conseil des Etats 5 février 1881		662. <i>Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de la fortune de la société...</i>
Protocole manus- crit de la Commis- sion du Conseil fédéral mars-avril 1881	662. <i>Die Bilanz ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Aktionäre einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten...</i>	662. <i>Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société...</i>
Protocole manus- crit de la Commis- sion du Conseil national 16-27 août 1881		662. <i>Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société...</i>

Projet du Conseil
fédéral
10 mai 1881

656. *Die Bilanz ist so klar und
übersichtlich aufzustellen, dass
die Aktionäre einen möglichst
sichern Einblick in die wirkliche
Vermögenslage der Gesellschaft
erhalten...*

656. *Le bilan doit être dressé
d'une façon assez claire et facile
à saisir pour que les actionnaires
puissent se rendre un compte
aussi exact que possible de la
vraie situation de fortune de la
société...*

Texte définitif
14 juin 1881

656. *Die Bilanz ist so klar und
übersichtlich aufzustellen, dass
die Aktionäre einen möglichst
sichern Einblick in die wirkliche
Vermögenslage der Gesellschaft
erhalten...*

656. *Le bilan doit être dressé
d'une façon assez claire et facile
à saisir pour que les actionnaires
puissent se rendre un compte
aussi exact que possible de la
vraie situation de fortune de la
société...*

D. L'INFLUENCE DU CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DE 1881
SUR LES LÉGISLATIONS ITALIENNE ET ALLEMANDE
DE LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

SOMMAIRE

	Pages
Les Codes de commerce italiens de 1865 et 1882	103
La loi allemande sur les sociétés par actions — ou « Aktiennovelle » — du 18 juillet 1884	104
La loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée du 20 avril 1892 . .	106
Le Code de commerce allemand — ou « HGB » — du 10 mai 1897.	106
Table de concordance entre les articles concernant la comptabilité dans les lois allemandes de la seconde moitié du XIX ^e siècle	110
Tableau synoptique des législations et projets du CO de 1881	111

Imprégné des législations étrangères, française et allemande notamment, le CO de 1881 influence, à son tour, dans le domaine du droit comptable, les législations italienne et allemande de la fin du XIX^e siècle.

* * *

Le premier Code de commerce de l'Italie unifiée¹ est le reflet du Code Albertin — ou « Codice Albertino » —² qui est lui-même, en majeure partie, une traduction du Code de commerce napoléonien. Très rapidement, le Parlement italien émet le vœu d'une revision, surtout pour la partie relative aux sociétés commerciales. Les travaux durent de 1869 à 1882. Le nouveau code est définitivement approuvé par la loi du 2 avril 1882 et entre en vigueur le 1^{er} janvier 1883.

Comme dans le CO de 1881, les prescriptions sur le bilan ne figurent pas dans les articles relatifs aux livres de commerce³ mais dans les dispositions relatives à la société en commandite par actions et à la société anonyme.

Le Code de commerce italien de 1882 adopte le système de prescription générale du CO de 1881 sans toutefois l'illustrer par des prescriptions particulières, quant à l'évaluation des actifs notamment⁴. Il exige tout d'abord que le bilan de l'exercice précédent, présenté par les administrateurs aux contrôleurs, indique distinctement le capital social existant réellement — ou « realmente

¹ Introduit dès le 1^{er} janvier 1866 dans les provinces du Royaume d'Italie sous le règne de Victor-Emmanuel II par la loi du 2 avril 1865.

² Mis en vigueur dans les Etats sardes sur ordre du Roi Charles-Albert le 1^{er} juillet 1843.

³ Le Code italien traite des livres de commerce dans le titre IV (art. 21 à 28) qui n'a pratiquement pas été modifié. Ce sont toujours les dispositions du Code de commerce napoléonien. Du point de vue comptable, il est simplement précisé à l'art. 22 al. 2 que l'inventaire boucle — ou « si chiude » — par le bilan et le compte de pertes et profits.

⁴ Les administrateurs ont, par conséquent, la responsabilité d'estimer les valeurs sociales conformément aux usages commerciaux — Félix-M. BING « La société anonyme en droit italien » 1887, p. 201.

esistente » — ¹. Le bilan doit ensuite montrer avec évidence et vérité les profits réellement réalisés et les pertes subies ². Cette formule générale va au-delà de celle figurant à l'art. 656 al. 1 du CO de 1881. Alors que le législateur suisse met l'accent essentiel sur la clarté du bilan pour faire ressortir la vraie situation de fortune de la société, le législateur italien exige, en des termes concis, la clarté *et* la vérité du bilan pour que ce dernier montre à la fois la situation de fortune et le résultat d'exploitation réel de la société. C'est ainsi que, pour la première fois, apparaît explicitement, dans une législation de droit commercial, le principe juridique de la vérité du bilan.

* * *

En Allemagne, l'unification du droit commercial est entérinée par la constitution impériale du 16 avril 1871 ³ et par la promulgation en loi d'Empire du Code général de commerce — ou « AHGB » — y compris l'Aktiennovelle du 11 juin 1870. Celle-ci ne tarde pas à se révéler, dans la pratique, insuffisante et incomplète. La grande activité industrielle, commerciale et financière qui suit la conclusion de la paix avec la France, provoque la création de nombreuses sociétés anonymes « dont quelques-unes seulement répondent à un besoin réel; mais la plupart ne sont qu'une œuvre de spéculation » ⁴. Proposée par la Chancellerie impériale en mars 1873 déjà, la réforme de la loi se prolonge pendant dix ans environ et s'achève, après de longues et patientes études, par la publication d'une nouvelle loi concernant les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes ⁵. Selon l'exposé des motifs, son objectif est l'établissement d'un bilan sûr et ordonné — ou « eine ordentliche und sichere Bilanz » — plus nécessaire encore dans la société anonyme, en raison du danger qu'il y a de répartir immédiatement aux actionnaires un bénéfice surévalué, ayant pour conséquence une diminution prohibée de la fortune de la société ⁶.

Comme pour la loi de 1870, les dispositions de l'Aktiennovelle de 1884 sont directement insérées dans le Code général de commerce — ou « AHGB » —

¹ Art. 176 al. 1 du Code italien de 1882.

² Art. 176 al. 2 du Code italien de 1882: « Il bilancio deve dimostrare con evidenza e verità gli utili realmente conseguiti e le perdite sofferte. »

³ L'Empire allemand est proclamé à Versailles le 18 janvier 1871. Le roi de Prusse, Guillaume 1^{er}, président de la Confédération de l'Allemagne du Nord, prend le titre d'Empereur. L'Allemagne demeure néanmoins un Etat fédéral composé de vingt-cinq Etats souverains.

⁴ J. DIETZ « Loi du 28 juin 1884 sur les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes » — notice et analyse dans Annuaire de législation étrangère — 1885, p. 98.

⁵ « Gesetz betreffend die Kommanditgesellschaften auf Aktien und die Aktiengesellschaften » du 18 juillet 1884 connue également sous le nom de « Novelle » ou « Aktiennovelle » de 1884.

⁶ E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 41.

et remplacent tous les articles relatifs à la société en commandite par actions et à la société anonyme ¹.

En ce qui concerne le bilan, la loi de 1884 écarte la prescription selon laquelle les statuts doivent indiquer les principes d'établissement du bilan, parce que cette prescription est appliquée de façon superficielle ². Prenant directement modèle sur le CO de 1881, la nouvelle loi contient un véritable droit du bilan des sociétés par actions — ou « Bilanzrecht » — sous forme de prescriptions particulières détaillées ³, qui complètent les règles d'évaluation de l'art. 31 AHGB ⁴ applicables à tous les commerçants. La prescription générale pour l'établissement du bilan reste celle de l'art. 28 al. 1 AHGB: chaque commerçant est obligé de tenir des livres pour faire connaître, de façon complète, ses affaires et sa situation de fortune. En d'autres termes, le bilan de la société anonyme ne doit s'écarter en aucun cas du bilan habituel du commerçant individuel, mais ce bilan doit fournir, lui aussi, une image exacte de la situation de fortune — ou « ein richtiges Bild von der Vermögenslage » — ⁵.

L'Aktiennovelle de 1884 prend modèle sur le CO de 1881:

- pour l'évaluation des marchandises qui sont estimées selon le principe fondamental de la valeur minimale entre le prix d'acquisition ou de revient et le prix du marché, ladite valeur ne pouvant être dépassée;
- pour l'évaluation des installations et autres biens non destinés à la vente qui sont estimés au plus à leur prix d'acquisition ou de revient, déduction faite d'un montant équivalant à leur détérioration;
- pour les frais d'organisation et d'administration qui apparaissent, pour leur montant total comme charges dans les comptes annuels;
- pour le montant du capital social et des fonds de réserve ou de renouvellement, qui sont inscrits au passif.

La législation allemande s'écarte par contre du droit suisse:

- pour l'estimation maximale, à leur prix d'acquisition ou de revient, de tous les autres éléments de fortune ⁶;

¹ Art. 173 à 249 a) AHGB.

² Herman-Veit SIMON *op. cit.* 1899, p. 55 note 110.

³ Art. 185 a) concernant les sociétés en commandite par actions; cet article étant applicable par analogie aux sociétés anonymes en vertu de l'art. 239 b).

⁴ Voir page 60 ci-dessus.

⁵ Paul KAYSER « Gesetz betreffend die Kommanditgesellschaften auf Aktien und die Aktiengesellschaften vom 18. Juli 1884 — Erläuterungen » — 1884, p. 29.

⁶ Dans un arrêt du 22 juin 1901 dans la cause Schweitzer c/Hypothekarbank Zürich (ATF 27 II 241), le Tribunal fédéral confirme que le CO de 1881 ne connaît pas une règle générale selon laquelle les éléments de fortune autres que les marchandises ne peuvent être évalués au-dessus de leur prix d'acquisition; ils doivent l'être à leur valeur entière — ou « volle Wert » —.

- pour l'évaluation des titres qui sont estimés au plus à la cote de la bourse ou à leur prix d'acquisition si celui-ci est inférieur, alors que, selon le CO de 1881, les valeurs cotées ne peuvent être estimées au-dessus de leur cours moyen pour le mois qui précède la date du bilan;
- en renonçant à autoriser la société à répartir exceptionnellement sur une période de cinq ans au plus les frais d'organisation prévus par les statuts ou par les décisions de l'assemblée générale, soit pour l'installation primitive, soit pour une extension des opérations;
- en ne prévoyant aucune règle d'estimation pour les obligations émises par la société.

L'Aktiennovelle de 1884 introduit enfin, pour la première fois, des dispositions sur la responsabilité pénale des organes de la société, dans le cas où ceux-ci présentent intentionnellement une fausse situation de la fortune sociale ¹.

En 1892, une loi spéciale est édictée pour réglementer les sociétés à responsabilité limitée ². Les prescriptions pour l'établissement du bilan font l'objet d'un article ³ qui reprend quelques-unes des règles particulières de la Novelle de 1884, notamment l'estimation à leur prix d'acquisition des installations permanentes servant à l'exploitation de l'entreprise. Une différence essentielle est que cette loi ne fixe, pour les sociétés à responsabilité limitée, aucune règle d'évaluation des papiers-valeurs et des marchandises, ces actifs pouvant être estimés selon le principe général de l'art. 31 du Code général de commerce — ou « AHGB » —, c'est-à-dire selon leur valeur à la date de l'inventaire et du bilan. Le législateur estime qu'il n'est pas nécessaire d'imposer à ces sociétés les prescriptions restrictives prévues pour les sociétés par actions ⁴, qui ne peuvent estimer leurs titres et marchandises à une valeur plus élevée que le prix d'acquisition ou de revient, cette règle voulant protéger les créanciers, en prévenant la répartition de bénéfices non encore réalisés ⁵.

L'élaboration d'un code civil allemand unifié rend nécessaire la revision du Code général de commerce — ou « AHGB » —. Le nouveau Code de commerce — ou « HGB » — est introduit par la loi du 10 mai 1897 ⁶. Il entre en

¹ Par. 1 — art. 249 b) de l'Aktiennovelle de 1884.

² « Gesetz betreffend die Gesellschaften mit beschränkter Haftung » — ou « Gesetz GmbH » — du 20 avril 1892 — cette forme de société est celle dont s'occupent les art. 772 ss du CO actuel.

³ Art. 43 Gesetz GmbH.

⁴ Art. 185 a) ch. 1 et 2 de l'Aktiennovelle de 1884.

⁵ Hermann REHM « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und Gesellschaften m.b.H., Kommanditgesellschaften auf Aktien, eingetragenen Genossenschaften, Versicherungsvereine auf Gegenseitigkeit, Hypotheken- und Notenbanken und Handelsgesellschaften überhaupt nach deutschem und österreichischem Handels-, Steuer-, Verwaltungs- und Strafrecht » — 1903, p. 86 et 88.

E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 47 et 48.

⁶ « Einführungsgesetz zum Handelsgesetzbuch für das Deutsche Reich. »

vigueur en même temps que le Code civil — ou « Bürgerliches Gesetzbuch » —¹. Le nouveau Code de commerce abroge et remplace le Code général de commerce y compris les Novelle de 1870 et 1884, ainsi que la loi sur les sociétés à responsabilité limitée de 1892.

Dans le domaine du droit comptable, les dispositions pour l'établissement du bilan des sociétés commerciales ne sont pas modifiées².

Les prescriptions relatives aux livres de commerce (art. 38 à 47 HGB) reproduisent, dans l'ensemble, celles des art. 28 à 40 de l'ancien Code général de commerce — ou « AHGB » — avec quelques modifications:

- L'objectif de l'obligation générale de tenir des livres de commerce n'est plus, pour le commerçant, de faire connaître ses affaires et la situation de sa fortune de façon complète — ou « vollständig » — mais de les rendre visibles selon les principes d'une comptabilité régulière³. Selon la jurisprudence et la doctrine, ces principes valent non seulement pour les livres de commerce au sens étroit, mais aussi pour les livres au sens large, c'est-à-dire les documents comptables de clôture tels que l'inventaire et le bilan⁴; ils comprennent également les principes concernant l'évaluation de chaque poste du bilan⁵.
- L'art. 39 HGB précise que l'inventaire et le bilan annuels doivent être établis dans un délai répondant aux nécessités d'une marche régulière de l'entreprise — ou « einem ordnungsmässigen Geschäftsgang entsprechenden Zeit » —⁶.
- Quant au contenu de l'inventaire ou du bilan, le nouveau Code n'est pas explicite sur ce point: savoir si la fortune privée du commerçant individuel fait ou non partie de l'inventaire et du bilan annuels. Dans un arrêt du 10 janvier 1908, le Tribunal d'Empire — ou « Reichsgericht » —, tout en remarquant que l'obligation de tenir une comptabilité n'est pas limitée à la fortune commerciale, estime suffisant que la fortune privée soit indiquée au bilan en une somme globale. La doctrine allemande est partagée: d'un côté, les juristes défendent le point de vue que le commerçant individuel soit obligé d'établir un inventaire et un bilan comprenant l'ensemble de sa fortune commerciale et de sa fortune privée; de l'autre, les praticiens estiment que cette manière de voir est en opposition directe avec la pratique

¹ Le Code civil allemand est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1900.

² Dans le nouveau Code de commerce — ou « HGB » — ces dispositions figurent à l'art. 261 dans le chapitre concernant la société anonyme.

³ Art. 38 al. 1 HGB: « Jeder Kaufmann ist verpflichtet, Bücher zu führen und in diesen seine Handelsgeschäfte und die Lage seines Vermögens nach den Grundsätzen ordnungsmässiger Buchführung ersichtlich zu machen. »

⁴ E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 27 et 28.

⁵ Herman-Veit SIMON *op. cit.* 1899, p. 313 et 314.

⁶ Expression identique à celle du texte en langue allemande de l'art. 958 al. 2 du CO actuel.

commerciale selon laquelle la fortune privée ne fait pas partie du bilan du commerçant ¹.

- La prescription générale sur l'évaluation des éléments de la fortune (art. 31 AHGB) est complétée dans le nouveau Code (art. 40 HGB) en trois points:

Le bilan doit être exprimé en monnaie de l'Empire — ou « Reichswährung » —.

Les dettes sont également assujetties à évaluation.

La valeur est celle qui existe non plus au moment — ou « zur Zeit » — de l'établissement du bilan mais à la date — ou « im Zeitpunkt » — de ce dernier.

- Pour le surplus, le principe d'évaluation de l'ancien Code — ou « AHGB » — reste inchangé: les actifs et passifs sont estimés à la valeur qu'ils ont à la date du bilan. De quelle valeur s'agit-il? La loi ne le dit pas. La jurisprudence et la doctrine se sont préoccupées d'interpréter cette notion de valeur, comblant ainsi une lacune évidente de la loi:

Le Tribunal de commerce d'Empire — ou « Reichsoberhandelsgericht » — a, tout d'abord, défini la valeur actuelle, décisive pour le bilan, comme étant la valeur vénale générale objective — ou « Verkehrswert » — par opposition à celle d'une appréciation arbitraire subjective ou d'une simple spéculation, car le bilan doit correspondre à la vérité objective de la situation de fortune réelle. Pour le Tribunal de commerce d'Empire, le bilan contient, en fait, l'idée d'une réalisation fictive, instantanée et générale de l'ensemble des actifs et passifs, non pas en vue de la liquidation, mais au contraire de la continuation de l'entreprise ².

Quant à la doctrine, la notion de valeur est interprétée de façon très variée: la valeur qui sert de règle pour le bilan est la valeur individuelle, la valeur d'usage courant, particulière ³;

la valeur de l'art. 40 HGB est la valeur objective que le bien a pour l'entreprise, et non la valeur qui repose sur des considérations ou qualités proprement subjectives du propriétaire de l'entreprise ⁴;

¹ Voir à ce sujet:

- Hans BELOHLAWEK « Gehört das Privatvermögen des Einzelkaufmanns in die Bilanz? » — Zeitschrift für Buchhaltung n° 3 1907, p. 53 ss.
- Manfred BERLINER « Das Privatvermögen in den Büchern und der Bilanz eines Einzelkaufmanns nach deutschem Handelsrecht » — Zeitschrift für Buchhaltung n° 3 1907, p. 56 ss.
- Dr ADLER « Gehört das Privatvermögen des Einzelkaufmanns in die Bilanz? » — Bank-Archiv n° 13 1908, p. 198 ss.
- Siegfried EHMCK « Ist der Einzelkaufmann nach Art. 38, 39 HGB verpflichtet auch sein Privatvermögen in Inventar und Bilanz mit aufzunehmen? » — thèse Leipzig 1908.

² Herman-Veit SIMON *op. cit.* 1899, p. 290, 295 et 296.

³ Herman-Veit SIMON *op. cit.* 1899, p. 304.

⁴ Hermann STAUB « Kommentar zum Handelsgesetzbuch » — Band I 1900, p. 192.

le commerçant ne doit pas attribuer aux biens la valeur qu'ils ont pour lui, mais la valeur fixée selon les principes d'une comptabilité régulière qui se concrétisent dans la moyenne de plusieurs exploitations, c'est-à-dire dans la branche où un commerçant raisonnable, ordonné et scrupuleux exerce son activité ¹;

selon l'art. 40 HGB, les éléments de fortune sont évalués au maximum à la valeur du jour, c'est-à-dire, pour les biens destinés à la vente, à la valeur vénale au jour du bilan ²;

il ne s'agit pas d'une valeur déterminée mais d'une valeur à déterminer, de cas en cas, selon une appréciation raisonnable fondée sur les usages commerciaux et la pratique ³;

le principe de l'évaluation indépendante, laissée à la libre appréciation du commerçant, est insoutenable; elle permet de calculer des bénéfices que le commerçant sérieux considère comme faux ⁴;

l'art. 40 HGB interdit une évaluation trop élevée; il est par contre admissible que les actifs soient évalués trop bas ou les dettes trop haut pour autant que les droits de tierces personnes ne soient pas mis en question ⁵;

la valeur de l'art. 40 HGB pourrait enfin être une valeur de remplacement dans la conception organique du bilan ⁶.

Ces diverses interprétations mettent en évidence l'insécurité du droit engendrée par une règle juridique dont l'imprécision est à la mesure de sa brièveté.

* * *

En résumé, outre les prescriptions particulières de l'art. 656 al. 2 du CO de 1881 relatives au bilan des sociétés par actions, dont l'Aktiennovelle de 1884 s'inspire largement, l'influence du droit suisse se manifeste encore à propos de l'obligation faite au commerçant de tenir des livres de commerce selon les principes d'une comptabilité régulière. En prescrivant que le commerçant doit rendre visible — ou « *ersichtlich* » — ses affaires et sa situation de fortune, le législateur allemand esquisse, sous la forme d'une règle générale de comptabilité commerciale, l'un des volets du principe de clarté du bilan, tel qu'il est reproduit dans la prescription générale de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881, les actionnaires devant se rendre un compte aussi exact que possible de la situation.

* * *

¹ Hermann REHM *op. cit.* 1903, p. 60.

² Friedrich LEITNER « Grundriss der Buchhaltung und Bilanzkunde » Band II « Bilanztechnik und Bilanzkritik » – 1914, p. 41.

³ E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917, p. 29.

⁴ Rudolf FISCHER « Die kaufmännischen Bücher und Papiere » Handbuch des gesamten Handelsrecht – Band II 1918, p. 508 et 509.

⁵ Richard PASSOW *op. cit.* 1921, p. 112 et 113.

⁶ F. SCHMIDT « Die organische Bilanz im Rahmen der Wirtschaft » – 1922, p. 172.

TABLE DE CONCORDANCE ENTRE LES ARTICLES CONCERNANT LA COMPTABILITÉ DANS
LES LOIS ALLEMANDES DE LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

	<i>Règles générales sur les livres de commerce</i>				<i>Règles relatives à l'établissement du bilan</i>	
	28 al. 1	29	31	209 ch. 6	—	—
Allgemeines Handelsgesetzbuch (AHGB) 1861	—	—	—	209 ch. 7	239 a)	—
Aktiennovelle 1870	—	—	—	—	185 a) / 239 b)	—
Aktiennovelle 1884	—	—	—	—	—	—
Gesetz betr. die Gesellschaften mit beschränkter Haftung (Gesetz GmbH) 1892	—	—	—	—	—	43
Handelsgesetzbuch (HGB) 1897	38 al. 1	39 al. 1 et 2	40 al. 1 et 2	—	—	261

TABLEAU SYNOPTIQUE DES LÉGISLATIONS ET PROJETS DU CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DE 1881

<i>Années</i>	<i>Législation française</i>	<i>Législation allemande</i>	<i>Législation italienne</i>	<i>Législation des cantons</i>	<i>CO 1881</i>
1794		Code général pour les Etats prussiens			
1807	Code de commerce				
1815				GENÈVE: Code de commerce (6 janvier)	
1821				VAUD: Code civil (1 ^{er} juillet)	
1830				BERNE: Code civil (18 mars)	
1832				LUCERNE: Bürgerliches Gesetzbuch (1 ^{er} janvier)	
1833				NEUCHÂTEL: Loi sur quelques matières commerciales (3 juin)	
1838	Loi sur les faillites et banqueroutes (28 mai)				
1840				VAUD: Projet de code de commerce	
1842			Codice Albertino (30 décembre)		
1843		Preussisches Aktien-gesetz (9 novembre)			
1844				BERNE: Projet de code	

1848		Allgemeine deutsche Wechsel-Ordnung (26 novembre)		(23 décembre)	
1849				FRIBOURG: Code civil (5 juin) Code de commerce (octobre)	
1855				ZURICH: Privatrechtliches Gesetzbuch (1 ^{er} juillet)	
1856	Loi sur les sociétés en commandite par actions (17-23 juillet)				
1860				BERNE: Loi sur les sociétés anonymes (27 novembre)	
1861		Allgemeines Handelsgesetzbuch (AHGB) (11 mars)			
1862				GRISONS: Bündnerisches Privatrecht Zivilgesetzbuch (1 ^{er} septembre)	Motion Curti (30 janvier)
1863	Loi sur les sociétés à responsabilité limitée (23-29 mai)				Projet préliminaire de code de commerce (7 septembre)
1864				GENÈVE: Loi sur les sociétés anonymes libres (2 novembre)	Projet définitif de code de commerce (juin)
1865			Codice di Commercio del Regno d'Italia (2 avril)		

A. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

La revision de l'art. 64 de la Constitution fédérale¹ donne à la Confédération la compétence législative pour l'ensemble du droit privé, ce qui rend possible la codification d'un droit civil unifié.

* * *

En l'année 1900, le Conseil fédéral adresse à des experts suisses et à la Société suisse des juristes une circulaire demandant de quelle manière le Code des obligations pourrait être annexé au Code civil en cours d'élaboration. La réponse est qu'il serait souhaitable de reviser le Code des obligations et de l'annexer au Code civil, que cette revision ne doit pas inclure le droit de la société anonyme et de la société coopérative vu que, pour celui-ci, une simple revision ne serait pas suffisante².

* * *

Quelques mois après avoir déposé son projet de Code civil suisse³, le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale un projet de loi destinée à compléter le Code par le droit des obligations et titre final⁴. Après avoir observé que la revision du droit des obligations est la conséquence inévitable de l'incorporation du CO de 1881 au Code civil suisse, le Conseil fédéral propose de réserver le droit des sociétés anonymes et des sociétés coopératives à une loi spéciale car, « ce sont là des institutions qui sont entraînées dans un mouvement de rapide et profonde évolution »⁵.

¹ 13 novembre 1898.

² Procès-verbal de la Petite Commission d'experts (18 septembre/3 octobre 1916), p. 2.

³ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le projet de code civil suisse (du 28 mai 1904) – FF 1904/IV, p. 1 ss.

⁴ Message du Conseil fédéral du 3 mars 1905 – FF 1905/II, p. 1 ss.

⁵ Message *op. cit.* 1905 – FF 1905/II, p. 7.

Dans ce projet de loi contenant le CO révisé, à l'exception de la société anonyme, les livres de comptabilité forment le dernier titre du Code civil¹. Aucune mention n'est faite dans ce titre des règles à observer pour l'établissement du bilan. Ces règles continuent à figurer dans le droit de la société anonyme. L'obligation de tenir des livres de comptabilité n'est plus imposée à toute personne astreinte à se faire inscrire au registre du commerce, mais au titulaire d'une raison inscrite dans ce registre.

* * *

La discussion du projet de révision du Code des obligations est ajournée jusqu'à l'adoption définitive du Code civil suisse². Le Conseil fédéral soumet alors aux Chambres un nouveau projet, duquel est exclu provisoirement l'ensemble des dispositions relatives au droit commercial pour ne pas retarder l'entrée en vigueur du Code civil. Dans son rapport complémentaire du 1^{er} juin 1909³, le Conseil fédéral remarque que la révision de ces dispositions n'est pas plus urgente que celle concernant les sociétés anonymes et coopératives; on peut différer cette révision « sans nuire au monde des affaires ».

Le Code des obligations, partiellement révisé, est adopté par la loi fédérale du 30 mars 1911⁴; il devient, en conservant sa numérotation distincte, le livre cinquième du Code civil suisse. Il incorpore dans les titres 24 à 33, sans les modifier et en maintenant l'ancien ordre des articles, les dispositions du CO de 1881 relatives aux sociétés commerciales, aux papiers-valeurs, au registre du commerce, aux raisons de commerce et aux livres de comptabilité⁵.

Le Code des obligations révisé entre en vigueur le 1^{er} janvier 1912, en même temps que le Code civil suisse.

* * *

Les observations formulées au sujet du rôle joué par les deux langues, allemande et française, dans l'élaboration du CO de 1881 restent entièrement valables dans le cadre de la révision des titres 24 à 33 CO, d'où la nécessité de poursuivre l'étude conjointe des textes allemand et français se rapportant à la sincérité du bilan.

* * *

¹ Titre cinquante-cinquième – Art. 1738 à 1740.

² 10 décembre 1907.

³ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant la révision du Code des obligations (supplément au message du 3 mars 1905) – FF 1909/III, p. 751.

⁴ RO 1911, p. 321 ss.

⁵ Art. 552 à 715 – Art. 720 à 880.

B. LES PRINCIPAUX CONCEPTS DE LA SINCÉRITÉ
DU BILAN DANS LA DOCTRINE DE 1881 A 1936

L'étude des principes à observer pour dresser le bilan dans l'élaboration du CO de 1881 montre la forte empreinte des législations commerciales étrangères et cantonales antérieures sur le droit de la comptabilité.

La doctrine, qui, dès la fin du XIX^e siècle, prend une ampleur considérable dans le domaine de la comptabilité, notamment en Allemagne, influence à son tour le législateur suisse dans la réforme du droit commercial. Il nous paraît donc opportun, préalablement, de procéder à un bref examen du principe de la sincérité du bilan dans la doctrine, et cela pendant toute la durée de la revision des titres 24 à 33 CO.

Les textes se référant à la doctrine de langue allemande sont traduits; ceux provenant d'auteurs français sont des extraits originaux.

* * *

« La vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — est le but le plus élevé que tout commerçant honorable doit s'efforcer d'atteindre par l'évaluation des biens; mais ce but ne pourra jamais être atteint complètement. » ¹

« Un bilan est sincère lorsqu'il représente une image fidèle de la situation de l'entreprise à un moment déterminé. Si les évaluations qui servent de base au bilan ne sont pas exactes, l'image n'est plus fidèle, peu importe que ces évaluations soient trop élevées ou trop basses. » ²

« Le bilan — même le bilan fait en toute sincérité — n'est qu'un état approximatif plus ou moins éloigné de la vérité. Un bilan dressé sur le mode empirique s'éloigne

¹ Herman-Veit SIMON « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien » 1886 (Dritte Auflage 1899) p. 471 à 475.

Selon Ernst WALB « Zur Dogmengeschichte der Bilanz von 1861-1919 » in Festschrift für Eugen Schmalenbach – 1933, p. 23: « Cela n'est rien d'autre que la constatation qu'un bilan est vrai s'il est « professionnellement juste » — ou « fachgerecht » —.

² Félix-M. BING « La société anonyme en droit italien » – 1887, p. 194.

Félix-M. BING « La société anonyme en droit allemand » – 1892, p. 180 et 181.

forcément de la vérité et ne saurait être juste que par accident, c'est-à-dire par pur hasard »¹.

« La vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — est le principe qui consiste à porter dans le bilan commercial les biens à leur valeur réelle — ou « dem wirklichen Werthe » —; il exige également l'état complet du bilan — ou « die Vollständigkeit der Bilanz » —, c'est-à-dire l'enregistrement de tous les biens. Le dogme de la vérité absolue du bilan ne peut être considéré, ni comme un but dans le commerce, ni comme un but à atteindre par des mesures légales. Le législateur doit seulement avoir pour objectif de prévenir autant que possible une surévaluation du bilan et de favoriser une sous-évaluation de celui-ci. »²

« La comptabilité commerciale contient une haute garantie de vérité à cause de l'ensemble et de l'enchaînement des constatations en elle-même. »³

« Le principe de la stabilité économique est plus important que le principe de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » —⁴. Deux interdictions générales découlent du principe de la vérité du bilan à savoir, l'estimation des actifs au-dessus de leur valeur réelle (les passifs au-dessous de leur valeur réelle) et l'évaluation faite à une autre date que celle de l'établissement du bilan. La vérité du bilan exige, en outre, l'indication de tous les actifs et de toutes les dettes (état complet du bilan — ou « Bilanzvollständigkeit » —) et l'indication de leur valeur effective, c'est-à-dire une valeur qui n'est ni supposée, artificielle, fictive, future ou passée. »⁵

« Nous proposons l'expression « fidélité du bilan » — ou « Bilanztreue » —; le bilan ne doit pas être inconditionnellement vrai, mais chaque bilan doit être inconditionnellement fidèle — ou « treue Bilanz » —⁶.

« En France, la jurisprudence s'est arrêtée à la formule exprimée par Houpin : exactitude matérielle des relevés et sincérité des évaluations, ce qui signifie que toutes les valeurs susceptibles d'être comprises dans l'actif, mais elles seules, y peuvent figurer, et qu'elles doivent y être inscrites pour leur valeur réelle. »⁷

¹ Eugène LÉAUTEY « Traité des inventaires et des bilans au point de vue comptable, économique, social et juridique » — 1897, p. 221.

² NEUKAMP « Das Dogma der Bilanzwahrheit » dans Zeitschrift für das Gesamte Handelsrecht — 1899, p. 450, 451 et 507.

Dans le même sens : G. BACHMANN « Die Bilanzvorschriften des schweizerischen Obligationenrecht » — SJZ 1908, n° 20, p. 318 et 319.

³ Hermann STAUB « Kommentar zum Handelsgesetzbuch » — 1900 Bd I, p. 202.

⁴ Dans un sens opposé : Ilmari Kovero « Die Bewertung der Vermögensgegenstände in den Jahresbilanzen der privaten Unternehmungen mit besonderer Berücksichtigung der nicht realisierten Verluste und Gewinne » — 1912, p. 126 ss.

⁵ Hermann REHM « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und Gesellschaften m.b.H., Kommanditgesellschaften auf Aktien, eingetragenen Genossenschaften, Versicherungsvereine auf Gegenseitigkeit, Hypotheken- und Notenbanken und Handelsgesellschaften überhaupt nach deutschem und österreichischem Handels-, Steuer-, Verwaltungs- und Strafrecht » — 1903, p. 41 et 47.

⁶ Félix BONDI « Offenheit und Wahrheit im Aktienwesen » dans Sächsisches Archiv für Deutsches Bürgerliches Recht — 1904 Bd 14, p. 190.

⁷ Jacques CHARPENTIER « Etude juridique sur les sociétés par actions » — thèse pour le doctorat 1906, p. 109 et 110.

« Le principe de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — se réduit à la prescription selon laquelle aucun poste de l'actif ne doit être surévalué, aucun poste du passif sous-évalué et selon laquelle chaque poste doit être enregistré sous une désignation exacte. »¹

« L'état complet du bilan — ou « Bilanzvollständigkeit » — appartient aux principes d'une comptabilité régulière, c'est-à-dire que les livres du commerçant doivent donner une image complète sans restriction et exacte, en un mot une image vraie — ou « ein wahres Bild » — de son exploitation commerciale. Les faits doivent être présentés de façon complète et ne doivent pas être présentés de façon inexacte. »²

« Ce que le législateur exige par l'art. 656 al. 1 du CO de 1881 est relatif. Il veut rejoindre une situation proche de la réalité, mais jamais toute la réalité. C'est pourquoi nous écartons l'expression de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » —. Nous dénommons la tendance à pouvoir se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune par l'expression de la vraisemblance du bilan — ou « Bilanzwahrscheinlichkeit » —. Il n'y a pas de postulat de la vérité, laquelle est inaccessible, mais seulement celui de la vraisemblance. Le bilan est conforme à la vérité dans la mesure où il ne contient aucun poste fictif. Autrement dit, les postes du bilan doivent pouvoir s'appuyer sur des pièces comptables vraies. »³

« Les auteurs juridiques font une distinction entre la vérité absolue — ou « absolute Wahrheit » — et relative — ou « relative Wahrheit » — du bilan; la vérité absolue étant celle de la réalité; la vérité relative étant celle qui correspond à l'établissement du bilan conformément à la loi⁴. Pour satisfaire à la vérité relative du bilan, il faut que celui-ci corresponde aux prescriptions légales, quant aux évaluations notamment,... que le bilan repose sur des faits vrais justifiés ou pouvant être prouvés au moyen de pièces commerciales. »⁵

« L'art. 656 al. 1 du CO de 1881 est une indication donnée à titre de principe général. Si l'on considère que les postes du bilan sont des faits, que leur appréciation est une question d'opinion et que pour les personnes non au courant de ce qui se passe à l'intérieur de l'entreprise, ils sont une question de confiance, il s'ensuit que les postulats de la vérité du bilan et de sa fidélité n'auraient plus qu'une importance relative par rapport au postulat de la clarté du bilan. Une conception claire et com-

¹ Victor EHRENBURG « Die Pflicht zur Wahrheit und Offenheit in den Bilanzen und Jahresberichten der Aktiengesellschaften » dans Iherings Jahrbücher für die Dogmatik des bürgerlichen Rechts 1907, p. 295 à 297.

Dans le même sens: Heinrich UNGER « Der Begriff der Bilanzverschleierung im Aktienrecht », Inaugural-Dissertation 1917, p. 25.

² Manfred BERLINER « Buchhaltungs- und Bilanzen-Lehre. II. Band (theoretischer Teil). Schwierige Fälle und allgemeine Lehrsätze der kaufmännischen Buchhaltung » – 1911, p. 77.

Dans le même sens: Paul GERSTNER « Bilanz-Analyse. Ein Führer durch veröffentlichte Bilanzen » – 1919, p. 48 et 49.

³ Robert GLÜCKSMANN « Grundzüge des schweizerischen Buchführungsrechtes » – 1913, p. 132.

⁴ Pour Glücksmann, la vérité est quelque chose d'absolu; la dissociation entre la vérité absolue et relative est un contresens – Robert GLÜCKSMANN *op. cit.* 1913, p. 132.

⁵ Paul GERSTNER *op. cit.* 1919, p. 54 et 55.

préhensible du bilan est précisément de nature à donner foi à sa véracité et à son exactitude. »¹

« Le principe de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — est plus lourd et plus intensif que celui de la clarté; il interdit l'inexactitude (le faux bilan — ou « Bilanzfälschung » —) alors que le principe de la clarté du bilan interdit le manque de netteté et le désaccord de sa présentation (camouflage du bilan — ou « Bilanzverschleierung » —). »²

« On peut présenter la situation de fortune de façon très différente selon le but recherché par cette présentation:

— bilan statique — ou « statische Bilanz » — dont le but est de calculer l'état de fortune;

— bilan dynamique — ou « dynamische Bilanz » — dont le but est la connaissance du mouvement, l'état de fortune n'étant alors qu'un moyen. »³

« L'exactitude matérielle des relevés sans omission signifie que l'actif ne devra comprendre ni des éléments qui n'ont pas à y figurer, ni des valeurs qui n'existent plus mais par contre il ne devra être omis aucun des éléments susceptibles d'en faire partie. »⁴

« Le postulat de l'exactitude du bilan — ou « die Exaktheit der Bilanz » — comprend le problème de l'évaluation des actifs et des dettes et le problème de l'état complet du bilan — ou « Bilanzvollständigkeit » —⁵. A côté des principes d'évaluation, la question de savoir si le bilan contient toute la fortune et toutes les dettes de l'entreprise est de la plus grande importance. La question de l'état complet du bilan est en rapport étroit avec celle de l'évaluation. »⁶

« La vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — est un idéal inaccessible étant donné que chaque évaluation contient une grande part de subjectivité et que la vraie valeur n'est jamais trouvée avec sécurité. »⁷

« L'on peut définir le principe de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — selon la réalisation de l'un ou de l'autre des buts du bilan. Nous distinguons clairement

¹ A. SCHNEIDER/H. FICK « Commentaire du Code fédéral des obligations du 30 mars 1911 » — 1916, p. 182.

² Heinrich UNGER *op. cit.* 1917, p. 25 et 26.

³ E. SCHMALENBACH « Über das allgemeine Bilanzrecht » dans *Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung* XI. Jahrgang 1916/1917, p. 10 et 11.

⁴ C. HOUPIN et H. BOSVIEUX « Traité général, théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations » — 1919 T. II, p. 428 et 429.

⁵ Richard PASSOW « Die Bilanzen der privaten und öffentlichen Unternehmungen — Allgemeiner Teil » — Bd I 1921, p. 75. L'auteur adopte la distinction déjà formulée par Neukamp en 1899 et Rehm en 1903.

⁶ Richard PASSOW *op. cit.* p. 274 ss.

Dans le même sens:

— Ernst WEIDMANN « Die allgemeine kaufmännische Bilanz nach dem schweiz. O.R. unter besonderer Berücksichtigung des Revisionsentwurfes vom Dezember 1919 » — dissertation 1923, p. 17.

— Eugen SCHIGUT « E. Die Bilanz » dans *Buchhaltungskunde für Juristen* — 1927, p. 146.

⁷ Karl WIELAND « Handelsrecht. Das kaufmännische Unternehmen und die Handelsgesellschaften » — Bd I 1921, p. 327.

entre la vérité du bilan recherchant l'état de fortune — ou « Vermögensermittlungsbilanzwahrheit » — et celle du bilan d'exploitation — ou « Betriebsbilanzwahrheit » — ¹.

« A la différence de la clarté du bilan, qui interdit des dénominations ambiguës — ou « undeutliche Benennungen » — la vérité du bilan interdit des inscriptions inexactes — ou « unrichtige Bezeichnungen » — ².

« La vérité absolue du bilan — ou « absolute Wahrheit » — exige que les postes soient inscrits à leur valeur réelle; alors que la vérité relative du bilan — ou « relative Bilanzwahrheit » — exige seulement la présentation conforme et fidèle à la loi ». ³

« Si le premier élément de l'inventaire consiste dans l'énumération de toutes les valeurs actives et de toutes les valeurs passives, le deuxième élément essentiel de cet inventaire consiste dans l'évaluation de ces mêmes valeurs.

L'évaluation doit avoir les mêmes qualités que l'énumération; elle doit surtout être sincère, en ce sens qu'elle doit correspondre à la valeur exacte de ce que la société peut espérer raisonnablement recueillir de chaque élément actif et à la somme exacte de ce que la société aura à déboursier du fait d'un élément créateur. » ⁴

« Pour l'évaluation des articles dans le bilan, ce n'est pas purement et simplement le principe de la vérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — qui doit servir de règle, mais bien en premier lieu le principe de prudence — ou « Bilanzvorsicht » —. Si la contradiction doit être supprimée entre la vérité du bilan et les réserves latentes, ce n'est pas en interdisant celles-ci, mais par une renonciation à l'injonction de la vérité absolue du bilan qui est seulement d'une façon générale un slogan dont l'application est très limitée. » ⁵

« Il n'est pas exact de considérer le bilan d'une entreprise comme reflétant sa situation véritable; poursuivre un tel but serait courir après une chimère. D'ailleurs les législations qui réglementent les bilans ont toujours admis que le bilan ne représente pas la situation réelle du patrimoine social (évaluation au prix de revient par exemple). En réalité, le bilan ne constitue qu'une méthode de comptabilité destinée à faire apparaître le résultat des affaires de l'entreprise au cours d'un exercice donné. » ⁶

* * *

¹ Ernst WEIDMANN *op. cit.* 1923, p. 24.

Dans le même sens:

— Eugen SCHIGUT *op. cit.* 1927, p. 146.

— Hans-Hermann WALB « Bilanzwahrheit und stille Reserven. Ein Beitrag zu dem Problem der Bilanz-Wahrheit und -Klarheit unter besonderer Berücksichtigung der stillen Reserven, des Geschäftsberichts und des Bilanzstrafrechts » — Inaugural-Dissertation 1935, p. 34 et 35.

² Ernst WEIDMANN *op. cit.* 1923, p. 15.

³ Ernst WEIDMANN *op. cit.* 1923, p. 23.

⁴ Copper ROYER « Traité théorique et pratique des sociétés anonymes suivi des formules annotées concernant tous les actes de la vie sociale » — 1926 T. II, p. 145.

⁵ Max STAEHELIN « Die stille Reserven bei der schweizerischen Aktiengesellschaft » dans Die Schweizerische Aktiengesellschaft (SAG) 1929, n° 5, p. 62.

⁶ Joseph HAMEL « La réglementation du bilan dans les sociétés par actions — étude de droit français et de droit comparé » — 1932, p. 48.

L'ensemble de ces concepts contient toute la base doctrinale du principe de la sincérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » —. A part quelques idées originales, la quasi-totalité des définitions de 1936 à nos jours ne font que reprendre ces concepts sous une forme ou sous une autre.

* * *

C. LES AVANT-PROJETS DE 1915 ET 1917

SOMMAIRE

	Pages
Avant-projet de juin 1915	129
Avant-projet de juin 1917	131
Arrêté du Conseil fédéral modifiant et complétant les dispositions du Code suisse des obligations du 30 mars 1911 relatives aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés coopératives du 8 juillet 1919	134
Arrêté du Conseil fédéral concernant les conséquences des dépréciations de change pour les sociétés anonymes et les sociétés coopératives du 26 décembre 1919	135

Alors que le professeur Eugen Huber est déjà chargé depuis 1911 de préparer la revision du droit commercial contenu dans la troisième partie du CO du 30 mars 1911¹, le conseiller national Affolter, appuyé par seize collègues, invite le Conseil fédéral, par motion du 18 juin 1913, à présenter un rapport sur la revision éventuelle du Code des obligations concernant les « sociétés par actions » afin d'étendre la responsabilité des administrateurs et des vérificateurs.

* * *

En juin 1915, le professeur Huber dépose un avant-projet portant seulement sur la revision des dispositions relatives aux sociétés commerciales². Cet avant-projet, dont il n'existe aucune traduction française, est soumis à l'examen d'une Petite Commission d'experts nommée par le Département fédéral de Justice et Police; elle délibère à Villeneuve du 18 septembre au 3 octobre 1916³. Il ne s'agit pas, selon son auteur, d'un projet définitif, mais d'une simple proposition de revision; la base est conservée; il y a adjonction de compléments et de nouveautés⁴. Pour être en harmonie avec le Code civil et la partie révisée du Code des obligations, chaque article est complété par une note marginale.

Les prescriptions sur le bilan figurent dans les dispositions communes aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés

¹ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui du projet de loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code des obligations (du 21 février 1928) – FF 1928/I, p. 234

² « Schweizerisches Obligationenrecht. Dritte Abteilung. Die wirtschaftlichen Personenverbindungen. Entwurf betreffend Revision der Titel XXIV bis XXVII des Obligationenrechts. Juni 1915. »

³ Voir à ce sujet le procès-verbal intitulé « Beratungen des Entwurfes betreffend Revision der Titel XXIV bis XXVII des Obligationenrechtes durch die Kleine Expertenkommission ».

⁴ Procès-verbal de la Petite Commission d'experts *op. cit.* 1916, p. 2.

coopératives¹. Les principes à observer pour l'établissement du bilan — ou « Bilanzgrundsätze » — sont répartis dans deux articles²:

Le premier reproduit la prescription générale de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881 mais précise l'obligation d'établir un bilan annuel, même pour les sociétés qui ne sont pas astreintes à le publier. La formule prescrivant la clarté du bilan n'est pas modifiée sauf sur un point: ce ne sont plus seulement les actionnaires ou les associés qui doivent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société, mais les intéressés (ceux désirant devenir actionnaires ou associés, par exemple)³. Le principe général de clarté est, en outre, complété au deuxième alinéa du même article, par une prescription d'exécution: le bilan doit indiquer, aussi exactement que possible, le rapport qui existe entre les fonds propres et les engagements de la société, entre les engagements à court terme et les moyens dont la société dispose pour les tenir d'une manière durable⁴.

Le second article intitulé « Einzelne Posten » contient les prescriptions spéciales qui, dans l'ensemble, sont identiques à celles énumérées dans le second alinéa de l'art. 656 du CO de 1881. Une prescription y est ajoutée quant aux engagements éventuels, tels que les cautionnements, qui doivent apparaître au bilan.

Les questions relatives au bilan occupent et préoccupent la Petite Commission d'experts⁵. Sur la base d'un memorandum du professeur Weyermann de Berne, elle examine la question de savoir si la loi doit faire une distinction entre le bilan qui fait apparaître la fortune — ou « Vermögensbilanz » — et celui qui recherche le résultat — ou « Erfolgsbilanz » —. Elle constate que les règles spéciales de l'art. 663 de l'avant-projet ont pour seul objectif la seconde de ces deux intentions et qu'une disposition devrait être ajoutée dans la loi quant à la première.

Les experts admettent le principe des réserves latentes, mais reconnaissent qu'il en résulte une brèche dans la vérité du bilan — ou « ein Einbruch in die Bilanzwahrheit » —, et une contradiction entre la vérité et la clarté — ou « ein Widerspruch zur Wahrheit und Klarheit » —. Ils estiment que ces réserves

¹ Art. 660 à 663 de l'avant-projet de 1915.

² Art. 662 et 663 de l'avant-projet de 1915.

³ Art. 662 al. 1 de l'avant-projet de 1915: « III. Bilanzgrundsätze. 1. Im allgemeinen. — Die wirtschaftlichen Körperschaften haben auch wenn sie zur Veröffentlichung der Bilanz nicht verpflichtet sind, jährliche Bilanz zu ziehen und diese so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Körperschaft erhalten... »

⁴ Cette disposition deviendra l'art. 663 al. 1 du CO actuel déclarant que le bilan annuel doit indiquer le rapport entre l'actif et les engagements de la société.

Voir à ce sujet: Karl KÄFER « Art. 663 Abs. 1 OR — Eine missachtete aktienrechtliche Bilanzgliederungsvorschrift » — Schweizerische Aktiengesellschaft SAG n° 2, 1974.

⁵ Comme le rappelle le professeur Huber au début de la session de la seconde Commission d'experts — Voir procès-verbal des 9-27 septembre 1917, p. 3.

doivent être communiquées au Conseil d'administration et qu'une limite doit être fixée à leur constitution afin d'éviter les abus ¹.

L'avant-projet reprend enfin, sans changement, la prescription qui dicte: les statuts de la société anonyme doivent contenir les principes selon lesquels le bilan est dressé, le bénéfice calculé et payé ².

* * *

Les délibérations de la Petite Commission d'experts sont suivies d'un second avant-projet (juin 1917), qu'élabore le professeur Eugen Huber. Ce second projet englobe, à l'exception du droit de change, tout le droit commercial non révisé, c'est-à-dire les sociétés commerciales, les papiers-valeurs, la communauté des créanciers dans les emprunts par obligations, le registre du commerce, les raisons de commerce et les livres de comptabilité ³. Cet avant-projet, qui n'est pas non plus traduit en français, est à nouveau discuté par une seconde Commission d'experts élargie qui siège à Axenstein du 9 au 27 septembre 1917 ⁴.

Sur le plan du droit de la comptabilité, l'avant-projet de 1917 est certainement l'étape la plus importante dans la revision du Code des obligations de 1881 par les solutions nouvelles qu'il préconise. Les prescriptions sur le bilan se trouvent pour la première fois réparties, d'une part, dans les dispositions communes relatives aux sociétés commerciales avec personnalité juridique ⁵, d'autre part, dans le titre trente et unième traitant des livres de comptabilité ⁶.

Pour les sociétés commerciales avec personnalité, l'art. 650 prévoit l'obligation légale générale de dresser le bilan — ou « Bilanzpflicht » — selon la note marginale. Il s'agit du bilan d'entrée, au moment où la société commence son activité, et du bilan d'exploitation qui doit présenter la situation financière de l'entreprise « au point de vue des résultats de l'exercice écoulé depuis le dernier bilan » ⁷ conformément aux principes généralement admis dans le commerce — ou « nach den allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätze » — ⁸ et

¹ Procès-verbal de la Petite Commission d'experts *op. cit.* 1916, p. 51 et 52.

² Art. 684 ch. 8 de l'avant-projet de 1915.

³ « Schweizerisches Obligationenrecht. Entwurf eines Bundesgesetzes betreffend Revision der Titel XXIV bis XXXIII des Obligationenrechts. Dritte Abteilung. Die Handelsgesellschaften. Juni 1917. »

⁴ Voir à ce sujet le procès-verbal intitulé « Protokoll der zweiten Expertenkommission für die Revision der Titel XXIV ff des Obligationenrechts ».

⁵ Titre vingt-cinquième – Art. 650 à 667 de l'avant-projet de 1917.

⁶ Art. 966 à 971 de l'avant-projet de 1917.

⁷ Contrairement à l'avant-projet de 1915, celui de 1917 laisse aux sociétés la liberté du choix de la périodicité de l'exercice commercial sauf pour celles dont le capital est supérieur à un million de francs ou qui ont émis des obligations au porteur qui sont tenues de dresser un bilan au moins une fois par année.

⁸ C'est la première fois que le législateur suisse fait allusion à ces principes pour l'établissement du bilan d'exploitation, suivant par là l'exemple du législateur allemand (art. 38 al. 1 HGB) – Voir page 107 ci-dessus.

aux prescriptions spéciales prévues par la loi. Invité à participer aux délibérations de la Commission, le professeur Weyermann regrette que l'on ne fasse pas une nette distinction entre, d'une part, le bilan d'exploitation qui doit servir essentiellement à la recherche des résultats — ou « Erfolgsermittlungsbilanz » — et dans lequel les biens sont portés aux valeurs maximales fixées par la loi et, d'autre part, le bilan de situation de fortune basé sur l'idée de réalisation — ou « Vermögensbilanz » — tels que les bilans de liquidation, de séparation ou d'exclusion d'un associé où les biens sont portés à leur valeur vénale ¹.

La prescription générale relative aux principes à observer pour établir le bilan fait toujours partie du droit des sociétés commerciales avec personnalité ². La formule s'enrichit d'un nouvel élément qui n'a pas de rapport direct avec la présentation du bilan, à savoir: celui-ci doit être complet — ou « vollständig » —. L'on est frappé de constater que la première apparition de cette qualité fondamentale n'est le fruit d'aucune proposition des experts et ne donne lieu à aucune observation ou question de leur part, notamment quant à savoir ce qu'il faut entendre par un bilan complet. Une explication doit probablement être recherchée dans l'influence indirecte de la doctrine allemande qui, depuis plusieurs années déjà, fait entrer l'exigence de l'état complet du bilan — ou « Bilanzvollständigkeit » — dans la conception du principe de la vérité du bilan ³.

L'exigence des deux principes comptables généraux — la clarté et l'état complet du bilan — se rapporte à l'établissement des bilans d'exploitation périodiques, ce qui laisse poindre l'intention du législateur de s'intéresser également à la clarté et à la précision des résultats. La seule modification proposée par la Commission d'experts au sujet du premier alinéa de l'art. 651 de l'avant-projet est de remplacer l'expression « wirkliche Vermögenslage » (vraie situation de fortune) par « wirtschaftliche Lage » (situation économique) de manière à éviter le malentendu d'une estimation orientée vers la valeur réelle et à introduire l'indulgence nécessaire au sujet des réserves latentes ⁴.

Le troisième alinéa du même article sur les principes applicables en général autorise pour la première fois, expressément, l'administration à constituer des réserves latentes et à porter au bilan des postes de l'actif pour une valeur

¹ Voir à ce sujet:

— l'exposé détaillé du professeur WEYERMANN devant la Commission d'experts — Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 149 et 150.

— Moritz Rudolf WEYERMANN « Bilanzrecht und Bilanzzweck mit besonderer Berücksichtigung des Schweizerischen Obligationenrechts » — Festgabe Eugen Huber zum siebenzigsten Geburtstag dargebracht von der Juristischen Fakultät der Universität Bern — 13 juillet 1919, p. 107 à 156.

² Art. 651 al. 1 de l'avant-projet de 1917: « II. Bilanzgrundsätze. 1. Im allgemeinen — Die periodische Betriebsbilanz ist so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten... »

³ Neukamp en 1899 — Rehm en 1903 — Berliner en 1911.

⁴ Intervention Weyermann — Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 151.

inférieure à la valeur au jour du bilan pour autant que cela assure la sécurité de l'entreprise et la répartition d'un dividende aussi constant que possible¹. L'un des experts demande le maintien de cette proposition pour éviter surtout que l'actionnaire ait une prétention au paiement de tout le dividende et pour écarter des fluctuations de cours des actions, raison pour laquelle, dit-il, « il n'est pas souhaitable que le capital ait un dividende variable »².

Quant aux prescriptions particulières relatives aux divers postes du bilan, leur classification continue à se modifier, en ce sens qu'elles font chacune l'objet d'un article distinct³. Ces prescriptions restent pratiquement inchangées quant aux règles de base sur les évaluations, cela sous réserve d'une règle complémentaire concernant l'estimation des papiers-valeurs et des créances exprimée en monnaie étrangère, pour lesquels la dépréciation de change est prise en considération⁴.

Enfin, le contenu des statuts de la société anonyme ne comprend plus la mention obligatoire des principes sur lesquels le bilan doit être dressé. Cette disposition devient, dans l'avant-projet, une mention facultative des statuts destinés à compléter les prescriptions relatives à l'établissement du bilan⁵.

Les prescriptions concernant le bilan, insérées dans le titre sur les livres de comptabilité⁶ valables pour tous les commerçants, sont le pendant de celles prévues pour les sociétés commerciales avec personnalité⁷:

<i>Fünfundzwanzigster Titel</i>	<i>Einunddreissigster Titel</i>
<i>Die Handelsgesellschaften mit</i>	<i>Die Geschäftsbücher</i>
<i>Persönlichkeit</i>	
<i>E. BILANZVORSCHRIFTEN</i>	<i>B. BILANZVORSCHRIFTEN</i>
<i>I. Bilanzpflicht und Bilanz-</i>	<i>I. Bilanzpflicht Art. 967</i>
<i>termine Art. 650</i>	
<i>II. Bilanzgrundsätze Art. 651ff</i>	<i>II. Bilanzgrundsätze Art. 968</i>

¹ Art. 651 al. 3 de l'avant-projet de 1917: « II. Bilanzgrundsätze. 1. Im allgemeinen. — ... Eine Bilanzierung zu Ansätzen, die hinter dem augenblicklichen Wert der Aktiven am Bilanztage zurückbleiben, sowie die Anlage anderer stiller Reserven durch die Verwaltung sind zulässig, soweit die Rücksicht auf die Sicherstellung des Unternehmens und auf die Verteilung einer möglichst gleichmässigen Dividende es als angezeigt erscheinen lassen. »

Ce texte correspond pratiquement à celui de l'art. 663 al. 2 en langue allemande du Code actuel intitulé dans la note marginale « Stille Reserven ».

² Intervention de l'expert Frey, président du Conseil d'administration du Crédit Suisse – Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 151 et 152.

³ Art. 652 à 663 de l'avant-projet de 1917.

⁴ Proposition motivée par la crise monétaire qui suivit la guerre mondiale.

⁵ Art. 695 ch. 14 de l'avant-projet de 1917.

⁶ Sur proposition d'un expert le titre « die Geschäftsbücher » (les livres de comptabilité) est remplacé par le titre « die kaufmännische Buchführung » (la comptabilité commerciale) – Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 141.

⁷ Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 141.

Comme le reconnaît l'auteur de l'avant-projet, les dispositions de l'art. 967 sur l'obligation de dresser un bilan — ou « Bilanzpflicht » — et celles de l'art. 968 sur les principes à observer — ou « Bilanzgrundsätze » — s'appuient presque entièrement sur le texte des art. 39 et 40 du Code de commerce allemand de 1897 — ou « HGB » —¹. Par contre, aucune prescription générale correspondant aux principes de la clarté et de l'état complet du bilan n'est proposée.

Les délibérations de la Commission d'experts portent, d'une part, sur la question de savoir si la fortune privée du commerçant individuel doit être incluse dans son bilan; d'autre part, sur la notion de la valeur à la date du bilan, si vivement discutée dans la doctrine allemande. Sur la première question, après avoir constaté la tendance dans le monde des affaires de rendre indépendant le commerçant individuel de sa fortune privée, la Commission décide de limiter, dans le bilan, l'indication de la fortune à celle investie dans l'entreprise². Quant à la seconde question, les experts sont tous d'avis que la valeur déterminante est la valeur objective pour l'entreprise — ou « Geschäftswert » — et que cette valeur doit être la limite maximale au-delà de laquelle les actifs ne peuvent être estimés³. Ce point de vue confirme celui déjà exprimé par la jurisprudence et la doctrine au sujet de l'interprétation de l'art. 656 du CO de 1881, à savoir que la valeur d'un actif, au sujet duquel une règle d'estimation spéciale n'est pas prévue, est celle qu'il représente comme élément de fortune de l'entreprise — ou « als Bestandteil des Gesellschaftsgeschäftes » —⁴ ou bien la valeur objective pour l'entreprise, dans l'idée de sa continuation et non dans l'hypothèse d'une liquidation forcée immédiate⁵.

* * *

Quelques mois après la fin de la première guerre mondiale, le Conseil fédéral, en vertu de ses pleins pouvoirs, décide, sans attendre la fin des travaux de revision des titres 24 à 33 CO, de modifier et de compléter les dispositions du CO du 30 mars 1911⁶ relatives aux sociétés commerciales avec personnalité jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi portant sur les parties non revisées du CO⁷. En vertu de l'art. IX de l'arrêté du Conseil fédéral, il est ajouté, à l'art. 656 CO sur le bilan, que les sociétés anonymes dont le capital social est

¹ Voir pages 107 ss ci-dessus.

² Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 142 à 144.

³ Procès-verbal *op. cit.* 1917, p. 145 et 146.

⁴ ATF 27 II 239-240 dans la cause Schweitzer c/Hypothekbank Zürich du 22 juin 1901.

⁵ Arthur CURTI « Die kaufmännische Buchführung » — Schweizerisches Handelsrecht 2. Aufl. 1909, p. 209.

⁶ Restées inchangées depuis le CO de 1881.

⁷ Arrêté du Conseil fédéral modifiant et complétant les dispositions du Code suisse des obligations du 30 mars 1911 relatives aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés coopératives du 8 juillet 1919 (dénommé parfois Nouvelle de 1919) — RO 1919, p. 533 ss (cet arrêté reste en vigueur jusqu'au 30 juin 1937).

d'un million de francs au moins ou qui ont en cours des obligations au porteur ¹, sont tenues de publier, six mois au plus tard dès la date du bilan, dans la Feuille officielle suisse du commerce, leur bilan et leur compte de pertes et profits tels qu'ils ont été approuvés par les actionnaires.

* * *

La même année, en pleine crise monétaire internationale et sur proposition de l'Association suisse des banquiers, le Conseil fédéral décide, en tant que législateur extraordinaire, de prendre certaines mesures en vue de protéger les sociétés anonymes et coopératives contre les conséquences de la dépréciation de change ². Il autorise notamment ces sociétés à faire figurer dans leur bilan les immeubles et installations situés à l'étranger pour le montant en francs suisses « qu'elles ont employé à leur acquisition ³ et à porter à l'actif de leur bilan, sous forme de valeurs fictives, les pertes de change provenant de l'évaluation des créances ou participations en monnaie étrangère au montant résultant de la conversion du change étranger en francs suisses au cours moyen du mois qui précède la date du bilan », ces valeurs fictives devant être amorties selon les dispositions spéciales de l'arrêté ⁴.

Dans son rapport à l'Assemblée fédérale du 16 mars 1920 ⁵, le Conseil fédéral situe comme suit ces mesures exceptionnelles dans le cadre des dispositions de l'art. 656 CO sur le bilan :

- « La dépréciation de change, qui résulte de celle de la monnaie, constitue une perte et doit donc figurer comme telle au bilan en vertu des règles sur lesquelles repose l'établissement de tout bilan véridique — ou « nach dem Grundsatz der Bilanzwahrheit » — (art. 656, al. 1 CO). ⁶ »
- « La possibilité de faire figurer dans le bilan des immeubles ou installations à l'étranger pour la somme en francs suisses qu'en a coûté l'acquisition ne déroge nullement au principe qui exige un bilan véridique — ou « zur Maxime der Bilanzwahrheit » — ⁷. »

¹ Les mêmes sociétés auxquelles l'avant-projet de 1917 impose l'établissement d'un bilan au moins une fois par année.

² Arrêté du Conseil fédéral concernant les conséquences des dépréciations de change pour les sociétés anonymes et les sociétés coopératives du 26 décembre 1919 – RO 1916/1917/1918/1919, p. 1051 ss.

³ C'est-à-dire à leur « coût historique ».

⁴ Ce sont, exprimées sous une autre forme, les dispositions de l'art. 659 de l'avant-projet de 1917 sur l'évaluation des valeurs en monnaie étrangère.

⁵ Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur l'arrêté du Conseil fédéral du 26 décembre 1919 concernant les conséquences des dépréciations de change pour les sociétés anonymes et les sociétés coopératives du 16 mars 1920 – RO 1920 I, p. 549 ss.

⁶ Rapport *op. cit.*, p. 549.

⁷ Rapport *op. cit.*, p. 557.

- « L'évaluation des créances en monnaies étrangères admise par l'arrêté n'est pas conforme au principe de la véridicité des bilans — ou « dem Grundsatz der Bilanzwahrheit » — non plus qu'aux normes fixées par le Code des obligations pour leur établissement ¹. »
- « Le but du bilan d'exploitation ou de liquidation est de rendre un compte exact de la vraie situation de fortune de la société ². »
- « L'inscription d'une somme fixe fictive à l'actif d'un bilan ne peut être autorisée par le législateur que s'il pourvoit en même temps à ce que ce corps étranger introduit dans le bilan soit réduit peu à peu par l'exploitation de l'entreprise pour être finalement éliminé en totalité du bilan qui est ainsi rectifié ³. »
- « Le législateur procède d'une manière analogue en autorisant la société à porter à l'actif du bilan les frais d'organisation (art. 656, al. 2 ch. 1 CO) ou la différence entre le prix d'émission et le taux de remboursement lors de l'émission d'obligations (art. 656, al. 2 ch. 7 CO). Ces dispositions constituent des dérogations parfaitement justifiées aux principes d'un bilan véridique — ou « vom Prinzip der Bilanzwahrheit » — ⁴. »

Cette doctrine comptable officielle n'est pas sans intérêt pour rechercher la volonté du législateur au moment où se développe, dans la revision de la loi, la notion de sincérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — ⁵ employée pour la première fois en Suisse dans l'exposé des motifs d'un texte légal.

* * *

¹ Rapport *op. cit.*, p. 558.

² Rapport *op. cit.*, p. 548 seconde note.

³ Rapport *op. cit.*, p. 560.

⁴ Rapport *op. cit.*, p. 560 note.

⁵ Le slogan « Bilanzwahrheit » est lancé en 1886 par Herman-Veit Simon dans les conclusions de son ouvrage célèbre sur le bilan des sociétés anonymes; il est ensuite constamment repris dans la doctrine de langue allemande.

D. LES PROJETS HUBER (I) ET HOFFMANN (II)
LES TRAVAUX DE LA GRANDE COMMISSION D'EXPERTS

SOMMAIRE

	Pages
Projet Huber (I)	139
Rapport de l'Association suisse des experts-comptables du 1 ^{er} juillet 1921. .	141
Rapport du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie du 15 novembre 1921	142
Séance de l'Association des juristes bernois du 6 février 1922	142
Rapport de l'Association suisse des banquiers du 27 février 1922	143
Projet Hoffmann (II)	143
Les travaux de la Grande Commission d'experts	146
Les commentaires de la doctrine	148

S'appuyant sur les critiques et propositions de la Commission d'Axenstein, le professeur Huber remet au Département fédéral de Justice et Police, en décembre 1919, un premier projet qu'il accompagne d'un rapport détaillé ou exposé des motifs présenté en mars 1920¹. Pour le droit du bilan, le projet I est la reproduction intégrale de l'avant-projet de 1917 modifié selon les décisions de la Commission d'experts et de surcroît traduit en français. La numérotation des articles est changée. Son auteur confirme que le projet pose des principes nouveaux basés sur les propositions réitérées des milieux commerciaux ainsi que sur les récentes études scientifiques relatives à l'établissement du bilan, en particulier les recherches du professeur Weyermann².

A propos des engagements éventuels qui ne sont pas révélés par le bilan, dont le projet I cite un plus grand nombre d'exemples³, le rapport aborde la question de l'état complet du bilan exigé pour les sociétés commerciales avec personnalité⁴. L'on admet actuellement, est-il écrit, en matière de comptabilité commerciale, qu'une opération ne soit comptabilisée qu'au moment de son exécution. En conséquence, si le bilan ne peut pas prétendre donner une image complète de l'état des affaires, il doit au moins ne passer sous silence aucun engagement, d'où l'importance de faire figurer les pertes futures éventuelles dans une annexe au bilan.

Modification proposée par la Commission d'experts, l'expression « vraie situation de fortune » — ou « wirkliche Vermögenslage » — sur laquelle doit déboucher un bilan complet, clair et facile à consulter, est remplacée par l'expression « situation financière » — ou « wirtschaftliche Lage » —⁵.

¹ Annexe au projet de décembre 1919 – Rapport sur la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obligations présenté au Département fédéral de Justice et Police en mars 1920.

² Rapport *op. cit.*, p. 54.

³ Art. 661 du projet I.

⁴ Rapport *op. cit.*, p. 70 et 71.

⁵ Plus exactement « situation économique » selon l'expression allemande.

Une nouvelle règle d'évaluation est prescrite par le projet I pour les choses qui n'ont pas de cours ¹: ce cours est remplacé par le prix auquel on pourrait les acheter au jour du bilan.

Le rapport fait ensuite allusion au principe de la sincérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — quant à l'estimation des valeurs exprimées en monnaie étrangère; il remarque que son application exigerait, si la loi ne prévoyait aucune disposition, que l'on tînt compte du change au cours du jour, même pour les engagements à long terme ².

En réservant un article aux bilans de liquidation ³, dans lesquels tous les biens doivent figurer pour leur valeur vénale, le projet I va au-devant des recommandations du professeur Weyermann sur les distinctions à établir « entre les bilans suivant les différents buts auxquels ils sont destinés ou les différentes conditions qu'ils ont à remplir ». Comme l'explique le rapport ⁴, « le bilan doit être une constatation de l'état de fortune de la société, mais son but n'est pas toujours l'évaluation de cette fortune; il est dans bien des cas de faire ressortir les résultats de l'entreprise pendant la durée d'un exercice, l'évaluation de la fortune n'étant alors que le moyen pour atteindre ce but ».

Dans le cadre des prescriptions sur la comptabilité commerciale ⁵, l'obligation de tenir une comptabilité est imposée à nouveau à toute personne astreinte à se faire inscrire au registre du commerce ⁶. Le rapport confirme le point de vue exprimé par la Commission d'experts, à savoir que, pour le commerçant individuel, le bilan obligatoire ne doit porter que sur son avoir commercial ⁷, raison pour laquelle le texte allemand de l'art. 943 du projet I ajoute que le commerçant doit dresser l'état exact de la fortune et des engagements de son commerce — ou « seiner Firma » —.

Enfin, le projet I précise la notion de valeur au jour du bilan ⁸, conformément au point de vue de la jurisprudence, de la doctrine et des experts, en déclarant que cette valeur ne peut être supérieure à celle que les postes de l'actif représentent réellement ⁹ pour l'entreprise à cette date. Le rapport constate que cette valeur est déterminée, dans la pratique commerciale, selon les règles édictées

¹ Art. 655 al. 2 du projet I.

² Rapport *op. cit.*, p. 66. Le rapport se réfère largement à l'arrêté du Conseil fédéral du 26 décembre 1919.

³ Art. 663 du projet I.

⁴ Rapport *op. cit.*, p. 54.

⁵ Intitulé ayant remplacé selon les recommandations de la Commission celui de « les livres de comptabilité » (art. 942 à 947 du titre XXXI).

⁶ Art. 942 du projet I. Solution identique à celle du CO de 1881 qui est adoptée dans les projets ultérieurs et le texte définitif de la revision.

⁷ Rapport *op. cit.*, p. 223 et 224.

⁸ Art. 944 du projet I.

⁹ Le terme « réellement » n'existe pas dans le texte allemand.

pour les sociétés commerciales ayant la personnalité juridique, en s'inspirant du principe selon lequel une valeur non encore réalisée ne peut être portée au bilan ¹.

* * *

Le projet I et l'exposé des motifs font l'objet d'une large publicité, de manière à permettre aux milieux intéressés de faire part de leurs critiques ou de formuler de nouvelles propositions ²:

L'Association suisse des experts-comptables — ou « Verband schweizerischer Bücher-Revisoren » —, dans un rapport du 1^{er} juillet 1921 remis au Département fédéral de Justice et Police, fait plusieurs observations sur le droit du bilan tel qu'il est conçu dans le projet I ³.

Elle remarque qu'un grand nombre des prescriptions prévues pour dresser le bilan des sociétés commerciales avec personnalité sont suivies, dans la pratique, par des commerçants individuels. Elle propose, pour cette raison, que le droit du bilan et la comptabilité commerciale soient réunis dans le même titre, de manière à n'avoir qu'un seul droit du bilan et de la comptabilité. A son avis, la dispersion dans deux parties du code créerait, dans la pratique, une insécurité du droit ⁴. Le bilan annuel, en tant que bilan d'exploitation estimatif — ou « Betriebswertbilanz » — a en outre la même signification pour les commerçants individuels que pour les sociétés commerciales avec personnalité ⁵. La loi doit situer l'inventaire à sa place exacte, étant donné que chaque bilan — du moins celui qui peut prétendre à une telle désignation — doit être établi sur la base d'un inventaire; « or, ce dernier est traité de façon misérable dans le projet » ⁶.

Au sujet de la question litigieuse de savoir si la fortune privée du commerçant individuel doit figurer dans le bilan commercial, l'Association suisse des experts-comptables se distance du monde des affaires en déclarant que le principe de la clarté et de la vérité du bilan — ou « Bilanz-Klarheit und -Wahrheit » — exige que le commerçant présente dans ce dernier l'ensemble de ses dettes et de ses engagements, autrement dit, sa situation de fortune entière et non seulement celle de l'entreprise ⁶. Le principe de la clarté et de la vérité du bilan doit être un principe général: il est aussi valable pour les sociétés commerciales sans personnalité que pour les commerçants individuels ⁷. L'Association suisse des experts-comptables est d'avis de renforcer, dans la loi, les notions de

¹ Rapport *op. cit.*, p. 224 et 225.

² Message du Conseil fédéral du 21 février 1928 – FF 1928/I, p. 235

³ « Verband Schweizerischer Bücher-Revisoren an das Eidgenössische Justiz-Departement Bern – Zürich, den 1. Juli 1921. »

⁴ Rapport de l'Association suisse des experts-comptables du 1^{er} juillet 1921, p. 1.

⁵ Rapport *op. cit.* du 1^{er} juillet 1921, p. 2.

⁶ Rapport *op. cit.* du 1^{er} juillet 1921, p. 3.

⁷ Rapport *op. cit.* du 1^{er} juillet 1921, p. 4.

clarté et de vérité du bilan, car, prétend-elle, elles ne doivent pas dépendre de la compréhension — ou « Einsichtigkeit » — des intéressés; le bilan doit être objectivement clair et vrai — ou « klar und wahr » —. Elle propose en conséquence une nouvelle rédaction de la prescription générale de l'art. 652 al. 1 du projet I en supprimant l'expression « autant que possible » — ou « möglichst » — ¹. Enfin, cette Association demande, au sujet des réserves latentes, que la loi ne fasse pas allusion à des réserves considérées dans la pratique comme des postes fictifs; les termes « autres réserves cachées » du projet (art. 652 al. 3) peuvent conduire, en les interprétant, à des créanciers fictifs ou autres passifs fictifs, c'est-à-dire à un faux bilan.

Centralisant les observations de ses membres, le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie transmet, le 15 novembre 1921, au Département fédéral de Justice et Police, un rapport dans lequel plusieurs propositions sont formulées au sujet du droit de la comptabilité:

La Chambre de commerce zurichoise demande que l'obligation de dresser un bilan — ou « Bilanzpflicht » — soit exigée au moins chaque année pour tous les commerçants ².

L'Association des instituts de crédit zurichois et l'Association pour le commerce et l'industrie du canton de Berne proposent que les dispositions de l'art. 944 du projet I soient mises en complète harmonie avec celles concernant le bilan des sociétés commerciales avec personnalité, notamment par un renvoi à ces dispositions qui seraient applicables par analogie ³.

Ces deux Associations prennent le contre-pied de l'Association suisse des experts-comptables sur la question de savoir si le commerçant individuel doit être obligé d'indiquer également sa fortune privée dans le bilan de l'entreprise. A leur avis, si tel devait être le cas, il faudrait également porter en compte dans le bilan commercial les gains et les pertes de la fortune privée; elles rappellent que le monde des affaires a toujours protesté contre cette conception en faisant valoir que l'introduction d'une telle obligation rendrait opaque — ou « trüb » — la situation commerciale; elles approuvent par conséquent la solution adoptée par le projet I qui ne parle que de la situation de fortune de la maison — ou « Firma » — et non de celle de son propriétaire ⁴.

Lors d'une de ses réunions, à laquelle participe le professeur Weyermann, l'Association des juristes bernois se préoccupe aussi du droit de la comptabilité ⁵. Le rapporteur soumet la question générale de savoir s'il est recommandable de mentionner, dans les dispositions relatives à la comptabilité commer-

¹ « Die Jahresbilanz ist so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass sie einen sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des oder der Bilanzpflichtigen gewährt. »
Rapport *op. cit.* du 1^{er} juillet 1921, p. 4 et 8.

² Rapport Vorort du 15 novembre 1921, p. 280.

³ Rapport Vorort *op. cit.* 1921, p. 281.

⁴ Rapport Vorort *op. cit.* 1921, p. 287.

⁵ « Protokoll über den IV. Diskussionsabend des bernischen Juristenvereins. Montag den 6. Februar 1922, abends 8¼ Uhr, im Bürgersaal des Bürgerhauses in Bern. »

ciale, des prescriptions sur le bilan valables pour les sociétés anonymes et coopératives ou s'il faut, au contraire, prévoir pour ces sociétés des dispositions spéciales comme le préconise le projet I. Etant donné que la distinction entre le bilan d'exploitation et le bilan de liquidation est valable pour chaque entreprise, le rapporteur estime que le législateur devrait fixer les mêmes règles d'évaluation pour toutes les entreprises astreintes à l'inscription au registre du commerce et que les prescriptions relatives aux sociétés commerciales avec personnalité (art. 654 ss du projet I) devraient avoir leur place dans le titre relatif à la comptabilité commerciale. Il regrette, en outre, que l'on ait modifié l'expression « vraie situation de fortune » — ou « wirkliche Vermögenslage » — de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881, car la clarté et la vérité sont des conditions fondamentales pour un bilan¹. Intervenant dans la discussion relative à la classification du bilan en fonction de son but, le professeur Weyermann remarque que le bilan qui recherche le résultat et le bilan de liquidation ont tous deux pour objectif de faire connaître ce qui est vrai. Par contre, si l'on parle de vérité, l'on doit préciser comment elle doit être envisagée.

Enfin, l'Association suisse des banquiers, dans un rapport du 27 février 1922², examine le problème du secret des affaires, en relation avec la prescription générale de l'art. 652 al. 1 du projet I concernant le principe de la clarté et de l'état complet du bilan. Elle estime que les renseignements que doit donner le bilan sont toujours conditionnés, d'une part, par l'obligation d'informer les intéressés aussi exactement que possible de la situation économique, de l'autre, par la nécessité de prévenir un dommage pour la société qui résulterait de l'abandon du secret des affaires. Elle propose en conséquence de réserver, à la fin du premier alinéa de l'art. 652 du projet I, une clause de prise en considération nécessaire du secret des affaires³.

* * *

A la fin de l'année 1922, le Département fédéral de Justice et Police charge le Dr Hoffmann⁴ d'étudier les divers mémoires déposés et de remanier le projet I. Le deuxième projet, achevé en décembre 1923, est également motivé dans un rapport publié et soumis au Département fédéral de Justice et Police⁵. La systématique du droit du bilan y est entièrement modifiée. Tous les principes

¹ Protokoll *op. cit.*, p. 1 à 5.

² « Schweizerische Bankiervereinigung. Association suisse des banquiers. Vernehmlassung der Schweizerischen Bankiervereinigung an das Eidgenössische Justiz- und Polizeidepartement zum Entwurf eines Bundesgesetzes betreffend Revision der Titel XXIV bis XXXIII des Obligationenrechts. »

³ Vernehmlassung *op. cit.*, p. 12.

⁴ En raison de la maladie puis du décès du professeur Huber survenu le 24 avril 1923.

⁵ Deuxième rapport sur la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obligations soumis au Département fédéral de Justice et Police en décembre 1923.

généraux sont groupés dans le chapitre de la comptabilité commerciale auquel renvoient¹ les règles à observer pour l'établissement du bilan de la société anonyme². Les prescriptions particulières deviennent des règles spéciales qui lui sont propres; leur application demeure réservée lorsqu'elles dérogent aux principes généraux³.

Le projet II subdivise les dispositions relatives au bilan du titre XXXI, traitant de la comptabilité commerciale, en quatre paragraphes:

- (I) — l'obligation de dresser un bilan — ou « Bilanzpflicht » — qui est étendue à l'inventaire et devient annuelle⁴;
- (II) — les principes à observer — ou « Bilanzgrundsätze » —⁵;
- (III) — le bilan de liquidation dans lequel tous les biens portés à l'actif doivent figurer sans distinction pour leur valeur vénale⁶;
- (IV) — la responsabilité quant à l'observation des règles relatives au bilan qui doit être signé⁷.

Les principes à observer pour l'établissement du bilan comprennent deux prescriptions générales faisant partie, selon l'auteur du rapport, des quelques principes « aussi simples et élastiques » que possible que l'on doit se contenter de prévoir⁸:

La première de ces deux prescriptions générales est celle de l'art. 656, al. 1 du CO de 1881 modifiée par l'avant-projet de 1917 et précédée dans le projet II d'un nouveau précepte selon lequel le bilan doit être dressé conformément aux principes généralement admis dans le commerce⁹. Elle est introduite dans la

¹ Art. 678 du projet II.

² La distinction entre sociétés commerciales avec ou sans personnalité juridique est supprimée, d'où la conséquence que le droit du bilan ne se trouve plus dans les dispositions communes aux sociétés avec personnalité, mais seulement dans celles concernant la société anonyme. Ces dispositions sont applicables, par analogie, à la société à responsabilité limitée (instituée par le projet II), à la société en commandite par actions et aux sociétés coopératives.

³ Art. 943 du projet II.

⁴ Art. 941 du projet II.

⁵ Art. 942 et 943 du projet II.

⁶ Art. 944 du projet II applicable également aux sociétés anonymes et aux sociétés similaires. Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 146.

⁷ Art. 945 du projet II.

⁸ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 141.

⁹ Art. 942 du projet II:

« II. Bilanzgrundsätze

1. Bilanz-Wahrheit und Klarheit

Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten. »

« II. Principes à observer

1. Clarté et sincérité du bilan

Le bilan annuel doit être dressé conformément aux principes généralement admis dans le commerce; il sera assez complet, assez clair et assez facile à consulter pour que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise. »

note marginale non plus par l'expression « en général », mais par les mots « clarté et sincérité » — ou « Bilanz-Wahrheit und -Klarheit » —. L'auteur du projet II déclare expressément qu'il pose dans cet article le principe de la clarté et de la sincérité du bilan¹. C'est là une influence manifeste de la doctrine allemande. En relation avec l'état complet du bilan, le projet II adopte le point de vue de l'Association suisse des experts-comptables selon lequel la fortune privée du commerçant individuel doit entrer en ligne de compte lors de l'établissement du bilan². Il est certain, précise le rapport, qu'il faut être renseigné sur la fortune personnelle du titulaire de la raison³ pour que le bilan soit clair et sincère. La seconde de ces deux prescriptions générales concerne « les règles fondamentales sur l'évaluation des éléments de l'actif et du passif »⁴. Le rapport confirme que la valeur de chaque élément de l'actif pour l'entreprise n'est pas celle « toute générale et objective », mais la valeur « propre, soit celle qu'il possède en admettant que l'entreprise continuera ». Il ajoute que cette règle s'inspire des principes généralement reconnus dans le commerce: d'une part, les biens destinés à la vente sont évalués selon leur valeur marchande, autrement dit selon le prix du marché ou de la bourse — s'il en existe un — ou selon le prix objectif d'achat déterminé de quelque autre façon; d'autre part, les installations sont estimées à leur valeur vénale maximale⁵.

Pour les prescriptions spéciales propres à la société anonyme⁶, le projet II écarte la proposition des associations professionnelles qui veut les rendre applicables à l'ensemble des commerçants. Le motif de ce refus, dit le rapport, est qu'elles susciteraient « des appréhensions dans l'esprit d'un grand nombre de personnes »⁷. En outre, ces prescriptions sont étroitement liées, dans la société anonyme, à la sauvegarde des intérêts des actionnaires et des créanciers sociaux. Ils ne peuvent s'appliquer sans autre aux raisons individuelles et aux sociétés de personnes, ce qui n'empêche nullement un commerçant individuel de s'y soumettre volontairement⁸.

Voici quelques particularités du projet II au sujet de ces prescriptions spéciales qui, sous réserve de certaines modifications, sont dans l'ensemble identiques à celles du projet I:

- La valeur de remplacement pour les biens destinés à la vente n'ayant pas de cours est abandonnée.

¹ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 143.

² Art. 940 al. 1 du projet II.

³ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 141.

⁴ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 143.

⁵ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 144 et 145.

⁶ Art. 680 à 687 du projet II.

⁷ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 50.

⁸ Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 143.

- Les dispositions spéciales édictées par le Conseil fédéral concernant l'estimation des valeurs servant de garantie dans les compagnies d'assurance sur la vie sont réservées ¹.
- Les dispositions sur l'évaluation des valeurs exprimées en monnaie étrangère permettant aux sociétés de porter à l'actif du bilan le montant réel de la dépréciation, à la condition de l'éteindre par des amortissements annuels, sont remplacées dans les dispositions transitoires par le droit, pour l'Assemblée fédérale, en cas de crise économique, d'édicter des règles spéciales dérogeant aux prescriptions de la loi.
- La définition des engagements éventuels qui doivent être pris en considération dans l'établissement du bilan ou être inscrits dans une annexe est plus restrictive; elle se limite aux pertes probables, aux cautionnements et constitutions de gages. Le rapport précise à ce sujet que l'on ne peut exiger que le bilan donne un aperçu exact des risques et des engagements sociaux; que le bilan périodique n'a pas à remplir cette fonction qui est celle du rapport de gestion de la société; que l'obligation pour l'entreprise de ne pas négliger ces éventualités se confond, en somme, avec son devoir de dresser un bilan régulier ².

* * *

Le projet II est soumis à l'examen de la Grande Commission d'experts — en abrégé « la Commission » — constituée par le Département fédéral de Justice et Police; elle délibère du 10 novembre 1924 au 24 novembre 1925. Ses travaux sont publiés en 1926 sous la forme de procès-verbaux des diverses sessions ³.

Au sujet des principes généraux à observer pour l'établissement du bilan, le rapporteur de la Commission déclare que les prescriptions spéciales concernant le bilan de la société anonyme ne peuvent être rendues applicables à toutes les personnes astreintes à se faire inscrire au registre du commerce, puisque celui-ci est ouvert également aux petits commerçants ⁴. En conséquence, ces principes généraux doivent être aussi simples que possible bien qu'il ne soit

¹ Art. 683 al. 3 du projet II.

² Rapport *op. cit.* décembre 1923, p. 61.

³ Code fédéral des obligations — Revision des titres XXIV à XXXIII — Procès-verbal de la Commission d'experts publié par le Département fédéral de Justice et Police — 1926.

⁴ Selon l'art. 921 al. 1 du projet II, tous ceux qui font le commerce, exploitent une fabrique ou exercent en la forme commerciale une industrie quelconque, sont tenus de requérir l'inscription de leur raison de commerce dans le registre du lieu où ils ont leur principal établissement.

L'Ordonnance sur le registre du commerce, promulguée par le Conseil fédéral le 7 juin 1937, dispensera en vertu de l'art. 54 de l'inscription obligatoire les entreprises commerciales en général, les entreprises de transport, les maisons d'édition, les entreprises industrielles et artisanales qui ne réalisent pas une recette brute annuelle supérieure à Fr. 25 000.— (actuellement Fr. 100 000.— en vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1970).

pas facile de les concevoir dans une forme « simple et brève »¹. Le projet II choisit la solution d'inclure aux art. 942 et 943 quelques propositions concises, succinctes et générales — ou « einige knappe allgemeine Sätze » —².

L'art. 942 concernant la clarté et la sincérité du bilan est approuvé sans discussion par la Commission³.

Pour le rapporteur, le principe le plus important est celui prévu par l'art. 943 du projet II selon lequel tous les éléments de fortune pour l'établissement de l'inventaire et du bilan ne peuvent avoir une valeur plus élevée que celle qu'ils représentent pour l'entreprise, au moment où le bilan est dressé; cet article est un minimum; rien n'empêche les raisons individuelles et les sociétés de personnes d'appliquer les principes en vigueur pour la société anonyme⁴.

La question de savoir si la comptabilité commerciale, y compris le bilan, doit englober la fortune privée du commerçant individuel fait l'objet de nombreuses discussions au sein de la Commission⁵. Ferme sur le principe suivant lequel la fortune privée et la fortune commerciale d'un commerçant individuel ne peuvent être dissociées « malgré l'opposition toujours et toujours plus renouvelée », la Commission approuve la solution suivante: il faut faire une différence dans leur traitement; à savoir que l'on doit avoir une vue d'ensemble dynamique sur la fortune commerciale tandis qu'il suffit d'avoir une vue statique sur la fortune privée; il s'ensuit que, pour celle-ci, il n'est pas nécessaire de tenir une comptabilité de façon continue, mais de dresser seulement un inventaire qui peut figurer dans le bilan commercial sous la forme d'un poste global⁶. Cette vue d'ensemble dynamique, qui doit aussi indiquer le mouvement des affaires, est obtenue par la tenue régulière d'une comptabilité — ou « ordnungsmässige Buchführung » —⁷.

Parmi les prescriptions spéciales applicables à la société anonyme, les dispositions relatives aux réserves latentes⁸ soulèvent quelques objections, notamment le sauf-conduit qui est ainsi donné à l'administration de réaliser des opérations douteuses et de pouvoir, par ce moyen, se tirer toujours d'affaire⁹. Selon le rapporteur, la constitution de réserves latentes est au contraire souhaitable et doit être protégée par la loi, pour autant que ces réserves soient dans l'intérêt d'une politique saine de dividende et qu'elles permettent de maintenir un cours stable des actions¹⁰. L'un des commissaires considère même l'article

¹ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 731.

² Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 252.

³ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 737.

⁴ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 731.

⁵ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 724, 727 et 728.

⁶ Intervention Weyermann — Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 728.

⁷ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 729 et 737.

⁸ Art. 679 al. 2 du projet II.

⁹ Intervention Oser — Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 255.

¹⁰ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 252.

sur les réserves latentes « comme une perle de la nouvelle loi »¹. La Commission approuve la proposition de limiter la constitution de ces réserves par la sous-évaluation des actifs seulement². Les autres prescriptions spéciales relatives aux divers postes du bilan sont acceptées sans modification essentielle conformément aux dispositions du projet II³.

La Commission décide enfin de supprimer, pour des raisons d'ordre pratique⁴, la mention facultative dans les statuts de clauses destinées à compléter les prescriptions légales applicables à l'établissement du bilan⁵.

* * *

La doctrine suisse critique les projets I et II, principalement le second, de même que les délibérations de la Grande Commission d'experts⁶.

Plusieurs avis, dont certains sont pris en considération par le législateur, viennent enrichir les notions fondamentales du droit du bilan au moment où celui-ci est repensé lors de la revision du Code.

Pour **Sieewart**, les postulats très positifs de l'état complet du bilan — ou « Bilanzvollständigkeit » —, de la clarté — ou « Bilanzklarheit » — ou de la facilité à le saisir — ou « Bilanzübersichtlichkeit » — subissent une correction par le renvoi aux principes généralement admis dans le commerce. La règle très précise selon laquelle l'on doit se rendre compte, aussi exactement que possible, de la situation économique de l'entreprise doit être atténuée, en ce sens que cette règle n'aura ce caractère qu'à l'égard des intéressés. Ainsi le bilan ne doit pas

¹ Intervention Wieland – Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 256.

² Intervention Weyermann – Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 748 et 749.

³ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 259 à 269, 746 à 761 et 935.

⁴ Intervention Ostertag – Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 182 et 186.

⁵ Art. 644 ch. 15 du projet II.

⁶ Voir à ce sujet :

- Carl WIELAND « Die Aktiengesellschaft und die Gesellschaft mit beschränkter Haftung im Entwurf eines revidierten Obligationenrechts » – dans *Zeitschrift für schweizerisches Recht* ZSR 1922, p. 111 ss.
- H. HOMBERGER « Die Bilanzgrundsätze im Revisionsentwurf von 1919 zum schweizerischen Obligationenrecht » – dans *Schweizerische Juristen-Zeitung* SJZ 1924/7, p. 85 ss.
- A. BAUHOFFER « Der 61. schweizerische Juristentag in Schwyz (5-7 Sept. 1926) » – SJZ 1926/7, p. 97 ss.
- Theo GUHL « Kollektiv- und Kommanditgesellschaft, Aktiengesellschaft und Kommanditaktiengesellschaft » – dans *Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins* ZBJ 1926/3, p. 113 ss.
- Robert HAAB « Handelsregister, Geschäftsfirmer, Buchführung und Wertpapiere » – ZBJ 1926/5, p. 198 ss.
- Alfred SIEGWART « Das Buchführungs- und Bilanzrecht im Entwurf zum Obligationenrecht » – ZSR 1926, p. 194a ss.
- Harry ZIMMERMANN « Buchführung, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie Geschäftsbericht im revidierten Obligationenrecht » – ZSR 1926, p. 2a ss.

donner des explications sur chaque élément de la fortune, mais seulement sur un complexe d'ensemble essentiel pour le sort de l'entreprise ¹. A son avis, de la prescription générale de l'art. 943 al. 2 du projet II concernant l'évaluation, ne découlent aucune conséquence positive absolument sûre, ni aucune possibilité de trouver, dans chaque cas, une évaluation juste avec une sécurité mathématique et infaillible ².

Selon Zimmermann, les « principes généralement admis dans le commerce » auxquels fait allusion l'art. 942 du projet II s'appliquent également pour l'évaluation ³. Il propose même, à la fin de son exposé, de modifier la prescription de l'art. 943 al. 2 du projet II concernant les évaluations en fixant, pour le bilan d'un commerçant individuel et des sociétés de personnes, la règle légale que l'estimation des éléments de l'actif et du passif ait lieu conformément aux principes généralement admis dans le commerce ⁴. La Grande Commission d'experts, en se référant à cette proposition, estime qu'elle est déjà exprimée dans la prescription générale de l'art. 943 al. 2 du projet II et qu'il est suffisant que l'art. 942 s'en rapporte aux principes généralement admis dans le commerce ⁵. Zimmermann reconnaît par ailleurs que le projet II adopte, à propos de la règle générale d'évaluation de l'art. 943 al. 2, une politique réaliste, en ce sens qu'il n'exige pas une estimation rigoureusement objective, mais plutôt une estimation subjective sur la base de la prétendue valeur que les actifs représentent pour l'entreprise — ou « sogenannter Geschäftswert » — ⁶.

Quant à la fortune privée du commerçant individuel, l'auteur adopte la position de la Commission. Mais il estime nécessaire que cette fortune fasse l'objet d'une comptabilité continue, même si elle apparaît au bilan commercial sous la forme d'une somme globale ⁷. La Commission d'experts accepte cette suggestion ⁸.

Pour cet auteur enfin, le principe le plus important et le plus élevé dans le droit du bilan de la société anonyme est que les actifs ne doivent, en aucun cas, figurer dans le bilan pour un montant plus élevé que la dépense faite pour les acquérir: ainsi la distribution d'un bénéfice non réalisé est fondamentalement exclue. La « ratio legis » est qu'un bénéfice ne doit être pris en considération, comme dans le bilan du commerçant individuel, que si sa réalisation est certaine ⁹.

¹ Alfred SIEGWART *op. cit.* 1926, p. 220a et 221a.

² Alfred SIEGWART *op. cit.* 1926, p. 222a.

³ Harry ZIMMERMANN *op. cit.* 1926, p. 80a.

⁴ Harry ZIMMERMANN *op. cit.* 1926, p. 191a.

⁵ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 951.

⁶ Harry ZIMMERMANN *op. cit.* 1926, p. 72a.

⁷ Harry ZIMMERMANN *op. cit.* 1926, p. 28a et 29a.

⁸ Procès-verbal *op. cit.* 1926, p. 949.

⁹ Harry ZIMMERMANN *op. cit.* 1926, p. 82a.

Haab approuve la conception de la Commission sur la différence de traitement qu'il y a lieu de faire dans la comptabilité, entre la fortune privée du commerçant individuel et sa fortune commerciale. Il confirme, au sujet de la justification juridique de cette différence, l'intervention de la Commission, à savoir que seule une vue d'ensemble dynamique apparaît nécessaire pour la fortune commerciale, alors qu'une vue d'ensemble statique suffit pour la fortune privée ¹.

Lors de son assemblée générale de 1926, la **Société suisse des juristes** discute du droit de la comptabilité et du bilan que propose le projet du Code des obligations, et cela sur la base des thèses défendues par Siegwart et Zimmermann. La note marginale de l'art. 942 du projet II « clarté et sincérité » fait l'objet d'une intervention du Dr M. Staehelin de Bâle, en relation avec le droit du bilan de la société anonyme. Il se réjouit à la pensée que la Commission propose un renvoi accru à la comptabilité commerciale qui a toujours usé du principe de prudence. Il se pose toutefois la question de savoir si la note marginale de l'art. 942 du projet II n'aboutit pas, par l'interprétation de la loi, à une signification présomptueuse. La clarté et la sincérité pourraient être considérées comme des principes trop absolus. A son avis, la sincérité absolue du bilan ne peut exister que dans la mesure où le principe de prudence n'est pas pris en considération. Quant à la clarté du bilan, l'intervenant estime que, dans l'intérêt du secret des affaires, chaque force ou chaque faiblesse de la société ne doit pas apparaître. Constatant qu'il n'y a aucun principe absolu de la vérité, ni de la clarté du bilan, il propose de supprimer la note marginale de l'art. 942 du projet II, qui pourrait induire en erreur ².

* * *

¹ Robert HAAB *op. cit.* 1926, p. 199.

² A. BAUHOFFER *op. cit.* 1926, p. 102 et 103.

Voir également à ce sujet Max STAEHELIN *op. cit.* 1929, p. 62.

E. LE PROJET DU CONSEIL FÉDÉRAL ET LES DÉLIBÉRATIONS DES CHAMBRES FÉDÉRALES

SOMMAIRE

	Pages
Projet du Conseil fédéral du 21 février 1928	153
Les délibérations du Conseil des Etats	154
Les délibérations du Conseil national	158
Le texte allemand et français définitif des art. 957 à 960 CO	161
Ordonnance allemande du 19 septembre 1931	163
Table de concordance entre les articles des divers projets relatifs à la revision des titres 24 à 33 du CO de 1937	166
Tableau comparatif des textes allemand et français de l'art. 959 CO	167

Se basant sur les délibérations de la Grande Commission d'experts, le Conseil fédéral rédige un projet de loi fédérale qui revise les titres XXIV à XXXIII du Code des obligations. Il le présente à l'Assemblée fédérale par son message du 21 février 1928 ¹.

A part quelques changements dans la rédaction du texte et quelques adjonctions, ce projet III ne modifie pas les notions fondamentales du droit du bilan.

Dans les prescriptions sur la comptabilité commerciale ², il est spécifié que les livres de comptabilité, dont la tenue est obligatoire pour toute personne astreinte à se faire inscrire au registre du commerce, sont ceux exigés par la nature et l'étendue des affaires. Dans les limites de ces prescriptions, le commerçant a la liberté de choisir la forme de la comptabilité (ou le nombre de livres), les moyens d'enregistrement et la méthode comptable ³. Le problème de la fortune privée du commerçant individuel est résolu sans ambiguïté. Le message du Conseil fédéral déclare nettement que, pour dresser un bilan sincère, le commerçant individuel doit tenir une comptabilité exposant sa situation financière personnelle et l'état des dettes et créances de son entreprise. Et d'ajouter: quiconque tient une comptabilité commerciale, en négligeant d'inscrire des opérations personnelles, telles que placements de capitaux, spéculations, cautionnements, etc., ne connaît pas l'état exact de sa situation financière ⁴. Quant à la façon de comptabiliser la fortune privée, le projet n'exige pas que celle-ci soit enregistrée dans une comptabilité continue, mais autorise qu'elle soit inscrite au bilan pour son montant total ⁵. La note marginale « clarté et sincérité du bilan » est conservée ⁶: le Conseil fédéral s'en tient à

¹ FF 1928/I, p. 233 ss.

² Titre trente-deuxième art. 938 à 944.

³ Voir à ce sujet Robert PATRY « Die kaufmännische Buchführung » – Schweizerisches Privatrecht 1975. Tome I, p. 176 et 184.

⁴ Message du Conseil fédéral du 21 février 1928, p. 343.

⁵ Art. 939 al. 3 du projet du Conseil fédéral.

⁶ Art. 940 du projet du Conseil fédéral.

l'idée d'une prescription générale, exprimée par une formule élastique, permettant d'atténuer, dans les cas concrets, les exigences de la comptabilité et du bilan et de les adapter aux conditions personnelles et professionnelles de chacune des personnes astreintes à se faire inscrire au registre du commerce¹. Le projet renonce aux règles spéciales sur le bilan de liquidation étant donné la difficulté « de réunir en une formule unique les principes à observer »². Le Conseil fédéral précise encore que la règle adoptée pour les évaluations³ n'est pas celle de la valeur objective mais bien celle de la valeur subjective : chaque élément de l'actif est indiqué à la valeur qu'il représente pour l'entreprise, « tout le reste étant affaire d'appréciation intelligente des conditions d'espèce »⁴.

Les règles spéciales pour dresser le bilan de la société anonyme sont toujours les mêmes, à l'exception de la mention facultative dans les statuts pour les compléter, qui est définitivement supprimée. Le message énonce à nouveau le principe fondamental dont l'administration est tenue de s'inspirer : le bilan annuel de la société doit indiquer l'état de fortune de l'entreprise, en faisant ressortir les résultats obtenus « depuis la date à laquelle le bilan précédent a été dressé »⁵. Le Conseil fédéral ignore la proposition de la Commission d'experts relative à la constitution des réserves latentes et persiste à autoriser l'administration de les créer par d'autres moyens que ceux consistant à sous-évaluer un actif. Véritable plaidoyer en faveur des réserves latentes, le message affirme qu'elles sont les seules à pouvoir assurer le développement régulier de l'entreprise. Leur but essentiel est de couvrir les pertes sans ébranler le crédit de la société⁶.

* * *

Le projet du Conseil fédéral est d'abord examiné par le **Conseil des Etats**. Sa Commission tient treize sessions qui s'échelonnent de 1928 à 1936. La première séance, au cours de laquelle le Conseil des Etats discute le projet, a lieu le 25 mars 1931, le vote sur l'ensemble du projet le 22 juin 1932. Les divergences avec la Chambre basse sont examinées du 17 avril 1936 au 16 décembre 1936, date à laquelle a lieu le vote final⁷.

¹ Message *op. cit.* du 21 février 1928, p. 344.

² Message *op. cit.* du 21 février 1928, p. 345.

³ Art. 941 al. 2 du projet du Conseil fédéral.

⁴ Message *op. cit.* du 21 février 1928, p. 344.

⁵ Message *op. cit.* du 21 février 1928, p. 267.

⁶ Message *op. cit.* du 21 février 1928, p. 267 et 268.

⁷ Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale du Conseil des Etats – 1936, p. 548.

Les problèmes posés par l'obligation de tenir une comptabilité, notamment en relation avec le droit du bilan, sont largement débattus.

En réponse à une critique de la Chambre de commerce de Zurich, qui n'est pas satisfaite que cette obligation soit limitée à révéler la situation financière et ne soit pas étendue au développement des affaires ¹, le rapporteur rappelle que, selon l'avis exprimé par la Commission d'experts, les mots « tenir des livres » — ou « Buchführung » — supposent une activité continue, donnant un aperçu régulier de l'état des dettes et des créances se rattachant à l'exploitation de l'entreprise ².

Plusieurs membres de la Commission prétendent que la fortune personnelle du commerçant individuel est une affaire privée, qu'elle n'est pas, dans la pratique, insérée dans la comptabilité commerciale, qu'une distinction entre la fortune commerciale et la fortune privée est seulement possible dans les affaires importantes, alors que pour le petit commerçant les deux coïncident souvent, sa fortune représentant ce que vaut l'affaire. La Commission du Conseil des Etats se range à ces arguments et décide que l'obligation de tenir une comptabilité est exigée seulement pour la partie de la fortune qui est investie dans l'entreprise. Il s'ensuit que l'expression « situation financière du titulaire de la maison » est remplacée dans l'art. 938 du projet III par « situation financière de l'entreprise » et que l'alinéa 3 de l'art. 939 est supprimé ³.

Dans un rapport adressé à la Commission du Conseil des Etats ⁴, l'Association suisse des banquiers relève que la prescription générale de l'art. 940 du projet III, clarté et sincérité du bilan, est en contradiction avec les règles spéciales prévues pour l'établissement du bilan des sociétés anonymes. Vu que ces règles spéciales ont leur justification, l'Association suisse des banquiers propose de supprimer le principe général, qui n'est pas en accord avec les autres prescriptions sur le bilan et de rédiger simplement l'art. 940 de la façon suivante :

« Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen aufzustellen ⁵. »

Le représentant du Conseil fédéral donne la préférence au texte du projet car, dit-il, il est plus juste que le législateur dise selon quelles exigences le bilan

¹ Dr KUHN — Referat für die Kommission des Ständerates — 15 février 1930, p. 12.

² Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale du Conseil des Etats — 1932, p. 64.

³ Interventions Thalmann, Moser et Isler — Verhandlungen der Kommission des Ständerates betr. Revision der Titel XXIV-XXXIII des Obligationenrechtes — VI. Session vom 17.-19. Februar 1930 im Parlamentsgebäude in Bern — p. 17, 18 et 19.

⁴ Rapport de l'Association suisse des banquiers « an die verehrlichen Mitglieder der Kommission des Ständerates zur Beratung des Gesetzesentwurfes über die Revision der Titel XXIV-XXXIII des Schweizerischen Obligationenrechtes » — Bâle 15 août 1928, p. 13.

⁵ « Le bilan est dressé conformément aux principes admis généralement dans le commerce » (traduction).

doit être établi, plutôt que de laisser les commerçants en décider ¹. Le président propose dans ce cas le texte suivant :

« Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen ². »

Un membre de la Commission fait remarquer que la partie controversée de l'article s'appuie sur le texte de l'art. 656 al. 1 CO encore en vigueur. La solution suivante est proposée :

« Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, damit die Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten ³. »

Le président est d'accord et l'article est accepté sous cette forme ⁴. C'est en réalité la rédaction proposée par le Conseil fédéral dans laquelle les mots « assez » — ou « so » — ont été supprimés.

En soumettant cette modification au Conseil des Etats, le rapporteur spécifie que l'art. 940 du projet astreint le commerçant à dresser le bilan conformément aux principes généralement en usage dans le commerce et, de plus, selon une formule générale s'efforçant d'assurer la sincérité et la clarté du bilan. Il remarque que la contradiction relevée par l'Association suisse des banquiers n'est qu'apparente, car une réserve est formulée à l'art. 941 al. 3 du projet, selon laquelle demeurent réservées les dispositions contraires qui s'appliquent aux sociétés anonymes. Le rapporteur conclut que l'opportunité de sacrifier la deuxième partie de l'art. 940 n'est nullement démontrée en tant que disposition essentielle « qui conserve bien plutôt sa valeur comme règle habituelle » ⁵.

La Commission du Conseil des Etats rejette une recommandation de l'Association suisse des industriels en machines et de la Chambre de commerce de Zurich au sujet du second alinéa de l'art. 941 du projet III relatif aux évaluations ; recommandation qui a pour objet, soit de conférer aux règles spéciales de la société anonyme une application générale, soit d'arrêter chaque valeur du bilan selon les principes commerciaux, afin de ne pas abandonner l'estimation des actifs au jugement du commerçant ⁶.

¹ Verhandlungen *op. cit.* 1930, p. 20.

² « Le bilan est dressé conformément aux principes admis généralement dans le commerce, complet, clair et facile à consulter » (traduction).

³ « Le bilan est dressé conformément aux principes admis généralement dans le commerce, complet, clair, facile à consulter, afin que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise » (traduction).

⁴ Verhandlungen *op. cit.* 1930, p. 20.

⁵ Bull. stén. CE *op. cit.* 1932, p. 64.

⁶ Verhandlungen *op. cit.* 1930, p. 19 et 20.

Adoptant la décision de la Commission du Conseil national, selon laquelle la comptabilité doit également faire apparaître le résultat d'exploitation de chaque exercice, la Commission du Conseil des Etats décide d'ajouter dans le texte des art. 939 à 942, à côté du bilan, le compte d'exploitation et renvoie ces articles au Département fédéral de Justice et Police afin d'examiner comment distinguer les notions de « compte de pertes et profits », « comptes annuels » et « compte d'exploitation » et d'unifier la terminologie ¹.

Convaincue par les arguments du Conseil fédéral, la Commission du Conseil des Etats accepte pratiquement sans discussion l'art. 664 al. 2 du projet III autorisant l'administration à constituer des réserves latentes. Cette question donne lieu, par contre, à des discussions nourries au Conseil des Etats ². Un ultime assaut contre le principe des réserves latentes est lancé. C'est, dit-on, le refus définitif de la sincérité du bilan ³; c'est un énorme recul du droit de la société anonyme et l'impossibilité de protéger les actionnaires, les créanciers et le public contre les abus ⁴. Malgré cela, l'art. 664 al. 2 du projet est accepté à une large majorité ⁵.

Enfin, dans un rapport adressé à la Commission du Conseil des Etats, le Département de Justice et Police traite des prescriptions extraordinaires en matière de bilan ⁶. Il propose d'étendre « l'applicabilité » de l'article 4 des dispositions transitoires permettant à l'Assemblée fédérale de prescrire que, pendant la durée d'une crise économique, il pourra être dérogé aux prescriptions normales en matière de bilan quant à l'évaluation des papiers-valeurs et des créances en monnaie étrangère. Les événements de l'année 1931 ont montré, dit le rapport, que les valeurs indigènes peuvent également, en temps de crise grave et générale, subir de brusques et fortes dépréciations. Le Département fédéral de Justice et Police propose en conséquence, d'une part, d'inclure, dans le droit d'exception éventuel, tous les papiers-valeurs ou créances, qu'ils soient exprimés en monnaie étrangère ou suisse, d'autre part, d'appliquer ce droit non seulement aux sociétés anonymes mais aussi à toutes les personnes tenues de dresser un bilan ⁷.

* * *

¹ Verhandlungen der Kommission des Ständerates betr. Revision der Titel XXIV-XXIII des Obligationenrechtes. XII. Session vom 21. bis 24. Januar 1935 im Grand Hotel Tschuggen in Arosa.

² Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale du Conseil des Etats – 1931, p. 391 ss.

³ Bull. stén. CE *op. cit.* 1931, p. 391.

⁴ Bull. stén. CE *op. cit.* 1931, p. 396 à 398.

⁵ Bull. stén. CE *op. cit.* 1931, p. 399.

⁶ « Rapport du Département de Justice et Police à la Commission du Conseil des Etats sur diverses questions dont la solution a été ajournée » du 25 février 1932, p. 6 ss.

⁷ Nouveau texte de l'art. 4 des dispositions transitoires du projet: « L'Assemblée fédérale peut prescrire que, pendant la durée d'une crise économique et en dérogation aux articles 668 et 941, les personnes et sociétés tenues de dresser un bilan auront le droit de porter à l'actif et

La Commission du **Conseil national** délibère sur le projet du Conseil fédéral en neuf sessions, de 1932 à 1936. Le Conseil national discute pour la première fois le projet dans sa séance du 6 juillet 1932 et vote l'ensemble de celui-ci le 10 décembre 1934. Il liquide les divergences avec la Chambre haute du 3 juin 1936 au 18 décembre 1936, date à laquelle il procède au vote final ¹.

Le rapporteur de la Commission du Conseil national introduit le titre relatif à la comptabilité commerciale en rappelant que, selon la jurisprudence du Conseil fédéral comme ancienne autorité suprême de surveillance du registre du commerce, l'obligation de se faire inscrire dépend du fait qu'une personne ne peut gérer convenablement ses affaires sans avoir une comptabilité bien tenue; que l'on a qualité de commerçant, obligé de se faire inscrire au registre du commerce, dès que l'on ne peut se rendre compte de la situation de son entreprise sans avoir les livres de comptabilité régulièrement tenus ².

Quant à savoir si le commerçant individuel doit faire entrer sa fortune personnelle dans la comptabilité de son exploitation, la Commission du Conseil national se range à l'avis du Conseil des Etats. Les rapporteurs estiment que la proposition du Conseil fédéral n'est pas suffisamment justifiée. A leur avis, le bilan commercial n'a aucune explication à donner sur la situation de fortune privée du commerçant individuel, comme le bilan des sociétés de personnes qui ne donne aucune explication sur la fortune privée des associés indéfiniment responsables; or, la fortune privée de ces derniers n'a pas une importance moindre pour les créanciers que celle du commerçant dans une raison individuelle. Les rapporteurs ajoutent que cette obligation pourrait même conduire ceux qui voudraient s'y opposer, à transformer une raison individuelle en société en commandite, au moyen d'une petite commandite par exemple ³.

Les principes à observer pour l'établissement du bilan contenus dans les art. 940 et 941 du projet III sont exactement situés par le rapporteur de la majorité dans le cadre du droit du bilan. Ils forment la « *lex generalis* » alors que les règles consacrées au bilan de la société anonyme sont la « *lex specialis* » ⁴. L'idée fondamentale pour l'établissement du bilan est l'exigence de la sincérité

d'amortir par des annuités le déficit subi sur des papiers-valeurs, créances et autres obligations. »

Texte définitif de l'art. 5 des dispositions finales et transitoires des titres vingt-quatrième et trente-troisième CO: « Lorsque des difficultés économiques extraordinaires l'exigent, le Conseil fédéral peut prescrire que les personnes et sociétés tenues de dresser un bilan auront le droit de déroger aux règles prévues par le présent code en matière de bilan. La décision doit être publiée. Lorsqu'une telle décision a été appliquée pour l'établissement d'un bilan, il en est fait mention dans ce cernier. »

¹ Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale du Conseil national – 1936, p. 1490.

² Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale du Conseil national – 1934, p. 792.

³ Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 791 et 792.

⁴ Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 793.

et de la clarté, qui se trouve exprimée aussi bien dans les prescriptions générales sur la comptabilité commerciale que dans les prescriptions particulières sur la société anonyme. Cette exigence générale de la clarté et de la sincérité du bilan s'applique également aux sociétés anonymes; c'est la raison pour laquelle l'art. 663 al. 2 du projet III renvoie aux règles du titre relatif à la comptabilité commerciale ¹.

Alors que la Commission du Conseil des Etats ne discute pratiquement pas la question des évaluations, selon le principe général formulé dans le deuxième alinéa de l'art. 941 du projet, la Commission du Conseil national s'en préoccupe largement. L'un de ses membres préconise de remplacer la valeur des actifs qu'ils représentent pour l'entreprise, qui est une estimation subjective, par leur valeur réelle comme étant déterminante ². Un autre membre déclare attacher une grande importance à cette question; il conseille toujours à ses employés comptables, de faire figurer dans le bilan les actifs à leur prix d'achat ou au prix du jour partant de l'idée que leur valeur peut se modifier beaucoup jusqu'à ce que les biens soient vendus; il se demande si l'on ne doit pas exiger, dans cet article, que le bilan soit dressé sur la base du prix du jour ³. Pour les marchandises, déclare un commissaire, la valeur qu'elles représentent pour l'entreprise coïncide avec la valeur objective, c'est-à-dire celle du jour. Il en est autrement des immeubles, machines ou autres biens semblables qui peuvent être de grande valeur pour l'entreprise elle-même, aussi longtemps que les choses vont bien, mais qui objectivement, dans un bilan de liquidation, peuvent être de moindre valeur ⁴. Deux membres de la Commission appuient la solution du Conseil fédéral qui accorde aux commerçants la liberté d'évaluation qui leur est nécessaire pour subsister et qui correspond dans la pratique à leur situation ⁵. Pour le représentant du Conseil fédéral, il est juste que l'observation des principes d'évaluation ne puisse être contrôlée aussi longtemps que l'entreprise ne se trouve pas en difficulté ⁶. Le rapporteur précise enfin, au sujet des évaluations, que les actifs ne doivent pas figurer dans le bilan à une valeur supérieure à celle qu'ils représentent pour l'entreprise, qu'ils peuvent être évalués plus bas et que des réserves latentes peuvent ainsi être constituées, sans que les conditions prescrites pour la société anonyme soient ici applicables ⁷.

¹ Verhandlungen der Kommission des Nationalrates betr. Revision der Titel XXIV-XXXIII des Obligationenrechts. III. Session vom 29. August bis 1. September 1932 im Hotel Waldhaus in Sils-Maria, p. 45.

Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 282.

² Intervention Schmid – Verhandlungen der Kommission des Nationalrates betr. Revision der Titel XXIV-XXXIII des Obligationenrechts. V. Session vom 6.-9. Februar 1933 im Hotel Golf et Sports in Crans sur Sierre – p. 18. Cette proposition est refusée.

³ Intervention Schirmer – Verhandlungen *op. cit.* 1933, p. 18.

⁴ Intervention Wetter – Verhandlungen *op. cit.* 1933, p. 18.

⁵ Interventions Abt et Grimm – Verhandlungen *op. cit.* 1933, p. 18 et 19.

⁶ Verhandlungen *op. cit.* 1933, p. 19.

⁷ Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 791.

En février 1933, le Conseiller national Schirmer, membre de la Commission, fait remarquer dans une consultation écrite ¹ que, si les dispositions sur le bilan sont satisfaisantes, elles contiennent, par contre, une grande lacune, en ne mentionnant nulle part l'exigence d'établir un compte de pertes et profits, ou mieux un compte d'exploitation; que seul ce dernier, dont le résultat concorde avec la différence de l'état de fortune entre le commencement et la fin de l'année, permet une sécurité dans la technique comptable et la possibilité d'un jugement sur la situation de l'entreprise. Il propose, en conséquence, que l'on complète les art. 939 à 942 par la mention du « compte d'exploitation » — ou « Betriebsrechnung » —. La Commission du Conseil national approuve cette proposition et décide de mentionner, dans ces trois articles, à côté du bilan, le compte d'exploitation ². Le rapporteur précise les raisons pour lesquelles la Commission a préféré cette dénomination à celle de « compte de pertes et profits ». Si ce dernier est, tout naturellement, la pièce qui permet à un commerçant de se rendre compte de sa situation une fois au moins par année, l'on craint, par contre, qu'une personne qui exploite un commerce de petite envergure, ne soit pas à même de tenir un tel compte; or, ce qui importe, c'est qu'elle soit périodiquement au moins au clair sur sa situation financière quel que soit le genre de comptabilité et quelle que soit la pièce qui lui permette d'avoir une vue d'ensemble de ses affaires ³.

Parmi les prescriptions spéciales applicables à la société anonyme, seules les dispositions relatives à la constitution des réserves latentes ⁴ stimulent les délibérations de la Commission du Conseil national ⁵. Plusieurs arguments nouveaux sont invoqués s'ajoutant à ceux qui, jusqu'ici, ont été avancés. C'est d'abord la proposition que la dissolution ou l'utilisation de celles-ci, pour couvrir une perte ou pour faire apparaître un bénéfice, ressortent du compte de pertes et profits ⁶; d'une part, d'un point de vue interne, afin de fixer une limite aux pouvoirs de l'administration; d'autre part, d'un point de vue externe, afin de prévenir le public d'une prospérité illusoire et trompeuse. Cette proposition, qui enlève aux réserves latentes leur caractère de réserves cachées, n'est pas acceptée par la Commission. En outre, est posée la question d'une limite générale et minimale pour les sous-évaluations: par exemple la moitié ou les deux tiers de la valeur maximale admissible ⁷. Afin de révéler, dans une

¹ A. SCHIRMER « Die Buchhaltung im Revisionsentwurf des Obligationenrechtes » — février 1933, p. 1.

² Verhandlungen *op. cit.* 1933, p. 17.

³ Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 792.

⁴ Art. 664 al. 2 du projet du Conseil fédéral.

⁵ Verhandlungen *op. cit.* 1932, p. 46 ss.

⁶ Voir à ce sujet: Arnold GYSIN « Gutachten an die Sozialdemokratische Partei der Schweiz betr. die Revision des Obligationenrechtes » printemps 1932, p. 27 remis à la Commission du Conseil national, proposition qui est reprise par « Neue Schweiz » — Eingabe an den schweizerischen Nationalrat — 31 mai 1934 — postulat n° 4, p. 9 et 19.

⁷ Gutachten GYSIN *op. cit.* 1932, p. 28. Proposition déjà formulée quant à son principe par la Petite Commission d'experts en 1916.

certaine mesure, l'existence de réserves latentes, le représentant du Conseil fédéral propose une solution intermédiaire: l'administration serait tenue de renseigner les contrôleurs sur la constitution et l'affectation de ces réserves latentes ¹. La Commission du Conseil national approuve ladite proposition qui complète ainsi l'art. 664 du projet par un troisième alinéa ². Enfin, le rapporteur de la majorité rappelle que les réserves latentes sont un élément de sécurité dans les tempêtes que traversent le commerce et l'industrie du pays. Sans les réserves latentes, jamais les banques suisses n'auraient pu supporter, dit-il, « les coups qu'ont été pour elles la chute des changes anglais et américains et la baisse des valeurs que les plus prudents estimaient devoir être intangibles ». Et le rapporteur de conclure: « Traduire toute perte par des fluctuations de bilan serait provoquer des ébranlements de la confiance publique dans des établissements encore sains, sinon provoquer runs et paniques » ³.

Le Conseil national accepte l'article sur les réserves latentes ainsi complété.

* * *

Les titres 24 à 33 révisés du Code des obligations sont promulgués par la loi fédérale du 18 décembre 1936 ⁴ qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1937. La base des principes généraux concernant le droit du bilan, dont fait partie le principe de sincérité, se trouve contenue dans les art. 957 à 960 du titre XXXII sur la comptabilité commerciale. En voici le texte — allemand et français — définitif:

*Zweiunddreissigster Titel
Die kaufmännische Buchführung
A. Pflicht zur Buchführung*

Art. 957

Wer verpflichtet ist, seine Firma in das Handelsregister eintragen zu lassen, ist gehalten, diejenigen Bücher ordnungsmässig zu führen, die nach Art und Umfang seines Geschäftes nötig sind, um die Vermögenslage des Geschäftes und die mit dem Geschäftsbetriebe zusammenhängenden Schuld- und Forderungsverhältnisse sowie die Betriebsergebnisse der einzelnen Geschäftsjahre festzustellen.

*Titre trente-deuxième
De la comptabilité commerciale
A. L'obligation de tenir une comptabilité*

Art. 957

Quinconque a l'obligation de faire inscrire sa raison de commerce sur le registre du commerce doit posséder les livres exigés par la nature et l'étendue de ses affaires; il les tiendra exactement et de manière qu'ils révèlent à la fois la situation financière de l'entreprise, l'état des dettes et créances se rattachant à l'exploitation, de même que le résultat des exercices annuels.

¹ Intervention du Conseiller fédéral Häberlin – Verhandlungen *op. cit.* 1932, p. 48.

² Voir également à ce sujet le rapport de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort) « an die Nationalrätlichen Kommission für die Revision des Obligationenrechtes » du 17 janvier 1933, p. 4 ss.

³ Bull. stén. CN *op. cit.* 1934, p. 282.

⁴ RO 1937, p. 185 ss.

B. Bilanzvorschriften

I. Bilanzpflicht

Art. 958

Wer zur Führung von Geschäftsbüchern verpflichtet ist, hat bei Eröffnung des Geschäftsbetriebes ein Inventar und eine Bilanz und auf Schluss eines jeden Geschäftsjahres ein Inventar, eine Betriebsrechnung und eine Bilanz aufzustellen.

Inventar, Betriebsrechnung und Bilanz sind innerhalb einer dem ordnungsmässigen Geschäftsgang entsprechenden Frist abzuschliessen.

II. Bilanzgrundsätze

1. Bilanzwahrheit und -klarheit

Art. 959

Betriebsrechnung und Jahresbilanz sind nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, damit die Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten.

2. Wertansätze

Art. 960

Inventar, Betriebsrechnung und Bilanz sind in Landeswährung aufzustellen.

Bei ihrer Errichtung sind alle Aktiven höchstens nach dem Werte anzusetzen, der ihnen im Zeitpunkt, auf welchen die Bilanz errichtet wird, für das Geschäft zukommt.

Vorbehalten bleiben die abweichenden Bilanzvorschriften die für Aktiengesellschaften, Kommanditaktiengesellschaften, Gesellschaften mit beschränkter Haftung sowie Versicherungs- und Kreditgenossenschaften aufgestellt sind¹.

B. Règles concernant le bilan

I. Obligation de dresser un bilan

Art. 958

Toute personne astreinte à tenir des livres doit dresser un inventaire et un bilan au début de son entreprise, ainsi qu'un inventaire, un compte d'exploitation et un bilan à la fin de chaque exercice annuel.

L'inventaire, le compte d'exploitation et le bilan sont clos dans un délai répondant aux nécessités d'une marche régulière de l'entreprise.

II. Principes à observer

1. Clarté et sincérité du bilan

Art. 959

Le compte d'exploitation et le bilan annuel sont dressés conformément aux principes généralement admis dans le commerce; ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter, afin que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise.

2. Evaluations

Art. 960

Les articles de l'inventaire, du compte d'exploitation et du bilan sont exprimés en monnaie suisse.

La valeur de tous les éléments de l'actif ne peut y figurer pour un chiffre dépassant celui qu'ils représentent pour l'entreprise à la date du bilan.

Demeurent réservées les dispositions contraires qui s'appliquent aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions, aux sociétés à responsabilité limitée et aux sociétés coopératives d'assurance et de crédit¹.

¹ Le texte italien de l'art. 959 CO est le suivant:

« II. Norme per l'allestimento.

1. Verità e chiarezza del bilancio.

Il conto d'esercizio e il bilancio annuale devono essere allestiti secondo i principi generalmente ammessi dalla pratica commerciale, in modo completo e chiaro, sì da mostrare agli interessati con la maggiore evidenza e verità la situazione economica dell'azienda. »

Contrairement au CO de 1881, le droit du bilan de la société anonyme dans le CO révisé n'est pas influencé par la législation allemande la plus récente entrée en vigueur en septembre 1931¹. Celle-ci fait un pas capital pour obtenir une plus grande clarté du bilan. Pour la première fois, le législateur impose aux sociétés anonymes l'obligation de présenter leurs comptes annuels, bilan et compte de pertes et profits — ou « Jahresabschluss » — selon un schéma détaillé minimal contenu dans la loi². La question se pose de savoir si le législateur suisse aurait pu s'inspirer des dispositions de l'Ordonnance allemande avant de mettre un point final, en 1936, à la revision du droit de la société anonyme. En automne 1931, le Conseil des Etats a, pour ainsi dire, terminé l'examen du projet du Conseil fédéral déposé en 1928. Les délibérations du Conseil national et de sa Commission sont en cours. Un rapport adressé à certains députés dans le courant de l'année 1932 leur signale expressément les nouvelles dispositions du droit allemand sur la société anonyme en matière de bilan³. Si les autorités législatives sont encore, théoriquement, en mesure de prendre ces dispositions en considération, il faut bien admettre qu'une réforme aussi fondamentale ne peut pratiquement être improvisée au moment où s'achève, après de longs et laborieux efforts, une revision importante du droit commercial suisse. L'on peut certes le regretter maintenant à une époque où la présentation des comptes annuels, étroitement liée à l'information des actionnaires existants ou potentiels, commence à sensibiliser profondément le monde des affaires.

A l'opposé, l'Ordonnance allemande de 1931, puis l'Aktiengesetz de 1937, empruntent à la législation suisse la formule générale relative à la clarté du bilan telle qu'elle est exprimée dans les art. 656 al. 1 du CO de 1881 et 940 du projet du Conseil fédéral de 1928⁴. D'où la constatation qu'il existe depuis l'Aktiennovelle de 1870 un véritable phénomène d'osmose entre le droit du bilan allemand et suisse. Cette influence réciproque corrobore l'observation

¹ « Notverordnung des Reichspräsidenten über Aktienrecht, Bankenaufsicht und über Steueramnestie » du 19 septembre 1931.

Cette Ordonnance est considérée comme étant la petite réforme du droit de la société anonyme en Allemagne — ou « als kleine Aktienrechtsreform » — précédant la nouvelle loi allemande sur les sociétés anonymes — ou « Aktiengesetz » — du 30 janvier 1937.

Voir à ce sujet: « Aktiengesetz » Grosskommentar Band I 1973, p. 2 et 3.

² Art. 5 de l'Ordonnance du 19 septembre 1931.

³ Arnold GYSIN « Gutachten an die Sozialdemokratische Partei der Schweiz betr. die Revision des Obligationenrechts » — printemps 1932, p. 21 ss.

⁴ Art. 2 par. 260b al. 2 de l'Ordonnance du 9 septembre 1931: « Der Jahresabschluss ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass er den Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die Lage der Gesellschaft gewährt. »

Art. 129 al. 1 de l'Aktiengesetz de 1937: « Der Jahresabschluss hat den Grundsätzen ordnungsgemässer Buchführung zu entsprechen. Er ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass er einen möglichst sicheren Einblick in die Lage der Gesellschaft gewährt. »

Voir à ce sujet: OTTO HEILBRUNN « Jahresabschluss, Geschäftsbericht und Kontrollstelle im Entwurf eines Bundesgesetzes von 1928 unter besonderer Berücksichtigung der Erfahrungen auf Grund der deutschen Aktienrechtsnovelle von 1931 » dans Abhandlungen zum schweizerischen Recht — thèse 1933, p. 10 ss.

selon laquelle « dans aucun autre domaine que celui du droit commercial, l'on s'est appuyé sur des modèles étrangers et l'on a emprunté ceux-ci dans une aussi large mesure »¹.

* * *

Par les prescriptions générales et spéciales qu'ils énoncent pour dresser le bilan, le CO de 1881 et le CO révisé de 1936 peuvent se classer historiquement parmi les législations commerciales qui épousent la conception germanique de la codification du droit comptable². Cette conception se distingue par la présence dans la loi de nombreuses règles impératives, précises et détaillées, notamment pour l'évaluation dans le bilan des actifs et des passifs.

En France, au contraire, jusqu'à une époque récente, le droit du bilan n'est pas codifié. Sous la forte influence du Code de commerce napoléonien de 1807, le législateur s'abstient, même pour les sociétés commerciales, de fixer des règles pour dresser le bilan, tout en cherchant, par ailleurs, à en assurer l'exactitude par des dispositions formelles sur la tenue des livres de comptabilité et par des sanctions pénales; il considère en particulier que la question des évaluations est de fait et non de droit³ et laisse le soin à la jurisprudence de fixer de cas en cas les règles et principes à observer⁴.

Toutefois, ces deux conceptions, dont le but commun est d'obtenir un bilan clair et sincère, ont aujourd'hui tendance à se rejoindre, cela en raison de l'évolution du droit français en matière de bilan⁵ et des travaux entrepris au sein

¹ Karl WIELAND *op. cit.* 1921 Band I, p. 46.

² Cela sous réserve des dispositions relatives à la structure et à la présentation des comptes annuels, dispositions encore inexistantes en droit suisse.

³ Jean-Jacques MERCIER « Etude juridique sur le bilan des sociétés anonymes » — 1911, p. 100 (dissertation)

⁴ Le droit anglo-saxon de la première moitié du XX^e siècle s'inspire de la conception française en matière de bilan des sociétés commerciales. Le « Companies Act » de 1929 ne réglemente pas la manière d'évaluer les actifs. Chaque société conserve la liberté d'apprécier la valeur des éléments de l'actif et du passif à la condition que le bilan indique comment la valeur a été déterminée.

Voir à ce sujet: Joseph HAMEL *op. cit.* 1932, p. 21.

⁵ Voir à ce sujet:

- Travaux de la Commission de réforme du Code de commerce et du droit des sociétés — quatrième volume 1951, p. 531 ss. (règles d'évaluation — amortissements et provisions).
- La loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, notamment les art. 341 (principe de continuité dans l'établissement des comptes) et 342 al. 1 (principe de sincérité).
- Le décret n° 67-236 du 23 mars 1967, notamment l'art. 244 (mention dans le rapport de gestion de l'utilisation d'autres méthodes d'évaluation des biens dans l'inventaire et le bilan).
- Le décret n° 71-86 du 6 janvier 1971 prescrivant un plan comptable général, un schéma de bilan et de compte de pertes et profits.
- DALLOZ « Code général des impôts » 1973 Ann. III art. 38 quinquies pour les règles d'évaluation.

de la Commission des Communautés européennes (CEE) en vue de coordonner les législations nationales ¹.

* * *

Annoncé par le CO de 1881, le principe juridique de la sincérité du bilan prend définitivement sa place lors de la revision des titres 24 à 33.

Le législateur de 1936 a commencé par mettre l'accent sur l'état complet du bilan, en insérant cette exigence dans le texte de la loi ². Quelques années plus tard, dans le même article, le législateur fait référence aux principes généralement admis dans le commerce ³. Il énonce le principe de sincérité du bilan — ou « Bilanzwahrheit » — par la mention d'une expression nouvelle, non pas dans le texte légal, mais seulement dans la note marginale. La question se pose dès lors de savoir si le mot sincérité — ou « Wahrheit » — recouvre un nouveau principe de fond « celui de la sincérité du bilan » selon l'intention exprimée en 1923 par le législateur, ou si ce mot, placé dans la note marginale, n'est pas seulement destiné à introduire le texte de l'article. C'est une des questions à laquelle nous tenterons de répondre dans le titre deuxième de notre étude ⁴.

* * *

¹ Proposition d'une quatrième directive tendant à coordonner les législations nationales sur les comptes annuels des sociétés de capitaux du 16 novembre 1971, proposition modifiée le 21 février 1974.

² Art. 651 de l'avant-projet de 1917: « Die periodische Betriebsbilanz ist so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen... »

³ Art. 942 du projet II de 1923: « Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätze so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen... »

⁴ Voir pages 214 ss ci-après.

TABLE DE CONCORDANCE ENTRE LES ARTICLES DES DIVERS PROJETS RELATIFS
A LA REVISION DES TITRES 24 A 33 DU CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DE 1936

<i>Texte définitif</i>	<i>11 décembre 1936</i>		<i>inexistant</i>	<i>957</i>	<i>959</i>	<i>960</i>
Code fédéral des obligations	14 juin	1881	616 ch. 10	877	656 al. 1	—
Projet concernant la loi destinée à compléter le projet de code civil suisse	janvier	1905	—	1738 al. 1	—	—
Premier avant-projet Huber sur les sociétés commerciales	juin	1915	684 ch. 8	—	662 al. 1	—
Deuxième avant-projet Huber	juin	1917	695 ch. 14	966 al. 1	651 al. 1	968
Projet I Huber	décembre	1919	695 ch. 14	942 al. 1	652 al. 1	944
Projet II Hoffmann	décembre	1923	inexistant	940 al. 1	942 al. 1	943
Projet du Conseil fédéral	21 février	1928	inexistant	938 al. 1	940	941

LOI FÉDÉRALE REVISANT LES TITRES XXIV A XXXIII DU CODE
DES OBLIGATIONS (DU 18 DÉCEMBRE 1936) - Art. 959

Texte allemand

Texte français

Code des obligations
du 14 juin 1881

656. Die Bilanz ist so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Aktionäre einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten...

656. Le bilan doit être dressé d'une façon assez claire et facile à saisir pour que les actionnaires puissent se rendre un compte aussi exact que possible de la vraie situation de fortune de la société...

Avant-projet Huber
1915

662. III. Bilanzgrundsätze

I. Im allgemeinen

Die wirtschaftlichen Körperschaften haben, auch wenn sie zur Veröffentlichung der Bilanz nicht verpflichtet sind, jährliche Bilanz zu ziehen und diese so klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Körperschaft erhalten...

(inexistant)

Avant-projet Huber
1917

651. E. Bilanzvorschriften

II. Bilanzgrundsätze

1. Im allgemeinen

Die periodische Betriebsbilanz ist so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft erhalten...

(inexistant)

Projet I Huber 1919

652. F. Bilanzvorschriften

II. Bilanzgrundsätze für die Betriebsbilanz

1. Im allgemeinen

Die periodische Betriebsbilanz ist so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirtschaftliche Lage der Gesellschaft erhalten...

652. F. Prescriptions relatives au bilan

II. Principes applicables aux bilans d'exploitation

1. En général

Les bilans d'exploitation doivent être dressés d'une façon assez complète, claire et facile à saisir pour que les sociétaires puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation financière de la société...

Projet II Hoffmann
1923

942. B. Bilanzvorschriften

II. Bilanzgrundsätze

**1. Bilanz-Wahrheit und
-Klarheit**

Die Jahresbilanz ist nach allgemeinen anerkannten kaufmännischen Grundsätze so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten...

**942. B. Dispositions relatives
au bilan**

II. Principes à observer

**1. Clarté et sincérité du
bilan**

Le bilan annuel doit être dressé conformément aux principes généralement admis dans le commerce; il sera assez complet, assez clair et assez facile à consulter pour que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise...

Projet du Conseil
fédéral 1928

940. B. Bilanzvorschriften

II. Bilanzgrundsätze

**1. Bilanzwahrheit und
klarheit**

Die Jahresbilanz ist nach allgemeinen anerkannten kaufmännischen Grundsätzen so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten.

**940. B. Règles concernant le
bilan**

II. Principes à observer

**1. Clarté et sincérité du
bilan**

Le bilan est dressé conformément aux principes généralement admis dans le commerce; il doit être assez complet, assez clair et assez facile à consulter pour que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise.

Texte définitif du
Code fédéral des
obligations

959. B. Bilanzvorschriften

II. Bilanzgrundsätze

**1. Bilanzwahrheit und
klarheit**

Betriebsrechnung und Jahresbilanz sind nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, damit die Beteiligten einen möglichst sichern Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten.

**959. B. Règles concernant le
bilan**

II. Principes à observer

**1. Clarté et sincérité du
bilan**

Le compte d'exploitation et le bilan annuel sont dressés conformément aux principes généralement admis dans le commerce; ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter, afin que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise.

TITRE SECOND

Essai d'une définition du principe de
sincérité du bilan en droit positif suisse

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

La définition d'un principe aussi général que celui de *sincérité du bilan* exige que certaines limites soient fixées à notre essai. Il est bon que, d'emblée, le lecteur en soit informé.

* * *

La première limite, qui nous paraît devoir être tracée, est le problème des réserves latentes. Nous pensons surtout à celles qui peuvent être intentionnellement créées, plutôt qu'à celles qui apparaissent d'elles-mêmes au bilan¹. Rappelons qu'une réserve latente volontaire est constituée au moyen de bénéfices par une sous-évaluation consciente et voulue de certains actifs ou par une surévaluation consciente et voulue de provisions au passif. Ces réserves sont appelées « latentes » parce qu'elles n'apparaissent pas ouvertement au bilan, dans un poste de réserve spécifique. La doctrine² distingue les réserves latentes « dissimulées », dont l'existence ne peut en aucun cas être constatée à la lecture du bilan, des réserves « cachées » dont l'existence — mais non le montant — peut ressortir d'un examen critique du bilan (immobilisation à 1 fr. par exemple).

Lors de la revision du CO de 1881, le législateur a admis le droit, pour les entreprises, de créer dans leur bilan des réserves latentes³. Il a reconnu, cependant, qu'il en résultait une « brèche dans la vérité du bilan » et une « contradiction entre la vérité et la clarté »⁴. De son côté, le Tribunal fédéral, s'exprimant par euphémisme, constate que ce droit « porte une atteinte sensible au principe de la clarté et de la sincérité du bilan »⁵. Disons nettement : la création

¹ Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes — Rapport intérimaire 1972, p. 47.

² Edouard FOLLIET « Le bilan dans les sociétés anonymes du point de vue juridique et comptable » — 1969, p. 337 et 338.

³ Voir pages 157 et 161 ci-dessus.

⁴ Voir page 130 ci-dessus.

⁵ ATF 82 II 216 dans la cause M. et N. c/la société X. du 19 mars 1956 — JdT 1957 I 124 — SJ 1957, p. 49 ss.

intentionnelle de réserves latentes est une véritable infraction à la sincérité et à la clarté d'un bilan. Toutefois, comme elle est autorisée par la loi, cette infraction doit être considérée comme une dérogation au principe de la sincérité et de la clarté du bilan posé par l'art. 959 CO. La question de savoir dans quelle mesure cette dérogation se justifie sort du cadre de notre étude. Il n'est donc pas dans notre intention de l'aborder. Une doctrine abondante a déjà largement discuté ce problème.

Pour essayer de définir la notion de sincérité, l'on doit, a priori, faire abstraction de la dérogation admise par le législateur au sujet des réserves latentes. Notre raisonnement sera, par conséquent, fondé sur ce préalable.

Nous chercherons néanmoins à déterminer si le contenu du principe de sincérité fixe des frontières à cette dérogation; si l'application de ce principe doit éventuellement en restreindre l'étendue.

* * *

La responsabilité civile, résultant d'une violation des principes à observer pour établir un bilan est la seconde limite qui nous semble devoir être imposée. L'étude de ce problème nous mettrait dans l'obligation d'effectuer plusieurs recherches portant notamment sur les questions suivantes:

- le caractère de droit privé des art. 959 et 960 CO;
- les divers aspects de la responsabilité civile pour acte illicite du commerçant individuel et des associés gérants d'une société de personnes; des personnes chargées de la gestion et du contrôle dans le cas des sociétés à base de capitaux, en vertu des dispositions du Code des obligations et des lois spéciales (banques, fonds de placement);
- la responsabilité civile résultant de la violation d'une obligation dans le cas d'un engagement pris sur la base d'un bilan ne respectant pas le principe de sincérité;
- la responsabilité civile des personnes ayant collaboré à la tenue de la comptabilité et à l'établissement du bilan;
- la relation entre la faute et le manque de sincérité d'un bilan (erreur excusable ou erreur inexcusable);
- les dommages pouvant résulter de la violation des art. 959 et 960 CO;
- le lien de causalité entre ces dommages et le défaut de sincérité du bilan;
- la sanction civile en cas de violation du principe de sincérité du bilan; l'incidence de la gravité de la faute sur la réparation du dommage, etc.

La seule énumération des questions que peut poser la responsabilité civile de l'auteur du bilan en relation avec le principe de sincérité démontre combien ce problème est vaste et complexe. Nous pensons, par conséquent, qu'il est plus raisonnable de nous abstenir de l'examiner, par crainte de devoir rester dans les généralités et, par là même, dans une certaine superficialité. Nous préférons consacrer nos efforts à rechercher ce qu'il faut entendre par la sincérité du bilan : sa notion et son contenu. Cela nous paraît être la condition préalable à toute discussion quant à la responsabilité civile du commerçant en cas de violation de cette sincérité.

* * *

PREMIÈRE PARTIE

La notion de sincérité et sa portée

Chapitre VI

LA DÉFINITION DE LA SINCÉRITÉ

	Pages
A — La sincérité de l' <i>auteur du bilan</i>	181
B — La sincérité des <i>comptes</i>	189
C — Objectivité et subjectivité de la sincérité des comptes	195
D — Le sens du mot <i>sincérité</i>	201

A. LA SINCÉRITÉ DE L'AUTEUR DU BILAN

SOMMAIRE

	Pages
Les personnes intervenant dans le processus de l'établissement du bilan . .	183
La notion de sincérité dans la doctrine française	184
La bonne foi subjective de l'auteur du bilan	185
La divergence apparente entre les termes « sincérité » et « Wahrheit » de l'art. 959 CO	187

Une première question se pose au sujet de la notion de sincérité du bilan. S'agit-il de la sincérité de son auteur ou de la sincérité du bilan lui-même ?

* * *

L'auteur du bilan doit être pris ici dans un sens large. Ce sont toutes les personnes qui interviennent directement ou indirectement dans le processus de l'établissement du bilan. Il s'agit d'abord des personnes qui ont pour fonction de tenir de façon continue la comptabilité de l'entreprise, notamment les journaux auxiliaires de base (caisse — chèques postaux — banques), le journal général et les comptes du grand livre. Ce sont, ensuite, les personnes qui participent d'une façon ou d'une autre à l'élaboration du bilan proprement dit ; leur mission essentielle est de dresser l'inventaire, en quantité et en valeurs, de l'ensemble des éléments de la fortune et des dettes de l'entreprise. Elles déterminent également, dans un bilan d'exploitation, le résultat comptable de l'exercice. Il s'agit enfin des personnes qui ont la responsabilité d'approuver, en dernier lieu, les comptes annuels avant que ceux-ci soient communiqués aux intéressés : actionnaires ou certains créanciers. Il va sans dire que toutes les personnes, qui entrent dans la définition de l'auteur du bilan au sens large, sont plus ou moins nombreuses selon la forme juridique, la nature ou l'importance d'une entreprise. Dans une petite entreprise individuelle, par exemple, le chef de maison peut procéder à la tenue de la comptabilité et à l'élaboration de son bilan, seul ou avec l'aide d'un comptable. Dans une société de personnes, les associés peuvent eux-mêmes se répartir les diverses opérations comptables qui aboutissent au bilan ; par contre, une grande entreprise aura recours à de nombreux comptables, plus ou moins qualifiés selon leurs fonctions respectives, pour assurer le service de la comptabilité et l'établissement des comptes annuels. En conséquence, faire allusion à la sincérité de l'auteur du bilan, c'est sous-entendre la sincérité de toutes les personnes qui collaborent de façon plus ou moins directe à le dresser.

* * *

Dans la langue française, le mot « sincérité » pose un certain problème d'ordre sémantique. Il s'applique à la fois à la personne que l'on qualifie de sincère et à certaines choses qui ont un caractère d'authenticité. La doctrine suisse, influencée par le texte allemand de l'art. 959 CO, ignore la question¹. La doctrine française, récente, est, par contre, partagée sur le point de savoir si la notion de sincérité concerne celui qui établit les comptes ou les comptes eux-mêmes. Il y a trois raisons à cela :

C'est d'abord la conception historique de la législation française. Le Code de commerce de 1807², la loi sur les faillites et banqueroutes de 1838³, la loi sur les sociétés en commandite par actions de 1856⁴, puis la loi sur les sociétés de 1867 ont chaque fois fixé des règles négatives au sujet de la tenue des livres de commerce et des inventaires. Le législateur français s'est surtout préoccupé de la responsabilité du commerçant ou de l'administrateur. Si les livres ou les inventaires sont incomplets, irrégulièrement tenus, inexacts et s'ils n'offrent pas la véritable situation de l'entreprise, la responsabilité de ces personnes est engagée.

C'est ensuite la jurisprudence de la Cour de Cassation quant aux évaluations⁵. Celles-ci doivent être faites, dit-elle, avec sincérité, prudence et bonne foi. Selon cette formule, aucun reproche ne pourrait être adressé à un commerçant ou à un administrateur, si l'on ne peut démontrer, dans l'application d'une méthode d'évaluation, qu'il a manqué de sincérité, de prudence ou de bonne foi. La Cour de Cassation a encore proclamé que le bilan devait être établi de manière « loyale »⁶. La jurisprudence place ainsi la personne de l'auteur du bilan au centre des critères relatifs à la sincérité de celui-ci.

C'est enfin le fait que, depuis le décret-loi du 8 août 1935, la loi confie aux commissaires aux comptes des sociétés anonymes le mandat de contrôler la régularité et la sincérité du bilan, disposition reprise par l'art. 228 al. 2 de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Pour certains commentateurs⁷, la sincérité doit s'apprécier, « non du côté des comptes, mais du côté de l'auteur ou du responsable des comptes, des dirigeants de la société. Les documents seront sincères s'ils sont établis avec loyauté et bonne foi ». Le commissaire doit vérifier la bonne foi des dirigeants dans le choix des options et des évalua-

¹ Sauf erreur, il en est de même des doctrines allemande et italienne.

² Voir page 45 ci-dessus.

³ Voir page 50 ci-dessus.

⁴ Voir page 56 ci-dessus.

⁵ Arrêts de la Cour de Cassation des 11 juin 1928 et 22 avril 1929 (cités par Pierre VAN OMME-SLAGHE « Les réserves occultes et les évaluations dans les bilans des sociétés » dans *Revue pratique des sociétés* 1964, p. 21).

⁶ Maurice VIOT « La sincérité des bilans au regard des problèmes juridiques » dans *Revue française de comptabilité* – mars 1972, p. 25 ss.

⁷ Cités par François GORÉ « Les notions de régularité et de sincérité des comptes » dans *Revue française de comptabilité* – avril 1973, p. 170.

tions. Selon ce critère, seule une personne peut être sincère; quand on parle de la sincérité des comptes, c'est la sincérité de ceux qui les ont établis qui est en réalité recherchée ¹.

Pour d'autres commentateurs — et parmi eux le Doyen Goré ² — sur le plan du droit privé, la sincérité doit être appréciée objectivement. C'est la sincérité des comptes et non celle de l'auteur des comptes. C'est cette dernière position qu'a prise la Commission des Opérations de Bourse (C.O.B.) à Paris. Voici à ce sujet l'opinion récente du Président d'honneur de l'Institut français des experts-comptables: « Quant à la sincérité, elle doit être appréciée objectivement, c'est-à-dire que nous attesterons la sincérité des comptes et non pas celle de l'auteur des comptes, ce qui est très important pour notre profession » ³.

* * *

Ces divergences de vues font bien ressortir la confusion que crée dans la langue française le mot *sincérité*. Dans le langage courant, on emploie surtout ce terme pour qualifier les qualités d'une personne sincère, c'est-à-dire sa bonne foi, sa franchise, sa loyauté. Dans cette acception, il est certain que seule une personne physique peut être sincère et non les comptes établis par elle. C'est pourquoi nous sommes d'avis que la sincérité de l'auteur du bilan n'est pas autre chose que sa bonne foi, du moins sur le plan juridique. Si le droit civil prend en considération la sincérité d'une personne (lorsque l'on garantit, par exemple, dans une convention la sincérité des personnes ayant participé à l'établissement d'un bilan), il le fait seulement sous l'angle de sa bonne foi ou de sa mauvaise foi. En conséquence, afin d'éviter tout malentendu, nous ne parlerons plus dans notre étude de la sincérité de l'auteur du bilan, mais plutôt de sa bonne ou de sa mauvaise foi.

En droit suisse, cette bonne foi — ou « *der gute Glaube* » — ressort de l'art. 3 al. 2 CCS: « Nul ne peut invoquer sa bonne foi, si elle est incompatible avec l'attention que les circonstances permettaient d'exiger de lui ». Il s'agit ici de la bonne foi subjective (*bona fides*) par opposition à la bonne foi objective — ou « *Treu und Glaube* » — à laquelle se réfère l'art. 2 al. 1 CCS. La bonne foi subjective se laisse plus facilement définir par la négative. Une personne ne peut être de bonne foi, dès qu'en prêtant l'attention que les circonstances permettaient d'exiger d'elle, elle aurait dû se rendre compte de la véritable situation. Personne ne peut se prévaloir de son ignorance lorsque celle-ci est

¹ André CHOUNAVELLE « La certification des comptes. La certification: une opinion du réviseur » dans *Revue française de comptabilité* n° 39 juin 1974, p. 231.

² François GORÉ *op. cit.* 1973, p. 170.

³ André CHOUNAVELLE *op. cit.* 1974, p. 229.

Voir également: M. PUYRAVEAU/M. DESCOTTES-GENON « Incidences du droit fiscal sur la régularité et la sincérité des bilans » dans *Revue française de comptabilité* juin/juillet 1972, p. 201 et 202.

imputable à la négligence ou à la légèreté. La bonne foi est exclue, non seulement lorsqu'on connaît, mais aussi lorsqu'on doit connaître l'existence d'un défaut juridique ou de certains faits ¹. En d'autres termes, « pour être de bonne foi, il faut non seulement avoir ignoré le vice juridique ou de fait, mais encore avoir été dans l'impossibilité, en raison des circonstances particulières du cas, de le connaître » ².

Si l'on applique ces principes au domaine de la comptabilité, la mauvaise foi de l'auteur du bilan peut s'exprimer dans les quelques exemples suivants :

- Un commerçant renonce à comptabiliser des recettes au comptant; à enregistrer une commission versée de la main à la main; le paiement ou l'encaissement sans quittance d'une partie du prix d'achat ou de vente d'un bien.
- Un commerçant décide de ne pas inclure, en quantités, dans son inventaire de sortie l'intégralité des marchandises en stock.
- Les dirigeants d'une société hésitent, puis renoncent à tenir compte, dans le bilan, d'un risque d'insolvabilité dans l'évaluation d'une créance sur un important client qui est à la veille de requérir un sursis concordataire.
- Un commerçant comptabilise, sur des marchandises en stock invendues, une plus-value résultant de l'augmentation — à la date de clôture du bilan — des prix du marché alors que ceux-ci sont en baisse au moment où il établit matériellement son bilan.
- Les dirigeants d'une société ne veulent pas aggraver le résultat déficitaire de l'entreprise et renoncent provisoirement à comptabiliser un amortissement correspondant à une perte définitive sur une participation venant de faire l'objet d'un assainissement.

Dans ces exemples, l'auteur du bilan n'agit pas, pour reprendre l'expression d'Andreas Funk ³ « avec bonne conscience ». Sa mauvaise foi porte sur des éléments nécessaires à l'établissement de ce document. Il est donc évident qu'il ne peut, dans ces circonstances, établir un bilan sincère. D'où la constatation que *la bonne foi subjective de l'auteur du bilan, ou l'absence de mauvaise foi de sa part, est une condition préalable de la sincérité du bilan.*

* * *

¹ Peter TUOR « Das Schweizerische Zivilgesetzbuch — Eine systematische Darstellung mit Berücksichtigung der Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts » — 1968, p. 54.

² Robert PATRY « Le principe de la confiance et la formation du contrat en droit suisse » — thèse 1953, p. 165.

³ Voir page 20 ci-dessus.

La note marginale de l'art. 959 CO mentionne dans le texte français le mot « sincérité » et dans le texte allemand le mot « Wahrheit » — ou « vérité » —. Existe-t-il une divergence entre ces deux termes ? Un ouvrage récent semble l'admettre ¹. Il constate que « relativité et subjectivité sont les caractéristiques fondamentales qui différencient la sincérité de la vérité ». Il conclut que, dans le cadre des exigences posées par le législateur à l'art. 959 CO, seul le terme de « sincérité » correspond à sa volonté. Nous ne pouvons nous ranger à cette opinion pour la raison suivante :

La divergence des termes « sincérité » et « vérité » figurant dans l'art. 959 CO n'est qu'apparente. En effet, avant que surgisse pour la première fois dans le projet Hoffmann — 1923 — ² le mot « Wahrheit », ce mot avait été utilisé par le Conseil fédéral dans son rapport à l'Assemblée fédérale du 16 mars 1920 sur les conséquences des dépréciations de change pour les sociétés anonymes et les sociétés coopératives ³. Or, dans le texte français de ce rapport, les expressions allemandes contenant le mot « Wahrheit » ont été traduites comme suit :

« nach dem Grundsatz der Bilanzwahrheit »	« en vertu des règles sur lesquelles reposent l'établissement de tout bilan véridique »
« zur Maxime der Bilanzwahrheit »	« au principe qui exige un bilan véridique »
« dem Grundsatz der Bilanzwahrheit »	« au principe de la véridicité des bilans »
« vom Prinzip der Bilanzwahrheit »	« au principe d'un bilan véridique »

Nulle part n'apparaît, dans ce rapport, une divergence entre le texte allemand et français ; tous les deux mentionnent nettement la notion de vérité ou de véracité du bilan. Il en résulte que le mot « sincérité » de l'art. 959 CO doit être compris dans le même sens, qui est d'ailleurs l'un de ceux donnés par le dictionnaire Robert : « caractère de ce qui est authentique, dont l'autorité, la réalité, la *vérité* ne peut être contestée ». Cela correspond d'ailleurs à l'opinion déjà formulée par la Commission spéciale qui s'était occupée des règles relatives au bilan, lors du projet IV de 1879 : « La chose principale est que le bilan soit clair et vrai — ou « klar und *wahr* » — ⁴.

* * *

La conséquence logique de la sincérité sur le plan du droit civil et l'interprétation philologique de la loi nous amènent à la conclusion : la sincérité de

¹ Pierre del BOCA « Le faux bilan de la société anonyme. Etude de droit pénal et de droit fiscal » — thèse 1974, p. 139 et 140.

² Voir pages 143 ss. ci-dessus.

³ Voir pages 135 et 136 ci-dessus.

⁴ Voir page 90 ci-dessus.

l'auteur du bilan, ou plus exactement sa bonne foi, ne peut correspondre à la notion de sincérité telle qu'elle est prescrite par l'art. 959 CO. Nous pensons, néanmoins, que cette bonne foi est une présupposition de la sincérité du bilan, bonne foi sans laquelle cet objectif ne peut être atteint.

Par contre, un bilan n'est pas obligatoirement sincère même si son auteur est de bonne foi. Une erreur ou une omission excusable, des informations inexactes ou insuffisamment précises, un manque de connaissances dans le domaine de la technique comptable peuvent aboutir à un bilan qui ne soit pas sincère au sens de la loi, alors que la bonne foi subjective de son auteur ne peut être mise en doute.

* * *

B. SINCÉRITÉ DES *COMPTES*

SOMMAIRE

	Pages
L'aspect historique de la sincérité des comptes	191
La nature objective de la sincérité des comptes	192

La sincérité des comptes eux-mêmes, et non celle de leur auteur, est une notion très ancienne.

Cette formule apparaît pour la première fois en 1603, dans l'ouvrage de Muñoz de Escobar, le juriste, sous l'expression : « un compte sincère et correct » ou encore « un livre de comptes sincère » ¹.

Savary propose en 1673 une formule selon laquelle le failli doit certifier que l'état de tous ses effets, tant actifs que passifs, « contient vérité » ².

Irson énonce en 1678 dans sa quatrième règle générale que les livres « doivent contenir vérité » ³.

Le Code de commerce napoléonien de 1807 prescrit que le bilan établi en cas de faillite doit être certifié « véritable ». En outre, le failli peut être poursuivi comme banqueroutier frauduleux si les livres ne présentent pas sa véritable situation active et passive ⁴.

Selon la loi neuchâteloise de 1833, le commerçant est tenu d'avoir des livres qui le mettent en état de rendre « un compte exact » de ses opérations ⁵.

Selon la loi bernoise de 1860, la direction doit rendre aux actionnaires un compte « fidèle et complet » ⁶. Cette formule est reprise par le projet préliminaire de 1863 pour un concordat sur le droit commercial ⁷.

La chose importante est que « le bilan soit vrai » proclament les trois experts à propos du projet IV de 1879 ⁸.

¹ Voir page 19 ci-dessus.

² Voir page 28 ci-dessus.

³ Voir page 29 ci-dessus.

⁴ Voir page 45 ci-dessus.

⁵ Voir page 49 ci-dessus.

⁶ Voir page 58 ci-dessus.

⁷ Voir page 79 ci-dessus.

⁸ Voir page 90 ci-dessus.

Dans le Code italien de 1882, enfin, le bilan doit démontrer « avec évidence et vérité » les profits réellement réalisés et les pertes subies ¹.

Cette rétrospective montre que la notion de sincérité des comptes n'est pas nouvelle à la fin du XIX^e siècle quand est employée dans la doctrine de langue allemande l'expression « Bilanzwahrheit » — la vérité du bilan —.

Au cours de la revision du CO de 1881, cette expression fait son apparition dans le rapport du Conseil fédéral du 16 mars 1920 ², puis dans le rapport Hoffmann de 1923 ³ pour être définitivement adoptée dans l'art. 959 CO, lequel mentionne expressément la « sincérité du bilan » et non celle de son auteur.

En conséquence, l'on peut affirmer que *les comptes sont bien le seul objet de la sincérité du bilan*.

* * *

La sincérité des comptes est une notion de nature objective qui doit s'apprécier indépendamment de la personnalité de l'auteur du bilan et de celle de tout intéressé à consulter ce bilan. Cette appréciation objective exige que l'on fasse abstraction de tout élément personnel les concernant. Ce principe est conforme à la nature des lois commerciales qui ne considèrent, généralement, que la régularité objective d'une situation ⁴.

Les facteurs personnels relatifs à l'auteur du bilan seront notamment :

- l'erreur dans laquelle il pouvait se trouver au moment d'établir le bilan;
- sa compétence dans la gestion de l'entreprise ou dans la profession comptable;
- ses connaissances plus ou moins étendues;
- son expérience dans le domaine des affaires;
- le mobile ou l'intérêt qu'il pouvait avoir au moment de dresser le bilan ⁵;
- ses fonctions et ses attributions dans l'entreprise.

Quant à la personne intéressée à consulter le bilan, il s'agira notamment des éléments personnels suivants :

- sa bonne ou mauvaise foi subjective;
- l'erreur dans laquelle elle peut se trouver en lisant le bilan;
- son aptitude à comprendre un bilan et ses annexes;

¹ Voir page 104 ci-dessus.

² Voir pages 135 et 136 ci-dessus.

³ Voir pages 144 et 145 ci-dessus.

⁴ Georges RIPERT « Traité élémentaire de droit commercial » — 1959, p. 23.

⁵ Cela sous réserve du problème relatif au secret des affaires — voir pages 277 ss. ci-après.

- ses connaissances plus ou moins étendues, voire son ignorance;
- ses qualités en vertu desquelles elle a le droit de prendre connaissance du bilan (actionnaire, créancier, etc.);
- le mobile ou l'intérêt qu'elle peut avoir à consulter le bilan;
- la mise en péril de ses intérêts ou l'atteinte portée à ceux-ci.

A ce sujet, nous ne pouvons nous ranger à l'opinion exprimée récemment selon laquelle « on peut admettre que le commerçant s'écarte d'une stricte sincérité aussi loin que les intérêts bien compris des intéressés ne sont pas mis en péril » ou encore selon laquelle « le commerçant, après examen des intérêts en jeu, pourra se distancer d'une stricte sincérité aussi longtemps que les intéressés ne seront pas lésés » même si l'on prétend, par ailleurs, que le commerçant ne peut s'écarter d'une stricte sincérité sans « que ce départ soit motivé par des raisons légitimes », « sans que l'intérêt de l'entreprise (secret des affaires, etc.), voire celui de ses propriétaires ou de ses créanciers ne le commande »¹. Si nous avons bien compris le sens de ce texte, les règles applicables à la sincérité des comptes seraient différentes selon que les intérêts de l'auteur du bilan seraient légitimes ou non, ou encore selon que les intérêts des tiers intéressés à consulter le bilan seraient ou non mis en péril ou lésés. Ces intérêts étant évidemment différents d'une personne à l'autre, la sincérité serait façonnée au gré des circonstances. Une telle solution serait la porte ouverte à l'insécurité du droit du bilan.

Dénuée de tout élément personnel, *l'appréciation objective de la sincérité des comptes nous paraît être l'un des fondements du principe posé par l'art. 959 CO.*

* * *

¹ Jean-Pierre LEU « La sincérité du bilan en période d'inflation: responsabilité civile du commerçant » dans *La société anonyme suisse (SAG)* n° 1/1975, p. 13 et 20.

Jean-Pierre LEU « Comptabilité commerciale — Les comptes annuels » — *FJS* n° 336/1975, p. 2.

C. OBJECTIVITÉ ET SUBJECTIVITÉ DE LA SINCÉRITÉ DES COMPTES

SOMMAIRE

	Pages
La sélection dans la comptabilité des éléments objectifs et subjectifs	197
La position de la doctrine au sujet de la relation existant entre la vérité et l'évaluation des éléments de fortune	197
Le défaut de sincérité d'un bilan dans lequel la fortune nette est objectivement surévaluée.	199

En raison de la nature objective de la sincérité des comptes, nous nous sommes posé la question de savoir si le contenu de ce principe comptable pouvait éventuellement être recherché en isolant, dans la comptabilité de l'entreprise, les éléments objectifs et les éléments subjectifs. Cette solution aurait eu pour résultat la constatation que le principe de sincérité du bilan ne pouvait recouvrir que des éléments dont le caractère objectif prédomine, à savoir :

- l'exactitude de la comptabilité jusqu'à et y compris la balance générale de vérification des comptes avant les écritures de clôture;
- l'état complet du bilan et du compte d'exploitation;
- la précision d'une partie des résultats comptables annuels, tels que la détermination du prix d'acquisition ou de revient et le calcul des moins-values par rapport au prix du marché.

Cette approche aurait abouti à une impasse en ce qui concerne le domaine des évaluations. En effet, évaluer, c'est porter un jugement sur la valeur ou le prix d'un bien; c'est exprimer une opinion favorable ou défavorable sur cette valeur ou ce prix ¹. Etant une question d'appréciation, le fait d'évaluer est une action qui n'est pas dénuée de tout élément subjectif. Celle-ci n'aurait pu, par conséquent, entrer dans la notion de sincérité du bilan. Le bien-fondé d'une évaluation aurait alors dû être examiné à la lumière du principe de la bonne foi subjective ou de la prudence.

* * *

En effectuant cette recherche, nous avons remarqué que la doctrine comptable s'est toujours préoccupée de la relation existant entre la vérité et l'évaluation des éléments de fortune. Constatant que la vérité objective était un but inaccessible en matière d'évaluation, elle a cherché à corriger ou à tempérer la

¹ Définition donnée par le dictionnaire Robert.

notion de vérité. Voici, parmi les principaux concepts de la doctrine du début du XX^e siècle ¹, les quelques formules qui ont été exprimées à ce sujet :

- la vérité du bilan est un but vers lequel on doit tendre (une tendance) mais que l'on ne peut jamais atteindre complètement ²;
- un bilan fait en toute sincérité n'est qu'un état approximatif, plus ou moins éloigné de la vérité (aspect relatif de la vérité) ³;
- le principe de sincérité du bilan se réduit à la prescription selon laquelle aucun poste de l'actif ne doit être surévalué et aucun poste du passif sous-évalué. Le bilan ne doit pas donner une image plus favorable que la réalité ⁴;
- la notion de vraisemblance du bilan doit remplacer la notion de sincérité ⁵;
- la vérité relative (par opposition à la vérité absolue qui est celle de la réalité) est celle qui correspond à l'établissement du bilan en conformité des prescriptions légales et sur la base de faits contrôlables au moyen de pièces comptables ⁶;
- pour l'évaluation des articles dans le bilan, ce n'est pas purement et simplement le principe de sincérité qui doit servir de règle, mais bien en premier lieu le principe de prudence ⁷.

¹ Voir pages 121 ss. ci-dessus.

² Dans le même sens : Eduard HIs « Obligationenrecht. Vierte Abteilung: Titel XXX-XXXII. Handelsregister, Geschäftsfirmer und kaufmännische Buchführung. Art. 927-964 » – 1940, p. 407.

³ Dans le même sens :

— Otto FISCHER « L'influence des fluctuations monétaires sur les bilans et le problème de la réévaluation » thèse 1940, p. 14-15.

— Fritz de STEIGER « Le droit des sociétés anonymes en Suisse » – 1973, p. 268 ss.

⁴ Dans le même sens :

— G. BEELER « Die Buchführung nach schweizerischem Obligationenrecht » – 1942, p. 33.

— Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 38.

— Manuel suisse de revision comptable de la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – 1971 par. 4.12, p. 7.

⁵ Dans le même sens : Walter DIEHL « Die Rechnungslegung der privaten Versicherungs-Unternehmungen unter besonderer Berücksichtigung der staatlichen Aufsicht » – Dissertation 1955, p. 97.

⁶ Dans le même sens :

— Max STAEHELIN « Buchführung und Bilanz » dans Sieben Vorträge über das Neue Obligationenrecht veranstaltet von der Basler Handelskammer – 1937, p. 72.

— Nello CELIO « La contabilità nel nuovo Codice delle obbligazioni » – Dissertazione 1939, p. 88.

— Robert KÜNG « Die kaufmännische Buchführung nach dem neuen Obligationenrecht » — Inaugural Dissertation — 1940, p. 68 et 69.

— Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC) « Harmonisation comptable et intégration économique » — Actes du Congrès de Florence 5-10 octobre 1953, p. 83.

⁷ Dans le même sens :

— Jean de SENARCLENS « Les réserves des sociétés anonymes » — thèse Lausanne 1943, p. 266.

— E. WEIDMANN/P. DONZALLAZ « Bilans. Aspect juridique et comptable » – 1945, p. 24.

Dans l'ensemble, les diverses formules proposées par la doctrine peuvent se résumer dans le concept d'une vérité relative. Comme l'a déjà relevé un auteur du début de notre siècle, la vérité est quelque chose d'absolu, la dissociation entre vérité absolue et relative est un contresens ¹.

Or, écarter la notion de vérité relative, c'est exclure du même coup les évaluations du principe de sincérité, résultat identique à celui obtenu par sélection, dans la comptabilité, des éléments objectifs et subjectifs.

* * *

Arrivé à ce stade, nous nous sommes posé la question fondamentale suivante :

« Peut-on qualifier de sincère ou de véridique un bilan dans lequel les actifs sont objectivement surévalués (ou les passifs sous-évalués) et qui par là même fait ressortir un résultat plus favorable ? »

Si les mots ont un sens, la réponse ne peut être que négative. Un tel bilan n'est pas seulement établi contrairement aux règles de la bonne foi subjective ou de façon imprudente, c'est un bilan qui n'est pas sincère, qui n'est pas véridique.

Il en résulte que nous devons rechercher une autre approche. Celle-ci doit permettre d'inclure dans la notion de sincérité du bilan, en se basant si possible sur des critères objectifs, les éléments faisant l'objet d'un jugement de valeur.

* * *

— Wolfhart BÜRGI « Zum revidierten Gesellschaftsrecht; Probleme der Verwaltung und Leitung juristischer Personen des Handelsrechts » dans *Recht und Wirtschaft 1848-1948. Acht Vorträge*. 1949, p. 32.

— Walter von BALLMOOS « Les réserves latentes de l'entreprise » — thèse Lausanne 1954, p. 57.

— Karl BLUMER/Adolf GRAF « Kaufmännische Bilanz und Steuerbilanz » — 1971, p. 65.

¹ Voir page 123 note 4 ci-dessus.

D. LE SENS DU MOT *SINCÉRITÉ*

SOMMAIRE

	Pages
La concordance avec les faits	203
Les faits de nature juridique immédiatement vérifiables	205
Les faits de nature économique immédiatement vérifiables	205
Les faits de nature juridique dont l'existence ne peut être vérifiée	206
Les faits de nature économique dont l'existence ne peut être vérifiée	206
Les critères objectifs d'une évaluation	207
Les prévisions et les probabilités de nature juridique ou de nature économique	207

Il nous reste à établir le sens du mot *sincérité* tel qu'il figure dans la note marginale de l'art. 959 CO.

Le mot allemand « Wahrheit » est incontestablement la notion de référence voulue par le législateur. Cela ressort nettement de notre étude historique sur la revision du CO de 1881. C'est donc le sens de ce terme qu'il convient de rechercher. Selon le dictionnaire allemand Wahrig, le mot « Wahrheit » est défini par les expressions suivantes :

- das Wahre (le vrai);
- wahrer, richtiger Sachverhalt (état de choses vrai et exact);
- Übereinstimmung mit den Tatsachen (concordance avec les faits).

Les deux premières notions nous paraissent pratiquement inutilisables pour construire l'un des fondements du principe de sincérité du bilan :

« Le vrai » est une notion absolue, inaccessible à l'être humain pour tout ce qui doit faire l'objet d'une recherche ou d'une appréciation. Comme l'écrivait Neukamp, en 1899 déjà ¹ « le dogme de la vérité absolue du bilan ne peut être considéré, ni comme un but dans le commerce, ni comme un but à atteindre par des mesures légales. »

Il en est de même de « l'état exact des choses ». Cette conception est trop rigoureuse en matière de bilan; elle est même inapplicable dans le domaine des évaluations. Un auteur français a pu écrire à l'occasion d'une critique de la jurisprudence de la Cour de Cassation ²: « La notion d'exactitude constitue un mirage, combien reposant pour le juriste qui, lorsqu'il n'est pas confronté à la pratique des affaires, n'en aperçoit pas toujours le caractère illusoire... Quelle est la valeur exacte, ajoute-t-il ³, des installations d'une usine, de ses terrains, alors qu'il n'en existe aucune autre identique ou même semblable? Quelle est la

¹ Voir page 122 ci-dessus.

² Pierre Van OMMESLAGHE *op. cit.* 1964, p. 23.

³ Pierre Van OMMESLAGHE *op. cit.* 1964, p. 26.

valeur exacte de la concession d'une société minière ? Quelle est la valeur exacte d'un brevet ou d'un procédé de fabrication ? » La réponse à ces questions ne souffre aucune hésitation : l'état exact des choses ou des droits ne peut être trouvé quant à leur valeur. Une évaluation exacte n'est donc pas une notion de référence.

Quant à la troisième signification du mot « Wahrheit », « la concordance avec les faits », elle nous paraît la mieux adaptée à une conception pratique de la sincérité ou de la vérité. La notion de « concordance » joue un rôle essentiel dans le domaine de la comptabilité et du bilan :

- concordance entre les écritures de journal et les pièces justificatives ;
 - concordance des écritures au journal et de celles du grand livre ;
 - concordance entre les soldes des comptes du grand livre et les postes du bilan ;
 - concordance entre les chiffres de l'inventaire et ceux du bilan ;
 - concordance des postes du bilan et des dispositions légales ;
 - « concordance du bilan, du compte de pertes et profits et de la situation réelle qui ressort de la comptabilité et des opérations d'inventaire » selon la définition donnée par le Comité scientifique de l'Ordre des Experts-Comptables et Comptables brevetés de Belgique au sujet de la certification des comptes ;¹
- etc.

La sincérité ou *la vérité* du bilan pourrait être, par conséquent, la concordance entre ce dernier et les faits, proposition que nous n'hésitons pas à adopter.

De quels faits s'agit-il ?

Selon l'une des définitions du dictionnaire, un fait est ce qui existe réellement, ce qui est du domaine du réel. Mentionnons, par exemple, l'existence matérielle d'un bien et l'état dans lequel il se trouve, le prix auquel un bien est acquis, l'existence d'une créance ou d'une dette.

Dans le domaine du bilan, les faits peuvent être classés en deux grandes catégories :

d'une part, les faits dont on peut vérifier immédiatement l'existence au moment d'établir le bilan² ;

d'autre part, les faits dont l'existence ne peut être vérifiée au moment d'établir le bilan et qui doivent faire l'objet d'une appréciation objective.

¹ Voir page 4 ci-dessus.

² Ce qui peut être vérifié est une « qualité qui permet à des personnes qualifiées travaillant indépendamment les unes des autres d'aboutir aux mêmes mesures essentielles, aux mêmes conclusions, à partir de l'examen de la même information, des mêmes enregistrements, des mêmes rapports » — Union européenne des experts-comptables économiques et financiers UEC — Congrès Madrid 1973, p. 19.

Ces faits vérifiables ou non vérifiables peuvent être de nature juridique ou de nature économique.

a) Nous pouvons classer parmi les faits de nature juridique immédiatement vérifiables :

- les droits de propriété non contestés sur les biens de l'entreprise, sur les choses corporelles, mobilières ou immobilières, telles que les marchandises, les machines, le mobilier, les immeubles, etc.;
- les droits d'usage de choses corporelles mobilières ou immobilières (contrat de leasing portant sur des machines, contrat de bail pour la location d'un immeuble, concession minière, etc.);
- les droits de propriété sur des choses incorporelles, jouissant d'une protection légale spécifique, telles que brevet, marque, modèle, raison de commerce, raison sociale;
- les droits d'usage exclusifs de choses incorporelles (contrat de licence, contrat d'édition, etc.);
- tous autres droits découlant de contrats écrits;
- les créances reconnues par écrit;
- les commandes fermes en portefeuille;
- les dettes et obligations reconnues;
- certains actes juridiques unilatéraux tels que la résiliation d'un contrat de bail, la dénonciation d'un contrat de travail;
- les garanties données ou reçues (nantissement, hypothèque, cautionnement, aval);
- l'existence matérielle des contrats établis en la forme écrite ou authentique;
- l'inscription au Registre du commerce;
- le contrat d'une société de personnes;
- les statuts d'une personne morale;
- les dispositions légales relatives à l'établissement du bilan.

b) Dans les faits de nature économique immédiatement vérifiables au moment d'établir le bilan, nous proposons d'inclure :

- l'existence matérielle des biens qui se trouvent en possession de l'entreprise à des titres divers (propriété, droit d'usage, garantie) selon leur nombre, leur poids ou leur mesure;
- l'existence matérielle des biens de l'entreprise se trouvant en possession de tiers à des titres divers (garantie, droit d'usage, etc.);
- l'état dans lequel se trouvent ces biens;

- le rapport d'échange entre un bien (ou un droit) et la monnaie, autrement dit, le prix d'achat ou de vente d'un bien (ou d'un droit);
 - certaines composantes du prix de revient, telles que :
 - les frais d'achat;
 - les frais de stockage;
 - les matières premières utilisées directement pour la fabrication d'un produit;
 - la main-d'œuvre directe employée pour la fabrication d'un produit;
 - les autres frais généraux directs;
 - le prix du marché pour des marchandises cotées; pour celles dont le prix est fixé par l'Etat ou par des organismes économiques;
 - les cours de bourse;
 - les prix indexés, notamment l'indice sur la base duquel ils sont calculés;
 - la constitution et la dissolution de réserves latentes volontaires.
- c) En ce qui concerne les faits de nature juridique, dont l'existence ne peut être vérifiée au moment d'établir le bilan, mentionnons par exemple :
- les droits de propriété et d'usage contestés de même que tous les autres droits découlant de contrats litigieux;
 - les droits de propriété ou d'usage sur des choses incorporelles ne jouissant pas d'une protection légale spécifique telles que fonds de commerce, clientèle, secrets de fabrication, know-how, formules pharmaceutiques, etc;
 - les créances non reconnues par écrit ou contestées;
 - les dettes ou obligations contestées;
 - les contrats conclus oralement.
- d) Enfin, parmi les faits de nature économique, dont l'existence ne peut être vérifiée au moment d'établir le bilan, nous proposons de classer :
- le prix du marché pour des marchandises non cotées ou dont les prix ne sont pas fixés par l'Etat ou des organismes économiques;
 - certaines composantes du prix de revient telles que :
 - la quote-part des matières premières utilisées indirectement dans la fabrication d'un produit;
 - la quote-part de la main-d'œuvre employée indirectement dans la fabrication d'un produit;
 - la quote-part des frais généraux indirects et des frais financiers;
 - l'incorporation des frais de recherche;

- les cours hors bourse ;
- l'apparition et la disparition des réserves latentes automatiques ou forcées ;
- les charges futures dont le montant n'est pas exactement connu.

* * *

Nous avons constaté que, si l'on ne peut exclure les évaluations de la sincérité du bilan, l'on doit par contre en rechercher les critères objectifs. Les évaluations ressortissent au domaine des prévisions ou des probabilités. Celles-ci sont le fruit d'une extrapolation dans l'avenir de faits passés ou présents. L'on peut considérer ces faits passés ou présents comme étant les critères objectifs sur la base desquels un jugement de valeur doit être porté. Nous pensons que ce raisonnement permet, par analogie, d'appliquer aux évaluations la notion de la *concordance avec les faits*. La *vérité* du bilan pourrait, en conséquence, être encore la concordance entre ce dernier et le résultat des évaluations fondées sur ces critères objectifs.

Comme pour les faits, les prévisions et les probabilités peuvent être de nature juridique ou de nature économique.

Dans la première catégorie, nous pouvons notamment mentionner les risques juridiques découlant de pourparlers interrompus, de l'erreur de l'une ou l'autre des parties au contrat, de la prescription, d'une obligation conditionnelle, de la mort d'une personne, de la dissolution d'une personne morale, de la faillite d'un tiers, d'une procédure judiciaire.

Dans la seconde catégorie, nous aurons tout ce qui touche à l'évaluation d'un bien ou d'un droit et à la prévision des risques économiques ou financiers. Nous pouvons en particulier citer :

- la valeur d'usage d'un bien en fonction de sa durée d'utilisation ;
- la valeur d'usage d'un bien en fonction de l'état dans lequel il se trouve (risque effectif de dépréciation) ;
- la valeur vénale d'un bien ;
- la valeur d'un droit en fonction de sa durée de protection légale ;
- la valeur des droits de propriété ou d'usage sur des choses incorporelles ne jouissant pas d'une protection légale spécifique ;
- certaines composantes du prix de revient telles que la quote-part des amortissements ou des provisions pour dépréciation ;
- la valeur d'une participation ;
- la valeur d'un titre non coté en bourse ou non traité couramment hors bourse ;

- les conséquences économiques ou financières découlant d'un risque juridique;
- les risques d'insolvabilité sur des créances;
- les risques financiers (évolution des marchés boursiers, évolution du cours des monnaies);
- les risques résultant d'un cautionnement ou d'un aval.

* * *

En conclusion, nous proposons de définir *la sincérité comme étant la concordance, d'une part, avec un fait juridique ou économique vérifiable au moment d'établir le bilan; d'autre part, avec le résultat de l'appréciation objective d'un fait non vérifiable ou d'une évaluation fondée sur des critères objectifs.*

* * *

Chapitre VII

LA RECHERCHE DE LA SINCÉRITÉ

	Pages
A — Le principe posé par le législateur	211
B — La réunion des éléments d'appréciation	219
C — La décision fondée sur les éléments d'appréciation	227

A. LE PRINCIPE POSÉ PAR LE LÉGISLATEUR

SOMMAIRE

	Pages
La recherche de la sincérité du bilan dans la doctrine et les législations antérieures au Code des obligations	213
Le sens de la note marginale de l'art. 959 CO	214
La sincérité du bilan en tant que norme juridique impérative.	215
La nature positive du principe de sincérité	216
La nature négative du principe de sincérité	216

Les résultats de la recherche sur la sincérité du bilan s'expriment, dans la doctrine et les législations antérieures au CO actuel, en résumé, par les quelques principes suivants :

- prendre la vérité pour guide ¹;
- recherche de solutions exactes conformes à la raison et au droit — rédaction des livres conformément aux lois et aux coutumes locales ²;
- l'inventaire doit être un tableau de faits réels, un tableau fidèle de la situation qui renferme des chiffres représentant des réalités ³;
- les livres de commerce doivent faire connaître de façon complète et avec sûreté les affaires et la situation du commerçant ⁴;
- rendre un compte fidèle et complet ⁵;
- les livres doivent rendre un compte exact et complet ⁶;
- la chose principale est que le bilan soit clair et vrai ⁷;
- le bilan doit démontrer avec évidence et vérité les profits réellement réalisés et les pertes subies ⁸;
- le bilan doit être sûr et ordonné ⁹;
- rendre visible la situation de fortune selon les principes d'une comptabilité régulière ¹⁰;

¹ Luca Pacioli (voir page 14 ci-dessus).

² Muñoz de Escobar (voir page 19 ci-dessus).

³ R.P.A. Coffy (voir page 51 ci-dessus).

⁴ Munzinger (voir pages 60 et 79 ci-dessus).

⁵ Loi bernoise sur les sociétés anonymes (voir page 58 ci-dessus).
Munzinger (voir page 79 ci-dessus).

⁶ Munzinger (voir page 80 ci-dessus).

⁷ Protocole de la Commission spéciale du 17 avril 1879 (voir page 90 ci-dessus).

⁸ Code italien de 1882 (voir page 104 ci-dessus).

⁹ Exposé des motifs de l'Aktiennovelle de 1870 (voir page 104 ci-dessus).

¹⁰ HGB (voir page 107 ci-dessus).

- aucun poste de l'actif ne doit être surévalué, aucun poste du passif sous-évalué ¹;
- les faits doivent être présentés de façon complète; ils ne doivent pas être présentés de façon inexacte ²;
- le bilan doit correspondre aux prescriptions légales surtout quant aux évaluations; il doit reposer sur des faits vrais, justifiés, ou qui peuvent être prouvés au moyen de pièces commerciales ³;
- l'actif ne doit comprendre ni des éléments qui n'ont pas à y figurer, ni des valeurs qui n'existent plus; il ne doit être omis aucun des éléments susceptibles d'en faire partie ⁴;
- l'évaluation doit correspondre à la valeur exacte de ce que la société peut espérer raisonnablement recueillir de chaque élément actif et à la somme exacte de ce que la société aura à déboursier du fait d'un élément créditeur ⁵.

* * *

Il est certain que ces principes ont imprégné le législateur suisse au moment de la revision du CO de 1881. Néanmoins, l'expression « sincérité du bilan » — ou « Bilanzwahrheit » — n'est mentionnée que dans la note marginale et non dans le texte même de l'art. 959 CO. Nous nous posons à ce sujet deux questions:

- Cette note n'est-elle pas destinée simplement à intituler l'art. 959 CO et à préciser le principe de l'état complet du bilan, cela au même titre que le mot « clarté » désigne la formule légale selon laquelle le bilan doit être clair et facile à consulter?
- Le mot « sincérité » n'est-il pas, au contraire, le signe de la volonté du législateur de poser un nouveau principe de fond, celui de la sincérité du bilan?

Dans son rapport du 16 mars 1920 ⁶, le Conseil fédéral évoque, pour la première fois, les règles et le principe d'un bilan véridique. En 1923, le rapport Hoffmann proclame: « Nous posons dans cet article le principe de la sincérité du bilan » ⁷. Or, c'est précisément le projet Hoffmann qui, le premier, emploie, dans des notes marginales, l'expression « sincérité et clarté du bilan ». Rappelons, au sujet de la signification et de la portée des notes marginales, les commentaires du Département fédéral de Justice et Police dans l'exposé des motifs

¹ Victor Ehrenberg (voir page 123 ci-dessus).

² Manfred Berliner (voir page 123 ci-dessus).

³ Paul Gerstner (voir page 123 ci-dessus).

⁴ Houpin/Bosvieux (voir page 124 ci-dessus).

⁵ Copper Royer (voir page 125 ci-dessus).

⁶ Voir page 135 ci-dessus.

⁷ Voir page 145 ci-dessus.

de l'avant-projet du Code civil suisse ¹: « Les rubriques marginales font, dans le projet, partie intégrante de la loi. Elles doivent donc servir non seulement à l'orientation, mais, au besoin, compléter ou alléger le texte ». Ces commentaires n'ont fait l'objet d'aucune rectification ou réserve de la part du Conseil fédéral dans son message du 28 mai 1904 concernant le projet de code civil suisse ². Ces notes marginales ont force de loi comme le texte lui-même ³. Dans le cas de l'art. 959 CO, le terme de « sincérité » figure dans la note marginale sans être répété dans le texte même de l'article; il n'est donc pas possible de considérer ce terme comme un simple intitulé.

La doctrine se borne à discuter le contenu de la sincérité; elle sous-entend que le législateur en a posé le principe. Deux auteurs adoptent une position plus restrictive. Pour l'un ⁴, la note marginale de l'art. 959 a une certaine signification juridique; pour l'autre ⁵, la raison pour laquelle le principe de la vérité du bilan n'a pas été inséré dans le texte de la loi provient probablement de l'interprétation controversée de ce principe.

Quant à nous, nous estimons pouvoir affirmer que le Code des obligations pose le principe légal fondamental de la sincérité du bilan ⁶.

Principe légal, la sincérité du bilan est une norme juridique impérative qui ne dépend pas de la volonté de son auteur, ni de celle des intéressés à le lire ⁷. Cette sincérité voulue par le législateur, est d'intérêt privé autant que d'intérêt public. L'intérêt privé d'un commerçant ou d'une société est de connaître la situation réelle de ses affaires et leur évolution. Quant à l'intérêt public, comme l'ont dit les experts Burckhardt-Fürstenberger et Munzinger en 1862 ⁸, il consiste d'abord à protéger le crédit et la bonne foi commerciale — ou « kaufmännischer Treu und Glaube » —, la sécurité du droit dans le commerce signifiant le crédit, sans lequel il ne peut vivre. L'intérêt public de la sincérité des comptes réside également dans la fonction sociale d'information par le bilan. Ses données sont aujourd'hui utilisées à des fins d'intérêt public: à l'intérieur des professions et par l'Etat dans le domaine des statistiques et des enquêtes économiques ⁹. L'intérêt public de la sincérité du bilan se situe, enfin, dans le domaine fiscal lorsque les impôts sont calculés sur la base des comptes annuels.

* * *

¹ Code civil suisse — Exposé des motifs de l'avant-projet du Département fédéral de Justice et Police. Tome premier. Introduction. Droit des personnes et de la famille — 1901.

² Voir page 117 ci-dessus.

³ Pierre TUOR *op. cit.* 1968, p. 14.

⁴ Max STAEHELIN *op. cit.* 1937, p. 73.

⁵ Robert KÜNG *op. cit.* 1940, p. 69.

⁶ Dans le même sens: Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 407.

⁷ Dans un bilan conventionnel, les parties peuvent, toutefois, exclure d'un commun accord certains postes ou convenir de certaines valeurs.

⁸ Voir page 78 ci-dessus.

⁹ François GORÉ *op. cit.* 1973, p. 167.

En posant le principe général de fond de la sincérité du bilan, le législateur s'est abstenu, intentionnellement, de le préciser. Il a expressément déclaré qu'il fallait se contenter d'un principe aussi simple et souple que possible¹; il s'en est tenu à l'idée d'une prescription générale exprimée par une formule élastique². Il appartient, par conséquent, à la jurisprudence et à la doctrine, dans l'esprit de l'art. 1 al. 3 CCS, d'examiner en quoi consiste ce principe et de rechercher les solutions applicables dans la pratique des affaires. A notre connaissance, il n'existe aucun arrêt, ni du Tribunal fédéral, ni d'une Cour d'appel cantonale, qui ait résolu ce problème. Cela provient peut-être du fait que les litiges relatifs à l'établissement d'un bilan sont plutôt soumis à des tribunaux arbitraux. Quant à la doctrine, elle s'est principalement préoccupée de la nature de la vérité exigée par le législateur: vérité absolue ou relative, exactitude, réalité, tendance, état approximatif, vraisemblance, vérité formelle ou matérielle, image fidèle, etc. Or, définir le principe de sincérité ne consiste pas seulement à définir la nature de la vérité du bilan, mais encore à tenter d'expliquer comment ce principe de fond peut et doit être appliqué pour atteindre le but fixé par le législateur.

Nous partons de l'idée que la sincérité ou la vérité de l'art. 959 CO est la concordance avec les faits. Nous avons, par ailleurs, constaté qu'un bilan sur-évalué ne pouvait en aucun cas être qualifié de sincère. C'est pourquoi nous pensons que la nature du principe de sincérité est à la fois positive et négative.

Le principe de nature positive exigera la concordance entre, d'une part, les postes du bilan et les chiffres par lesquels ils sont exprimés et, d'autre part, trois catégories de faits :

- *les faits dont l'existence peut être vérifiée immédiatement au moment de dresser le bilan;*
- *le résultat de l'appréciation objective des faits dont l'existence ne peut pas être vérifiée à ce moment;*
- *le résultat d'évaluations fondées sur des critères objectifs.*

Selon le principe de nature négative, le bilan ne devra pas montrer une image plus favorable que celle représentée par cette concordance, c'est-à-dire une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité.

* * *

La concordance avec les faits immédiatement vérifiables consiste à saisir des informations objectives et à les introduire dans la comptabilité. Citons pour exemples:

¹ Rapport Hoffmann 1923 (voir page 144 ci-dessus).

² Message du Conseil fédéral du 21 février 1928 (voir page 154 ci-dessus).

- l'enregistrement au cours de la période comptable du mouvement de la trésorerie, des factures de tiers non contestées et des factures établies par l'entreprise, etc.;
- l'inscription quantitative dans l'inventaire des valeurs corporelles, des créances et des dettes reconnues.

L'appréciation objective des faits, dont l'existence ne peut être vérifiée au moment d'établir le bilan, requiert, par contre, une recherche des éléments qui permettront de les apprécier. Une évaluation fondée sur des critères objectifs exige également une recherche de ces critères qui permettront de porter un jugement de valeur ou d'apprécier un risque. Cette recherche représente un effort de l'esprit pour essayer de parvenir à une image aussi proche que possible de ce qui paraît être la réalité. Elle s'effectue en deux temps :

- la réunion des éléments d'appréciation;
- la décision fondée sur ces éléments.

* * *

B. LA RÉUNION DES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION

SOMMAIRE

	Pages
Les faits externes par rapport à l'entreprise	221
Les faits internes passés	222
Les faits internes présents	223
Les événements futurs, prévisibles ou probables	224

Les éléments d'appréciation sont principalement des *faits passés ou présents*. Ceux-ci ne peuvent être que des faits connus ou connaissables; autrement dit, ce sont des faits que l'auteur du bilan connaît ou pouvait connaître en usant de toute l'attention exigée par les circonstances. Ces faits passés ou présents se situent: à l'extérieur de l'entreprise (les faits externes), à l'intérieur de celle-ci (les faits internes).

Il nous paraît utile qu'une entreprise ait une idée de la diversité des faits qui peuvent être pris en considération lors de l'établissement d'un bilan. C'est pourquoi nous en donnons ci-après une énumération, à titre d'exemple et d'aide-mémoire. Il va sans dire que tous ces faits ne sont pas pris obligatoirement comme élément d'appréciation et que leur choix dépendra des circonstances et de la situation particulière de chaque entreprise.

a) Les faits externes

Les faits externes peuvent d'abord être des faits totalement étrangers à l'entreprise, tels que:

- la situation politique internationale;
- la situation économique générale;
- les fluctuations de la bourse en général;
- la situation politique et économique de la Suisse;
- la situation sociale en Suisse;
- la législation fédérale applicable à toutes les entreprises, quelle que soit leur branche d'activité;
- l'évolution de l'indice des prix (indice suisse des prix de gros — indice suisse des prix à la consommation).

Les faits externes peuvent ensuite être des faits qui se rapportent indirectement à l'entreprise, à ses succursales ou à ses filiales, tels que:

- la situation politique, économique et sociale du canton dans lequel l'entreprise à son siège;

- la situation politique, économique et sociale des cantons ou des pays dans lesquels sont établies les succursales ou les filiales;
- la législation du canton dans lequel l'entreprise a son siège; des cantons ou des pays dans lesquels sont établies les succursales ou les filiales;
- les lois fédérales spéciales applicables à la branche d'activité de l'entreprise (banques, fonds de placement, assurances, entreprises de transport, etc.);
- la situation politique, économique et sociale des pays dans lesquels l'entreprise, ses succursales ou filiales entretiennent des relations commerciales ou financières, des pays où se trouvent leurs sources d'approvisionnement ou des pays vers lesquels elles exportent leurs produits; la législation commerciale et financière de ces pays;
- la situation des concurrents;
- la situation économique dans la branche d'activité de l'entreprise;
- l'environnement de l'entreprise.

Les faits externes peuvent, enfin, concerner directement l'entreprise et ses succursales. Ce sont par exemple:

- les renseignements d'ordre économique, comptable et financier relatifs aux filiales (rentabilité, fortune nette);
- les renseignements d'ordre économique, comptable et financier relatifs aux sociétés dans lesquelles l'entreprise possède une participation à caractère d'investissement (sources de financement, liquidités, rentabilité, fortune nette);
- les renseignements d'ordre juridique, comptable et financier relatifs aux débiteurs — les garanties éventuelles reçues par l'entreprise;
- les garanties éventuelles que l'entreprise a dû fournir aux créanciers;
- le prix du marché des biens destinés à la vente — le cours des marchandises cotées;
- le cours des titres cotés en bourse ou de ceux traités couramment hors bourse;
- les éléments juridiques et de faits dans un procès auquel est partie le propriétaire de l'entreprise.

b) Les faits internes

Pour réunir les éléments d'appréciation qui se trouvent au sein même de l'entreprise, il nous paraît important de bien isoler les faits passés et les faits présents:

Parmi **les faits passés**, nous retenons d'abord tous ceux qui ont porté sur les relations antérieures entre l'employeur et les travailleurs. Nous pensons en

particulier aux revendications de tous ordres (salaire, sécurité sociale, mesures de sécurité, organisation des places de travail, etc.) et le sort que l'employeur leur a donné.

Ces faits passés peuvent aussi être ceux qui sont à la source de l'expérience des affaires. Dans le domaine du bilan, ce sont principalement les décisions prises antérieurement au sujet de l'évaluation des biens (méthode et taux d'amortissement — méthode de valorisation des stocks — réévaluation de certains actifs); les décisions prises antérieurement au sujet de l'estimation d'un risque de perte ou de charges futures ainsi que les faits survenus qui ont corroboré ou infirmé ces décisions.

Ce sont encore les faits qui ont eu un rapport avec les moyens de production de l'entreprise, à savoir: les dépenses exigées pour l'entretien des installations et des véhicules, le rythme de dépréciation de certains actifs, la durée d'utilisation des biens dont l'entreprise a déjà fait usage, les frais de recherche déjà engagés par l'entreprise.

Les faits passés peuvent, enfin, avoir été d'ordre financier, tels que:

- les crédits précédemment consentis par l'entreprise;
- les crédits précédemment accordés à l'entreprise;
- les réserves constituées ou dissoutes.

Parmi **les faits présents**, mentionnons d'abord ceux qui concernent les relations qui existent entre l'employeur et les travailleurs, à savoir:

- l'état de santé des travailleurs, en particulier des cadres, dans la mesure où des conséquences financières peuvent en résulter;
- les revendications en cours de tous ordres;
- les contrats de travail venant à échéance ou résiliés et les indemnités de départ à payer;
- les problèmes relatifs à l'organisation interne de l'entreprise.

Mentionnons ensuite les faits présents qui se rapportent à l'évaluation de certains actifs et à l'estimation des risques de perte ou de charges futures, tels que:

- les commandes en portefeuille et l'état d'avancement de leur exécution;
- l'état d'avancement des travaux en cours;
- l'état des biens de l'entreprise (les immobilisations, les moyens de production, les stocks, les moyens de transport, les installations pour la recherche scientifique, etc.);
- les engagements découlant d'un contrat d'achat en cours;
- les engagements résultant de garanties diverses ou d'obligations conditionnelles;

- la durée restant à courir des droits d'usage et des droits de protection;
- les défauts constatés sur les produits ou services vendus — les réclamations éventuelles en cours.

Enfin, les faits présents relatifs à la situation financière de l'entreprise, notamment:

- les crédits en cours consentis par l'entreprise et leur durée;
- les crédits en cours accordés à l'entreprise et leur durée;
- les garanties reçues ou fournies au sujet de ces crédits.

Tous ces faits, passés ou présents, externes ou internes, sont des éléments de nature objective au moment où ils sont réunis. Ils résultent de constatations sur des événements passés ou sur des situations présentes. Ces éléments d'appréciation ont, en outre, un caractère individuel dès l'instant où ils se rapportent directement à l'entreprise. Ils pourront être différents selon le type d'entreprise ou selon le genre de son activité.

* * *

Les éléments d'appréciation comprennent encore **les événements futurs**, les uns prévisibles, les autres probables, ceux qu'il est raisonnable de prévoir en se basant sur les faits passés ou présents rassemblés. Ces événements futurs peuvent concerner:

- l'évolution favorable ou défavorable d'une situation politique, économique, sociale ou financière;
- la durée d'utilisation d'un bien;
- la dépréciation d'un bien;
- la progression du taux d'inflation;
- la hausse ou la baisse du cours des monnaies et devises;
- la réalisation d'un budget de charges entrant indirectement dans la composition des prix de revient;
- l'issue d'un procès;
- etc.

* * *

La réunion des éléments d'appréciation consiste en définitive:

- à grouper le plus grand nombre possible de faits passés ou présents ou d'événements prévisibles ou probables qui sont en relation avec la décision à prendre;
- à contrôler l'exactitude des faits passés ou présents.

Cette phase, qui précède la décision, doit être examinée sur la base de critères objectifs en tenant compte des circonstances. Ces critères seront précisément les faits passés ou présents qu'un tiers, placé dans la même situation que l'auteur du bilan, aurait normalement pu connaître; les faits qu'il aurait dû réunir et vérifier dans le cours ordinaire des choses; les événements qu'il aurait dû raisonnablement prévoir.

* * *

C. LA DÉCISION FONDÉE SUR LES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION

SOMMAIRE	
	Pages
La prise de décision et son contenu	229
Les motifs d'une décision	230
Les règles de la bonne foi objective auxquelles est soumise la décision fondée sur les éléments d'appréciation	231
Les conséquences de l'observation des règles de la bonne foi objective. . . .	232

La décision fondée sur les éléments d'appréciation est le second aspect de la recherche exigée par la sincérité des comptes. Précisons qu'il s'agit, d'une part, de l'appréciation des faits qui doivent être enregistrés dans le bilan à la date de sa clôture mais qui ne peuvent être vérifiés au moment de son établissement; d'autre part, de l'évaluation de tous les postes dont la valeur exacte n'est pas connue au moment où le bilan est établi. C'est à ce moment, ou plus exactement pendant la période au cours de laquelle le bilan est élaboré, qu'intervient le temps de la décision ou des décisions à prendre. Cela a pour conséquence que les éléments d'appréciation devront également porter sur les faits, passés ou présents, externes ou internes, survenus depuis la date de clôture ou existant à l'époque où le bilan est finalement établi.

Objectivement, la phase de la décision débute dès que l'auteur du bilan dispose ou aurait pu disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires. La prise de décision est précédée de deux démarches successives indispensables: la comparaison des éléments et le choix que l'on doit opérer à leur sujet.

La **comparaison** est une démarche qui consiste à saisir, classer, examiner et analyser les divers éléments réunis. Elle permet d'en rechercher le sens et la portée. Elle implique également de peser le pour et le contre de chacun d'eux et de mettre en balance leur valeur respective.

Puis le **choix** que l'on doit opérer consiste à donner la préférence à l'un ou à l'autre ou à plusieurs des faits passés ou présents, des événements prévisibles ou probables que l'on a rassemblés et comparés. Ce choix est évidemment une question d'opinion; ce que l'un estime important pourra apparaître à l'autre comme étant accessoire. Néanmoins, ce choix doit être guidé objectivement par la volonté de rechercher une solution qui soit la plus proche possible de ce qui paraît être la réalité.

La **prise de décision** proprement dite est la fin d'une délibération, l'aboutissement d'un raisonnement; elle est le résultat d'une appréciation. Elle a pour seul

but de fixer les chiffres par lesquels se traduiront dans le bilan les faits qui ne peuvent être vérifiés ainsi que les postes dont la valeur exacte n'est pas connue au moment de l'établir. Le contenu de cette décision peut porter sur divers objets:

- un jugement de valeur. Citons, par exemple, l'amortissement d'un actif immobilisé du point de vue de sa dépréciation effective; l'estimation d'une provision pour dépréciation d'un actif circulant; la recherche de la valeur vénale d'un bien dans un bilan de fortune;
- la prévision d'un risque de perte ou de charges futures; les provisions à comptabiliser pour couvrir ce risque;
- le choix d'une méthode d'évaluation lorsqu'elle n'est pas fixée impérativement par la loi, telle que la méthode et le taux d'amortissement d'un actif immobilisé du point de vue de sa durée d'utilisation; ou encore l'une des méthodes utilisées pour la valorisation des stocks au prix de revient;
- la modification des principes d'évaluation que la loi ne règle pas de façon obligatoire;
- la réévaluation d'un actif au bilan;
- la correction d'un résultat comptable;
- etc.

En conclusion, dans l'appréciation d'un fait non vérifiable et pour une évaluation, *la sincérité du bilan place le commerçant devant une décision à prendre.*

* * *

Parfois, les motifs d'une décision doivent être indiqués en annexe du bilan ¹ ou dans le rapport de gestion du conseil d'administration. Mentionnons, notamment, la modification par rapport aux exercices précédents d'une méthode ou de principes d'évaluation ² ou le choix d'une dérogation admise aux règles générales d'évaluation ³. Ces motifs ont pour objet la justification de la décision et l'influence que celle-ci peut avoir sur la fortune, la situation financière et les résultats ⁴. En tel cas, *la sincérité du bilan porte également sur les motifs de la décision.*

* * *

¹ Les « notes » des Anglo-Saxons.

² Solution imposée en France par l'art. 141 al. 2 de la Loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

Solution préconisée en Suisse par l'art. 662 al. 4 de l'avant-projet de loi fédérale complétant le code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) (De la société anonyme) du Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes – septembre 1975.

³ Art. 28 al. 2 d'une proposition de quatrième directive sur les comptes annuels des sociétés de capitaux de la Commission des Communautés européennes (CEE) du 10 novembre 1971.

⁴ Exposé des motifs d'une proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* 1971, p. 50.

Enfin, la décision fondée sur les éléments d'appréciation doit respecter certaines règles. La doctrine l'exprime sous des formes diverses :

- l'évaluation est une question d'appréciation plus ou moins libre du commerçant honnête, examinant avec soin les expériences du passé et les chances indéterminées de l'avenir ¹;
- l'évaluation doit correspondre à la valeur exacte de ce que la société peut espérer raisonnablement recueillir de chaque élément actif et à la somme exacte de ce que la société aura à déboursier ²;
- l'évaluation doit être compatible avec la morale des affaires et avec les usages généralement admis dans le commerce; elle doit être objectivement appropriée — ou « objectiv zweckmässig » — ³;
- l'auteur du bilan doit s'efforcer de montrer la situation sociale telle qu'il la voit et sans chercher aucunement à en donner une représentation différente de ce qui lui paraît être la vérité ⁴;
- il convient de laisser les administrateurs fixer eux-mêmes les éléments d'appréciation des montants qui doivent figurer dans le bilan selon un critère qui leur paraît légitime ⁵;
- c'est aux administrateurs à faire les évaluations en conscience ⁶;
- un compte est sincère lorsque le chiffre par lequel il se traduit ne s'écarte pas sensiblement de l'appréciation raisonnable ⁷.

Ces différentes opinions nous amènent à penser que la décision fondée sur les éléments d'appréciation doit respecter les règles de la bonne foi commerciale — ou « der kaufmännische Treu und Glaube » — à laquelle se sont référés les experts Burckhardt-Fürstenberger et Munzinger ⁸. Or, le fondement de la bonne foi commerciale est identique à celui de la bonne foi objective — ou « Treu und Glaube » — de l'art. 2 al. 1 CCS ⁹. Celle-ci est une règle impersonnelle et abstraite qui découle des devoirs généraux de chaque individu ¹⁰, de la

¹ Karl WIELAND « Handelsrecht. Das kaufmännische Unternehmen und die Handelsgesellschaften » — dans Systematisches Handbuch der Deutschen Rechtswissenschaft — 1921, p. 327.

² Copper ROYER 1926 (voir page 125 ci-dessus).

³ Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 407.

⁴ Claude HEURTEUX « L'information des actionnaires et des épargnants. Etude comparative » — 1961 p. 163.

⁵ Pierre Van OMMESLAGHE *op. cit.* 1964, p. 20 note 38.

⁶ Pierre Van OMMESLAGHE *op. cit.* 1964, p. 20 note 39.

⁷ François GORÉ *op. cit.* 1973, p. 171.

⁸ Voir page 78 ci-dessus.

⁹ Art. 2 al. 1 CCS: « Chacun est tenu d'exercer ses droits et d'exécuter ses obligations selon les règles de la bonne foi. »

¹⁰ Robert PATRY *op. cit.* 1953, p. 164.

diligence dont chacun doit faire preuve à l'égard d'autrui. C'est encore une ligne de conduite objective que les parties doivent suivre dans leurs actions dictées par la morale, l'honnêteté et la loyauté, d'une part, par la sécurité des affaires, les mœurs et usages commerciaux, d'autre part. La conclusion du syllogisme veut que les règles de la bonne foi objective guident la décision fondée sur les éléments d'appréciation. En conséquence, cette décision doit correspondre objectivement à celle qu'aurait prise avec soin et avec conscience, dans les mêmes circonstances, *un commerçant honnête, sérieux et raisonnable*. Elle ne doit pas aboutir à une situation plus favorable que celle qui paraît être la réalité.

* * *

L'observation des règles de la bonne foi objective aboutit à deux conséquences :

- d'une part, la décision fondée sur les éléments d'appréciation ne peut outrepasser un certain cadre à l'intérieur duquel elle doit être prise. Ces limites constituent la marge d'appréciation qui serait objectivement acceptée par un commerçant honnête, sérieux et raisonnable¹ ;
- d'autre part, la constance et la permanence sont les particularités de cette décision, tant et aussi longtemps que les circonstances n'ont pas changé.

En voici deux exemples :

1

Une entreprise industrielle (A) possède une créance relativement importante sur l'un de ses clients (B). La solvabilité de ce dernier n'a jusqu'alors jamais été mise en cause ; le paiement des factures s'effectue régulièrement. Au cours du premier semestre de l'année 1974, B tombe en difficultés ; il obtient un sursis concordataire et dépose un projet de concordat par abandon d'actifs. L'acceptation du concordat par A est indispensable pour atteindre les majorités légales. Avant de se déterminer, A demande la possibilité de faire expertiser à ses frais, officieusement, les principales immobilisations et les travaux en cours. A obtient cette autorisation. Le rapport du commissaire au sursis aboutit à la conclusion qu'un dividende de 40 à 50 % peut être envisagé après terminaison des travaux en cours, réalisation de tous les actifs et paiement des dettes. En se basant sur les résultats de son expertise, faite par des experts qualifiés, A calcule un dividende prévisible de 60 %. A accepte le concordat par abandon d'actifs, lequel est homologué dans le courant du mois de décembre 1974. Pour établir son bilan au 31 décembre 1974, A se trouve devant une décision à prendre pour

¹ Sans entrer dans le problème de la responsabilité civile, que nous avons volontairement écarté de notre étude, l'on peut néanmoins constater qu'au-delà de ces limites l'erreur d'appréciation devient inexcusable.

estimer la créance contre B. Imaginons qu'en raison des résultats de l'exercice 1974, A renonce à créer une réserve latente par sous-évaluation volontaire de ladite créance. Selon les règles de la bonne foi objective, la décision prise avec soin et avec conscience par un commerçant honnête, sérieux et raisonnable, serait d'estimer la créance contre B au 50 % de sa valeur nominale avec une marge d'appréciation objectivement acceptable de 10 % en plus ou en moins. L'on peut par contre affirmer, compte tenu des éléments d'appréciation, qu'un tel commerçant n'aurait pas pris la décision de porter ladite créance au bilan pour un montant supérieur au 60 % de sa valeur nominale. Supposons maintenant que la liquidation concordataire se prolonge au-delà de l'année 1975, sans paiement d'un dividende intérimaire. A va se trouver une nouvelle fois devant une décision à prendre pour estimer la créance contre B dans son bilan au 31 décembre 1975. Les éléments d'appréciation n'ont pas changé; les réalisations d'actifs intervenues au cours de l'année 1975 sont conformes aux prévisions. Les règles de la bonne foi objective imposent la constance et la permanence de la décision prise au 31 décembre 1975. Autrement dit, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable ne déciderait pas de modifier l'évaluation de la créance en la comptabilisant au 31 décembre 1975 pour un montant supérieur au 60 % de sa valeur nominale.

2

La même entreprise industrielle remplace l'une de ses machines. En se basant sur les faits passés, la durée d'utilisation probable de la machine peut être estimée à quatre ou cinq ans. La décision d'un commerçant honnête, sérieux et raisonnable, serait, par conséquent, de fixer le taux annuel d'amortissement entre 25 et 20 % du prix d'acquisition. A l'intérieur de ces limites, la décision est prise conformément aux règles de la bonne foi objective. Tel ne serait plus le cas si l'on décidait d'amortir la machine à un taux annuel inférieur à 20 %. Dans ce cas, la constance et la permanence de la décision s'exprime, si les circonstances sont inchangées, dans l'obligation de maintenir dans les exercices ultérieurs un taux annuel d'amortissement d'au moins 20 %. Un commerçant honnête, sérieux et raisonnable ne prendrait pas une autre décision. Tout élément d'appréciation étranger à la durée d'utilisation probable de la machine, tel que le résultat défavorable d'un exercice, ne saurait être admis en vertu des règles de la bonne foi objective.

* * *

En résumé, bien que le principe posé par le législateur soit exprimé par une formule brève et élastique, la recherche de la sincérité du bilan reste soumise à des règles rigoureuses dont l'application doit être examinée à la lumière de *critères objectifs*.

* * *

Chapitre VIII

LA SINCÉRITÉ ET LES PRINCIPES GÉNÉRALEMENT ADMIS DANS LE COMMERCE

	Pages
A — Les usages commerciaux	237
B — Les principes généralement admis dans le commerce	241
C — Les usages commerciaux et la sincérité du bilan	251

A. LES USAGES COMMERCIAUX

SOMMAIRE

	Pages
Les usages conventionnels ou interprétés	239
Les usages appelés par la loi	240
La coutume au sens juridique	240

Les principes généralement admis dans le commerce dont fait mention l'art. 959 CO sont des usages commerciaux. Ce sont des usages de commerce, c'est-à-dire des « pratiques admises dans les milieux du commerce »¹. Ce sont des usages admis par la pratique des commerçants ou des professionnels².

* * *

La doctrine³ distingue entre :

- les usages conventionnels ou interprétés par la loi ;
- les usages appelés par la loi ;
- la coutume au sens juridique.

Les usages conventionnels ou interprétés tirent leur force de l'autonomie de la volonté ; ce sont des usages auxquels les parties peuvent se référer explicitement ou implicitement. Par une clause particulière de leur contrat, elles peuvent se rapporter, par exemple, aux diverses règles publiées par la Chambre de Commerce Internationale à Paris au sujet des crédits documentaires ou de l'interprétation de certains termes commerciaux. Les parties peuvent aussi se référer, par actes concluants, à un usage commercial. En appliquant les règles de la Chambre de Commerce Internationale sur les crédits documentaires, on peut admettre qu'elles ont convenu implicitement de s'y référer.

¹ Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC) – Lexique 2^e éd. 1974, p. 845.

² Citons à titre d'exemple les règles et usances uniformes relatives aux crédits documentaires et les règles internationales pour les termes commerciaux publiées par la Chambre de Commerce Internationale à Paris.

³ Voir à ce sujet :

— Georges RIPERT *op. cit.* 1959, p. 22 et 23.
— Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 145 ss.

Citons un autre exemple : A l'occasion d'une remise de commerce, les parties ont pris un accord au sujet de la valeur de tous les actifs sauf pour le stock de marchandises. L'usage commercial, du moins à Genève, est que celles-ci soient cédées au prix de revient; l'on peut donc présumer que les parties se sont implicitement rapportées à cet usage. Ajoutons que les usages conventionnels ou interprétés peuvent être écartés par un accord entre les parties. Dans notre exemple, celles-ci auraient pu convenir que le stock de marchandises ne serait pas cédé, selon l'usage commercial, au prix de revient, mais à leur valeur vénale.

Les usages appelés par la loi sont des usages auxquels renvoie la loi; ils sont incorporés à celle-ci. C'est le « droit légal médiateur » par opposition au droit qui dérive directement de la loi¹. Ces usages ne s'appliquent qu'en l'absence de dispositions légales expresses et ne peuvent en aucun cas déroger à la loi. Mentionnons, à titre d'exemple, les usages particuliers du commerce en matière de compte-courant auxquels renvoient les art. 124 al. 3 et 314 al. 3 CO; ceux d'après lesquels se calcule le prix de certaines marchandises (art. 212 al. 3 CO) et l'usage fixant le nombre d'exemplaires gratuits auxquels a droit l'auteur dans un contrat d'édition. Il y a encore « usage appelé par la loi » chaque fois que celle-ci réserve l'usage contraire ou se réfère à un usage local ou de la place. De caractère impératif, les « usages appelés par la loi » tirent leur force obligatoire du texte de la loi elle-même. Leur force légale est subordonnée à la condition de jouir d'une reconnaissance générale dans une branche commerciale ou professionnelle particulière. La doctrine suisse la plus récente² considère, à juste titre nous semble-t-il, que les « principes généralement admis dans le commerce » auxquels renvoie l'art. 959 CO sont des usages appelés par la loi.

La coutume au sens juridique, enfin, est reconnue par le Code civil suisse comme une seconde source de droit. « A défaut d'une disposition légale applicable, le juge prononce selon le droit coutumier » déclare l'art. 1 al. 2 CCS. Selon cette disposition, la coutume est appelée, à titre subsidiaire seulement, à compléter ou à suppléer la loi. Ces usages, par la conviction qu'ont les intéressés de leur caractère obligatoire³ — *opinio necessitatis* — s'imposent indépendamment de la loi. Nous ne pensons pas qu'il existe actuellement en Suisse un droit coutumier de la comptabilité ou du bilan.

* * *

¹ Théo GUHL « Le droit fédéral des obligations comprenant notamment le droit commercial, le droit de change et le droit privé des assurances » 1947, p. 22.

² Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 155.

³ Pierre TUOR *op. cit.* 1968, p. 35.

B. LES PRINCIPES GÉNÉRALEMENT ADMIS DANS LE COMMERCE

SOMMAIRE	
	Pages
Les principes d'une comptabilité régulière	243
Les usages relatifs aux obligations formelles de la comptabilité	244
Les principes comptables généralement acceptés	244
Le principe de continuité	247
Le principe de prudence	249

Le législateur suisse a proposé pour la première fois un renvoi « aux principes généralement admis dans le commerce » en 1917 au cours de la revision des titres 24 à 33 CO ¹. On ne trouve nulle part dans les travaux préliminaires, les rapports des experts ou les délibérations des Chambres fédérales ni dans la loi elle-même, une définition de ces principes ou du moins quelques exemples qui permettraient de les situer. Or, pour examiner si ces principes ont une relation avec la sincérité du bilan, il faut évidemment, au préalable, se poser la question : que faut-il entendre par principes généralement admis dans le commerce ?

Une réponse nous est donnée par l'histoire du droit allemand de la comptabilité. Ces principes ont fait leur apparition au moment de l'entrée en vigueur du Code de commerce — ou « HGB » — le 1^{er} janvier 1900 ². Le législateur allemand a fait appel aux principes d'une comptabilité régulière — ou « Grundsätze ordnungsmässiger Buchführung » — (en abrégé GoB) pour imposer au commerçant, par la tenue de ses livres de commerce, de rendre visibles ses affaires et sa situation de fortune (art. 38 HGB). Or, l'étude historique de la revision des titres 24 à 33 CO révèle l'influence considérable qu'a exercée la législation allemande de la fin du XIX^e siècle sur le droit suisse relatif au bilan. L'on peut en déduire que « les principes généralement admis dans le commerce », conformément auxquels le bilan doit être dressé en vertu de l'art. 959 CO, sont les mêmes principes que ceux auxquels renvoie l'art. 38 HGB, à savoir les principes d'une comptabilité régulière. On ne voit pas, en effet, quels seraient les usages du commerce en général, étrangers à la comptabilité, qui pourraient jouer un rôle dans le domaine du bilan. De ce point de vue, nous admettons l'opinion selon laquelle de tels usages n'existent pas actuellement en Suisse ³.

* * *

¹ Voir page 131 ci-dessus.

² Voir page 107 ci-dessus.

³ Willy DOBER « Publizität und Grundsätze der Bilanzwahrheit und Bilanzklarheit » — dans *Die Schweizerische Aktiengesellschaft SAG* n° 8/9 1965, p. 163.

Les « principes généralement admis dans le commerce », dans le sens des principes d'une comptabilité régulière, se rapportent en premier lieu à certains usages applicables aux obligations formelles de la comptabilité. Ce sont des règles ou conventions fondées sur l'application de techniques comptables. La méthode comptable, que doit appliquer un commerçant pour satisfaire aux exigences de l'art. 957 CO, repose entièrement sur des règles de ce genre. La méthode des parties doubles, notamment, est fondée sur des usages qui remontent au Moyen Age et qui ont été consignés pour la première fois par Luca Pacioli en 1494¹. Ces règles n'ont pratiquement pas varié de cette époque à nos jours. Les usages sont également, en Suisse, la seule source des règles de forme relatives à la tenue régulière des livres de commerce. Nous les examinerons à propos de l'exactitude formelle de la comptabilité.

* * *

En second lieu, si l'on veut que la référence aux « principes généralement admis dans le commerce » ait un sens, la conclusion logique est de considérer que ceux-ci correspondent aux **principes comptables généralement acceptés**². Une autre interprétation enlèverait toute signification à la référence voulue par le législateur. Or, ce dernier a nettement montré au cours de la revision des titres 24 à 33 CO, qu'il entendait donner et maintenir la priorité à l'application de ces principes³.

Les principes comptables généralement acceptés sont des normes ou des conventions comptables; ils ne sont pas de simples recommandations⁴, bien que celles-ci puissent parfois recouvrir l'un de ces principes. Certains auteurs classent dans les normes ou principes normatifs les concepts fondamentaux de la comptabilité alors que les conventions comptables se rapportent plutôt à des règles générales⁵. Quant aux recommandations, elles émanent habituellement des organisations professionnelles de la comptabilité, telles que:

— sur le plan international, l'Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (U.E.C.) créée en 1951 et l'International Accounting Standards Committee, dont font partie les instituts professionnels de neuf pays européens ou non⁶ créé en 1973;

¹ Voir pages 13 ss. ci-dessus.

² Voir à ce sujet l'article du professeur Louis PERRIDON de l'Université d'Augsburg « Les principes comptables — Une opinion universitaire » paru dans le Journal UEC Revue européenne d'expertise comptable n° 4 octobre 1974, p. 202 ss.

³ Voir pages 149, 155 et 156 ci-dessus.

⁴ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 212.

⁵ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 204 ss.

⁶ Australie, Canada, Etats-Unis, France, Japon, Mexique, Pays-Bas, République fédérale allemande et Royaume-Uni.

- sur le plan national, la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables dont on vient de fêter le cinquantième anniversaire de la fondation. Cette organisation a publié diverses recommandations à l'occasion de journées de travail ou de séminaires.

Les principes comptables doivent encore être *généralement acceptés* pour avoir la force légale qui leur est dévolue par l'art. 959 CO. Cette condition essentielle pose un certain nombre de questions :

- L'expression « généralement acceptés » signifie d'abord, à notre sens, que les principes doivent être reconnus comme tels ; « anerkannten » dit le texte allemand de l'art. 959 CO. Ces principes vont, par conséquent, au-delà des « normes considérées comme acceptables par la collectivité » selon l'expression utilisée dans la loi hollandaise ¹.
- Par quelles personnes, ou par quels groupements de personnes, les principes comptables doivent-ils être reconnus pour être qualifiés de « généralement acceptés » ? S'agit-il de l'ensemble des personnes ou organismes touchant directement ou indirectement le monde des affaires ? Les commerçants, les industriels, les milieux professionnels de la comptabilité, les Chambres de commerce, les milieux universitaires ou encore les destinataires des informations comptables ? S'agit-il des personnes qui établissent les bilans au sein même des entreprises ? S'agit-il, au contraire, exclusivement des milieux professionnels de la comptabilité, de tous les comptables, quelle que soit leur qualification, des experts-comptables diplômés ou de formation équivalente ou de leurs organisations professionnelles ?

Pour reconnaître un principe comptable généralement accepté, il faut d'abord s'occuper de comptabilité. Cela exclut d'emblée les personnes qui, tout en travaillant dans le monde des affaires, n'ont aucun contact avec les problèmes comptables ou avec les bilans. Le terme « généralement » nous engage ensuite à penser qu'il n'est guère possible de limiter le cercle des personnes devant reconnaître ces principes aux seuls milieux professionnels de la comptabilité. Il faut y inclure l'ensemble des personnes qui, par leur activité professionnelle, ont à s'occuper de comptabilité et plus particulièrement qui ont la fonction d'établir ou de vérifier un bilan. Mentionnons les chefs d'entreprise, les comptables employés dans les entreprises, les comptables ou experts-comptables indépendants ou ceux qui travaillent dans les sociétés fiduciaires. Il faut, enfin, que ces personnes soient qualifiées. Elles doivent avoir des connaissances suffisamment approfondies en matière de comptabilité ou de bilan, à défaut desquelles leur avis ne saurait être déterminant pour reconnaître un principe comptable généralement accepté.

¹ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 207.

— Faut-il qu'un principe, pour être « généralement accepté » soit encore effectivement appliqué par toutes les personnes s'occupant de comptabilité ? Faut-il raisonner à ce sujet comme pour les règles ou conventions comptables relatives aux obligations formelles de la comptabilité, dont l'application générale est une condition de leur caractère impératif ? Nous ne pensons pas pouvoir l'affirmer. En effet, l'art. 959 CO parle de principes « généralement admis » et non de principes « généralement appliqués ». Les textes allemand « anerkannten Grundsätze » et italien « principi generalmente ammessi » ont le même sens. En outre, le caractère fondamental d'un principe comptable généralement accepté nous paraît être le fait qu'il soit reconnu par toutes les personnes s'occupant de comptabilité, ou du moins par le plus grand nombre d'entre elles, comme un principe général que l'on doit ou devrait appliquer pour établir le bilan. C'est un principe que l'on doit objectivement respecter ou faire respecter. Le fait qu'un principe comptable généralement accepté ne soit pas appliqué par toutes les personnes s'occupant de comptabilité n'est donc pas déterminant pour lui dénier son caractère impératif. A notre sens, c'est précisément là où se trouve la différence essentielle entre un usage appelé par la loi et une coutume au sens juridique. Celle-ci tire sa force légale, non seulement de l'application générale d'un usage, mais encore de l'opinion unanime répandue selon laquelle cet usage est obligatoire. Quant à l'usage appelé par la loi, sa force légale naît dès le moment où il est généralement accepté ou reconnu, même si l'on n'a pas toujours conscience de son caractère obligatoire : c'est ce qu'explique d'ailleurs le fait qu'un tel usage ne soit pas toujours appliqué de façon unanime dans la pratique.

— Plusieurs principes comptables, qui étaient généralement acceptés, ont été érigés en règles de droit. En Suisse, dans le CO de 1881, ce sont en particulier :

le principe de clarté du bilan ;

l'évaluation des biens ne dépassant pas leur prix maximal d'acquisition ou de revient ;

le principe de la valeur minimale entre le prix d'acquisition ou de revient et la valeur marchande ;

l'amortissement des installations permanentes compte tenu des circonstances ;

la possibilité de répartir les frais d'organisation sur plusieurs exercices.

D'autres principes comptables sont devenus des règles légales lors de la révision des titres 24 à 33 CO ; mentionnons :

le principe de sincérité et de l'état complet du bilan ;

le principe général de l'évaluation de tous les éléments de l'actif « au plus pour le chiffre qu'ils représentent pour l'entreprise » ;

le principe de l'unité monétaire du bilan.

C'est ainsi que les principes de sincérité et de clarté du bilan sont qualifiés par le Tribunal fédéral de « principes légaux du droit du bilan » ou — « gesetzliche Grundsätze des Bilanzrechtes... z.B. ... Bilanzwahrheit und -klarheit » — ¹, ce qui est incorrectement traduit en français dans une revue de jurisprudence par les termes « règles commerciales généralement admises suivant lesquelles le bilan doit être sincère, complet, clair et facile à consulter » ².

- Existe-t-il actuellement en Suisse des principes comptables qui soient des usages appelés par la loi dans le sens de l'art. 959 CO, autrement dit, des principes comptables, généralement acceptés, qui ont force de loi ?

Deux principes généraux nous paraissent avoir ce caractère :

le principe de continuité, du moins partiellement ;

le principe de prudence.

* * *

Le **principe de continuité** ³ consiste de façon générale :

- à adopter la même présentation des comptes et la même articulation des postes du bilan de manière à permettre la comparaison d'un exercice à l'autre ;
- à utiliser les mêmes méthodes ou procédures d'évaluation que les années précédentes, toute exception devant être indiquée et motivée en annexe du bilan ⁴.

Etant donné l'impact que peut avoir la continuité sur l'information fournie par les comptes annuels, nous n'hésitons pas à considérer ce principe comme une norme ou comme un concept fondamental du bilan et non comme une simple recommandation. S'agit-il, par contre, en Suisse, d'un principe comptable généralement accepté ? Remarquons d'abord que ce principe est admis par la doctrine unanime. La Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-

¹ ATF 81 II 463 dans la cause Herold c/A.-G. Bündner Kraftwerke du 5 juillet 1955.

² JdT 1956, p. 245.

³ « Bilanzkontinuität » dans la doctrine allemande, « principe de fixité » dans la doctrine française, « Consistency » pour les Anglo-Saxons, « permanence des méthodes » dans les normes comptables internationales publiées en novembre 1974.

⁴ Le principe de continuité du bilan est prescrit notamment par la loi française du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales (art. 341). Il figure également dans la proposition d'une quatrième directive de la CEE *op. cit.* février 1974 section 7 art. 28 lettre b.

comptables le fait figurer dans les principes d'une comptabilité régulière, qui seront insérés dans le manuel suisse de revision comptable ¹. De plus, le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes propose de l'ériger en une règle de droit ². Mais cela suffit-il pour conférer au principe de continuité un caractère impératif? Nous ne le pensons pas. Comme nous l'avons exposé, il faut encore que ce principe soit reconnu, par toutes les personnes qualifiées s'occupant de comptabilité, comme un principe général que l'on doit ou devrait appliquer. Or, il nous paraît que cette condition fondamentale n'est que partiellement remplie dans notre pays. Une recherche sur ce sujet délicat exigerait un développement qui dépasserait largement le cadre d'une étude sur la sincérité du bilan. Aussi, nous nous limiterons aux quelques observations suivantes:

La présentation du bilan dans une entreprise est, à notre sens, le premier aspect généralement reconnu du principe de continuité. L'on peut, en effet, constater que le bilan d'une entreprise est, dans la plupart des cas, présenté de façon identique d'une année à l'autre. On y retrouve les mêmes dénominations et la même structure. Aucun chef d'entreprise instruit en matière de bilan, aucun comptable qualifié, n'accepterait qu'un bilan soit présenté chaque année de façon différente et que toute comparaison soit impossible d'un exercice à l'autre.

La continuité dans les méthodes d'amortissements nous semble être le second aspect d'un principe généralement reconnu dans notre pays. La même méthode est habituellement employée, jusqu'à ce qu'un actif immobilisé soit complètement amorti. Cette continuité s'exprime également au niveau des taux d'amortissement, mais seulement dans la mesure où l'on prend en considération les taux minimaux, au-dessous desquels il y aurait surévaluation des actifs. Par contre, nous ne pensons pas que le principe de continuité soit généralement reconnu pour les amortissements supérieurs aux taux minimaux, ni même pour les autres critères d'évaluation. Selon une opinion exprimée récemment à propos de la constitution et de la dissolution des réserves latentes dans la société anonyme ³, en vertu du principe de continuité découlant de l'art. 959 CO, « l'administration ne peut pas prétendre modifier chaque année sa conception de la prudence dans l'évaluation. Elle doit décider selon quels principes permanents elle entend évaluer les actifs et constituer des provisions ou des amortissements avant constitution ou dissolution de toute réserve latente ». Nous ne pouvons nous ranger à ce point de vue. En effet, l'idée de permanence est

¹ Ulrich GUGGISBERG « Grundsätze ordnungsmässiger Buchführung » — article paru dans *L'Expert-Comptable Suisse* n° 6/7 1974, p. 136 et 137.

² Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 66 et 67, art. 662 al. 4 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

³ Alain HIRSCH « Les contrôleurs et les réserves latentes » dans *Revision et conseil d'entreprise* — Publication jubilaire à l'occasion du cinquantenaire de la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables 1975, p. 139.

étrangère à la prudence des évaluations dont les critères doivent être reconsidérés constamment au gré des circonstances. En outre, la notion de permanence nous semble incompatible avec la nature même d'une provision. Destinée à couvrir un risque de perte ou de charges futures, la provision doit être estimée à la fin de chaque exercice en prévision de l'avenir, sans que cette estimation ne soit dépendante des estimations passées. Enfin, la continuité dans les critères d'évaluation est battue en brèche par la possibilité de constituer des réserves latentes volontaires, en sous-évaluant intentionnellement des actifs.

Ajoutons, pour clore, que la continuité des diverses méthodes utilisées pour la valorisation des stocks au prix de revient ne semble pas encore être un principe comptable généralement accepté en Suisse. La principale raison en est que ces méthodes ne sont guère connues de façon approfondie, en dehors des entreprises d'une certaine importance.

* * *

Le **principe de prudence** découle de la politique de gestion de l'entreprise. On le justifie par « les incertitudes que comportent inévitablement de nombreuses transactions et dont il faut tenir compte en faisant preuve de prudence »¹. On fonde aussi son application sur « l'expérience qui montre que toute surestimation du profit est plus dangereuse pour l'entreprise et son propriétaire qu'une sous-évaluation »². Sa finalité est la protection des créanciers, particulièrement dans les sociétés commerciales.

Deux principes complémentaires ont été tirés de la règle de la prudence :

- le *principe de réalisation* qui « veut que les bénéfices non encore réalisés ne soient pas incorporés dans le bénéfice de l'exercice »³;
- le *principe de l'imparité* qui « demande de ne pas constater des bénéfices non encore réalisés, mais de comptabiliser immédiatement des pertes futures prévisibles »⁴.

La comptabilité commerciale a toujours usé du principe de prudence⁵, lequel fait tout naturellement partie d'une saine gestion de l'entreprise. L'on peut donc affirmer qu'il est un principe comptable généralement accepté et reconnu comme tel par l'ensemble des personnes qualifiées s'occupant de comptabilité ou de bilan. Ce principe est d'autant plus accepté en Suisse qu'il y

¹ « Publicité des méthodes comptables », ouvrage publié par l'International Accounting Standards Committee novembre 1974, p. 7.

² E. SCHMALENBACH « Le bilan dynamique » – 1961, p. 82.

³ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 211.

⁴ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 623.

⁵ Intervention Staehelin à la Société suisse des juristes en 1926 – voir page 150 ci-dessus.

existe le droit de constituer des réserves latentes volontaires par la sous-évaluation d'actifs ou la surévaluation de provisions. Etant un principe comptable généralement accepté, un usage appelé par la loi en vertu de l'art. 959 CO, le principe de prudence n'est pas une simple « maxime économique »¹ mais bien un précepte légal.

* * *

¹ Comme le prétend Wolfhart BÜRGi dans « Das Obligationenrecht. Bundesgesetz betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches vom 30. März 1911 und Bundesgesetz über die Revision der Titel XXIV bis XXXIII des Obligationenrechtes vom 18. Dezember 1936. 5. Teil: Die Aktiengesellschaft. b/1 Rechte und Pflichten der Aktionäre » — dans *Kommentar zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch* — 1957, p. 33.

C. LES USAGES COMMERCIAUX ET LA SINCÉRITÉ DU BILAN

SOMMAIRE

Pages

La relation entre les usages commerciaux et les principes à observer pour l'établissement du bilan 253

Les usages commerciaux en tant que principes comptables complémentaires à celui de la sincérité du bilan 254

La relation entre les usages commerciaux et les principes à observer pour l'établissement du bilan est mise en évidence, ici encore, par l'étude historique de l'art. 959 CO. Dans l'avant-projet Huber de 1917, la référence aux usages commerciaux était primitivement limitée à l'établissement du bilan d'exploitation des sociétés avec personnalité¹. Elle fut par la suite, en 1923, dans le projet Hoffmann, transférée dans les dispositions sur la comptabilité commerciale et insérée dans la prescription générale relative à la clarté et à la sincérité du bilan annuel². C'est dire qu'à l'origine, la référence aux usages commerciaux était tout à fait indépendante de ces deux principes généraux. Une comparaison des textes allemand et français au moment de ce transfert aboutit à la même constatation :

Die Jahresbilanz ist nach allgemein anerkannten kaufmännischen Grundsätzen so vollständig, klar und übersichtlich aufzustellen, dass die Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten.

Le bilan doit être dressé conformément aux principes généralement admis dans le commerce; il sera assez complet, assez clair et assez facile à consulter pour que les intéressés puissent se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise.

Dans le texte allemand, il n'y a aucune virgule entre la référence aux usages commerciaux et la suite de la phrase. On pourrait en déduire que le législateur a voulu créer une relation étroite entre les usages commerciaux, d'une part, et l'état complet et la clarté du bilan, d'autre part. De là à prétendre que les usages commerciaux délimitent ces deux principes, il n'y a qu'un pas, qui est d'ailleurs franchi par deux auteurs, Siegwart et His. Le premier estime, en effet, que les usages commerciaux corrigent les principes de la clarté et de la sincérité³. Le second émet l'avis que les usages commerciaux sont prépondérants pour

¹ Voir page 131 ci-dessus.

² Voir page 144 ci-dessus.

³ Commentaires de Siegwart sur le projet Hoffmann de 1923 (voir pages 148 et 149 ci-dessus).

fixer la mesure — ou « das Mass » — et l'étendue — ou « der Umfang » — de ces deux principes ¹. Dans le texte français, au contraire, la phrase est subdivisée en deux membres distincts par un point-virgule placé après la référence aux usages commerciaux. L'application de ceux-ci apparaît par conséquent comme une règle indépendante des principes de l'état complet et de la clarté.

Le texte français se prête à des interprétations confirmées par les discussions qui ont eu lieu au sein de la Commission du Conseil des Etats à la suite de la proposition de l'Association suisse des banquiers de limiter les règles, pour l'établissement du bilan annuel, aux usages commerciaux exclusivement ². Enfin, le rapporteur de la Commission propose, dans son exposé devant le Conseil des Etats, que le commerçant soit astreint à dresser le bilan conformément aux principes généralement en usage dans le commerce et — *de plus* — selon une formule générale s'efforçant d'assurer la sincérité et la clarté du bilan ³.

Cela nous engage à donner la préférence au texte français qui nous paraît mieux traduire l'intention du législateur.

L'opinion exprimée par Siegwart et His nous semble, en fait, être en contradiction avec la définition même d'un « usage appelé par la loi » puisque celui-ci ne peut y déroger. En édictant que le bilan doit être complet, clair et facile à consulter, le législateur a fixé une règle légale qui ne peut être modifiée par un usage commercial.

En résumé, les usages commerciaux ne peuvent limiter l'étendue de la sincérité voulue par le législateur. C'est pourquoi nous ne pouvons admettre le point de vue selon lequel la prudence du bilan réclame la priorité sur la vérité ⁴. Cette formule n'a d'ailleurs plus guère de signification dès l'instant où l'on fait entrer dans la notion de vérité du bilan la recherche de la concordance avec les faits vérifiables, avec le résultat de l'appréciation objective des faits non vérifiables, avec le résultat d'évaluations fondées sur des critères objectifs.

Les usages commerciaux peuvent être considérés comme des principes comptables complémentaires de celui de la sincérité du bilan. Cette complémentarité se manifeste surtout au niveau du principe de la prudence ⁵. En voici plusieurs exemples :

— le principe de nature négative, posé par le législateur quant à la sincérité du bilan, a pour objet de ne pas montrer une image plus favorable que celle

¹ Eduard His *op. cit.* 1940, p. 406.

Contrairement aux commentaires de cet auteur, Zimmermann fait allusion, dans son rapport, — ou « Referat » — paru en 1926, aux « principes généralement admis dans le commerce » non pas à propos des principes de la clarté et de la sincérité du bilan, mais seulement en relation avec les dispositions sur l'évaluation des éléments de l'actif (voir page 149 ci-dessus).

² Voir page 155 ci-dessus.

³ Voir page 156 ci-dessus.

⁴ Jean de SENARCLENS *op. cit.* 1943, p. 266; Wolfhart BÜRGI, *op. cit.* 1949, p. 32.

⁵ Contrairement à l'opinion selon laquelle la prudence a pour résultat « la violation des principes énoncés par l'art. 959 CO » — Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 190.

qui paraît être la réalité. La prudence dans l'appréciation des faits non vérifiables, au moment d'établir le bilan, et la prudence dans les évaluations sont des moyens qui permettent d'atteindre ce but. Cette prudence guiderait la décision qui serait prise par un commerçant honnête, sérieux et raisonnable;

- la sincérité du bilan exige que l'on comptabilise des provisions pour couvrir les risques de pertes ou de charges futures. Or, la prudence est le fondement de l'estimation d'un risque;
- la sincérité du bilan veut que les règles d'évaluation fixées par la loi soient respectées. La règle de l'art. 960 al. 2 CO prescrit que « la valeur de tous les éléments de l'actif ne peut figurer au bilan pour un chiffre dépassant celui qu'ils représentent pour l'entreprise ». Pour l'estimation d'un stock en conformité de cette règle, le principe de prudence interdit de comptabiliser une plus-value sur des marchandises non encore vendues; il demande que leur prix de revient soit considéré comme étant la valeur qu'elles représentent pour l'entreprise.

En ce qui concerne le principe de continuité, il peut aussi, dans certains cas, être un complément à celui de la sincérité du bilan. Prenons l'exemple de la règle d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO. La continuité dans les méthodes d'amortissement et dans les taux minimaux engendre l'obligation de comptabiliser les amortissements commandés par les circonstances pour fixer la valeur qu'un actif représente pour l'entreprise.

* * *

En conclusion, les principes généralement admis dans le commerce, auxquels renvoie l'art. 959 CO, sont des usages commerciaux appelés par la loi; ils ont un caractère impératif. Ces usages commerciaux sont des principes comptables qui doivent être généralement acceptés. Seuls certains aspects du principe de continuité et le principe de prudence nous paraissent avoir en Suisse cette qualité. *Ces usages commerciaux ne servent pas de limites au principe de la sincérité, mais en sont les compléments.*

* * *

Chapitre IX

LA SINCÉRITÉ DU BILAN ET L'INFORMATION DES INTÉRESSÉS

	Pages
A — Les intéressés	259
B — Sincérité et clarté du bilan	269
C — Sincérité du bilan et secret des affaires	277

A. LES INTÉRESSÉS

SOMMAIRE

Pages

L'expression « se rendre compte aussi exactement que possible »	261
Le chef de maison dans une entreprise individuelle, les associés d'une société de personnes, les administrateurs ou gérants d'une société de capitaux . . .	262
Les contrôleurs aux comptes.	262
Les actionnaires	262
Les travailleurs	263
Les créanciers	263
Les créanciers conditionnels	264
L'Etat	264
Les personnes qui ont l'intention de nouer des relations juridiques avec l'entreprise	264
La « situation économique de l'entreprise »	264
Le délai de clôture d'un bilan	265
Le but de l'information donnée par le bilan	267

Le bilan, tel qu'il doit être établi selon l'art. 959 CO, est un support de l'information. Document destiné à être lu, il a pour but de renseigner. Il constitue un élément d'information essentiel sur la situation de l'entreprise; il est souvent le seul moyen de se renseigner à son sujet. Cette fonction du bilan est exprimée dans l'art. 959 CO par la formule « Afin que les intéressés se rendent compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise ».

* * *

Que signifie l'expression **se rendre compte aussi exactement que possible** ?

Si l'on se rapporte au texte allemand « damit die Beteiligten einen möglichst sicheren Einblick in die wirtschaftliche Lage des Geschäftes erhalten », sa traduction littérale signifie que le bilan devrait permettre aux intéressés d'obtenir une idée, un aperçu aussi sûr que possible de la situation économique de l'entreprise.

Selon le texte italien « si da mostrare agli interessati con la maggiore evidenza e verità la situazione economica dell'azienda » — en le traduisant littéralement — le bilan doit montrer aux intéressés avec la plus grande clarté et vérité la situation économique de l'entreprise.

Les trois rédactions, allemande, italienne et française, coïncident sur un point: les termes « aussi exactement que possible » se rapportent à la façon de renseigner et non à la situation économique de l'entreprise. L'art. 656 al. 1 du CO de 1881 était rédigé dans le même sens « afin que les actionnaires se rendent un compte aussi exact que possible ». Cette interprétation est encore confirmée par la proposition faite en 1921 par l'Association suisse des experts-comptables de supprimer l'expression « möglichst » — aussi exactement que possible —. Cette Association estimait que la clarté et la vérité du bilan ne devraient pas dépendre de la compréhension des intéressés¹. C'était donc bien la forme et la qualité de l'information que l'on qualifiait d'aussi exacte que possible et non la

¹ Voir page 142 ci-dessus.

situation économique de l'entreprise. Cette constatation n'est pas seulement une question de nuance. Elle veut démontrer que le législateur n'a pas exigé que « le bilan indique aussi exactement que possible la situation économique de l'entreprise » telle que l'exprime une opinion récente¹ au sujet des évaluations commandées par le principe de sincérité. La formule « aussi exactement que possible » exige un point de référence, une exactitude vers laquelle on doit tendre « autant que possible ». Or, ce point de référence, cette exactitude, fait précisément défaut pour les évaluations. Autrement dit, le législateur suisse a eu la sagesse et le bon sens, pour l'établissement du bilan, de ne pas s'arrêter à la notion d'exactitude, ni même de la fixer comme point de référence.

* * *

Les « **intéressés** » sont les destinataires de l'information donnée par le bilan. Ce sont les personnes qui ont un intérêt à consulter le bilan d'une entreprise. Elles peuvent être ordonnées par catégories selon leur situation juridique par rapport à l'entreprise ou selon leur intention de nouer des relations juridiques avec elle². Dans cette acception, les intéressés dépassent largement le cercle des personnes « qui n'ont pas accès à la comptabilité ou qui ne peuvent vérifier en tout temps les livres »³.

Le chef de maison dans une entreprise individuelle, les associés d'une société de personnes et les administrateurs ou les gérants d'une société de capitaux sont les premiers intéressés à prendre connaissance du bilan de l'entreprise. Pratiquement, à part quelques exceptions, ces intéressés n'établissent pas eux-mêmes le bilan mais en font dresser un projet par les services comptables internes ou externes de l'entreprise. Il est donc de toute importance que ce projet de bilan soit déjà conçu selon les principes des art. 959 et 960 CO. Pour cette catégorie d'intéressés, le bilan n'est pas seulement une source d'information sur la situation économique ou financière de l'entreprise; il est également un guide et un moyen de gestion.

Dans la société anonyme (ou dans les sociétés régies par le même droit), les contrôleurs aux comptes sont des intéressés qui se situent encore à l'intérieur de l'entreprise. Le bilan qui leur est soumis pour vérification est déjà approuvé par le Conseil d'administration. Il importe, par conséquent, que ce bilan ait été établi au préalable en parfaite harmonie avec les prescriptions légales.

Les actionnaires d'une société anonyme forment un groupe d'intéressés à l'égard desquels le bilan constitue, avec le rapport de gestion, la source d'in-

¹ Jean-Pierre LEU *op. cit.* FJS 336/1975, p. 11.

² Voir à ce sujet:

— Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 408.

— Ernesto SIMONETTO « I Bilanci » 1972, p. 43 ss.

³ Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 13.

formation primordiale sur la situation financière de la société et l'évolution de ses affaires. En vertu de l'art. 696 al. 1 CO, le compte de pertes et profits, le bilan et le rapport de gestion sont mis à la disposition des actionnaires, aux sièges de l'établissement principal et des succursales, dix jours au plus tard avant l'assemblée générale ordinaire. Parmi ces intéressés, il faut distinguer entre l'actionnaire d'une société dite fermée et l'actionnaire public.

Dans une société dite fermée, une société de famille par exemple, il n'existe en général aucun marché permettant d'acheter ou de vendre des actions. L'actionnaire, minoritaire surtout, est pratiquement « condamné » à conserver ses actions s'il ne trouve pas un amateur. Pour cet actionnaire, le bilan n'aura d'intérêt que si les informations qu'il peut y trouver sont suffisamment étendues et l'engagent à participer activement à l'assemblée générale, en posant notamment des questions à l'administration ou à l'organe de contrôle.

L'actionnaire public¹ est celui qui détient des actions d'une grande société anonyme faisant publiquement appel à l'épargne privée et dont les actions sont cotées en bourse ou traitées couramment hors bourse. L'actionnaire public a acquis ses actions pour effectuer un placement ou pour réaliser un gain occasionnel. Contrairement à ce qui se passe dans les sociétés dites fermées, l'actionnaire public, s'il n'est pas satisfait, témoigne à la société sa méfiance en vendant ses actions². Il réalise cette opération sans difficulté par l'intermédiaire d'une banque. Pour cet actionnaire, l'intérêt du bilan est de lui permettre d'apprécier la situation de la société et de prendre la décision de vendre ou de conserver ses actions. L'on peut encore assimiler aux actionnaires publics les porteurs de bons de participations vu l'intérêt que ceux-ci peuvent avoir à lire le bilan des sociétés au financement desquelles ils ont contribué.

Les travailleurs intéressés aux bénéfices doivent être informés des résultats. L'art. 322 lettre a) al. 3 CO prescrit, à ce sujet, qu'une copie du compte de pertes et profits de l'exercice annuel est remise au travailleur qui la demande.

Les intéressés sont encore les créanciers, à savoir:

- les fournisseurs qui ont fait crédit;
- les banques qui ont octroyé des prêts ou escompté des effets de change;
- les obligataires;
- les créanciers hypothécaires ou chirographaires.

Dans une entreprise individuelle ou dans une société de personnes, les créanciers n'ont aucun droit de prendre connaissance du bilan de l'entreprise, sauf en cas de faillite. Ces créanciers n'ont, par conséquent, qualité d'intéressés que dans la mesure où le bilan leur est communiqué volontairement, à leur demande. Il en est de même, pratiquement, dans une société de capitaux.

¹ Ernst WALDER « Unternehmer- und Publikumsaktionäre » dissertation 1955, p. 2 ss.

² Alain HIRSCH « Problèmes actuels du droit de la société anonyme. L'organisation de la S.A. » – rapport présenté à la Société suisse des juristes ZSR 1966, p. 22.

Toutefois, pour une société anonyme qui ne publie pas ses comptes annuels, l'art. 704 CO prescrit que le Bureau du Registre du Commerce peut inviter ladite société à les déposer à la requête d'une personne justifiant sa qualité de créancière.

Mentionnons également les créanciers conditionnels, qui ont cautionné ou fourni des garanties et dont l'intérêt à consulter le bilan de l'entreprise est semblable à celui d'un créancier.

L'Etat, enfin, peut être qualifié d'intéressé en raison du caractère d'intérêt public que revêtent les principes à observer pour l'établissement du bilan. Dans le domaine des impôts, l'intérêt de l'Etat, pour un bilan établi selon les règles de droit commercial, se manifestera seulement si celles-ci coïncident avec les règles de droit fiscal.

Parmi les personnes qui ont l'intention de nouer des relations juridiques avec l'entreprise et qui ont de ce fait un intérêt à prendre connaissance de son bilan, mentionnons :

- les épargnants-futurs actionnaires, c'est-à-dire les personnes qui envisagent d'acquérir des actions ou des bons de participation dans une grande société anonyme ;
- les personnes ou sociétés qui projettent de prendre une participation dans une entreprise, soit par l'acquisition d'actions, soit par l'octroi d'un prêt à long terme ;
- les créanciers futurs éventuels, en particulier les banques sollicitées pour l'octroi d'un crédit, les fournisseurs qui hésitent à faire crédit à une entreprise, les personnes intéressées à acquérir des obligations.

En résumé, les intéressés, dans le sens de l'art. 959 CO, sont, non seulement des personnes qui sont en relation directe ou indirecte avec l'entreprise, mais encore des tiers dont celle-ci peut même ignorer l'existence. La responsabilité civile de l'auteur du bilan peut donc être engagée même à l'égard de personnes qu'il ne connaît pas.

* * *

L'objet de l'information donnée par le bilan est, selon l'art. 959 CO, la « **situation économique de l'entreprise** » — ou « *wirtschaftliche Lage des Geschäftes* » —. Cette expression a été adoptée lors de la revision des titres 24 à 33 du Code des obligations¹. Elle a remplacé la formule de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881 « *vraie situation de fortune de la société* » — ou « *wirkliche Vermögenslage der Gesellschaft* » —. Le législateur a donné deux raisons à cette modification :

- Pour que le bilan corresponde à la véritable situation de fortune, tous les actifs doivent, théoriquement, être estimés à leur valeur vénale. Or, le

¹ Proposition de la Commission d'experts (Axenstein) et projet Huber de 1919.

Code prescrit que les installations permanentes et les biens destinés à la vente ne peuvent figurer au bilan à une valeur supérieure à leur prix d'acquisition ou de revient; d'où un malentendu à éviter.

— En outre, étant donné la proposition d'autoriser la constitution volontaire de réserves latentes, l'expression « situation économique » est plus souple et plus « indulgente » que celle de « vraie situation de fortune ».

Par « situation économique de l'entreprise », il faut comprendre non seulement sa capacité commerciale (chiffre d'affaires) et sa rentabilité (bénéfice net d'exploitation)¹, mais aussi la consistance de son patrimoine et sa situation financière (ses sources de financement et sa liquidité)². Il est intéressant de relever à ce sujet que l'expression « situation financière » était mentionnée dans le texte français du projet Huber de 1919 et qu'elle a été remplacée par « situation économique » dans le texte français du projet Hoffmann de 1923.

Le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes, institué au début de l'année 1968 par le Département fédéral de Justice et Police, propose un nouvel article dans lequel l'expression « situation économique » est remplacée par une formule beaucoup plus large et plus explicite, à savoir: « le patrimoine, la situation financière et les résultats de la société ainsi que leur évolution au cours de l'exercice »³. Toutefois, dans le dernier avant-projet du Groupe de travail (art. 662 al. 2), cette formule est réduite à l'expression: « du patrimoine et des résultats de la société » sans que cette modification fasse l'objet d'une explication. Dans son message du 7 mai 1975⁴, le Conseil fédéral déclare, dans le même sens, que les inventaires, les comptes d'exploitation et les bilans établis à la fin de chaque exercice « doivent donner un aperçu précis de la situation financière et des résultats de l'entreprise ».

Le contenu des informations données par le bilan comporte certaines limites dues à la nature même de ce dernier. En effet, « le bilan est à peine dressé que son résultat n'en est plus juste »⁵. Il donne « une simple image instantanée »⁶, « un instantané photographique » « une image déjà ancienne »⁷ de la situation de l'entreprise à un moment donné. Le bilan dressé plusieurs semaines ou plusieurs mois après sa date de clôture, ne représente déjà plus un

¹ Wilhelm BRUNNER « Das Problem der Bilanzklarheit und Bilanzwahrheit » dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 2 juillet 1936, p. 21.

² Willy DOBER *op. cit.* 1965, p. 162.

³ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 66 – art. 1 al. 2 de la proposition de revision.

⁴ Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'une modification du Code des obligations (conservation des livres et de la correspondance sur des supports de données ou d'images) du 7 mai 1975 – FF 1975/I, p. 1814.

⁵ Walther MUNZINGER « Motifs du projet de code de commerce suisse » – 1865, p. 19.

⁶ Victor EHRENBURG « Die Pflicht zur Wahrheit und Offenheit in den Bilanzen und Jahresberichten der Aktiengesellschaften » dans Iherings Jahrbücher für die Dogmatik des bürgerlichen Rechts 1907, p. 296.

⁷ Jean PAILLUSSEAU « La société anonyme. Technique d'organisation de l'entreprise » – 1967, p. 77 note 5.

intérêt actuel; il est une chose passée. La situation de l'entreprise peut aussi s'être modifiée entre-temps ¹. C'est pourquoi le délai de clôture d'un bilan est de grande importance.

Le législateur suisse, suivant l'exemple du législateur allemand, s'est abstenu de fixer ce délai de façon péremptoire, sauf pour les entreprises soumises au droit de la société anonyme ou pour celles régies par des lois spéciales. Utilisant une formule souple, l'art. 958 al. 2 CO désigne ce délai comme étant celui « répondant aux nécessités d'une marche régulière de l'entreprise ».

Pour la société anonyme, ce délai découle des prescriptions de l'art. 699 al. 2 CO selon lesquelles l'assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice. Pour les banques, le délai de clôture du bilan résulte de l'art. 28 al. 1 du Règlement d'exécution de la loi sur les banques et les caisses d'épargne du 17 mai 1972 qui prescrit que les comptes annuels sont publiés dans les quatre mois. Ce délai de publication est fixé à six mois pour les fonds de placement en vertu de l'art. 15 al. 2 de la Loi du 1^{er} juillet 1966. En fait, on doit retrancher de ces délais le temps nécessaire à la vérification du bilan par l'organe de contrôle et, de plus, pour une société anonyme, le délai de dix jours de convocation de l'assemblée générale.

Le délai de clôture des bilans ne pose pas, en général, de problème particulier pour les entreprises d'une certaine importance, exploitées souvent sous la forme d'une société anonyme, ou pour celles régies par les lois spéciales. Par contre, pour les petites et moyennes entreprises, le projet de bilan, qui est normalement établi peu de temps après la date de clôture, reste souvent à l'état de projet pendant de nombreux mois. Dans la pratique, il n'est pas rare qu'un bilan, arrêté au 31 décembre, ne soit pas encore définitivement bouclé dans le courant de l'été, voire dans le courant de l'automne suivant. Or, le fait qu'un bilan définitif ne soit pas clos dans un délai raisonnable peut laisser supposer qu'il existe certaines difficultés au sein de l'entreprise. Mentionnons, par exemple, l'estimation d'une provision importante pour couvrir un risque de perte que l'on craint de révéler, la dissolution d'une réserve latente sur le stock de marchandises en vue d'absorber une perte d'exploitation, une divergence entre l'administration et l'organe de contrôle au sujet d'une évaluation, la difficulté de réunir des pièces justificatives, notamment pour l'estimation d'une participation.

En résumé, un bilan, étant un moyen d'information limité dans le temps, n'est jamais établi suffisamment tôt après sa date de clôture. L'on peut affirmer que *plus un bilan définitif sera bouclé et communiqué rapidement aux intéressés, plus ces derniers auront foi dans sa sincérité.*

* * *

¹ Raison pour laquelle le droit allemand (Aktiengesetz 1965 par. 160) et les propositions d'une quatrième directive de la CEE de février 1974 (section 9 art. 43) prescrivent que le rapport de gestion du Conseil d'administration doit obligatoirement indiquer les événements importants survenus après la clôture de l'exercice.

Le but de l'information donnée par le bilan est, en définitive, la protection des intérêts de toutes les personnes appelées à le consulter, désignées sous l'appellation globale « intéressés ». Mais cette protection doit être envisagée sur un plan général et objectif. Nous rejoignons ici la notion objective de la sincérité des comptes, indépendante de tout élément personnel propre aux intéressés, indépendante aussi de tout intérêt particulier.

Une réserve doit cependant être faite pour les bilans de fortune établis en vue d'opérations spécifiques telles que la sortie d'un associé, la vente d'actions d'une société anonyme dite fermée ou la demande d'un crédit bancaire. Dans ces cas, les informations, qui ressortent du bilan, touchent directement les intérêts des parties en cause.

* * *

B. SINCÉRITÉ ET CLARTÉ DU BILAN

SOMMAIRE

	Pages
La désignation des postes du bilan	271
La structure du bilan :	
— Les recommandations des milieux professionnels de la comptabilité . . .	271
— Les schémas obligatoires	273
L'indication du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation	274
L'importance du principe de la sincérité par rapport à celui de la clarté du bilan	275

En vertu de l'art. 959 CO, le bilan doit être clair et facile à consulter. C'est le principe de clarté que le CO de 1881 a déjà proclamé. La clarté se rapporte à la présentation des comptes annuels. Celle-ci a deux aspects :

- la *désignation* — ou « *Bezeichnung* » — des postes du bilan.
- la *structure* — ou « *Gliederung* » — de ce dernier ¹.

Pour être clair, un bilan doit d'abord montrer des postes désignés avec précision. Cela exclut toute dénomination ambiguë, susceptible de créer la confusion, voire l'obscurité.

Pour être clair et facile à consulter, un bilan doit ensuite être structuré ; ses postes doivent apparaître dans un ordre déterminé. Cet ordre résulte, soit des règles recommandées par les milieux professionnels de la comptabilité, soit des schémas obligatoires prescrits par la loi.

Parmi les **recommandations** mentionnons :

- le rapport entre l'actif et les engagements que doit indiquer le bilan. Autrement dit, les actifs sont présentés d'un côté et les engagements de l'autre. Cette règle, contenue dans l'art. 663 al. 1 CO relatif au bilan de la société anonyme, nous paraît être une norme légale, applicable à toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique ;
- la séparation des postes de nature différente ; par exemple, débiteurs clients et débiteurs filiales, créanciers et provisions, créanciers et réserves, charges ou produits d'exploitation et charges ou produits hors exploitation, etc. ;

¹ Willy DOBER *op. cit.* 1965, p. 162 ss.

Voir également au sujet du principe de clarté : Jean-Pierre BRUNNER « Die Publizität der schweizerischen Aktiengesellschaften insbesondere das Postulat der Bilanzklarheit. Ein Vorschlag zur Gliederung der Bilanz und der Erfolgsrechnung sowie eine Stellungnahme zum entsprechenden Vorschlag des Zwischenberichtes Tschopp » – 1973.

- l'interdiction de compenser formellement les actifs et passifs. Nous désignons ici le procédé qui consiste, en partant de la balance finale de clôture, à faire disparaître ou à réduire certains postes par leur simple présentation au bilan sans passer aucune écriture dans la comptabilité. En voici un exemple :

Balance finale de clôture

Disponibilités	30 000,—	
Marchandises	200 000,—	
Clients	580 000,—	
Clients (comptes créditeurs)		200 000,—
Fournisseurs		150 000,—
Provision pour charges futures		50 000,—
Installations	150 000,—	
Exploitation	200 000,—	
Pertes et profits reportés		460 000,—
Capital social		300 000,—
	1 160 000,—	1 160 000,—

Afin de ne pas présenter au bilan un poste clients trop important, l'on déduit de celui-ci les postes « clients-comptes créditeurs » et les provisions pour charges futures. En outre, de manière à ne pas faire apparaître la perte d'exploitation dans le bilan, on la porte en déduction du compte « pertes et profits reportés »

Bilan après la compensation formelle

<i>Actif</i>		<i>Passif</i>	
Disponibilités	30 000,—	Fournisseurs	150 000,—
Marchandises	200 000,—	Pertes et profits reportés	260 000,—
Clients	330 000,—	Capital social	300 000,—
Installations	150 000,—		
	710 000,—		710 000,—

- la classification des actifs selon leur degré de réalisation ou de liquidité et des passifs selon leur degré d'exigibilité :

Immobilisations	Fonds propres
Réalisables à long terme	Exigibles à long terme
Réalisables à moyen terme	Exigibles à moyen terme
Réalisables à court terme	Exigibles à court terme
Disponibilités	Exigibles à vue

— l'indication à côté de chaque poste des chiffres de l'exercice précédent, seule façon de lire utilement un bilan. Cette présentation, déjà prescrite par l'Ordonnance du 19 décembre 1958 sur la comptabilité des chemins de fer, est proposée par le Groupe de travail¹.

Quant aux **schémas obligatoires**, le Code des obligations n'en contient aucun, même pour la société anonyme. Toutefois, il existe en Suisse des schémas, imposés à certaines catégories d'entreprises privées, dans les lois spéciales suivantes:

- la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne du 8 novembre 1934 modifiée par la loi fédérale du 11 mars 1971²;
- la loi fédérale sur les fonds de placement du 1^{er} juillet 1966³;
- la loi fédérale sur la surveillance des entreprises privées en matière d'assurance, du 25 juin 1885⁴;
- l'ordonnance sur la comptabilité des chemins de fer du 19 décembre 1958 applicable aux entreprises de chemin de fer, de trolleybus et de navigation au bénéfice d'une concession fédérale, modifiée par les arrêtés du Conseil fédéral des 27 novembre 1964 et 7 juillet 1970⁵.

Le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes propose, à l'instar des principales législations européennes⁶, d'inscrire dans la loi des dispositions minimales sur la présentation des comptes⁷. Une différence essentielle existe, toutefois, entre la proposition du Groupe de travail et les systèmes appliqués à l'étranger. Ceux-ci imposent, en effet, un schéma avec des dénominations obligatoires dans lequel l'ordre des divers postes doit être respecté alors que le Groupe de travail préconise seulement une liste minimale des postes devant figurer dans le bilan avec ou sans observation d'un ordre déterminé⁸. Dans son avant-projet⁹, le Groupe de travail renonce même, ce qui est regret-

¹ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 67; art. 662 al. 2 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

² Art. 23 à 26 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur les banques et les caisses d'épargne du 17 mai 1972 et annexe II.

³ Art. 9, 15 à 17 de l'ordonnance d'exécution du 20 janvier 1967 et du 13 janvier 1971.

⁴ Art. 6 de la loi du 25 juin 1885.

⁵ Art. 4, 19 et 23 de l'ordonnance.

⁶ Des schémas obligatoires sont prescrits notamment:

- en France: décret n° 65-968 du 28 octobre 1965 et décret n° 71-86 du 6 janvier 1971;
- en Allemagne: Aktiengesetz du 6 septembre 1965 par. 151 (Gliederung der Jahresbilanz) par. 157 (Gliederung der Gewinn- und Verlustrechnung);
- en Angleterre: Companies Act 1948 11 & 12 Geo. 6 Chapter 38 — S. 149 et Schedule eighth Part I modifié et complété par Companies Act 1967 Chapter 81 S. 9 et Schedule 1 et 2. Voir également la proposition d'une quatrième directive de la CEE *op. cit.* 1974 art. 3 à 27.

⁷ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 67 ss.

⁸ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 70.

⁹ Art. 663 b de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

table à notre avis, à exiger la classification des actifs et des passifs selon des concepts globaux tels que, actifs immobilisés, actifs circulants, fonds propres et engagements à long et court termes.

On considère généralement qu'un bilan respecte le principe de clarté s'il est présenté conformément au schéma prescrit par la loi. Cela n'est pourtant pas toujours entièrement le cas. Un exemple typique est celui donné par le schéma du bilan imposé par la loi fédérale sur les banques. En vertu de l'art. 23 OE, le bilan doit contenir une rubrique intitulée « autres actifs » portant le n° 1.15. L'annexe II concernant les instructions régissant l'établissement des comptes annuels, prescrit que cette rubrique doit comprendre « notamment » les frais de fondation, les frais d'émission, marges d'intérêts et frais d'emprunts auprès des centrales d'émission ou sur les lettres de gage payées par anticipation... *etc.*, capitalisés à l'actif et amortis. Autrement dit, ce sont des dépenses portées provisoirement à l'actif du bilan que la banque doit amortir en les comptabilisant dans ses charges annuelles au cours des exercices subséquents. Le procédé est parfaitement correct du point de vue de la technique comptable; il est conforme aux dispositions sur l'établissement du bilan des sociétés anonymes (art. 664 al. 2 et 669 al. 2 CO); par contre, ces dépenses sont, du point de vue économique, des sommes fictives ou des non-valeurs. Or, un bilan, qui contient un poste dénommé « autres actifs », dont une partie représente des non-valeurs, est un bilan qui n'est pas clair et facile à consulter; et pourtant, ce bilan est établi conformément au schéma imposé par la loi.

* * *

De « lege lata », la non-indication dans le compte de résultats du chiffre d'affaires annuel est-elle ou non conforme au principe de clarté posé par l'art. 959 CO?

Selon l'usage commercial, qui n'est d'ailleurs pas généralement accepté, la compensation, jusqu'au bénéfice brut, est tolérée dans la présentation du compte de pertes et profits. Cette compensation consiste, dans une entreprise commerciale, à retrancher du montant net des ventes de l'exercice le montant des dépenses de marchandises, puis à ajouter ou à déduire le montant de la variation positive ou négative du stock; le résultat correspond au bénéfice brut, c'est-à-dire au coût de production des prestations fournies pour la réalisation du chiffre d'affaires. Dans une entreprise industrielle, ce bénéfice est obtenu de façon identique mais en retranchant des ventes, en plus des dépenses de marchandises, les salaires de fabrication (la main-d'œuvre), les fournitures et les frais de fabrication.

La seule indication du bénéfice brut dans le compte de pertes et profits cache deux renseignements essentiels pour apprécier la situation économique d'une entreprise:

— sa capacité commerciale représentée par le montant global de ses ventes (chiffre d'affaires);

— la marge de bénéfice brut par rapport au chiffre d'affaires ou la rentabilité brute de celui-ci.

Peut-on dire, dans ces conditions, que le compte d'exploitation, qui ne fait apparaître que le bénéfice brut, est assez clair et facile à consulter pour permettre aux intéressés de se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise ? Nous ne le pensons pas ! Le Groupe de travail prend nettement position ; il propose que le compte de pertes et profits parte, obligatoirement, du chiffre d'affaires. Il qualifie sa proposition « d'innovation considérable »¹. Or, nous restons persuadé que la simple application du principe de clarté, qui a force légale, permet déjà d'imposer de « lege lata » aux entreprises l'indication de leur chiffre d'affaires annuel dans leur compte de pertes et profits.

* * *

Peut-on parler de l'importance du principe de la sincérité par rapport à celui de la clarté du bilan ? Peut-on dire qu'un principe l'emporte sur l'autre ? Un auteur² remarque à ce sujet qu'il existe entre la version allemande (Bilanzwahrheit und -klarheit) et la version française (clarté et sincérité du bilan) de la note marginale de l'art. 959 CO une inversion dans l'énumération des deux principes. Il est d'avis que le principe de sincérité l'emporte sur celui de la clarté.

Du point de vue de l'information des intéressés, la clarté et la sincérité du bilan sont deux conditions inséparables. Si l'une fait défaut, l'information en sera infirmée. Pour reprendre la formule de l'art. 959 CO, si le bilan n'est pas clair et facile à consulter, les intéressés ne pourront pas se rendre compte aussi exactement que possible de la situation, même si ce bilan est sincère. Inversement, si le bilan n'est pas sincère, les intéressés ne pourront pas se rendre compte aussi exactement que possible de la situation, même si ce bilan est clair et facile à consulter³. On peut illustrer cela de la façon suivante :

Clarté	Sincérité	Information	
+	+	=	+
—	+	=	—
+	—	=	—
—	—	=	—

* * *

¹ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 68 ; art. 663 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

² Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 141 et 142.

³ Voir à ce sujet dans la doctrine italienne : Giuseppe FERRI « In tema di verità di chiarezza e di precisione del bilancio di esercizio » dans *Rivista del Diritto commerciale* p. 258 (cité par Luigi Chiaraviglio « Tecnica a buona amministrazione nel bilancio di esercizio. Irregolarità e salvaguardia della certezza » dans *Rivista dei Dottori Commercialisti* n° 5 1972, p. 889).

Enfin, du point de vue de la foi donnée à la sincérité du bilan, la clarté joue un rôle de grande importance. Comme le remarquait un commentaire de l'ancien Code des obligations ¹, « une conception claire et compréhensible du bilan est de nature à donner foi à sa véracité et à son exactitude ». En conséquence, *plus un bilan sera clair et facile à consulter, plus les intéressés auront foi dans sa sincérité*. Vue sous cet angle, la clarté du bilan peut même être considérée comme une présupposition de sa sincérité.

* * *

¹ Voir pages 123 et 124 ci-dessus.

C. SINCÉRITÉ DU BILAN ET SECRET DES AFFAIRES

SOMMAIRE

	Pages
Les références légales au secret des affaires	279
La définition du secret des affaires, en particulier dans la jurisprudence du Tribunal fédéral	279
Le secret des affaires et le bilan proprement dit	280
Le secret des affaires et le compte d'exploitation (l'indication du chiffre d'affaires)	281
Le secret des affaires en tant que limite légale aux principes à observer pour l'établissement du bilan	282

En droit suisse, la référence au secret des affaires a deux significations:

- d'une part, la loi veut protéger des intérêts privés tels que: celui d'une personne physique qui subirait une atteinte illicite dans ses intérêts personnels¹, celui de l'employeur à l'égard des travailleurs lorsque les rapports de travail lui permettent d'avoir connaissance de secrets d'affaires², ou encore celui du mandant envers l'agent auquel des secrets d'affaires ont été révélés³;
- d'autre part, la loi prend en considération, pour le protéger, un intérêt général tel que la sauvegarde de l'économie suisse contre l'espionnage économique⁴ ou les intérêts sociaux dans une société anonyme ou une société coopérative⁵.

Précisons que le secret des affaires est à distinguer nettement du secret professionnel (ou du devoir de discrétion), qui est une tout autre notion juridique.

Le législateur ne définit pas ce qu'il faut entendre par le « secret des affaires ». Dans un arrêt du 7 septembre 1972⁶, le Tribunal fédéral résume les définitions du secret des affaires données dans ces décisions antérieures: « C'est, dit-il, tout fait économique que l'intéressé veut tenir secret et au secret duquel il a un intérêt légitime; ce sont, ajoute le Tribunal fédéral, tous les faits de la vie économique qu'un intérêt digne de protection commande de

¹ Art. 28 al. 1 CCS — selon la jurisprudence, la sphère intime économique, secret des affaires et de fabrication, est également protégée (ATF 64 II 162 dans la cause Maag-Zahnrad AG et consorts c/Sauteur Bachmann & C^{ie} et Bachmann du 1^{er} mars 1938 — JdT 1938, p. 522).

² Art. 340 al. 2 CO relatif aux conditions de la prohibition de faire concurrence.

³ Art. 418 lettre d) al. 1 CO.

⁴ Art. 273 CPS.

⁵ Art. 697 al. 2 et 857 al. 2 CO relatifs au droit de renseignement des actionnaires ou des sociétaires.

⁶ ATF 98 IV 209 dans la cause Ministère public fédéral c/A. du 7 septembre 1972 — JdT 1973 IV 125.

tenir secrets ». Dans un arrêt antérieur, du 19 mars 1956¹, le Tribunal fédéral met l'accent sur la comparaison qu'il y a lieu de faire, dans l'application de l'art. 697 al. 2 CO, entre les intérêts de la société et ceux de l'actionnaire. « Dans l'exercice des droits que lui confère l'art. 697 CO, dit le Tribunal fédéral, l'actionnaire ne doit pas poursuivre des buts égoïstes contraires à l'intérêt général de la société et des autres actionnaires... Il suffit, même si le requérant a en vue l'intérêt général des actionnaires, que celui-ci soit moins grand que l'intérêt de la société à refuser les indications demandées ».

Le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes précise que l'on doit comprendre par secret des affaires, les secrets eux-mêmes, soit chaque fait qu'un intérêt digne de protection justifie de maintenir secret à l'égard des actionnaires et des tiers. A son avis, il n'y a pas de secret général des affaires².

L'on justifie habituellement le secret des affaires par la crainte de communiquer des renseignements qui pourraient être utilisés par des concurrents. L'on admet qu'une société anonyme a le droit de garder secrètes les affaires que les concurrents pourraient exploiter à leur profit (renseignements techniques, organisation, clients, etc.). Le Tribunal fédéral³ y ajoute les renseignements de nature financière que les commerçants peuvent obtenir sur leurs concurrents pour les exploiter à leur profit. On invoque également le secret des affaires afin de protéger les entreprises qui exercent principalement leur activité hors de Suisse, contre l'intervention des autorités étrangères⁴.

En résumé, le secret des affaires n'est pas seulement protégé dans une entreprise exploitée sous la forme d'une société anonyme ou d'une société coopérative, mais dans toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique.

* * *

D'une façon générale, le problème du secret des affaires ne se pose pas au niveau du bilan proprement dit. Celui-ci est une énumération groupée de chiffres; de nature abstraite et arithmétique, il est un résumé de l'inventaire et des comptes du grand livre. Il ne fait, en principe, jamais apparaître le détail de la situation ou des opérations de l'entreprise, ni celui de la consistance de son patrimoine. Il représente une protection naturelle du secret des affaires. C'est probablement la raison pour laquelle le législateur n'a pas pris en considération la proposition de l'Association suisse des banquiers⁵, de réserver le secret des affaires, quant à l'exigence générale de la clarté et de la sincérité du

¹ ATF 82 II 220 dans la cause M. et N. c/la société anonyme X. du 19 mars 1956.

² Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 97.

³ ATF 82 II 220 *op. cit.*

⁴ Voir à ce sujet:

— Alain HIRSCH *op. cit.* 1966, p. 38 ss.

— Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 191 ss.

⁵ Voir page 143 ci-dessus.

bilan. Comme le remarquait Siegwart au moment de la revision du CO de 1881 ¹, le bilan ne doit pas donner des explications sur chaque élément de la fortune, mais seulement sur un complexe d'ensemble essentiel pour le sort de l'entreprise.

Pour le bilan, le secret des affaires ne pose, en réalité, un problème qu'au moment où le détail de certains postes est énuméré. Nous pensons, en particulier, aux commentaires que l'administration d'une société anonyme peut être appelée à faire dans le rapport de gestion au sujet de la structure du bilan ou aux questions que des actionnaires peuvent poser lors d'une assemblée générale ordinaire sur la composition de certains éléments du patrimoine de l'entreprise.

* * *

La question du secret des affaires se présente différemment au niveau du compte d'exploitation. Bien que ce dernier ne fasse pas apparaître le détail des produits ou des charges de l'entreprise, il fait ressortir un élément extrêmement important pour apprécier sa capacité commerciale: le montant de son chiffre d'affaires ou le montant global de ses ventes au cours de la période comptable. Pour une entreprise, dont l'activité est multiple, le chiffre d'affaires présenté globalement n'est pas, en principe, un fait économique qu'un intérêt digne de protection commande de tenir secret. On ne voit pas, en effet, les renseignements que pourraient en tirer les concurrents. Par contre, dans une entreprise, dont l'activité n'est pas ou très peu diversifiée, le chiffre d'affaires est un élément sur lequel ladite entreprise peut avoir un intérêt légitime à garder secret. Prenons l'exemple d'une petite ou moyenne entreprise industrielle, qui ne fabrique qu'un seul produit bien caractérisé, dont le prix de vente est d'une certaine importance. Cette entreprise vend, pour le surplus, toute sa production dans une région limitée. En tel cas, le chiffre d'affaires est un renseignement qui met cette entreprise trop à découvert, non seulement envers ses concurrents, mais aussi envers sa clientèle. L'indication du chiffre d'affaires permettra aussi de déceler facilement le nombre de ses clients, renseignement dont les concurrents peuvent tirer profit. L'on peut donc admettre que, dans cet exemple, l'entreprise a un intérêt légitime à ne pas dévoiler le montant de ses ventes.

La proposition d'une quatrième directive de la CEE sur les comptes annuels des sociétés de capitaux ² prévoit, à propos de la structure du compte de pertes et profits, que les Etats membres peuvent autoriser les petites sociétés à grouper certains postes de façon que le montant net du chiffre d'affaires n'apparaisse pas. L'exposé des motifs explique que cette dérogation a été introduite « pour rencontrer les vives préoccupations qui ont été avancées afin qu'il soit tenu

¹ Voir pages 148 et 149 ci-dessus.

² Art. 24 de la proposition de quatrième directive de la CEE *op. cit.* 1971, p. 47.

compte de la situation particulière dans laquelle peuvent se trouver les sociétés dont l'activité n'est pas, ou de façon très limitée, diversifiée ».

Enfin, comme pour le bilan, ce n'est qu'au moment de l'énumération du détail de certaines charges ou de certains produits que le problème du secret des affaires peut également se poser pour le compte d'exploitation.

* * *

Nous avons constaté que l'expression de l'art. 959 CO « aussi exactement que possible » se rapportait à la forme et à la qualité de l'information donnée par le bilan et non à l'exactitude de la situation économique de l'entreprise. En d'autres termes, par cette formule, le législateur a voulu que le bilan et le compte d'exploitation informent aussi exactement que possible les intéressés de la situation économique de l'entreprise. Nous sommes d'avis, par conséquent, que l'art. 959 CO tient compte des limites que comporte nécessairement toute information, spécialement dans le domaine du bilan. Or, parmi ces limites, nous pouvons inclure la protection du secret des affaires lorsque celle-ci est justifiée par l'intérêt légitime de l'entreprise.

Le secret des affaires tel qu'il est défini par la jurisprudence du Tribunal fédéral nous paraît donc être une limite légale aux principes à observer pour l'établissement du bilan; cette limite touche surtout le principe de clarté et exceptionnellement celui de la sincérité du bilan.

* * *

La prise en considération du secret des affaires semble être, tout d'abord, une dérogation au principe selon lequel la sincérité du bilan doit s'apprécier objectivement, c'est-à-dire indépendamment de tout élément personnel, tel que l'intérêt de l'auteur du bilan. La protection du secret des affaires est, en effet, étroitement liée à la notion de l'intérêt que peut avoir l'auteur du bilan à tenir secret un fait. Cette dérogation à l'appréciation objective de la sincérité, n'est toutefois qu'apparente. L'intérêt au secret, qui est protégé, doit être légitime ou digne de protection; il est retenu après avoir comparé les intérêts en présence. Son appréciation est fondée sur des critères objectifs; elle ne dépend pas seulement, pour les intéressés à lire le bilan, du bon vouloir de son auteur.

Nous avons admis que la protection du secret des affaires pouvait, exceptionnellement, constituer une limite à la sincérité du bilan, sans pour cela violer la lettre et l'esprit de l'art. 959 CO. Précisons, néanmoins, que cette limite n'a aucune incidence sur la notion de sincérité elle-même, que nous avons essayé de définir. Elle ne peut qu'apporter éventuellement un correctif, dans certaines circonstances, à l'application du principe de sincérité. C'est un point que nous examinerons au cours de notre étude sur le contenu de ce principe ¹.

* * *

¹ Voir pages 369, 370, 409 et 410 ss. ci-après.

DEUXIÈME PARTIE

Le contenu du principe de sincérité



Chapitre X

L'EXACTITUDE DE LA COMPTABILITÉ

	Pages
A — La comptabilité commerciale	287
B — L'exactitude formelle de la comptabilité	297
C — L'exactitude matérielle de la comptabilité	303
D — L'exactitude de la comptabilité, présupposition de la sincérité du bilan	309



A. LA COMPTABILITÉ COMMERCIALE

SOMMAIRE

	Pages
Définition de la comptabilité commerciale	289
Les autres branches de la comptabilité	289
La comptabilité commerciale sur le plan de l'intérêt public	290
La comptabilité commerciale sur le plan de l'intérêt privé	290
Les livres de commerce et les documents comptables	291
Les moyens d'enregistrement comptable	293
Les méthodes comptables	293
L'exactitude de la comptabilité, obligation légale de l'art. 957 CO	294



Il est impossible de rechercher le contenu du principe de sincérité du bilan sans d'abord se préoccuper de la comptabilité commerciale.

* * *

La comptabilité commerciale — ou « Finanzbuchhaltung » —, dénommée aussi comptabilité générale ou financière, est une branche de la comptabilité¹. Elle n'est pas différente de celle-ci, mais en est une application particulière. La comptabilité commerciale a pour objet spécifique d'établir la situation active et passive d'une entreprise et de déterminer les résultats globaux de son activité²; elle aboutit obligatoirement au bilan et au compte d'exploitation. Afin de mieux situer la comptabilité commerciale, nous préciserons brièvement l'objet des autres branches de la comptabilité:

- la comptabilité analytique d'exploitation détermine les éléments constitutifs des coûts et des résultats des différents secteurs d'activité d'une entreprise³. Son but est de connaître le coût des biens et des services créés par l'entreprise;
- la comptabilité industrielle concerne la fabrication; elle s'occupe des mouvements des approvisionnements, de la transformation des matières premières en produits terminés; elle détermine leur prix de revient;
- la comptabilité intégrée est un système comptable dans lequel la comptabilité analytique (ou industrielle) et la comptabilité commerciale sont articulées l'une avec l'autre afin d'assurer la concordance complète entre ces deux comptabilités⁴;

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 196: « comptabilité — enregistrement chronologique, systématique et sans omission de la traduction en valeurs et, éventuellement en quantités, d'une activité, pour constater les mouvements du patrimoine de l'entreprise, en déterminer les résultats et en faciliter le contrôle — 2) service d'une entreprise où l'on procède à ces enregistrements — 3) exemple de livres et documents comptables d'une entreprise ou d'un particulier ».

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 206.

³ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 199.

⁴ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 207.

- la comptabilité de gestion (ou budgétaire) collecte, analyse et présente des informations comptables qui fournissent à la direction un instrument de gestion ¹; elle décèle notamment les écarts entre les prévisions et les mouvements de valeur;
- la comptabilité administrative, enfin, ou comptabilité publique, est celle des collectivités publiques; elle repose sur des principes particuliers qui impliquent l'existence d'un budget ².

Selon les normes (non traduites en français) que la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables envisage d'intégrer dans le manuel suisse de revision comptable sur la régularité de la comptabilité — ou « *Ordnungsmässigkeit der Buchführung* » — ³, la comptabilité au sens large dénommée « *Rechnungswesen* » a pour but de saisir et de présenter la situation économique d'une entreprise, ses relations avec le milieu ambiant, mais aussi les événements internes, dans la mesure où tout se traduit par des chiffres. Quant à la comptabilité commerciale, ces nouvelles normes en forment l'objet par l'expression allemande « *Buchhaltung-Vergangenheits-Zeitabschnittsrechnung über die Güter und Leistungen der Unternehmung* ».

Le but légal de la comptabilité commerciale correspond à l'un des objectifs essentiels de toute législation relative au commerce: celui de protéger le crédit et la bonne foi commerciale. Cette comptabilité est à la fois d'intérêt public et d'intérêt privé ⁴.

Sur le plan de l'intérêt public, la protection des intérêts des tiers s'exprime par:

- la détermination périodique de la situation de fortune de l'entreprise, à savoir les biens, les droits et les créances qu'elle possède ainsi que ses dettes;
- la détermination périodique de ses résultats d'exploitation, de l'accroissement ou de la diminution de sa fortune nette;
- la possibilité, en cas de faillite, d'en rechercher les causes et de reconstituer le patrimoine du failli.

Sur le plan de l'intérêt privé, la comptabilité commerciale a plusieurs objectifs qui en révèlent l'utilité en tant qu'instrument de gestion. Ce sont:

- la possibilité de retrouver la trace de toutes les opérations de l'entreprise;
- l'indication du mouvement de ses affaires;

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 201.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 198.

³ Ulrich GUGGISBERG *op. cit.* 1974, p. 127.

⁴ Voir page 215 ci-dessus.

- la connaissance permanente de sa situation financière à l'égard des tiers (ce qu'elle doit et ses liquidités);
- la possibilité de connaître l'origine des divers éléments des résultats d'exploitation;
- la preuve, en cas de faillite, — par la production des livres — que les éléments constitutifs d'une infraction au droit pénal, la banqueroute simple en particulier, ne sont pas réunis.

* * *

L'art. 957 CO prescrit deux obligations:

- le commerçant¹ doit posséder les livres exigés par la nature et l'étendue de ses affaires;
- il doit les tenir exactement et de manière qu'ils révèlent à la fois la situation financière de l'entreprise, l'état des dettes et créances se rattachant à l'exploitation et le résultat des exercices annuels.

Ces deux obligations correspondent aux deux significations de la comptabilité commerciale — en abrégé « la comptabilité » —, à savoir: d'une part, l'ensemble des documents et pièces comptables qui en sont le support (on détient une comptabilité); d'autre part, l'action d'enregistrer des faits numériques (on tient une comptabilité).

Dans sa première acception, la comptabilité impose des livres de commerce proprement dits². Quels que soient leur nombre, leur forme, la méthode comptable appliquée et les moyens d'enregistrement utilisés, ces livres, invariablement, comptent au moins le journal (ou les journaux auxiliaires) et le grand livre (ou les grands livres auxiliaires).

Le livre de commerce le plus étroitement lié au bilan est le grand livre; ce dernier contient les comptes qui regroupent toutes les opérations comptables et qui servent de base à l'établissement du bilan.

Le groupement systématique de l'ensemble des comptes du grand livre est le plan comptable³. Le législateur suisse laisse à chaque commerçant et à chaque société la liberté de choisir le nombre et la forme des livres de commerce. Il en est de même pour le plan comptable qui peut être plus ou moins complet ou détaillé. Chaque entreprise peut choisir librement sa propre classification et sa propre numérotation. Le manuel suisse de revision comptable recommande le plan comptable suisse pour les entreprises de l'artisanat, de l'industrie et du commerce (USAM)⁴. La seule condition imposée par le législateur est que les

¹ Qu'il s'agisse d'une raison individuelle, d'une société commerciale ou d'une société coopérative.

² Voir pour leur définition pages 32 et 33 ci-dessus.

³ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 597.

⁴ Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 4.121, p. 7.

livres révèlent à la fois la situation financière de l'entreprise, l'état des dettes et créances se rattachant à l'exploitation, le résultat des exercices annuels (art. 957 CO).

Outre les livres de commerce, la comptabilité comprend encore tous les documents comptables d'une entreprise. Ce sont, principalement, les pièces justificatives sur la base desquelles les chiffres et libellés sont enregistrés. Les unes proviennent de tierces personnes: factures d'achat, bons de livraison, relevés de compte, correspondance reçue ou télex, etc.; les autres sont établies par l'entreprise elle-même: factures de vente, bons d'entrée ou de sortie de magasin, relevés d'inventaire, correspondance expédiée ou télex, etc.¹. Il faut y ajouter les contrats rédigés en la forme écrite ou authentique. Dans son message du 7 mai 1975², le Conseil fédéral classe les documents relatifs à la comptabilité en trois catégories:

- les livres (de commerce) comprenant l'ensemble des documents que le chef d'entreprise doit établir pour satisfaire à l'obligation de tenir une comptabilité prévue aux art. 957 à 961 CO;
- la correspondance au sens large, c'est-à-dire tous les documents échangés avec des tiers, qui donnent des renseignements sur la conclusion et le règlement d'actes juridiques;
- les pièces comptables, c'est-à-dire les documents correspondants à des inscriptions dans les livres et servant à apporter la preuve de l'exactitude matérielle d'une comptabilité.

Dans sa seconde acception, la comptabilité consiste à enregistrer les mouvements de valeurs pendant un exercice annuel par la tenue régulière et continue des livres de commerce. En droit positif suisse, cet enregistrement se limite aux affaires de l'entreprise elle-même. En effet, contrairement au CO de 1881, aux projets Hoffmann — 1923 — et à celui du Conseil fédéral — 1928 —, l'art. 957 CO ne vise que la situation financière de l'entreprise, l'état des dettes et créances se rattachant à son exploitation et à ses résultats. Le commerçant individuel n'a pas l'obligation de tenir une comptabilité de sa fortune privée, ni de faire figurer celle-ci en un seul poste dans son bilan commercial³.

¹ Union européenne des experts comptables économiques et financiers (UEC) — Manuel de revision comptable rédigé par la Commission de Revision comptable de l'UEC — 1965, p. 44.

² Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'une modification du Code des obligations (conservation des livres et de la correspondance sur des supports de données ou d'images) du 7 mai 1975 — FF 1975/I, p. 1809 ss.

³ Solution qui a été également adoptée:

— en France: art. 8 et 9 du Code de Commerce modifiés par le décret du 22 septembre 1953;
— en Allemagne: par la loi du 15 août 1959 (Gesetz über die Rechnungslegung von bestimmten Unternehmen und Konzernen). Par. 5 Abs. 3 Wirtschaftsprüfer-Handbuch 1973, p. 285 et 708.

Les moyens d'enregistrement comptable sont très variés; ils vont des techniques les plus rudimentaires aux procédés modernes les plus perfectionnés. Mentionnons, à titre d'exemples:

- la tenue manuelle d'une comptabilité sur livres reliés ou sur fiches volantes;
- la tenue manuelle d'une comptabilité à décalque;
- l'emploi de machines comptables pour l'enregistrement mécanographique sur fiches ou cartes;
- l'utilisation d'ordinateurs avec enregistrement sur cartes perforées, sur bandes magnétiques, sans omettre les derniers perfectionnements de la lecture optique ou du télétraitement.

Toutes ces techniques sont en fait utilisées par les entreprises en fonction de leur grandeur et de l'importance des moyens financiers qu'elles peuvent consacrer à l'organisation de leur comptabilité. Cette liberté du choix des moyens d'enregistrement, laissée par le législateur, reste subordonnée à la condition que la comptabilité révèle toujours la situation financière de l'entreprise, l'état des dettes et créances se rattachant à l'exploitation, le résultat des exercices annuels (art. 957 CO).

Toutes les méthodes comptables — quel que soit le moyen d'enregistrement utilisé — se ramènent à deux types fondamentaux:

- la comptabilité en partie simple;
- la comptabilité des parties doubles.

Ces deux méthodes ont un trait commun: l'enregistrement chronologique des opérations dans le journal ou dans les journaux auxiliaires.

La comptabilité en partie simple limite cet enregistrement aux recettes et aux dépenses. Des comptes ne sont ouverts que pour les fournisseurs et les clients, comptes que l'on se borne à débiter ou à créditer. Le résultat n'est déterminé que par la variation durant la période comptable des avoirs et des dettes en se basant sur l'inventaire¹. On considère cette méthode comme étant rudimentaire; elle ne permet aucun contrôle du mouvement des affaires de l'entreprise.

La comptabilité des parties doubles analyse, au contraire, chaque opération commerciale suivant deux critères et constate cette analyse par l'inscription simultanée de la même valeur sur deux comptes, une fois au débit, une fois au crédit; elle permet de déterminer le résultat en même temps par le bilan, le compte d'exploitation et le compte de pertes et profits². Un auteur émet, au sujet de cette méthode, l'avis que le point de départ d'un mouvement est le

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 205.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 204.

crédit et son point d'arrivée le débit; que le crédit est la cause de toute opération économique alors que le débit en est l'effet ¹. Dans la méthode des parties doubles, comme l'expliquait déjà Luca Pacioli en 1494 ², le total de l'ensemble des soldes créditeurs doit en tout temps être égal au total de l'ensemble des soldes débiteurs des comptes du grand livre. Ce contrôle est dénommé la balance des comptes qui peut être dressée à n'importe quel moment de la période comptable. Cette méthode est la seule qui permette de retrouver facilement la trace de toutes les opérations de l'entreprise, que ces opérations soient de nature interne ou externe.

Bien que la loi ne le dise pas expressément, la méthode des parties doubles est imposée à toutes les entreprises qui sont astreintes légalement à établir un compte de pertes et profits ³. Ce document est, en effet, une résultante des parties doubles et ne peut être dressé au moyen de la comptabilité en partie simple. L'Ordonnance sur la comptabilité des chemins de fer impose explicitement aux entreprises, qui lui sont soumises, de tenir leurs livres comptables conformément « aux règles de la comptabilité commerciale en partie double » ⁴. Pour le surplus, le législateur laisse théoriquement la liberté de choix entre les deux méthodes pour autant toujours que les conditions de l'art. 957 CO soient respectées.

On peut néanmoins se demander si, de « lege ferenda », le législateur ne devrait pas imposer la méthode des parties doubles à toutes les entreprises astreintes à l'inscription au Registre du commerce. L'évolution de la vie des affaires, depuis la revision des titres 24 à 33 CO, ainsi que la complication toujours plus grande des opérations à enregistrer dans la comptabilité, le justifieraient amplement.

* * *

En tout temps, la doctrine, puis le législateur, ont attaché une grande importance à l'exactitude de la comptabilité. Le législateur suisse s'y réfère pour la première fois en 1879 lors du projet IV du CO de 1881 ⁵: « Les livres

¹ LÉON GOMBERG « Histoire critique de la théorie des comptes » – thèse Genève 1928, p. 82.

² Voir page 16 ci-dessus.

³ Arrêt du Tribunal fédéral dans la cause Société coopérative de laiterie X c/Commission de recours du canton d'Argovie du 23 novembre 1962 – Revue de droit administratif et de droit fiscal 1964, p. 65.

Il s'agit des entreprises exploitées sous l'une des formes juridiques suivantes:

- la société en nom collectif (art. 558 CO),
- la société en commandite (art. 598 al. 2 et 600 al. 2 CO),
- la société anonyme (art. 662 — note marginale — art. 698 al. 2 ch. 3 CO),
- la société en commandite par actions (art. 764 al. 2 CO),
- la société à responsabilité limitée (art. 805 et 810 al. 1 ch. 4 CO),
- les sociétés coopératives de crédit et d'assurances concessionnaires (art. 858 al. 2 CO).

⁴ Ordonnance sur la comptabilité des chemins de fer OE du 19 décembre 1958 art. 2.

⁵ Voir page 93 ci-dessus.

de comptabilité doivent être régulièrement tenus — ou « ordnungsmässig » —. Cette obligation a été maintenue dans l'art. 957 CO, où l'on retrouve dans le texte allemand l'expression « ordnungsmässig ». Le texte français, de son côté, impose au commerçant de tenir ses livres « exactement ». *L'exactitude de la comptabilité est donc une obligation légale qui découle de l'art. 957 CO*. Sa vérification est une des missions du contrôleur aux comptes de la société anonyme ¹. Cette exactitude comporte deux aspects : l'un formel, l'autre matériel.

* * *

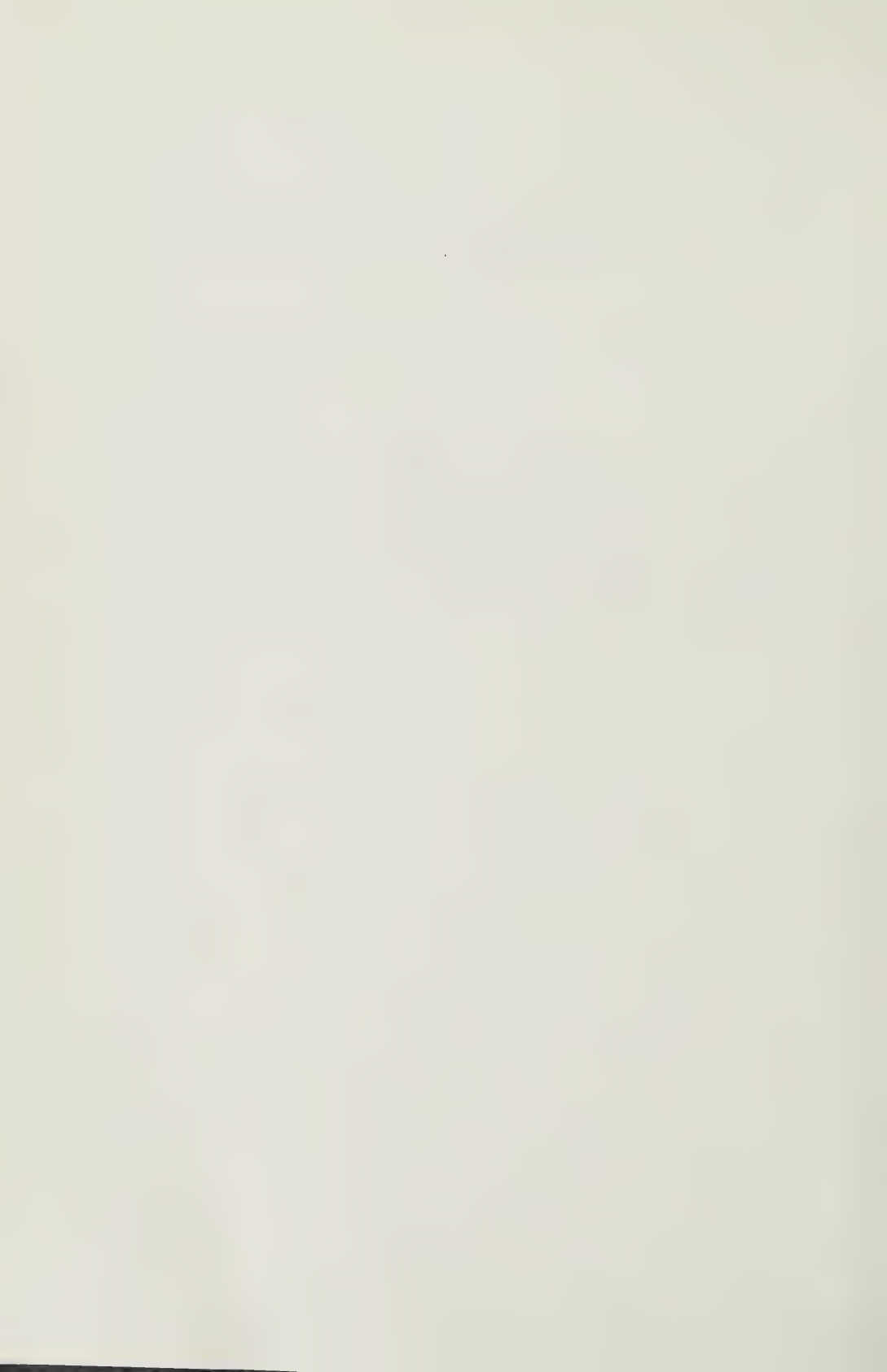
¹ Art. 728 al. 1 CO.



B. L'EXACTITUDE FORMELLE DE LA COMPTABILITÉ

SOMMAIRE

	Pages
Les règles garantissant la force probante des livres de commerce	299
L'adaptation du système comptable utilisé aux besoins de l'entreprise	300
La continuité et la cohérence du traitement des opérations comptables . . .	300
La permanence des enregistrements et l'inaltérabilité des documents	300
La lisibilité des livres et documents comptables	300
L'utilisation adéquate de la langue et de l'unité monétaire	301



Historiquement, l'exactitude formelle de la comptabilité est le pendant de la force probante des livres de commerce. Depuis le Code général pour les Etats prussiens de 1794, les législations commerciales, particulièrement en France et en Allemagne, ont pris soin de fixer des règles précises pour garantir la force probante des livres de commerce :

- l'enregistrement des écritures, date après date, ou par ordre de date;
- transcription des écritures d'une même suite, sans aucun blanc, sans lacune, sans transport en marge, sans ratures, sans altérations;
- interdiction de rendre une écriture illisible par un trait, de la gratter ou de la corriger, si ce n'est par une contre-écriture;
- reliure et numérotation page par page des feuillets;
- prévention, au moyen des formalités du paraphe et du visa, des risques de suppression ou d'intercalation d'un feuillet, ou de substitution d'un feuillet par un autre;
- tenue des livres et des comptes d'une manière ordonnée et dans un ordre exact.

Ces règles font encore l'objet de disposition légales, notamment en Allemagne (art. 43 HGB) et en France (art. 10 du Code de commerce). En Suisse, sous réserve des formalités du paraphe et du visa, elles font partie des usages commerciaux.

Selon la doctrine moderne¹, l'exactitude formelle d'une comptabilité doit être appréciée en fonction des principes suivants :

¹ Manuel de revision comptable UEC *op. cit.* 1965, p. 29 ss.

Voir également à ce sujet :

— G. BEELER « Zum Begriff der ordnungsmässigen Buchführung » dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 23 1944, p. 353 ss.

— Jean-Pierre LEU « Comptabilité commerciale — Les livres comptables » — FJS n° 335/1975, p. 4 et 5.

— *Adaptation du système comptable utilisé aux besoins de l'entreprise*

Il faut entendre, par système comptable utilisé, le nombre et la forme des livres de commerce, le plan comptable, les moyens d'enregistrement et la méthode comptable. Un système comptable doit être approprié à la nature, à l'importance et à l'organisation interne de l'entreprise. On considère que cette condition est réalisée s'il permet d'obtenir « facilement une vue exacte et complète des affaires ». Un système comptable non adapté aux besoins de l'entreprise est la porte ouverte aux erreurs et aux inexactitudes.

— *Continuité et cohérence du traitement des opérations comptables*

Chaque écriture doit être justifiée par une pièce de base régulière en la forme. Les opérations doivent être enregistrées immédiatement dans leur ordre chronologique et sans lacune ¹.

Les principes de la comptabilité des parties doubles doivent être observés, à savoir la concordance globale des inscriptions chronologiques (journal) avec les reports analytiques (grand livre).

Les opérations de même nature doivent être enregistrées dans les mêmes postes, sur la base d'un plan comptable méthodique et rationnel.

— *Permanence des enregistrements, inaltérabilité des documents*

Les enregistrements ne doivent pas s'effacer avec le temps ni pouvoir être altérés facilement sans traces apparentes. Les moyens d'écritures utilisés doivent donc être indélébiles. Dans une comptabilité manuscrite ou mécanographique à décalque, les écritures obtenues par duplication doivent être conformes aux inscriptions originales.

Lorsqu'une comptabilité est tenue par ordinateur, les imprimés, les cartes perforées et les bandes perforées sont considérées comme étant des supports permanents et inaltérables des informations comptables. Par contre, les données figurant sur les bandes magnétiques doivent être transcrites sur d'autres supports durables afin d'en assurer la permanence ².

— *Lisibilité des livres et documents comptables*

Les documents comptables doivent être parfaitement lisibles; les inscriptions primitives doivent le demeurer en toutes circonstances. Parmi les documents comptables dont la lisibilité est exigée, mentionnons l'inventaire

¹ Cet enregistrement doit avoir lieu sans attendre, jour par jour, « heure par heure », écrivait Luca Pacioli près de cinq siècles avant que les techniques modernes permettent, par l'utilisation des ordinateurs, de procéder à l'enregistrement instantané des opérations dans la comptabilité.

² Voir à ce sujet:

— Rapport final de la Commission d'étude pour la revision de l'art. 962 CO (Microfilms) du 19 avril 1974, p. 11 ss;

— Message du Conseil fédéral *op. cit.* du 7 mai 1975 – FF 1975/I, p. 1815 ss.

et tous les documents qui s'y rapportent. Dans les comptabilités tenues sur matériels à cartes perforées ou par ordinateurs, les journaux et les comptes doivent être rédigés selon la forme classique.

— *L'utilisation adéquate de la langue et de l'unité monétaire*

Si le législateur exige que la comptabilité soit exacte, cette exactitude doit pouvoir être vérifiée par les « intéressés ». Nous pensons, en particulier, aux organes de l'Etat en matière judiciaire ou dans le domaine de la fiscalité. Cette possibilité de vérification engendre, par conséquent, l'obligation pour une entreprise inscrite en Suisse au Registre du commerce, de tenir sa comptabilité dans l'une des trois langues nationales de notre pays (allemand, italien ou français) ou du moins dans l'une des langues étrangères utilisées le plus couramment dans les transactions commerciales internationales telles que l'anglais ou l'espagnol ¹.

Sous réserve de l'inventaire, du compte d'exploitation et du bilan qui sont obligatoirement exprimés en monnaie suisse (art. 960 al. 1 CO), la comptabilité d'une entreprise inscrite en Suisse au Registre du commerce peut être tenue en tout ou partie en monnaie étrangère. Elle doit l'être lorsque certaines opérations sont libellées en monnaie étrangère (compte de banque ou débiteurs par exemple).

* * *

¹ En ce qui concerne le bilan ou le compte d'exploitation, nous estimons qu'en vertu du principe de clarté de l'art. 959 CO, ils ne peuvent être établis que dans l'une des trois langues officielles de notre pays. Etant un moyen d'information, ils doivent être clairs et faciles à consulter pour les « intéressés ».

C. L'EXACTITUDE MATÉRIELLE DE LA COMPTABILITÉ

SOMMAIRE

	Pages
La comptabilisation de l'intégralité des opérations qui ont été faites dans l'entreprise	305
L'interdiction d'enregistrer une opération fictive	305
La concordance entre les écritures et les pièces justificatives ou les documents comptables de base	306
La fidélité des regroupements de données et des écritures récapitulatives . .	306
L'exactitude arithmétique des comptes du grand livre général	306
La concordance de la balance générale avec les documents qui en découlent (bilan et compte d'exploitation)	306

Historiquement toujours, l'exactitude matérielle de la comptabilité est le pendant de la tenue régulière des livres de commerce. Son champ d'application porte sur l'enregistrement proprement dit des opérations, sur les pièces justificatives et les documents comptables de base ainsi que sur l'exactitude arithmétique des comptes¹. Elle exige que les conditions suivantes soient remplies :

— *Comptabilisation de l'intégralité des opérations qui ont été faites dans l'entreprise*

Cette obligation est très ancienne. Elle remonte à l'Ordonnance sur le commerce de 1673². Toutes les législations commerciales ultérieures l'ont imposée. Ce qui doit être comptabilisé, ce sont tous les événements de l'entreprise — ou « Geschäftsvorfälle » — qui ont exercé, du premier au dernier jour de l'exercice annuel, une influence sur la grandeur et la composition des biens, des droits et des dettes³. L'exactitude de la comptabilité implique, en conséquence, pour le commerçant, l'obligation absolue de comptabiliser la totalité des recettes, notamment, en espèces, provenant de l'exploitation de l'entreprise ou de toute autre source⁴. A défaut, la comptabilité est tenue de façon illicite.

— *Interdiction d'enregistrer une opération fictive*

Cet enregistrement ne consiste pas seulement à introduire dans la comptabilité une opération inexistante ou simplement espérée, mais aussi à ne pas sortir de la comptabilité des éléments qui n'ont plus à y figurer ou des valeurs qui n'existent plus.

¹ Voir à ce sujet le manuel de revision comptable UEC *op. cit.* 1965, p. 35 ss.

² Voir page 24 ci-dessus.

³ Ernst BOSSARD « Unterlagematerial Zürcher Kommentar zu Art. 957 ff OR » – 1974.

⁴ Claude IRSON énonçait déjà en 1678, dans sa cinquième règle générale, que « dans les livres il ne faut omettre aucune recette » (voir page 29 ci-dessus).

— *Concordance entre les écritures et les pièces justificatives ou les documents comptables de base*

Cette concordance est le fondement de l'exactitude matérielle de la comptabilité.

Les pièces justificatives, émanant de tiers ou établies par l'entreprise elle-même, doivent permettre de vérifier l'exactitude des opérations comptabilisées auxquelles elles se rapportent. Ces pièces doivent permettre également l'imputation correcte de ces opérations dans les comptes qui correspondent à leur nature.

La concordance est aussi exigée pour les écritures qui reposent sur les documents comptables de base, tels que le dernier bilan de clôture et les relevés d'inventaires.

Les calculs figurant sur les pièces justificatives et les documents comptables de base doivent être exacts.

— *Fidélité des regroupements de données et des écritures récapitulatives*

Ce sont les écritures enregistrées par la comptabilité qui ne proviennent pas des pièces justificatives de base mais qui ont fait l'objet d'un regroupement préalable dans des documents récapitulatifs, tels que les pièces récapitulatives proprement dites (bordereaux de paye, relevés de frais, etc.) ou les livres auxiliaires (caisse, banque, achats, ventes, etc.). La fidélité des regroupements signifie que toutes les données initiales ont été récapitulées sans omission; elle exige également l'exactitude arithmétique des pièces récapitulatives et des livres auxiliaires.

— *Exactitude arithmétique des comptes du grand livre général*

Cette exactitude doit concerner :

les additions des comptes

les reports de page à page

les calculs des soldes

les reports sur la balance générale des capitaux et des soldes de chacun des comptes

les additions de la balance générale.

— *Concordance de la balance générale avec les documents qui en découlent (bilan et compte d'exploitation)*

La différence entre les actifs et les passifs du bilan doit être égale et de sens contraire à la somme algébrique des comptes de résultats.

Les soldes figurant à la balance doivent correspondre aux montants inscrits au bilan et au compte d'exploitation ou dans les annexes regroupant certains postes.

Les additions du bilan et du compte d'exploitation doivent être exactes. Le bilan doit concorder avec la balance établie après passation des écritures de clôture et avec la balance de réouverture des comptes au début de l'exercice suivant. Autrement dit, « le bilan de clôture d'un exercice doit correspondre au bilan d'ouverture de l'exercice qui le suit »¹.

* * *

¹ Proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* 1971 – art. 28 lettre f).

D. L'EXACTITUDE DE LA COMPTABILITÉ,
PRÉSUPPOSITION DE LA SINCÉRITÉ DU BILAN

SOMMAIRE

	Pages
Le lien entre le bilan et la comptabilité	311
La tenue irrégulière des livres de commerce, présomption de négligence coupable ou de fraude	311
La tenue régulière des livres de commerce, présomption de la sincérité des comptes	311
L'exactitude de la comptabilité et le secret des affaires	312
La concordance entre la comptabilité et les faits	312

La concordance absolue exigée entre la balance générale du grand livre et le bilan fait ressortir le lien indissoluble qui existe entre ce dernier et la comptabilité. Le bilan doit être un miroir exact et fidèle de celle-ci¹. Le Tribunal fédéral constate qu'il en est une partie intégrante ou un extrait². A contrario, sans comptabilité, on ne peut parler de bilan, tant sur le plan comptable que sur le plan juridique.

* * *

La tenue irrégulière des livres de commerce a souvent été considérée, par le législateur, comme une présomption de négligence coupable (banqueroute simple) ou de fraude³. Inversement, la tenue régulière des livres de commerce ou l'exactitude matérielle de la comptabilité peut être considérée comme une présomption de la sincérité des comptes. Comme le remarquait déjà un auteur du début de notre siècle⁴, la comptabilité commerciale contient une haute garantie de vérité à cause de l'ensemble et de l'enchaînement des constatations elles-mêmes. L'énumération des conditions rigoureuses que comporte l'exactitude matérielle de la comptabilité sont une illustration frappante de cet ensemble et de cet enchaînement dont l'aboutissement est le bilan.

La formule, à laquelle s'est arrêtée la jurisprudence française pour définir la sincérité des comptes, établit également un lien étroit entre l'exactitude matérielle des relevés et la sincérité des évaluations⁵. C'est reconnaître, dans la notion de sincérité des comptes, l'interdépendance de l'exactitude comptable et de la sincérité des évaluations.

¹ A. Freuler « Wichtige Fragen über Buchführungs-, Bilanz- und Kontrollvorschriften » dans *Recht und Wirtschaft* 1848-1948 Acht Vorträge – 1949, p. 49.

² ATF 91 IV 191 dans la cause Ministère public du canton de Vaud c/Grumbach et autres du 17 décembre 1965 – SJ 1966, p. 393.

³ Voir pages 45, 50 et 51 ci-dessus.

⁴ Hermann STAUB – voir page 122 ci-dessus.

⁵ Voir page 122 ci-dessus.

L'exactitude formelle et matérielle de la comptabilité sont deux qualités intérieures de celle-ci. Etant donné que les tiers n'ont en principe pas accès à la comptabilité d'une entreprise ¹, le secret des affaires ne saurait en aucun cas limiter l'exigence de l'exactitude de la comptabilité.

* * *

L'exactitude de la comptabilité est un des éléments de la concordance entre les postes du bilan et les faits de nature juridique ou économique. Ces faits sont enregistrés au cours de la période comptable. La plupart d'entre eux sont immédiatement vérifiables au moment de leur enregistrement; certains ne le sont pas et doivent faire l'objet d'une appréciation objective, tels que, par exemple, la comptabilisation d'une créance ou d'une dette que l'on sait contestée, la comptabilisation d'une valeur incorporelle développée dans l'entreprise ou l'incorporation dans le prix de revient de frais de recherche. La concordance entre la comptabilité et les faits vérifiables ou le résultat de l'appréciation objective de faits non vérifiables est précisément l'une des conditions de son exactitude. Comme l'écrivait l'un des rares commentateurs des principes du droit suisse de la comptabilité sous l'empire du CO de 1881, un bilan ne peut être dressé que sur la base de livres tenus de façon juste et complète — ou « richtig und vollständig » — ².

En conséquence, nous pouvons affirmer que *l'exactitude de la comptabilité, jusqu'à et y compris la balance générale de vérification dressée avant les écritures de clôture, est une présupposition — ou « Voraussetzung » — de la sincérité du bilan* ³.

* * *

¹ Sauf le cas exceptionnel de l'art. 963 CO (production de la comptabilité dans une procédure judiciaire).

² Robert GLÜCKSMANN « Grundzüge des schweizerischen Buchführungsrechtes » – 1913, p. 113.

³ Dans le même sens:

— Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 37;

— Willy DOBER *op. cit.* 1965, p. 168.

CHAPITRE XI

LES PROBLÈMES POSÉS PAR L'ENREGISTREMENT DES MOUVEMENTS DE VALEURS

	Pages
A — L'enregistrement des mouvements de valeurs dans la comptabilité	315
B — L'enregistrement des actes juridiques	319
C — L'enregistrement des autres faits	331

A. L'ENREGISTREMENT DES MOUVEMENTS DE VALEURS DANS LA COMPTABILITÉ

SOMMAIRE

	Pages
L'enregistrement des mouvements de valeurs au cours de la période comptable	317
L'enregistrement des mouvements de valeurs au moment de la clôture des comptes annuels	318



La comptabilité n'enregistre, en principe, que des faits numériques; « elle écarte tous les faits et tous les phénomènes irréductibles à la notion de quantité, tous ceux qui ne peuvent pas s'exprimer par un chiffre ou par un nombre » ¹. Ces faits numériques se traduisent par des mouvements de valeurs selon le rapport d'échange entre un bien et la monnaie.

La tenue d'une comptabilité et l'établissement d'un bilan impliquent deux phases distinctes:

- l'enregistrement des mouvements de valeurs au cours de la période comptable;
- l'enregistrement des mouvements de valeurs au moment de la clôture ou du bouclage des comptes à la fin d'un exercice annuel ².

* * *

La première phase consiste à appréhender de façon continue tous les faits numériques qui se succèdent dans l'entreprise entre le premier et le dernier jour d'un exercice annuel. Comme l'a déclaré la Grande Commission d'experts lors de la revision des titres 24 à 33 CO ³, la tenue régulière d'une comptabilité donne une vue d'ensemble dynamique sur la fortune commerciale, ce qui indique aussi le mouvement des affaires. Ce mouvement est principalement celui des biens destinés à la vente et celui des charges et produits avec, pour contrepartie, le mouvement de la trésorerie, des créances et des dettes. Comme nous l'avons relevé ⁴, la comptabilité enregistre, au cours de cette première phase,

¹ Joseph-H. VLAEMINCK « Histoire et doctrines de la comptabilité » — 1956, p. 209.

² François GORÉ distingue dans son étude sur la personnalité juridique et la personnalité comptable:

- le fonctionnement de la comptabilité au cours de l'exercice;
- les travaux comptables en fin d'exercice.

« La comptabilité et le droit » publié par la Commission « Droit et vie des affaires » — séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973 — 1974, p. 21 ss.

³ Voir page 147 ci-dessus.

⁴ Voir page 312 ci-dessus.

des faits vérifiables et des faits non vérifiables que l'on doit apprécier objectivement. Dans la comptabilité commerciale proprement dite, l'enregistrement des mouvements de valeurs au cours de la période comptable ne comprend pas, en principe, des écritures d'évaluation. Cette phase aboutit à la balance générale de vérification provisoire des soldes des comptes du grand livre dressée à la date de clôture de l'exercice annuel.

La seconde phase comprend l'enregistrement des mouvements de valeurs nécessaires pour établir le compte de résultats et le bilan. Ce sont les écritures de boucllement; bien que portant chacune la date de la clôture de l'exercice annuel, elles sont en fait passées dans la comptabilité plusieurs jours, plusieurs semaines, voire plusieurs mois après cette date.

Il s'agit d'abord des écritures d'inventaire au sens large, celles qui se rapportent aux biens destinés à la vente; celles qui concernent tous les autres actifs de l'entreprise, en particulier ses créances, et celles relatives à ses dettes. Ces écritures ont pour objet de mettre la comptabilité en harmonie avec le résultat des inventaires. Toute différence entre l'inventaire et la comptabilité fait l'objet d'une écriture rectificative. La Réglementation comptable belge ¹ l'exprime en ces termes: « Les données de l'inventaire doivent être confrontées avec celles fournies en forme de balance avant inventaire par les comptes. Si un désaccord résulte de cette confrontation, les données présentées par la comptabilité sont mises en concordance avec celles de l'inventaire par des écritures appropriées. » Dans une entreprise commerciale, par exemple, l'inventaire dressé seulement en fin d'exercice permet de dégager le prix de revient des marchandises vendues et par là même le bénéfice brut d'exploitation ². Ce sont ensuite les amortissements, les provisions pour risque de perte et les provisions pour charges futures. Ce sont, enfin, les écritures relatives aux comptes correctifs de résultats (actifs ou passifs transitoires ou anticipés) et, d'une façon générale, toute autre écriture destinée à corriger ou à compléter les comptes de la balance générale provisoire établie à la date de clôture.

C'est à l'occasion de ces écritures de boucllement que se posent, en principe, les problèmes relatifs à l'évaluation. Cette seconde phase d'enregistrement conduit à la balance finale et définitive des comptes du grand livre dont les soldes procurent les chiffres sur la base desquels sont établis le compte de résultats, puis le bilan.

Quant à la nature des faits numériques enregistrés dans la comptabilité, les uns reposent sur des actes juridiques, les autres se rapportent aux phénomènes économiques et aux événements touchant les biens de l'entreprise.

* * *

¹ Art. 12 du chapitre I — de l'inventaire — Réglementation comptable belge 1963.

² André COTTIER « Les mécanismes de la comptabilité générale » — 1974, p. 46 ss.

B. L'ENREGISTREMENT DES ACTES JURIDIQUES

SOMMAIRE

	Pages
Les actes juridiques unilatéraux et bilatéraux	321
Les opérations réalisées sur le plan juridique et sur le plan économique . . .	321
La comptabilité et la situation juridique de l'entreprise	322
L'enregistrement des actes juridiques unilatéraux	323
L'enregistrement des actes juridiques bilatéraux — Les problèmes posés par l'enregistrement :	
— du contrat de vente mobilière	324
— du contrat d'entreprise	327
— des contrats de services	327
— des contrats de licences	328
L'enregistrement des actes juridiques et la sincérité du bilan (notamment dans un contrat de vente à tempérament et dans un contrat de licence)	328

Les actes juridiques se subdivisent en deux catégories :

- les actes juridiques unilatéraux ;
- les actes juridiques bilatéraux ou multilatéraux.

Les actes juridiques **unilatéraux** sont l'œuvre d'une seule personne ; celle-ci a le moyen, par sa volonté, de produire un effet juridique à l'égard d'autrui. Dans le domaine de l'entreprise, les actes juridiques unilatéraux que l'on rencontre le plus fréquemment sont la résiliation d'un contrat de bail, la dénonciation d'un contrat de travail ou d'un contrat d'agence, la restitution d'un prêt de consommation à vue, la révocation d'un mandat, la dénonciation d'un contrat de société, l'appel du solde non versé pour le capital social d'une société anonyme.

Il faut encore distinguer entre les actes juridiques unilatéraux qui émanent de la volonté du commerçant, et dont il prend lui-même l'initiative, et ceux qui émanent de la volonté de tierces personnes et que le commerçant doit subir.

Les actes juridiques **bilatéraux**¹ sont ceux auxquels participent deux personnes ; il y a contrat dès que celles-ci ont manifesté leur volonté, réciproquement et de manière concordante (art. 1 CO). Ce sont évidemment les actes juridiques les plus nombreux dans la vie d'une entreprise.

* * *

Etant une institution de l'économie, la comptabilité enregistre avant toute chose des mouvements de valeurs. Elle n'enregistre pas, en principe, les actes juridiques comme tels, mais seulement leurs conséquences ou leurs effets sur le plan économique. L'on peut distinguer trois catégories d'opérations² :

¹ Pour simplifier, nous laisserons de côté les actes juridiques multilatéraux, partant de l'idée que les problèmes en relation avec la comptabilité sont identiques à ceux des actes juridiques bilatéraux.

² Manuel de revision comptable UEC *op. cit.* 1965, p. 52.

- les opérations effectivement réalisées, à la fois sur le plan juridique et sur le plan économique. Dans ce cas, la comptabilité enregistre simultanément l'acte juridique et ses conséquences sur le plan économique. Dans une vente, avec prise de possession immédiate de la marchandise, l'enregistrement comptable correspond :
 - à la conclusion du contrat de vente ;
 - à la livraison de la marchandise ;
 - à son paiement comptant ou à terme ;
- les opérations réalisées sur le plan économique mais sans l'être encore entièrement sur le plan juridique. La comptabilité enregistre ici, dès sa réalisation, l'effet anticipé de l'acte juridique. Dans une vente avec réserve de propriété en faveur du vendeur, l'acheteur enregistre l'opération dans sa comptabilité avant paiement complet du prix de vente et avant le transfert de propriété ;
- les opérations parfaites sur le plan juridique, mais qui n'ont pas encore été réalisées matériellement. En principe, ces opérations n'apparaissent pas dans la comptabilité tant que le processus de leur exécution n'a pas commencé.

Cela permet de faire deux constatations :

- Il n'y a d'abord, dans la comptabilité, aucune opposition de fond entre le point de vue économique et le point de vue juridique. En cas de discordance sur le plan comptable entre l'aspect économique et l'aspect juridique d'une même opération, cela résulte simplement d'un décalage de forme dans l'enregistrement prioritaire des faits économiques par rapport aux faits juridiques. C'est dans ce sens que l'on doit comprendre l'idée que, dans la comptabilité, « le point de vue économique a le pas sur le juridique »¹.
- La comptabilité, du moins dans sa forme numérique habituelle, ne fait pas toujours ressortir complètement la situation juridique de l'entreprise. Cette lacune est inhérente à la nature même de la comptabilité qui enregistre, d'abord, des mouvements de valeurs. Nous nous posons, néanmoins, la question de savoir si la comptabilité ne devrait pas révéler cette situation juridique de façon aussi complète que possible. De « lege lata » cette obligation nous paraît découler de l'exactitude requise par l'art. 957 CO. L'on peut y parvenir en utilisant la comptabilité dans sa forme littérale, c'est-à-dire par le moyen d'une inscription dans un livre auxiliaire à titre d'aide-mémoire². Tout acte juridique important devrait ainsi être inscrit

¹ Robert PATRY « Die kaufmännische Buchführung » dans Schweizerisches Privatrecht, Tome I 1975, p. 187.

² Ce livre auxiliaire est en fait une espèce de « mémorial » déjà recommandé en 1494 par Luca Pacioli (voir pages 15 et 17 ci-dessus).

avec ses principales caractéristiques dans un livre « ad hoc ». Nous pensons à la dénonciation d'un contrat de bail d'une importance vitale pour l'entreprise; à la résiliation d'un contrat de travail par l'un des principaux directeurs d'une entreprise avec paiement d'une forte indemnité; à la signature de contrats d'une certaine importance entrant dans l'activité normale de l'entreprise ou de contrats conclus à titre exceptionnel; ou enfin, à des engagements conditionnels ¹.

Ces actes juridiques devraient être inscrits, à la date de leur formation ou de leur conclusion, les uns à la suite des autres et être biffés lorsqu'ils sont devenus sans objet pour l'entreprise ².

Nous sommes conscient que notre opinion n'est pas confirmée par la pratique comptable en ce domaine. Nous ne pouvons que le regretter, car l'entreprise se voit ainsi privée d'un moyen de contrôle efficace.

L'enregistrement des actes juridiques dans la comptabilité au cours de l'exercice comptable ³ pose deux problèmes: le moment et l'objet de cet enregistrement.

* * *

Pour les actes juridiques **unilatéraux**, sous réserve de leur inscription dans un livre auxiliaire, ils n'apparaissent pas dans la comptabilité aussi longtemps qu'ils ne produisent pas un effet de nature économique. La dénonciation d'un contrat de prêt sans durée déterminée, par exemple, n'est pas enregistrée dans la comptabilité lors de sa notification, mais seulement lorsque le prêt est effectivement remboursé. Il en est de même de l'appel du solde non versé dans une société anonyme. Aucune écriture n'est passée dans la comptabilité au moment de la décision; seuls les versements effectués par les actionnaires sont comptabilisés.

Un acte juridique unilatéral peut parfois être enregistré au moment de sa formation. Tel est le cas lorsque cet acte est la cause juridique d'une obligation. Prenons l'exemple d'un contrat de bail entre A et B. A est propriétaire d'un immeuble commercial dont il loue la moitié à B. Le contrat, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1970, est conclu pour une première période de cinq ans, renouvelable automatiquement pour une seconde période de cinq ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, une année au moins avant le 31 décembre 1975. Le contrat prévoit en outre que A serait tenu de payer à B une indemnité de Fr. 100 000.— s'il dénonçait le bail pour le 31 décembre 1975.

¹ Dans le même sens: Karl WIELAND *op. cit.* 1921, p. 297.

² Cette façon de procéder a encore le grand avantage, au moment d'établir le bilan, de ne pas oublier d'inclure un élément d'une certaine importance dans les engagements conditionnels ou futurs qui doivent être mentionnés en annexe du bilan.

³ Nous examinerons ultérieurement les problèmes posés par l'enregistrement des actes juridiques au moment de l'établissement du bilan (voir pages 353 ss et 365 ss ci-après).

A, qui a besoin des locaux, dénonce le contrat pour cette date par lettre chargée du 1^{er} décembre 1974. Dans la comptabilité de A, l'acte juridique unilatéral est enregistré au moment de sa formation, c'est-à-dire à la date à laquelle la dénonciation a été notifiée; l'écriture suivante sera passée:

1.12.1974

Pertes et Profits	à	B	100 000.—
-------------------	---	---	-----------

(dette relative à la dénonciation du bail, exigible dès le 31 décembre 1975).

Inversement, dans la comptabilité de B, l'acte juridique unilatéral qu'il subit de par la volonté de A sera enregistré au moment de la réception de la dénonciation. L'opération sera comptabilisée par l'écriture suivante:

5.12.1974

A	à	Pertes et Profits	100 000.—
---	---	-------------------	-----------

(créance résultant de la dénonciation du bail, exigible dès le 31 décembre 1975)

* * *

Pour les actes juridiques **bilatéraux**, les problèmes relatifs à leur enregistrement doivent être examinés selon la nature des divers contrats.

Le **contrat de vente mobilière** est celui qui est à la base de toute l'activité d'une entreprise commerciale; celle-ci acquiert des marchandises et les vend sans ou après transformation¹. Il est également l'un des fondements de l'activité commerciale d'une entreprise industrielle qui transforme, à l'aide de machines ou d'autres moyens techniques, des matières premières ou d'autres marchandises ou des produits nouveaux ou perfectionnés². Dans la comptabilité de l'entreprise, la conclusion d'un contrat de vente n'est pas enregistrée comme telle, sous réserve de son inscription dans un livre auxiliaire ou de sa prise en considération en annexe du bilan. « Aussi longtemps que le contrat n'est pas exécuté, prestations et contre-prestations s'équilibrent »³. Autrement dit, tant qu'une prestation, totale ou partielle, n'est pas fournie par l'une ou l'autre des deux parties, la comptabilité ne fait pas ressortir l'existence du contrat de vente.

Dans une vente au comptant, notamment dans le commerce de détail, le contrat est exécuté simultanément par les deux parties, à savoir la remise de la marchandise et le paiement du prix. La comptabilité enregistre ou devrait enregistrer immédiatement ces deux opérations.

¹ Ordonnance Registre du Commerce ORC art. 53 A ch. 1.

² Ordonnance Registre du Commerce ORC art. 53 B.

³ Karl WIELAND *op. cit.* 1921, p. 298.

Dans une vente à crédit ¹, par contre, les deux parties n'exécutent pas simultanément le contrat. Nous examinerons successivement chez le vendeur et chez l'acheteur ² comment les opérations sont enregistrées dans leur comptabilité respective.

La première opération effectuée chez le **vendeur**, après la conclusion du contrat ³, se rapporte à la livraison de la marchandise. Quelles que soient les modalités de cette livraison ⁴, celle-ci est constatée par un document ⁵ qui précise la nature de la marchandise livrée, sa quantité, son poids ou sa mesure, la prise de possession par l'acheteur et la date de celle-ci.

La deuxième opération est l'établissement de la facture, qui a lieu généralement après livraison de la marchandise et sur la base du document constatant cette livraison. La facture, qui contient non seulement le prix de vente, mais aussi les frais de transport éventuels, est le document « type » qui permet l'enregistrement d'un mouvement de valeurs dans la comptabilité et qui fait apparaître le montant de la créance du vendeur. C'est elle qui, dans le processus de la livraison, marque le moment auquel cette opération est comptabilisée. Tant que la facture n'est pas établie, rien n'apparaît en principe dans la comptabilité du vendeur, bien que la marchandise soit déjà livrée. Dans certaines entreprises, les factures ne sont pas transcrites immédiatement dans la comptabilité au fur et à mesure de leur établissement, mais le sont périodiquement. En tel cas, il suffit, à notre avis, que la facture soit enregistrable dans les livres pour admettre que l'opération de livraison devait être enregistrée dans la comptabilité.

Enfin, la troisième opération qui apparaît dans la comptabilité du vendeur est l'encaissement du prix de vente de la marchandise.

Chez l'**acheteur**, nous trouvons la contrepartie de ces opérations. Pour celui-ci la livraison de la marchandise consiste à en prendre possession, à la vérifier et à l'accepter. La réception de la facture et son contrôle, qui fait apparaître le montant de la dette de l'acheteur, est le moment déterminant, pour lui, de l'enregistrer dans sa comptabilité. Peu importe que les factures vérifiées ou acceptées ne soient pas immédiatement transcrites dans les livres ou le soient seulement après leur règlement. Dès l'instant où la facture d'un fournisseur est enregistrable, l'on doit admettre que la réception de la marchan-

¹ Nous prenons l'exemple d'une vente ordinaire sans crédit documentaire.

² Nous partons de l'hypothèse que l'un et l'autre ont qualité de commerçant astreint légalement à tenir une comptabilité.

³ Quelle qu'en soit la forme (contrat écrit ou oral — bon de commande ou confirmation de commande — échange de correspondance — télex — etc.).

⁴ Au domicile du vendeur, au domicile de l'acheteur ou en tout autre lieu désigné par celui-ci.

⁵ Tel que, bon de livraison, récépissé ou lettre de voiture en cas de transport par camion ou chemin de fer.

dise par l'acheteur devait être enregistrée dans sa comptabilité. Le paiement du montant est, enfin, la dernière opération comptabilisée par l'acheteur dans un contrat de vente à crédit.

Si l'on résume chronologiquement, dans la comptabilité commerciale, l'ensemble des opérations comptables chez le vendeur et chez l'acheteur, l'on peut établir le schéma suivant :

contrat de vente	aucune écriture comptable		
livraison de la marchandise par le vendeur	aucune écriture comptable		
réception de la marchandise par l'acheteur	aucune écriture comptable		
établissement de la facture par le vendeur	Clients	à	Ventes
réception de la facture par l'acheteur	Achats	à	Fournisseurs
paiement du montant par l'acheteur	Fournisseurs	à	Disponibilités
encaissement du prix par le vendeur	Disponibilités	à	Clients

Dans un contrat ordinaire de vente mobilière à crédit, l'enregistrement des opérations dans la comptabilité n'est pratiquement jamais en concordance avec le transfert de propriété de la marchandise. En effet, en vertu de l'art. 714 al. 1 CCS, la mise en possession est nécessaire pour le transfert de la propriété mobilière. Cela a pour conséquence que la propriété de la marchandise est transférée à l'acheteur dès que celui-ci en a pris possession, même si la facture n'a pas encore été établie par le vendeur. Inversement, si ce dernier a comptabilisé immédiatement la facture avant l'expédition de la marchandise au domicile de l'acheteur, sa comptabilité enregistre la vente avant le transfert de propriété. Cette discordance entre la comptabilité et la situation juridique apparaît encore plus nettement dans deux espèces particulières de ventes mobilières :

- Ce sont, tout d'abord, les ventes « en transit » effectuées par une entreprise commerciale. Celle-ci commande la marchandise à son fournisseur en le chargeant de la livrer directement au client. Dans ce cas, l'entreprise n'entre pas en possession de la marchandise ; elle n'en devient jamais propriétaire. Le transfert de propriété a lieu, directement, du fournisseur au client. Dans ce genre de ventes, qui portent généralement sur des marchandises fongibles bien connues des parties, l'entreprise les facture souvent à son client avant de recevoir la facture de son fournisseur. La vente est enregistrée dans la comptabilité avant l'achat.

— Ce sont, ensuite, les ventes à tempérament avec réserve de propriété en faveur du vendeur, jusqu'à paiement total du prix de vente. Comme nous l'avons déjà remarqué, la comptabilité de l'acheteur enregistre l'opération avant paiement complet du prix, c'est-à-dire avant le transfert de propriété. Il en est de même de la comptabilité du vendeur qui fait apparaître une vente alors que la propriété de la marchandise n'a pas encore été transférée.

En résumé, dans un contrat de vente mobilière, ni la conclusion du contrat, ni la livraison de la marchandise, ni le transfert de propriété ne sont déterminants pour fixer les moments auxquels l'opération est transcrite dans la comptabilité¹.

Le **contrat d'entreprise** mérite d'être mentionné en raison de la situation particulière, sur le plan comptable, du maître de l'ouvrage. En effet, l'exécution du contrat par l'entrepreneur n'apparaît pas dans la comptabilité du maître de l'ouvrage aussi longtemps qu'une demande d'acompte ne lui a pas été notifiée. Cette demande est établie sur la base d'une situation des travaux déjà effectués par l'entrepreneur et fait naître sa créance. Seules la réception et la vérification de cette demande d'acompte par le maître de l'ouvrage fixent le moment auquel devrait être enregistrée dans sa comptabilité l'exécution partielle du contrat.

Les **contrats de services**, tels que les contrats de bail ou de location, ne sont pas, en principe, enregistrés dans la comptabilité au moment de leur conclusion. Seules les prestations régulières découlant de ces contrats sont comptabilisés, à savoir, le paiement et l'encaissement des loyers, les loyers dûs ou à recevoir.

Pour les contrats de « leasing » (location-financement ou crédit bail) ou de location-vente, « le locataire ne contracte ni créance, ni dette à la signature du bail. Il ne peut donc, en aucune manière, porter la valeur du matériel à l'actif de son bilan, puisqu'il n'en a pas la propriété. Durant la vie du contrat, il portera, en frais de location au compte d'exploitation, les loyers payés durant l'exercice social, et, éventuellement, au passif du bilan les loyers échus non payés »². De son côté, la société de leasing, étant propriétaire du bien loué, doit l'inscrire à l'actif de son bilan, en réduisant sa valeur des amortissements commandés par les circonstances. Dans la comptabilité, l'existence de ces contrats pourra éventuellement apparaître sous les trois formes suivantes :

— leur inscription dans un livre auxiliaire ;

¹ La situation est identique dans un contrat de vente immobilière pour l'acheteur. Ce dernier comptabilise, en effet, l'opération au moment du paiement du prix chez le notaire alors que le transfert de propriété de l'immeuble n'intervient que plus tard lors de l'inscription de la vente au Registre foncier (art. 656 al. 1 CCS).

² Voir à ce sujet : Jacques de STAERCKE « La comptabilité des engagements non exprimés dans les comptes » dans *La comptabilité et le droit* publié par la Commission « Droit et vie des affaires » — séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973 — 1974, p. 232 ss.

- leur comptabilisation dans un compte d'ordre à l'actif et au passif du bilan;
- leur prise en considération en annexe dans les notes hors bilan.

Les **contrats de licences**, enfin, apparaissent dans la comptabilité du licencié au moment de l'établissement du décompte des redevances sur les produits fabriqués ou vendus à la fin d'une période déterminée, excepté le cas où le contrat prévoit le paiement de redevances minimales au cours de ladite période.

* * *

L'enregistrement des actes juridiques pose-t-il des problèmes en relation avec la sincérité du bilan ?

Dans le cours d'un exercice annuel, la question fondamentale est celle de la comptabilisation de l'intégralité des actes juridiques de l'entreprise au moment où ceux-ci peuvent être enregistrés. Cette dernière condition est réalisée, dans la quasi-totalité des contrats, dès l'établissement, la réception et la vérification d'une facture, d'un décompte ou d'un relevé.

Le problème du moment auquel doit être comptabilisée une opération, pour respecter le principe de sincérité, peut se poser dans un contrat de vente à tempérament, ou dans un contrat de licence qui comporte le paiement de redevances minimales, quel que soit le nombre des produits fabriqués ou vendus.

Dans un contrat de vente à tempérament, d'une installation payable en plusieurs annuités, par exemple, le vendeur peut-il comptabiliser immédiatement une créance contre l'acheteur pour le prix total et enregistrer simultanément le bénéfice de la vente ? De son côté, l'acheteur doit-il comptabiliser immédiatement à l'actif le prix total de l'installation en portant au passif une dette équivalente ? Peut-il, au contraire, enregistrer seulement le montant des annuités au fur et à mesure de leur paiement ? A notre sens, l'exigence de la concordance avec les faits doit faire admettre l'enregistrement immédiat de la vente pour son prix total, cela d'autant plus qu'il y a eu transfert de propriété. La comptabilité de l'acheteur fera apparaître une dette pour le solde du montant à payer; celle du vendeur une créance équivalente, sous réserve de son évaluation en rapport avec la situation financière de l'acheteur.

Dans le contrat de licence, le licencié doit-il enregistrer immédiatement, lors de la conclusion du contrat ou au début de la période considérée, une dette équivalente au montant minimal convenu ? Inversement, le propriétaire du brevet peut-il comptabiliser une créance contre le licencié sans attendre la fin de ladite période ? La concordance avec les faits requiert, également dans ce cas, l'enregistrement immédiat d'une dette ou d'une créance équivalente au montant minimal convenu, sous réserve, toujours, de l'évaluation de la créance contre le licencié en rapport avec sa situation financière. La sincérité du bilan

pose néanmoins la question de savoir à quel exercice comptable doit être imputé le montant minimal convenu si la période considérée dans le contrat de licence ne coïncide pas avec la période comptable. Nous examinerons cet aspect à propos de l'état complet du compte d'exploitation¹.

En résumé, au cours de l'exercice annuel, l'enregistrement des actes juridiques rejoint la notion de l'exactitude matérielle de la comptabilité, présupposition de la sincérité du bilan.

Les problèmes les plus complexes posés par l'enregistrement des actes juridiques apparaissent lors de l'établissement du bilan. La sincérité de celui-ci demande la concordance avec les faits de nature juridique; or, la comptabilité ne révèle pas tous les actes juridiques qui existent au moment de la clôture des comptes, ni certains de leurs effets de nature économique qui se manifesteront au cours de l'exercice suivant. La difficulté est, non seulement de faire ressortir dans le bilan ou ses annexes la véritable situation juridique de l'entreprise, mais encore d'en montrer les conséquences financières. C'est tout le problème des engagements conditionnels ou futurs que nous approfondirons dans notre étude de l'état complet de l'inventaire et du bilan.

* * *

¹ Voir pages 400 et 401 ci-après.



C. L'ENREGISTREMENT DES AUTRES FAITS

SOMMAIRE

	Pages
Les faits provenant de phénomènes de nature économique	333
Les faits découlant d'événements touchant les biens de l'entreprise	334
Les faits résultant d'événements touchant les droits de l'entreprise ou les personnes qui y exercent une activité	334
Les événements postérieurs à la date de clôture du bilan mais dont l'origine remonte à des faits existant déjà à cette date	335



La comptabilité n'enregistre pas seulement les mouvements de valeurs dont l'origine remonte à la formation ou à la conclusion d'actes juridiques; elle enregistre aussi les mouvements de valeurs se rapportant à d'autres faits qui peuvent avoir une influence sur les biens, les droits, les créances ou les dettes de l'entreprise.

* * *

Mentionnons d'abord les faits qui proviennent de phénomènes de nature économique sur lesquels l'entreprise ne peut en principe agir pour en modifier l'évolution. En voici quelques exemples:

- la variation des cours de la bourse ou des cours couramment traités hors bourse, que la comptabilité enregistre au moment de l'évaluation des titres dans le bilan;
- la variation des cours de la monnaie que la comptabilité exprime sous la forme des différences de change sur les opérations traitées en monnaies étrangères et transformées en francs suisses dans le bilan. Cette variation peut aussi faire l'objet d'une provision pour couvrir une perte de change prévisible à la clôture du bilan et connue au moment d'établir celui-ci;
- la variation des prix du marché lorsque ceux-ci sont pris en considération pour l'évaluation des biens destinés à la vente dans l'inventaire dressé à la fin de l'exercice;
- la variation de l'indice des prix de gros ou des prix à la consommation lorsque certaines prestations sont indexées;
- la dépréciation de valeurs de biens provenant du simple écoulement du temps, de leur usage, d'un changement de l'environnement, de l'évolution des techniques de fabrication ou d'un changement de mode, etc. Ces modifications de valeurs sont enregistrées dans la comptabilité sous la forme d'amortissements ou de provisions;

- les plus-values de biens, les unes d'origine économique, dues à des fluctuations de prix résultant de l'offre et de la demande, ou d'un changement de l'environnement; les autres, d'origine monétaire, dues au renchérissement. Ces plus-values peuvent être éventuellement enregistrées dans la comptabilité, sous des rubriques spécifiques, dans la mesure où la loi ne s'y oppose pas.

* * *

Mentionnons ensuite les faits découlant d'événements touchant les biens de l'entreprise, tels que :

- l'endommagement d'immeubles ou d'installations provenant d'un incendie, d'une inondation, d'un tremblement de terre ou de phénomènes naturels;
- l'endommagement de biens destinés à la vente dû à des causes identiques ou à un stockage défectueux;
- la disparition de biens mobiliers ou d'espèces par suite d'incendie ou de vol.

Ces faits seront enregistrés dans la comptabilité au moyen d'amortissements, lorsque la perte est exactement connue à la date du bilan; ou bien au moyen de provisions pour risque de perte lorsque le dommage n'a pas encore pu être établi de façon précise; ou bien encore au moyen de provisions pour charges futures en prévision des travaux de réparation ou de remplacement des biens disparus. Si les faits dommageables sont couverts par des assurances, les indemnités payées à l'entreprise seront également comptabilisées.

* * *

Citons encore les faits résultant d'événements touchant les droits de l'entreprise ou les personnes qui y exercent une activité, par exemple :

- les difficultés financières, la faillite ou la mort d'un débiteur;
- l'annulation judiciaire d'un brevet ou d'une marque de fabrique;
- les actions judiciaires en dommages et intérêts intentées contre des tiers ou dirigées contre le propriétaire de l'entreprise, en raison d'une responsabilité contractuelle ou délictuelle de lui-même ou des personnes qu'il emploie.

Dans la comptabilité, ces faits seront enregistrés par des amortissements en cas de pertes, ou par des provisions pour risque de perte ou charges futures.

* * *

La comptabilité enregistre, enfin, certains événements postérieurs à la date de clôture du bilan, mais dont l'origine remonte à des faits existant déjà à cette date¹. Ce sont notamment :

- l'inventaire des marchandises établi matériellement après la date de clôture;
- la prise de caisse arrêtée à la date de clôture mais effectuée postérieurement à celle-ci; la comptabilisation d'opérations ayant fait l'objet de fiches de caisse;
- un dommage apparu après la date de clôture mais provenant de faits intervenus au cours de la période comptable;
- tous les renseignements obtenus après la date de clôture sur l'état des actifs, des créances et des dettes; le dépôt, par exemple, d'un sursis concordataire par un débiteur à l'égard duquel un risque effectif d'insolvabilité existait au moment de la clôture; la déclaration de faillite d'un tel débiteur;
- la comptabilisation de factures établies après la date de clôture pour des services rendus au cours de l'exercice écoulé;
- la notification d'un bordereau d'impôts établi par l'administration fiscale sur d'autres bases que celles prises en considération pour calculer la provision pour charge fiscale future;
- une participation aux bénéfices, ayant nature d'un complément de salaire, calculée sur les résultats provisoires arrêtés à la date de clôture;
- l'estimation d'un risque de perte de change sur la base de l'évolution ultérieure du cours des monnaies par rapport au franc suisse.

En résumé, les faits postérieurs à la date de clôture, enregistrés dans la comptabilité de l'exercice terminé, sont ceux qui permettent de se faire une opinion sur la valeur des biens, des droits ou des créances qui doivent figurer dans le bilan.

* * *

¹ Voir à ce sujet :

- « Les principes comptables de l'Institut anglais des experts-comptables » du 18 octobre 1957 N 17 (Accounting Principles — 17. Events occurring after the balance sheet date);
- Karl KÄFER « Berücksichtigung nachträglicher Ereignisse in der Bilanz und Bewertung der Waren nach Art. 666 Abs. 2 OR » — Publication jubilaire à l'occasion du cinquante-naire de la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables — 1975, p. 162 ss.

Chapitre XII

L'ÉTAT COMPLET DU BILAN

	Pages
A — Les données de base	339
B — L'état complet de l'inventaire et du bilan	349
C — Les engagements hors comptabilité	363
D — Le bilan du commerçant individuel	371
E — La compensation des actifs et des passifs	379

A. LES DONNÉES DE BASE

SOMMAIRE

	Pages
La relation qui existe entre l'inventaire et le bilan annuel	341
La sincérité de l'inventaire	341
La sincérité et les autres bilans:	344
— les bilans que la loi impose d'établir (outre le bilan annuel)	346
— les autres bilans non prescrits impérativement par la loi	346

A première vue, le texte de l'art. 959 CO ne pose pas de questions particulières au sujet de la signification à donner au bilan annuel. Les projets successifs dans le cadre de la revision des titres 24 à 33 montrent qu'il s'agit du bilan d'exploitation établi à la clôture de l'exercice annuel¹. Toutefois, en lisant attentivement les trois autres articles sur les règles concernant le bilan², deux remarques peuvent être faites :

- l'art. 959 CO est le seul qui ne fasse pas mention de l'inventaire. Ce dernier, pris ici dans le sens général de l'inventaire de tout le patrimoine actif et passif d'une entreprise, est par contre indiqué dans chacun des autres articles, avant le compte d'exploitation et le bilan;
- l'art. 959 CO désigne spécifiquement le bilan annuel.

Doit-on en inférer que le législateur n'a pas estimé nécessaire de soumettre l'inventaire et les autres bilans (bilan d'entrée ou bilan de liquidation par exemple) aux mêmes principes que ceux que l'on doit observer pour dresser le bilan annuel, au principe de sincérité, en particulier ?

* * *

Le principe de sincérité, posé par l'art. 959 CO, concerne-t-il également l'inventaire ? Etudier cette question consiste à rechercher la relation qui existe entre l'inventaire et le bilan annuel. Car de deux choses l'une :

ou bien, ces deux documents sont indépendants l'un de l'autre, et, par conséquent, l'inventaire, qui ne figure pas dans le texte de l'art. 959 CO, n'a pas

¹ Avant-projet Huber 1917: die periodische Betriebsbilanz.

Projet Huber 1919: die periodische Betriebsbilanz (le bilan d'exploitation).

Projet Hoffmann 1923 et projet du Conseil fédéral 1928: die Jahresbilanz (le bilan annuel).

² Art. 958 CO – obligation de dresser un bilan.

Art. 960 CO – évaluations.

Art. 961 CO – signature.

juridiquement à être soumis au principe de sincérité;

ou bien, ces deux documents sont si étroitement liés qu'ils ne peuvent être dissociés, d'où la conséquence: le bilan annuel ne saurait être sincère sans que l'inventaire ne le soit aussi.

Historiquement, l'inventaire a précédé le bilan, tant dans la doctrine comptable que dans les législations commerciales.

Le premier traité de comptabilité publié en 1494 par Luca Pacioli définit l'inventaire comme étant l'énumération et la description minutieuse et détaillée de tous les biens d'un marchand; cet inventaire se fait pièce par pièce, classée d'après le nombre, le poids ou la mesure, en y ajoutant les créances et les dettes. Non chiffré en valeur, il se présente sous la forme d'une liste dans laquelle les biens sont mentionnés successivement par catégories.

Avec l'Ordonnance sur le commerce de 1673 et le Parfait Négociant de Jacques Savary, l'inventaire passe, d'une simple énumération et description des biens, à un état estimatif de ceux-ci. Une valeur ou un prix leur est attribué. Etabli tous les deux ans au moins, il a pour objet de connaître les profits et les pertes réalisés au cours de la période allant d'un inventaire à l'autre. Il s'agit du « bilan au vrai », que Jacques Savary conseille au failli de dresser, comprenant l'état de tous ses effets, tant actifs que passifs, prescrit par l'art. II du Titre XI de l'Ordonnance de 1673. Tableau synoptique, ce document doit permettre aux créanciers de « voir en un clin d'œil » l'état des affaires de leur débiteur. Le « bilan au vrai » contient, en valeur, les mêmes biens, créances et dettes, que ceux mentionnés dans l'état général du failli; il les présente par contre de façon abrégée, sous la forme d'un résumé récapitulatif, les actifs étant classés au débit, les dettes au crédit sans que leurs totaux s'équilibrent. C'est ainsi qu'apparaît pour la première fois le mot « bilan » dans l'une des significations qui lui est donnée dans la doctrine: « bilan, assemblage sommaire des résultats de l'inventaire »¹, « bilan, vue d'ensemble récapitulative de l'inventaire »², « bilan, résumé de l'inventaire »³.

Dans le courant de la première moitié du XIX^e siècle, l'inventaire, devenu annuel dans le Code de commerce de 1807, prend progressivement deux formes différentes⁴; d'une part, il reste toujours l'état détaillé, descriptif et estimatif de tous les biens et de toutes les créances et dettes, à la clôture de l'exercice, en

¹ Herman-Veit SIMON « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien » 1899, p. 3.

² Hermann REHM « Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und Gesellschaften m.b.H., Kommanditgesellschaften auf Aktien, eingetragenen Genossenschaften, Versicherungsvereine auf Gegenseitigkeit, Hypotheken- und Notenbanken und Handelsgesellschaften überhaupt nach deutschem und österreichischem Handels-, Steuer-, Verwaltungs- und Strafrecht » – 1903, p. 56.

³ C. HOUPIN/H. BOSVIEUX « Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations », tome II 1919, p. 426.

Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 18.

⁴ Voir à ce sujet les remarques formulées par R.P.A. COFFY « Tableau synoptique des principes généraux de la tenue des livres » au sujet de l'inventaire de transition – 1833, p. 34 ss.

vue d'en connaître le résultat; d'autre part, ce même état apparaît de façon résumée sous l'aspect d'une balance faisant ressortir le rapport entre la fortune et les dettes. La loi prussienne sur les sociétés anonymes de 1843 le dénomme pour la première fois « bilan ».

Cette évolution met en évidence l'un des éléments essentiels de la relation qui existe entre l'inventaire et le bilan annuel. *Ces deux documents sont objectivement les mêmes quant à leur substance; ils contiennent les mêmes éléments matériels et juridiques, les mêmes évaluations et les mêmes résultats. Ils ne sont différents que dans leur forme et dans leur présentation*¹;

- pour l'inventaire: relevé détaillé des biens, créances et dettes en quantité et en valeur, relevé dans lequel les diverses rubriques sont simplement inscrites les unes à la suite des autres;
- pour le bilan annuel: tableau récapitulatif des mêmes biens, créances et dettes, classés de façon résumée et abrégée, dans deux colonnes « actif » et « passif » qui doivent se balancer au moyen des comptes de « capital »².

L'inventaire peut être présenté par un ou plusieurs documents, comprenant parfois de nombreuses pages, des dizaines, voire des centaines. Il est donc pratiquement impossible, à sa lecture, de se rendre compte de l'état de fortune et des résultats d'une entreprise. Le bilan et le compte de résultats sont, par contre, reproduits généralement chacun sur une seule page. Leur présentation condensée permet cette vue d'ensemble qui est une de leurs qualités fondamentales.

Du point de vue comptable, on dresse l'inventaire pour rechercher le résultat réel d'un exercice annuel³. Ce résultat ne peut être obtenu que par la vérification complète de l'existence matérielle et juridique de tous les éléments composant la fortune de l'entreprise et de leur valeur⁴. L'inventaire permet d'établir une balance des comptes; il apporte aux comptes repris dans la balance avant inventaire toutes les corrections et modifications qui apparaîtront nécessaires d'après les renseignements descriptifs et estimatifs. « L'utilité interne de l'inventaire est ainsi de permettre l'établissement et la présentation d'un bilan

¹ Hermann REHM *op. cit.* 1903, p. 48.

Paul GERSTNER « Bilanz-Analyse. Ein Führer durch veröffentlichte Bilanzen » – 1919, p. 48.

C. HOUPIN/H. BOSVIEUX *op. cit.* 1919, p. 426.

Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 17 à 22.

Ernesto SIMONETTO *op. cit.* 1972, p. 40.

² Pour le commerçant individuel, la balance de l'actif et du passif est obtenue par son compte de capital,

dans les sociétés de personnes, par les comptes de résultats des associés;

dans la société anonyme, par le solde du compte de pertes et profits;

ce que l'Aktiennovelle de 1870 et le projet II de 1875 du CO de 1881 précisaient déjà, prescrivant que le capital et les réserves soient compris dans le passif et que le montant des pertes ou des bénéfices soit indiqué séparément pour former la balance du bilan.

³ Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 17.

⁴ Art. 7 du chapitre I — de l'inventaire — Réglementation comptable belge 1963.

sincère »¹. Dans cette optique, l'inventaire est un travail préparatoire pour l'établissement du bilan et du compte de résultats² qui apparaissent alors comme clôture de l'inventaire.

Si, d'une part, le bilan est un résumé et une vue d'ensemble récapitulative de l'inventaire; si, d'autre part, il représente la clôture de l'inventaire, ce dernier peut alors être considéré comme *base juridique du bilan*³. L'inventaire a donc une importance considérable en comptabilité comme l'affirment les auteurs Eugène Léautey et Adolphe Guibault⁴, et cela contrairement à l'opinion selon laquelle « l'inventaire n'est en lui-même pas un document très important »⁵.

En résumé, l'inventaire et le bilan annuel ne peuvent, quant au fond, être séparés l'un de l'autre, tant sur le plan juridique que comptable. *Il en résulte que le principe de sincérité de l'art. 959 CO, quel que soit le contenu donné à ce principe, doit également s'appliquer, sans réserve, à l'inventaire*⁶.

Selon His, le défaut de mention de l'inventaire annuel dans le texte de l'art. 959 CO peut s'expliquer par le fait que, étant un travail préparatoire à l'établissement du bilan, l'obligation de sincérité et de clarté réagit — ou « wirkt zurück » — indirectement sur l'établissement de l'inventaire⁷. Pour les motifs exposés ci-dessus, nous préférons exprimer ce raisonnement différemment: l'obligation de sincérité doit régir directement l'établissement de l'inventaire, comme elle doit régir l'établissement du bilan. Le silence de l'art. 959 CO au sujet de l'inventaire annuel peut encore provenir du fait que le législateur de 1881 a mis l'accent sur la clarté du bilan dont l'une des fonctions est de classer les rubriques de l'inventaire. Or, celui-ci est un document interne de l'entreprise; il n'est pas destiné à être communiqué à des personnes étrangères à la gestion ou à être publié. Lors de la revision des titres 24 à 33 CO, le législateur n'a donc pas jugé nécessaire de le soumettre au principe de clarté posé par l'art. 959 CO.

Mais un bilan sincère ne peut être déduit d'un inventaire qui ne l'est pas !

* * *

La seconde question est de savoir si les principes à observer, en vertu de l'art. 959 CO, ne doivent pas s'appliquer seulement aux bilans annuels, mais aussi aux autres bilans.

¹ Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés — Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre — Principes comptables n° 8/1969, p. 2.

² Eduard His *op. cit.* 1940, p. 399.

³ Hermann REHM *op. cit.* 1903, p. 56.

Voir dans le même sens le rapport de l'Association suisse des experts-comptables du 1^{er} juillet 1921, p. 2 adressé au Département fédéral de Justice et Police (page 141 ci-dessus).

⁴ « La science des comptes mis à la portée de tous – Traité théorique et pratique de comptabilité » – 1889, p. 152.

⁵ Jean-Pierre LEU *op. cit.* FJS n° 336/1975, p. 3.

⁶ Dans le même sens: Jean de SENARCLENS *op. cit.* 1943, p. 259.

⁷ Eduard His *op. cit.* 1940, p. 405.

Au cours de l'élaboration du CO de 1881, le législateur n'a pas été amené à préciser la nature du bilan dans des règles prescrites pour le dresser. L'art. 656 dudit Code mentionne le « bilan » tout court. Il s'agit pourtant déjà d'un bilan *annuel*. Le bilan de l'art. 656 du CO de 1881 est en effet celui de la société anonyme; il doit être établi chaque année afin d'être soumis aux actionnaires lors de l'assemblée générale ordinaire. C'est ensuite un bilan d'exploitation. Comme le constate la Petite Commission d'experts¹, les prescriptions spéciales applicables à ce bilan ont pour objectif, en fixant une limite maximale à l'évaluation de certains actifs, d'obtenir un bilan recherchant le résultat — ou « *Erfolgsbilanz* » —. Or, cette recherche est le propre d'un bilan d'exploitation, par opposition aux bilans dont le but est d'établir une situation de fortune — ou « *Vermögensbilanz* » —.

Dans le projet Huber de 1919, une distinction est faite entre ces deux sortes de bilans. Des règles spéciales sont prévues pour le bilan de liquidation des sociétés commerciales avec personnalité.

Le projet Hoffmann de 1923 insère dans les dispositions sur la comptabilité commerciale, à la fois, la prescription générale relative à la clarté et à l'état complet du bilan d'exploitation (qui prend la dénomination de bilan annuel), et les règles spéciales sur le bilan de liquidation. Ce sont les art. 942 et 944 du projet qui figurent dans le paragraphe B traitant des dispositions relatives au bilan. Il intitule, en même temps, l'art. 942: « clarté et sincérité du bilan ».

Le projet du Conseil fédéral de 1928 abandonne les dispositions relatives au bilan de liquidation. « Nous avons renoncé, écrit le Conseil fédéral², à édicter, pour ce bilan, des règles spéciales indépendantes de celles du bilan annuel... Nous avons préféré établir des règles isolément pour chaque société. Les principes ainsi établis peuvent s'appliquer aux cas analogues ».

Cela nous permet de formuler trois constatations:

- Le législateur a effectivement songé, au cours de ses travaux de revision, à soumettre le bilan d'exploitation et le bilan de liquidation à des règles différentes; or, ces règles concernaient essentiellement l'évaluation des biens. Il n'a jamais été question de faire une distinction entre ces deux bilans quant à leur clarté ou à leur sincérité.
- Le législateur admet l'idée que certains principes relatifs au bilan soient applicables par analogie.
- La note marginale fait état du « bilan » sans autre précision.

On peut en déduire que le législateur n'a certainement pas eu l'intention de limiter les principes généraux, posés par l'art. 959 CO, aux seuls bilans

¹ Procès-verbal de la Petite Commission d'experts (du 18 septembre au 3 octobre 1916), p. 51.

² Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui du projet de loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code des obligations (du 21 février 1928) p. 345 (FF 1928/I 233).

annuels. Il n'existe aucune raison objective pour ne pas appliquer, par analogie, ces principes aux autres bilans; il est, en effet, important que ceux-ci soient établis conformément aux principes généralement admis dans le commerce. Qu'ils soient clairs et sincères!¹

Les « autres bilans » soumis au principe de sincérité sont d'abord ceux que la loi impose d'établir. Ce sont:

- les bilans d'entrée ou d'ouverture (bilans de fondation ou de constitution). En vertu de l'art. 958 al. 1 CO, toute personne astreinte à tenir des livres doit dresser un inventaire et un bilan au début de son entreprise;
- les bilans d'entrée en liquidation prescrits, pour les sociétés de personnes, par les art. 587 al. 1 et 619 CO; pour les sociétés anonymes (ou les sociétés régies par le même droit) par l'art. 742 al. 1 CO. Les bilans annuels intérimaires, dressés au cours de la liquidation en vertu des art. 587 al. 2 et 743 al. 5 CO, doivent, à notre avis, être sans autre assimilés au bilan annuel de l'art. 959 CO;
- les bilans de fusion (fusion par absorption art. 748 ch. 1 CO — fusion par combinaison art. 749 al. 2 CO);
- les bilans d'assainissement établis, notamment pour la société anonyme ou les sociétés régies par le même droit, en vertu de l'art. 725 al. 2 CO;
- les bilans de faillite et ceux devant être joints à une demande de concordat (art. 293 Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite);
- les bilans de sortie ou d'exclusion d'un associé dans une société de personnes (art. 580 et 619 CO).

Pour les autres bilans qui ne sont pas prescrits impérativement par la loi, nous estimons qu'ils doivent aussi être sincères dans la mesure où ils sont effectivement dressés. Ce sont, à titre d'exemples:

- les bilans consolidés². Aucune loi ne prescrit en Suisse l'obligation de dresser un bilan consolidé³. Toutefois, dans un arrêt récent⁴, le Tribunal fédéral a admis que l'organe de contrôle d'une société mère ne pouvait, dans certaines circonstances, accomplir sa tâche conformément à l'art. 728 CO sans établir un bilan consolidé. De son côté, le Groupe de travail pour l'examen du droit

¹ His semble n'admettre l'extension des principes de l'art. 959 CO qu'au bilan d'ouverture — Eduard His *op. cit.* 1940, p. 405.

² « La consolidation d'un bilan est une notion économique; elle a pour objet de substituer aux actions détenues par la société mère les propres actifs et passifs des filiales et d'éliminer la trace des transactions effectuées entre la société mère et les sociétés du groupe... » — Georges A. MERMÉ « Essai sur le rôle et la présentation du bilan consolidé » thèse Neuchâtel 1963, p. 29.

³ A l'exception des fonds de placements immobiliers — art. 22 al. 1 et 3 de l'Ordonnance d'exécution de la loi fédérale sur les fonds de placement du 20 janvier 1967.

⁴ ATF (non publié) dans la cause Fiduciaire X. c/Solidago AG en liquidation concordataire, Zurich, et consorts, reproduit dans L'Expert-Comptable Suisse n° 9/Septembre 1976 p. 28 ss.

des sociétés anonymes constate que, seule, la présentation de comptes annuels consolidés permet de se faire une image fidèle et véridique de la situation financière et des résultats d'un groupe d'entreprises¹; il ne fait, cependant, aucune proposition dans ce sens²;

- les bilans sur la base desquels repose un engagement (octroi d'un crédit — vente d'un fonds de commerce — vente de tout ou partie du capital social d'une société anonyme dite fermée, telle qu'une société immobilière);
- les bilans établis lors de la transformation de la forme juridique d'une entreprise.

* * *

¹ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 59.

² En France, les sociétés qui procèdent à des émissions doivent, dès 1971, établir et publier des comptes annuels consolidés « si elles ont une structure de groupe » voir, à ce sujet Jean-Jacques BURGARD « L'information des actionnaires » — 1970, p. 75 et 76.

Voir également « La revision des comptes consolidés » dans Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés — Révision comptable n° 5/1973.

En Allemagne, la consolidation est exigée pour les entreprises liées — ou « verbundene Unternehmen » — et les groupes — ou « Konzern » — Aktiengesetz 1965 par. 300 ss. et 329.

En Angleterre, les sociétés holding et les sociétés affiliées ont l'obligation de présenter des comptes consolidés — Companies Act 1948 S. 150 et 153.

Voir également l'avant-projet de directive de la CEE concernant les comptes consolidés — novembre 1974 — selon l'art. 6 al. 2, les comptes du groupe doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats du groupe.

B. L'ÉTAT COMPLET DE L'INVENTAIRE ET DU BILAN

SOMMAIRE

	Pages
La notion de l'état complet du bilan	351
L'état complet de l'inventaire	352
La mention dans l'inventaire d'un actif immobilisé totalement amorti	353
L'inventaire des marchandises lorsque des opérations de vente ou d'achat chevauchent sur deux exercices.	353
L'inventaire des actifs et passifs anticipés ainsi que des provisions pour charges futures	354
L'inventaire des travaux en cours dans la comptabilité de l'entrepreneur . .	355
L'inventaire des travaux en cours dans la comptabilité du maître de l'ouvrage	355
L'inventaire des travaux faits par l'entreprise pour son propre compte . . .	356
L'interdiction de constituer des réserves latentes par la non-consignation dans l'inventaire d'un actif ou par l'inscription d'une dette fictive	356
La capacité à être inventoriées des valeurs actives immobilisées incorporelles.	358
L'état complet de l'inventaire selon la nature et le but du bilan.	360
La relation entre l'état complet de l'inventaire et l'état complet du bilan . .	360
La déclaration d'intégralité du bilan	362

La notion de l'état complet du bilan a été, pour la première fois, introduite par le législateur dans l'avant-projet Huber — 1917 — comme principe à observer pour l'établissement du bilan d'exploitation des sociétés commerciales avec personnalité. Cette notion a été, par la suite, incluse dans le principe de sincérité du bilan par l'avant-projet Hoffmann — 1923 —.

Auparavant, dès la fin du XIX^e siècle, plusieurs auteurs avaient déjà exprimé l'opinion selon laquelle la sincérité du bilan en exige un état complet ¹.

De 1923 à nos jours, la plus grande partie des auteurs admettent que l'état complet du bilan est un des éléments fondamentaux de sa sincérité ².

A part la question de l'incorporation de la fortune privée du commerçant individuel dans le bilan de son entreprise, le principe de l'état complet du bilan n'a fait l'objet d'aucun commentaire de la part des rapporteurs ou des experts au cours de la revision des titres 24 à 33 CO et n'a jamais été discuté.

Pour dénommer le principe de l'état complet du bilan, la doctrine, en langue allemande, a toujours utilisé le mot « Bilanzvollständigkeit », qu'on a parfois

¹ NEUKAMP 1899 — REHM 1903 — CHARPENTIER 1906 — BACHMANN 1908 — BERLINER 1911 — HOUPIN/BOSVIEUX 1919 — GERSTNER 1919 — PASSOW 1921 — WEIDMANN 1923 — (voir pages 121 ss. ci-dessus).

² Dans la doctrine suisse, signalons :

- Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 407;
- G. BEELER *op. cit.* 1942, p. 31 ss;
- G. BEELER *op. cit.* 1944, p. 354;
- Jean de SENARCLENS *op. cit.* 1943, p. 258;
- Wolfhart BÜRGI *op. cit.* 1957, p. 33;
- Willy DOBER *op. cit.* 1965, p. 169;
- Robert SCHINDLER « Die Publizitätsvorschriften bei der Rechnungslegung der AG » dans *Abhandlungen zum Schweizerischen Recht* — 1967, p. 90;
- BLUMER/GRAF *op. cit.* 1971, p. 67;
- Hans-Peter BÜCHLER « Das Kontrollrecht der Aktionäre » Dissertation 1971, p. 13;
- Ulrich GUGGISBERG *op. cit.* 1974, p. 129 ss;
- Ernst BOSSARD *op. cit.* 1974;
- Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 156.

traduit, en langue française, par principe de l'intégralité ou de l'intégrité du bilan. Nous préférons employer l'expression « état complet du bilan » qui nous paraît mieux refléter l'injonction que comporte un principe à observer.

Le bilan doit être complet.

Il nous semble plus juste de réserver le mot « intégralité » au résultat de cette injonction. En appliquant le principe de l'état complet du bilan on aboutit à l'intégralité de celui-ci.

Certains auteurs¹ définissent ce principe par l'expression de « sincérité formelle » qu'ils opposent à celle de « sincérité matérielle » pour les évaluations. « Sincérité formelle » ne nous paraît pas une expression heureuse. L'application de ce principe pose, en effet, beaucoup plus de questions de fond que de forme.

* * *

L'état complet du bilan est le résultat d'une recherche que l'on doit effectuer au moment de l'enregistrement des écritures de clôture. Elle concerne, en premier lieu, les écritures relatives à l'inventaire.

La comptabilité est rectifiée, dans la mesure où elle n'est pas conforme aux résultats de l'inventaire de tous les éléments composant la fortune de l'entreprise et de toutes les dettes se rattachant à son exploitation. *L'état complet du bilan dépendra donc, principalement, de l'état complet de l'inventaire qui est un des principes les plus anciens de la comptabilité.*

L'état complet de l'inventaire est une des composantes du principe de sincérité: la concordance avec les faits à la date de clôture du bilan. Il s'agit en l'occurrence de la concordance entre les divers postes de l'inventaire et l'existence matérielle des biens de l'entreprise, d'une part, l'existence juridique de ses droits, de ses créances et de ses dettes, d'autre part.

Pour déterminer en quoi consiste cet état, il faut séparer les valeurs actives immobilisées corporelles et mobilisées, des valeurs actives immobilisées incorporelles².

* * *

Les valeurs comprises dans le premier groupe, représentées notamment par les installations permanentes, les biens destinés à la vente, les créances et les disponibilités, ont objectivement une existence propre, concrète et réelle, matérielle ou juridique. Elles ont toutes une valeur intrinsèque pour l'entreprise. L'obligation de dresser un inventaire complet, prescrite par l'art. 959 CO — ou « Aktivierungspflicht » selon la doctrine allemande — exige, par conséquent, le recensement intégral et l'énumération complète de ces valeurs. En particulier, pour les marchandises dont l'entreprise a la possession, une énu-

¹ Cités par Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 156.

² Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 29.

mération détaillée est une condition préalable à leur évaluation car, sans énumérer exactement, on ne peut chiffrer valablement.

L'inventaire complet des valeurs immobilisées corporelles et des valeurs mobilisées pose un certain nombre de questions :

a) Lorsqu'un actif immobilisé est totalement amorti, le principe de l'état complet de l'inventaire exige qu'il continue à y figurer nominalelement pour le montant de un franc. Il ne s'agit pas seulement d'une présentation « pro memoria »¹. C'est, au contraire, un moyen de s'assurer que cet actif sera bien pris en considération dans l'inventaire, puis dans le bilan, car celui-ci doit s'équilibrer, compte tenu de ce montant minimal. Ce principe subit toutefois une limitation pour les biens de valeur de peu d'importance (petit matériel, matériel de bureau, par exemple) qui sont comptabilisés directement par le débit du compte d'exploitation et qui ne sont pas inventoriés en fin d'exercice². C'est la règle de la non-comptabilisation des opérations relativement insignifiantes, « materiality » pour les Anglo-Saxons³.

b) A l'occasion d'opérations de vente ou d'achat qui chevauchent sur deux exercices, il peut arriver que l'inventaire cite des marchandises qui ne devraient plus y figurer ou, inversement, ne fasse pas mention de marchandises qui devraient y figurer.

Tel est le cas, dans la première hypothèse, de marchandises vendues et livrées avant la date de clôture du bilan, que l'on maintient néanmoins dans l'inventaire pour le motif qu'elles ne seront facturées qu'au début de l'exercice suivant ; tel est aussi le cas de marchandises achetées, mais pas encore réceptionnées à la date de clôture, que l'on inventorie immédiatement parce que la facture a déjà été reçue. L'exigence de la concordance avec les faits de nature juridique (le transfert de propriété déjà réalisé lors de la vente ou non encore réalisé lors de l'achat) et la concordance avec les faits de nature économique (l'absence matérielle des biens) a pour conséquence que ces marchandises ne peuvent en aucun cas figurer dans un inventaire dit « complet ». Dans la seconde hypothèse, mentionnons le cas de marchandises vendues, pas encore livrées, mais ayant été facturées avant la date de clôture, qui ne sont pas portées à l'inventaire ; ou le cas de marchandises achetées, et réceptionnées avant la date de clôture, qui ne sont pas portées à l'inventaire pour le motif que la facture n'a pas encore été reçue. A nouveau, la concordance avec les faits de nature juridique (le transfert de propriété non encore réalisé

¹ Pierre del BOCA *op. cit.* 1974, p. 156.

² Manfred BERLINER « Buchhaltungs- und Bilanzen-Lehre. II. Band (Theoretischer Teil) von des Verfassers. Schwierige Fälle und allgemeine Lehrsätze der kaufmännischen Buchhaltung » – 1911, p.77.

BLUMER/GRAF *op. cit.* 1971, p. 67.

³ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 204.

lors de la vente et déjà réalisé lors de l'achat) et la concordance avec les faits de nature économique (l'existence matérielle des biens) exige que ces marchandises soient consignées dans un inventaire complet.

Pour les opérations de vente à cheval sur deux exercices, au sujet desquelles les marchandises n'ont pas encore été livrées, ou qui sont en cours de livraison franco domicile de l'acheteur, l'inventaire pourrait contenir une rubrique spéciale intitulée « marchandises à livrer » ou « marchandises en voie de livraison ». Inversement, pour les opérations d'achat à cheval sur deux exercices, l'inventaire pourrait également avoir une rubrique spéciale « marchandises à recevoir » lorsque celles-ci ne sont pas encore entreposées, à la date de clôture, dans les magasins de l'entreprise, mais qu'elles se trouvent déjà juridiquement en sa possession étant, à cette date, acheminées par transporteur.

- c) L'inventaire des valeurs mobilisées, en particulier celui des créances et dettes, doit également indiquer, pour être complet, les actifs ou passifs anticipés qui apparaîtront au bilan dans des comptes correctifs de résultats¹. Ils correspondent aux événements de l'entreprise — ou « Geschäftsvorfälle » — non encore appréhendés par la comptabilité et qui, ultérieurement, seront pris en considération².

Les actifs anticipés sont les « produits à recevoir » concernant l'exercice en cours et qui seront encaissés dans l'exercice suivant, tels que le prix de marchandises vendues, déjà livrées à la date de clôture, mais qui ne sont pas encore facturées; les intérêts à recevoir lorsque l'échéance tombe après la date de clôture; les honoraires à recevoir, non encore facturés, pour des prestations de services fournies dans l'exercice en cours, etc. En vertu du principe de réalisation, les produits à recevoir, comptabilisés à la date de clôture du bilan, doivent correspondre à des opérations effectivement accomplies, terminées dans l'exercice en cours. Ils ne peuvent se rapporter à des opérations espérées, ni à des opérations qui seraient sur le point d'être conclues.

Les passifs anticipés sont les « charges à payer » concernant l'exercice en cours et qui seront payées dans l'exercice suivant, telles que le montant de marchandises achetées déjà réceptionnées avant la date de clôture mais dont la facture n'a pas encore été reçue; les intérêts à payer lorsque l'échéance tombe après la date de clôture; les honoraires à payer — pas encore facturés — pour des prestations de services relatives à l'exercice en cours, etc.

Ces actifs et passifs anticipés sont économiquement de véritables comptes débiteurs ou créanciers. Les premiers se différencient des seconds sur le plan juridique par le critère de leur exigibilité.

¹ Voir à ce sujet André COTTIER *op. cit.* 1974, p. 86 ss.

² ERNST BOSSARD *op. cit.* 1974.

L'inventaire des dettes doit encore comprendre les provisions pour charges futures. Celles-ci représentent des engagements financiers qui existent déjà pour l'entreprise à l'état latent et dont le montant doit être apprécié.

- d) Dans certains contrats d'entreprise, les travaux peuvent durer plusieurs années jusqu'à l'achèvement complet de l'ouvrage ou simplement chevaucher sur deux exercices. Nous pensons, notamment, à la construction d'une machine ou d'un objet spécifique dans l'industrie, à celle d'un immeuble ou à l'exécution d'autres travaux de nature immobilière (barrages). En tel cas, pour être complet, l'inventaire de l'entrepreneur doit comprendre un poste de « travaux en cours » arrêté à la date de clôture du bilan. Il en est de même lorsque l'ouvrage est terminé mais n'a pas encore été livré. Les acomptes reçus en cours de travaux doivent figurer au passif du bilan.

Dans les contrats de services, les travaux non terminés en fin d'exercice font parfois l'objet d'un poste de « travaux en cours » à l'inventaire. Citons, par exemple, les services d'une société fiduciaire en matière de revision ou de fiscalité. Bien que cette façon de procéder ne soit pas illicite, il nous paraît préférable de ne pas inventorier le coût de ces services aussi longtemps que ces travaux ne sont pas terminés.

- e) La valeur des travaux exécutés pour une construction immobilière sur le terrain du maître de l'ouvrage doit figurer dans sa comptabilité à la date de clôture du bilan en vertu du principe de l'état complet de l'inventaire. Cette valeur ressort normalement de la situation des travaux, dressée par l'entrepreneur lui-même. Si celle-ci ne peut être obtenue, en cas de litige par exemple, elle doit être remplacée par une expertise.

Que doit indiquer l'inventaire du maître de l'ouvrage lorsque les travaux sont terminés avant la date de clôture et lorsque la facture finale n'a pas encore été arrêtée? La concordance avec les faits veut qu'un poste actif apparaisse pour la valeur estimée des travaux exécutés. Les critères objectifs d'appréciation pourront être:

- le montant d'un devis;
- une situation provisoire de l'entrepreneur;
- une expertise;
- la facture définitive elle-même pour autant qu'elle ait été arrêtée et remise avant que le bilan soit matériellement établi.

Si aucun acompte n'a été payé antérieurement, un seul poste sera consigné dans l'inventaire et dans le bilan. Il pourra être intitulé « construction, valeur provisoire des travaux » et aura pour contrepartie au passif une provision pour charges futures. Par contre, si des acomptes ont été payés, deux postes séparés devront figurer à l'inventaire et au bilan: le premier « construction, acomptes versés sur travaux »; le second « construction, solde de la valeur

provisoire des travaux », ce dernier poste ayant également, pour contrepartie au passif, une provision pour charges futures.

f) L'état complet de l'inventaire requiert également que les travaux, faits par l'entreprise pour son propre compte, soient portés à l'actif du bilan. L'avant-projet du Groupe de travail mentionne indirectement cette obligation, en proposant de faire figurer dans le compte de pertes et profits, dans les produits, une rubrique séparée intitulée « les autres travaux effectués par l'entreprise pour elle-même et portés à l'actif »¹.

g) Sans rompre la limite que nous nous sommes fixée au sujet des réserves latentes, nous pensons devoir évoquer ici le problème de leur constitution par la non-consignation dans l'inventaire d'un actif ou par l'inscription d'une dette fictive.

La seconde Commission d'experts dite d'Axenstein, lors de l'examen de l'avant-projet Huber de 1917, s'est limitée à autoriser l'administration à constituer des réserves latentes en portant au bilan des postes de l'actif pour une valeur inférieure à la valeur au jour du bilan². L'Association suisse des experts-comptables, dans son rapport du 1^{er} juillet 1921, demande que la loi soit rédigée de manière à éviter toute interprétation en faveur de l'inscription de créanciers fictifs, ce qui, pour elle, ne serait qu'un faux bilan³. La Grande Commission d'experts approuve, à son tour, une proposition Weyermann de limiter la constitution des réserves latentes par la sous-évaluation des actifs seulement⁴. Cette proposition est ignorée par le Conseil fédéral dans son message du 21 février 1928.

Comme le remarque le Tribunal fédéral dans le seul arrêt qu'il a prononcé au sujet des réserves latentes⁵, la doctrine suisse est partagée:

Bürgi, qui semble primitivement⁶ admettre la possibilité de constituer des réserves latentes par l'inscription incomplète des marchandises existantes — ou « unvollständige Aufnahme der vorhandenen Lagerbestände » — ou par l'inscription de dettes fictives, est beaucoup plus restrictif dans son commentaire du Code des obligations⁷. Il ne s'oppose pas à la pratique d'inscrire au passif du bilan un poste dénommé « créanciers divers » qui aurait en réalité la nature d'un poste de provision que l'on peut majorer ou diminuer « discrètement ».

¹ Avant-projet du Groupe de travail *op. cit.* 1975, art. 663 lettre A ch. 3.

² Voir pages 132 et 133 ci-dessus.

³ Voir page 142 ci-dessus.

⁴ Voir page 148 ci-dessus.

⁵ ATF 82 II 216 dans la cause M. et N. c/la société X. du 19 mars 1956 – JdT 1957 I 124 – SJ 1957, p. 49 ss.

⁶ Wolfhart BÜRGI *op. cit.* 1949, p. 32.

⁷ Wolfhart BÜRGI *op. cit.* 1957, p. 43 note 67 et p. 44 note 68.

Schucany, dans son commentaire du droit suisse de la société anonyme¹, adopte le point de vue selon lequel les réserves latentes peuvent être créées par l'omission complète d'actifs — ou « durch gänzliches Weglassen von Aktiven » —² ou par l'incorporation de créanciers fictifs.

Seul Edouard Folliet³ prend nettement position contre les procédés qui consistent dans l'omission volontaire d'un compte actif ou dans l'inscription au passif de comptes fictifs qui aboutissent à un bilan qu'il qualifie de « faux bilan ».

Avec Hirsch⁴, nous ne pouvons que regretter que le Tribunal fédéral n'ait pas profité de l'occasion qui lui était offerte pour se prononcer sur la question dont l'importance est considérable quant à la sécurité du droit du bilan.

Quant à nous, nous approuvons entièrement la position d'Edouard Folliet qui est la seule concevable du point de vue de l'expertise comptable. Pour le démontrer, prenons l'exemple d'un bilan dans lequel l'actif ne peut faire l'objet d'une sous-évaluation :

Bilan sans réserves latentes

Caisse	350 000.—	Capital social	50 000.—
		Réserves	300 000.—
	350 000.—		350 000.—

Bilan avec réserves latentes créées par l'omission d'actifs

Caisse	50 000.—	Capital social	50 000.—
	50 000.—		50 000.—

Bilan avec réserves latentes créées par l'inscription de dettes fictives

Caisse	350 000.—	Capital social	50 000.—
		Créanciers	300 000.—
	350 000.—		350 000.—

A notre sens, le principe de l'état complet de l'inventaire, qui est fondamental⁵, *interdit absolument la non-comptabilisation volontaire d'un actif*⁶ ou

¹ E. SCHUCANY « Kommentar zum schweizerischen Aktienrecht. Schweizerisches Obligationenrecht, 26. und 27. Titel. Die Aktiengesellschaft und Kommanditgesellschaft unter Hinweis auf die Gerichts- und Verwaltungspraxis für den praktischen Gebrauch » — 1960 art. 663 note 2, p. 83.

² Sous réserve des objets importants qui doivent être au moins indiqués pour mémoire.

³ Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 342 et 343.

⁴ Alain HIRSCH *op. cit.* 1975, p. 140 et 141.

⁵ Principe qui est également applicable à la société anonyme (ou aux sociétés régies par le même droit) en vertu de l'art. 662 al. 2 CO.

⁶ A l'exception, comme nous l'avons vu, des actifs dont la valeur est insignifiante.

*l'inscription d'une dette fictive*¹. Il est incontestable qu'un faux bilan résulte de ces procédés. Or, nulle part, les travaux préparatoires — lors de la revision des titres 24 à 33 CO — laissent percer l'intention du législateur d'accepter l'établissement d'un faux bilan pour permettre la constitution de réserves latentes. Enfin, la création de réserves latentes, autres que celles provenant d'une sous-évaluation des éléments de l'actif, autorisée par l'art. 663 al. 2 CO, ne peut concerner, à notre avis, que les postes passifs susceptibles de faire eux-mêmes l'objet d'une évaluation. Ce sont notamment les postes de régularisation de l'actif tels que les fonds d'amortissements ou de renouvellement, ainsi que les provisions pour risque de perte ou pour charges futures. Nous sommes à nouveau conscient que notre opinion s'oppose à la pratique d'un grand nombre d'entreprises en Suisse, dont le bilan mentionne des postes créanciers ou des postes de provisions totalement fictifs. Nous affirmons que ces procédés sont illicites; ils violent le principe de l'état complet du bilan posé par l'art. 959 CO. Ils ne sont pas admis par une autorisation légale de constituer des réserves latentes.

* * *

L'inscription dans l'inventaire complet des valeurs actives immobilisées incorporelles pose la question de leur capacité à être inventoriées — ou « Aktivierungsfähigkeit » selon la doctrine de langue allemande —. Nous écartons ici les valeurs fictives ou non-valeurs, telles que les frais d'organisation ou d'établissement figurant provisoirement à l'actif d'un bilan, qui, de par leur nature, ne peuvent être prises en considération dans un inventaire.

Nous pensons, par contre, aux valeurs actives qui, tout en n'ayant pas une valeur intrinsèque, représentent une valeur certaine pour l'entreprise telles que les brevets acquis de tiers ou développés dans l'entreprise, les marques, les dessins, les modèles, les secrets de fabrication, les formules pharmaceutiques, le « know-how » ou tours de main, les droits d'édition, une concession, la clientèle (goodwill), un fonds de commerce, etc.

Pour certaines valeurs actives incorporelles, leur existence même ne peut être vérifiée au moment d'établir le bilan mais doit être objectivement appréciée. Selon les bases de la notion de sincérité, cette appréciation doit être fondée sur des faits passés ou présents, voire sur des événements prévisibles ou probables. L'existence de secrets de fabrication ou de formules pharmaceutiques, par exemple, peut résulter de contrats conclus antérieurement lors de leur acquisition, de leur mise au point consignée dans des documents confidentiels, de leur utilisation effective par l'entreprise et de l'évolution des ventes des produits fabriqués au moyen de ces secrets ou de ces formules. Les mêmes critères d'appréciation peuvent être pris en considération pour le « know-how » ou tours de main provenant de l'expérience acquise au cours de la fabrication d'un produit.

¹ Dans le même sens: Max STAEHELIN « Die Reserven der Aktiengesellschaft » dans Zeitschrift für Schweizerisches Recht ZSR 1939, p. 129 ss.

Pour la clientèle ou pour un fonds de commerce, l'existence de ces valeurs doit s'apprécier par rapport à un ensemble de faits liés au genre d'activité de l'entreprise et à son développement commercial. Dans une petite ou moyenne entreprise, il importe en particulier d'examiner dans quelle mesure l'existence de ces valeurs n'est pas directement dépendante d'une personne physique et de la confiance que lui portent personnellement les clients. La disparition de cette personne peut entraîner celle de ces valeurs. Dans un commerce de diamant en gros, par exemple, les connaissances et l'expérience du diamantaire et la confiance que l'on peut avoir en lui jouent un rôle déterminant dans l'exploitation de l'entreprise.

La capacité à être inventoriées des valeurs incorporelles était déjà reconnue en France au début du XIX^e siècle dans les instructions de Sa Majesté relatives à l'autorisation accordée aux sociétés anonymes fondées sur l'exploitation d'un brevet d'invention ou d'un secret, ou à celles qui ont pour objet le talent d'un artiste ¹. Cette capacité dépend de plusieurs conditions préalables et nécessaires. Selon la doctrine dominante ², ces conditions sont remplies lorsqu'une dépense a été faite pour leur acquisition, lorsque ces valeurs peuvent être l'objet de transactions juridiques en vertu du pouvoir d'en disposer, lorsque l'entreprise peut en attendre une utilisation prochaine et un rendement.

Pour les valeurs incorporelles créées par l'entreprise, le législateur suisse a admis, lors de la revision des titres 24 à 33 CO, leur capacité à être inventoriées pour autant qu'elles aient une « valeur effective » (art. 665 al. 2 CO). Le rapport Hoffmann de 1923 ³ le déclare explicitement en ces termes : « On a proposé de ne porter à l'actif les biens immatériels que s'ils ont été acquis de tierces personnes et non pas s'ils ont été créés par l'entreprise elle-même. Nous ne pouvons nous rallier à cette idée. Une invention, faite dans l'entreprise et qui a été brevetée, n'a pas moins de valeur que si elle avait été achetée ».

Dans sa proposition de quatrième directive sur les comptes annuels des sociétés de capitaux, la CEE prévoit la possibilité de porter à l'actif du bilan les concessions, brevets, licences, marques ainsi que les droits et valeurs similaires créés par l'entreprise elle-même. Elle prescrit toutefois que ces valeurs doivent figurer séparément de celles qui ont été acquises à titre onéreux ⁴.

¹ Voir page 46 ci-dessus.

² Voir notamment à ce sujet :

- Hermann STAUB « Kommentar zum Handelsgesetzbuch » Band I – 1900, p. 193 ss.
- Willy DOBER *op. cit.* 1965, p. 168 et 169;
- Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC) – Résultats de travail des premières journées d'études de l'UEC du 8 au 11 novembre 1966 à Baden-Baden – 1967, p. 98 ss.;
- Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 53 ss.;
- BLUMER/GRAF *op. cit.* 1971, p. 90.

³ Deuxième rapport sur la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obligations soumis au Département fédéral de Justice et Police en décembre 1923, p. 53.

⁴ Proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* novembre 1971 art. 8 et 9, p. 7 et 10.

La doctrine est partagée au sujet de l'évaluation des valeurs incorporelles créées par l'entreprise, question que nous examinerons à propos de la valorisation de certains éléments de l'actif ¹.

* * *

L'état complet de l'inventaire peut-il être différent selon la nature et le but du bilan ?

La réponse nous paraît négative pour toutes les valeurs actives immobilisées (corporelles et incorporelles) et mobilisées. Quel que soit le but du bilan, la totalité de ces valeurs doit y figurer; seule leur évaluation pourra éventuellement être modifiée.

Par contre, le contenu de l'inventaire peut être différent au niveau des engagements selon la nature et le but du bilan. Dans un bilan d'exploitation ou de fusion, par exemple, les postes passifs sont inventoriés dans l'idée que l'entreprise continue son activité et exécute les contrats en cours. Si cette activité doit cesser par suite de liquidation ou de faillite, certaines indemnités à payer devront être inventoriées dans un bilan d'entrée en liquidation ou de faillite. Nous pensons, par exemple, aux indemnités dues pour résiliation anticipée d'un contrat de travail, d'un contrat de bail à loyer ou de leasing, ou encore d'un contrat de mandat. Ces indemnités apparaîtront au passif, soit dans des comptes créanciers, soit sous la forme de provisions pour charges futures.

* * *

La relation entre l'état complet de l'inventaire et l'état complet du bilan doit être examinée en regard de la nature spécifique de ces deux documents :

- **l'inventaire**, relevé détaillé de tous les éléments du patrimoine en quantité et en valeurs;
- **le bilan**, tableau récapitulatif des mêmes éléments classés de façon résumée et abrégée dans deux colonnes qui balancent.

L'inventaire n'est pas soumis à des conditions de forme; il suffit qu'il soit établi de manière lisible et ordonnée. Plusieurs éléments du patrimoine qui apparaissent séparément à l'inventaire peuvent figurer regroupés dans le bilan en un seul poste pour autant qu'ils soient de même nature. Prenons l'exemple d'une société industrielle qui est propriétaire de cinq petits immeubles locatifs occupés par les travailleurs. Dans l'inventaire, chaque immeuble sera décrit séparément et de façon détaillée (lieu de situation, état locatif, prix d'acquisition, valeur fiscale, gérance, etc.). Dans le bilan, ces cinq immeubles pourront apparaître dans un seul poste intitulé simplement « Immeubles à l'usage du personnel ».

¹ Voir pages 454 ss. ci-après.

La concordance formelle entre l'inventaire et le bilan n'est donc pas exigée. Par contre, pour être sincère, le bilan doit — condition essentielle — concorder avec les résultats de l'inventaire en quantité et en valeur¹. Si l'inventaire n'est pas complet, le bilan annuel ne peut l'être non plus. Contrairement à l'avis de His², il y a similitude totale entre l'intégralité — ou « Vollständigkeit » — de l'inventaire et celle du bilan puisqu'ils contiennent tous les deux les mêmes éléments de fortune en quantité et en valeur³. *En conséquence, le principe de l'état complet du bilan exige la concordance matérielle absolue en quantité et valeur entre l'inventaire et le bilan.*

La possibilité de créer des réserves latentes ne compromet nullement cette concordance. En effet, si de telles réserves sont constituées par une sous-évaluation d'actifs, elles doivent d'abord apparaître dans l'inventaire sous la forme d'une valeur réduite de ces actifs. Si ces réserves latentes sont créées directement dans le bilan, les valeurs de l'inventaire doivent sans autre être modifiées, puisque le bilan en est le résumé en quantité et en valeur.

Ajoutons, enfin, que le secret des affaires ne saurait être mis en péril par la relation étroite qui doit exister entre l'état complet de l'inventaire et le bilan. L'inventaire est un document interne, de nature confidentielle. Il ne peut être consulté, en principe, que par les personnes chargées de la gestion de l'entreprise et l'organe de contrôle dans les sociétés de capitaux. Cet état complet de l'inventaire est reproduit dans le bilan de façon résumée et abrégée; il en résulte, comme nous l'avons déjà constaté, une protection naturelle du secret des affaires.

* * *

En résumé, l'état complet du bilan exige que « chaque élément du patrimoine soit pris en considération sans omission, sans duplication ou insertion d'éléments fictifs et soit désigné selon ses caractéristiques quantitatives et qualitatives »⁴.

On peut encore exprimer ce principe sous la forme négative suivante: *un bilan est complet pour autant qu'il n'y ait pas, d'une part, absence anormale d'actifs ou présence anormale de passifs*⁵, *d'autre part, présence anormale d'actifs*⁶ *ou absence anormale de passifs.*

* * *

¹ Hermann REHM *op. cit.* 1903, p. 56.

² Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 399.

³ Dans le même sens:

— Jean de SENARCLENS *op. cit.* 1943, p. 259.

— Ernst BOSSARD *op. cit.* 1974.

⁴ Arrêt du Tribunal de Milan du 11 février 1971 (cité par Piero LOCATELLI « Il Bilancio di esercizio delle società per azioni nelle recenti sentenze del tribunale di Milano » — 1972, p. 88).

⁵ « Quand l'administration inscrit dans l'état des dettes une obligation qu'elle sait fictive ou dont elle connaît l'inexistence ou l'extinction manifeste » — ATF 92 II 247 dans la cause Besse c/Matières minérales S.A. du 21 juin 1966 (arrêt en langue française).

⁶ « L'actif ne devra comprendre ni des éléments qui n'ont pas à y figurer, ni des valeurs qui n'existent plus » Houpin/Bosvieux 1919 (voir page 124 ci-dessus).

Signalons, pour terminer, la déclaration d'intégralité du bilan proposée par le manuel suisse de revision comptable ¹ lors de la revision des comptes d'une société anonyme. Cette déclaration est signée par l'administration et remise aux vérificateurs des comptes. Elle a pour objet de certifier notamment :

- que tous les faits à comptabiliser ont été enregistrés dans les livres;
- que l'intégralité des actifs, compte tenu des pertes de valeur connues ou estimées, ont été indiqués au bilan;
- que les engagements — y compris les engagements conditionnels et les provisions nécessaires pour tous les risques prévisibles — figurent au bilan dans leur intégralité.

* * *

¹ Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 4.13, p. 11.

C. LES ENGAGEMENTS HORS COMPTABILITÉ

SOMMAIRE

	Pages
L'obligation pour toutes les entreprises d'indiquer au bilan les engagements non révélés par la comptabilité.	365
Les engagements éventuels et les engagements futurs	366
Les notes « hors bilan »	368
Les événements survenus après la date de clôture mais avant l'établissement du bilan	368
La forme dans laquelle les engagements conditionnels et futurs doivent être indiqués au bilan ou en annexe	369

Pour être complet, un bilan doit mentionner les engagements qui ne peuvent ressortir de la comptabilité. Nous avons constaté que celle-ci n'enregistre, sous sa forme numérique, que des mouvements de valeur; elle est donc inapte à faire apparaître dans le bilan lui-même, sur le plan des engagements, autre chose que des créances et des dettes.

* * *

En Suisse, l'idée de mentionner, dans le bilan ou en annexe, certains engagements qui ne sont pas inclus dans la comptabilité n'a pas été formulée dans le CO de 1881; elle est apparue seulement au cours de la revision des titres 24 à 33 dans l'avant-projet Huber de 1917 (art. 663) sous l'expression « *stumme Verpflichtungen* » — ou « engagements non révélés » —. Le rapport Huber de 1919 développe cette idée en ces termes: « Si le bilan ne peut pas prétendre donner une image complète de l'état des affaires, il doit au moins ne passer sous silence aucun engagement, d'où l'importance de faire figurer les pertes futures éventuelles dans une annexe au bilan »¹.

Le seul texte légal du Code des obligations relatif à ces engagements est l'art. 670 al. 1 qui fait partie des dispositions spéciales sur le bilan, applicables aux sociétés anonymes (ou aux sociétés régies par le même droit). Cet article prescrit que les cautionnements et autres garanties, de même que les constitutions de gage en faveur de tiers, seront indiqués au bilan ou en annexe par une somme globale pour chaque catégorie. Deux questions se posent:

- l'obligation d'indiquer ces engagements est-elle également imposée aux entreprises qui ne sont pas soumises au droit de la société anonyme?
- les engagements à indiquer doivent-ils se limiter aux cautionnements, aux autres garanties et aux constitutions de gage en faveur de tiers?

* * *

¹ Voir page 139 ci-dessus.

Le principe de sincérité posé par le législateur à l'art. 959 CO exige la concordance entre le bilan et les faits, les uns vérifiables, les autres devant être objectivement appréciés. Les cautionnements, les autres garanties et les constitutions de gage sont des faits de nature juridique. En vertu du principe de sincérité, en particulier de l'état complet du bilan, ces faits doivent apparaître d'une façon ou d'une autre. Par conséquent, l'obligation d'indiquer au bilan les engagements non révélés par la comptabilité ne concerne pas seulement les sociétés anonymes (ou les sociétés régies par le même droit), mais toutes les entreprises soumises aux dispositions générales sur la comptabilité commerciale.

* * *

Les faits de nature juridique, dont la concordance avec le bilan est requise par l'art. 959 CO, ne comprennent pas uniquement les actes juridiques qui ont été enregistrés dans la comptabilité; ils embrassent également les actes juridiques formés ou conclus avant la date de clôture, non enregistrés dans la comptabilité, dont l'exécution future ou éventuelle pourra ou pourrait modifier le montant ou la consistance du patrimoine de l'entreprise. Ce sont non seulement des actes juridiques d'où peuvent résulter des engagements éventuels; ce sont aussi des actes juridiques dont découlent des engagements futurs relativement importants pour l'entreprise¹.

En conséquence, en vertu de l'art. 959 CO, les engagements hors comptabilité, à indiquer dans le bilan ou en annexe, ne se limitent pas, pour la société anonyme en particulier, à ceux énumérés dans l'art. 670 al. 1 CO.

Comme **engagements éventuels**, mentionnons:

- les cautionnements donnés ou reçus, simples ou solidaires;
- les engagements de change, en particulier les avals donnés ou reçus, le montant global des effets de commerce escomptés en circulation et les chèques remis à l'encaissement;
- les gages constitués en faveur de tiers, tels qu'hypothèques ou nantissement de marchandises ou de titres;
- la valeur des actifs sur lesquels il existe une réserve de propriété en faveur de tiers;
- les litiges ou procès en cours importants.

Dans certains cas exceptionnels, les garanties de qualité données par l'entreprise peuvent représenter un engagement éventuel dépassant le risque normal de son exploitation.

¹ Voir à ce sujet:

- Richard PASSOW « Die Bilanzen der privaten und öffentlichen Unternehmungen » - Bd I 1921, p. 274 ss;
- Jacques de STAERCKE *op. cit.* 1974, p. 231 ss.

Quant aux **engagements futurs**, nous signalerons d'abord ceux qui nous paraissent de « lege lata » devoir être indiqués en annexe du bilan :

- les marchés à terme conclus par l'entreprise tels que les contrats d'approvisionnement s'échelonnant parfois sur plusieurs années, les opérations de change ou de bourse à terme comprenant l'engagement de livrer au jour de la liquidation une certaine quantité de devises ou de titres. Ces engagements sont estimés au montant net restant à payer en application du contrat. Leur indication est primordiale lorsque les prix du marché ou les cours ont baissé après la date de clôture du bilan;
- l'acceptation de commandes fermes qui accroissent de façon exceptionnelle les obligations de l'entreprise;
- la conclusion, en qualité de maître de l'ouvrage, d'un contrat d'entreprise pour des travaux très importants;
- les sommes à verser sur l'octroi d'un prêt ou sur l'acquisition d'une immobilisation lorsque les liquidités de l'entreprise peuvent être compromises par cet engagement;
- le montant des marchandises reçues en consignment, que l'entreprise s'est engagée, soit à restituer, soit à payer, avec mention de leur valeur d'assurance;
- les opérations traitées à titre fiduciaire par l'entreprise telles que les dépôts bancaires effectués en son nom mais pour le compte du fiduciaire et aux profits et risques de ce dernier;
- les frais de déménagement d'une entreprise qui occupera ses nouveaux locaux au début de l'exercice suivant et les charges exceptionnelles qui en résulteront;
- les obligations provenant de la souscription d'actions non entièrement libérées dans le cas où seuls les versements déjà effectués ont été comptabilisés.

Il serait, ensuite, souhaitable, bien que cela ne soit pas une obligation légale, qu'une entreprise mentionne également en annexe de son bilan :

- les engagements découlant d'un contrat de bail à long terme, sa durée et le loyer annuel;
- les engagements découlant d'un contrat de leasing (crédit-bail ou location-financement) — la totalité des versements à effectuer sur toute la durée du contrat et la valeur du bien pris en leasing compte tenu des amortissements.

Etant donné la possibilité de constituer des réserves latentes, nous estimons qu'il n'y a pas obligation en Suisse de faire apparaître les engagements futurs

dont bénéficiera l'entreprise, cela contrairement aux procédés appliqués à l'étranger¹.

Parmi les engagements hors comptabilité, les engagements futurs sont, en pratique, beaucoup plus importants que les engagements éventuels. Leur connaissance est indispensable pour se rendre compte aussi exactement que possible de la situation économique de l'entreprise. Il est étonnant, dans ces conditions, de constater que le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes énumère, dans les indications complémentaires, que le bilan doit indiquer, dans une note spéciale, les engagements éventuels exclusivement². Il ne fait aucune allusion aux engagements futurs qui ne sont pas révélés par le bilan. A notre sens, il s'agit d'une grave lacune. Une rubrique spéciale devrait être réservée aux engagements futurs qui peuvent modifier de façon substantielle le montant ou la consistance du patrimoine de l'entreprise.

* * *

Les engagements hors comptabilité doivent être indiqués, soit au bilan, soit en annexe.

Seuls certains engagements éventuels peuvent figurer dans le bilan; ce sont notamment les effets de commerce escomptés en circulation, les chèques remis à l'encaissement, les gages constitués en faveur de tiers, la valeur des actifs sur lesquels il existe une réserve de propriété en faveur de tiers. Pour les autres engagements éventuels, ils ne peuvent être indiqués qu'en annexe du bilan. Il s'agit ici des **notes « hors bilan »**. Elles sont parties intégrantes du bilan au même titre que le compte d'exploitation ou de pertes et profits; elles sont de ce fait soumises aux principes qui lui sont applicables. Ces notes doivent, en particulier, respecter le principe de sincérité, c'est-à-dire être en harmonie avec les faits. En outre, puisque l'obligation de mentionner ces engagements hors comptabilité est imposé à toutes les entreprises, et non seulement à celles exploitées sous la forme d'une société anonyme, nous pensons que l'usage des notes « hors bilan » doit être obligatoire pour tous les bilans dressés selon l'art. 959 CO lorsque le bilan lui-même ne fait pas apparaître de tels engagements.

Quant aux engagements futurs, la seule possibilité de les faire apparaître est de les mentionner dans les notes « hors bilan ».

* * *

Dans quelle mesure des événements survenus après la date de clôture, mais avant l'établissement du bilan, doivent-ils ressortir de ce document ?

¹ Voir à ce sujet les Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés – Principes comptables n° 6/1968 sur les engagements hors bilan.

² Avant-projet *op. cit.* 1975 – art. 663 C chiffres 1 et 2.

Précisions d'abord que ces événements sont à distinguer de ceux qui sont postérieurs à la date de clôture, mais liés à des faits existant à ce moment-là et qui sont normalement enregistrés dans la comptabilité¹. En règle générale, les événements survenus après la date de clôture, qui n'ont aucun rapport avec l'exercice terminé, ne sont pas pris en considération pour l'établissement du bilan. Toutefois, parmi ceux-ci, les événements importants et de nature exceptionnelle, qui peuvent avoir une influence considérable sur l'avenir de l'entreprise, ne sauraient être passés sous silence dans un bilan. Nous pensons, en particulier, à des actes juridiques tels que la dénonciation d'un contrat de bail dont dépend toute l'activité de l'entreprise; la conclusion d'un contrat d'entreprise, en qualité de maître de l'ouvrage, pour des travaux de grande importance; la conclusion d'un contrat de leasing pour une installation sur la base de laquelle repose principalement l'exploitation de l'entreprise, ou l'acquisition d'un immeuble représentant une charge particulièrement lourde pour elle. Nous pensons également à d'autres événements qui peuvent être la source de nouvelles charges, tels qu'un incendie ayant détruit une partie importante des locaux commerciaux ou de fabrication.

L'indication, en annexe du bilan, de ces événements importants et exceptionnels nous paraît être, de « lege lata », un aspect de sa sincérité, dont une condition préalable est la bonne foi de son auteur. Par conséquent, il appartiendra à celui-ci d'apprécier les événements survenus après la clôture, dont les conséquences pour l'entreprise ne peuvent être objectivement cachées dans un bilan. Cette obligation nous paraît essentielle puisque le bilan est avant tout un moyen d'information.

De « lege ferenda », nous avons déjà proposé d'inclure dans l'art. 663 CO de l'avant-projet du Groupe de travail une rubrique relative aux engagements futurs antérieurs à la date de clôture; nous préconisons d'y ajouter les engagements futurs résultant d'événements survenus après cette date pour autant que ceux-ci soient importants et de nature exceptionnelle. Rappelons que ces deux obligations découlent déjà, à notre avis, de l'application du principe de sincérité.

* * *

Une dernière question au sujet des engagements hors comptabilité est celle de savoir sous quelle forme ils doivent y apparaître. L'art. 670 al. 1 in fine CO applicable aux sociétés anonymes (ou aux sociétés régies par le même droit) précise que les autres engagements sont indiqués au bilan ou en annexe *par une somme globale pour chaque catégorie*. Cette prescription a été adoptée, révèle le rapport Hoffmann de 1923², à la suite de l'intervention de plusieurs Chambres de commerce et d'Associations professionnelles, afin de respecter le

¹ Karl KÄFER *op. cit.* 1975, p. 168 (voir page 335 ci-dessus).

² Deuxième rapport sur la revision des titres 24 à 33 du Code fédéral des obligations soumis au Département fédéral de justice et police dans le courant du mois de décembre 1923 – p. 60 et 61.

secret des affaires. Ce rapport ajoute que « l'on ne peut exiger que le bilan donne un aperçu exact des risques et des engagements sociaux; que le bilan périodique n'a pas à remplir cette fonction qui est celle du rapport de gestion de la société ». C'est donc à l'administration d'apprécier dans quelle mesure le détail de certains engagements hors comptabilité pourra être révélé sans compromettre le secret des affaires.

Quant aux engagements futurs antérieurs ou postérieurs à la date de clôture, ceux-ci pourront apparaître également en annexe du bilan pour une somme globale en une seule rubrique ou par catégorie d'engagements.

* * *

En résumé, le bilan d'une entreprise astreinte à tenir des livres, quelle que soit sa forme juridique, doit, en application du principe de sincérité, faire ressortir les engagements qui ne sont pas révélés par la comptabilité ou l'inventaire.

* * *

D. LE BILAN DU COMMERÇANT INDIVIDUEL

SOMMAIRE

	Pages
L'importance des raisons individuelles en Suisse	373
L'obligation de comptabiliser la fortune commerciale et non la fortune privée	373
Le régime juridique, sur le plan du droit civil, des biens commerciaux et des biens privés	374
L'obligation de mentionner en annexe du bilan le montant global des engagements privés	376

L'entreprise en raison individuelle est exploitée par une personne physique qui est, seule, à la tête d'une maison (art. 945 al. 1 CO). Lorsque cette entreprise est astreinte à l'inscription au Registre du commerce, cette personne prend la qualité de commerçant individuel.

Avant de formuler certaines observations au sujet du bilan du commerçant individuel, il nous paraît intéressant de situer l'importance en Suisse des raisons individuelles par rapport aux entreprises exploitées sous une autre forme juridique. Selon les données statistiques annexées au rapport intérimaire du Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes, il existait lors du recensement fédéral des entreprises en 1965 ¹ 168 310 entreprises exploitées en raison individuelle inscrites ou non au Registre du commerce sur 211 412 entreprises commerciales et industrielles pour toute la Suisse, ce qui représente 79,61 %.

Selon l'annuaire statistique suisse pour 1975 ² le nombre des raisons individuelles inscrites au Registre du commerce s'élevait à 85 536 sur 232 186 raisons inscrites, compte tenu des collectivités de droit public, des associations, des fondations et des succursales. Le nombre des sociétés anonymes, y compris les sociétés immobilières, les sociétés holding et les sociétés en liquidation ou en faillite non radiées, était à la même époque de 87 226.

Ces chiffres démontrent que les entreprises exploitées en raison individuelle représentent une proportion importante, du moins quant à leur nombre, de toutes les entreprises suisses.

* * *

L'art. 957 CO prescrit que les livres doivent révéler à la fois la situation financière de l'entreprise et l'état des dettes et créances se rattachant à l'exploitation; par conséquent, la loi n'impose pas au commerçant individuel l'obligation d'enregistrer dans sa comptabilité commerciale les éléments de son patri-

¹ Tableau 8 de l'annexe 3 au rapport intérimaire *op. cit.* – Données statistiques relatives à la société anonyme en Suisse.

² Publié par le Bureau fédéral des statistiques – Bâle 1975, p. 409.

moine, en particulier ses créances et ses dettes privées. Sur le plan comptable, la fortune privée du commerçant individuel est nettement séparée de son affaire commerciale. La doctrine française récente parle « d'un véritable patrimoine d'affectation comptable, d'une personnalisation comptable de l'entreprise »¹.

De son côté, l'art. 959 CO contraint le commerçant individuel à dresser un bilan complet. Autrement dit, il doit faire apparaître de façon complète, dans son bilan, la fortune se rattachant à l'exploitation de l'entreprise. Il découle de cette règle que l'attribution des biens à la fortune commerciale n'est pas laissée à l'arbitraire du commerçant, mais doit être appréciée selon des critères objectifs². La situation du commerçant individuel est ici la même que celle résultant, pour lui, des règles du droit fiscal³. Dans ce domaine, selon la jurisprudence du Tribunal fédéral et la doctrine, l'appartenance d'un bien à la fortune commerciale ou à la fortune privée doit être examinée d'après l'ensemble des circonstances. « La question décisive, dit le Tribunal fédéral, est de savoir si le bien a été acquis à des fins commerciales et s'il sert effectivement à l'exploitation, dans quel cas il appartient à la fortune commerciale »⁴.

* * *

Sur le plan du droit civil, les biens commerciaux et les biens privés ne forment, au contraire, qu'une seule entité. La répartition d'un bien dans la fortune commerciale ou dans la fortune privée est inopérante par rapport aux droits des créanciers commerciaux et privés du commerçant. La fortune commerciale sert de couverture aux créanciers privés comme la fortune privée sert de couverture aux créanciers commerciaux. Les créanciers commerciaux n'ont aucun privilège sur les biens de l'entreprise. Un créancier privé peut donc requérir la faillite du commerçant individuel, au même titre qu'un créancier commercial. S'ils sont colloqués dans la même classe, les créanciers commerciaux et privés sont mis sur pied d'égalité dans la répartition des biens commerciaux et privés du failli. *Les dettes privées du commerçant individuel ont, par conséquent, une incidence directe sur la situation financière de son entreprise*⁵.

¹ François GORÉ *op. cit.* 1973, p. 22 et 23.

² A. FREULER *op. cit.* 1949, p. 43 et 44.

³ Voir à ce sujet:

— H. MASSHARDT et F. GENDRE « Commentaire IDN Impôt pour la défense nationale » — 1973, p. 117.

— ATF (non publié) dans la cause Max Banholzer c/Kantonale Rekurskommission Solothurn du 13 novembre 1947.

⁴ ATF 97 I 167 dans la cause Hoirs X. c/Commission vaudoise de recours en matière d'impôt du 29 janvier 1971.

⁵ A notre sens, la situation se présente différemment dans une société de personnes. En effet, dans celle-ci, la fortune sociale constitue, sur le plan du droit civil, une unité, un patrimoine séparé de la fortune privée des associés. Les créanciers privés des associés n'ont aucun droit sur la fortune sociale aussi longtemps que la société n'est pas dissoute et liquidée. Leur seule couverture est la part de liquidation de leur débiteur. Les créanciers de la société ont un privilège absolu sur les biens sociaux en cas de faillite de la société.

Le bilan d'une entreprise exploitée en raison individuelle peut très bien faire apparaître une situation parfaitement saine alors que son propriétaire est obéré sur le plan privé. En voici un exemple :

Bilan de l'entreprise en raison individuelle

Actifs	1 000 000.—	Capital	600 000.—
		Passifs	400 000.—
	1 000 000.—		1 000 000.—

Situation privée

Petit immeuble locatif estimé à Fr. 800 000.— (hypothéqué en I^{er} rang à raison de Fr. 500 000.— et en II^e rang à raison de Fr. 250 000.—).

Divers emprunts contractés auprès de relations privées investis dans l'entreprise par le compte capital — Fr. 300 000.—.

Opérations boursières privées traitées peu de temps avant la date de clôture du bilan et portant sur l'achat et la vente de titres à deux mois de terme: découvert Fr. 200 000.— (dont la moitié est garantie par la caution d'un tiers).

Autres dettes privées: Fr. 50 000.—.

Compte tenu de sa situation financière privée, la fortune nette du commerçant est en réalité la suivante:

Capital commercial	600 000.—
Part non hypothéquée sur l'immeuble	50 000.—
	650 000.—
dont il faut déduire:	
Emprunts privés investis dans l'entreprise	300 000.—
Découvert pour opérations boursières.	200 000.—
Autres dettes privées	50 000.—
	550 000.—
Fortune nette	100 000.—

alors que le bilan fait ressortir un capital de Fr. 600 000.—.

Peut-on dire, dans ces conditions, que le bilan soit complet et permette aux intéressés, notamment aux créanciers commerciaux, de se rendre compte aussi exactement que possible de la situation de l'entreprise ? Nous ne le pensons pas.

* * *

Lors de la revision des titres 24 à 33 CO, le législateur s'est, à plusieurs reprises, préoccupé de la situation privée du commerçant individuel en relation avec la clarté et la sincérité du bilan. « Il faut être renseigné sur la fortune personnelle du titulaire de la raison pour que le bilan soit clair et sincère », déclare le rapport Hoffmann de 1923 ¹. Pour dresser un bilan sincère, affirme avec force le Conseil fédéral ² dans son message de 1928, le commerçant individuel doit tenir une comptabilité exposant sa situation financière personnelle. Quiconque, ajoute le Conseil fédéral, tient une comptabilité commerciale, en négligeant d'inscrire des opérations personnelles, telles que placements de capitaux, spéculations, cautionnements, etc., ne connaît pas l'état exact de sa situation financière. Les Chambres fédérales ont, en revanche, renoncé à exiger que le commerçant tienne une comptabilité de sa fortune privée ou fasse apparaître dans le bilan commercial sous la forme d'un poste global le montant de sa fortune nette privée. Un commentaire du CO, qui fait autorité par ses observations claires, simples et précises ³, remarque néanmoins qu'une comptabilité relative à la situation financière de l'entreprise, si soignée ou exacte soit-elle, ne servirait à rien, à moins que ne soient en même temps fournies des indications relatives au patrimoine privé du titulaire, à ses engagements, à ses spéculations, à ses cautionnements, etc. Selon cet auteur, il est nécessaire de déterminer exactement les éléments actifs et passifs du patrimoine « privé » à la fin de chaque exercice, afin de les faire figurer comme un poste au bilan commercial.

Etant donné la décision prise par les Chambres fédérales, il nous paraît impossible, de « lege lata », d'imposer au commerçant individuel l'obligation de faire figurer dans son bilan commercial un poste comprenant les éléments actifs de son patrimoine « privé », autrement dit, ses biens privés, tels qu'immeubles, mobilier, tableaux, collection d'objets d'art, bijoux, voitures, bateaux, etc. Par contre, en vertu du principe de sincérité posé par l'art. 959 CO et de la concordance avec les faits de nature juridique qui en découle, nous estimons que les dettes privées du commerçant individuel, qui ont toutes une influence directe sur la situation financière de son entreprise, ne peuvent pas ne pas être révélées aux « intéressés », au moins en annexe du bilan. Ce point de vue n'est pas en contradiction avec la position des Chambres fédérales. Leur seule intention a été d'épargner au commerçant individuel l'obligation d'enregistrer ses biens et ses dettes privées dans la comptabilité commerciale et de faire apparaître, dans le bilan de l'entreprise, un poste comprenant le montant de la fortune nette privée.

Par ailleurs, l'indication d'une somme globale, en annexe du bilan, sans aucune mention du détail des engagements privés, de leur nature ou de leur durée, nous semble indispensable afin de respecter la sphère privée et interne du commerçant, qui est protégée par l'art. 28 al. 1 CCS.

¹ Voir page 145 ci-dessus.

² Voir page 153 ci-dessus.

³ Théo GUHL *op. cit.* 1947, p. 591.

En conséquence, *pour être complet, le bilan du commerçant individuel doit mentionner en annexe, sous la forme d'une note hors bilan, le montant global de ses engagements privés*¹.

Dans notre exemple, la note hors bilan devrait être rédigée en ces termes : « engagements privés Fr. 1 300 000.— » en précisant éventuellement « dont Fr. 750 000.— sous la forme de dettes hypothécaires ».

Relevons, enfin, que la pratique comptable ignore actuellement cette obligation légale.

* * *

¹ Dans le même sens :

— G. BEELER *op. cit.* 1942, p. 32.

— Max STAEHELIN *op. cit.* 1937, p. 73 et 74.

E. LA COMPENSATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS

SOMMAIRE

	Pages
L'interdiction de la compensation	381
Les exceptions découlant de la loi	382
Les exceptions admises par la pratique des milieux professionnels de la comptabilité	383
L'interdiction de la compensation dans le cas d'une succursale	384

A propos de la présentation du bilan, nous avons évoqué l'interdiction de la compensation formelle ¹, procédé qui consiste, en partant de la balance finale de clôture, à faire disparaître ou à réduire certains postes par leur simple présentation au bilan. La compensation peut également provenir d'écritures comptables passées avant la balance finale de clôture afin de réduire le solde de certains comptes, voire de les enlever de la comptabilité et du bilan. Il s'agit alors de la compensation matérielle.

Sous réserve de quelques exceptions, *l'état complet du bilan interdit la compensation des actifs et des passifs, que celle-ci soit formelle ou matérielle*. « La compensation des postes de l'actif et du passif n'est pas autorisée » déclare le manuel suisse de revision comptable ². En d'autres termes, le bilan doit être établi selon le principe de la valeur brute. Les soldes des comptes actifs et des comptes passifs doivent être répartis dans le bilan tels qu'ils ressortent du grand livre, sans aucune écriture qui aurait pour effet de les diminuer ou de les supprimer.

Voici quelques exemples de compensations interdites. Partons d'une balance de vérification dans laquelle nous avons groupé, pour simplifier, les comptes de charges :

Balance de vérification

Disponibilités	30 000.—	
Marchandises	500 000.—	
Clients	400 000.—	
Effets à recevoir	40 000.—	
Fournisseurs		250 000.—
Effets à payer		130 000.—
Banques		300 000.—
Immobilisations	800 000.—	
Actifs transitoires	50 000.—	
	à reporter	680 000.—
	1 820 000.—	

¹ Voir page 272 ci-dessus.

² Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 4.121, p. 7.

	Report :	1 820 000.—	680 000.—
Passifs anticipés			20 000.—
Achats	800 000.—		
Ventes			1 700 000.—
Autres produits			60 000.—
Comptes de charges	450 000.—		
Actionnaires.	100 000.—		
Capital social			450 000.—
Réserve légale			50 000.—
Autres réserves			100 000.—
Pertes et profits reportés			110 000.—
		<u>3 170 000.—</u>	<u>3 170 000.—</u>

- compensation des disponibilités (30 000.—) avec les banques, les engagements envers celles-ci étant ramenés à Fr. 270 000.—;
- compensation des fournisseurs (250 000.—) par les clients, qui a pour effet de supprimer les premiers et de réduire les seconds à Fr. 150 000.—;
- compensation des effets à recevoir (40 000.—) avec les effets à payer, diminuant d'autant les engagements de change;
- compensation des passifs anticipés (20 000.—) avec les actifs transitoires, dont le résultat est d'absorber un passif de Fr. 20 000.—;
- compensation du compte actionnaires (100 000.—) par le capital social sans que ce dernier ait été réduit légalement.

Il est évident que ces compensations sont en contradiction avec l'exigence de la concordance entre les postes du bilan et les faits. La sincérité du bilan requiert, par conséquent, leur prohibition absolue.

* * *

Les exceptions, où la compensation est autorisée, proviennent de la loi.

La première exception est la **compensation** définie par l'art. 120 al. 1 CO: « Lorsque deux personnes sont débitrices l'une envers l'autre de sommes d'argent ou d'autres prestations de même espèce, chacune des parties peut compenser sa dette avec sa créance, si les deux dettes sont exigibles ».

Dans une vente de marchandises à un fournisseur créancier, par exemple, le paiement du prix a lieu par compensation selon l'écriture:

Fournisseurs A à Clients A

Il en est de même pour un achat de marchandises à un client débiteur par l'écriture:

Fournisseurs B à Clients B

Autre exemple: Les actionnaires compensent le solde non libéré du capital social avec un dividende équivalent provenant d'une répartition des réserves de la société par l'écriture:

Dividende à Actionnaires

La seconde exception légale résulte de la **confusion** dont l'effet est d'éteindre l'obligation lorsque les qualités de créancier et de débiteur se trouvent réunies dans la même personne (art. 118 al. 1 CO):

Un actionnaire débiteur pour solde non versé hérite de la créance d'un fournisseur contre la société. La compensation comptable se traduit par l'écriture:

Fournisseur C à Actionnaire C

En cas de fusion de deux sociétés anonymes, la société absorbée peut être créancière de l'autre pour livraison de marchandises. En tel cas, la confusion sera enregistrée dans la comptabilité de la société absorbante sous la forme d'une écriture de compensation entre la créance de la société absorbée et la dette de la société absorbante.

* * *

Signalons que les milieux professionnels de la comptabilité¹ admettent, à titre exceptionnel, la compensation dans les cas suivants:

- lors de la déduction directe de provisions sur des valeurs mobilisées telles que marchandises ou débiteurs;
- lors de la comptabilisation d'amortissements directs de valeurs immobilisées corporelles ou incorporelles;
- lorsque des soldes débiteurs et créditeurs (positions alternantes, soldes rouges) sont relativement insignifiants et ne subsistent que pour une courte durée.

Nous pensons que ces exceptions ne sont pas conformes, de « lege lata », au principe de l'état complet du bilan. Toutefois, la déduction directe de provisions sur marchandises et travaux en cours nous paraît être licite étant donné le droit de constituer des réserves latentes par la réduction de leur valeur d'inventaire². Il en est de même pour la compensation des soldes débiteurs et créditeurs en raison de la règle de la non-comptabilisation d'opérations relativement insignifiantes, qui nous semble applicable par analogie.

* * *

De « lege ferenda », l'avant-projet du Groupe de travail interdit: « toute compensation entre les postes de l'actif et du passif sauf si la loi l'autorise expressément »³.

* * *

¹ Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 4.12, p. 7.

² Voir page 415 ci-après.

³ Art. 662 al. 3 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

L'interdiction de la compensation des actifs et des passifs se manifeste, enfin, dans le cas du bilan d'une entreprise ayant une ou plusieurs succursales.

En vertu des art. 936 et 957 CO, une succursale a l'obligation de tenir une comptabilité séparée de celle de l'établissement principal. Toutefois, ce dernier doit enregistrer dans sa propre comptabilité celle de la succursale. « La solution logique consiste à introduire dans le bilan du siège le bilan d'entrée de la succursale puis le mouvement de l'exercice pour arriver au bilan de sortie global de la société »¹. Cette obligation de consolidation du bilan du siège et de celui de la succursale découle étroitement de la situation juridique. En effet, « une société anonyme, déclare le Tribunal fédéral, répond directement sur tout son actif aussi bien des engagements assumés par la succursale que des engagements assumés par l'établissement principal »². Il en est de même de toute entreprise exploitée sous une autre forme juridique.

Par conséquent, pour être complet, le bilan de l'établissement principal doit faire apparaître séparément les éléments actifs et les éléments passifs de la succursale et non seulement le solde d'un compte débiteur ou créancier de l'établissement principal envers la succursale, selon l'exemple suivant :

<i>Bilan de la succursale</i>			
Actifs	1 000 000.—	Siège	400 000.—
		Passifs	600 000.—
	<u>1 000 000.—</u>		<u>1 000 000.—</u>

<i>Bilan du siège avec compensation interdite</i>			
Actifs siège	3 000 000.—	Capital	2 000 000.—
Créance succursale . .	<u>400 000.—</u>	Passifs siège	<u>1 400 000.—</u>
	<u>3 400 000.—</u>		<u>3 400 000.—</u>

<i>Bilan du siège sans compensation</i>			
Actifs siège	3 000 000.—	Capital	2 000 000.—
Actifs succursale . . .	<u>1 000 000.—</u>	Passifs siège	<u>1 400 000.—</u>
	<u>4 000 000.—</u>	Passifs succursale . .	<u>600 000.—</u>
			<u>4 000 000.—</u>

Il va sans dire que, dans le bilan consolidé du siège et de la succursale, toute créance ou dette réciproque doit être éliminée en vertu de l'art. 118 al. 1 CO.

* * *

¹ Pierre FOLLIET « Bilan annuel et bilan consolidé – Réflexions sur leurs principes fondamentaux » édition spéciale de Lebendiges Aktienrecht. Festgabe für Wolfhart Friedrich Bürgi – 1971, p. 80.

² ATF 63 II 387 dans la cause Banco Aleman Transatlantico c/Schweizerischer Bankverein du 26 octobre 1937 – JdT 1938, p. 265.

Chapitre XIII

L'ÉTAT COMPLET DU COMPTE D'EXPLOITATION

	Pages
A — Les données de base	387
B — L'état complet du compte d'exploitation	393
C — La compensation des charges et des produits	403
D — Les réserves latentes volontaires	411

A. LES DONNÉES DE BASE

SOMMAIRE

	Pages
Le compte d'exploitation du point de vue comptable	390
Le compte de pertes et profits	391
Le compte d'exploitation au sens juridique	391
La comparaison entre ces trois comptes	391
Le compte d'exploitation de l'art. 959 CO	392

En vertu de l'art. 959 CO, les principes à observer pour dresser le bilan — le principe de sincérité en particulier — sont également valables pour le compte d'exploitation. L'adjonction de celui-ci dans le texte légal a été adoptée assez tardivement, au cours des travaux de revision des titres 24 à 33¹. Ce compte d'exploitation est celui qui doit être établi, selon l'art. 958 al. 1 CO, à la fin de chaque exercice annuel. Deux questions se posent à son sujet :

- D'une part, le législateur ne donne aucune définition du compte d'exploitation, ni dans le titre XXXII sur la comptabilité commerciale, ni dans les dispositions spéciales relatives au bilan de la société anonyme. Or, l'expression « compte d'exploitation » a deux significations différentes suivant le point de vue comptable ou le point de vue juridique.
- D'autre part, l'art. 959 CO (comme d'ailleurs les autres articles du titre XXXII) ne mentionne pas le compte de pertes et profits. Faut-il en déduire que les principes à observer pour dresser le bilan ne sont pas applicables au compte de pertes et profits, ou faut-il au contraire assimiler simplement celui-ci au compte d'exploitation, dans l'idée que le législateur a voulu utiliser indifféremment l'une ou l'autre de ces deux expressions ?

Ces deux questions nous amènent. d'abord, à faire une distinction entre :

- le compte d'exploitation du point de vue comptable ;
- le compte de pertes et profits ;
- le compte d'exploitation au sens juridique.

Nous examinerons la signification de ces trois comptes avant de les situer par rapport au compte d'exploitation de l'art. 959 CO.

* * *

¹ En février 1933 par la Commission du Conseil national ; en janvier 1935 par la Commission du Conseil des États.

Voir pages 157 et 160 ci-dessus.

Selon le sens qui lui est habituellement donné en Suisse, le **compte d'exploitation du point de vue comptable** part du chiffre d'affaires et aboutit au bénéfice brut d'exploitation. Il correspond, dans une entreprise commerciale, au compte de marchandises présenté soit horizontalement :

Stock d'entrée	3 500 000.—	Ventes de l'exercice	13 000 000.—
Achats de l'exercice	8 500 000.—	(ou chiffre d'affaires)	
Bénéfice brut	3 500 000.—	Stock de sortie	2 500 000.—
	<u>15 500 000.—</u>		<u>15 500 000.—</u>

soit verticalement, sous forme de liste :

<i>Ventes de l'exercice</i> (ou chiffre d'affaires)	13 000 000.—
Achats de l'exercice	8 500 000.—
Différence entre les stocks d'entrée et de sortie	1 000 000.—
Prix de revient des marchandises vendues	9 500 000.—
Bénéfice brut d'exploitation	<u>3 500 000.—</u>

Dans une entreprise industrielle, le compte d'exploitation mentionne, en plus, les rubriques spécifiques à la fabrication. En voici la présentation sous forme de liste :

<i>Ventes de l'exercice</i> (ou chiffre d'affaires)	13 000 000.—
Achats de l'exercice	5 500 000.—
Salaires de fabrication (main-d'œuvre)	2 500 000.—
Fournitures et frais de fabrication	500 000.—
Différence entre les stocks d'entrée et de sortie	1 000 000.—
Prix de revient des marchandises vendues	9 500 000.—
Bénéfice brut d'exploitation	<u>3 500 000.—</u>

Ce compte d'exploitation peut être complété par les autres produits et les autres charges provenant de l'exploitation normale et courante de l'entreprise au cours d'une période comptable. Il fait apparaître, dans ce cas, le bénéfice net de l'exploitation proprement dite. C'est le compte d'exploitation générale qui est exigé en France par le plan comptable général ¹.

* * *

¹ DALLOZ « Code général des impôts » – Décret n° 65-968 du 28 octobre 1965 – art. 1, p. 1470 remplacé par le décret 71-86 du 6 janvier 1971.

Pierre LAUZEL « Le plan comptable commenté – comptabilité et gestion économique de l'entreprise » – tome I 1970, p. 112.

Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés « La revision – Théorie et pratique du contrôle des comptes » – 1973, p. 8.

Le compte de pertes et profits est établi au moyen de la balance des comptes de produits et de charges tirés du grand livre. Il comprend, en plus du bénéfice brut d'exploitation et en plus des produits et des charges provenant de l'exploitation normale et courante de l'entreprise :

- les charges et produits exceptionnels;
- les charges et produits hors exploitation;
- les impôts sur le bénéfice et la fortune nette investie dans l'entreprise;
- les pertes et bénéfices reportés des exercices précédents.

Il fait ressortir le bénéfice comptable, net et global, réalisé par l'entreprise au cours d'une période comptable.

* * *

Le compte d'exploitation au sens juridique donne le résultat correspondant à la différence entre l'état de la fortune nette de l'entreprise au début de l'exercice annuel et l'état de sa fortune nette à la fin de cet exercice. La comparaison s'effectue sur la base de l'inventaire établi à ces deux moments. Ce compte d'exploitation procure un résultat général; celui-ci correspond à un bénéfice ou à une perte, selon que l'état de la fortune nette de l'entreprise a augmenté ou diminué entre le début et la fin de la période comptable ¹.

* * *

Une comparaison entre ces trois comptes de résultats permet de faire un certain nombre de constatations :

- a) Le compte d'exploitation, au sens juridique, englobe à la fois le compte d'exploitation du point de vue comptable et le compte de pertes et profits. Ces derniers sont, chacun, un cas particulier du compte d'exploitation au sens juridique. Il n'y a aucune opposition entre eux.
- b) La constitution de réserves latentes volontaires, par la sous-évaluation d'actifs ou par la surévaluation de provisions et leur dissolution, ont les mêmes incidences sur le bénéfice de l'exercice dans ces trois comptes de résultats.
- c) Une entreprise peut avoir, du moins en Suisse, plusieurs comptes d'exploitation du point de vue comptable (par département, par succursale, etc.); mais elle n'aura toujours qu'un seul compte de pertes et profits et qu'un seul compte d'exploitation au sens juridique.
- d) Le compte de pertes et profits est une résultante de la méthode comptable des parties doubles; il ne peut être établi au moyen de la comptabilité en partie simple. Par contre, le compte d'exploitation au sens juridique peut

¹ La notion est identique à celle du « bénéfice sur l'état de la fortune » déterminant pour l'impôt fédéral pour la défense nationale.

— H. MASSHARDT/F. GENDRE *op. cit.* 1973, p. 209 note 3 et p. 240 note 4.

— Revue de droit administratif et de droit fiscal 1964, p. 65.

être établi, en utilisant, soit la méthode de la comptabilité en partie simple, soit celle des parties doubles.

- e) En cas de divergence entre le résultat du compte de pertes et profits et celui du compte d'exploitation au sens juridique, divergence due à une surévaluation (comptabilisation d'amortissements insuffisants ou de provisions moins élevées que le risque de perte réel), c'est le compte de pertes et profits qui doit être rectifié extra-comptablement de manière à être mis en harmonie avec le résultat du compte d'exploitation au sens juridique.

* * *

Le compte d'exploitation du point de vue comptable ne procure qu'une partie du résultat global de l'exercice annuel. Il ne peut être, de ce fait, le compte d'exploitation des art. 958 ss CO.

Quant au compte de pertes et profits, c'est intentionnellement que le législateur a renoncé à l'introduire dans les dispositions sur la comptabilité commerciale, lors de la revision des titres 24 à 33. Il a voulu, par cela, éviter d'obliger tous les commerçants, en particulier les petites entreprises exploitées en raison individuelle et les petites sociétés coopératives, de tenir une comptabilité en parties doubles¹. Le législateur n'a donc pas eu l'intention d'utiliser indifféremment les expressions de compte d'exploitation et de compte de pertes et profits². Lorsqu'il a proposé de compléter les dispositions du titre relatif à la comptabilité commerciale par la mention du « compte d'exploitation »³, le Conseiller national Schirmer a affirmé que seul ce compte, dont le résultat concorde avec la différence de l'état de fortune entre le commencement et la fin de l'année, permettait une sécurité dans la technique comptable et la possibilité d'un jugement sur la situation de l'entreprise. En conséquence, le compte d'exploitation de l'art. 959 CO correspond bien à la notion du compte d'exploitation au sens juridique⁴.

* * *

Le compte d'exploitation du point de vue comptable et le compte de pertes et profits entrent dans le concept du compte d'exploitation de l'art. 959 CO. Ils doivent également être établis avec sincérité.

* * *

¹ Protocole de la Grande Commission d'experts 1926, p. 737.

Proposition Schirmer faite à la Commission du Conseil national.

² Cela contrairement à l'avis exprimé par Ernst BOSSARD *op. cit.* 1974.

³ Voir page 160 ci-dessus.

⁴ Dans le même sens:

— Moritz-Rudolf WEYERMANN « Bilanzrecht und Bilanzzweck mit besonderer Berücksichtigung des Schweizerischen Obligationenrechts » – Festgabe Eugen Huber zum Siebzigsten Geburtstage – 1919, p. 114.

— Walter von BALLMOOS « Les réserves latentes de l'entreprise » – thèse Lausanne 1954, p. 56.

— Karl KÄFER « Kontenrahmen für Gewerbe- Industrie und Handelsbetriebe » – 6. Aufl. 1974, p. 97.

B. L'ÉTAT COMPLET DU COMPTE D'EXPLOITATION

SOMMAIRE

	Pages
La notion des résultats comptables	395
L'interdépendance entre, d'une part, l'exactitude de la comptabilité et l'état complet du bilan et, d'autre part, l'intégralité du compte d'exploitation. . .	395
Les charges comptabilisées à l'actif du bilan	396
Les charges proprement dites de l'exercice	397
Les charges à payer	398
Les provisions pour charges futures	398
Les charges payées d'avance	399
Les produits proprement dits de l'exercice	399
Les produits à recevoir	400
Les produits reçus d'avance	400

Le compte d'exploitation est lié à la notion de résultat qui est, selon la définition du dictionnaire Robert « ce que produit une activité consciente ». Sur le plan économique, le résultat est ce que produit l'exploitation d'une entreprise.

Du point de vue comptable, le résultat fait ressortir, au cours d'une période déterminée, soit un bénéfice (excédent des produits sur les charges), soit une perte (excédent des charges sur les produits)¹. Les deux points de repère des résultats comptables d'une entreprise sont l'inventaire de l'état de sa fortune nette au début d'un exercice annuel et l'inventaire de l'état de sa fortune nette à la fin de cet exercice. Si cet état a augmenté entre le début et la fin de l'exercice, l'entreprise a réalisé un bénéfice; si cet état a diminué, elle a subi une perte. L'un des buts fondamentaux de la comptabilité est de mesurer, aussi exactement que possible, l'importance d'un bénéfice ou d'une perte d'exploitation. C'est la conception dynamique du bilan orientée vers le calcul des résultats².

* * *

L'art 959 CO exige l'état complet, non seulement du bilan annuel, mais aussi du compte d'exploitation. Or, sous réserve des comptes d'ordre, l'exactitude de la comptabilité et l'état complet du bilan ont pour corollaire l'intégralité du compte d'exploitation. Cette conséquence s'explique par le fait qu'une augmentation de la valeur totale des actifs ou une diminution de la valeur totale des passifs (ou des deux ensemble) dans le bilan fait apparaître un bénéfice dans le compte d'exploitation. Inversement, une diminution de la valeur

¹ Raison pour laquelle il est plus correct de parler en comptabilité de « résultats » au pluriel.

² Voir à ce sujet:

— E. SCHMALENBACH «Über das allgemeine Bilanzrecht» dans *Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung* 1916-1917.

— E. SCHMALENBACH «Le bilan dynamique» — 1961.

totale des actifs ou une augmentation de la valeur totale des passifs (ou des deux ensemble) dans le bilan correspond à une perte dans le compte d'exploitation. Cette interdépendance entre la comptabilité et le bilan, d'une part, et le compte d'exploitation, d'autre part, se manifeste encore par la constatation que toute somme qui n'est pas comptabilisée au débit d'un compte actif, passif ou de capital, l'est obligatoirement dans un compte de charges ou au débit d'un compte de produits; de même toute somme qui n'est pas comptabilisée au crédit d'un compte actif, passif ou de capital, l'est forcément dans un compte de produits ou au crédit d'un compte de charges.

Au point de vue de la technique comptable, l'état complet du compte d'exploitation pose un problème différent selon que l'on utilise la méthode de la comptabilité en partie simple ou celle des parties doubles :

La comptabilité en partie simple ignore au grand livre les comptes de charges et de produits. L'énumération des dépenses et des recettes, des dettes et des créances liées aux résultats de la période comptable est faite au moyen du dépouillement du livre journal ou des journaux auxiliaires. L'état complet du compte d'exploitation requiert une énumération intégrale de ces éléments de charges et de produits dont le solde doit concorder avec la différence des inventaires établis au début et en fin d'exercice.

Dans la méthode des parties doubles, la contrepartie de chaque dépense et de chaque recette, ayant le caractère d'une charge ou d'un produit, est comptabilisée au cours de l'exercice au débit d'un compte de charges ou au crédit d'un compte de produits. Tel est aussi le cas de la contrepartie de toute dette ou créance ayant le même caractère. L'état complet du compte d'exploitation est donc la suite naturelle de l'enregistrement de l'intégralité des charges et produits de l'entreprise et de l'état complet du bilan. Dans une société anonyme, la somme algébrique de tous les bouclements annuels (bénéfices ou pertes) dès la création de la société correspond, sous déduction des bénéfices répartis, au solde reporté du compte de pertes et profits.

* * *

Certaines charges sont parfois distraites du compte d'exploitation pour être comptabilisées à l'actif du bilan, soit en augmentation de la valeur comptable d'un bien ou d'un droit, soit dans un poste séparé. Mentionnons, par exemple :

- les intérêts intercalaires des fonds qui ont servi au financement de la construction d'un immeuble pendant toute la durée des travaux. Ces intérêts sont portés en augmentation du compte de construction;
- les intérêts d'un prêt utilisé exclusivement pour l'acquisition d'un actif immobilisé ou de biens destinés à la vente. Ces intérêts sont considérés comme un élément du prix de revient;

- les frais de recherche ou d'étude relatifs à des valeurs incorporelles (brevets, modèles, formules pharmaceutiques, etc.) développés dans l'entreprise;
- des frais, dont profitent les exercices ultérieurs, qui ont une certaine valeur de réalisation sur le plan commercial, tels que les frais d'une campagne publicitaire;
- les frais d'organisation d'une société anonyme prévus par l'art. 664 al. 2 CO et qui doivent être amortis sur une période de cinq ans au plus.

La comptabilisation de ces charges à l'actif du bilan est admise par les milieux professionnels de la comptabilité¹; pour les frais d'organisation, cette façon de procéder est même autorisée expressément par la loi. Nous pouvons en déduire que l'absence de ces charges dans le compte d'exploitation ne compromet nullement son état complet.

* * *

*L'état complet du compte d'exploitation pose particulièrement le problème du rattachement des charges et des produits à l'exercice qui les a vu naître en vertu du principe d'annualité*². « Il s'agit d'imputer à chaque exercice tout ce qui lui revient et rien d'autre... La sincérité du bilan dépend en grande partie du respect de ce principe fondamental »³.

Parmi les **charges** que l'on doit ou non imputer à un exercice annuel, il faut distinguer entre :

- les charges proprement dites de l'exercice;
- les charges à payer;
- les provisions pour charges futures;
- les charges payées d'avance.

Les charges proprement dites de l'exercice sont celles que la comptabilité a enregistrées au fur et à mesure de leur apparition du premier au dernier jour de l'exercice annuel. Elles se rapportent directement ou indirectement aux opérations réalisées par l'entreprise pendant cette période. Pour les charges qui ont le caractère d'une dépense, les unes sont payées au cours de l'exercice; les autres, pour autant qu'elles soient exigibles à la date du bilan, ont pour contrepartie un compte créancier.

¹ Voir à ce sujet :

— Edouard FOLLINET *op. cit.* 1969, p. 47 ss.

— Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – Congrès 1969, p. 60.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 620.

³ Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés — Principes comptables n° 9/1969, p. 1.

Dans une entreprise commerciale, ces charges sont constituées par les achats de marchandises destinées à la revente, les frais d'achat et de stockage, les appointements et prestations sociales, les frais généraux concernant les travaux, fournitures et services extérieurs ainsi que les transports et déplacements, les frais généraux de gestion, les frais financiers, les amortissements, les provisions pour dépréciation ou pour risque de perte, les impôts, les charges exceptionnelles ou hors exploitation.

Dans une entreprise industrielle, les charges liées aux opérations de l'entreprise sont plus nombreuses et plus diversifiées. Mentionnons en particulier les achats de matières premières, les achats d'autres matières directement incorporées dans les produits fabriqués, les achats de matières auxiliaires, les frais d'achat et de stockage, les frais de main-d'œuvre, directe ou indirecte, de fabrication, les appointements, les prestations sociales relatives aux frais de main-d'œuvre et aux appointements, les frais généraux identiques à ceux d'une entreprise commerciale, les frais financiers, les amortissements, les provisions pour dépréciation ou pour risque de perte, les impôts, les charges exceptionnelles ou hors exploitation.

Les charges à payer sont celles qui n'ont pas encore été enregistrées dans la comptabilité à la date de clôture d'un exercice. Elles se rapportent néanmoins à celui-ci, mais ne seront payées que dans l'exercice suivant. Elles sont de même nature que les charges proprement dites de l'exercice; elles se distinguent de celles-ci par le fait qu'elles ne sont pas exigibles à la date du bilan. Pour rattacher ces charges à l'exercice, l'on procède par le moyen d'un compte correctif de résultats dont le montant apparaît simultanément dans les charges du compte d'exploitation et au passif du bilan sous la forme d'un compte anticipé ¹.

Les provisions pour charges futures sont déduites des résultats pour couvrir une charge précise quant à sa nature, incertaine quant à son montant ou à sa réalisation, mais qu'un événement survenu avant la clôture de l'exercice rend probable ². La différence essentielle entre une charge à payer et une provision pour charges futures est que le montant de la première est exactement connu à la date de clôture, alors que le montant de la seconde doit faire l'objet d'une estimation. Par contre, la nature des charges futures couvertes par une provision est la même que celle des charges à payer; elles doivent être imputables à l'exercice dans lequel la provision est comptabilisée. Ces charges futures peuvent être:

- le coût de travaux de réparation ou de remplacement de biens disparus à la suite d'événements survenus au cours de l'exercice en cause;

¹ Voir page 354 ci-dessus.

² Fédération nationale des entreprises à commerces multiples « Guide comptable des entreprises à commerces multiples » – 1971, p. 16.

- le coût de biens consommés à remplacer;
- les sommes que le propriétaire de l'entreprise peut être condamné à payer dans un procès;
- les frais d'un procès, quelle qu'en soit l'issue;
- les impôts sur le bénéfice de l'exercice qui n'ont pas encore été taxés;
- etc.

Enfin, les **charges payées d'avance**, sont celles dont le paiement a été enregistré dans la comptabilité avant la date de clôture mais qui doivent être imputées à l'exercice suivant¹. Citons, à titre d'exemples, des factures payées avant la fin de l'exercice pour des marchandises achetées qui ne seront reçues qu'au début de l'exercice qui suit; les loyers payés d'avance selon l'échéance convenue pour une période qui chevauche sur la date de clôture; une provision d'honoraires payée d'avance pour des prestations qui ne seront fournies qu'à partir du prochain exercice. Le rattachement de ces charges à l'exercice suivant est obtenu au moyen d'un compte correctif de résultats. Le compte d'exploitation est crédité de leur montant par le débit d'un compte transitoire ou compte d'ordre que l'on fait figurer à l'actif du bilan.

En ce qui concerne les **produits**, ceux-ci doivent être attribués à l'exercice au cours duquel les prestations ont été effectuées. L'on distingue:

- les produits proprement dits de l'exercice;
- les produits à recevoir;
- les produits reçus d'avance.

Les **produits proprement dits de l'exercice** sont ceux que la comptabilité a enregistrés au fur et à mesure de leur réalisation du premier au dernier jour de l'exercice annuel. Pour les produits qui ont le caractère d'une recette, les uns sont encaissés au cours de l'exercice; les autres, pour autant qu'ils soient exigibles à la date du bilan, ont pour contrepartie un compte débiteur.

Dans une entreprise commerciale ou industrielle, les produits sont représentés, surtout, par la vente de marchandises achetées pour être revendues ou de biens fabriqués, par les prestations de services, par les travaux exécutés pour le compte de tiers ou pour le compte de l'entreprise elle-même, par la vente de déchets ou d'emballages récupérables, par les ristournes, rabais et remises obtenus, par les produits accessoires, financiers, exceptionnels ou hors exploitation, par les bénéfices en capital et par les produits d'ordre comptable tels que les plus-values comptabilisées. Seuls les produits définitivement obtenus doivent être compris dans un compte d'exploitation complet en vertu du principe de réalisation².

¹ André COTTIER *op. cit.* 1974, p. 86.

² Voir page 249 ci-dessus.

Les produits à recevoir sont ceux qui n'ont pas encore été enregistrés dans la comptabilité à la date de clôture d'un exercice. Ils se rapportent néanmoins à celui-ci mais ne seront reçus que dans l'exercice suivant. Ils sont de même nature que les produits proprement dits de l'exercice; il se distinguent de ceux-ci par le fait qu'ils ne sont pas exigibles à la date du bilan. Pour rattacher ces produits à l'exercice, l'on procède par le moyen d'un compte correctif de résultats dont le montant apparaît simultanément dans les produits du compte d'exploitation et à l'actif du bilan sous la forme d'un compte anticipé ¹.

Les produits reçus d'avance sont ceux qui ont été enregistrés dans la comptabilité avant la date de clôture, mais qui doivent être imputés à l'exercice suivant. Mentionnons, par exemple, des factures encaissées avant la fin de l'exercice pour des marchandises vendues qui ne seront livrées qu'au début de l'exercice qui suit; les loyers reçus d'avance selon l'échéance convenue pour une période qui chevauche sur la date de clôture; une provision d'honoraires reçue d'avance pour des prestations de services qui ne seront fournies qu'à partir du prochain exercice. Le rattachement de ces produits à l'exercice suivant est obtenu au moyen d'un compte correctif de résultats. Le compte d'exploitation est débité de leur montant par le crédit d'un compte transitoire ou compte d'ordre que l'on fait figurer au passif du bilan.

* * *

Nous avons précédemment donné l'exemple d'un contrat de licence avec un montant minimal de redevances convenu ². Nous nous étions posé la question de savoir à quel exercice devait être imputé ce montant si la période considérée dans le contrat de licence ne coïncidait pas avec la période comptable. Nous avons, en effet, constaté que la concordance avec les faits exigeait de comptabiliser immédiatement, lors de la conclusion du contrat, une dette ou une créance équivalente au montant minimal convenu. Imaginons qu'un contrat de licence ait été conclu le 30 juin 1974 pour un montant minimal de redevances de Fr. 30 000.— par an. La comptabilité du propriétaire du brevet doit enregistrer à cette date un produit et une créance équivalents à ce montant. Si l'exercice coïncide avec l'année civile, le compte d'exploitation doit être corrigé puisqu'il comprend au 31 décembre 1974 un produit reçu d'avance de Fr. 15 000.— correspondant à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1975. Cette correction s'effectue par l'écriture:

Pertes et Profits à Passifs transitoires
(redevances minimales au 30 juin 1975 reçues d'avance)

¹ Voir page 354 ci-dessus.

² Voir pages 328 et 329 ci-dessus.

Pour être complet, le compte d'exploitation du propriétaire du brevet doit faire apparaître un produit de Fr. 15 000,— dans l'exercice 1974 et un produit de Fr. 15 000,— dans l'exercice 1975.

De son côté, le licencié doit introduire au 30 juin 1974 dans sa comptabilité une charge et une dette de Fr. 30 000.—. Au 31 décembre 1974, son compte d'exploitation doit être corrigé puisqu'il comprend une charge enregistrée d'avance de Fr. 15 000.— correspondant à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1975. Cette correction est passée par l'écriture:

Actifs transitoires à Pertes et Profits
(Redevances minimales au 30 juin 1975 enregistrées d'avance)

Pour être complet, le compte d'exploitation du licencié doit faire apparaître une charge de Fr. 15 000.— dans l'exercice 1974 et une charge de Fr. 15 000,— dans l'exercice 1975.

` *
* * *

C. LA COMPENSATION DES CHARGES ET DES PRODUITS

SOMMAIRE	
	Pages
L'interdiction de la compensation	405
Quelques cas de compensation interdite de charges et de produits	407
Les exceptions admises par les milieux professionnels de la comptabilité	408
La présentation du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation	409

La compensation des charges et des produits est-elle interdite, en vertu du principe de sincérité, au même titre que celle des actifs et des passifs ?

Le monde des affaires a tendance à considérer la compensation au niveau des résultats avec une certaine tolérance. Cela est dû à plusieurs raisons :

- Le compte d'exploitation est en quelque sorte un document annexe qui donne l'origine du bénéfice ou de la perte qui apparaît au bilan. Rappelons, à ce sujet, que le CO de 1881 ne fait aucune mention du compte d'exploitation et que celui-ci n'a été ajouté dans le texte légal qu'en 1933, lors des délibérations des Chambres fédérales sur la revision des titres 24 à 33 CO.
- La compensation jusqu'au bénéfice brut dans la présentation du compte de pertes et profits est encore admise par une partie des milieux de la comptabilité et pratiquée par un certain nombre d'entreprises.
- La compensation des charges et des produits n'a aucune influence sur la quotité du bénéfice ou de la perte.
- La compensation des charges et des produits a seulement pour effet de diminuer leurs montants respectifs dans la même proportion sans jamais les majorer.

Or, selon l'art. 959 CO, le compte d'exploitation doit être complet comme l'inventaire et le bilan doivent l'être. Cette injonction porte à la fois sur les trois composantes du compte d'exploitation :

- les charges ;
- les produits ;
- le bénéfice ou la perte.

L'état complet du compte d'exploitation a deux exigences :

- a) La comptabilisation de l'intégralité des charges et des produits imputables à un exercice annuel de manière à faire ressortir le résultat de celui-ci. C'est le problème que nous avons examiné au cours du paragraphe précédent.

- b) La mention complète dans le compte d'exploitation lui-même de toutes les charges et de tous les produits groupés selon leur genre.

Cette seconde exigence est justifiée par l'exemple suivant :

Compte d'exploitation sans compensation
(en milliers de francs)

Achats de marchandises	300.—	Produits de l'exploitation	800.—
Frais généraux	200.—	Augmentation des stocks	200.—
Frais financiers	50.—	Produits hors exploitation	200.—
Amortissements	200.—	Produits exceptionnels	500.—
Charges hors exploitation	150.—		
Impôts	200.—		
Bénéfice net	600.—		
	1 700.—		1 700.—

Compte d'exploitation avec compensation partielle des charges et des produits
(en milliers de francs)

Achats de marchandises	300.—	Produits de l'exploitation	600.—
Frais financiers	50.—	Augmentation des stocks	200.—
Amortissements	200.—	Produits hors exploitation	50.—
Bénéfice net	600.—	Produits exceptionnels	300.—
	1 150.—		1 150.—

Les frais généraux ont été compensés par les produits de l'exploitation, les charges hors exploitation par les produits hors exploitation et les impôts par les produits exceptionnels.

Un état complet, selon le dictionnaire, est celui auquel ne manque aucun des éléments qui doivent le constituer. Un compte d'exploitation, dans lequel manquent les frais généraux et dans lequel les charges hors exploitation et les impôts ont disparu, ne peut être qualifié de complet. Il en est de même d'un compte d'exploitation dans lequel certains produits ont été réduits artificiellement.

La mention complète des charges et des produits se justifie encore par le fait que le compte d'exploitation est un moyen d'information. Il est aussi important, si ce n'est plus, que le bilan pour se rendre compte, aussi exactement que possible, de la situation économique de l'entreprise. La disparition ou la diminution de charges ou de produits par leur compensation, enlève à ce document l'un de ses buts primordiaux : celui de renseigner.

En conséquence, l'on peut affirmer que *la sincérité du compte d'exploitation interdit la compensation des charges et des produits. De « lege lata », le*

*compte d'exploitation doit, par conséquent, être établi selon le principe du produit brut. Il ne s'agit pas d'une innovation, comme semble le prétendre le Groupe de travail*¹.

* * *

Voici quelques cas particuliers de compensation interdite de charges et de produits:

- Nous pensons, d'abord, au compte « charges et produits d'immeuble » que l'on trouve dans certains plans comptables. Seul l'excédent des produits ou des charges se rapportant à un immeuble ou à un groupe d'immeubles apparaît au compte d'exploitation. Cette compensation est, à notre avis, illégale puisqu'elle viole le principe de l'état complet posé par l'art. 959 CO. En tel cas, les charges d'immeuble doivent figurer séparément au débit du compte d'exploitation et les produits séparément au crédit.
- Il peut arriver qu'une entreprise soit à la fois locataire et bailleur de locaux commerciaux ou industriels. La compensation entre les loyers payés et les loyers encaissés doit être écartée. En effet, les loyers payés entrent dans les frais d'exploitation puisqu'ils se rapportent à l'utilisation des bâtiments dans lesquels l'entreprise exerce son activité; les loyers encaissés sont, par contre, des produits hors exploitation que le compte d'exploitation doit faire apparaître séparément.
- La compensation des commissions payées et des commissions reçues ne peut être envisagée que pour une entreprise de services dont les produits sont principalement constitués par des commissions de courtage. En tel cas, le paiement des commissions à des tiers peut, à notre sens, être porté en déduction des commissions reçues s'il existe un lien étroit entre ces opérations. En revanche, dans une entreprise commerciale ou industrielle, ces commissions ont le caractère de charges ou de produits exceptionnels et ne peuvent être compensées entre elles.
- Les salaires et les appointements sont des postes de grande importance pour apprécier les charges de personnel d'une entreprise. Leur compensation avec des produits, tels que commissions reçues, produits financiers ou produits hors exploitation, doit être absolument prohibée.
- Les pertes en capital comptabilisées ne sauraient être déduites des produits de l'exploitation courante d'une entreprise.
- Enfin, dans une entreprise ayant une ou plusieurs succursales, le compte d'exploitation de l'établissement principal ne peut indiquer un poste

¹ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 68 et 69 et avant-projet, *op. cit.* 1975, p. 15.

comprenant le résultat net de la succursale après compensation des charges et des produits. Par l'introduction du mouvement de l'exercice dans le compte d'exploitation du siège, les charges et les produits de la succursale doivent y apparaître séparément selon l'exemple suivant:

Compte d'exploitation de la succursale

Charges.	300 000.—	Produits	500 000.—
Bénéfice net	200 000.—		
	<u>500 000.—</u>		<u>500 000.—</u>

Compte d'exploitation du siège avec compensation interdite

Charges.	2 000 000.—	Produits	3 000 000.—
Bénéfice net	1 200 000.—	Résultat net succursale	200 000.—
	<u>3 200 000.—</u>		<u>3 200 000.—</u>

Compte d'exploitation du siège sans compensation

Charges siège	2 000 000.—	Produits siège	3 000 000.—
Charges succursale	300 000.—	Produits succursale	500 000.—
Bénéfice net	1 200 000.—		
	<u>3 500 000.—</u>		<u>3 500 000.—</u>

Dans l'hypothèse que le siège ait comptabilisé des ventes à la succursale ou vice versa (ou toute autre opération), les profits ou les pertes en résultant doivent être éliminés du compte d'exploitation du siège selon les mêmes principes applicables à la consolidation d'un compte de pertes et profits.

* * *

Certaines exceptions à l'interdiction de la compensation des charges et des produits sont admises par les milieux professionnels de la comptabilité. Mentionnons:

- les intérêts annuels débiteurs et créditeurs d'un compte-courant arrêté à la fin de chaque mois, trimestre ou semestre¹;
- les pertes et bénéfices de change étroitement liés², en particulier lorsqu'il existe un rapport étroit entre les échéances de créances ou de dettes à court terme;

¹ Conséquence de la compensation de soldes débiteurs et créditeurs admise par le Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 4.121, p. 7.

² Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables « La prise en considération, dans les comptes et lors de l'établissement des comptes annuels, des changements de parités monétaires et des fluctuations de cours » dans Communication professionnelle - n° 2 - novembre 1974, p. 2.

- le risque de change dans les banques et dans les entreprises commerciales traitant des opérations à terme ¹;
- la compensation des plus ou moins-values entre des titres cotés ou entre des participations minoritaires non cotées ².

De « lege lata », nous estimons que ces exceptions ne sont pas autorisées par le principe de l'état complet du compte d'exploitation.

De « lege ferenda », le Groupe de travail adopte une position restrictive: « Toute compensation entre des postes de charges et de produits est interdite sauf si la loi l'autorise expressément » ³.

* * *

La compensation des charges et des produits pose à nouveau le problème de la présentation du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation. Nous avons déjà formulé à ce sujet deux observations:

- d'une part, le principe de clarté impose de « lege lata » l'indication du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation.
- d'autre part, la protection du secret des affaires peut, dans certaines circonstances, constituer une limite à l'application du principe de sincérité.

Le principe de sincérité des comptes annuels requiert, entre autres, l'état complet du compte d'exploitation. Cet état complet est obtenu par le principe du produit brut, lequel interdit la compensation des charges et des produits. Cela a pour conséquence que le compte d'exploitation doit faire apparaître les éléments suivants:

- le chiffre d'affaires;
- l'augmentation ou la diminution des stocks;
- les dépenses à déduire pour aboutir au bénéfice brut ou au bénéfice net d'exploitation.

Nous en tirons la même conclusion que celle touchant au principe de clarté. L'application du principe de sincérité permet déjà d'imposer de « lege lata » aux entreprises la mention séparée de leur chiffre d'affaires annuel dans leur compte de pertes et profits et d'interdire la compensation jusqu'au bénéfice brut.

Cette obligation peut-elle être limitée dans certaines circonstances, au nom de la protection du secret des affaires ?

¹ Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables *op. cit.* novembre 1974, p. 2.

² Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables - Congrès 1971, p. 101 - Congrès 1973, p. 84.

³ Art. 662 al. 3 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

Nous avons constaté que la présentation du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation d'une entreprise, dont l'activité n'est pas ou est très peu diversifiée, pouvait avoir pour elle de graves conséquences sur le plan commercial ¹. Nous pensons, par conséquent, que l'intérêt légitime d'une entreprise à ne pas dévoiler le montant de ses ventes, peut être effectivement une limite à l'application du principe de l'état complet du compte d'exploitation. Une telle entreprise doit avoir le droit de ne pas mentionner son chiffre d'affaires dans son compte d'exploitation et d'y faire figurer, soit un poste général de produits bruts provenant de l'exploitation, soit un résultat brut par la compensation de charges et de produits.

De « lege ferenda », l'avant-projet du Groupe de travail pourrait être complété en s'inspirant des solutions préconisées par la proposition de quatrième directive de la CEE ².

* * *

¹ Voir page 281 ci-dessus.

² Proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* 1971 art. 24, p. 21 et exposé des motifs p. 47.

D. LES RÉSERVES LATENTES VOLONTAIRES

SOMMAIRE

	Pages
La constitution des réserves latentes volontaires dans le cadre des dispositions du titre XXXII CO et dans le droit du bilan de la société anonyme	413
Les propositions du Groupe de travail	414
Les mécanismes comptables relatifs à la constitution des réserves latentes volontaires	415
Les différentes formes de dissolution des réserves latentes volontaires . . .	416
Les mécanismes comptables relatifs à la dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires	417
La dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires et la sincérité du compte d'exploitation.	418
L'obligation de « lega lata » pour les entreprises non soumises au droit applicable à la société anonyme de faire apparaître dans leur compte d'exploitation la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires	420
La dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires dans la société anonyme de « lege lata » et de « lege ferenda »	421

Nous pensons qu'il est impossible d'étudier, de façon exhaustive, le principe de l'état complet du compte d'exploitation, sans examiner le problème de la constitution ou de la dissolution des réserves latentes volontaires. Il ne s'agit pas, comme nous l'avons fait observer dans nos considérations préliminaires, de nous prononcer sur l'opportunité de ces opérations comptables, mais bien plutôt de rechercher si la sincérité des comptes annuels fixe certaines limites à leur sujet.

Nous rappelons qu'une réserve latente volontaire est constituée au moyen de bénéfices par la sous-évaluation consciente et voulue d'éléments de l'actif ou par la surévaluation consciente et voulue de provisions.

* * *

Les réserves latentes volontaires, constituées au moyen de bénéfices, sont autorisées légalement en Suisse. De « lege lata », il est nécessaire de faire une distinction entre les dispositions générales sur la comptabilité commerciale et le droit comptable applicable aux sociétés anonymes.

a) Le titre XXXII CO sur la comptabilité commerciale ne mentionne nulle part « réserves latentes ». L'art. 960 al. 2 se borne à déclarer que la valeur de tous les éléments de l'actif ne peut figurer dans l'inventaire, le compte d'exploitation et le bilan, pour un chiffre *dépassant* celui qu'ils représentent pour l'entreprise à la date du bilan. L'étude historique de la revision des titres 24 à 33 CO démontre clairement que le législateur a voulu, par cette formule, autoriser la constitution de réserves latentes par une sous-évaluation des actifs. La Commission d'experts, qui a discuté l'avant-projet de 1917 a, tout d'abord, proposé de remplacer l'expression « vraie situation de fortune » par celle de « situation économique » afin d'introduire l'indulgence nécessaire au sujet des réserves latentes¹. Le rapporteur de la Commission

¹ Voir page 132 ci-dessus.

du Conseil national a ensuite précisé que les actifs pouvaient être estimés au-dessous de la valeur qu'ils représentent pour l'entreprise, et que des réserves latentes pouvaient ainsi être constituées sans que les conditions prescrites pour la société anonyme soient applicables¹. Cette interprétation est confirmée par la comparaison de la règle générale d'évaluation des droits allemand et suisse:

- Selon l'art. 42 HGB, les biens sont estimés à la valeur qu'ils ont à la date du bilan. Malgré son imprécision, cette règle interdit la constitution de réserves latentes volontaires, ce qui est confirmé par toute la doctrine allemande.
- De son côté, l'art. 960 al. 2 CO fixe une limite maximale d'évaluation, ce qui veut dire, a contrario, qu'un actif peut être estimé au-dessous de cette limite, d'où la possibilité de créer des réserves latentes.

Contrairement aux dispositions applicables à la société anonyme, la constitution de réserves latentes dans le cadre de l'art. 960 al. 2 CO n'est soumise à aucune condition quelconque, telle que le maintien de la prospérité de l'entreprise. Par contre, ces réserves latentes ne peuvent être formées que par la sous-évaluation d'actifs ou par la surévaluation de provisions pour dépréciation de biens destinés à la vente ou de provisions pour risque de perte sur une valeur mobilisée. Théoriquement, l'art. 960 al. 2 CO n'autorise pas la création de réserves latentes par la surévaluation volontaire de provisions pour charges futures.

- b) Pour la société anonyme (ou pour les sociétés régies par le même droit), l'art. 663 al. 2 CO autorise expressément l'administration à constituer des réserves latentes, dans la mesure nécessaire pour assurer, d'une manière durable, la prospérité de l'entreprise ou la répartition d'un dividende aussi constant que possible. Selon le Tribunal fédéral, le juge ne devra intervenir que si la décision de l'administration est « manifestement inconciliable avec l'art. 663 al. 2 CO »².

* * *

De « lege ferenda », le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes propose de maintenir le droit, pour l'administration, de procéder à des amortissements, des provisions et des rectifications de valeur supplémentaires, et de renoncer à dissoudre les provisions devenues superflues pour autant que ces opérations servent à assurer de manière durable la prospérité de l'entreprise³. La constitution de réserves latentes ne serait plus autorisée, si elle n'avait, pour but exclusif, que d'assurer la répartition d'un dividende aussi

¹ Voir page 159 ci-dessus.

² ATF 82 II 216 dans la cause M. et N. c/la société X. du 19 mars 1956 – JdT 1957 I 124 – SJ 1957, p. 49 ss.

³ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 46 ss.; avant-projet *op. cit.* 1975 art. 669 al. 2.

constant que possible. Cette position est en contradiction avec les premiers arguments invoqués en 1917 en faveur des réserves latentes, lors de la revision des titres 24 à 33 CO. « Il faut écarter des fluctuations de cours sur les actions par un dividende variable » déclarait en effet l'un des experts, président du Conseil d'administration du Crédit Suisse¹.

* * *

Les mécanismes comptables relatifs à la constitution de réserves latentes volontaires peuvent se résumer de la façon suivante:

- a) Réduction² de la valeur d'inventaire au prix de revient de biens destinés à la vente de travaux en cours avec variation *positive* entre le montant de la réserve latente sur le stock d'entrée et le montant de celle-ci sur le stock de sortie:

Exemple n° 1

	<i>Stock d'entrée</i>	<i>Stock de sortie</i>
Inventaire au prix de revient	3 500 000.—	2 500 000.—
Inventaire à la valeur comptable	3 500 000.—	2 000 000.—
Réserve latente	—.—	500 000.—
Variation positive correspondant à la constitution d'une réserve latente volontaire		+ 500 000.—

Exemple n° 2

	<i>Stock d'entrée</i>	<i>Stock de sortie</i>
Inventaire au prix de revient	3 500 000.—	2 500 000.—
Inventaire à la valeur comptable	3 200 000.—	2 000 000.—
Réserve latente	300 000.—	500 000.—
Variation positive correspondant à la constitution d'une réserve latente volontaire		+ 200 000.—

- b) Comptabilisation d'une provision dépassant le risque effectif de perte sur les autres valeurs mobilisées ou d'une provision plus élevée que les charges futures avec variation *positive* entre le montant de la réserve latente au début de l'exercice et le montant de celle-ci à la fin de l'exercice

¹ Voir page 133 ci-dessus.
Voir également dans le même sens le procès-verbal de la Grande Commission d'experts (pages 147 et 148 ci-dessus).

² Au-delà d'une provision pour risque effectif de dépréciation.

Exemple n° 3

	Début de l'exercice	Fin de l'exercice
Provision risque effectif	100 000.—	100 000.—
Provision au bilan	150 000.—	200 000.—
Réserve latente	50 000.—	100 000.—
Variation positive correspondant à la constitution d'une réserve latente volontaire		+50 000.—

- c) Non-dissolution d'une provision devenue sans objet avec variation *positive* entre le montant de la réserve latente au début de l'exercice et le montant de celle-ci à la fin de l'exercice

Exemple n° 4

	Début de l'exercice	Fin de l'exercice
Provision pour charges futures effectives	100 000.—	—.—
Provision au bilan	150 000.—	100 000.—
Réserve latente	50 000.—	100 000.—
Variation positive correspondant à la constitution d'une réserve latente volontaire par le maintien au bilan d'une provision pour charges futures devenue sans objet		+50 000.—

- d) Amortissement plus élevé que la perte réelle sur un actif immobilisé, ou plus élevé que celui qui correspond à la durée d'utilisation probable de cet actif
- e) Le fait de ne pas comptabiliser une plus-value réalisée sur un actif.

* * *

Les réserves latentes volontaires peuvent se dissoudre de façon différente selon le mode de leur constitution :

- pour les réserves latentes créées par la sous-évaluation d'un actif, leur dissolution peut provenir :
- de la dépréciation régulière ou subite de cet actif, de la disparition de celui-ci. En tel cas, la réserve est absorbée par la diminution ou la perte de valeur de l'actif considéré;
 - de la vente ou de toute autre aliénation de cet actif. En cas de plus-value par rapport à la valeur comptable, la réserve latente, en tout ou partie, se transforme en bénéfice et devient une réserve ouverte. Lorsque le prix de vente est équivalent ou inférieur à la valeur comptable, la réserve latente est sans autre compensée avec la perte subie par rapport au prix de revient;

- c) de la comptabilisation ultérieure d'une plus-value d'ordre économique n'ayant pas été enregistrée au moment de sa réalisation (réévaluation économique);
 - d) de la suppression pure et simple du montant total ou partiel de la sous-évaluation (réévaluation comptable);
- pour les réserves latentes créées par la surévaluation d'une provision pour risque de perte ou d'une provision pour charges futures, leur dissolution peut résulter:
- e) de l'apparition d'une perte équivalente au montant de la réserve ou d'une partie de celle-ci ou encore de charges imprévues ou plus élevées que celles escomptées. En tel cas, la réserve est absorbée par la perte ou l'augmentation des charges;
 - f) de la suppression pure et simple du montant total ou partiel de la surévaluation.

La dissolution de réserves latentes obtenue par les procédés mentionnés sous lettres *d)* et *f)* ci-dessus est arbitraire. Elle fait apparaître un bénéfice fictif, purement comptable, sans aucune plus-value d'ordre économique ou financier.

Les mécanismes comptables relatifs à la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires peuvent se résumer de la façon suivante:

- a) Comptabilisation de la valeur d'inventaire au prix de revient de biens destinés à la vente ou de travaux en cours, ou d'une réduction de ladite valeur ¹ avec variation *négative* entre le montant de la réserve latente sur le stock d'entrée et le montant de celle-ci sur le stock de sortie:

Exemple n° 5

	<i>Stock d'entrée</i>	<i>Stock de sortie</i>
Inventaire au prix de revient	2 500 000.—	3 500 000.—
Inventaire à la valeur comptable	2 000 000.—	3 500 000.—
Réserve latente	500 000.—	—.—
Variation négative correspondant à la dissolution de la réserve latente volontaire		— 500 000.—

Exemple n° 6

	<i>Stock d'entrée</i>	<i>Stock de sortie</i>
Inventaire au prix de revient	2 500 000.—	3 500 000.—
Inventaire à la valeur comptable	2 000 000.—	3 200 000.—
Réserve latente	500 000.—	300 000.—
Variation négative correspondant à la dissolution de la réserve latente volontaire.		— 200 000.—

¹ Au-delà, toujours, d'une provision pour risque effectif de dépréciation.

- b) Dissolution d'une provision devenue sans objet sur laquelle existait une réserve latente

<i>Exemple n° 7</i>	<i>Début de l'exercice</i>	<i>Fin de l'exercice</i>
Provision pour charges futures effectives	100 000.—	—.—
Provision au bilan	150 000.—	—.—
Réserve latente	50 000.—	—.—
Variation négative correspondant à la dissolution de la réserve latente volontaire	— 50 000.—	

- c) Maintien d'une provision dépassant le risque effectif de perte ou d'une provision plus élevée que les charges futures avec variation *négative* entre le montant de la réserve latente au début de l'exercice et le montant de celle-ci à la fin de l'exercice.

<i>Exemple n° 8</i>	<i>Début de l'exercice</i>	<i>Fin de l'exercice</i>
Provision pour risque effectif	100 000.—	100 000.—
Provision au bilan	200 000.—	150 000.—
Réserve latente	100 000.—	50 000.—
Variation négative correspondant à la dissolution de la réserve latente volontaire	— 50 000.—	

- d) Réévaluation d'un actif immobilisé à sa valeur résiduelle (prix de revient moins amortissements normaux sans majoration volontaire) dans l'hypothèse que les amortissements précédents aient été plus élevés que la perte réelle ou par rapport à la durée d'utilisation probable de cet actif par l'écriture:

Actif à Pertes et Profits

* * *

Le principe de sincérité du bilan, auquel déroge la possibilité de constituer des réserves latentes volontaires, pose-t-il néanmoins certaines limites légales à l'étendue de cette dérogation ?

A notre sens, cette question ne touche pas la constitution proprement dite de ces réserves. A la lumière des vives discussions qui ont précédé l'adoption de l'art. 663 al. 2 et 3 CO, nous conservons l'impression que le législateur a finalement accepté cette infraction à la sincérité des comptes, dans l'idée qu'elle faisait ressortir, de toute façon, une situation de l'entreprise moins favorable que la réalité. En effet, la constitution de réserves latentes volontaires ne déroge pas au principe de nature négative de la sincérité du bilan tel que nous l'avons défini¹.

¹ Voir page 216 ci-dessus.

En tel cas, le bilan ne montre pas une situation plus favorable que celle qui résulte de la concordance avec les faits. Nous pensons plutôt que le véritable problème se situe au niveau de la dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires et des conséquences qui en résultent pour le compte d'exploitation. Cette dissolution produit un bénéfice de pure nature comptable, sans aucun rapport avec les faits. Ce bénéfice comptable peut avoir trois incidences :

- la majoration d'un bénéfice d'exploitation;
- la diminution d'une perte d'exploitation;
- la transformation d'une perte d'exploitation en un bénéfice d'exploitation.

En voici un exemple :

*Compte d'exploitation sans dissolution arbitraire
de réserves latentes volontaires
(en milliers de francs)*

Achats de marchandises . . .	7 000.—	Chiffre d'affaires	8 000.—
Frais généraux	1 500.—	Augmentation des stocks. .	1 000.—
Amortissements	500.—	Perte d'exploitation	200.—
Provisions	200.—		
	9 200.—		9 200.—

*Compte d'exploitation avec dissolution arbitraire
de réserves latentes volontaires ¹
(en milliers de francs)*

Achats de marchandises . . .	7 000.—	Chiffre d'affaires	8 000.—
Frais généraux	1 500.—	Augmentation des stocks. .	1 500.—
Amortissements	500.—		
Provisions	150.—		
Bénéfice d'exploitation . . .	350.—		
	9 500.—		9 500.—

Cet exemple nous permet de faire plusieurs constatations :

- il résulte des faits que l'entreprise a subi une perte d'exploitation de Fr. 200 000.—;
- il est absolument impossible de déceler dans le compte d'exploitation que le bénéfice d'exploitation de Fr. 350 000.— provient d'une dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires;
- la perte d'exploitation de Fr. 200 000.— est transformée artificiellement en un bénéfice d'exploitation de Fr. 350 000.—;
- le compte d'exploitation montre une rentabilité de l'entreprise plus favorable que celle qui existe en réalité.

¹ Exemples n^{os} 5 et 8 ci-dessus.

Pour répondre à la question de savoir si le principe de sincérité posé par l'art. 959 CO interdit un tel procédé, il faut faire une distinction entre les entreprises non soumises au droit de la société anonyme et celles qui le sont en raison de leur forme juridique.

* * *

Le compte d'exploitation des entreprises non soumises au droit applicable à la société anonyme est établi exclusivement selon les dispositions du titre XXXII CO sur la comptabilité commerciale. Nous avons constaté que l'art 960 al. 2 CO permettait la constitution de réserves latentes volontaires, s'écartant ainsi du principe de nature positive de la sincérité. En revanche, aucune disposition du titre XXXII CO ne déroge au principe de nature négative de la sincérité. Le compte d'exploitation ne peut donc montrer une image plus favorable que celle résultant de la concordance avec les faits, et de la concordance avec le résultat des évaluations fondées sur des critères objectifs. Or, la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires aboutit à une situation inverse. C'est pourquoi nous estimons que *la sincérité des comptes exige que l'on fasse apparaître dans le compte d'exploitation de l'art. 959 CO la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires*. A défaut de cette mention, un compte d'exploitation ne peut être qualifié de complet. Afin de protéger dans la mesure du possible le secret des affaires, cette dissolution peut être indiquée pour un montant global sans indication de la provenance des bénéfices comptables qui en résultent.

Nous sommes encore conscient, ici, que notre position reflète une opinion personnelle découlant de notre étude sur la sincérité des comptes et non confirmée par la pratique comptable actuelle.

Sur la base de notre exemple, le compte d'exploitation, avec dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires, devrait être présenté de la façon suivante:

*Compte d'exploitation avec dissolution arbitraire
de réserves latentes volontaires
(en milliers de francs)*

Achats de marchandises	7 000.—	Chiffre d'affaires	8 000.—
Frais généraux	1 500.—	Augmentation des stocks. . .	1 500.—
Amortissements	500.—		
Provisions	150.—		
Bénéfices provenant de la dissolution de réserves latentes	550.—		
./. perte d'exploita- tion	200.—		
	350.—		
	9 500.—		
			9 500.—

En conclusion, l'obligation de faire apparaître, dans leur compte d'exploitation ou de pertes et profits, la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires nous paraît imposée, en vertu de l'art. 959 CO, à toutes les entreprises exploitées sous l'une des formes juridiques suivantes :

- les raisons individuelles;
- les sociétés en nom collectif;
- les sociétés en commandite;
- les sociétés coopératives, à l'exception des sociétés de crédit et des sociétés d'assurances;
- les associations ou les fondations astreintes à l'inscription au Registre du commerce.

* * *

Pour les entreprises exploitées sous la forme d'une société anonyme (ou sous la forme d'autres sociétés régies par le même droit), le législateur a expressément prévu, à propos des réserves latentes volontaires, *une dérogation au principe de la sincérité*, que celui-ci soit formulé selon sa nature positive ou selon sa nature négative. En effet, la seule obligation de l'administration, en vertu de l'art. 663 al. 3 CO, est de renseigner les contrôleurs sur la constitution et l'affectation des réserves latentes. Lors de la revision des titres 24 à 33 CO, cette formule a été proposée par le représentant du Conseil fédéral afin de révéler, dans une certaine mesure, l'existence de réserves latentes et surtout afin d'éviter que leur dissolution ressorte du compte de pertes et profits¹. De « lege lata », une société anonyme suisse n'a donc pas l'obligation de faire apparaître dans son compte de pertes et profits la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires. La question de savoir dans quelle mesure l'administration ou les contrôleurs peuvent être appelés à révéler les conséquences de cette opération est un autre problème, qui sort du cadre de notre étude².

* * *

Dans sa proposition de revision partielle du droit des sociétés anonymes annexée à son rapport intérimaire, le Groupe de travail a proposé que la constitution et la dissolution de « réserves n'apparaissant pas au bilan » soient indiquées dans le rapport de gestion³. Dans son rapport explicatif de 1975 sur l'avant-projet de loi fédérale, la Division fédérale de la Justice confirme que le Groupe de travail ne s'écarte pas de sa première proposition, mais se con-

¹ Voir pages 160 et 161 ci-dessus.

² Voir à ce sujet: Alain HIRSCH *op. cit.* 1975, p. 141 ss.

³ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 53; art. 19 al. 2 ch. 1 de la proposition de revision partielle du droit des sociétés anonymes – Annexe 1.

tente d'apporter quelques précisions¹. Or, celles-ci font l'objet d'une nouvelle disposition libellée en ces termes²:

Le rapport de gestion doit indiquer :

1. *Le montant global*

- a) *des réserves constituées par l'administration pendant l'exercice, à l'exception des réserves de remplacements, ou*
- b) *des amortissements, provisions et rectifications de valeur qui ont été réduits ou supprimés pendant l'exercice.*

Si le même exercice comporte des opérations au sens de la lettre a et de la lettre b, il suffit d'indiquer la différence.

La rédaction de la lettre b) ne nous paraît pas heureuse. En effet, la réduction ou la suppression, pendant l'exercice, d'amortissements, de provisions ou de rectifications de valeur ne signifie pas « ipso facto » qu'une réserve volontaire constituée par l'administration ait été dissoute arbitrairement; nous venons de le démontrer à propos des mécanismes comptables de l'opération. Ce qui est important n'est pas de mentionner l'état des réserves latentes volontaires à la date du bilan, mais bien de faire ressortir le bénéfice comptable qui provient de la dissolution arbitraire de telles réserves³.

Par ses propositions, le Groupe de travail fait un pas important vers la sincérité des comptes annuels. A notre sens, ce pas est insuffisant en raison des incidences considérables que peut avoir la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires sur les résultats d'exploitation annuels d'une société. Le compte de pertes et profits et le bilan sont des documents qui sont souvent publiés ou communiqués indépendamment du rapport de gestion. Nous pensons, par conséquent, que le nouveau droit sur la société anonyme devrait imposer à chaque société l'obligation de mentionner dans son compte de pertes et profits le montant global de la dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires afin de faire ressortir clairement le résultat d'exploitation qui correspond aux faits. Cette obligation permettrait d'éviter que des pertes d'exploitation se transforment artificiellement en bénéfices d'exploitation. Or, ce risque est particulièrement important en période de récession économique.

* * *

¹ Rapport explicatif de la Division fédérale de la Justice sur l'avant-projet de loi fédérale concernant la modification du titre vingt-sixième du code des obligations (De la société anonyme) 1975, p. 13.

² Art. 724 al. 2 ch. 1 de l'avant-projet *op. cit.*, 1975, p. 9.

³ Voir dans le même sens les propositions de la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables dans son rapport annuel 1972/1973, p. 16.

Chapitre XIV

LA SINCÉRITÉ DES ÉVALUATIONS

	Pages
A — Les différentes valeurs selon le but et la nature du bilan	425
B — Les règles d'évaluation fixées par le législateur et la sincérité . .	433
C — La valorisation de certains éléments de l'actif.	445
D — Les amortissements et les provisions.	457
E — L'inflation et les évaluations	469

A. LES DIFFÉRENTES VALEURS SELON LE BUT ET LA NATURE
DU BILAN

SOMMAIRE

	Pages
La notion de valeur	427
L'évaluation et son objet	427
Valeur légale et valeur conventionnelle	428
Valeur comptable et valeur extra-comptable	428
Les différentes valeurs dans l'inventaire du patrimoine de l'entreprise	428
Le classement des bilans selon leur but	430
Les bilans de résultats (bilans dynamiques)	431
Les bilans de fortune (bilans statiques)	431

Condillac a écrit : « La valeur des choses est dans le jugement que nous portons de leur utilité »¹. Dans une acception plus économique, la valeur d'un bien correspond à son degré d'aptitude à satisfaire un besoin. Ce résultat est atteint, soit directement par la possession ou la jouissance d'un bien, soit indirectement par l'obtention d'un bien en échange de la chose à évaluer. Lorsque le rapport d'échange de ce bien s'exprime sous la forme d'une somme d'argent, ou en monnaie, le prix en constitue la valeur. Un besoin peut concerner un groupe de personnes liées par le même intérêt; il peut aussi se rapporter à un grand nombre d'individus. La valeur peut donc être particulière ou générale.

Dans une entreprise, la valeur d'un bien correspond à un prix que l'on connaît, ou que l'on pourrait connaître; à défaut de ce prix, la valeur doit faire l'objet d'une appréciation, basée sur des faits passés ou présents, sur des événements prévisibles ou probables. La décision à laquelle aboutit ce jugement de valeur est précisément l'évaluation. Celle-ci a pour objet de fixer dans un bilan la valeur des biens, des droits, des créances et des dettes d'une entreprise. Elle ne peut faire ressortir des valeurs existant à une autre date que celle de la clôture du bilan. En vertu du principe de sincérité qui exige la concordance avec les faits, cette règle nous paraît devoir être respectée, quelles que soient les circonstances. Nous pensons, en particulier, à des plus-values monétaires provenant des cours du change intervenues immédiatement après la date de clôture du bilan². Rien n'empêche, par contre, de mentionner en annexe du bilan les conséquences de ces plus-values sur les résultats de l'exercice.

* * *

¹ Cité par Michel CHAUVIN « Les délits d'énumération et de classement. Les délits d'évaluation » – dans *L'élément comptable dans le droit pénal spécial des sociétés anonymes* – Paris 1963.

² Dans le même sens Edouard HIS *op. cit.* 1940, p. 411 note 9.

Dans un bilan, une valeur peut avoir plusieurs significations, selon le point de vue auquel on se place. Nous pensons qu'il est utile d'en dresser une liste aussi complète que possible avant d'aborder la sincérité des évaluations :

Par rapport à la loi d'abord, nous trouvons la **valeur légale**, qui est obtenue en partant de critères d'évaluation imposés par le législateur pour l'établissement de certains bilans, par opposition à la **valeur conventionnelle**, qui peut être fixée librement tout en étant licite. Cette dernière est parfois équivalente au prix d'un poste de l'actif que les parties ont convenu de fixer dans un bilan, quel que soit le raisonnement ou le calcul qui a permis de l'obtenir. Dans la vente du capital social d'une société immobilière par exemple, les parties conviennent d'attribuer à l'immeuble une valeur déterminée. La valeur conventionnelle peut aussi être obtenue en partant de critères d'évaluation stipulés d'un commun accord entre les parties. En tel cas, la convention porte sur les éléments et les facteurs qui sont à la base du calcul de la valeur. Les parties conviennent, dans la vente du capital social d'une société immobilière, d'évaluer l'immeuble en capitalisant les loyers de la dernière année à un taux déterminé. La valeur conventionnelle peut, enfin, correspondre à un principe comptable général, tel que celui de la sincérité, auquel les parties se réfèrent. C'est le cas quand une partie garantit la sincérité du bilan d'une société immobilière lors de la vente de son capital social.

Du point de vue de la comptabilité, la **valeur comptable** d'un bien est celle qui ressort du bilan établi sur la base de la balance finale de clôture des comptes du grand livre. La **valeur extra-comptable** est, par contre, indépendante de la comptabilité. Elle n'est pas introduite dans celle-ci par une écriture. Tel est le cas, généralement, de la valeur conventionnelle d'un immeuble, lors de la vente du capital social d'une société immobilière; la valeur comptable de l'immeuble n'est, en principe, pas modifiée dans la comptabilité de la société.

C'est surtout dans l'inventaire du patrimoine de l'entreprise que les valeurs attribuées aux éléments qui le composent peuvent être le plus diversifiées :

- Le **prix d'acquisition** représente la dépense totale faite par l'entreprise au moment de l'achat d'un bien;
- Le **prix de revient** comprend le montant de tout ce qu'a coûté un objet ou une prestation de services à un moment donné dans un état déterminé ¹. On distingue entre le prix de revient de production, relatif à tous les frais directs et indirects se rapportant à la production d'un bien ou d'un service, et le prix de revient de distribution qu'englobe le montant des frais considérés au stade de la vente et comprenant, outre le prix de revient de production, les frais de distribution et des frais administratifs ²;

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 627.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 630.

- La **valeur de remplacement** est la dépense totale que devrait faire l'entreprise à un moment donné, pour remplacer un bien par un autre de même nature et de même utilité, un bien équivalent, compte tenu des améliorations techniques;
- La **valeur résiduelle** est la valeur comptable d'une immobilisation, déduction faite des amortissements qui la concernent. Elle signifie également la valeur probable d'une immobilisation à l'expiration de sa durée d'utilisation¹;
- La **valeur marchande ou le prix de marché** correspond au prix atteint par un produit sur un marché donné à un certain moment². Ce sont les prix pratiqués sur un marché au moment de l'établissement du bilan. Il s'agit d'une valeur générale et de nature objective;
- La **valeur au prix de vente** est celle que l'on inventorie pour des marchandises vendues, mais non encore livrées et facturées au moment où le bilan est établi;
- La **valeur intrinsèque** correspond à la fortune nette d'une entreprise: montant total des actifs moins les dettes. Dans une société anonyme, cette valeur s'obtient par la somme algébrique du capital social, des réserves ouvertes, des réserves latentes et du solde reporté du compte de pertes et profits. L'évaluation d'une participation (dont les actions ne sont pas cotées en bourse) repose parfois sur la valeur intrinsèque de la société³;
- La **valeur boursière** est celle qui ressort des cours de la bourse ou des cours traités couramment hors bourse à un moment donné. Elle peut aussi reposer sur la moyenne pondérée des cours pendant une certaine période;
- La **valeur de rendement**, ou valeur capitalisée, s'obtient en capitalisant les bénéfices d'une entreprise, ou le revenu d'un bien, ou d'un droit sur la base d'un taux déterminé. Cette valeur est notamment utilisée pour l'estimation d'une participation, sous forme d'actions d'une autre société, ou pour l'estimation d'un immeuble basée sur la capitalisation d'un état locatif. Par la capitalisation des bénéfices ou des revenus futurs, l'on obtient la **valeur actualisée**;
- La **valeur en cours d'exploitation** est le prix que l'on donnerait, ou que l'on pourrait obtenir, pour un bien en cas de cession volontaire et globale de l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son exploitation (« going concern »);

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 853.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 626.

³ La valeur intrinsèque peut correspondre, lors de la constitution d'une société anonyme, à la valeur nominale du capital social; cette valeur nominale étant une notion juridique et non économique.

- La **valeur vénale**, enfin, est celle qui peut être attribuée à un bien, dans des circonstances normales, au cours des échanges économiques, en cas d'achat et de vente ¹. Il s'agit, en particulier, du prix que l'on escompte retirer à un moment donné de la vente d'un bien, réalisée de gré à gré. Cette valeur est obtenue par évaluation.

L'énumération de ces différentes valeurs démontre que l'expression « valeur réelle », parfois employée par le législateur ou les tribunaux, peut être équivoque, d'où la nécessité de la préciser.

* * *

Selon leur but, les bilans peuvent être classés en deux grandes catégories :

- ceux qui ont pour but la recherche des résultats — en abrégé les « bilans de résultats » — ;
- ceux qui ont pour but la recherche de la fortune — en abrégé les « bilans de fortune » —.

Schmalenbach a été le premier auteur qui a différencié ces deux types de bilans ². Il a proposé deux expressions qui ont profondément marqué la doctrine comptable moderne : « le bilan dynamique » — ou « dynamische Bilanz » — dont l'objet est la connaissance du mouvement de l'état de fortune, celui-ci n'étant alors qu'un moyen pour y parvenir ³ ; et le « bilan statique » — ou « statische Bilanz » — dont l'objet est de calculer cet état de fortune. Les travaux préparatoires, lors de la revision des titres 24 à 33 CO, ont également mis en relief le bilan de résultats — ou « Erfolgsermittlungsbilanz » — et le bilan de fortune — ou « Vermögensbilanz » ⁴ —. Toutefois, cette distinction n'a pas été retenue par le législateur suisse, du moins pas de façon explicite. En effet, le titre XXXII relatif à la comptabilité commerciale mentionne seulement le bilan d'ouverture et le bilan annuel. Par contre, les dispositions applicables à la société anonyme (ou aux sociétés régies par le même droit) font état du bilan annuel, du bilan d'assainissement, du bilan d'entrée en liquidation et des bilans de fusion.

* * *

Le caractère spécifique de ces deux types de bilans se manifeste principalement par les valeurs différentes attribuées aux éléments actifs qui en font partie.

¹ H. MASSHARDT/F. GENDRE *op. cit.* 1973, p. 168.

² E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1916/1917.

E. SCHMALENBACH *op. cit.* 1961.

³ Voir page 124 ci-dessus.

⁴ Voir pages 130, 132 et 140 ci-dessus.

a) Bilans de résultats (bilans dynamiques)

Ces bilans comprennent, en particulier, le bilan d'ouverture de l'exploitation, qui est le point de référence de toutes les périodes comptables ultérieures; le bilan d'exploitation annuel; le bilan d'exploitation consolidé d'un groupe de sociétés.

Le bilan de l'art. 959, établi à la fin de chaque exercice annuel, est donc un bilan de résultats.

Les bilans de résultats veulent mettre en évidence l'augmentation ou la diminution de l'état de fortune nette de l'entreprise entre le début et la fin d'une période comptable. Cette variation ne dépend pas seulement de la quantité plus ou moins grande des biens, droits et créances que l'entreprise possédait à ces deux moments, mais aussi, et surtout, de la valeur attribuée à ces biens, droits et créances¹. Par conséquent, ces valeurs doivent être fixées selon les mêmes critères d'évaluation, tant au début qu'à la fin de la période comptable. Ces critères doivent être, autant que possible, de nature objective, afin de pouvoir calculer ces valeurs de façon précise, et avec certitude. C'est pourquoi, *dès les premiers bilans de résultats, l'usage commercial a adopté comme règle d'évaluation fondamentale le prix d'acquisition ou le prix de revient*. La grande importance, que revêt l'obligation de respecter les mêmes critères d'évaluation pour obtenir des résultats réels, a engagé le législateur suisse à les imposer de manière rigoureuse sous la forme de limites maximales.

b) Bilans de fortune (bilans statiques)

Certains bilans de fortune reposent sur l'idée que l'entreprise continue son activité. C'est le cas notamment d'un bilan de fusion; d'un bilan de sortie ou d'exclusion d'un associé dans une société de personnes; d'un bilan sur la base duquel repose l'octroi d'un prêt; d'un bilan de cession d'une entreprise; d'un bilan sur lequel est basée la vente d'actions d'une société anonyme fermée. La valeur de base est ici la valeur en cours d'exploitation, qui est souvent une valeur conventionnelle.

Pour d'autres bilans de fortune, l'on raisonne, au contraire, dans l'éventualité d'une réalisation des actifs, ou dans la perspective de cette réalisation. Ce sont les bilans d'assainissement, d'entrée en liquidation, ou de faillite. Les actifs y figurent à leur valeur vénale.

Dans un bilan de fortune, il peut arriver que la valeur en cours d'exploitation ou la valeur vénale soit identique à d'autres valeurs telles que la valeur marchande, la valeur au prix de vente, la valeur intrinsèque, la valeur boursière, la valeur de rendement.

* * *

¹ « Toute différence d'évaluation dans un poste de l'actif provoque inévitablement une différence égale sur le bénéfice net. Si la valeur comptable d'un actif est augmentée, le bénéfice augmente d'autant. Inversement, si la valeur comptable d'un actif est réduite, le bénéfice diminue. C'est dire l'influence des évaluations d'actifs sur les résultats de l'exercice. »

Pierre FOLLIET « Amortissements, provisions et réserves » – dans Publications de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève – 1950, p. 12.

B. LES RÈGLES D'ÉVALUATION FIXÉES PAR LE LÉGISLATEUR
ET LA SINCÉRITÉ

SOMMAIRE

	Pages
L'origine historique des règles légales d'évaluation	435
La règle d'évaluation de l'art. 960, al. 2 CO	
— la valeur subjective	435
— la réévaluation des immobilisations corporelles	438
— la réévaluation des biens destinés à la vente	438
Les règles d'évaluation propres à la société anonyme	
— les art. 665 ss CO	440
— la réévaluation des actifs immobilisés corporels de « lege lata » et de « lege ferenda »	441
— la réévaluation des biens destinés à la vente	442
Les règles légales d'évaluation et le principe de sincérité sous sa forme négative	443

Historiquement, les règles légales d'évaluation sont d'abord de droit dispositif. Elles sont applicables seulement si la convention (ou les statuts) n'en dispose pas autrement¹. Les règles impératives tirent leur origine du droit comptable applicable à la société anonyme. La première disposition apparaît dans la Nouvelle allemande de 1870, au sujet des titres cotés, qui ne peuvent être portés en compte à un taux excédant leur cours à la date du bilan². C'est le législateur suisse qui, le premier, insère dans la loi les règles d'évaluation provenant des usages commerciaux reconnus et appliqués par la plupart des commerçants³. Cet exemple est suivi par le législateur allemand dans la Nouvelle de 1884⁴, puis dans le nouveau Code de commerce — ou « HGB » — de 1900⁵. Le Code des obligations révisé en 1936 adopte le principe d'une règle générale d'évaluation (art. 960 al. 2 CO) et maintient, pratiquement sans les modifier, les règles d'évaluation du CO de 1881 relatives à la société anonyme (art. 664 ss CO).

* * *

La règle d'évaluation de l'art. 960, al. 2 CO

Il s'agit d'une règle générale applicable à toutes les entreprises, sous réserve des dispositions contraires applicables à la société anonyme (ou aux sociétés régies par le même droit). En vertu de cette règle : « La valeur de tous les éléments de l'actif ne peut figurer dans l'inventaire, le compte d'exploitation et le bilan,

¹ Code général pour les Etats prussiens de 1794 (voir page 36 ci-dessus).

Statuts de sociétés prussiennes établis selon la Loi sur les sociétés par actions de 1843 (voir page 53 ci-dessus).

² Voir page 83 ci-dessus.

³ Projet IV de 1879 (voir pages 91 ss. ci-dessus); CO de 1881 – art. 656 al. 2 (voir pages 95 et 96 ci-dessus).

⁴ Voir pages 104 ss. ci-dessus.

⁵ Voir pages 106 ss. ci-dessus.

pour un chiffre dépassant celui qu'ils représentent pour l'entreprise à la date du bilan ».

Pour juger de la valeur de l'art. 960 al. 2 CO, il faut, dans une première approche, suivre la pensée du législateur et son évolution au cours des travaux préparatoires de la revision des titres 24 à 33 CO. La formule première, utilisée pour exprimer cette valeur, est proposée par l'avant-projet Huber de 1917. Elle n'est que le reflet fidèle de celle contenue dans l'art. 40 al. 2 du Code de commerce allemand: « les actifs et les passifs doivent être estimés à la valeur qu'ils ont au moment où le bilan est dressé »¹. Les commentaires du Tribunal de commerce d'Empire et de la doctrine allemande² impressionnent le législateur suisse qui en précise le sens. La Commission d'experts d'Axenstein estime que cette valeur est celle de l'entreprise — ou « Geschäftswert » — mais de nature objective³. Le projet Huber de 1919 entérine la notion de valeur comme étant celle que les actifs représentent pour l'entreprise⁴. Le rapport Hoffmann de 1923 déclare que cette valeur n'est pas celle toute générale et objective, mais la valeur propre à l'entreprise, en admettant que celle-ci continue⁵. Le message du Conseil fédéral de 1928 qualifie, enfin, cette valeur de subjective, dans le sens que chaque élément de l'actif est indiqué à la valeur qu'il représente pour l'entreprise⁶.

Une autre approche, pour juger de la valeur de l'art. 960 al. 2 CO, est d'apprécier l'interprétation qu'en donnent la doctrine et la jurisprudence. Selon Guhl⁷, la valeur subjective est une valeur en cours d'exploitation; c'est le prix qu'on en donnerait en cas d'aliénation de l'entreprise, avec actif et passif, ou de reprise du fonds social par un des associés⁸. De son côté, le Tribunal fédéral a confirmé que les éléments de l'actif doivent toujours figurer, au bilan, pour leur valeur commerciale subjective, c'est-à-dire pour la valeur qu'ils représentent pour l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son exploitation⁹. Il précise, dans un autre arrêt¹⁰, que « la valeur pour une entreprise déterminée, ou la valeur subjective est la valeur de l'objet, considéré individuellement, en tenant compte des divers facteurs qui constituent pour l'entreprise des avantages économiques certains. Elle peut donc varier suivant que cet objet appartient à tel ou tel possesseur ».

¹ Voir pages 60 et 134 ci-dessus.

² Voir pages 108 ss. ci-dessus.

³ Voir page 134 ci-dessus.

⁴ Voir page 140 ci-dessus.

⁵ Voir page 145 ci-dessus.

⁶ Voir page 154 ci-dessus.

⁷ Théo GUHL *op. cit.* 1947, p. 593.

⁸ Dans le même sens Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 415 note 27.

⁹ ATF 75 I 16 dans la cause Nordostschweizerische Kraftwerke A.G. c/Canton de Glaris du 17 mars 1949 (JdT 1950, p. 48).

¹⁰ ATF (non publié) dans la cause P. SA c/Commission cantonale de recours du canton de Vaud du 7 décembre 1962 – commentaire publié dans *Revue fiscale* d'octobre 1963, p. 463 ss.

Pour conclure sur le jugement de la valeur subjective de l'art. 960 al. 2 CO, nous formulons les observations suivantes :

- La qualification de valeur « subjective » provient du fait qu'elle est exprimée par rapport à l'entreprise elle-même, par opposition à la valeur générale et objective du marché. Cette valeur subjective doit, néanmoins, être établie sur la base de critères objectifs, en tenant compte des éléments d'appréciation, des faits passés ou présents, des événements prévisibles ou probables¹ ;
- Cette valeur « subjective » est une valeur en cours d'exploitation. Elle est étrangère à toute idée de réalisation isolée d'un actif ou de liquidation de l'entreprise elle-même. Il est donc inexact de l'assimiler, comme le fait un ouvrage consacré aux bilans², à la valeur intrinsèque ou à la valeur vénale ;
- Une opinion récente³ veut que la valeur subjective de l'art. 960 al. 2 CO soit celle qui « correspond au prix que le commerçant *serait* d'accord de payer pour remplacer un bien (valeur subjective de remplacement) compte tenu de l'état dans lequel il se trouve à la date du bilan et des revenus qu'il peut encore fournir, et non au prix que le commerçant devrait effectivement payer sur le marché pour le remplacer (valeur objective de remplacement) ». Nous ne pouvons accepter ce point de vue qui est en contradiction avec l'intention du législateur. Remarquons, tout d'abord, qu'un bien peut n'avoir aucune valeur de remplacement pour une entreprise. Tel est le cas, par exemple, d'un terrain attenant que l'entreprise a acquis pour s'agrandir. Il nous paraît, ensuite, difficile de concevoir pratiquement une valeur de remplacement pour un bien « dans l'état où il se trouve ». Un bien acquis en remplacement d'un autre, soit à l'état de neuf, soit d'occasion, est logiquement dans un meilleur état que le bien remplacé ; ou bien il comporte des améliorations techniques. Enfin, l'on ne peut pas comparer le prix qu'un commerçant serait d'accord de payer au prix qu'on pourrait obtenir d'un actif, en cas de vente globale et volontaire de l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son activité. Le premier dépend de la seule volonté du commerçant ; le second repose sur l'appréciation que pourrait en faire un expert ou toute personne qualifiée étrangère à l'entreprise.

* * *

L'application de la règle d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO pose un certain nombre de questions :

- a) Dans un arrêt du 7 décembre 1962⁴, le Tribunal fédéral reconnaît qu'il est extrêmement difficile de fixer, par estimation, le prix juste, qu'il s'agisse de

¹ Dans le même sens Eduard HIS *op. cit.* 1940, p. 414, note 22.

² E. WEIDMANN/P. DONZALLAZ *op. cit.* 1945, p. 60.

³ Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 18.

Jean-Pierre LEU *op. cit.* FJS 336/1975, p. 12.

⁴ ATF (non publié) *op. cit.* du 7 décembre 1962 – Revue fiscale d'octobre 1963, p. 465.

la valeur objective, qu'il s'agisse des facteurs qui déterminent la valeur subjective. Le Tribunal fédéral conclut que le prix d'achat apparaît comme l'élément le plus sûr pour chiffrer la valeur exacte des acquisitions. Le prix d'acquisition d'un bien, quelle que soit sa nature, coïncide, par conséquent, avec sa valeur subjective au moment de l'achat.

- b) Après l'achat, un bien peut éventuellement augmenter de valeur. Nous pensons ici à des plus-values d'ordre économique, indépendantes de celles provoquées par l'inflation¹. L'art. 960 al. 2 CO permet-il de réévaluer ce bien, tout en respectant la limite maximale de la valeur subjective ? Comme cela ressort nettement des travaux préparatoires de la revision des titres 24 à 33 CO², une distinction doit être faite, dans ce cas, entre les immobilisations corporelles et les biens destinés à la vente.

En ce qui concerne les **immobilisations corporelles**, les terrains en particulier, leur valeur réelle peut augmenter en fonction de divers facteurs extérieurs à l'entreprise (extension de la zone urbaine — plan d'aménagement — évolution du marché immobilier, etc.). Si la valeur plus élevée coïncide avec la valeur subjective de l'art. 960 al. 2 CO, le commerçant a le droit de réévaluer ses immobilisations jusqu'à concurrence de ladite valeur. Le Tribunal fédéral l'a expressément admis dans une affaire fiscale, en se référant à la règle d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO³. Toutefois, l'état complet du compte d'exploitation interdit que cette plus-value comptabilisée vienne augmenter un bénéfice ou diminuer une perte d'exploitation; cette plus-value doit figurer dans un poste séparé.

Pour les **biens destinés à la vente**, les avis sont partagés. His admet sans réserve qu'une marchandise destinée à la vente puisse être évaluée au-dessus de son prix d'acquisition si elle est hors de concurrence à cause de sa qualité, ou si elle est convoitée en raison d'une demande plus forte⁴. D'autres auteurs considèrent que l'art. 960 al. 2 CO permet la réévaluation de ces biens à concurrence de leur valeur marchande, si celle-ci est supérieure au prix d'acquisition ou de revient⁵. Edouard Folliet estime, au contraire, « qu'il ne suffit pas qu'une marchandise ait augmenté de valeur pour que la société puisse en déduire qu'elle a réalisé un bénéfice »⁶. Nous adoptons fermement ce dernier point de vue. *A notre avis, on ne peut comptabiliser une plus-value d'ordre économique sur une marchandise, tant et aussi longtemps que celle-ci*

¹ Nous examinerons ultérieurement le problème des plus-values dues au renchérissement — voir pages 472 et 473 ci-après.

² Voir pages 145, 146 et 159 ci-dessus.

³ ATF (non publié) du 28 avril 1961 dans la cause Z. AG c/Commission de recours du canton de Bâle-Ville — Revue de droit administratif et de droit fiscal n° 3 mai/juin 1963, p. 118.

⁴ Eduard His *op. cit.* 1940, p. 415 note 24.

⁵ Pierre FOLLIET *op. cit.*, 1971, p. 65.

Jean-Pierre LEU *op. cit.*, SAG 1975, p. 18.

⁶ Edouard FOLLIET *op. cit.*, 1969, p. 110.

n'est pas effectivement vendue. Un exemple est fourni par le prix du « fuel » (combustible liquide) qui, après avoir augmenté de façon spectaculaire dans le second semestre 1973, a subitement fléchi en janvier 1974 et dans les mois qui suivirent ¹. Cela illustre l'observation faite par Edouard Folliet : « Si le cours du jour est supérieur au prix de revient, c'est qu'il s'agit de marchandises dont la valeur est sujette à des fluctuations. Les prix pourraient donc descendre aussi rapidement qu'ils ont monté » ². Dans l'hypothèse qu'un marchand de combustible ait réévalué son stock de fuel au 31 décembre 1973 au prix du marché, il aurait enregistré une valeur supérieure à celle que représentait ce stock pour l'entreprise, et comptabilisé, de ce fait, une plus-value non réalisée; il aurait ainsi violé la règle de l'art. 960 al. 2 CO ³. Par ailleurs, en vertu du principe de l'imparité ⁴, si la valeur marchande est inférieure au prix d'acquisition ou de revient, les biens destinés à la vente doivent être estimés à la valeur la plus basse de manière à comptabiliser immédiatement une moins-value ⁵.

La valeur en cours d'exploitation milite également en faveur du prix de revient, ou du prix du marché si celui-ci est inférieur, en tant que limite maximale d'évaluation des biens destinés à la vente. En effet, en cas de cession globale de l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son activité, le prix des marchandises en stock, que l'on pourrait obtenir, ne dépasserait pas leur prix de revient ou leur valeur marchande si celle-ci lui était inférieure.

- c) La valeur « subjective » est une valeur individuelle. Un actif doit être estimé en regard de l'intérêt qu'il peut représenter pour l'entreprise elle-même. Cette valeur peut donc être différente d'une entreprise à l'autre pour un même actif. Selon un auteur italien récent ⁶, « la théorie de la valeur individuelle part du principe exact que, pour établir la valeur d'un bien, l'on ne peut faire abstraction — ou du moins l'on ne doit faire totalement abstraction — de la destination que le propriétaire attribue à ce même bien ».
- d) Enfin, la valeur que représente un bien pour l'entreprise, dans l'idée qu'elle continue son exploitation, tient compte automatiquement des amortissements que les circonstances commandent de comptabiliser quant aux immobilisations; elle comprend aussi les provisions pour risque de dépré-

¹ Annuaire statistique de la Suisse publié par le Bureau fédéral de statistique – Indice suisse des prix à la consommation, par groupes de dépenses, depuis 1970 rubrique « chauffage, éclairage » – Bâle 1974, p. 358.

² Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 110.

³ Conclusion inverse de celle à laquelle aboutit Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 18.

⁴ Voir page 249 ci-dessus.

⁵ Principe d'évaluation déjà préconisé par le Code général pour les Etats prussiens de 1794 (voir page 36 ci-dessus).

⁶ Giancarlo FRÈ « Società per azioni » 1972, p. 629 et 630 (traduction).

ciation des biens destinés à la vente, ou les provisions pour risque de perte sur des créances¹. Le législateur n'a donc pas « oublié curieusement les risques »² en adoptant la valeur subjective de l'art. 960 al. 2 CO.

* * *

Les règles d'évaluation propres à la société anonyme

Dans la société anonyme (ou dans les sociétés régies par le même droit), les règles pour l'évaluation des actifs sont centrées sur la dépense faite pour acquérir ces biens. Ce qui, dès l'origine, a guidé le législateur fut sa volonté de protéger les créanciers; il a voulu garantir l'intégralité du capital social en prévenant la distribution de bénéfices non effectivement réalisés³. Ce principe de base se traduit de « lege lata »:

- pour les installations permanentes, par l'interdiction de les comptabiliser au-dessus de leur prix d'achat ou de revient, déduction faite des amortissements commandés par les circonstances (art. 665 CO);
- pour les marchandises et autres biens destinés à la vente, par l'interdiction de les comptabiliser au-dessus de la plus basse des trois valeurs suivantes:
 - leur prix d'achat ou de revient;
 - le prix du marché⁴;
 - leur valeur subjective (art. 666 et 960 al. 2 et 3 CO);
- pour les titres cotés à la bourse, par l'interdiction de les comptabiliser pour une somme supérieure à leur cours moyen dans le mois qui précède la date du bilan, en tenant compte des difficultés de transfert pour les titres cotés à des bourses étrangères (art. 667 al. 1 CO);

¹ Dans le même sens Eduard Hirs *op. cit.* 1940, p. 415 note 26.

² Jean-Pierre LEU *op. cit.* FJS 336/1975, p. 10.

³ La loi française sur les sociétés en commandite par actions de 1856 rendait déjà responsables les gérants pour « distribution de dividendes non justifiés par des inventaires sincères et réguliers » (voir page 56 ci-dessus).

Voir également pages 130 et 149 ci-dessus.

⁴ L'art. 666 al. 2 de l'avant-projet du Groupe de travail *op. cit.* 1975 emploie l'expression « valeur vénale » pour qualifier la valeur minimale dans l'évaluation des stocks. Nous estimons que cette expression crée une certaine confusion entre deux valeurs: la valeur vénale et le prix du marché, qui peuvent être très différentes l'une de l'autre. L'utilisation erronée de cette expression nous paraît encore confirmée par le texte allemand de l'art. 666 de l'avant-projet. Celui-ci reprend en effet l'expression « allgemein geltende Preis » qui est celle de l'art. 666 al. 2 CO actuel et qui est traduite en français par « les prix pratiqués ». Rappelons, enfin, que la « valeur vénale », dans son sens exact, correspond à l'expression allemande « Veräußerungswert », valeur que l'art. 725 al. 2 CO prescrit pour établir un bilan d'assainissement.

— pour les papiers-valeurs non cotés, par l'interdiction de les comptabiliser au-dessus de leur prix d'acquisition, compte tenu des revenus courants et des dépréciations (art. 667 al. 2 CO)¹.

Il est intéressant de relever que ces règles d'évaluation, dont l'origine remonte au CO de 1881, correspondent dans l'ensemble à celles proposées par la quatrième directive de la CEE sur les comptes annuels des sociétés de capitaux².

* * *

Nous avons examiné, à propos de la règle d'évaluation générale imposée par l'art. 960 al. 2 CO, la question de savoir si un actif pouvait être réévalué dans l'hypothèse d'une plus-value d'ordre économique³. Qu'en est-il au sujet de la société anonyme? A première vue, les règles d'évaluation, fixées par la loi, semblent écarter de « lege lata » toute possibilité de réévaluer un actif au-dessus de son prix d'acquisition ou de revient. Pourtant, si l'on part du point de vue fondamental qui a conduit le législateur, celui de prévenir toute répartition de bénéfice non effectivement réalisé, nous pensons que la réponse n'est pas entièrement négative. Ici encore, une séparation s'impose entre les immobilisations corporelles et les biens destinés à la vente.

La doctrine⁴ et la jurisprudence admettent, ou du moins considèrent comme soutenable, l'opinion selon laquelle un **actif immobilisé corporel**, tel qu'un immeuble, peut être inscrit dans le bilan d'une société anonyme pour une valeur excédant son prix d'achat ou de revient. Selon le Tribunal fédéral⁵, « il faut que l'on puisse admettre que la plus-value soit manifestement durable à vues humaines... et qu'elle ne dépasse pas la valeur réelle ». Il ajoute que « ce droit est notamment reconnu aux sociétés qui veulent compenser des déficits du bilan en comptabilisant des plus-values de ce genre ». Rappelons que le Tribunal fédéral a exprimé cette opinion dans une affaire fiscale en se référant aux dispositions du Code des obligations. Aurait-il soutenu le même point de vue en matière de droit commercial? On peut supposer que le Tribunal fédéral

¹ Certains papiers-valeurs appartenant aux compagnies concessionnaires d'assurance sur la vie font l'objet d'une estimation spéciale indépendante des cours de bourse ou de leur prix d'acquisition (art. 667 al. 3 CO) – voir à ce sujet l'arrêt du Conseil fédéral du 21 novembre 1939 sur l'estimation des papiers-valeurs au bilan des sociétés suisses d'assurances sur la vie.

² Proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* 1971 art. 28 à 39.

³ Toujours par opposition aux plus-values de nature monétaire.

⁴ Voir à ce sujet:

— Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 67.

— Pierre FOLLIET *op. cit.* 1971, p. 66 ss. et la doctrine citée par cet auteur.

— Jean-Pierre LEU *op. cit.* FJS 336/1975, p. 13 ss.

— Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 18 et 19.

⁵ ATF (non publié) du 28 avril 1961 *op. cit.* – Revue de droit administratif et de droit fiscal n° 3 mai/juin 1963, p. 119.

aurait peut-être été plus restrictif, s'il s'était agi, dans le cas particulier, de la société anonyme.

Le manuel suisse de revision comptable¹ reprend les bases de la jurisprudence du Tribunal fédéral; il admet la réévaluation d'immobilisations corporelles telles que participations, biens-fonds et immeubles, pour autant que les conditions suivantes soient réunies:

- plus-value manifeste, importante et durable à vues humaines qui, pour les biens-fonds et immeubles, doit être confirmée par une estimation prudente et sérieuse de la valeur vénale;
- mention explicite du bénéfice de réévaluation dans le compte de résultats;
- utilisation du bénéfice de réévaluation uniquement pour couvrir des pertes ou amortir des actifs surévalués;
- mention formelle de la réévaluation dans le rapport des contrôleurs.

De « lege ferenda », le Groupe de travail, revenant sur sa première position, prévoit la possibilité de réévaluer les immeubles et les participations aux conditions suivantes²:

- la valeur vénale doit être supérieure au prix d'acquisition ou de revient;
- la réévaluation peut atteindre, au plus, les deux tiers de la valeur vénale;
- la réévaluation ne peut intervenir qu'en présence d'une perte au bilan³ et doit, uniquement, servir à l'écarter;
- avant de procéder à la réévaluation, un organe de contrôle, reconnu par le Conseil fédéral comme institution de revision pour la réduction du capital-actions, doit constater que les conditions sont remplies;
- la réévaluation doit être indiquée séparément dans les comptes annuels et expliquée dans le rapport de gestion.

Quant aux **biens destinés à la vente**, nous estimons que les motifs invoqués à propos de l'art. 960 al. 2 CO pour interdire leur réévaluation, à la suite d'une plus-value de nature économique, sont d'autant plus valables pour une société anonyme. Les fluctuations des prix du marché, dans le sens d'une hausse pour des marchandises non encore vendues, ne sauraient avoir, de quelque façon que ce soit, une influence sur le bénéfice dont l'assemblée générale peut disposer librement. Or, de « lege lata », même si le produit de la réévaluation

¹ Manuel suisse de revision comptable *op. cit.* 1971 par. 3.4302, p. 11.

² Rapport explicatif de la Division fédérale de la Justice *op. cit.* 1975, p. 15.
Avant-projet *op. cit.* 1975 art. 670.

³ La position du Groupe de travail est ici beaucoup plus restrictive que celle du manuel suisse de revision comptable, lequel admet la réévaluation pour couvrir des pertes d'exploitation d'un exercice annuel même en l'absence d'une perte reportée au bilan.

tion est comptabilisé dans une réserve dite de « réévaluation », aucune disposition légale n'empêche l'assemblée générale d'en modifier la destination et de la répartir aux actionnaires.

* * *

Etant donné, en Suisse, la possibilité légale de constituer des réserves latentes volontaires, par la sous-évaluation d'actifs ou par la surévaluation de provisions, le principe de sincérité de nature positive n'a aucune portée en ce qui concerne les règles d'évaluation fixées par le législateur. Le problème se situe, à leur sujet, au niveau de la sincérité exprimée sous sa forme négative. Nous en rappelons la teneur.

Le bilan ne doit pas montrer une image plus favorable que celle représentée par :

- la concordance avec les faits immédiatement vérifiables au moment de son établissement ;
- la concordance avec le résultat de l'appréciation objective des faits dont l'existence ne peut être vérifiée à ce moment ;
- la concordance avec le résultat des évaluations fondées sur des critères objectifs.

Par conséquent, l'on peut affirmer que le principe de sincérité interdit d'inscrire au bilan des actifs pour une valeur supérieure à celle qu'on aurait calculée selon les règles d'évaluation fixées par le législateur.

Parmi ces règles, le prix d'acquisition et le prix de revient sont des éléments de référence fondamentaux pour déterminer les résultats de l'entreprise. Ces prix reposent, en partie, sur des faits vérifiables au moment d'établir le bilan, en partie, sur des faits non vérifiables que l'on doit apprécier. La valorisation des éléments de l'actif a pour objet la recherche et l'appréciation de ces faits. Nous examinerons, ci-après, la valorisation des éléments qui nous paraît créer certains problèmes complexes et délicats, tels que la valorisation des stocks, des travaux en cours, des valeurs incorporelles créées par l'entreprise elle-même¹.

Par ailleurs, les amortissements et les provisions représentent les composantes essentielles de l'évaluation proprement dite d'un élément de l'actif. Les amortissements et les provisions commandent, en grande partie, le résultat des évaluations fondées sur des critères objectifs. Nous les étudierons ci-après en relation avec le principe de sincérité.

¹ Notre intention n'est pas d'étudier ces problèmes de façon détaillée et approfondie, mais simplement de les mettre en évidence.

Enfin, il ne nous paraît guère possible, dans une étude consacrée à la sincérité du bilan, de ne pas évoquer le problème de l'inflation et ses incidences sur les évaluations.

Nous répétons, à toutes fins utiles, que ces diverses questions ne seront pas examinées sous l'angle de la responsabilité civile de l'auteur du bilan ¹.

* * *

¹ Voir considérations préliminaires pages 174 et 175 ci-dessus.

C. LA VALORISATION DE CERTAINS ÉLÉMENTS DE L'ACTIF

SOMMAIRE

	Pages
La valorisation des stocks de marchandises	447
— la valorisation des approvisionnements	447
la méthode du coût d'achat moyen pondéré	448
les méthodes de l'épuisement des stocks	448
— la valorisation de la production	449
les méthodes relatives à la recherche des coûts de production	450
— le choix des méthodes (la liberté de choix autorisée par le législateur et les limites imposées par le principe de sincérité)	451
La valorisation des travaux en cours	453
La valorisation des valeurs incorporelles créées par l'entreprise	454
— leur valeur effective pour l'entreprise	455
— leur valeur subjective en cours d'exploitation et leur prix de revient	455
— les amortissements commandés par les circonstances	456

La valorisation des stocks de marchandises ¹

Cette recherche pose un certain nombre de questions au niveau de la comptabilité des stocks. Il nous paraît indispensable de les relever, brièvement, avant d'en apprécier les divers aspects, à la lumière du principe de sincérité du bilan. Nous examinerons les problèmes relatifs à la valorisation des marchandises en stock, pour les approvisionnements et pour la production séparément.

* * *

Dans une entreprise commerciale, les approvisionnements sont les marchandises achetées et destinées à être vendues; dans une entreprise industrielle, ce sont les matières premières et les fournitures nécessaires à la production.

La **valorisation des approvisionnements** consiste, d'abord, à rechercher le prix auquel ils seront introduits dans les comptes de stock d'un inventaire permanent (prix d'entrée). Ce prix est obtenu en incorporant, au prix d'achat des marchandises, les frais accessoires d'achat directs, tels que frais de transport et d'assurance, droits de douane, commissions, frais de réception, taxes diverses, etc. Ce coût d'achat est éventuellement majoré des frais d'approvisionnement ², qui comprennent les frais de magasinage et les frais occasionnés par les services d'achat à l'intérieur de l'entreprise ³.

La valorisation des approvisionnements a pour but, ensuite, de déterminer le prix auquel ils seront sortis des comptes de stock (prix de sortie); ce prix permet de calculer la valeur des marchandises en stock. En effet, selon le

¹ Voir à ce sujet Henri FOUILLET « L'évaluation et le contrôle des stocks » 1970, p. 46 ss.

² Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés - Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre - Revision comptable n° 2/1968, p. 3.

³ Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 50.

principe de l'inventaire permanent, « les entrées et sorties de stock étant connues, ainsi que le stock de départ, on obtient par différence le stock de fin de période »¹.

Si les coûts d'achat des marchandises de même catégorie étaient, théoriquement, identiques au cours d'une période comptable, les prix de sortie des stocks et, par voie de conséquence, les prix des marchandises en stock correspondraient exactement au prix d'entrée, quel que soit le moment de leur enregistrement.

Or, pratiquement, les coûts d'achat varient au cours d'une période comptable. Plusieurs méthodes sont alors employées pour valoriser les sorties de stock: celle du coût d'achat moyen pondéré ou celles de l'épuisement des stocks. Toutes ces méthodes reposent sur des conventions ou des hypothèses².

a) **La méthode du coût d'achat moyen pondéré** part de l'hypothèse que tous les articles ont été achetés à un même prix moyen. Ce prix est établi comme suit:

Total du coût du
stock et des achats
de la période = C

Total des quantités
du stock et des achats
de la période = Q

$$\text{Prix moyen} = \frac{C}{Q}$$

Le coût d'achat moyen pondéré peut être calculé après l'entrée de chaque lot de marchandises ou à la fin d'une période donnée: à la fin de chaque mois ou à la fin de l'année. Par cette méthode, les approvisionnements en stock sont valorisés au coût d'achat moyen pondéré.

b) **Les méthodes de l'épuisement des stocks** comprennent plusieurs variantes dont les plus connues sont:

- la méthode dite du « premier entré — premier sorti » de l'anglais « First in, first out » — en abrégé « Fifo » —;
- la méthode dite du « dernier entré — premier sorti » de l'anglais « Last in, first out » — en abrégé « Lifo » —.

Dans la première variante (**Fifo**), on considère, par convention, que les éléments de stock les plus anciens (premiers entrés) ont été consommés les premiers (premiers sortis). Dans ce cas, les sorties de stock sont valorisées à

¹ Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 15.

² André R. BENDER/Pierre-André DUMONT « Eléments d'analyse financière » dans *Analyse et gestion financières* n° 1/1974, p. 37 ss.

l'aide des prix d'entrée les plus anciens et, par voie de conséquence, le stock restant à l'aide des prix d'entrée les plus récents.

La seconde variante (**Lifo**) part de l'hypothèse inverse. On considère que les éléments de stock les plus récents (derniers entrés) ont été consommés les premiers (premiers sortis). Alors, les sorties de stock sont valorisées aux prix d'entrée les plus récents et, par voie de conséquence, le stock restant sur la base des prix d'entrée les plus anciens.

Mentionnons encore brièvement d'autres variantes :

- la méthode dite « Highest in, first out » — en abrégé « **Hifo** » — dans laquelle les marchandises entrées au prix d'achat le plus élevé sont considérées comme étant consommées les premières ¹;
- la méthode dite « Next in, first out » — en abrégé « **Nifo** » — dans laquelle les sorties de stock sont valorisées sur la base du prix futur de la prochaine facture ²;
- la méthode du dernier prix pratiqué sur le marché, pour les marchandises cotées, par exemple.

Les mêmes principes d'évaluation peuvent être adoptés pour calculer, de manière simplifiée, le prix d'acquisition des approvisionnements dans un inventaire intermittent, établi à la fin d'une période comptable.

Signalons, enfin, la méthode utilisée parfois dans le commerce de détail. Elle consiste, dans un inventaire intermittent, à évaluer les approvisionnements aux prix de vente et à déduire la marge brute par catégorie de marchandises ³.

* * *

Dans une entreprise industrielle, la production est le résultat d'une succession d'opérations dans lesquelles entre, à partir de matières premières ou de fournitures, une certaine quantité de travail humain ou mécanique ⁴. La production aboutit à des produits finis lorsque le stade de transformation est définitif. Elle comprend aussi des produits semi-finis ou des produits en cours de fabrication, lorsque le stade de transformation est plus ou moins avancé à un moment déterminé de l'activité de l'entreprise.

Par rapport à la règle d'évaluation du prix de revient, la **valorisation de la production** a pour objet de rechercher le coût de production ou le prix de revient d'un produit fini, semi-fini ou en cours de fabrication. Cela consiste à

¹ Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 610.

² Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 62.

³ Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables — Congrès 1973, p. 78 et 85.

⁴ Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 66.

imputer à ce coût, ou prix de revient, les charges directes, telles que les approvisionnements, les salaires des ouvriers, l'amortissement d'une machine et les charges indirectes telles que les frais généraux de production et autres amortissements selon une clé de répartition établie.

Il existe diverses méthodes, plus ou moins complexes, pour effectuer cette valorisation. Nous nous bornerons à les énumérer, en essayant de les caractériser aussi schématiquement que possible¹ :

- **La méthode du prix de revient complet** consiste « à imputer toutes les charges directes et indirectes, à l'exception des frais de distribution, dans les prix de revient de production ». Elle exige une comptabilité analytique d'exploitation basée sur la division de l'entreprise en centres de frais ou « sections homogènes »². Par cette méthode, la valeur des produits en stock comprend une grande partie des frais généraux de l'entreprise.
- **La méthode de l'imputation rationnelle des frais fixes** « repose sur l'idée que l'organisation d'une entreprise est conçue pour une certaine activité qualifiée de normale et qu'une variation de cette activité entraîne une imputation des frais fixes qui tend à fausser l'établissement des prix de revient ». Les frais fixes, par rapport au volume de la production, sont isolés dans chaque section; ils sont ensuite corrigés au moyen d'un coefficient « d'imputation rationnelle » qui est le rapport entre l'activité réelle et l'activité normale de la section.
- **La méthode des coûts pré-établis** (coûts standard) consiste « à déterminer des prix de revient prévisionnels pour un volume de production donné, compte tenu d'une certaine organisation technique et administrative, et à les comparer avec les prix de revient réels en vue d'analyser les écarts résultant de cette comparaison ». Les charges initialement portées au budget sont imputées aux prix de revient. Les frais réels sont pris en considération pour modifier, le cas échéant, les coûts budgétaires.
- **La méthode du coût variable ou Direct costing** a pour objet d'incorporer, dans les prix de revient, les seules charges variables (directes ou indirectes) avec le volume de la production. Les charges fixes ne sont pas, ici, incorporées dans la valeur des stocks de produits finis, semi-finis ou en cours de fabrication.

¹ Voir à ce sujet :

— Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 75 ss.

— Pierre SAROCCHI « De la comptabilité analytique au contrôle budgétaire. Initiation à la comptabilité industrielle » – 1972, p. 89 ss.

² En voici la définition donnée par le plan comptable français : « Un compartiment d'ordre comptable dans lequel sont groupés, préalablement à leur imputation aux comptes de coûts ou de prix de revient intéressés, les éléments de charges qui ne peuvent être affectés à ces comptes ».

Henri FOUILLET *op. cit.* 1970, p. 76.

Au niveau des stocks proprement dits, la valorisation de la production se présente, mutatis mutandis, de la même façon que pour les approvisionnements. Le prix de revient des produits finis, semi-finis ou en cours de fabrication correspond aux prix d'entrée dans les comptes de stock. En cas de variation des prix de revient, les prix de sorties sont valorisés selon les mêmes méthodes : celle du prix de revient moyen pondéré ou celles de l'épuisement des stocks.

Mentionnons, enfin, dans une entreprise industrielle, le problème de l'évaluation des déchets et rebuts, dont la valeur peut dans certains cas être considérable.

* * *

Selon la règle générale de l'art. 960 al. 2 CO, les marchandises en stock ne peuvent figurer au bilan pour un chiffre supérieur à celui qu'elles représentent pour l'entreprise. L'art. 666 al. 1 CO précise que les matières premières, les produits fabriqués ou mi-fabriqués, les marchandises, de même que les autres biens destinés à la vente, ne peuvent jamais être évalués, dans le bilan d'une société anonyme, au-dessus du prix d'achat ou de revient. Le législateur ne donne aucune directive quant à la façon de calculer ces prix ; les travaux préparatoires ne contiennent aucune indication à ce sujet. Le législateur suisse a donc laissé au commerçant une liberté de choix¹. Celle-ci nous paraît toutefois être limitée par les principes à observer pour l'établissement du bilan et en particulier par le principe de sincérité :

- a) La concordance avec les faits est l'un des éléments de la sincérité formulée sous son aspect positif. Avant de valoriser, au prix d'acquisition ou de revient, un stock de marchandises, cette concordance exige que l'inventaire de celles-ci soit complet. Cela signifie, dans un inventaire permanent, que toutes les entrées et toutes les sorties de stock aient été enregistrées et que le stock final corresponde à l'inventaire physique des marchandises. Le principe de sincérité de nature positive requiert également que le choix de l'une ou de l'autre des méthodes de calcul des coûts de production rende possible une incorporation des charges dans le prix de revient, conformément à l'exigence mentionnée ci-dessus. La méthode choisie doit aussi permettre d'obtenir le prix de revient des produits finis ou semi-finis en stock ou des produits en cours de fabrication *au moment où le bilan est établi*, cela notamment pour les entreprises dont le cycle de production est saisonnier, ou s'étend sur plusieurs années.
- b) En ce qui concerne la valorisation des approvisionnements, le principe de sincérité de nature négative exige que seules les charges se rapportant nécessairement aux opérations d'achat soient incorporées à leur prix

¹ Solution qui est adoptée expressément par la quatrième proposition de directive de la CEE *op. cit.* 1971 au sujet des méthodes d'évaluation en fonction de la variation des prix - art. 37.

d'acquisition. La seule part indirecte aux frais généraux d'exploitation, que peut englober ce prix, sont les frais de magasinage et ceux occasionnés par les services d'achat à l'intérieur de l'entreprise.

Pour la production, l'exigence est la même. Seules les charges liées directement ou indirectement à la production d'un produit fini, semi-fini ou en cours de fabrication, peuvent être incorporées dans le prix de revient des marchandises figurant à l'inventaire annuel. Ce sont les frais généraux industriels, ou d'exploitation, dont on retrouve une partie dans la valeur des articles fabriqués qui sont encore dans les magasins ou les ateliers¹. Mentionnons, en outre, les amortissements; les provisions pour dépréciation des biens destinés à la vente; les provisions pour charges futures étroitement liées à la production normale de l'entreprise. Ne peuvent, par conséquent, être incorporés dans ce prix de revient, les frais généraux commerciaux, tels que les frais de distribution ainsi que les charges de nature exceptionnelle.

- c) Les déchets et les rebuts devront, de leur côté, être évalués selon l'art. 960 al. 2 CO. Ils ne pourront figurer dans l'inventaire pour un prix supérieur à leur valeur subjective².
- d) Quant aux méthodes de valorisation des stocks en fonction de la variation des prix d'acquisition ou de revient, basées sur des conventions, leur choix doit faire l'objet d'une appréciation de la situation du marché, en rapport avec les faits passés ou présents et les événements futurs, prévisibles ou probables. Nous estimons que le choix d'une méthode doit être guidé par le principe de sincérité exprimé sous sa forme négative: le bilan ne peut montrer une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité. Cela signifie que l'on doit choisir la méthode qui aboutira au prix de revient des marchandises vendues le plus élevé³ et, par voie de conséquence, à la valeur des stocks la plus faible.
- e) Une méthode de valorisation peut-elle être modifiée d'un exercice à l'autre? De « lege lata », nous estimons qu'une telle modification n'est pas illicite dans la mesure où il n'en résulte pas une surévaluation des stocks. En effet, nous avons constaté, d'une part, que le principe de continuité n'était pas encore, à ce sujet, un principe comptable généralement accepté⁴; d'autre part, que cette façon de procéder est couverte légalement par la possibilité de constituer des réserves latentes volontaires.

¹ Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 108.

² Selon le plan comptable français, les déchets et rebuts sont évalués au cours du marché au jour de l'inventaire ou à la valeur probable de réalisation – DALLOZ « Code général des impôts » *op. cit.* 1973 art. 38 nonies al. 8, p. 1048.

³ Ou, pour les approvisionnements dans une entreprise industrielle, au coût d'achat le plus élevé.

⁴ Voir page 249 ci-dessus.

- f) En vertu du principe de sincérité, la règle de la valeur minimale entre le prix d'acquisition ou de revient (quelle que soit la méthode employée pour le calculer) et le prix du marché (art. 666 al. 2 CO) doit dans tous les cas être respectée. En outre, lorsqu'un inventaire intermittent, établi à partir du prix de vente, aboutit à un résultat inférieur au prix d'achat effectif, la valeur la plus basse doit être retenue ¹.

* * *

La valorisation des travaux en cours

Les travaux en cours sont les travaux effectués par l'entreprise pour le compte d'un tiers (construction d'une machine, d'un bâtiment), « qui sont en voie d'exécution à la clôture de l'exercice » ². Leur achèvement peut durer plusieurs années ou simplement chevaucher sur deux exercices. Ils doivent être inscrits à l'actif en vertu du principe de l'état complet du bilan ³.

Selon la règle générale d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO, ces travaux ne peuvent figurer au bilan pour un chiffre dépassant celui qu'ils représentent pour l'entreprise. Cette valeur est essentiellement constituée par le prix de revient des travaux. Celui-ci est obtenu en appliquant, par analogie, les règles et méthodes relatives à la recherche du coût de production.

Peut-on majorer ce prix de revient d'une quote-part du bénéfice prévisible au fur et à mesure de l'avancement des travaux ?

A première vue, cette façon de procéder ne semble pas être en opposition avec la règle de l'art. 960 al. 2 CO. En effet, la valeur subjective est une valeur en cours d'exploitation. Il est vraisemblable qu'en cas de cession volontaire et globale de l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son activité, la valeur des travaux en cours exécutés serait majorée d'une part du bénéfice prévisible. Toutefois, la réponse nous paraît être différente si l'on examine la situation juridique des travaux en cours. Ceux-ci reposent sur un contrat d'entreprise (art. 363 ss CO). L'un des éléments essentiels de ce contrat est l'ouvrage que doit achever et livrer l'entrepreneur. Celui-ci supporte les risques de l'exécution et d'une perte de l'ouvrage jusqu'au moment de la livraison (art. 364 et 376 CO). Aussi longtemps que l'ouvrage n'a pas été achevé et livré, la fortune de l'entrepreneur n'a pas augmenté, et cela quel que soit le montant des acomptes reçus en cours de travaux. Or, l'exigence de la concordance avec les faits, qui découle du principe de sincérité, interdit de comptabiliser un bénéfice non encore réalisé, un bénéfice qui ne correspond pas à une augmentation effective de la fortune de l'entreprise. Par contre, si des livraisons partielles ont été

¹ Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – Congrès 1973, p. 84.

² DALLOZ « Code général des impôts (Impôts directs et taxes assim. Ann. III) » – art. 38 ter al. 4, p. 1046.

³ Voir page 355 ci-dessus.

convenues pour des parties de l'ouvrage indépendantes, rien ne s'oppose à notre avis de comptabiliser une part proportionnelle du bénéfice prévisible, lors de chaque livraison partielle.

Dans le cadre des dispositions applicables à la société anonyme (ou aux sociétés régies par le même droit), les travaux en cours, qui sont des actifs circulants, peuvent être classés par analogie dans les « autres biens destinés à la vente » mentionnés à l'art. 666 al. 1 CO. Ils ne peuvent donc jamais être évalués au-dessus de leur prix de revient. En tel cas, la majoration de ce prix d'une quote-part de bénéfice n'entre pas en considération sauf le cas d'une livraison partielle de l'ouvrage.

En résumé, *la valorisation des travaux en cours doit aboutir à un prix, au plus égal à leur prix de revient, quelle que soit la forme juridique de l'entreprise qui en assure l'exécution*¹. Nous ne pensons pas qu'une différence doive être faite à ce sujet entre une entreprise travaillant dans le domaine du bâtiment et une entreprise de l'industrie². Pour pallier l'inconvénient de ne pas comptabiliser un bénéfice d'exploitation sur des travaux de longue durée qui, exceptionnellement, ne peuvent faire l'objet de livraisons partielles, nous préconisons que le bénéfice prévisible sur les travaux déjà exécutés soit mentionné en annexe du bilan. Notre position pourra sembler trop rigoureuse à certains praticiens de la comptabilité. Elle nous paraît pourtant la seule qui permette de garantir la sécurité des « intéressés » à consulter le bilan.

* * *

La valorisation des valeurs incorporelles créées par l'entreprise

Nous avons précédemment admis que les valeurs incorporelles créées par l'entreprise elle-même — en abrégé les « valeurs créées » — jouissaient, en droit suisse, de la possibilité d'être inventoriées et pouvaient, de ce fait, être inscrites à l'actif du bilan³.

L'estimation des valeurs créées inscrites au bilan est fondée sur les deux règles d'évaluation prescrites par le Code des obligations:

Selon la règle de l'art. 960 al. 2, les valeurs créées ne peuvent figurer au bilan pour un chiffre dépassant celui qu'elles représentent pour l'entreprise.

Selon l'art. 665 al. 1 et 2, les brevets, les procédés spéciaux de fabrication, les marques et autres biens de nature pareille, ayant une valeur effective, peuvent figurer au bilan, au plus pour le prix de revient, déduction faite des amortissements commandés par les circonstances.

¹ Solution retenue également par l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés – Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – Principes comptables n° 8/1968.

² Cela contrairement à l'avis qui semble avoir été exprimé par la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – Congrès 1973, p. 86.

³ Voir pages 358 et 359 ci-dessus.

Trois idées se dégagent de ces deux règles légales :

- la valeur effective pour l'entreprise ;
- la valeur subjective en cours d'exploitation et le prix de revient ;
- les amortissements commandés par les circonstances.

a) La valeur effective que représente pour l'entreprise les valeurs incorporelles créées par elle-même, est la condition de leur possibilité d'être inventoriées. Sans une valeur effective, ces valeurs créées ne peuvent être inscrites au bilan. On peut admettre que cette condition est réalisée si lesdites valeurs sont exploitées par l'entreprise de façon continue et rentable. Il en est de même si le droit d'exploiter ces valeurs créées a été concédé à des tiers (octroi d'une licence par exemple) et que l'entreprise cédante en retire un profit régulier. Pour les valeurs créées qui ne sont pas encore exploitées mais que l'on considère comme exploitables, leur valeur effective ne peut être admise qu'après une appréciation extrêmement sévère et rigoureuse des possibilités d'exploitation, des conditions du marché et des prévisions de rentabilité.

b) La valeur subjective d'une valeur créée correspond, en principe, à son prix de revient. C'est, en effet, ce prix qui serait normalement considéré en cas de cession volontaire et globale de l'entreprise, dans l'idée que celle-ci continue son activité. Dans la pratique, une valeur créée, telle qu'un brevet, n'est, souvent, pas cédée à son prix de revient, mais uniquement sous la forme d'une participation à son rendement futur. La valeur subjective peut, toutefois, être supérieure au prix de revient lorsqu'un contrat de licence a été conclu pour une certaine durée, avec paiement d'un montant minimal de redevances par an. Dans ce cas, sous réserve de la solvabilité du licencié, le brevet peut exceptionnellement avoir une valeur supérieure à son prix de revient et être estimé, par exemple, sur la base de sa valeur de rendement. La loi ne dit pas ce qu'il faut entendre par le prix de revient d'une valeur créée, d'où le problème de sa valorisation.

Edouard Folliet défend le point de vue suivant : les brevets et les marques ne peuvent être inscrits au bilan pour une somme supérieure aux dépenses effectuées pour leur enregistrement ¹. Il justifie sa position en raison du danger d'une estimation arbitraire. Selon cette conception, aucun prix ne pourrait être attribué dans le bilan à une valeur créée non enregistrable, même si celle-ci a une valeur effective. D'autres auteurs estiment, au contraire, que les dépenses de recherche présentent un caractère d'investissement et qu'elles doivent être portées à l'actif du bilan de manière à pouvoir être amorties graduellement ².

¹ Edouard FOLLIET, *op. cit.* 1969, p. 55.

² Voir à ce sujet l'article de Guy DÉSIGAUD « Bilan et valeurs incorporelles créées » paru dans le Bulletin du Département d'Economie commerciale et industrielle de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève octobre - 1974, p. 24 ss.

Si la position d'Edouard Folliet part d'un souci de sincérité et de prudence parfaitement légitime, elle nous paraît, néanmoins, trop restrictive par rapport aux règles d'évaluation fixées par la loi. Il est, en effet, incontestable que le législateur a voulu autoriser, une entreprise, même la société anonyme, à inscrire à l'actif de son bilan une valeur créée à son prix de revient. Or, pour un brevet par exemple, ce prix dépasse les dépenses faites pour l'enregistrer. Etant donné qu'une valeur créée est un actif immobilisé, étroitement lié à son amortissement, son prix de revient ne peut être calculé selon les mêmes bases que le coût de production d'un bien destiné à la vente. Adoptant, sur ce point, la position restrictive d'Edouard Folliet, nous estimons que le prix de revient des valeurs créées doit comprendre au plus les dépenses consacrées directement à leur création. Par ces dépenses, nous entendons le salaire de toutes les personnes affectées à la recherche dans une entreprise; le coût des matières utilisées pour cette recherche; les dépenses d'enregistrement éventuelles; et non seulement les dépenses concernant la mise au point d'un brevet ou d'une formule déterminée. Les charges indirectes, telles que les frais généraux de production et les amortissements, ne devraient en aucun cas être incluses dans le prix des valeurs créées inscrites au bilan. Le principe de sincérité exige, par conséquent, que ce prix de revient direct soit considéré comme une limite d'évaluation maximale.

- c) Selon l'usage commercial, une valeur incorporelle doit être amortie rapidement¹. Cela est d'autant plus vrai pour une valeur créée, en raison d'un risque de surévaluation inhérent à la nature interne des dépenses d'évaluation. Cet amortissement doit être calculé selon les règles requises par la sincérité du bilan, auxquelles nous nous référons². Nous estimons, en particulier, que ces règles doivent être appliquées, pour l'amortissement d'un brevet développé dans l'entreprise, indépendamment de sa durée de protection. Cette durée peut, toutefois, déterminer le taux d'amortissement dans le cas d'un contrat de licence avec paiement d'un montant minimal de redevances annuelles.

* * *

En conclusion, *pour les actifs dont le prix d'acquisition ou de revient pose, pour le bilan, un problème d'appréciation, la valorisation doit être soumise également à la règle fondamentale de la sincérité du bilan dans sa forme négative. Cette appréciation ne doit pas montrer une image plus favorable que celle représentée par la concordance avec les faits.*

* * *

¹ Voir à ce sujet Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 58 ss.

² Voir pages 229 ss. ci-dessus.

D. LES AMORTISSEMENTS ET LES PROVISIONS

SOMMAIRE

	Pages
Les amortissements	459
Les diverses significations de l'amortissement	459
L'amortissement et le principe de sincérité	460
La durée d'utilisation et la cadence de dépréciation d'un actif immobilisé	461
Les principales méthodes d'amortissement	461
Le choix du taux et de la méthode d'amortissement en fonction de la nature des éléments de l'actif immobilisé	462
Le choix du taux et de la méthode d'amortissement en fonction du principe de sincérité	463
Les provisions	464
Comparaison entre les provisions et l'amortissement	464
Les provisions pour dépréciation des biens destinés à la vente	464
Les provisions pour risque de perte sur les autres actifs circulants	465
Les provisions pour charges futures	467
L'évaluation des provisions sous l'angle du principe de sincérité du bilan .	467

Les amortissements

L'amortissement a plusieurs significations suivant le point de vue auquel on se place :

a) Du point de vue de la comptabilité commerciale, l'amortissement constate la moins-value durable subie par les éléments de l'actif immobilisé, dont l'utilisation est limitée dans le temps ¹. « Déduction faite des amortissements commandés par les circonstances » ordonne le législateur à l'art. 665 al. 1 CO pour l'évaluation des installations permanentes. Cette moins-value correspond à une dépréciation. Celle-ci peut résulter :

- de l'action du temps;
- de l'usure provenant de l'utilisation d'un bien;
- de l'effet des progrès techniques ou de l'évolution de la mode, phénomène que l'on dénomme « obsolescence » ²;
- de la limitation dans le temps de certains droits;
- ou de toute autre cause.

Selon la définition donnée par le Tribunal fédéral ³, « l'amortissement est un prélèvement sur le bénéfice brut destiné à compenser la moins-value subie par la fortune nette de l'entreprise pendant un certain laps de temps ». Vu sous cet angle, *l'amortissement est une correction de valeur*.

¹ Proposition de quatrième directive sur les comptes annuels des sociétés de capitaux de la CEE du 10 novembre 1971 – art. 33.

² Ce terme anglais ne figure encore dans aucun dictionnaire de langue française; il signifie un état obsolète, ce qui est hors d'usage ou ce qui est tombé en désuétude.

³ ATF 75 I 16 dans la cause Nordostschweizerische Kraftwerke A.G. c/Canton de Glaris du 17 mars 1949 – JdT 1950, p. 49.

Dans la comptabilité commerciale, on parle également d'amortissement lorsqu'un élément de l'actif, immobilisé ou circulant, a perdu subitement toute valeur pour l'entreprise: un camion non assuré « casco » est entièrement démoli à la suite d'un accident provoqué par un malaise du chauffeur; un lot de marchandises non assurées est détruit dans un incendie; une créance fait l'objet d'un acte de défaut de biens dans une liquidation de faillite sommaire; une participation fait l'objet d'un assainissement sous la forme d'une réduction de capital. Dans tous ces cas, l'actif est amorti. La comptabilité constate sa perte définitive.

- b) Du point de vue de la comptabilité analytique d'exploitation, l'amortissement est la partie du coût d'une immobilisation que doit supporter un exercice annuel en tenant compte de la durée d'utilisation de l'objet. Il permet ainsi de répartir sur plusieurs exercices une dépense d'investissement. A ce titre, l'amortissement est une des composantes du prix de revient d'un produit fabriqué ou d'un service.
- c) Du point de vue de la gestion financière de l'entreprise, l'amortissement est un moyen de maintenir son potentiel économique¹. Il constitue « une rétention de fonds, une non-dépense d'exploitation comptabilisée comme une dépense d'exploitation »². En réduisant le bénéfice à répartir, l'amortissement procure indirectement à l'entreprise le financement nécessaire au renouvellement des immobilisations amorties.
- d) Du point de vue fiscal, enfin, l'amortissement doit correspondre à la dépréciation effective qu'a subie un bien au cours de la période de calcul de l'impôt. Il peut également correspondre à l'amortissement admis par l'usage commercial.

* * *

L'amortissement intéresse le principe de sincérité du bilan à plusieurs titres :

- la constatation d'une moins-value, due à la dépréciation des éléments de l'actif immobilisé, pose le problème de leur surévaluation éventuelle au bilan;
- la comptabilisation d'un amortissement insuffisant fait apparaître dans le compte d'exploitation des résultats plus favorables;
- la répartition, entre plusieurs exercices annuels d'une dépense d'investissement, pose la question de la valorisation des stocks de produits fabriqués à leur prix de revient, en fonction des amortissements, avec son incidence sur les résultats comptables d'un exercice;

¹ Cela sous réserve des conséquences de l'inflation (voir page 473 ci-après).

² A. BENDER/P. DUMONT *op. cit.* 1974, p. 30.

- des amortissements trop faibles par rapport à la valeur de remplacement des éléments de l'actif immobilisé compromettent, sur le plan financier, leur renouvellement dans l'entreprise. Nous reprendrons cet aspect de l'amortissement à propos de l'incidence de l'inflation sur la sincérité du bilan ¹.

* * *

Nous avons vu que le principe de nature négative de la sincérité des comptes annuels interdit de montrer une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité, compte tenu de tous les éléments d'appréciation réunis. L'amortissement est régi par cette règle fondamentale.

Dans la mesure où il ne constate pas la perte définitive d'un bien, l'amortissement ne concerne que des éléments de l'actif immobilisé, c'est-à-dire l'ensemble des moyens de production inscrits au bilan qui, dans la vie normale d'une entreprise, ne sont pas destinés à être aliénés ². La plupart de ces éléments ont une durée d'utilisation limitée; le degré de leur dépréciation est fonction de cette durée. Or, c'est précisément cette durée qui, dans l'amortissement, fait l'objet d'une évaluation. Autrement dit, évaluer un amortissement revient, d'abord, à estimer le délai pendant lequel un bien est utilisable. En outre, le degré de dépréciation d'un bien peut être plus ou moins régulier. Un bien peut se déprécier pareillement d'une année à l'autre; il peut aussi se déprécier plus rapidement au début ou à la fin de la période de son utilisation. L'évaluation d'un amortissement sera donc aussi fonction de la cadence de dépréciation.

Cette durée et cette cadence déterminent le taux de l'amortissement, c'est-à-dire la proportion dans laquelle un bien doit être amorti chaque année. Selon la méthode de calcul de l'amortissement, le taux peut être fixe, progressif ou dégressif. Parmi les principales méthodes ³, nous trouvons, en particulier:

- l'amortissement constant ou linéaire calculé, selon un taux fixe, sur le prix d'acquisition ou de revient. Dans ce cas, le taux représente la durée exacte de l'amortissement

5 % pour 20 ans
10 % pour 10 ans
20 % pour 5 ans
etc.

Cette méthode présuppose que le bien à amortir se déprécie régulièrement, année après année;

- l'amortissement décroissant ou dégressif calculé selon un taux fixe sur la valeur comptable résiduelle (dénommé également l'amortissement « géo-

¹ Voir pages 477 et 478 ci-après.

² Lexique UEC *op. cit.* 1974, p. 18.

³ Voir à ce sujet:

— André COTTIER *op. cit.* 1974, p. 58 ss.

— A. BENDER/P. DUMONT *op. cit.* 1974, p. 29 ss.

métrique ») ou l'amortissement décroissant ou dégressif calculé selon un taux dégressif sur le prix d'acquisition ou de revient, base de calcul de l'amortissement dit « *softy* ».

Ces deux méthodes sont employées pour un actif qui se déprécie rapidement au début de son utilisation et dont la dépréciation se ralentit avec le temps;

- l'amortissement croissant ou progressif calculé selon un taux progressif sur le prix d'acquisition ou de revient. On emploie cette méthode pour un actif qui se déprécie lentement au début de son utilisation, mais dont le rythme de dépréciation s'accélère avec le temps.

* * *

Pour choisir le taux et la méthode d'amortissement adéquats, les éléments de l'actif immobilisé, dont l'utilisation est limitée dans le temps, doivent être répartis en deux catégories:

- les biens que l'on évalue en principe globalement et que l'on groupe selon leur nature et leur destination, tels que: bâtiments commerciaux, fabriques, installations n'ayant pas le caractère d'accessoires, machines, outillage, moyens de transport, mobilier, machines de bureaux, etc.;
- les biens que l'on doit évaluer séparément en raison de leur nature particulière, tels que: installation unique et spécifique de grande valeur dans une entreprise (chaîne de fabrication automatique ou ordinateurs par exemple); concession acquise à titre onéreux; brevet sur lequel repose toute l'activité de l'entreprise, etc.

Pour les biens de la première catégorie, l'usage commercial a consacré, pour des raisons d'ordre pratique, le principe d'une évaluation arithmétique et forfaitaire de l'amortissement. Les taux fixes pour chaque groupe de biens reposent sur l'expérience des affaires et recouvrent, en moyenne, tous les risques inhérents à leur utilisation dans l'entreprise. Mentionnons, à titre d'exemple pour l'amortissement décroissant, calculé sur la valeur comptable résiduelle, les taux considérés par le fisc comme étant admis par l'usage commercial:

- 2% sur les bâtiments commerciaux;
 - 5% sur les fabriques;
 - 20% sur les installations n'ayant pas le caractère d'accessoires, le mobilier et les machines de bureaux;
 - 30% sur les machines industrielles et les moyens de transport;
 - 35% sur l'outillage;
- etc.

Ces taux sont, en principe, réduits de moitié si les amortissements sont calculés sur les prix d'acquisition ou de revient ¹.

Pour les biens de la seconde catégorie, la méthode et le taux d'amortissement sont choisis de cas en cas, selon des éléments d'appréciation qui doivent toujours reposer sur des faits passés ou présents ou sur des événements futurs, prévisibles ou probables. C'est ainsi que, pour une machine soumise à l'évolution des techniques, tel un ordinateur, il conviendra de choisir la méthode et le taux qui permettent un amortissement rapide au début de son utilisation; alors que pour une concession, l'on pourra, théoriquement du moins, adopter un taux fixe calculé sur le prix d'acquisition ou de revient correspondant à la durée exacte de la protection du droit.

Ajoutons que, pour les valeurs incorporelles, le principe de prudence vient ici compléter celui de la sincérité du bilan et commande des amortissements aussi rapides que possible.

* * *

En résumé, *la sincérité du bilan, dans sa forme négative, exige que les amortissements soient calculés en respectant les règles suivantes:*

- *le taux et la méthode choisis ne doivent pas aboutir à une répartition de l'amortissement, dans le temps, sur une période plus longue que la durée d'utilisation prévisible ou probable du bien que l'on doit amortir;*
- *le taux et la méthode d'amortissements doivent être choisis de manière à éviter toute surévaluation des éléments de l'actif immobilisé, d'où la conséquence: les amortissements ne peuvent être diminués ou supprimés en fonction des résultats déficitaires;*
- *en vertu du principe de continuité, de « lege lata », la méthode d'amortissements ne peut être modifiée d'un exercice à l'autre, si les circonstances restent inchangées. Il en est de même des taux d'amortissement minimaux, au-dessous desquels il y aurait surévaluation des actifs ²;*
- *l'appréciation de la durée d'utilisation et de la cadence de dépréciation doit, enfin, correspondre objectivement à celle qu'aurait faite, dans les mêmes circonstances, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable, afin de ne pas faire ressortir une situation plus favorable que celle qui paraît être la réalité.*

* * *

¹ H. MASSHARDT/F. GENDRE *op. cit.* 1973, p. 227.

² Voir page 248 ci-dessus.

Les provisions

Les provisions se distinguent de l'amortissement pour trois raisons :

- Alors que l'amortissement ne corrige qu'un élément de l'actif, les provisions peuvent, ou bien, corriger un tel élément, ou bien, couvrir un risque de charges futures ; elles deviennent alors un élément du passif.
- L'amortissement, pour autant qu'il ne constate pas la perte définitive d'un bien, ne concerne que les éléments de l'actif immobilisé ; les provisions, dont l'objet est de corriger une valeur, se rapportent, au contraire, aux éléments de l'actif circulant, c'est-à-dire à « tous les biens et tous les droits qui se transforment plus ou moins rapidement en liquidités »¹.
- Le montant de la moins-value totale constatée au moyen de l'amortissement sur une période plus ou moins longue est connu avec certitude : prix d'acquisition ou de revient comptabilisé ; par contre, le montant de la moins-value constatée par une provision fait presque toujours l'objet d'une estimation à la date de clôture du bilan.

Le Code des obligations ne mentionne nulle part le terme de « provision » — ou « Rückstellung » —. Nous verrons qu'il en retient néanmoins la notion pour l'estimation des papiers-valeurs. Le législateur impose toutefois aux sociétés anonymes de porter des réserves — ou « Rücklagen » — au bilan pour couvrir des risques de perte sur des engagements conditionnels ou futurs (art. 670 al. 2 CO).

Les provisions se distinguent des réserves en ce sens que les premières représentent, sur le plan comptable, des charges d'exploitation effectives ; l'entreprise doit en tenir compte pour déterminer les résultats qui ressortent de son compte d'exploitation. Les réserves ouvertes ou latentes sont, au contraire, constituées au moyen de bénéfices.

* * *

Il existe trois sortes de provisions :

- les provisions pour dépréciation des biens destinés à la vente ;
- les provisions pour risques de perte sur les autres actifs circulants ;
- les provisions pour charges futures.

Nous examinerons successivement les problèmes relatifs à leur évaluation :

- a) **Les provisions pour dépréciation des biens destinés à la vente** sont le pendant des amortissements pour les éléments de l'actif immobilisé dont l'utilisation est limitée dans le temps. Elles constatent, dans la comptabilité, une moins-value correspondant à une dépréciation. Celle-ci peut résulter :

¹ A. BENDER/P. DUMONT *op. cit.* 1974, p. 25.

- de l'action du temps sur des marchandises en raison de leur stockage défectueux ou prolongé;
- de l'effet des progrès techniques ou de l'évolution de la mode (« obsolescence »);
- de toute autre cause casuelle.

Les biens destinés à la vente ne sont, en principe, plus les mêmes au début et à la fin d'une période comptable et dans les périodes qui suivent; leur évaluation ne peut être basée sur le critère de l'usage et du temps. Ces biens doivent, par conséquent, être estimés à la fin de chaque période. Le montant de leur dépréciation ne peut toutefois être fixé avec certitude, étant donné que l'on ignore encore à la date de clôture du bilan le prix auquel ces biens pourront, éventuellement, être vendus. Ce risque de dépréciation impose une correction de valeur sous la forme d'une réduction de la valeur d'inventaire des biens destinés à la vente.

Dans l'hypothèse que ce risque de dépréciation ne soit pas effectif, la comptabilisation d'une provision fait apparaître une réserve latente¹. A Genève, par exemple, ces réserves sont autorisées fiscalement à raison de $33\frac{1}{3}\%$ du prix d'acquisition, ou de fabrication, ou de la valeur marchande « sans qu'il y ait lieu d'examiner spécialement si la sous-estimation est justifiée ». Du point de vue comptable, la seule condition posée par la loi fiscale est l'inscription de cette réserve dans l'inventaire, d'une manière distincte².

- b) **Les provisions pour risque de perte sur les autres actifs circulants** sont destinées à compenser une perte prévisible ou probable, dont le risque existe effectivement à la date de clôture du bilan. Ces provisions se caractérisent également par le fait que la perte constatée n'est peut-être pas définitive. Elle reste incertaine et doit être estimée.

L'estimation des **papiers-valeurs** peut donner lieu à la comptabilisation de provisions pour risque de perte. L'art. 667 al. 1 CO l'ordonne expressément pour les titres cotés à une bourse étrangère lorsqu'interviennent des difficultés de transfert. Il en est de même pour les papiers-valeurs non cotés en vertu de l'art. 670 al. 2 CO. Une correction de valeur, par rapport à leur prix d'acquisition, doit être enregistrée sous la forme d'une provision lorsque leur valeur doit être diminuée en tenant compte des revenus courants ou de dépréciation. Citons, par exemple, l'estimation d'une participation sous la forme d'actions d'une société anonyme dont le prix d'acquisition a été principalement fondé sur un rendement très favorable. A la suite de difficultés

¹ Voir pages 415 et 416 ci-dessus.

² Art. 6 ss du Règlement du 30 décembre 1958 d'application de diverses dispositions de la loi générale sur les contributions publiques du canton de Genève.

Ces réserves sont également autorisées dans les mêmes proportions pour l'impôt fédéral pour la défense nationale – voir à ce sujet H. MASSHARDT/F. GENDRE *op. cit.* 1973, p. 230 ss.

d'ordres divers, la société, non seulement ne distribue plus de dividende, mais encore absorbe la quasi-totalité de ses réserves. En tel cas, la comptabilisation d'une provision, qui peut être calculée sur la base de la valeur intrinsèque des actions, compense un risque de perte probable que l'on devra évaluer à la fin de chaque exercice.

La prise en considération d'un risque de perte sur des **créances** est une notion aussi ancienne que la comptabilité elle-même :

Classement des débiteurs « en bonne ou mauvaise monnaie » ¹.

Estimation des créances selon les « bonnes dettes et très exigibles » — « les dettes douteuses » — « les dettes que l'on croira être perdues » ².

Déduction proportionnée sur les créances qui sont douteuses ³.

Les créances douteuses doivent être inscrites à leur valeur probable ⁴.

Indication du montant total des valeurs douteuses ⁵.

De « lege lata », la prise en considération des créances douteuses ressort de la règle générale d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO.

Le risque de perte sur une créance résulte principalement de la solvabilité douteuse du débiteur. Celle-ci doit être appréciée sur la base de faits passés ou présents, tels que les retards intervenus dans les paiements, l'évolution antérieure de la situation financière, l'état des poursuites en cours, la qualité d'éventuelles garanties, etc. ; il faut encore tenir compte des prévisions ou des probabilités, telles que les chances plus ou moins grandes du débiteur de rétablir sa situation en regard de l'évolution du marché, des mesures prises pour réorganiser son entreprise, etc. Une créance peut aussi être compromise pour des motifs d'ordre juridique, tels que la prescription ou la compensation avec une prétention en dommages et intérêts du débiteur, etc. L'évaluation des créances dans une entreprise peut se faire directement ou indirectement. L'estimation directe porte sur des créances particulièrement importantes et relativement peu nombreuses. En tel cas, la solvabilité de chaque débiteur est appréciée séparément, de même que le risque de perte. L'estimation indirecte est faite, par contre, dans les entreprises où le nombre des débiteurs est considérable ; une évaluation des risques de cas en cas est pratiquement impossible ; le risque de perte est ici évalué globalement « au moyen d'un pourcentage fixé en prenant pour base moyenne les pertes subies les années précédentes » ⁶. La correction de valeur est enregistrée sous la forme d'une *provision pour débiteurs douteux*.

¹ Luca PACIOLI (voir page 14 ci-dessus).

² Jacques SAVARY (voir page 27 ci-dessus).

³ Code général pour les Etats prussiens de 1794 (voir page 36 ci-dessus).

⁴ Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — de 1861 (voir page 60 ci-dessus).

⁵ CO de 1881 (voir pages 92 et 96 ci-dessus).

⁶ Edouard FOLLIET *op. cit.* 1969, p. 99.

- c) **Les provisions pour charges futures** enfin, servent à couvrir des pertes prévisibles ou probables, sans relation avec les éléments de l'actif. Elles se rapportent aussi à des dépenses auxquelles l'entreprise devra probablement faire face en raison de certains événements survenus, antérieurs à la date de clôture du bilan, ou de l'évolution d'une situation de fait existant déjà à cette époque¹. Le montant exact de ces dépenses n'est généralement pas encore connu à la date du bilan et doit faire l'objet d'une estimation. Sur le plan de la gestion financière de l'entreprise, ces provisions ont le même but que les amortissements; elles constituent une rétention de fonds en vue de faire face à des dépenses futures. Celles-ci peuvent concerner le remplacement d'installations (dont le coût dépasse le montant des amortissements) ou le renouvellement des stocks de marchandises, en fonction de la hausse des prix du marché.

* * *

Sous l'angle du principe de nature négative de la sincérité du bilan, plusieurs règles doivent guider l'évaluation des provisions:

- le montant des provisions ayant le caractère de correction de valeur doit être fixé de manière à éviter toute surévaluation des actifs circulants soumis à des dépréciations ou à des risques de perte. Ce principe rejoint la règle d'évaluation de l'art 960 al. 2 CO qui, dans ce cas, est applicable à toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique;*
- les provisions, quelle que soit leur nature, doivent être estimées de manière suffisante, afin d'éviter que le compte d'exploitation fasse ressortir des résultats plus favorables que ceux considérés objectivement comme réels. En particulier, lorsque le risque est effectif, leur montant ne peut dépendre des résultats, plus ou moins bons, d'un exercice annuel;*
- le montant de chaque provision, quelle que soit sa nature, doit, enfin, être estimé sur la base de critères objectifs, tels que les faits passés ou présents, les événements futurs, prévisibles ou probables. Ceux-ci pourront parfois être appréciés sur la base de faits ultérieurs survenus entre la date de clôture de la période comptable et la date de l'établissement du bilan. D'une façon générale, cette évaluation devra correspondre objectivement à celle qu'aurait faite, dans les mêmes circonstances, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable, de manière à ne pas montrer une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité.*

* * *

¹ Voir pages 398 et 399 ci-dessus.

E. L'INFLATION ET LES ÉVALUATIONS

SOMMAIRE

	Pages
Définition de l'inflation	471
L'évolution en Suisse de l'indice des prix de gros et de l'indice des prix à la consommation	471
Les effets de l'inflation sur la comptabilité	472
Les diverses approches et méthodes concernant le traitement comptable des effets de l'inflation	474
La position du législateur suisse	476
Les conséquences de l'inflation sur la sincérité des comptes annuels	477
Le traitement comptable général des effets dus à l'inflation, de « lege lata »	477
Les diverses mesures autorisées par la loi que le commerçant peut prendre pour compenser les effets de l'inflation	478
L'obligation légale de respecter la sincérité du compte d'exploitation en période d'inflation	479

L'inflation — ou renchérissement — est le phénomène d'augmentation du niveau général des prix et de diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Ce phénomène ne doit pas être confondu avec les fluctuations de prix provenant de l'offre et de la demande.

L'inflation est un aspect des fluctuations monétaires nationales par opposition aux fluctuations monétaires internationales. Celles-ci « concernent la valeur extérieure d'une devise, lorsque sa parité par rapport aux autres devises, subit une modification »¹ telle que la dévaluation ou la réévaluation d'une monnaie nationale².

* * *

Le niveau général des prix est mesuré au moyen d'indices; en Suisse, ce sont l'indice des prix de gros et l'indice des prix à la consommation; ils sont calculés et publiés par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT). En voici l'évolution résumée au cours de la dernière décade³:

Indice suisse des prix de gros (nouvel indice)

1963 (moyenne annuelle)	100
1975 (moyenne annuelle)	148,5
soit en 13 ans une augmentation de	48,5%

L'augmentation de l'indice annuel moyen a été:

pour 1972 de	3,6%
pour 1973 de	10,7%
pour 1974 de	16,1%

En 1975, cet indice a baissé de — 2,2%.

¹ UEC Congrès Madrid *op. cit.* 1973, p. 10.

² Voir au sujet de la notion de « dépréciation monétaire » Pierre LALIVE « Dépréciation monétaire et contrats en droit international privé » — dans Onzième journée juridique — Mémoires publiés par la Faculté de Droit de Genève — n° 35 du 9 octobre 1971, p. 42 et 43.

³ Chambre de commerce et d'industrie de Genève — Bulletin statistique et communications.

Indice suisse des prix à la consommation (nouvel indice septembre 1966 = 100)

1967 (moyenne annuelle)	103,6
1975 (moyenne annuelle)	163,2
soit en 9 ans une augmentation de	57.53 %

L'augmentation de l'indice annuel moyen a été:

pour 1972 de	6,9%
pour 1973 de	11,9%
pour 1974 de	7,6%
pour 1975 de	3,4%

Ces chiffres démontrent que le taux d'inflation dans notre pays est, dans l'ensemble, inférieur à celui des autres Etats européens. Toutefois, les entreprises suisses, qui ont investi à l'étranger dans des succursales ou filiales, doivent faire face à des taux d'inflation beaucoup plus élevés.

La diminution lente, plus ou moins régulière du pouvoir d'achat de la monnaie, est un problème d'une importance considérable pour l'économie d'un pays. Son incidence sur la comptabilité des entreprises pose en particulier un certain nombre de questions extrêmement délicates à résoudre.

* * *

Les effets de l'inflation sur la comptabilité se présentent différemment suivant le point de vue auquel on se place ¹.

a) Dans le bilan, les immobilisations sont introduites à leur prix d'acquisition ou de revient. Par l'écoulement du temps, ce prix prend la nature d'un coût historique qui est la valeur au moment de leur prise en compte ². Après un certain temps, cette valeur historique est « nettement inférieure au coût d'équipements semblables exprimés en francs d'aujourd'hui » ³. Cette discordance aboutit à une sous-évaluation dans la mesure où la dépréciation d'une immobilisation se poursuit à un rythme plus lent que le renchérissement.

La même constatation peut être faite pour les marchandises inventoriées qui sont plus ou moins sous-évaluées en fonction de la vitesse de rotation des stocks.

¹ Voir à ce sujet Otto FISCHER *op. cit.* 1940, p. 21 ss.

² Association suisse des analystes financiers – Commission « Information des actionnaires » – 8^e rapport d'activité 1974, p. 19.

³ Marcel GOBLET « Biens immeubles et valeurs mobilières » dans « La Comptabilité et le Droit » – Commission Droit et Vie des affaires – Séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973, p. 185.

- b) Dans le compte d'exploitation, les charges liées aux immobilisations (amortissements) et aux marchandises (prix de revient des marchandises vendues) sont inférieures, puisqu'elles sont calculées sur des coûts historiques, eux-mêmes sous-évalués. Les prix de vente, adaptés au renchérissement, font ressortir une plus-value comptable d'ordre monétaire. Cette plus-value est fictive étant donné la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie. Cela a pour conséquence que les résultats comptables sont plus favorables que ceux qui apparaîtraient, dans les mêmes circonstances, en période de stabilisation du niveau général des prix. Le calcul de la rentabilité réelle est donc faussé ¹.
- c) Dans la comptabilité analytique d'exploitation, les prix de revient sont altérés, d'une part, en raison de la valorisation des sorties de stock au coût historique plus ou moins éloigné dans le temps selon la vitesse de rotation des stocks, d'autre part, en raison des amortissements insuffisants. « Au fur et à mesure que le temps s'écoule et que la dépréciation s'accroît, la part de la dépense initiale récupérée par la voie de l'amortissement représente un pouvoir d'achat en réduction progressive » ². Cela pose le problème du maintien de la substance même de l'entreprise. Celle-ci doit pouvoir remplacer l'outil de travail que représentent ses immobilisations et reconstituer en volume ses stocks pour une quantité de marchandises au moins égales à celles qui ont été vendues ³. L'altération des prix de revient due à l'inflation ronge ses ressources en capital.

Quant au financement de l'entreprise, l'incidence de l'inflation peut se résumer de la façon suivante :

- L'insuffisance des amortissements réduit d'autant la rétention des fonds nécessaires au remplacement des immobilisations ou à leur renouvellement.
- Dans une société anonyme, la surévaluation des bénéfices comptables crée le risque d'une distribution de dividendes fictifs qui peut mettre en péril la situation des créanciers.
- Du point de vue fiscal, enfin, l'entreprise paie des impôts sur des bénéfices qui proviennent, en partie, de plus-values monétaires fictives, d'où la mise en danger de son équilibre financier.

* * *

¹ Union des Industries de la CEE – Résolution relative à la comptabilité des entreprises en période d'inflation du 20 novembre 1974.

² Marcel GOBLET *op. cit* 1973, p. 186.

³ Association suisse des analystes financiers *op. cit.* 1974, p. 20 et 22.

Sur le plan des théories économiques, les approches et méthodes concernant le traitement comptable des effets dus à l'inflation¹, reposent sur trois conceptions dont les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- a) **L'approche nominaliste** part de la fiction de la stabilité monétaire (la valeur de l'unité monétaire demeurant stable au cours de la période) et accepte le coût historique comme critère garantissant le maintien du capital nominal de l'entreprise. Les fluctuations monétaires ne sont pas prises en considération. On admet, dans cette approche, que le capital de l'entreprise est conservé si son capital nominal ou financier n'a pas diminué entre le début et la fin de l'exercice annuel. Le bénéfice distribuable correspond, par conséquent, au montant de l'augmentation du capital nominal au cours de cette période. Cette approche part de l'idée que, si l'unité monétaire nationale n'est pas en période d'inflation un bon étalon de mesure, l'on doit en revanche constater qu'il n'y en a pas d'autre à disposition.
- b) **L'approche du maintien des fonds propres** part du point de vue que le capital de l'entreprise doit conserver le même pouvoir d'achat. On admet dans cette approche que le capital réel est conservé si le capital exprimé en termes monétaires constants n'a pas diminué entre le début et la fin d'un exercice annuel. « L'effet inflationniste est éliminé au moyen d'un coefficient calculé à l'aide d'un indice de prix, le plus souvent uniforme. » Cette approche est la base des méthodes² qui consistent à corriger intégralement les chiffres de la comptabilité au moyen d'un indice général, ou à modifier certains postes du bilan et du compte d'exploitation à l'aide d'indices spécifiques. Autrement dit, on procède à une réévaluation monétaire sur la base de valeurs indexées en fonction de la diminution du pouvoir d'achat.
- c) **L'approche substantialiste** est basée sur la conception selon laquelle l'entreprise doit « maintenir le capital matériel et immatériel en tant que source de revenus; elle doit pouvoir remplacer les facteurs de production consommés au cours de l'exercice avec le produit de ses ventes, même en cas de hausse des prix ». Dans cette approche, « le bénéfice est le montant qui n'est pas nécessaire pour financer le remplacement des facteurs consommés ». Le maintien de la substance de l'entreprise est obtenu, sur le plan comptable, en utilisant la valeur de remplacement au lieu des prix d'acquisition ou de revient historiques³. En général, les postes du compte d'explo-

¹ Voir à ce sujet :

— Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC) « Approches et méthodes concernant le traitement comptable des effets de l'inflation » – Journal UEC n° 3 juillet 1975, p. 224 ss.

— Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables - Congrès 1975 - Procès-verbal sur le thème « Prise en considération des variations monétaires lors de l'établissement des comptes annuels (Inflation Accounting) » du 10 octobre 1975, p. 5 ss.

² « General Price – Level Accounting » ou « Current Purchasing Power ».

³ « Current Value Accounting » ou « Current or Replacement Cost Accounting ».

tation sont évalués à la valeur de remplacement à la date de la transaction, et les postes du bilan à la valeur de remplacement à la date de sa clôture. On procède ici à une réévaluation économique dont le principe dépasse le cadre du traitement comptable des effets de l'inflation. « Il s'agit d'adapter le bilan à la réalité, c'est-à-dire au changement des prix; et les prix individuels changent même si le taux de l'inflation est zéro ¹. »

Signalons encore, au point de vue doctrinal, le rapport de la Commission Sandilands ² chargée d'étudier en Angleterre les conséquences comptables de l'inflation. Cette Commission propose un système de comptabilité « en coût courant » dont le but est de traduire pour l'entreprise sa faculté « à couvrir ses dépenses, à rembourser ses emprunts et à verser des dividendes ».

Il sort du cadre de notre étude de nous prononcer sur les avantages et désavantages de ces approches ou méthodes ³. Nous nous bornerons aux quelques observations suivantes:

- La conception nominaliste est celle adoptée par la plupart des législations de droit commercial.
- Le choix d'un indice général ou spécifique, dans la conception du maintien des fonds propres, se heurte dans la pratique à de grandes difficultés. Qu'il suffise d'évoquer en Suisse les péripéties récentes du calcul de l'indice des prix à la consommation avec ou sans le prix du mazout ! En outre, la dépréciation monétaire compensée par la correction, à l'aide d'un indice, ne correspond pas obligatoirement au coût de remplacement d'un actif immobilisé.
- La valeur de remplacement englobe à la fois les plus-values d'ordre économique (bénéfice considéré comme réel) et les plus-values d'ordre monétaire (bénéfice fictif) d'où la difficulté de choisir la conception substantialiste pour compenser les seuls effets de l'inflation sur les comptes annuels.

¹ L'Expert Comptable Suisse « Was kostet Inflation Accounting » n° 2 février 1976, p. 3.

² Union européenne des experts-comptables économiques et financiers (UEC) « Rapport de la Commission Sandilands » – Journal UEC n° 1/1976, p. 78 ss.

³ Voir notamment à ce sujet:

- Pierre FOLLIET *op. cit.* 1971, p. 66 ss.
- Exposé des motifs CEE *op. cit.* 1971, p. 50 ss.
- UEC Congrès Madrid *op. cit.* 1973, p. 9 ss.
- Journal UEC *op. cit.* n° 3/1975, p. 228.
- Dominion Securities Harris (DSH) – Research « Inflation Accounting: an investor's viewpoint » octobre 1975.
- Reiner FICKERT « Inflation und Rechnungswesen. Grundlegung aus betriebswirtschaftlicher Sicht » dans L'Expert Comptable Suisse n° 1/1976, p. 18 ss.
- Ernst KILGUS « Gestion des entreprises et inflation » dans Bulletin du Crédit Suisse janvier/février 1976, p. 7 ss.
- « Inflation et comptabilité » dans Revue française de comptabilité – n° 60 avril 1976.

- La contrepartie des réévaluations, auxquelles aboutissent les méthodes basées sur le maintien des fonds propres et sur le maintien de la substance de l'entreprise, est comptabilisée dans une réserve de réévaluation. L'utilisation de cette réserve doit être strictement fixée par la loi ¹.
- Les effets de l'inflation sur la comptabilité ne mettent pas en cause la méthode traditionnelle des parties doubles, mais seulement l'enregistrement, à leur coût historique, des immobilisations et des biens destinés à la vente.

Mentionnons, enfin, les approches pragmatiques utilisées pour pallier les effets de l'inflation dans les comptes annuels :

- la constitution de réserves ouvertes;
- la constitution de réserves latentes, du moins en Suisse où elles sont autorisées;
- la comptabilisation de provisions pour charges futures;
- l'indication, en annexe du bilan, des corrections apportées aux comptes conventionnels, soit en un montant global, soit poste par poste;
- la présentation de documents comptables comportant à la fois l'indication des valeurs d'origine et des valeurs actuelles ².

* * *

Dans le droit du bilan, comme dans les autres domaines du droit, le législateur suisse a adopté la conception nominaliste basée sur la stabilité de l'unité monétaire nationale. Nulle part dans les travaux préparatoires, lors de l'élaboration du CO de 1881 et lors de la revision des titres 24 à 33 CO, le législateur ne s'est préoccupé des effets que pourrait avoir, sur les comptes annuels, une diminution éventuelle du pouvoir d'achat du franc suisse. Cela s'explique, d'une part, en raison de la relative stabilité des monnaies au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, d'autre part, en raison du fait que les difficultés d'ordre monétaire, en Suisse, de 1917 à 1936, ont été essentiellement créées par les effets des fluctuations monétaires internationales. Dans le domaine du droit du bilan, ces fluctuations ont été la cause de mesures exceptionnelles prises par le Conseil fédéral en 1919, pour protéger les sociétés anonymes et coopératives contre les conséquences de la dépréciation de change ³. Les dispositions transitoires du Code actuel, permettant au Conseil fédéral de déroger aux règles en matière de bilan en cas de difficultés économiques extraordinaires ⁴, en sont le reflet.

* * *

¹ Voir à ce sujet les art. 30 et 31 de la proposition de quatrième directive CEE *op. cit.* 1971.

² Jean-Jacques BURGARD *op. cit.* 1970, p. 75.

Dans le même sens: Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 17.

³ Voir pages 135 et 136 ci-dessus.

⁴ Voir page 158 ci-dessus.

Les conséquences éventuelles de l'inflation sur la sincérité des comptes annuels touchent le bilan et le compte d'exploitation seulement, en tant que moyens d'information.

Nous avons constaté qu'en période de renchérissement les immobilisations et les stocks figurant au bilan sont sous-évalués. Celui-ci montre une image moins favorable que celle qui paraît être la réalité. Le principe de sincérité dans sa forme négative n'est donc pas mis en cause, dans le bilan proprement dit, par les effets de l'inflation. Quant à l'aspect positif de la sincérité, la possibilité de constituer des réserves latentes volontaires par la non-comptabilisation d'une plus-value d'ordre monétaire, est une dérogation légale au principe de l'art. 959 CO.

C'est, par contre, la sincérité du compte d'exploitation qui est principalement atteinte par les effets de l'inflation sur la comptabilité. La concordance avec les faits et le résultat d'évaluations fondées sur des critères objectifs ne sont plus respectés, dès que le compte d'exploitation fait apparaître des charges inférieures au prix de revient effectif des ventes.

L'interdiction de montrer une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité est transgressée dès l'instant où le compte d'exploitation fait ressortir des bénéfices fictifs, d'origine monétaire.

Le principe de sincérité posé par le législateur exige, par conséquent, de rectifier le compte d'exploitation, pour rendre plus fidèles les informations données par ce document, et cela tout en respectant les règles légales d'évaluation.

De « lege lata », le traitement comptable « incorporé » des effets de l'inflation par leur enregistrement immédiat ne peut être envisagé :

Le prix d'acquisition ou de revient est encore la base légale fondamentale de l'évaluation dans le bilan de tous les éléments de l'actif immobilisé et des biens destinés à la vente. Il est impossible de lui substituer la valeur de remplacement.

La réévaluation intégrale des postes du bilan et du compte d'exploitation à l'aide d'un indice général, ou d'indices spécifiques, n'est pas plus concevable, en l'état actuel de notre droit comptable. Les principaux obstacles sont, à notre avis, l'absence de toute directive légale quant au choix d'un indice, et l'absence de toute réglementation légale de la réserve de réévaluation. A ce sujet, nous ne pouvons accepter l'opinion, selon laquelle la réévaluation monétaire des immobilisations et des marchandises, dans une société anonyme, serait actuellement autorisée par les art. 664 ss CO, à la condition que la contrepartie soit comptabilisée dans une « réserve de réévaluation » qui ne puisse être distribuée¹. Si le principe est parfaitement admissible du point de vue de

¹ Pierre FOLLIET *op. cit.* 1971, p. 68, 69 et 70.
Jean-Pierre LEU *op. cit.* SAG 1975, p. 18 et 19.

la technique comptable et des conséquences d'ordre économique pour l'entreprise, il ne l'est pas encore sur le plan juridique. En effet, cette réserve de réévaluation, même si elle est prévue par les statuts, n'est nullement bloquée par la loi. L'assemblée générale peut, en tout temps, lui conférer une destination différente et décider même de la répartir sous forme de dividende. Ce serait la distribution d'une plus-value fictive, ce que le législateur a précisément voulu interdire pour protéger les créanciers. A notre sens, aussi longtemps que la loi ne règlera pas de façon rigoureuse l'utilisation de cette réserve de réévaluation¹, elle ne peut apparaître licitement dans le bilan d'une société anonyme (ou d'une autre société régie par le même droit). Or, il ne semble pas que le Groupe de travail envisage, pour l'instant, une telle réglementation dans la modification partielle du droit de la société anonyme².

Toutefois, l'impossibilité juridique d'un traitement comptable général des effets dus à la l'inflation ne dispense pas le commerçant de prendre toutes les mesures autorisées par la loi pour parvenir à un compte d'exploitation sincère.

En voici une énumération à titre d'exemples :

- a) Les entreprises soumises exclusivement à la règle générale d'évaluation de l'art 960 al. 2 CO ont le droit de réévaluer leurs actifs immobilisés corporels, à concurrence de leur valeur subjective³. Le prix réévalué est alors la base sur laquelle les amortissements sont comptabilisés.
- b) Les amortissements peuvent être calculés extra-comptablement sur la valeur de remplacement des actifs immobilisés. Le rattrapage des amortissements insuffisants, comptabilisés sur la base des coûts historiques ou de la valeur subjective selon lettre a) ci-dessus, peut être introduit dans la comptabilité sous la forme d'une provision pour charges futures, destinée au renouvellement des installations, et portée dans les charges d'exploitation. Cette provision peut tenir compte, également, de la diminution prévisible du pouvoir d'achat de la monnaie.

Dans son rapport annuel de 1974⁴, le Conseil d'administration de Nestlé Alimentana S.A./Unilac Inc. déclare que « le Groupe s'est efforcé de parer aux phénomènes de l'inflation en appliquant déjà depuis de nombreuses années le concept des valeurs de remplacement pour calculer l'amortissement des immobilisations ». Dans le même sens, le rapport annuel 1974 de Ciba-Geigy⁵ fait état d'un amortissement spécial et extraordinaire venant s'ajouter aux amortissements basés sur les coûts d'acquisition originaux.

¹ Comme le propose la quatrième directive de la CEE *op. cit.* 1971 art. 30 et 31.

² Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 58 et 59.

³ Voir page 438 ci-dessus.

⁴ Nestlé Alimentana S.A./Unilac Inc. – rapports annuels 1974, p. 4.

⁵ Ciba-Geigy – rapport de gestion 1974, p. 40.

- c) En ce qui concerne le prix de revient des marchandises vendues, une première correction peut être apportée en adoptant la méthode de valorisation des stocks qui permette de rapprocher, de la valeur de remplacement, le prix de revient (Lifo)¹.
- d) Les charges d'exploitation peuvent être augmentées au moyen d'une provision complémentaire pour charges futures, équivalente à la différence entre le coût historique des marchandises achetées et leur valeur de remplacement.
- e) L'insuffisance du prix de revient des marchandises en stock peut être compensée par l'imputation, dans ce prix, comme charges indirectes :
 - de la provision pour charges futures destinée au renouvellement des immobilisations;
 - de la provision complémentaire pour charges futures destinée au remplacement des stocks.

« Nous avons tenu compte du renchérissement des prix d'achat et de revient des marchandises en stock en faisant des provisions complémentaires » dit le Conseil d'administration de Ciba-Geigy dans son rapport annuel de 1974².
- f) Les prix de vente peuvent être calculés sur la base des coûts de remplacement, solution adoptée par Nestlé Alimentana S.A./Unilac Inc.³.
- g) La comptabilisation de « réserves spéciales au titre de maintien de valeur » est qualifiée de solution typiquement suisse⁴.
- h) L'indication, en annexe du compte d'exploitation de certaines corrections apportées extra-comptablement aux comptes conventionnels, peut, enfin, compléter les informations relatives aux effets dus à l'inflation.

* * *

En résumé, *les mesures que doit prendre un commerçant en période de renchérissement, pour se conformer au principe de sincérité du compte d'exploitation, doivent aboutir :*

- à une réduction du bénéfice comptable équivalente à la plus-value d'ordre monétaire provoquée par l'inflation;
- à un ajustement des prix de revient des biens destinés à la vente, de manière à assurer leur renouvellement.

* * *

¹ Voir page 449 ci-dessus.

² Rapport *op. cit.* 1974, p. 40.

³ Rapport *op. cit.* 1974, p. 4.

⁴ Ernst KILGUS *op. cit.* 1976, p. 10.

CONCLUSION

	Pages
De « lege lata »	483
De « lege ferenda »	491

DE « LEGE LATA »

SOMMAIRE

	Pages
L'étude historique, dans le Code des obligations, des principes à observer pour l'établissement des comptes annuels, base de la recherche de la sincérité du bilan	485
La notion de sincérité et sa portée	486
Le contenu du principe de sincérité	486
Le principe de sincérité et le droit fiscal	487

Dans le Code des obligations, l'étude historique des principes à observer pour l'établissement des comptes annuels a été la base de toute notre recherche sur la sincérité du bilan. Cette étude nous a conduit tout naturellement à remonter dans le temps, de la revision des titres 24 à 33 CO, à l'élaboration du CO de 1881. L'examen des premiers rapports d'experts de 1862 nous a, en outre, révélé l'importance considérable des législations commerciales française et allemande :

- pour la France, le Code de commerce napoléonien de 1807 et l'Ordonnance sur le commerce de 1673;
- pour l'Allemagne, le Code général de commerce de 1861, la loi prussienne sur les sociétés anonymes de 1843, le Code général pour les Etats prussiens de 1794.

Ces législations ont eu une influence prépondérante sur le droit commercial de plusieurs cantons suisses, puis sur le législateur fédéral. Ne pouvant nous référer à un ouvrage sur l'histoire du droit comparé de la comptabilité, nous avons nous-même élaboré cette étude de manière quasi exhaustive. C'est par souci de précision et de sécurité que nous avons choisi cette solution plutôt que de nous référer sporadiquement, sans aucun fil directeur, aux plus anciennes doctrines comptables, aux premières législations commerciales, aux travaux préparatoires du Code des obligations.

De cette base historique, que nous nous sommes efforcé de rendre aussi solide que possible, nous avons développé notre essai sur la définition du principe de sincérité du bilan. Nous avons constaté que, par sa dimension et sa portée, ce principe est l'un des éléments fondamentaux du droit du bilan. Ordonné par le législateur, il doit être respecté quelle que soit la nature du bilan établi ¹.

¹ Sous réserve d'un bilan conventionnel dans lequel les parties peuvent exclure d'un commun accord certains postes ou convenir de certaines valeurs.

La notion de « vérité » du bilan est différente de la notion de sincérité — de franchise ou de loyauté — de son auteur. La bonne foi subjective de ce dernier en est, par contre, une présupposition.

Etant de nature objective, la sincérité d'un bilan est indépendante de la personnalité de son auteur et de celle de tout « intéressé » à consulter ce bilan.

Le principe de sincérité est à la fois de nature positive et de nature négative.

Formulé de façon positive, le principe de la sincérité repose sur la concordance entre, d'une part, les postes du bilan et les chiffres par lesquels ils sont exprimés; et, d'autre part, les faits immédiatement vérifiables, le résultat de l'appréciation objective des faits dont l'existence ne peut être vérifiée et le résultat des évaluations fondées sur des critères objectifs.

Formulé de façon négative, le principe de sincérité du bilan interdit que celui-ci montre une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité.

L'appréciation des faits non vérifiables et les évaluations sont le résultat d'une décision fondée sur des faits passés ou présents, sur des événements futurs, prévisibles ou probables. Cette décision doit correspondre objectivement à celle qu'aurait prise, dans les mêmes circonstances, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable.

Les principes comptables généralement acceptés, tels que certains aspects du principe de continuité et le principe de prudence, ne délimitent pas la sincérité du bilan, mais en sont les compléments.

Le bilan est le support de l'information destinée aux « intéressés » à le consulter. Ceux-ci auront d'autant plus foi dans sa sincérité que le bilan définitif leur sera remis promptement et que le bilan sera clair et facile à consulter.

La protection du secret des affaires peut être une limite à l'application du principe de sincérité dans certains cas exceptionnels, tels que la non-indication du chiffre d'affaires pour les entreprises dont l'activité n'est pas ou très peu diversifiée.

L'exactitude formelle et matérielle de la comptabilité, jusqu'à et y compris la balance générale de vérification dressée avant les écritures de clôture, est une présupposition de la sincérité du bilan. Celle-ci requiert, en particulier, la comptabilisation, dans le cours d'un exercice annuel, de l'intégralité des actes juridiques de l'entreprise au moment où ceux-ci peuvent être enregistrés.

Dans sa forme positive, le principe de sincérité du bilan a d'abord pour objet l'état complet de l'inventaire et du bilan. Nous avons défendu un point de vue personnel selon lequel cet état complet exigeait, de « lege lata », non seulement la mention des engagements conditionnels, mais encore l'indication des engagements futurs, des événements importants et exceptionnels survenus après la date de clôture, mais avant l'établissement du bilan. Et, pour le commerçant individuel, la mention de ses engagements privés. Sous réserve de quelques exceptions, l'état complet du bilan interdit la compensation des actifs et des passifs.

Toujours dans sa forme positive, le principe de sincérité exige l'état complet du compte d'exploitation dont l'un des fondements, généralement admis, est le rattachement des charges et des produits à l'exercice qui les a vus naître. A propos de la compensation des charges et des produits, qui est, en principe, interdite par l'état complet du compte d'exploitation, nous avons soutenu l'opinion personnelle que toutes les entreprises avaient déjà, de « lege lata », l'obligation d'indiquer séparément leur chiffre d'affaires¹; et, pour les entreprises non soumises au droit de la société anonyme, la dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires. Nous avons souhaité, de « lege ferenda », que cette dernière obligation soit étendue aux entreprises exploitées sous la forme d'une société anonyme.

En revanche, nous avons constaté que la possibilité légale de constituer des réserves latentes volontaires enlevait toute portée au principe de sincérité, dans sa forme positive, lorsque ce principe repose sur la concordance avec le résultat des évaluations fondées sur des critères objectifs.

Dans sa forme négative, le principe de sincérité interdit d'inscrire, au bilan, des actifs pour une valeur dépassant celle qui se calcule selon les règles d'évaluation fixées par le législateur.

La valorisation des stocks de marchandises, des travaux en cours et des valeurs incorporelles créées par l'entreprise elle-même ne doit pas montrer une image plus favorable que celle qui concorde avec les faits. Seules les charges se rapportant directement ou indirectement aux opérations d'achat ou à la production sont incluses dans le prix d'acquisition ou le prix de revient.

Les amortissements et les provisions doivent être estimés de manière à éviter toute surévaluation, comme l'aurait fait objectivement, dans les mêmes circonstances, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable.

Le principe de sincérité de nature négative exige, enfin, que les résultats comptables soient corrigés pour compenser les effets dus à l'inflation.

Nous n'avons, intentionnellement, pas traité le problème de la responsabilité civile de l'auteur du bilan.

* * *

Notre étude porte sur le plan du droit commercial exclusivement.

Mais le principe de sincérité du bilan pose-t-il un problème particulier du point de vue du droit fiscal ?

¹ Sous réserve des limites imposées par la protection du secret des affaires.

Si l'on envisage la nature positive de la sincérité du bilan, la conception du droit commercial et celle du droit fiscal se rejoignent totalement. Le droit fiscal exige, tout autant que le droit commercial, si ce n'est plus, que la comptabilité soit tenue avec exactitude, que le bilan et le compte d'exploitation soient complets et que les prix d'acquisition ou de revient soient calculés avec précision et de façon continue. Par contre, dès que la nature négative de la sincérité du bilan est mise en relief, une discordance peut apparaître entre le droit commercial et le droit fiscal, pour les deux raisons suivantes :

- Le droit commercial interdit toute surévaluation; il fixe des limites maximales. A quelques exceptions près, le droit fiscal, lui, n'accepte pas une sous-évaluation de la fortune commerciale et des résultats annuels; il fixe, en principe, des limites minimales.
- Le droit fiscal est le droit qui est le plus confronté avec les contingences d'ordre politique, économique et social. Certaines de ses règles peuvent, dès lors, être en contradiction avec celles du droit commercial. Nous pensons en particulier :

à l'amortissement des valeurs incorporelles qui n'est pas accepté à Genève pour les commerçants individuels et les sociétés de personnes¹;

aux provisions pour risque de perte sur débiteurs qui ne sont pas toujours acceptées par le fisc, même si elles sont justifiées;

à certaines provisions pour charges futures telles que les provisions pour paiement d'impôts qui ne sont pas déductibles;

à l'imposition des bénéfices fictifs, qui sont des conséquences de l'inflation.

A notre sens, toute discordance entre le droit commercial et le droit fiscal ne devrait avoir aucune incidence sur l'application du principe de sincérité du bilan, du moins dans sa forme négative. *La sincérité des évaluations exige que les règles de droit commercial, quant aux amortissements et aux provisions, soient respectées, quelles que soient les conséquences d'ordre fiscal. C'est ainsi par exemple, que le montant des amortissements et des provisions, dont l'enregistrement est objectivement nécessaire, doit être fixé et comptabilisé sans tenir compte des corrections éventuelles que pourrait apporter le fisc à l'évaluation du bénéfice imposable.*

En conséquence, dans le domaine de la sincérité du bilan, les règles de droit commercial doivent être rigoureusement appliquées, même si certaines règles de droit fiscal y dérogent. Tout autre est la question de savoir dans quelle mesure l'Etat ne devrait pas s'efforcer d'imposer les entreprises, selon des

¹ Art. 21 lettre g) de la Loi générale sur les contributions publiques de la République et canton de Genève du 9 novembre 1887 – nouvelle teneur dès le 1^{er} janvier 1975.

prescriptions qui soient en harmonie avec les exigences du droit commercial sur la sincérité des comptes. Nous sommes persuadé que cette voie contribuerait, dans la pratique des affaires, à l'établissement de bilans plus sincères.

* * *

La pensée comptable contemporaine s'est efforcée de rechercher une formule générale qui permette de recouvrir l'ensemble des règles relatives à la sincérité du bilan. C'est dans cette voie que nous nous proposons d'orienter notre conclusion.

* * *

DE « LEGE FERENDA »

SOMMAIRE

	Pages
Les propositions du Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes dans le rapport intérimaire et dans l'avant-projet	493
La proposition d'une quatrième directive de la CEE relative à la structure et au contenu des comptes annuels	494
La notion de fidélité du bilan	496
Proposition de modification de l'art. 959 CO et du projet de l'art. 662, al. 2 CO	497
Observation finale	498

Sous réserve de la revision des art. 962 et 963 CO¹, le droit de la comptabilité du titre XXXII du Code des obligations — en particulier les règles concernant le bilan (art. 958 à 961 CO) — n'est actuellement l'objet d'aucune proposition de modification de la part des autorités fédérales, ni à notre connaissance, d'une procédure de consultation dans ce sens.

Par contre, comme nous l'avons déjà relevé à plusieurs reprises au cours de notre étude, le Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes suggère de modifier et de compléter le droit du bilan, propre à ces sociétés². Nous examinerons ces propositions dans la mesure où elles se rapportent au principe de sincérité.

L'art. 662 al. 2 de l'avant-projet prescrit que les comptes annuels sont dressés conformément aux principes généralement admis dans le commerce... qu'ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter afin de donner, avec le rapport de gestion, une image aussi sûre que possible du patrimoine et des résultats de la société.

Dans ses commentaires, le Groupe de travail précise que cette disposition contient les principes fondamentaux en matière de comptes annuels; il déclare reprendre le principe de l'art. 959 CO qui veut que les comptes annuels soient rédigés selon les principes généralement admis dans le commerce, de façon complète, claire et facile à consulter; il confirme ainsi que les principes de la véracité — ou « *Richtigkeit* » — et de la clarté du bilan s'appliquent de façon absolue aux comptes annuels de la société anonyme. A propos du contrôle matériel, auquel doivent procéder les contrôleurs, le Groupe de travail insiste sur le fait que ceux-ci doivent s'assurer que les comptes annuels sont conformes « au principe de la clarté, de la véracité et de la continuité du bilan »³. L'art. 1

¹ Loi fédérale complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations) — modification du 19 décembre 1975 — RO 1976, p. 1331 ss.

² Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 66 ss.

³ Rapport intérimaire *op. cit.* 1972, p. 94.

al. 4 dudit projet de loi réserve, en outre, les prescriptions du titre sur la comptabilité commerciale. Le Groupe de travail relève que ce renvoi ne concerne plus que les art. 961 à 964 CO : signature des comptes annuels ; obligation de conserver les livres ; obligation de produire les livres et correspondance ; dispositions pénales.

Nous nous permettons de formuler une première observation quant à la technique législative (ou quant à l'économie de la loi) que semble vouloir adopter le Groupe de travail. De « *lege lata* », les dispositions du titre XXXII sur la comptabilité commerciale constituent la « *lex generalis* » alors que le droit du bilan de la société anonyme est la « *lex specialis* ». Cette ordonnance, qui nous paraît tout à fait logique, a été fixée par le législateur au cours des différents projets et rapports, lors de la revision des titres 24 à 33 CO¹. L'art. 960 al. 3 CO réserve les « dispositions contraires » qui s'appliquent aux sociétés anonymes et autres ; l'art. 662 al. 2 CO précise, de son côté, que le bilan de la société anonyme est établi conformément aux règles du titre relatif à la comptabilité commerciale, sauf les dispositions particulières des art. 663 ss CO. La situation est claire ! De « *lege lata* », les dispositions de l'art. 959 CO s'appliquent également aux sociétés anonymes. Or, deux modifications importantes sont proposées dans l'avant-projet du Groupe de travail :

- l'abandon, dans la note marginale, du mot « sincérité » ;
- l'emploi de l'expression plus générale « image aussi sûre que possible »².

Il n'est pas concevable que les principes généraux à observer pour l'établissement du bilan soient rédigés de façon différente dans deux articles, tous deux applicables à la société anonyme (ou aux sociétés régies par le même droit). Il n'est pas non plus souhaitable que les entreprises soient soumises, selon leur forme juridique, à des principes généraux dissemblables pour l'établissement de leur bilan.

En ce qui concerne plus particulièrement les modifications proposées, nous approuvons le Groupe de travail d'avoir renoncé à maintenir dans la note marginale le mot « sincérité ». Nous avons relevé la confusion entre la sincérité de celui qui établit le bilan et la sincérité des comptes eux-mêmes³. Dans son exposé des motifs, le Groupe de travail adopte clairement la notion de véracité du bilan.

Par contre, nous estimons que la formulation proposée « image aussi sûre que possible » n'est pas en harmonie avec la nouvelle conception de la pensée comptable sur la sincérité des comptes. Le Groupe de travail a repris l'expression mentionnée dans le texte français de l'art. 2 al. 3 de la proposition d'une quatrième directive de la CEE sur les comptes annuels des sociétés de capitaux,

¹ Voir page 158 ci-dessus.

² Art. 662 de l'avant-projet *op. cit.* 1975.

³ Voir page 185 ci-dessus.

du 10 novembre 1971, alinéa qui est d'ailleurs une traduction quasi littérale de l'art. 149 de l'Aktiengesetz allemand de 1965. Or, une nouvelle rédaction a été donnée en 1974 aux alinéas 2 et 3 de l'art. 2 de la proposition d'une quatrième directive de la CEE:

Texte du 10 novembre 1971

Les comptes annuels doivent satisfaire aux principes d'une comptabilité régulière et sincère¹.

Ils doivent être établis avec clarté et donner, dans le cadre des dispositions en matière d'évaluation et de structure des comptes, une image aussi sûre que possible du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société.

« Image fidèle » correspond à l'expression anglo-saxonne « a true and fair view » contenue dans la loi anglaise depuis 1948³. Si les textes français (image), allemand (Einblick) et italien (quadro) divergent quelque peu sur le sens de l'image que doivent donner les comptes annuels ils concordent, en revanche, entièrement sur le qualificatif de « fidèle ». Selon l'exposé des motifs⁴, cette nouvelle rédaction fait ressortir, plus clairement, l'intérêt primordial pour l'établissement des comptes annuels du principe général selon lequel ceux-ci doivent donner une image fidèle de la situation de la société.

La formule de l'image ou du compte « fidèle » n'est pas nouvelle. Elle est employée pour la première fois par la loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860: « La direction doit rendre aux actionnaires un compte fidèle et complet » — ou « eine getreue und vollständige Rechnung » —⁵. Elle

Texte du 21 février 1974

Les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société.

Ils doivent être établis avec clarté et en conformité avec les dispositions de la présente directive².

¹ Il existe une divergence assez sensible entre les textes français et allemand. Le texte allemand de cet alinéa est en effet celui de la première phrase de l'art. 149 al. 1 de l'Aktiengesetz de 1965 « Der Jahresabschluss hat den Grundsätzen ordnungsmässiger Buchführung zu entsprechen ». Il s'agit de la référence aux GoB, c'est-à-dire aux principes comptables généralement admis.

² Les textes allemand et italien de la nouvelle rédaction des alinéas 2 et 3 de l'art. 2 sont les suivants:

« Der Jahresabschluss hat einen **getreuen** Einblick in die Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft zu geben.

Der Jahresabschluss ist klar und übersichtlich aufzustellen. Er hat den Vorschriften dieser Richtlinie zu entsprechen ».

« Il bilancio annuale deve fornire un quadro **fedele** della situazione patrimoniale e finanziaria nonché dei risultati economici della società.

Il bilancio annuale deve essere redatto in modo chiaro e rispettare le disposizioni della presente direttiva ».

³ Companies Act 1948 11 & 12 Geo. 6. Chapter 38 S. 149.

⁴ Proposition modifiée d'une quatrième directive du Conseil de la CEE tendant à coordonner les législations nationales sur les comptes annuels des sociétés de capitaux du 21 février 1974, p. II.

⁵ Voir page 58 ci-dessus.

est reprise par le projet préliminaire Munzinger d'un code de commerce suisse en 1863¹. La doctrine de la fin du XIX^e siècle l'utilise pour définir la sincérité du bilan².

Cela nous amène à la notion de fidélité du bilan — ou « Bilanztreue » — selon l'expression déjà proposée en 1904 par un auteur allemand, avocat à Dresde³.

La fidélité du bilan peut se comparer à celle d'une traduction. On dit qu'une traduction est fidèle lorsqu'elle est complète et lorsqu'elle respecte le plus exactement possible le sens et l'idée qui se dégagent du texte original. Le mot à mot de la traduction littérale cède le pas à la périphrase si le sens l'exige. La fidélité d'un jugement de valeur dépend d'un mot ou d'un fragment de phrase par rapport au contexte. Il en est de même, « mutatis mutandis », de l'image que doit donner le bilan, des biens et des résultats de l'entreprise. Cette image sera fidèle si le bilan est complet, s'il est établi conformément aux règles légales et si le montant des éléments le composant est le fruit d'un jugement honnête, sérieux et raisonnable. En d'autres termes, ce bilan traduira fidèlement ce qui paraît être la situation financière réelle de l'entreprise.

* * *

Plusieurs raisons nous engagent à adopter la notion de fidélité du bilan :

- Cette notion est moins rigoureuse que celle de vérité. Elle tient compte des limites que comporte un bilan en tant que support de l'information. Elle est aussi mieux adaptée aux contingences de la vie des affaires; en un mot, elle est plus réaliste.
- « L'image fidèle » est en outre une formule dont la simplicité, la concision et l'élasticité rejoint l'intention clairement manifestée à plusieurs reprises par le législateur au cours de la revision des titres 24 à 33 CO⁴. Elle fait partie, selon la conception moderne, des « standards » ou « concepts flexibles », c'est-à-dire des règles qui laissent une marge d'appréciation⁵.
- Comme le constate l'exposé des motifs⁶, la référence aux principes généralement admis dans le commerce peut être supprimée « étant donné que l'exigence d'une image fidèle implique nécessairement que ces principes doivent être appliqués ». Cela aurait pour conséquence d'élargir la force légale conférée aux usages commerciaux, en matière de comptabilité.

¹ Voir page 79 ci-dessus.

² Félix-M. BING (voir page 121 ci-dessus).

³ Félix BONDI (voir page 122 ci-dessus).

⁴ Voir pages 144, 153 et 154 ci-dessus.

⁵ Louis PERRIDON *op. cit.* 1974, p. 209.

⁶ Proposition modifiée de la CEE *op. cit.* février 1974, p. II.

— Enfin, le principe de fidélité du bilan recouvre intégralement la notion et le contenu du principe de sincérité de « lege lata » tels que nous avons tenté les définir dans notre étude. *Donner une image fidèle est une injonction qui comprend à la fois l'exigence de la concordance avec les faits et avec le résultat d'une évaluation fondée sur des critères objectifs*¹. C'est aussi l'interdiction de montrer une image plus favorable que celle qui paraît être la réalité.

* * *

Ayant donné notre préférence au principe de fidélité du bilan, nous nous posons la question: serait-il opportun de proposer actuellement une modification de l'art. 959 CO ?

La revision en cours du droit du bilan des sociétés anonymes nous paraît être un motif suffisamment important pour préconiser un tel changement. Nous pensons qu'il serait inconcevable de présenter un principe comptable aussi fondamental que celui de la sincérité du bilan de façon différente dans les dispositions générales sur la comptabilité commerciale et dans le droit du bilan de la société anonyme. Si une modification doit être envisagée pour l'art. 662 CO, elle doit l'être également pour l'art. 959 CO.

Une modification du texte de l'art. 959 CO ne devrait pas créer de grandes difficultés. L'étude historique de l'élaboration du Code des obligations démontre que le législateur suisse a largement emprunté aux législations étrangères. Alors, pourquoi ne pas suivre cet exemple et ne pas nous inspirer, aujourd'hui, des propositions de directives de la CEE, du moins dans le domaine de la sincérité des comptes annuels ? Bien que ces propositions n'aient pas encore été acceptées, elles sont le résultat de travaux minutieux auxquels ont participé les experts de chaque Etat membre de la Communauté. Elles offrent, par conséquent, toute la garantie et toutes les précautions dont le législateur doit s'entourer au moment de modifier la loi.

C'est dans cet esprit que nous nous permettons de proposer un nouvel article 959 CO dont la teneur serait la suivante:

« II. Principes à observer :

1. Fidélité et clarté du bilan.

Le compte d'exploitation et le bilan doivent donner une image fidèle de la situation patrimoniale et financière ainsi que des résultats de l'entreprise; ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter. »

¹ Cela toujours sous réserve de « l'infraction légale » autorisant la constitution de réserves latentes volontaires.

L'alinéa 2 de l'art. 662 de l'avant-projet du Groupe de travail devrait, dès lors, être rédigé dans le même sens en tenant compte des formules propres à la société anonyme; en voici une proposition:

« Art. 662

*B. Comptes annuels*² *Les comptes annuels doivent donner, avec le rapport de gestion, une image fidèle de la situation patrimoniale et financière ainsi que des résultats de l'entreprise; ils doivent être complets, clairs et faciles à consulter.*

I. en général

* * *

Arrivé au terme de notre étude, nous estimons que la sincérité des comptes est une notion juridique à laquelle l'on doit attacher une grande importance. Les bilans, ceux des grandes sociétés notamment, ont, dans notre monde moderne, un impact économique et social considérable.

L'évolution de la pensée comptable prouve, en revanche, que la sincérité des comptes n'est pas une loi absolue:

L'inventaire doit être dressé « en prenant la vérité pour guide » écrivait Luca Pacioli en 1494.

« Le bilan doit être sincère » affirme le Tribunal fédéral en 1966¹.

Les comptes annuels doivent donner « une image aussi sûre que possible » formule le Groupe de travail en 1972.

Ils doivent donner « une image fidèle » propose le législateur européen en 1974.

Nous pensons avoir démontré, par notre essai, que la sincérité du bilan restait une question de jugement, tel que l'aurait prononcé, dans les mêmes circonstances, un commerçant honnête, sérieux et raisonnable.

En conclusion, la sincérité des comptes s'inscrit dans le cadre des principes généraux du droit. Comme l'écrivait (feu le Professeur) Walter Yung: « La vérité dans les paroles, comme la loyauté dans les actes, est l'une des conditions de toute communauté régie par le droit »².

* * *

¹ ATF 92 II 247 dans la cause Besse c/Matières minérales S.A. du 21 juin 1966.

² Walter YUNG «La vérité et le mensonge dans le droit privé» dans «Droit et Vérité – Le droit oblige-t-il à parler et à dire la vérité?» Publications de la Faculté de Droit de l'Université de Genève 1946, p. 10.

BIBLIOGRAPHIE

D^r ADLER

« Gehört das Privatvermögen des Einzelkaufmanns in die Bilanz ? » – dans Bank Archiv n° 13 – Berlin 1908.

ADLER/DÜRING/SCHMALTZ

« Rechnungslegung und Prüfung der Aktiengesellschaft » 5. Aufl. – Stuttgart 1971.

Isidore ALAUZET

« Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale » – Paris 1856/1857.

ASSOCIATION SUISSE DES ANALYSTES FINANCIERS

Commission « Information des actionnaires » – huitième rapport d'activité – Bâle 1974.

G. BACHMANN

« Die Bilanzvorschriften des schweizerischen Obligationenrechtes » – dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 20 – Zurich 1908.

Walter von BALLMOOS

« Les réserves latentes de l'entreprise » – thèse Lausanne 1954.

A. BAUHOFFER

« Der 61. schweizerische Juristentag in Schwyz » – dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 7 – Zurich 1926.

G. BEELER

« Die Buchführung nach schweizerischem Obligationenrecht » – Zurich 1942.

« Zum Begriff der ordnungsmässigen Buchführung » – dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 23 – Zurich 1944.

Hans BELOHLAWEK

« Gehört das Privatvermögen des Einzelkaufmanns in die Bilanz ? » – dans Zeitschrift für Buchhaltung n° 3 – Linz 1907.

André R. BENDER/Pierre-André DUMONT

« Eléments d'analyse financière » – dans *Analyse et gestion financières* n° 1 – Genève 1974.

Manfred BERLINER

« Das Privatvermögen in den Büchern und der Bilanz eines Einzelkaufmanns nach deutschem Handelsrecht » – dans *Zeitschrift für Buchhaltung* n° 3 – Linz 1907.

« Buchhaltungs- und Bilanzen-Lehre. II. Band (theoretischer Teil) von des Verfassers. Schwierige Fälle und allgemeine Lehrsätze der kaufmännischen Buchhaltung » – Hannover/Leipzig 1911.

Félix-M. BING

« La société anonyme en droit italien » – Genève et Bâle 1887.

« La société anonyme en droit allemand » – Paris et Berlin 1892.

Karl BLUMER/Adolf GRAF

« Kaufmännische Bilanz und Steuerbilanz » – Zurich 1971.

Pierre del BOCA

« Le faux bilan de la société anonyme. Etude de droit pénal et de droit fiscal » – thèse Lausanne 1974.

Félix BONDI

« Offenheit und Wahrheit im Aktienwesen » – dans *Sächsisches Archiv für Deutsches Bürgerliches Recht* – Bd 14 Leipzig 1904.

Ernst BOSSARD

« Unterlagematerial Zürcher Kommentar zu Art. 957 ff OR » – Zurich 1974 (non encore publié).

Jean-Pierre BRUNNER

« Die Publizität der schweizerischen Aktiengesellschaft insbesondere das Postulat der Bilanzklarheit – Ein Vorschlag zur Gliederung der Bilanz und der Erfolgsrechnung sowie eine Stellungnahme zum entsprechenden Vorschlag des Zwischenberichtes Tschopp » – Zurich 1973.

Wilhelm BRUNNER

« Das Problem der Bilanzklarheit und Bilanzwahrheit » – dans *Schweizerische Juristen Zeitung SJZ* n° 2 – Zurich 1936.

Hans-Peter BÜCHLER

« Das Kontrollrecht der Aktionäre » – Dissertation Zurich 1971.

Jean-Jacques BURGARD

« L'information des actionnaires » – Paris 1970.

Wolfhart BÜRGI

« Zum revidierten Gesellschaftsrecht; Probleme der Verwaltung und Leitung juristischer Personen des Handelsrechts » – dans *Recht und Wirtschaft 1848-1948*. Acht Vorträge publié par l'Union suisse des experts-comptables – Zurich 1949.

Wolfhart BÜRGI

« Das Obligationenrecht. Bundesgesetz betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches vom 30. März 1911 und Bundesgesetz über die Revision der Titel XXIV bis XXXIII des Obligationenrechtes vom 18. Dezember 1936. 5. Teil: Die Aktiengesellschaft. b/1 Rechte und Pflichten der Aktionäre » – dans *Kommentar zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch* – Zurich 1957.

Nello CELIO

« La contabilità nel nuovo Codice delle obbligazioni » Dissertazione – Berne 1939.

CHAMBRE SUISSE DES SOCIÉTÉS FIDUCIAIRES ET DES EXPERTS-COMPTABLES

« La prise en considération du rendement dans l'évaluation d'entreprise » – thème 2 du Congrès 1969.

« Réserves dans le rapport du contrôleur. Essai d'établissement d'un catalogue » – thème 4 du Congrès 1969.

« L'évaluation de parts d'entreprise » – thème 2 du Congrès 1971.

« Problèmes d'estimation pouvant se poser au contrôleur aux comptes » – thème 4 du Congrès 1971.

Manuel suisse de revision comptable – Zurich 1971.

« Problèmes pratiques d'évaluation et d'organe de contrôle » – thème 3 du Congrès 1973.

Rapport annuel 1972/1973.

« La prise en considération, dans les comptes et lors de l'établissement des comptes annuels, des changements de parités monétaires et des fluctuations de cours » – dans *Communication professionnelle* n° 2 – Zurich 1974.

« Prise en considération des variations monétaires lors de l'établissement des comptes annuels (Inflation Accounting) » – thème 15 du Congrès 1975.

Jacques CHARPENTIER

« Etude juridique sur les sociétés par actions » – thèse pour le doctorat – Paris 1906

Michel CHAUVIN

« Les délits d'énumération et de classement. Les délits d'évaluation » – dans *L'élément comptable dans le droit pénal spécial des sociétés anonymes* – Paris 1963.

Luigi CHIARAVIGLIO

« Tecnica e buona amministrazione nel bilancio di esercizio. Irregolarità e salvaguardia della certezza » – dans *Rivista dei Dottori Commercialisti* n° 5 – Milan 1972.

André CHOUNAVELLE

« La certification des comptes. La certification: une opinion du réviseur » – dans *Revue française de comptabilité* – n° 39 Paris 1974.

R.P.A. COFFY

« Tableau synoptique des principes généraux de la tenue des livres » – Paris 1833.

Em. COHENDY/Alcide DARRAS

« Code de commerce annoté » – Paris 1903.

Albert COMMENT

« Code Napoléon et Code civil dans le Jura » – dans 150. Jahre Berner Jura – Laufon 1965.

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CEE)

Proposition de quatrième directive sur les comptes annuels des sociétés de capitaux – supplément 7/71 – annexe au Bulletin n° 12 – Bruxelles 10 novembre 1971.

Proposition modifiée d'une quatrième directive du Conseil tendant à coordonner les législations nationales sur les comptes annuels des sociétés de capitaux – Bruxelles 21 février 1974.

Avant-projet de directive concernant les comptes consolidés sur la base de l'article 54, paragraphe 3g du Traité CEE – Bruxelles novembre 1974.

COMMISSION D'ÉTUDE POUR LA REVISION DE L'ARTICLE 962 CO

Rapport final (Microfilms) – 19 avril 1974.

COPPER ROYER

« Traité technique et pratique des sociétés anonymes suivi des formules annotées concernant tous les actes de la vie sociale » – Paris 1925/1926.

André COTTIER

« Les mécanismes de la comptabilité générale » – Genève 1974.

Arthur CURTI

« Die kaufmännische Buchführung » – dans Schweizerisches Handelsrecht 2. Aufl. – Zurich 1909.

M. DELANGLE

« Des sociétés commerciales. Commentaire du Titre III, livre 1^{er} du Code de commerce » – Paris 1843.

Simon DELAPALUD

« Du Code de commerce suisse » – Genève 1869.

Guy DÉSIGAUD

« Bilan et valeurs incorporelles créées » – dans Bulletin du Département d'économie commerciale et industrielle de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève – octobre 1974.

Walter DIEHL

« Die Rechnungslegung der privaten Versicherungs-Unternehmungen unter besonderer Berücksichtigung der staatlichen Aufsicht » – Dissertation Saint-Gall 1955.

J. DIETZ

« Loi du 28 juin 1884 sur les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes. Notice et analyse » – dans Annuaire de législation étrangère – Paris 1885.

Willy DOBER

« Publizität und Grundsätze der Bilanzwahrheit und Bilanzklarheit » – dans Die Schweizerische Aktiengesellschaft SAG n° 8/9 – Zurich 1965.

DOMINION SECURITIES HARRIS (DSH)

Research «Inflation Accounting: An Investor's Viewpoint» – Toronto octobre 1975.

A. D'ORELLI

« Du développement de la législation en Suisse depuis 1872 » – dans Revue de droit international et de législation comparée – tome 13/1881.

Siegfried EHMCK

« Ist der Einzelkaufmann nach Art. 38, 39 HGB verpflichtet auch sein Privatvermögen in Inventar und Bilanz mit aufzunehmen ? » – thèse Leipzig 1908.

Victor EHRENBURG

« Die Pflicht zur Wahrheit und Offenheit in den Bilanzen und Jahresberichten der Aktiengesellschaften » – dans Iherings Jahrbücher für die Dogmatik des bürgerlichen Rechts – n^{os} 51 et 52 – Jena 1906/1907 1907/1908.

Richard EUGSTER

« Die Entstehung des schweizerischen Obligationenrechtes vom Jahre 1883 » – Zurich 1926 (Dissertation)

FÉDÉRATION NATIONALE DES ENTREPRISES A COMMERCE MULTIPLES

Guide comptable des entreprises à commerce multiples – Paris 1971.

Giuseppe FERRI

« In tema di verità di chiarezza e di precisione del bilancio di esercizio » – dans Rivista del Diritto Commerciale 1971.

Reiner FICKERT

« Inflation und Rechnungswesen. Grundlegung aus betriebswirtschaftlicher Sicht » – dans L'Expert-Comptable Suisse n^o 1 – Zurich 1976.

Otto FISCHER

« L'influence des fluctuations monétaires sur les bilans et le problème de la réévaluation » – thèse Wetzikon 1940.

Rudolf FISCHER

« Die kaufmännischen Bücher und Papiere » – dans Handbuch des gesamten Handelsrecht – Bd II Leipzig 1918.

Edouard FOLLIET

« Le bilan dans les sociétés anonymes du point de vue juridique et comptable » – Lausanne 1969.

Pierre FOLLIET

« Amortissements, provisions et réserves » – dans Publications de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève – Genève 1950.

« Bilan annuel et bilan consolidé – Réflexions sur leurs principes fondamentaux » – Edition spéciale de Lebendiges Aktienrecht – Festgabe für Wolfhart Friedrich Bürgi – Zurich 1971.

Henri FOUILLET

« L'évaluation et le contrôle des stocks » – collection La vie de l'entreprise – Paris 1970.

Giancarlo FRÈ

« Società per azioni » – Rome 1972.

A. FREULER

« Wichtige Fragen über Buchführungs-, Bilanz- und Kontrollvorschriften » – dans Recht und Wirtschaft 1848-1948. Acht Vorträge publié par l'Union suisse des experts-comptables – Zurich 1949.

Paul GERSTNER

« Bilanz-Analyse. Ein Führer durch veröffentlichte Bilanzen » – Berlin 1919.

Robert GLÜCKSMANN

« Grundzüge des schweizerischen Buchführungsrechtes » – Berne 1913.

Marcel GOBLET

« Biens immeubles et valeurs mobilières » – dans « La comptabilité et le droit » publié par la Commission « Droit et vie des affaires » – séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973 – Bruxelles 1974.

Léon GOMBERG

« Histoire critique de la théorie des comptes » – thèse Genève 1928.

François GORÉ

« Les notions de la régularité et de sincérité des comptes » – dans Revue française de comptabilité n° 25 – Paris 1973.

« Personnalité juridique et personnalité comptable » dans « La comptabilité et le droit » publié par la Commission « Droit et vie des affaires » – séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973 – Bruxelles 1974.

GRUPE DE TRAVAIL POUR L'EXAMEN DU DROIT DES SOCIÉTÉS ANONYMES

Rapport intérimaire présidé par M. le Juge fédéral Tschopp – Berne/Lausanne 1972.

Avant-projet de loi fédérale complétant le Code civil suisse (livre cinquième: Droit des obligations) (De la société anonyme) – septembre 1975.

Ulrich GUGGISBERG

« Grundsätze ordnungsmässiger Buchführung » – article paru dans L'Expert-Comptable Suisse n° 6/7 – Zurich 1974.

Theo GUHL

« Kollektiv- und Kommanditgesellschaft, Aktiengesellschaft und Kommanditgesellschaft » – dans Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins n° 3 – Berne 1926.

« Le droit fédéral des obligations comprenant notamment le droit commercial, le droit de change et le droit privé des assurances » – Zurich 1947.

Robert HAAB

« Handelsregister, Geschäftsfirmer, Buchführung und Wertpapiere » – dans Zeitschrift des Bernischen Juristenvereins n° 5 – Berne 1926.

Joseph HAMEL

« La réglementation du bilan dans les sociétés par actions. Etude de droit français et de droit comparé » dans Annales de droit commercial français, étranger et international – Paris 1932.

Robert HAULOTTE/Ernest STEVELINCK

« Luca Pacioli – sa vie, son œuvre et la première traduction en français du premier traité de comptabilité imprimé à Venise en 1494 » – Bruxelles 1962 (ouvrage réédité en 1975 par les Editions Pragnos, Vesoul).

Otto HEILBRUNN

« Jahresabschluss, Geschäftsbericht und Kontrollstelle im Entwurf eines Bundesgesetzes von 1928 unter besonderer Berücksichtigung der Erfahrungen auf Grund der deutschen Aktienrechtsnovelle von 1931 » – dans Abhandlungen zum schweizerischen Recht – thèse Berne 1933.

Claude HEURTEUX

« L'information des actionnaires et des épargnants. Etude comparative » – Paris 1961.

Alain HIRSCH

« L'organe de contrôle dans la société anonyme » – Genève 1965.

« Problèmes actuels du droit de la société anonyme. L'organisation de la S.A. » – rapport présenté à la Société suisse des juristes ZSR – Bâle 1966.

« Les contrôleurs et les réserves latentes » – dans « Revision et conseil d'entreprise » publié par la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – Publication jubilaire à l'occasion du cinquantième de la Chambre – Zurich 1975.

Eduard HIS

« Obligationenrecht. Vierte Abteilung: Titel XXX-XXXII. Handelsregister, Geschäftsfirmer und kaufmännische Buchführung. Art. 927-964 » – Berne 1940.

Geoffrey HOLMES

« Rapport de la Commission Sandilands » – dans Journal UEC Revue européenne d'expertise comptable économique et financière n° 1 – Düsseldorf 1976.

H. HOMBERGER

« Die Bilanzgrundsätze im Revisionsentwurf von 1919 zum schweizerischen Obligationenrecht » – dans Schweizerische Juristen Zeitung SJZ n° 7 – Zurich 1924.

C. HOUPIN/H. BOSVIEUX

« Traité général, théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales et des associations » – tomes I et II – Paris 1918/1919.

INTERNATIONAL ACCOUNTING STANDARDS COMMITTEE (IASC)

« Publicité des méthodes comptables utilisées par l'entreprise » – dans Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre des Experts-Comptables et des Comptables Agréés – Normes comptables internationales – Paris novembre 1974.

Claude IRSON

« Méthode pour bien dresser toutes sortes de comptes, à parties doubles par débit et crédit et par recette, dépense et reprise, établie sur des règles générales et particulières tirées des lois et ordonnances de l'autorité des docteurs et de l'usage »
– Paris 1678.

P. JACOTTET

Manuel du droit fédéral des obligations – Neuchâtel 1884.

P. JOUANIQUE

« La vie et l'œuvre de Muñoz de Escobar » – dans Revue belge de la comptabilité
– Bruxelles n^{os} 3/1965, 4/1965 et 1/1966.

JOUSSE

« Nouveau commentaire sur les Ordonnances des mois d'août 1669 et mars 1673 »
– Paris 1761.

Karl KÄFER

« Art. 663 Abs. 1 OR – eine missachtete aktienrechtliche Bilanzgliederungs-Vorschrift » – dans Die Schweizerische Aktiengesellschaft SAG n^o 2 Zurich – 1974.
« Kontenrahmen für Gewerbe-, Industrie- und Handelsbetriebe » – 6. Aufl. Bern 1974.

« Berücksichtigung nachträglicher Ereignisse in der Bilanz und Bewertung der Waren nach Art. 666 Abs. 2 OR » – dans « Revision et conseil d'entreprise » publié par la Chambre suisse des sociétés fiduciaires et des experts-comptables – Publication jubilaire à l'occasion du cinquantenaire de la Chambre – Zurich 1975.

Paul KAYSER

« Gesetz betreffend die Kommanditgesellschaften auf Aktien und die Aktiengesellschaften vom 18. Juli 1884. Erläuterungen » – Berlin 1884.

Ernst KILGUS

« Gestion des entreprises et inflation » – dans Bulletin du Crédit Suisse – Genève janvier/février 1976.

KÖLNER KOMMENTAR ZUM AKTIENGESETZ

Band 2 – 1. Lieferung – Köln, Berlin, Bonn, München 1971.

Ilmari KOVERO

« Die Bewertung der Vermögensgegenstände in den Jahresbilanzen der privaten Unternehmungen mit besonderer Berücksichtigung der nicht realisierten Verluste und Gewinne » – Berlin 1912.

Robert KÜNG

« Die kaufmännische Buchführung nach dem neuen Obligationenrecht » – Inaugural-Dissertation – Aarau 1940.

Pierre LALIVE

« Dépréciation monétaire et contrats en droit international privé » – dans Onzième journée juridique – Mémoires publiés par la Faculté de droit de l'Université de Genève – n^o 35 du 9 octobre 1971.

Pierre LAUZEL

« Le plan comptable commenté – comptabilité et gestion économique de l'entreprise » – Paris 1970.

Eugène LÉAUTEY

« Traité des inventaires et des bilans au point de vue comptable, économique, social et juridique » – Paris 1897.

Eugène LÉAUTEY/Adolphe GUILBAULT

« La science des comptes mise à la portée de tous – traité théorique et pratique de comptabilité domestique, commerciale, industrielle, financière et agricole » – Paris 1889.

Friedrich LEITNER

« Grundriss der Buchhaltung und Bilanzkunde » – « Die doppelte kaufmännische Buchführung » et « Bilanztechnik und Bilanzkritik » – Bd I et II Berlin 1913/1914.

Jean-Pierre LEU

« La sincérité du bilan en période d'inflation : responsabilité civile du commerçant » dans *La société anonyme suisse SAG n° 1* – Zurich 1975.

« Comptabilité commerciale : les livres comptables » – Fiche Juridique Suisse FJS n° 335 – Genève 1975.

« Comptabilité commerciale : les comptes annuels » – Fiche Juridique Suisse FJS n° 336 – Genève 1975.

L'EXPERT-COMPTABLE SUISSE

« Was kostet Inflation Accounting ? » – n° 2 Zurich 1976.

Piero LOCATELLI

« Il bilancio di esercizio delle società per azioni nelle recenti sentenze del Tribunale di Milano » – Turin 1972.

Ch. LYON-CAEN/L. RENAULT

« Traité de droit commercial » – 5^e éd. Paris 1921/1929.

H. MASSHARDT/F. GENDRE

« Commentaire IDN Impôt pour la défense nationale » – Lausanne 1973.

Jean-Jacques MERCIER

« Etude juridique sur le bilan des sociétés anonymes » – dissertation Lausanne 1911.

Georges-A. MERMÉ

« Essai sur le rôle et la présentation du bilan consolidé » – thèse Neuchâtel 1963.

Jean MOGET

« Historique du bilan » – Rapport présenté au Congrès international de comptabilité – Paris 1948.

NEUKAMP

« Das Dogma der Bilanzwahrheit » – dans *Zeitschrift für das gesamte Handelsrecht und Konkursrecht* – Stuttgart 1899.

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGRÉÉS

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – principes comptables
n° 6 Paris 1968.

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – principes comptables
n° 8 Paris 1968.

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – Révision comptable n° 2
Paris 1968.

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – principes comptables
n° 8 Paris 1969.

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – principes comptables
n° 9 Paris 1969.

Recommandations à l'usage des membres de l'Ordre – Révision comptable n° 5
Paris 1973.

« La révision – Théorie et pratique du contrôle des comptes » – Etude présentée
à l'occasion du 20^e Congrès National – Paris 1973.

« Inflation et comptabilité » dans Revue française de comptabilité – n° 60 Paris
avril 1976.

Jean PAILLUSSEAU

« La société anonyme – Technique d'organisation de l'entreprise » – Paris 1967.

Richard PASSOW

« Die Bilanzen der privaten und öffentlichen Unternehmungen » – Bd I – Leipzig
1921.

Robert PATRY

« Le principe de la confiance et la formation du contrat en droit suisse » – thèse
Genève 1953.

« Die kaufmännische Buchführung » – dans Schweizerisches Privatrecht Tome I
1975 (non encore publié).

B. PENNDORF

« Geschichte der Buchhaltung in Deutschland » – Leipzig 1913.

Louis PERRIDON

« Les principes comptables. Une opinion universitaire » – dans Journal UEC
Revue européenne d'expertise comptable n° 4 Düsseldorf 1974.

Adolf PREISIG

« Die Reserven der Aktiengesellschaften nach schweizerischem OR » – thèse
Berne 1918.

M. PUYRAVEAU/M. DESCOTTES-GENON

« Incidences du droit fiscal sur la régularité et la sincérité des bilans » – dans
Revue française de comptabilité n° 17 Paris 1972.

Hermann REHM

« Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und Gesellschaften m.b.H., Kommanditgesellschaften auf Aktien, eingetragenen Genossenschaften, Versicherungsvereine auf Gegenseitigkeit, Hypotheken- und Notenbanken und Handelsgesellschaften überhaupt nach deutschem und österreichischem Handels-, Steuer-, Verwaltungs- und Strafrecht » – München 1903.

Georges RIPERT

« Traité élémentaire de droit commercial » – Paris 1959 et 1961.

Pierre SAROCCHI

« De la comptabilité analytique au contrôle budgétaire. Initiation à la comptabilité industrielle » – Paris 1972.

Jacques SAVARY

« Le Parfait Négociant » – 8^e éd. Paris 1763.

Jacques SAVARY DESBRUSLONS

« Dictionnaire universel de commerce » – Paris 1723.

Eugen SCHIGUT

« E. Die Bilanz » – dans Buchhaltungskunde für Juristen – Berlin/Leipzig 1927.

Robert SCHINDLER

« Die Publizitätsvorschriften bei der Rechnungslegung der AG » – dans Abhandlungen zum Schweizerischen Recht – Berne 1967.

Eugen SCHMALENBACH

« Über das allgemeine Bilanzrecht » – dans Zeitschrift für Handelswissenschaftliche Forschung – XI. Jahrgang – Leipzig 1916/1917.

« Le bilan dynamique » – Paris 1961.

F. SCHMIDT

« Die organische Bilanz im Rahmen der Wirtschaft » – Leipzig 1922.

A. SCHNEIDER/H. FICK

« Commentaire du Code fédéral des obligations du 30 mars 1911 » – Neuchâtel 1915/1916.

E. SCHUCANY

« Kommentar zum schweizerischen Aktienrecht » – Zurich 1960.

Jean de SENARCLENS

« Les réserves des sociétés anonymes » – thèse Lausanne 1943.

Alfred SIEGWART

« Das Buchführungs- und Bilanzrecht im Entwurf des Obligationenrecht » – dans Zeitschrift für Schweizerisches Recht ZSR n° 55 – Bâle 1926.

Herman-Veit SIMON

« Die Bilanzen der Aktiengesellschaften und der Kommanditgesellschaften auf Aktien » – 3. Aufl. – Berlin 1899.

Ernesto SIMONETTO

« I Bilanci » – Padoue 1972.

Max STAEHELIN

« Die stille Reserven bei der schweizerischen Aktiengesellschaft » – dans Die Schweizerische Aktiengesellschaft SAG n° 5 – Zurich 1929.

« Buchführung und Bilanz » – dans Sieben Vorträge über das neue Obligationenrecht veranstaltet von der Basler Handelskammer – Bâle 1937.

« Die Reserven der Aktiengesellschaft » – dans Zeitschrift für Schweizerisches Recht ZSR n° 58 – Bâle 1939.

Jacques de STAERCKE

« La comptabilité des engagements non exprimés dans les comptes » – dans « La comptabilité et le droit » publié par la Commission « Droit et vie des affaires » – séminaire organisé à Liège les 25, 26 et 27 octobre 1973 – Bruxelles 1974.

Hermann STAUB

« Kommentar zum Handelsgesetzbuch » – Band I Berlin 1900.

Fritz de STEIGER

« Le droit des sociétés anonymes en Suisse » – Lausanne 1973.

Ernest STEVELINCK

« La comptabilité à travers les âges » – Bruxelles 1970.

Peter TUOR

« Das Schweizerische Zivilgesetzbuch – Eine systematische Darstellung mit Berücksichtigung der Rechtsprechung des Schweizerischen Bundesgerichts » – 8. Aufl. – Zurich 1968.

Heinrich UNGER

« Der Begriff der Bilanzverschleierung im Aktienrecht » Inaugural-Dissertation Greifswald 1917.

UNION EUROPÉENNE DES EXPERTS COMPTABLES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS (UEC)

« Harmonisation comptable et intégration économique » – Actes du Congrès de Florence 5-10 octobre 1953.

Manuel de revision comptable – Paris 1965.

Résultats de travail des premières journées d'études du 8 au 11 novembre 1966 – Baden-Baden 1967.

Documents de travail pour le VII^e Congrès – Madrid 1973.

Lexique – 2^e éd. Düsseldorf 1974.

« Approches et méthodes concernant le traitement comptable des effets de l'inflation » – dans Journal UEC Revue européenne d'expertise comptable n° 3 Düsseldorf 1975.

Pierre VAN OMMESLAGHE

« Les réserves occultes et les évaluations dans les bilans des sociétés » – dans Revue pratique des sociétés – Paris 1964.

Maurice VIOT

« La sincérité des bilans au regard des problèmes juridiques » – dans Revue française de comptabilité n° 14 Paris 1972.

Joseph-H. VLAEMINCK

« Histoire et doctrines de la comptabilité » – Bruxelles 1956.

Ernst WALB

« Zur Dogmengeschichte der Bilanz von 1861-1919 » – in Festschrift für Eugen Schmalenbach – Leipzig 1933.

Hans-Hermann WALB

« Bilanzwahrheit und stille Reserven. Ein Beitrag zu dem Problem der Bilanz-Wahrheit und -Klarheit unter besonderer Berücksichtigung der stillen Reserven, des Geschäftsberichts und des Bilanzstrafrechts » – Inaugural-Dissertation Mannheim/Berlin/Leipzig 1935.

Ernst WEIDMANN

« Die allgemeine kaufmännische Bilanz nach dem schweiz. O.R. unter besonderer Berücksichtigung des Revisionsentwurfes von Dezember 1919 » – Dissertation Berne 1923.

E. WEIDMANN/P. DONZALLAZ

« Bilans. Aspect juridique et comptable » – Zurich 1945.

Moritz-Rudolf WEYERMANN

« Bilanzrecht und Bilanzzweck mit besonderer Berücksichtigung des Schweizerischen Obligationenrechts » – dans Festgabe Eugen Huber zum siebzigsten Geburtstage dargebracht von der Juristischen Fakultät der Universität Bern – Berne 1919.

Karl WIELAND

« Handelsrecht. Das kaufmännische Unternehmen und die Handelsgesellschaften » – dans Systematisches Handbuch der Deutschen Rechtswissenschaft – München/Leipzig 1921.

« Die Aktiengesellschaft und die Gesellschaft mit beschränkter Haftung im Entwurf eines revidierten Obligationenrechts » – dans Zeitschrift für Schweizerisches Recht ZSR – Bâle 1922.

Walter YUNG

« La vérité et le mensonge dans le droit privé » – dans « Droit et vérité – Le droit oblige-t-il à parler et à dire la vérité ? » – Publications de la Faculté de droit de l'Université de Genève – Genève 1946.

Harry ZIMMERMANN

« Buchführung, Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung sowie Geschäftsbericht im revidierten Obligationenrecht » – dans Zeitschrift für Schweizerisches Recht ZSR – Bâle 1926.

* * *

TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE

	Pages
INTRODUCTION	3

* * *

TITRE PREMIER

ÉTUDE HISTORIQUE DES PRINCIPES A OBSERVER POUR L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN

PREMIÈRE PARTIE

LES RÈGLES ET PRINCIPES CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DES COMPTES DU PREMIER TRAITÉ DE COMPTABILITÉ A L'ORIGINE DE L'UNIFICATION DU DROIT COMMERCIAL EN SUISSE.	9
--	---

Chapitre I

DU PREMIER TRAITÉ DE COMPTABILITÉ JUSQU'A LA PREMIÈRE LÉGISLATION DE DROIT COMMERCIAL (1494-1673)	11
Luca Pacioli	13
Jan Ympyn Christoffels	17
Paschier Goessens	18
Francisco Muñoz de Escobar.	18
Andreas Funk	19

Chapitre II

DE LA PREMIÈRE LÉGISLATION DE DROIT COMMERCIAL JUSQU'AU CODE DE COMMERCE NAPOLÉONIEN (1673-1807)	21
L'Ordonnance sur le commerce de 1673	23
Jacques Savary – Le Parfait Négociant.	25

	Pages
Les grandes compagnies de commerce	28
Claude Irson	29
Le Dictionnaire universel de commerce	30
Commentaires de l'Ordonnance de 1673	33
Le Code général pour les Etats prussiens de 1794	34
<i>Chapitre III</i>	
DU CODE DE COMMERCE NAPOLÉONIEN A L'ORIGINE DE L'UNIFICATION DU DROIT COMMERCIAL EN SUISSE (1807-1862)	39
Le Code de commerce napoléonien de 1807.	41
Le Code de commerce en vigueur à Genève du 6 janvier 1815.	47
Le Code civil du canton de Vaud du 1 ^{er} juillet 1821	47
Le Code civil bernois du 18 mars 1830	47
Le Code civil du canton de Lucerne du 1 ^{er} janvier 1832	48
La loi neuchâteloise sur quelques matières commerciales du 3 juin 1833	49
Le projet de code de commerce vaudois de 1840.	49
Le projet de code de commerce bernois du 23 décembre 1844	50
La loi française sur les faillites et banqueroutes du 28 mai 1838	50
La doctrine française sur les principes à observer pour établir les inventaires	51
La loi prussienne sur les sociétés anonymes du 9 novembre 1843	52
Le Code civil et le Code de commerce du canton de Fribourg de 1849	54
La tentative d'unification en Suisse du droit de change.	55
Le Code civil du canton de Zurich du 1 ^{er} juillet 1855	55
La loi française sur les sociétés en commandite par actions du 17-23 juillet 1856.	56
La loi bernoise sur les sociétés anonymes du 27 novembre 1860	57
Le Code civil du canton des Grisons du 1 ^{er} septembre 1862.	58
Le Code général de commerce allemand — ou « AHGB » — du 11 mars 1861	58

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES A OBSERVER POUR L'ÉTABLISSEMENT DU BILAN DANS LE CODE DES OBLIGATIONS SUISSE	65
--	----

Chapitre IV

DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU CODE DES OBLIGATIONS DU 14 JUIN 1881	67
A. Considérations préliminaires	69

	Pages
B. Les travaux effectués avant la Constitution fédérale de 1874. . .	75
La motion Curti du 30 janvier 1862	77
Les consultations préliminaires	77
Le projet préliminaire de code de commerce suisse du 7 septembre 1863	79
Le projet définitif de code de commerce suisse de juin 1864	79
Le projet I de code des obligations du 12 janvier 1871	82
La loi allemande sur les sociétés par actions — ou « Aktiennovelle » — du 11 juin 1870	83
C. Les travaux effectués après la Constitution fédérale de 1874. . .	85
Le projet II de code des obligations de juillet 1875	87
Le projet III de juillet 1877	88
Le projet IV de juillet 1879	89
Le projet du Conseil fédéral du 28 mai 1881	93
Table de concordance entre les articles dans les divers projets du CO de 1881	97
Tableau comparatif des textes allemand et français de l'art. 656 al. 1 du CO de 1881	98
D. L'influence du Code fédéral des obligations de 1881 sur les légis- lations italienne et allemande de la fin du XIX ^e siècle	101
Les Codes de commerce italiens de 1865 et 1882	103
La loi allemande sur les sociétés par actions — ou « Aktiennovelle » — du 18 juillet 1884	104
La loi allemande sur les sociétés à responsabilité limitée du 20 avril 1892	106
Le Code de commerce allemand — ou « HGB » — du 10 mai 1897	106
Table de concordance entre les articles concernant la comptabilité dans les lois allemandes de la seconde moitié du XIX ^e siècle	110
Tableau synoptique des législations et projets du CO de 1881 . . .	111

Chapitre V

DANS LE CADRE DE LA REVISION DES TITRES 24 A 33 DU CODE FÉDÉRAL DES OBLIGATIONS DE 1937	113
A. Considérations préliminaires	115
B. Les principaux concepts de la sincérité du bilan dans la doctrine de 1881 à 1936	119
C. Les avant-projets de 1915 et 1917	127
Avant-projet de juin 1915	129
Avant-projet de juin 1917	131

	Pages
Arrêté du Conseil fédéral modifiant et complétant les dispositions du Code suisse des obligations du 30 mars 1911 relatives aux sociétés anonymes, aux sociétés en commandite par actions et aux sociétés coopératives du 8 juillet 1919	134
Arrêté du Conseil fédéral concernant les conséquences des dépréciations de change pour les sociétés anonymes et les sociétés coopératives du 26 décembre 1919	135
D. Les projets Huber (I) et Hoffmann (II). Les travaux de la Grande Commission d'experts	137
Projet Huber (I)	139
Rapport de l'Association suisse des experts-comptables du 1 ^{er} juillet 1921	141
Rapport du Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie du 15 novembre 1921	142
Séance de l'Association des juristes bernois du 6 février 1922 . . .	142
Rapport de l'Association suisse des banquiers du 27 février 1922 . . .	143
Projet Hoffmann (II)	143
Les travaux de la Grande Commission d'experts	146
Les commentaires de la doctrine	148
E. Le projet du Conseil fédéral et les délibérations des Chambres fédérales	151
Projet du Conseil fédéral du 21 février 1928	153
Les délibérations du Conseil des Etats	154
Les délibérations du Conseil national	158
Le texte allemand et français définitif des art. 957 à 960 CO	161
Ordonnance allemande du 19 septembre 1931	163
Table de concordance entre les articles des divers projets relatifs à la revision des titres 24 à 33 du CO de 1937	166
Tableau comparatif des textes allemand et français de l'art. 959 CO	167

* * *

TITRE SECOND

ESSAI D'UNE DÉFINITION DU PRINCIPE DE SINCÉRITÉ DU BILAN EN DROIT POSITIF SUISSE

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES	171
--	-----

PREMIÈRE PARTIE

LA NOTION DE SINCÉRITÉ ET SA PORTÉE	177
---	-----

Chapitre VI

LA DÉFINITION DE LA SINCÉRITÉ	179
A. La sincérité de <i>l'auteur du bilan</i>	181
Les personnes intervenant dans le processus de l'établissement du bilan	183
La notion de sincérité dans la doctrine française	184
La bonne foi subjective de l'auteur du bilan	185
La divergence apparente entre les termes « sincérité » et « Wahrheit » de l'art. 959 CO	187
B. La sincérité des <i>comptes</i>	189
L'aspect historique de la sincérité des comptes	191
La nature objective de la sincérité des comptes	192
C. Objectivité et subjectivité de la sincérité des comptes	195
La sélection dans la comptabilité des éléments objectifs et subjectifs	197
La position de la doctrine au sujet de la relation existant entre la vérité et l'évaluation des éléments de fortune	197
Le défaut de sincérité d'un bilan dans lequel la fortune nette est objectivement surévaluée	199
D. Le sens du mot <i>sincérité</i>	201
La concordance avec les faits	203
Les faits de nature juridique immédiatement vérifiables	205
Les faits de nature économique immédiatement vérifiables	205
Les faits de nature juridique dont l'existence ne peut être vérifiée	206
Les faits de nature économique dont l'existence ne peut être vérifiée	206
Les critères objectifs d'une évaluation	207
Les prévisions ou les probabilités de nature juridique ou de nature économique	207

Chapitre VII

LA RECHERCHE DE LA SINCÉRITÉ	209
A. Le principe posé par le législateur	211
La recherche de la sincérité du bilan dans la doctrine et les législations antérieures au Code des obligations	213
Le sens de la note marginale de l'art. 959 CO	214
La sincérité du bilan en tant que norme juridique impérative	215
La nature positive du principe de sincérité	216
La nature négative du principe de sincérité	216

	Pages
B. La réunion des éléments d'appréciation	219
Les faits externes par rapport à l'entreprise	221
Les faits internes passés	222
Les faits internes présents	223
Les événements futurs, prévisibles ou probables	224
C. La décision fondée sur les éléments d'appréciation	227
La prise de décision et son contenu	229
Les motifs d'une décision	230
Les règles de la bonne foi objective auxquelles est soumise la décision fondée sur les éléments d'appréciation	231
Les conséquences de l'observation des règles de la bonne foi objective	232
<i>Chapitre VIII</i>	
LA SINCÉRITÉ ET LES PRINCIPES GÉNÉRALEMENT ADMIS DANS LE COMMERCE . .	235
A. Les usages commerciaux	237
Les usages conventionnels ou interprétés	239
Les usages appelés par la loi	240
La coutume au sens juridique	240
B. Les principes généralement admis dans le commerce	241
Les principes d'une comptabilité régulière	243
Les usages relatifs aux obligations formelles de la comptabilité . .	244
Les principes comptables généralement acceptés	244
Le principe de continuité	247
Le principe de prudence	249
C. Les usages commerciaux et la sincérité du bilan	251
La relation entre les usages commerciaux et les principes à observer pour l'établissement du bilan	253
Les usages commerciaux en tant que principes comptables complé- mentaires à celui de la sincérité du bilan	254
<i>Chapitre IX</i>	
LA SINCÉRITÉ DU BILAN ET L'INFORMATION DES INTÉRESSÉS	257
A. Les intéressés	259
L'expression « se rendre compte aussi exactement que possible » . .	261
Le chef de maison dans une entreprise individuelle, les associés d'une société de personnes, les administrateurs ou gérants d'une société de capitaux	262

	Pages
Les contrôleurs aux comptes	262
Les actionnaires	262
Les travailleurs	263
Les créanciers	263
Les créanciers conditionnels	264
L'Etat	264
Les personnes qui ont l'intention de nouer des relations juridiques avec l'entreprise	264
La « situation économique de l'entreprise »	264
Le délai de clôture d'un bilan	265
Le but de l'information donnée par le bilan	267
B. Sincérité et clarté du bilan	269
La désignation des postes du bilan	271
La structure du bilan	271
— les recommandations des milieux professionnels	271
— les schémas obligatoires	273
L'indication du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation . . .	274
L'importance du principe de la sincérité par rapport à celui de la clarté du bilan	275
C. Sincérité du bilan et secret des affaires	277
Les références légales au secret des affaires	279
La définition du secret des affaires, en particulier dans la jurisprudence du Tribunal fédéral	279
Le secret des affaires et le bilan proprement dit	280
Le secret des affaires et le compte d'exploitation (l'indication du chiffre d'affaires)	281
Le secret des affaires en tant que limite légale aux principes à observer pour l'établissement du bilan	282

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTENU DU PRINCIPE DE SINCÉRITÉ	283
---	-----

Chapitre X

L'EXACTITUDE DE LA COMPTABILITÉ	285
A. La comptabilité commerciale	287
Définition de la comptabilité commerciale	289
Les autres branches de la comptabilité	289

	Pages
La comptabilité commerciale sur le plan de l'intérêt public	290
La comptabilité commerciale sur le plan de l'intérêt privé	290
Les livres de commerce et les documents comptables	291
Les moyens d'enregistrement comptable	293
Les méthodes comptables	293
L'exactitude de la comptabilité, obligation légale de l'art. 957 CO .	294
B. L'exactitude formelle de la comptabilité	297
Les règles garantissant la force probante des livres de commerce . .	299
L'adaptation du système comptable utilisé aux besoins de l'entreprise	300
La continuité et la cohérence du traitement des opérations comptables	300
La permanence des enregistrements et l'inaltérabilité des documents	300
La lisibilité des livres et documents comptables	300
L'utilisation adéquate de la langue et de l'unité monétaire	301
C. L'exactitude matérielle de la comptabilité	303
La comptabilisation de l'intégralité des opérations qui ont été faites dans l'entreprise	305
L'interdiction d'enregistrer une opération fictive	305
La concordance entre les écritures et les pièces justificatives ou les documents comptables de base	306
La fidélité des regroupements de données et des écritures récapitu- latives	306
L'exactitude arithmétique des comptes du grand livre général . . .	306
La concordance de la balance générale avec les documents qui en découlent (bilan et compte d'exploitation)	306
D. L'exactitude de la comptabilité, présupposition de la sincérité du bilan	309
Le lien entre le bilan et la comptabilité	311
La tenue irrégulière des livres de commerce, présomption de négli- gence coupable ou de fraude	311
La tenue régulière des livres de commerce, présomption de la sincérité des comptes	311
L'exactitude de la comptabilité et le secret des affaires	312
La concordance entre la comptabilité et les faits	312

Chapitre XI

LES PROBLÈMES POSÉS PAR L'ENREGISTREMENT DES MOUVEMENTS DE VALEURS . .	313
A. L'enregistrement des mouvements de valeurs dans la comptabilité	315
L'enregistrement des mouvements de valeurs au cours de la période comptable	317

L'enregistrement des mouvements de valeurs au moment de la clôture des comptes annuels	318
B. L'enregistrement des actes juridiques	319
Les actes juridiques unilatéraux et bilatéraux	321
Les opérations réalisées sur le plan juridique et sur le plan économique	321
La comptabilité et la situation juridique de l'entreprise	322
L'enregistrement des actes juridiques unilatéraux	323
L'enregistrement des actes juridiques bilatéraux — Les problèmes posés par l'enregistrement:	
— du contrat de vente mobilière	324
— du contrat d'entreprise	327
— des contrats de services	327
— des contrats de licences	328
L'enregistrement des actes juridiques et la sincérité du bilan (notamment dans un contrat de vente à tempérament et dans un contrat de licence)	328
C. L'enregistrement des autres faits	331
Les faits provenant de phénomènes de nature économique	333
Les faits découlant d'événements touchant les biens de l'entreprise .	334
Les faits résultant d'événements touchant les droits de l'entreprise ou les personnes qui y exercent une activité	334
Les événements postérieurs à la date de clôture du bilan mais dont l'origine remonte à des faits existant déjà à cette date	335

Chapitre XII

L'ÉTAT COMPLET DU BILAN	337
A. Les données de base	339
La relation qui existe entre l'inventaire et le bilan annuel	341
La sincérité de l'inventaire	341
La sincérité et les autres bilans:	344
— les bilans que la loi impose d'établir (outre le bilan annuel) . .	346
— les autres bilans non prescrits impérativement par la loi	346
B. L'état complet de l'inventaire et du bilan	349
La notion de l'état complet du bilan	351
L'état complet de l'inventaire	352
La mention dans l'inventaire d'un actif immobilisé totalement amorti	353
L'inventaire des marchandises lorsque des opérations de vente ou d'achat chevauchent sur deux exercices	353
L'inventaire des actifs et passifs anticipés ainsi que des provisions pour charges futures	354

	Pages
L'inventaire des travaux en cours dans la comptabilité de l'entrepreneur	355
L'inventaire des travaux en cours dans la comptabilité du maître de l'ouvrage	355
L'inventaire des travaux faits par l'entreprise pour son propre compte	356
L'interdiction de constituer des réserves latentes par la non-consignation dans l'inventaire d'un actif ou par l'inscription d'une dette fictive	356
La capacité à être inventoriées des valeurs actives immobilisées incorporelles	358
L'état complet de l'inventaire selon la nature et le but du bilan	360
La relation entre l'état complet de l'inventaire et l'état complet du bilan	360
La déclaration d'intégralité du bilan	362
 C. Les engagements hors comptabilité	 363
L'obligation pour toutes les entreprises d'indiquer au bilan les engagements non révélés par la comptabilité	365
Les engagements conditionnels et les engagements futurs	366
Les notes « hors bilan »	368
Les événements survenus après la date de clôture mais avant l'établissement du bilan	368
La forme dans laquelle les engagements conditionnels et futurs doivent être indiqués au bilan ou en annexe	369
 D. Le bilan du commerçant individuel	 371
L'importance des raisons individuelles en Suisse	373
L'obligation de comptabiliser la fortune commerciale et non la fortune privée	373
Le régime juridique, sur le plan du droit civil, des biens commerciaux et des biens privés	374
L'obligation de mentionner en annexe du bilan le montant global des engagements privés	376
 E. La compensation des actifs et des passifs	 379
L'interdiction de la compensation	381
Les exceptions découlant de la loi	382
Les exceptions admises par la pratique des milieux professionnels de la comptabilité	383
L'interdiction de la compensation dans le cas d'une succursale	384

Chapitre XIII

L'ÉTAT COMPLET DU COMPTE D'EXPLOITATION	385
A. Les données de base	387
Le compte d'exploitation du point de vue comptable	390
Le compte de pertes et profits	391
Le compte d'exploitation au sens juridique	391
La comparaison entre ces trois comptes	391
Le compte d'exploitation de l'art. 959 CO	392
B. L'état complet du compte d'exploitation	393
La notion des résultats comptables	395
L'interdépendance entre, d'une part, l'exactitude de la comptabilité et l'état complet du bilan et, d'autre part, l'intégralité du compte d'exploitation	395
Les charges comptabilisées à l'actif du bilan	396
Les charges proprement dites de l'exercice	397
Les charges à payer	398
Les provisions pour charges futures	398
Les charges payées d'avance	399
Les produits proprement dits de l'exercice	399
Les produits à recevoir	400
Les produits reçus d'avance	400
C. La compensation des charges et des produits	403
L'interdiction de la compensation	405
Quelques cas de compensation interdite de charges et de produits	407
Les exceptions admises par les milieux professionnels de la comptabilité	408
La présentation du chiffre d'affaires dans le compte d'exploitation	409
D. Les réserves latentes volontaires	411
La constitution des réserves latentes volontaires dans le cadre des dispositions du titre XXXII CO et dans le droit du bilan de la société anonyme	413
Les propositions du Groupe de travail	414
Les mécanismes comptables relatifs à la constitution des réserves latentes volontaires	415
Les différentes formes de dissolution des réserves latentes volontaires	416
Les mécanismes comptables relatifs à la dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires	417

	Pages
La dissolution arbitraire des réserves latentes volontaires et la sincérité du compte d'exploitation	418
L'obligation de « lega lata » pour les entreprises non soumises au droit applicable à la société anonyme de faire apparaître dans leur compte d'exploitation la dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires	420
La dissolution arbitraire de réserves latentes volontaires dans la société anonyme de « lege lata » et de « lege ferenda »	421
<i>Chapitre XIV</i>	
LA SINCÉRITÉ DES ÉVALUATIONS	423
A. Les différentes valeurs selon le but et la nature du bilan	425
La notion de valeur	427
L'évaluation et son objet	427
Valeur légale et valeur conventionnelle	428
Valeur comptable et valeur extra-comptable	428
Les différentes valeurs dans l'inventaire du patrimoine de l'entreprise	428
Le classement des bilans selon leur but	430
Les bilans de résultats (bilans dynamiques)	431
Les bilans de fortune (bilans statiques)	431
B. Les règles d'évaluation fixées par le législateur et la sincérité. . .	433
L'origine historique des règles légales d'évaluation	435
La règle d'évaluation de l'art. 960 al. 2 CO :	435
— la valeur subjective	435
— la réévaluation des immobilisations corporelles	438
— la réévaluation des biens destinés à la vente	438
Les règles d'évaluation propres à la société anonyme :	
— les art. 665 ss CO	440
— la réévaluation des actifs immobilisés corporels de « lega lata » et de « lege ferenda »	441
— la réévaluation des biens destinés à la vente	442
Les règles légales d'évaluation et le principe de sincérité sous sa forme négative	443
C. La valorisation de certains éléments de l'actif	445
La valorisation des stocks de marchandises	447
— la valorisation des approvisionnements	447
la méthode du coût d'achat moyen pondéré	448
les méthodes de l'épuisement des stocks	448

	Pages
— la valorisation de la production	449
les méthodes relatives à la recherche des coûts de production	450
— le choix des méthodes (la liberté de choix autorisée par le législateur et les limites imposées par le principe de sincérité)	451
La valorisation des travaux en cours	453
La valorisation des valeurs incorporelles créées par l'entreprise	454
— leur valeur effective pour l'entreprise	455
— leur valeur subjective en cours d'exploitation et leur prix de revient	455
— les amortissements commandés par les circonstances	456
 D. Les amortissements et les provisions	 457
Les amortissements	459
Les diverses significations de l'amortissement	459
L'amortissement et le principe de sincérité	460
La durée d'utilisation et la cadence de dépréciation d'un actif immobilisé	461
Les principales méthodes d'amortissement	461
Le choix du taux et de la méthode d'amortissement en fonction de la nature des éléments de l'actif immobilisé	462
Le choix du taux et de la méthode d'amortissement en fonction du principe de sincérité	463
Les provisions	464
Comparaison entre les provisions et l'amortissement	464
Les provisions pour dépréciation des biens destinés à la vente	464
Les provisions pour risque de perte sur les autres actifs circulants	465
Les provisions pour charges futures	467
L'évaluation des provisions sous l'angle du principe de sincérité du bilan	467
 E. L'inflation et les évaluations	 469
Définition de l'inflation	471
L'évolution en Suisse de l'indice des prix de gros et de l'indice des prix à la consommation	471
Les effets de l'inflation sur la comptabilité	472
Les diverses approches et méthodes concernant le traitement comptable des effets de l'inflation	474
La position du législateur suisse	476
Les conséquences de l'inflation sur la sincérité des comptes annuels	477
Le traitement comptable général des effets dus à l'inflation, de « lege lata »	477

	Pages
Les diverses mesures autorisées par la loi que le commerçant peut prendre pour compenser les effets de l'inflation	478
L'obligation légale de respecter la sincérité du compte d'exploitation en période d'inflation	479
* * *	
CONCLUSION.	481
<i>De « lege lata »</i>	483
L'étude historique, dans le Code des obligations, des principes à observer pour l'établissement des comptes annuels, base de la recherche de la sincérité du bilan	485
La notion de sincérité et sa portée.	486
Le contenu du principe de sincérité	486
Le principe de sincérité et le droit fiscal	487
<i>De « lege ferenda »</i>	491
Les propositions du Groupe de travail pour l'examen du droit des sociétés anonymes dans le rapport intérimaire et dans l'avant-projet.	493
La proposition d'une quatrième directive de la CEE relative à la structure et au contenu des comptes annuels	494
La notion de fidélité du bilan.	496
Proposition de modification de l'art. 959 CO et du projet de l'art. 662 al. 2 CO	497
Observation finale.	498
* * *	
BIBLIOGRAPHIE	499
* * *	
TABLE DES MATIÈRES DÉTAILLÉE	513
* * *	

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
DU « JOURNAL DE GENÈVE »
EN DÉCEMBRE 1976

